

Jacques Attali

Verbatim

Tome 2

Chronique des années 1986-1988

Fayard

Jacques Attali

Verbatim

Tome 2

Chronique des années 1986-1988

Fayard

Table des Matières

[Page de Titre](#)

[Table des Matières](#)

[Page de Copyright](#)

[Du même auteur](#)

[1986](#)

[1987](#)

[1988](#)

[GLOSSAIRE MILITAIRE](#)

Du même auteur

- Analyse économique de la vie politique, PUF, 1973.
Les Modèles politiques, PUF, 1974.
L'Anti-économique (avec Marc Guillaume), PUF, 1975.
La Parole et l'Outil, PUF, 1976.
Bruits, PUF, 1977.
La Nouvelle Économie française, Flammarion, 1978.
L'Ordre cannibale, Grasset, 1979.
Les Trois Mondes, Fayard, 1981.
Histoire du temps, Fayard, 1982.
La Figure de Fraser, Fayard, 1984.
Un homme d'influence, Fayard, 1985.
Au propre et au figuré, Fayard, 1988.
La Vie éternelle, roman, Fayard, 1989.
Lignes d'horizon, Fayard, 1990.
Le Premier Jour après moi, roman, Fayard, 1990.
1492, Fayard, 1991.
Verbatim I, Fayard, 1993.
Europe(s), Fayard, 1994.
Il viendra, roman, Fayard, 1994.
Manuel, l'enfant-rêve (ill. Ph. Druillet), Stock, 1994.
Économie de l'apocalypse, Fayard, 1995.

Voici le deuxième tome du journal que j'ai tenu de mai 1981 à mai 1991, décennie au cours de laquelle j'ai été le conseiller spécial de François Mitterrand, Président de la République française. Ce volume retrace la période allant du 15 mars 1986 au 8 mai 1988, pendant laquelle Jacques Chirac dirigeait le gouvernement. Un troisième tome couvrira les trois années suivantes, lorsque Michel Rocard était aux affaires.

Verbatim appartient à un genre littéraire particulier et sa publication est pour moi comme une parenthèse dans mon travail d'écrivain. En raison, bien sûr, du sujet traité, sur lequel je ne reviendrai plus par la suite. Mais aussi par le contenu où s'entrechoquent notations sur le vif et conversations diplomatiques. J'espère faire entendre, ainsi, tant le bruit d'événements considérables que la petite musique de la « comédie du pouvoir ».

Les épreuves de ce livre, comme celles du précédent, ont été communiquées au Président de la République sans que cela soit de nature à l'engager d'aucune manière sur son contenu. Il s'agit exclusivement de notes personnelles, non officielles, consignées chez moi au jour le jour, reflétant ce que j'ai vu ou entendu directement ou, parfois, ce qui m'a été rapporté — par un ou plusieurs témoins — de certains événements lorsque je n'ai pu y assister directement. Pour la commodité de lecture, j'ai transcrit le plus souvent en style direct les propos des différents protagonistes; leur reconstruction ne saurait être prise pour la reproduction mot pour mot des paroles prononcées à l'époque par ceux à qui ils sont prêtés, et elle n'engage évidemment que moi, comme il en va pour tout mémorialiste.

Les éventuels démentis à venir ne signifieront pas que j'aie altéré la teneur de ces propos ou en aie inventé certains, mais que leur publication est jugée inopportune par ceux qui les tinrent. Il en va et en ira toujours ainsi pour les témoignages publiés mettant en scène des personnalités encore en activité ou qui projettent elles-mêmes de donner leur version de l'Histoire.

Je ne reviendrai pas sur l'histoire de la rédaction de ce livre. Elle a été l'objet de bien des polémiques. Ce que j'ai écrit en introduction au premier volume reste, mot pour mot, valable pour celui-ci. Je voudrais seulement répondre à quelques interrogations qui ont surgi alors.

On a d'abord soutenu que le délai entre les faits rapportés et leur relation était trop court. Comparé à de prestigieux exemples étrangers, Verbatim est au contraire plutôt tardif: Henry Kissinger, Jimmy Carter, Margaret Thatcher, Giulio Andreotti, Mikhaïl Gorbatchev, par exemple, ont publié leurs mémoires — contenant notes administratives, procès-verbaux d'entretiens, confidences de tiers — dans des délais équivalents, voire sensiblement plus courts. Ce fut aussi le cas, en France, des Mémoires de guerre du général de Gaulle. Enfin, sur la période ici couverte ont déjà été publiés plusieurs livres, dont les plus sévères commentateurs louèrent le sérieux, évoquant à leur façon nombre de faits consignés dans ce volume, certains s'appuyant parfois sur des documents d'archives qu'ils citaient amplement.

Certains ont soutenu que Verbatim contenait des erreurs. En fait, un très petit nombre de critiques factuelles ont été adressées au premier volume: une cinquantaine sur près de dix mille événements cités. A trois exceptions près, je les ai toutes réfutées. Et si quelques acteurs de cette période ne se sont pas retrouvés dans ma relation des faits, il y a à cela deux explications: quelques-uns mentent délibérément pour reconstruire leur image, nier leur rôle, faire oublier certaines de leurs erreurs; la plupart, de bonne foi, oublient leur passé, leurs paroles, leurs actes, leurs sentiments, ou les reçoivent par l'étrange travail de la mémoire qui filtre, transforme et embellit.

On a aussi soutenu que la révélation de conversations privées risquait de nuire aux intérêts de la France. Il n'en est rien. Dans ce tome comme dans le précédent, j'ai pris évidemment toutes les précautions pour écarter de mes notes publiées les rares secrets dont la divulgation pourrait prêter le flanc à ce genre de reproche. C'est en particulier le cas sur les questions de Défense.

On a encore prétendu que plusieurs chefs d'État étrangers s'en étaient offusqués et que, s'ils avaient su que mes notes étaient destinées à voir le jour, ils se seraient exprimés autrement devant moi. C'est faux. Tous ceux d'entre eux que j'ai rencontrés depuis lors m'ont remercié d'avoir rapporté et mis en perspective avec exactitude leurs propos. Un homme d'État sait fort bien que toute son action est faite pour être un jour connue de tous. Il parle donc en conséquence, même en privé. C'est ce qui le distingue d'un politicien. Si tous les acteurs de la vie publique agissaient de la sorte, on en aurait vite fini avec le double langage. Je me plais à imaginer ce que deviendrait l'Histoire si aucun dictateur ou démagogue n'était à l'abri d'une prompte publication de l'ensemble de ses propos. La transparence est une garantie de démocratie. Abolir ou réduire le secret, c'est-à-dire l'appropriation privée de l'information, c'est entamer l'ultime rempart d'élites autoproclamées.

On a enfin laissé entendre que l'élaboration d'un livre d'Histoire — fût-elle contemporaine — devait être réservée aux historiens de profession. Qu'eux seuls auraient en quelque sorte le droit de détenir et traiter ultérieurement le matériau brut laissé par les acteurs sous forme d'archives. C'est là le plus français des arguments. Je l'avais déjà entendu après avoir écrit sur le temps, sur la médecine, sur la musique, sur la propriété, sur les grandes découvertes. Dans notre pays, le corporatisme est encore vivace, les corporations restent innombrables. Je ne cesserai jamais de combattre ces cloisonnements: l'Histoire n'appartient pas aux historiens, mais aux peuples qui la font ou la subissent. Les vrais historiens le savent. Au surplus, l'essentiel de ce que contient ce livre a été vécu et pris en notes par moi et par moi seul. Sans moi, sans ce livre, rien n'en serait disponible pour les historiens futurs. Verbatim aidera donc, je l'espère, les plus sérieux d'entre eux à replacer les faits dans leur contexte et à les confronter aux témoignages des contemporains.

Je n'ai pas voulu y régler quelques comptes — la vindicte n'est pas mon jeu favori — ni y reconstruire l'Histoire. Seulement raconter. Rendre compte au souverain, c'est-à-dire au peuple. Et rendre des comptes. Crûment. Froidement. Cliniquement. Sans juger. Sans peser des vérités contradictoires. Sans masquer ce qui pourrait déplaire aux puissants d'hier, d'aujourd'hui ou de demain.

Ce second tome raconte ce qui s'est joué dans les coulisses du pouvoir durant deux années d'une importance considérable.

En ce temps-là, l'Europe commençait de prendre une forme nouvelle. La coopération politique, militaire et monétaire franco-allemande s'approfondissait, créant les conditions de la rédaction du traité de Maastricht. Une formidable partie d'échecs entre les deux superpuissances aboutissait à un premier désarmement nucléaire, accepté par les Américains en échange du droit de poursuivre la mise au point des armes de la « guerre des étoiles ». En URSS, tandis que Mikhaïl Gorbatchev amorçait des réformes économiques et politiques majeures dans le but de sauver ce qui pouvait l'être encore du Pacte de Varsovie et du Comecon, des craquements se faisaient entendre aux rares oreilles attentives. Par ailleurs, les drames du terrorisme et des otages maculaient de sang des polémiques parfois dérisoires.

En France, des hommes politiques nouveaux, tel Édouard Balladur, faisaient leurs premières armes. D'autres, tels Gaston Defferre ou Alain Savary, livraient leurs ultimes assauts. Jacques Chirac y a fait l'apprentissage du pouvoir suprême. Il s'est révélé progressivement un homme politique cultivé et ouvert. Dans les premiers mois de la cohabitation, la guerre entre les deux pôles de l'exécutif fut terrible et conduisit les uns et les autres à des formules ou à des jugements qu'ils durent sans doute regretter par la suite. Puis s'est installée entre le Président et son Premier ministre une relation faite de curiosité réciproque et de réelle sympathie. Peut-être parce que l'un et l'autre avaient beaucoup retenu de la période précédente. Le premier avait retrouvé le goût perdu des batailles et des conquêtes; le second avait appris la patience. François Mitterrand pensa jusqu'en mai 1988 que Jacques Chirac était trop imprévisible pour faire un bon Président; ce fut même un des moteurs de sa propre candidature. Mais, peu à peu, sa critique se fit plus indulgente, plus compréhensive. Il trouva que l'autre, finalement, apprenait vite. Des adversaires parvinrent

ainsi à se connaître, voire à travailler ensemble alors même que s'opposaient parfois brutalement, au sommet de l'État, deux visions de la France. S'élaboraient, souvent dans l'affrontement extrême, de nouvelles règles de fonctionnement du pouvoir d'État. Une lecture inédite de la Constitution voyait le jour, instituant un système où le Président de la République devait négocier sans relâche avec un gouvernement issu d'une représentation populaire exigeante. Une nouvelle répartition des rôles apparaissait: le Premier ministre, candidat aux futures élections présidentielles, se concentrait sur le court terme ; le Président, avant de se lancer lui-même dans la bataille de sa réélection, ne pensait qu'à l'image que laisserait son septennat dans l'Histoire. Ainsi, au cours de cette période, un nouveau partage des compétences se créa, ne distinguant plus deux domaines, mais deux horizons, le Président assumant les choix à long terme et laissant au gouvernement les responsabilités de la gestion immédiate. Ce passage du domaine réservé à l'horizon réservé constitue un des acquis de cette période.

Cette distinction est bienvenue: comme toute nation, la France est menacée de perdre son identité dans la mondialisation des idées, des marchés, des objets. La fonction étatique y est donc nécessairement double: d'une part, il convient de gérer, de satisfaire les besoins à court terme, de répondre aux aspirations telles qu'elles se définissent et émergent au gré des conjonctures et des humeurs; d'autre part, il importe d'entreprendre des actions dont l'échéance est beaucoup plus lointaine que celle du mandat qu'a reçu l'élu. La force des institutions françaises est de le permettre. Par voie de conséquence, ce serait commettre, à mon sens, une grave erreur que d'aligner la durée du mandat du Président sur celle du Parlement. Cette coïncidence serait illusoire aussi longtemps que le Président conserverait — ce que nul ne songe à lui retirer — le droit de dissolution. En tout état de cause, l'horizon présidentiel doit rester plus long que l'horizon parlementaire et gouvernemental.

Au total, la période racontée dans ce volume constitue un moment particulièrement riche de l'Histoire de France, où furent fixées des règles et des pratiques avec lesquelles nous vivons et vivrons sans doute longtemps encore.

¹ La Décennie Mitterrand, tomes 1 et 2 (Le Seuil) de Pierre Favier et Michel Martin-Rolland ; Le Président (Le Seuil) et La Fin d'une époque (Fayard-Le Seuil) de Franz-Olivier Giesbert ; L'Épreuve de vérité (Plon) de Gérard Longuet ; Le Roman de l'argent (Albin Michel) de Stéphane Denis; Chronique d'une victoire annoncée (Fayard) de Kathleen Evin, entre beaucoup d'autres titres.

Samedi 15 mars 1986

Jacques Chirac téléphone à Jean-Louis Bianco. Le ton est dramatique: Je vous appelle pour une affaire d'intérêt général. J'ai des renseignements qui méritent d'être pris en compte. Je crains un attentat en Guadeloupe contre Mme Michaux-Chevry. Vos services de police pourront vous confirmer mes affirmations. Un peu plus tard, par l'intermédiaire d'Édouard Balladur, Jean-Louis Bianco rassure Jacques Chirac sur le sort de Mme Michaux-Chevry : des instructions ont été données.

Tard dans la matinée, discussion avec le Président sur le nom d'un Premier ministre. Jean-Louis Bianco et moi lui conseillons Jacques Chirac. C'est déjà son choix. Il nous le confirme. Mais, pour l'heure, il laisse parler devant lui tous ceux qui ont un avis différent, sans exprimer le sien qui est qu'il ne faut pas biaiser avec le suffrage universel ni laisser à la droite une carte en réserve. Le Président demande à Jean-Louis Bianco de téléphoner à Édouard Balladur pour le prévenir qu'il songe à Chirac mais n'a encore pris aucune décision : Que Jacques Chirac ne fasse pas de déclaration triomphante qui rendrait sa nomination impossible. Qu'il me laisse le sentiment d'être libre. Qu'il ne pose pas de conditions préalables. Et dites-lui que je compte bien exercer un droit de regard sur les nominations des ministres des Relations extérieures, de la Défense et de l'Intérieur.

Dimanche 16 mars 1986

Comme prévu par les sondages, les élections législatives — au scrutin proportionnel à un tour — donnent à la droite la majorité absolue avec 291 élus sur 577. Le RPR et l'UDF ont obtenu 277 sièges avec 40,09 % des suffrages exprimés, les divers droite 14. Le Front national obtient 35 sièges: autant que le PC. L'ensemble de la gauche non communiste (PS + MRG) remporte 216 sièges avec 31,48 % des suffrages, soit son plus mauvais score depuis les années soixante.

A 22 heures, François Mitterrand reçoit dans son bureau Lionel Jospin, Laurent Fabius, Pierre Joxe, Louis Mermaz et Jean-Louis Bianco. Mermaz est plutôt pour Chaban à Matignon; Jospin plaide pour Chirac ; Pierre Joxe est tout à fait contre ce dernier: Il est trop dur, il noyauterait l'Administration. Fabius ne prend pas clairement position, mais est plutôt opposé au choix de Chirac.

Le Président souhaite organiser demain une nouvelle concertation avec ses ministres et collaborateurs. Mais il ne faut surtout pas donner l'impression qu'il « consulte ».

A la demande du Président qui entend explorer toutes les pistes, Jean-Louis Bianco téléphone à Jacques Chaban-Delmas: Le Président n'a pas arrêté sa décision. Seriez-vous prêt à y aller ? Réponse: Évidemment.

André Bettencourt, député RPR et ami de jeunesse du Président, propose de jouer les émissaires avec Jacques Chirac. Bénouville aussi. Édouard Balladur rappelle Jean-Louis Bianco pour lui donner la réponse de Chirac : Ce que veut le Président est envisageable, mais Jacques Chirac a été surpris de la demande concernant le ministère de l'Intérieur.

Lundi 17 mars 1986

A droite, les réunions succèdent aux réunions. Au cours d'un petit déjeuner, d'après ce que j'apprends, Pierre Méhaignerie, René Monory, Jacques Barrot, Bernard Stasi ont décidé que le CDS jouerait le jeu de la cohabitation. L'UDF en fait autant.

A 10 heures, Jean-Louis Bianco reçoit deux appels téléphoniques: l'un de Pierre Bérégovoy, l'autre de Jean-Pierre Chevènement.

Pierre Bérégovoy : Il faut mouiller Chirac à Matignon pour qu'il arrive exsangue aux élections présidentielles. Et là, avoir une réserve de centre droit.

Jean-Pierre Chevènement : Tout dépend du scénario que le Président envisage : conflit ou non-conflit? Et quand? Mais je crois que la clarté est préférable. Le choix de Chaban ou de Giscard serait incompréhensible pour l'opinion.

Le Président sollicite encore l'avis de Bianco et le mien. Pour nous, c'est toujours Chirac. Il approuve: Il faut prendre le risque, avaler la pilule. La droite la plus dure doit gouverner. Mais Chirac est-il capable d'être Premier ministre dans les circonstances actuelles? Sera-t-il capable de contrôler les contradictions de sa majorité ?

Jean-Louis Bianco va trouver Jacques Chaban-Delmas à la demande de François Mitterrand qui a prié le maire de Bordeaux de rentrer à Paris toutes affaires cessantes. Ce dernier confirme qu'il pense pouvoir gouverner si on le lui propose.

A 11 heures se réunissent en grand secret autour de Jacques Chirac, dans l'appartement d'un questeur du Sénat, Pasqua, Balladur, Toubon, Labbé, Lecanuet, Gaudin, Léotard, Méhaignerie, Rossinot, Donnez et Giraud. Tous accordent leur soutien à Chirac s'il est désigné. Celui-ci leur promet l'égalité en termes de portefeuilles ministériels.

A la demande du Président, Michel Charasse appelle Giscard. L'ancien Président veut Matignon. Il pense pouvoir s'imposer aux partis de la nouvelle majorité. Il parle de la nécessité de ne rien céder aux terroristes. Il évoque aussi, sibyllin, le problème que poserait au Président le choix d'un Premier ministre qui n'hésiterait pas, le cas échéant, à l'attaquer, y compris sur le terrain le plus privé.

A 12 heures, François Mitterrand reçoit Laurent Fabius. Ce dernier est réticent à l'idée que Chirac s'installe à Matignon.

Déjeuner entre Jacques Chirac et Pierre Messmer. Le premier offre au second la présidence du groupe RPR. Le maire de Paris « bétonne » son parti.

A 13 heures, déjeuner à Matignon des principaux dirigeants socialistes, sans François Mitterrand.

Gaston Defferre : Je suis pour Chaban. S'il le choisit, le Président montre qu'il choisit librement qui il veut. N'oubliez pas que Chirac s'est déjà dressé contre Giscard quand il était Premier ministre. Il fera pire face à François Mitterrand.

Louis Mermaz : Mon premier choix est pour Chaban, le deuxième pour Giscard. Chirac se ferait mal voir s'il créait des difficultés à Chaban nommé par le Président.

Roland Dumas : Mieux vaut Chaban. Marginaliser Chirac serait une bonne chose. Chaban protégera le Président contre Chirac et ne sera pas un bon candidat aux présidentielles.

Pierre Joxe : Je suis pour Chaban. Chirac est d'autant plus inacceptable que sa victoire est courte.

Lionel Jospin : Je suis aussi plutôt pour Chaban. Mais il y a peut-être un problème de faisabilité. C'est au Président d'apprécier. Il y a deux

arguments forts contre le choix de Chirac : d'abord, le Président n'aura contre lui que des armes lourdes, pas d'armes de gestion courante ; ensuite, s'il le nomme, il perd son droit de nomination des fonctionnaires. Chirac va vouloir exercer un pouvoir total sur l'administration.

A l'inverse, Pierre Mauroy, Jean-Pierre Chevènement et Pierre Bérégovoy sont pour Chirac, avec des arguments identiques: C'est le pire, mais le seul choix possible. Il faut qu'il échoue pour que François Mitterrand puisse être candidat.

A 15 heures, la réunion des principaux ministres socialistes se poursuit à Matignon. La plupart s'expriment en faveur de Chaban ou, à la rigueur, de Giscard. Pour eux, le choix de Chirac serait épouvantable: ce serait la guerre de revanche.

Gaston Defferre : Jacques Chirac est sans scrupules... Mais Chaban, s'il est choisi, ne pourra peut-être pas aller jusqu'au bout à cause du RPR.

Pierre Joxe : Rien n'est plus dangereux qu'un Premier ministre candidat à la Présidence. Chirac à Matignon provoquerait une épreuve de force avec le Président, même dans le domaine international. Chaban aurait, lui, un comportement démocratique. Chirac sera mû par la volonté d'exercer le pouvoir absolu. Prendre Chaban, cela veut dire, d'une certaine manière, que l'on n'a pas perdu.

Lionel Jospin : J'ai tendance à partager le raisonnement de Pierre Joxe. Si c'est Chirac, le Président donne l'impression de ne pas avoir exercé son pouvoir de choix; c'est une lecture droite/gauche de la réalité actuelle. Si c'est Chaban, cela traduit mieux la complexité du vote.

Roland Dumas : Chirac risque de rentrer dedans tout de suite, de mettre le Président en difficulté sur des sujets comme la « guerre des étoiles ». J'hésite entre Giscard et Chaban. Je suis plutôt pour Chaban. Avant le 16 mars, j'étais plutôt pour Giscard.

Louis Mermaz : Je partage l'avis de Dumas. Chirac est un homme dangereux.

Laurent Fabius reste silencieux. Il penche à présent, je crois, pour Chirac.

Explosion dans le TGV Paris-Lyon: 10 blessés. Le Comité de solidarité avec les prisonniers arabes et du Proche-Orient (CSPPO) revendique l'attentat.

A 15 heures, Jacques Chaban-Delmas rappelle Jean-Louis Bianco et décline l'offre: Chirac tient tout et bloquera le Parlement si quelqu'un d'autre que lui est désigné.

Charasse appelle Valéry Giscard d'Estaing et reçoit le même message: Chirac a tout verrouillé.

François Mitterrand me dit: Vous voyez bien, il bloque ceux qui tentent quelque chose. Chirac sera le plus dur, mais il faut ne pas biaiser avec l'obstacle. De toute façon, je n'ai pas le choix, même si je déteste cela.

A 17 heures, le Président commence à réfléchir avec Michel Charasse au texte d'une déclaration qu'il souhaite faire à la télévision. Il y travaille jusqu'à la dernière minute et réécrit même directement sur la bande du prompteur. Après conformément au mandat que vous m'avez confié, il ajoute les mots : et que j'exerce.

A 20 heures, il déclare à la télévision : Je forme des vœux pour que la nouvelle majorité réussisse dans l'action qu'elle est maintenant en mesure d'entreprendre selon les vues qui sont les siennes. Il ne dit rien du Premier ministre, indiquant seulement qu'il choisira la « personnalité » qui devra diriger le nouveau gouvernement dans les rangs de la majorité parlementaire.

Tout Paris s'interroge. Nous sommes peu nombreux à savoir que son choix est arrêté depuis longtemps.

Mardi 18 mars 1986

A 9 heures, Laurent Fabius vient pour la dernière fois, en tant que Premier ministre, prendre le petit déjeuner avec le Président.

A 12 heures, François Mitterrand reçoit Paul Quilès pour parler du Tchad où les forces gouvernementales, aidées par nos soldats, semblent en voie de repousser le GUNT au nord du 16° parallèle.

A la demande du Président, à la même heure, une nouvelle réunion à Matignon, avec les mêmes participants que la veille, aboutit à la répétition des mêmes arguments.

Déjeuner chez Louis Mexandeau avec les mêmes qu'hier, auxquels se joignent Chevènement, Mauroy et Claude Estier — et, cette fois, le Président. Nous sommes treize à table. La majorité des intervenants se prononce encore en faveur de Chaban ou, à la rigueur, Giscard d'Estaing. Joxe et Dumas sont à fond pour Chaban ; leurs arguments paraissent avoir convaincu Lionel Jospin qui déclare: Chaban, ça fait peut-être magouille, mais cela correspond mieux aux résultats des élections et à la volonté populaire.

Seuls Bérégovoy, Chevènement et Mauroy concluent en faveur de Chirac. Fabius, lui, demeure toujours silencieux.

Louis Mexandeau : Pas Chirac! Il va tout diriger! Ce sera un coup d'État permanent! Et, comme cela ne lui paraît sans doute pas suffisant, il ajoute qu'il a entendu ce curieux argument: Ce serait Hitler appelé par Hindenburg... L'analogie, maladroite et absurde, dit-il, est aussi désobligeante pour le Président que pour Jacques Chirac. Chacun pique du nez dans son assiette.

Louis Mermaz reprend: Surtout pas Chirac! Ce serait l'État-RPR!

Le Président écoute, puis annonce: Je vais appeler Chirac. Cela ne sert à rien, quand on a un mur devant soi, d'essayer de le contourner. C'est mon instinct politique, mais aussi mon raisonnement qui me dictent cette décision.

Sitôt après le déjeuner, le Président demande à Jean-Louis Bianco de prévenir d'abord Chaban, puis d'appeler Chirac. Il le charge également de téléphoner à Valéry Giscard d'Estaing.

Les responsables du RPR sont réunis à l'hôtel Intercontinental. Bianco joint Chaban, puis Balladur à l'Hôtel de Ville. Il est décidé que Chirac viendra à l'Élysée à 17 h 30.

A 16 heures, le Président fait appeler Chirac pour retarder quelque peu le rendez-vous. Nul ne parvient à le trouver.

A 17 h 15, Jacques Chirac rappelle Bianco depuis l'Hôtel de Ville. D'une voix haletante, il dit : Ne m'en veuillez pas si j'ai un peu de retard, la circulation est tellement difficile aux Tuileries. Cela tombe bien!

Chirac arrive à l'Élysée. On le fait attendre chez Jean-Louis Bianco. Il semble fatigué, grillant cigarette sur cigarette. L'homme paraît plutôt sympathique, aimable, soucieux de coopérer.

François Mitterrand le reçoit pendant deux heures et quart.

Après le départ de Jacques Chirac qu'il a raccompagné jusqu'à la porte qui sépare nos bureaux, François Mitterrand me fait entrer : Je suis sur mes gardes. Chirac est l'ennemi. J'ai voulu marquer les limites. Je lui ai annoncé que je le laisserais gouverner. J'ai accepté qu'il m'accompagne aux Sommets des Sept et aux Sommets européens. Je suis même prêt à envisager des ordonnances qui accélèrent le processus législatif, sans toutefois m'engager à les signer toutes. Dans une ordonnance qu'il veut préparer sur la privatisation, Jacques Chirac m'a dit vouloir inclure des

mesures sociales. A la rigueur, j'admets que l'ANPE peut être envisagée. Mais aucune mesure concernant le travail des jeunes, qui permettrait indirectement une modification du SMIC ou de l'autorisation préalable de licenciement, ne pourra figurer dans une ordonnance. J'accepterai éventuellement des ordonnances sur les prix ou le contrôle des changes, mais pas question d'ordonnances sociales. Je lui ai répété que j'aurais mon mot à dire sur le choix des ministres des Affaires étrangères, de la Défense, de la Coopération et de l'Intérieur. Il m'a parlé d'Aurillac à la Coopération. Pour le Quai d'Orsay, il propose Giscard, que j'ai refusé. J'ai évoqué Chaban, Bettencourt, Lipkowski ou un diplomate de carrière. Chirac n'en veut pas. Pour la Défense, Chirac m'a proposé Léotard. J'ai refusé. Pour la Justice, il pense à Larcher ou à Dailly. J'ai répondu que celui-ci risquait de poser problème. J'ai ajouté : « Vous avez tort de mettre des chefs de parti dans votre gouvernement. Ils vous critiqueront quand même. » Lecanuet n'aura rien : Jacques Chirac l'a évoqué juste pour que je l'écarte. Pasqua, m'a-t-il dit, sera à l'Intérieur. Dans ce cas, je l'ai prévenu que plus personne, ni à l'Élysée ni au gouvernement, n'osera encore se servir du téléphone! Chirac m'a répondu: « Écoutez, je m'en porte garant, vous n'avez rien à redouter de Charles Pasqua. » Je lui ai dit que je le savais bien, mais que lui, en revanche, n'était peut-être pas à l'abri... Il a eu l'air étonné.

J'informe le Président de l'intention des Américains — que je viens d'apprendre — de bombarder prochainement la Libye. Ce n'est pas nouveau: en février, déjà, nous avons refusé de nous associer à une telle opération et François Mitterrand l'avait expliqué au général Walters, envoyé par Reagan le 3 mars. Les Américains vont sans doute nous redemander notre appui.

Le Président réfléchit à plusieurs noms possibles pour les Affaires étrangères. Il songe à Messmer. Maurice Ulrich, que Jacques Chirac vient de choisir comme directeur de cabinet, a appelé Bianco pour avancer le nom de Jean-Bernard Raimond, ambassadeur de France à Moscou.

Un peu plus tard, Balladur téléphone à Bianco : Pour les Affaires étrangères, comment voyez-vous les choses? Avec l'accord du Président, Bianco cite le nom de Jean-Bernard Raimond. Édouard Balladur : J'y ai pensé, mais je le récuse: nous voulons un ministre politique. Je vous propose Valéry Giscard d'Estaing. Bianco réitère le refus du Président: Il ne me paraît pas sûr qu'il accepte, et puis deux Présidents de la République, cela semble beaucoup... En outre, le Président ne juge pas souhaitable qu'un chef de parti occupe ce genre de fonction.

Édouard Balladur: D'Omano ?

Jean-Louis Bianco : Non, c'est aussi un chef de parti.

Édouard Balladur : Albin Chalandon ?

Jean-Louis Bianco : Non, à cause de ses fonctions antérieures dans une société pétrolière!

Édouard Balladur : Pierre Méhaignerie ?

Jean-Louis Bianco : Non, il a été trop violemment antiohabitationniste !

Édouard Balladur avance du bout des lèvres: Hoeffel ?

Jean-Louis Bianco : Il n'a pas l'expérience pour ce poste.

Jean-Louis Bianco évoque alors Pierre Messmer, ainsi que le lui a demandé le Président.

Édouard Balladur : Il a été prévu d'autres fonctions pour lui.

Jean-Louis Bianco : Chaban ?

Édouard Balladur : Je préférerais le voir à l'Assemblée nationale. J'y avais pensé pour la Défense, mais il refuse, prétextant que sa femme ne veut pas se déplacer à l'étranger.

On tombe d'accord sur André Giraud à la Défense. Mais Édouard Balladur insiste pour qu'Albin Chalandon obtienne les Affaires étrangères: Tout de même, Giraud et Chalandon, ce serait bien... Jacques Chirac serait extrêmement surpris que ces noms provoquent des difficultés de votre part.

Dans la soirée, après deux autres coups de fil, Jacques Chirac donne son accord pour que le Quai d'Orsay aille à Jean-Bernard Raimond.

C'est pour nous un soulagement. Jusqu'ici, ce bon diplomate s'est montré discret et concis. Il devrait avoir l'occasion de donner du poids et de l'indépendance à sa maison.

Le soir, nous sommes quelques-uns à regarder les journaux télévisés dans le bureau de Bianco. Le Président nous rejoint. Sur l'écran, on voit entrer et sortir des R 25 de l'Hôtel de Ville où Jacques Chirac « consulte ». François Mitterrand sourit: C'est le retour de la IV^e ! Vous êtes tous trop jeunes pour vous en souvenir, mais moi...

Mercredi 19 mars 1986

Le Président fait venir Pierre Verbrugghe, directeur général de la Police nationale, et lui dit: Restez à votre poste, quoique le futur ministre de l'Intérieur vous dise. La Police est un carrefour important. J'ai besoin de vous.

François Mitterrand approuve une note de Michel Charasse qui fait finement le point sur les aspects constitutionnels de la cohabitation. Il demande qu'on transmette à Jacques Chirac le passage concernant les ordonnances.

Déjeuner avec le Président. On parle des Sommets. Je lui conseille de refuser que Chirac y assiste. Il me dit qu'il faut le laisser gouverner, et même accepter que Bujon de l'Estang, qui sera son conseiller diplomatique, participe à la prochaine réunion de sherpas qui se tiendra sous présidence japonaise à Rambouillet en raison de la réunion simultanée des ministres à l'OCDE.

Je ne suis pas d'accord. Je trouve que le Président cède trop, et trop vite.

Édouard Balladur déjeune avec Jean-Louis Bianco dans son bureau; on leur a fait monter deux plateaux. Il évoque les structures du gouvernement: Si l'on arrive au terme du processus de nomination du gouvernement, Jacques Chirac fera immédiatement une déclaration sur les modalités de fonctionnement de la cohabitation. Par égards pour le Président, nous avons remplacé dans ce texte le terme de « dénationalisation » par celui de « privatisation ». Nous envisageons de créer un secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports. Je serai ministre d'État, Pasqua ira à l'Intérieur, Méhaignerie aux Affaires sociales élargies, Monory aux Postes et Télécommunications, Léotard à la Culture et à la Communication, Douffiaques aux Transports. Josselin de Rohan sera secrétaire d'État aux Affaires étrangères.

Puis Balladur s'inquiète: Pourra-t-on changer les dirigeants des entreprises publiques ? Au cours de son entretien avec Jacques Chirac, le Président a donné sa parole qu'il ne s'opposerait pas au remplacement des directeurs généraux de l'Administration. Mais ils n'ont pas parlé des dirigeants d'entreprises publiques.

Bianco interroge le Président au téléphone. Réponse: Mon attitude sera la même que pour les directeurs de l'Administration.

Édouard Balladur: Jacques Chirac prévoit des ordonnances sur les libertés, des ordonnances sociales et des ordonnances politiques. Il est

également question du Code de la nationalité, des contrôles d'identité, du statut de la Banque de France. Sur instruction du Président, Jean-Louis Bianco lui répond qu'il ne peut être question d'ordonnances sur les libertés publiques ni sur le statut de la Banque de France. Dans ces domaines, le Président laissera le gouvernement agir par la loi, mais il ne souhaite pas lui prêter la main.

A la fin du déjeuner, Michel Charasse vient remettre à Edouard Balladur le passage de la note que le Président a approuvée ce matin, fixant les limites qu'il entend mettre au recours aux ordonnances. En substance: les ordonnances doivent être peu nombreuses et précises; le Parlement ne doit pas être privé de son droit de contrôle; le Président est très réticent à l'égard de toute ordonnance sociale, excepté si elle contribue au progrès social. Balladur parcourt les deux feuillets et approuve : Je suis tout à fait d'accord avec le contenu de cette note. Il faut que les ordonnances soient très précises. Il est de l'intérêt du gouvernement d'éviter des contentieux ultérieurs et une annulation par le Conseil constitutionnel.

Il passe à autre chose: Il est tout à fait normal que le Président puisse recevoir tous les ministres qu'il souhaite voir pour que ceux-ci l'informent. Mais, dans un premier temps, nous ne souhaitons pas qu'il y ait trop de contacts entre les collaborateurs du Président et les ministres.

Édouard Balladur explique ensuite que Jacques Chirac souhaite que la démission de Laurent Fabius soit annoncée avant sa propre nomination qui sera suivie de sa déclaration à l'Hôtel de Ville, et enfin de la lecture, à l'Élysée, de la liste des membres de son gouvernement. Le Président souhaiterait au contraire que l'on annonçât en même temps la nomination du Premier ministre et la composition du gouvernement, avant même que Jacques Chirac ne fasse sa déclaration. Mais il n'insiste pas. Infiniment courtois, Balladur nous laisse en partant un texte: Un projet de déclaration de Jacques Chirac, précise-t-il.

Le Président lit le projet et fait biffer un court passage où il est dit: Ces principes d'action ont été établis par le Président de la République et moi-même. François Mitterrand : Je ne veux pas qu'il parle de moi ; ce n'est pas un contrat. Je ne suis pas partie prenante d'un texte dont je ne suis pas l'auteur. Après les prérogatives et les compétences du Président de la République, il fait ajouter les mots: telles qu'elles sont définies par la Constitution. Enfin, dans une phrase relative aux futures ordonnances économiques, il fait supprimer l'allusion à la libéralisation des conditions de gestion des entreprises, qui lui paraît ouvrir la voie à des mesures sociales dont il n'entend pas porter la responsabilité par le biais des ordonnances.

Édouard Balladur se porte garant que Jacques Chirac acceptera toutes ces modifications. Il paraît vraiment tout-puissant.

Un peu plus tard, Jacques Chirac appelle Jean-Louis Bianco. Il tient à parler d'urgence au Président par téléphone: J'ai absolument besoin, dit-il à Bianco, d'ordonnances sur les mesures sociales. Cela peut être un point de blocage du processus.

Le Président ne le prend pas au téléphone et ne le rappelle pas.

François Mitterrand vient saluer les journalistes qui attendent sur le perron : Alors, c'est long d'attendre? Vous faites un fichu métier! Moi aussi. Il fait froid. Il leur fait porter du café. Gros succès! On aurait dû penser depuis longtemps à aménager une salle de presse digne de ce nom à l'Élysée.

Chirac rappelle Bianco une demi-heure plus tard, transformé : Il faudra que j'en reparle au Président, mais on peut trouver une manière de s'arranger. Il a cédé.

La composition du gouvernement ne sera pas annoncée ce soir. Quelques tractations sont encore nécessaires. Rendez-vous est pris pour demain après-midi.

Judi 20 mars 1986

A 15 heures, Laurent Fabius est reçu à l'Élysée pour présenter la démission de son gouvernement. On parle des nominations, de la nécessité de préserver les canaux d'information du Président, de défense, de police.

A 16 heures, François Mitterrand reçoit Jacques Chirac. Celui-ci a apporté le texte que Charasse a remis hier à Balladur. Ils en discutent et l'amendent légèrement. Chirac souhaite rendre public le texte ainsi modifié. Le Président refuse: Pas de contrat entre nous.

Puis il nous fait entrer, Jacques Fournier, secrétaire général du gouvernement, Jean-Louis Bianco et moi. Le Président doit signer la nomination du Premier ministre. Il est assis à un bout du canapé. Jacques Chirac, pour mieux voir, a quitté l'autre bout et s'est approché tout près de lui. François Mitterrand n'a pas de stylo; Chirac lui passe le sien. L'atmosphère est détendue. Le Président plaisante: Ma main tremble, car une fois que j'aurai signé, je ne pourrai plus vous déboulonner. Mais, à la fin, je trouverai bien un moyen... Chirac sourit. Le Président paraphe le décret, puis fait remarquer que, légalement, c'était à Chirac de signer le premier. On rit...

Devant Jacques Fournier, Jacques Chirac demande à François Mitterrand son remplacement comme secrétaire général du gouvernement par Renaud Denoix de Saint Marc. Il attendra un peu.

A 18 h 30, Jean-Louis Bianco rend publique la composition du gouvernement.

François Mitterrand s'interroge sur le choix d'André Giraud pour la Défense: C'est là qu'on va voir si un major de l'X peut être intelligent.

Un attentat à la galerie Point-Show, à Paris, fait 2 morts et 28 blessés. Encore le CSPPA.

A 19 h 30, passation des pouvoirs à Maignon.

A Washington, la Chambre des représentants refuse de proroger l'aide dispensée à la « Contra » au Nicaragua. L'affaire a mal tourné pour Reagan.

Vendredi 21 mars 1986

Les Conseils régionaux choisissent leurs présidents; la droite en comptait 16, elle en aura 20 — grâce, pour 5 d'entre eux, à l'appui du Front national.

Valéry Giscard d'Estaing est candidat à la présidence de l'Assemblée nationale. François Mitterrand : Je ne regrette pas de lui avoir refusé le Quai. Il est candidat à tout, par nature.

Le Président réunit Jacques Chirac, André Giraud et Jean-Bernard Raimond. C'est la première réunion de travail de la cohabitation.

François Mitterrand : J'ai tenu à vous informer personnellement des questions délicates en suspens. D'abord les otages. Nous avons reçu des informations contradictoires. Nous ne savons pas si Michel Seurat est encore en vie. On nous a annoncé leur libération à plusieurs reprises. J'ai choisi de ne pas avoir de négociations directes avec les ravisseurs, pour deux motifs: d'abord, pour ne pas reconnaître leur légitimité; ensuite, pour ne pas accepter d'échanger des innocents contre des criminels légalement condamnés par les tribunaux. Nous avons négocié avec les États: la Syrie, l'Iran. Les revendications ont beaucoup varié dans le temps. On nous a parlé de prisonniers détenus par le Koweït A d'autres moments, il fallait dénoncer nos accords avec Saddam Hussein. De plus en plus, deux questions sont apparues comme primordiales: l'armement livré par la

France à l'Irak et la libération des cinq hommes accusés de la tentative d'assassinat de Chapoutier. J'ai toujours refusé et je continuerai à refuser d'échanger un homme contre un homme, mais j'ai dit que j'étais prêt à faire un geste pour un condamné, Naccache ; et que je n'exclus pas, si la confiance revenait, si nos relations s'amélioraient, s'il n'y avait pas de nouveaux attentats ni de nouveaux enlèvements, de faire, d'ici à la fin de mon mandat, usage de mon droit de grâce. Mais je me suis toujours refusé à un calendrier précis.

Manifestement, Jacques Chirac a envie de se montrer plus souple: Eh bien, monsieur le Président, j'ai cru moi-même, en janvier, que je pourrais ramener les otages, et je m'apprêtais à vous téléphoner pour vous en informer. Et puis ça n'a pas marché! Aujourd'hui, je me demande si la solution n'est pas à Téhéran plutôt qu'à Damas, auprès du ministre des Pasdarans, Rafik Doust. Et s'il ne faut pas lui dire: ou bien nous trouvons un terrain d'entente, en particulier en réglant le contentieux Eurodif, ou bien nous accroissons nos livraisons d'armes à l'Irak. Je pense, par ailleurs, qu'il va falloir rapatrier les journalistes français présents à Beyrouth et tous les Français qui sont au Liban.

Le Président : Les journalistes, peut-être. Quant aux Français au Liban...

Jean-Bernard Raimond : Impossible! Ils sont de 6 000 à 7 000, pour la plupart avec la double nationalité, totalement assimilés et n'ayant aucun désir de quitter le Liban! Quant à ceux qui veulent bien partir, l'ambassade a déjà reçu des instructions pour faciliter leur retour et organiser leur transfert de Beyrouth-Ouest à Beyrouth-Est.

André Giraud : Pour ma part, je suis très préoccupé par le problème de nos observateurs, et j'envisage de les faire partir.

Le Président : Je n'y suis pas opposé. Pourquoi pas? Le précédent gouvernement avait, à ma demande, ordonné le retrait de la moitié d'entre eux.

Puis il évoque le projet américain d'intervention contre Kadhafi: Les Américains m'ont prévenu de l'action qu'ils envisageaient en Libye. J'ai répondu qu'il ne fallait surtout pas donner l'impression d'une action concertée, que nous ne ferons rien au nord, mais que l'on pourrait voir au sud avec Hissène Habré... L'action américaine est maladroite, elle va unifier la nation arabe derrière Kadhafi. C'est du moins ce que je pense.

Jacques Chirac : C'est exactement ce que je pense aussi.

Dans l'après-midi, le secrétaire d'État américain, George Shultz, est reçu à l'Élysée. Il est le premier étranger de passage en France depuis les élections législatives. Shultz est un homme fort aimable, nonchalamment compétent. On le dit très hostile à la France ; je n'ai jamais eu cette impression.

Dès son entrée dans le bureau, il demande à François Mitterrand: Qui prépare le Sommet de Tokyo? Est-ce encore Jacques Attali ? — façon polie de demander qui contrôle désormais la politique étrangère.

Les deux hommes parlent du Nicaragua, du terrorisme, des rapports Est/Ouest et de l'Espagne.

François Mitterrand : Nous sommes ouverts à une coopération avec vous au sujet de la Libye.

George Shultz : Oui, sur le terrorisme, il vaut mieux agir que parler. D'ailleurs, il faut se concerter à sept là-dessus.

François Mitterrand : Non ! Les Sept ne sont pas un directoire mondial.

Après le départ de Shultz, le Président me dit: Je ne veux pas de concertation à sept sur ces sujets. Il y a assez d'institutions comme ça. C'en ferait une autre entre les mains des Américains. Mais ils n'abandonneront pas ce projet sans combattre. Voilà qui promet pour le Sommet de Tokyo!

Samedi 22 mars 1986

Premier Conseil des ministres de la cohabitation. On reprend exactement le même rituel qu'avec le précédent gouvernement. Jacques Chirac arrive à 8 h 50 dans le bureau de Jean-Louis Bianco. Il prend un café avec les collaborateurs du Président. Après un rapide entretien entre François Mitterrand, Chirac, Fournier, Bianco et moi, le Chef de l'État et le Premier ministre restent en tête à tête. Je descends dans la salle du Conseil. Seul Philippe Séguin me tend la main.

Quelques minutes plus tard, François Mitterrand pénètre dans la salle en compagnie de Jacques Chirac et va prendre place entre André Giraud et Édouard Balladur, sans serrer la main à aucun des trente-huit membres du gouvernement.

Ambiance à couper au couteau. Bianco, Fournier et moi sommes assis à la petite table qui jouxte la porte menant au jardin d'hiver. Les photographes se précipitent, puis se retirent. Le Président est glacé. Sa voix est basse. Je le devine très ému.

Le Président : En tenant cette première réunion dès aujourd'hui, j'ai voulu marquer que le travail de l'État continue sans interruption. Il y a d'ailleurs des événements graves qui exigent l'action immédiate du gouvernement. J'en ai parlé avec le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Défense. D'autres problèmes n'attendent pas. Par exemple, lundi prochain doit être réglée à Bruxelles la question des prix agricoles européens.

C'est ici que se traitent les affaires du pays. Dès maintenant, la responsabilité entière, c'est la vôtre ; pour certains problèmes, c'est encore la mienne. Mais, pour tous, ce sera la nôtre.

En partie A viennent les textes pour décision. Si les débats s'attardent, j'ajournerai. En partie B, il y a les nominations, mais [sourire] ce n'est certainement pas cela qui intéressera le gouvernement... En partie C, on risque de parler de tout, il faut l'éviter.

Jacques Chirac : Les communications seront courtes, prévient-il.

Puis il se penche sur un texte: Le Président a appelé un Premier ministre de la nouvelle majorité. Il nous faut assumer le gouvernement dans la dignité, en nous fondant sur deux principes: le respect du verdict populaire et le respect de la Constitution, en particulier le respect des prérogatives du Président de la République. Nous avons deux priorités : l'emploi et la sécurité. La campagne électorale est terminée. Je ne veux pas de polémique ; le mot d'ordre est tolérance, ouverture, rassemblement.

François Mitterrand, en souriant : Nous avons un excellent article 20 dans la Constitution qui définit clairement les responsabilités des uns et des autres.

Jacques Chirac : Je déposerai une loi d'habilitation permettant de rétablir le scrutin majoritaire, avec un redécoupage des circonscriptions, de 491 à 577 sièges, pour garder le même nombre de députés qu'à la proportionnelle.

La réunion se termine. Ce fut atroce, me confie François Mitterrand.

La photographie du gouvernement est prise au jardin, sans le Président. Je lui avais suggéré de s'y opposer : elle aurait pu être aussi bien prise à Matignon. Il n'a pas souhaité le faire.

Les marchés des changes sont très agités. Les opérateurs spéculent sur un réaménagement général au sein du système monétaire européen.

La Banque de France vend 200 millions de dollars pour maintenir le cours du deutsche mark à 3,077 francs. La spéculation porte aussi sur le franc belge, la lire italienne et la livre irlandaise. La Banque centrale de Belgique doit vendre 250 millions de dollars, la Banque centrale italienne 200 millions de dollars. Les marchés spéculeront chaque vendredi sur un réalignement du franc tant qu'une indication très claire en sens contraire ne leur aura pas été prodiguée. Ces dernières semaines, les marchés des changes avaient pourtant été plutôt calmes et la position des monnaies faibles s'était améliorée.

Dimanche 23 mars 1986

Discussion sur le désarmement nucléaire avec François Mitterrand: Un jour, il y aura une guerre nucléaire. Ces armes serviront. On ne peut imaginer que des armes présentes en si grand nombre sur la planète ne serviront jamais. Il y aura une immense catastrophe nucléaire quelque part.

Lundi 24 mars 1986

Une note résume au Président les positions absurdes que François Guillaume, nouveau ministre de l'Agriculture, vient de prendre à Bruxelles sur l'entrée de l'Espagne dans la Communauté. Responsable du SGCI (qui coordonne l'activité gouvernementale en matière européenne) et conseillère à l'Élysée, Elisabeth Guigou va être une source irremplaçable d'informations.

La situation se tend en Libye. Les Américains font de la provocation. Leurs appareils viennent voler au-delà de la « ligne de mort », limite fixée par Kadhafi et au-delà de laquelle, a-t-il prévenu, il y aura des représailles libyennes.

A 12 h 55, tir de deux SAM 5 libyens contre les avions américains, suivi d'autres tirs (trois ou quatre) de SAM 5 et deux entre 17 et 19 heures. Pas de dégâts.

On peut s'attendre à un engrenage conduisant à la guerre.

Réunion chez le Président avec Ulrich (représentant Jacques Chirac), Giraud, Raimond, le général Forray et Jean-Louis Bianco.

Le Président: Les États-Unis, par leurs maladresses, peuvent provoquer l'union de la nation arabe. Il faut s'attendre au pire.

Ulrich approuve.

André Giraud : J'envisage d'aller au Tchad, mais pas tout de suite, car je ne veux pas donner l'impression que j'approuve l'action américaine.

Le Président: Si, à l'occasion d'un affrontement entre les États-Unis et Kadhafi, on pouvait reconstituer l'unité du Tchad, ce serait une réussite. Mais ce n'est pas notre objectif prioritaire, qui est d'empêcher la jonction entre la Libye et l'Afrique noire.

Puis le Président évoque le problème des otages.

Jean-Bernard Raimond : Sans critiquer rien de ce qui a été fait jusqu'ici, je désire avoir des approches nouvelles et des contacts officiels avec les États, c'est-à-dire avec Téhéran et Damas. Il faut dire à l'Iran que nous souhaitons reprendre des relations normales, ce qui suppose la libération des otages et, de notre part, une décision sur les condamnés du commando qui a attaqué Chapour Bakhtiar.

Le Président : Nos relations avec Téhéran sont compliquées par la Grande-Bretagne et Israël. Dès que l'on a commencé à parler d'un règlement pour Eurodif, les Anglais et les Israéliens ont répandu dans tout le monde arabe l'idée que la France changeait d'attitude vis-à-vis de l'Irak. D'où une inquiétude très vive que le roi d'Arabie Saoudite a manifestée dans une lettre. Il est important que vous fassiez revenir les deux Irakiens expulsés par Joxe², qui sont encore en Irak. D'ailleurs, le Premier ministre ne doit pas être dépourvu d'arguments à l'égard de Saddam Hussein.

Ulrich sourit.

Jean-Bernard Raimond: Je compte moi-même aller en Arabie Saoudite et à Damas pour expliquer notre position.

Le Président: La difficulté est de savoir qui commande à Téhéran. Il faut aussi que je vous parle d'Abou Nidal. Vous savez, les services de police sont impossibles! La DST a négocié à Vienne un accord avec Abou Nidal. Deux de ses hommes devaient être libérés à la moitié de leur peine et, en échange, plus aucun attentat n'était commis sur le territoire français. Je n'ai évidemment pas été informé à l'époque. Les attentats dans les grands magasins, en décembre, sont liés à cette promesse non tenue de la DST. La police voulait que l'affaire soit réglée avant le 15 février, j'étais très réticent, je n'étais pas content du tout, et c'est un euphémisme! Finalement, j'ai accepté. Pour Ibrahim Abdallah, c'est une histoire du même ordre. Pour obtenir la libération de Gilles Peyrolles, la DST avait été autorisée à dire aux Algériens (qui servaient d'intermédiaires) que la libération d'Ibrahim Abdallah était envisageable dans le cadre de la loi française. La DST a sans doute dit aux Algériens: on va le libérer tout de suite...

André Giraud et le général Forray sortent. Le Président reste avec Jean-Bernard Raimond, Maurice Ulrich et Jean-Louis Bianco.

Le Président : Je voulais vous parler des positions prises aujourd'hui par François Guillaume à Bruxelles. Je viens d'apprendre qu'il a pris de nettes distances à l'égard des propositions de la Commission en matière de prix agricoles. Mais il a aussi laissé entendre que la France pourrait réexaminer sa position vis-à-vis de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE et de l'accord sur les quotas laitiers. Il est anormal que le ministre français de l'Agriculture critique la négociation avec l'Espagne et le Portugal. Je m'opposerai à toute action diplomatique qui remettra en cause cette adhésion d'une façon ou d'une autre. De même pour les quotas laitiers: non seulement je les accepte, mais je les approuve! Les paysans ne peuvent pas à la fois produire à des prix garantis et mettre sur les marchés des quantités illimitées. Si l'on appliquait le principe du libéralisme dont certains se réclament, le lait se vendrait au prix normal, et ce serait leur ruine. Cette attitude risque de provoquer l'exaspération de l'Allemagne et de l'Angleterre. En ce qui concerne les prix agricoles, que le gouvernement mène sa politique. La politique agricole n'est pas de mon ressort, du moins jusqu'à un certain point. D'ailleurs, il s'est produit dans les affaires européennes — et cela ne date pas d'hier — un grignotage des compétences des ministres des Affaires étrangères par les ministres spécialisés. Je parie qu'un quart d'heure d'entretien entre MM. Balladur et Stoltenberg suffira pour casser ce que M. Guillaume aura décidé.

Ulrich et Raimond approuvent.

Le Président: En bref, tout ce que vous obtiendrez en plus pour nos agriculteurs, bravo! Mais ne cassez pas l'Europe!

Jean-Bernard Raimond interroge le Chef de l'État sur la date de son voyage à Moscou.

Le Président: Je me demande si je dois y aller avant ou après mon voyage à New York, début juillet. Je suis plutôt d'avis d'y aller avant.

Jean-Bernard Raimond : Je partage votre point de vue. Il a été prévu que votre voyage à Moscou aura lieu au mois de juin... Je souhaite aussi vous parler de la Nouvelle-Zélande, d'autant plus que je dois rencontrer l'ambassadeur sitôt après cette réunion. On pourrait profiter du fait qu'il y a un nouveau gouvernement pour régulariser nos rapports avec eux. Je compte lui dire que nous sommes prêts à faire des excuses, à indemniser la Nouvelle-Zélande pour l'affaire Greenpeace. Mais que cela suppose la libération des Turenge. Si nous obtenons une réponse positive, je serai prêt à envoyer là-bas un négociateur de haut niveau.

Le Président : J'ai déjà refusé et les excuses et l'indemnisation. En revanche, j'ai accepté l'arbitrage. Trudeau aurait pu être l'arbitre, il n'a pas accepté. Il est évident qu'un arbitrage pourrait conduire à des formes d'excuses et d'indemnisation. Mais il faut bien voir que le gouvernement de la République n'a jamais été compromis. Et que la Nouvelle-Zélande a constamment menacé les intérêts français. Et puis, indemniser quoi ? S'il s'agit de l'honneur de la Nouvelle-Zélande, il n'a pas de prix. S'il s'agit d'un rebord de quai, je doute que cela coûte très cher!

Maurice Ulrich : Je crois qu'il s'agit des frais de justice.

Jean-Bernard Raimond: Je comprends que les excuses posent un problème. Il faudrait peut-être une lettre très bien tournée.

Geste agacé du Président.

Maurice Ulrich : Pourquoi ne pas proposer aux Néo-Zélandais de remettre les Turenge aux autorités militaires françaises qui s'engageraient à les affecter à Bora Bora, où ils se livreraient à des sports nautiques sans danger pour quiconque?

Le Président : Astucieux !

La séance est levée. Le Président découvre ces nouveaux personnages. Je sens déjà que Raimond l'agace et que Giraud le fascine.

A Matignon, l'équipe se constitue. Jacques Chirac s'entoure de François Bujon de l'Estang et d'Yves Thibaud de Silguy pour la diplomatie, de Marie-Hélène Bérard pour le social, d'Yves Durand pour l'éducation.

Dans la soirée, François Bujon de l'Estang, ancien major de l'ENA, diplomate chevronné, que je connais depuis longtemps et dont j'apprécie la compétence, vient m'expliquer: La France parle encore d'une seule voix, mais, désormais, avec deux bouches. La consigne de Matignon est : « Pas de relations avec l'Élysée, sauf pour les ministres et les directeurs de cabinet. » Jacques Chirac occupe le terrain international. Il ira voir Kohl. Il ira en Côte-d'Ivoire en raison des liens privilégiés de Foccart avec Houphouët-Boigny. Il verra le Président sud-coréen de passage à Paris. Il veut aussi signer l'Acte unique de Luxembourg.

François Mitterrand, à qui je fais part de ces dispositions, hausse les épaules et interdit aux membres de l'Élysée (sauf Jean-Louis Bianco, Christian Sautter, Élisabeth Guigou, le général Forray et moi) tout contact avec Matignon, avec les ministres ou leurs cabinets.

Maurice Ulrich envoie à Jean-Louis Bianco un projet de directive établi par le ministre de la Défense à l'usage de ses collaborateurs immédiats pour les contacts avec la Présidence. Cette note explique que les relations avec la Présidence, compte tenu de la situation politique inédite, doivent permettre aux pouvoirs publics de fonctionner au mieux de l'intérêt national et dans le respect de la Constitution. Elle précise que les relations traitant des opérations en cours (Tchad, Liban, etc.) doivent, pour privilégier la célérité et la sûreté de l'information, rester ce qu'elles sont, c'est-à-dire directes entre le chef d'état-major particulier du Président de la République, le cabinet du ministre de la Défense et le chef d'état-major des armées, le cabinet du Premier ministre étant aussitôt tenu informé par le cabinet de la Défense.

De même, en tout domaine, toute demande d'information émise par le Président de la République ou le Premier ministre eux-mêmes, ou, en leur nom, par le chef d'état-major particulier de la Présidence ou le chef du cabinet militaire de Matignon, devra être automatiquement satisfaite sous les responsabilités du chef d'état-major des armées, des chefs d'état-major des trois armes, du directeur de la Gendarmerie et du directeur de la DGSE. Par contre, toute demande d'information émanant d'un collaborateur de la Présidence de la République autre que le général commandant l'état-major particulier devra passer par le ministre de la Défense.

Nous faisons réviser le préambule de cette note, y ajoutant qu'elle ne fait que confirmer et préciser, compte tenu de la situation politique nouvelle, les mécanismes existants.

Il faudra nous efforcer, par d'autres canaux, de retrouver des sources d'information dans les services où de nombreux fonctionnaires sont résolus à permettre au Président de disposer des moyens constitutionnels d'exercer sa tâche.

Ulrich demande que je cesse d'assister au Conseil des ministres (Il y a deux représentants de l'Élysée et un seul de Matignon, c'est inacceptable !) Le Président refuse. Matignon n'insiste pas.

Les éleveurs de porcs manifestent à Vannes.

A partir de 19 heures, riposte américaine: attaque d'une vedette libyenne, puis d'un site de SAM 5 à Syrte (à deux reprises), puis de trois autres vedettes libyennes.

Mardi 25 mars 1986

A 9 heures, fin des opérations américaines au large de la Libye. Bilan: 2 vedettes coulées, 2 endommagées, des antennes radars du site de SAM 5 détruites. Pas d'engagement de l'aviation libyenne.

Le PC tient, aujourd'hui et demain, son Comité central de l'après-défaite. Les « rénovateurs », qui réclament un congrès extraordinaire, vont-ils triompher des apparatchiks ? Rien n'est moins sûr.

Nominations de Georges Chavanes comme ministre délégué au Commerce et à l'Artisanat, de Michèle Barzach à la Santé et de Jean-Jacques Descamps au Tourisme.

Le Sommet de Tokyo aura lieu dans un mois. Le Président envisage de recevoir auparavant les chefs de parti et Valéry Giscard d'Estaing, afin de bien marquer son territoire.

Il entend aussi rencontrer tous les quinze jours en tête à tête Édouard Balladur, en principe pour parler de politique économique internationale, en réalité pour apprendre à mieux connaître l'homme fort du gouvernement.

Il décide de faire visiter le centre de commandement nucléaire de l'Élysée, dit « Jupiter », à André Giraud.

Il demande qu'une réunion soit organisée avec les ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur afin de définir la position de la France sur le terrorisme international, qui sera le principal objet de débat au Sommet de Tokyo et sur lequel tout nous oppose aux Américains, désireux de voir approuver leur action contre la Libye et de placer sous tutelle celle des services policiers des autres pays-membres.

Il recevra également les diplomates français nouvellement nommés aux grands postes. Le premier sera Serge Boidevaix, qui part pour Bonn dans les tout prochains jours.

Il invitera également à déjeuner l'ambassadeur américain Rodgers et le Soviétique Vorontsov, récemment nommé à Washington.

Mais François Mitterrand refuse de se rendre à Washington avant le Sommet de Tokyo: Je n'ai rien à leur demander.

Mercredi 26 mars 1986

La routine s'installe. Avant le Conseil des ministres, Jacques Chirac est introduit chez Jean-Louis Bianco à 8 h 55. Il avale un café, réclame un

et bavarde avec les collaborateurs du Président. Il se montre charmant, drôle, amical. Puis il est reçu par le Président en présence de Bianco, Fournier et moi. On examine les textes soumis au Conseil, puis on laisse les deux hommes seuls pour une conversation qui se reproduira chaque semaine mais dont le Président ne parle presque jamais; nous n'en connaissons que la version qu'en donne régulièrement Chirac à Ulrich, lequel nous la rapporte.

Devant Fournier, Bianco et moi, Chirac répète qu'il veut que le secrétariat général du gouvernement soit confié à Renaud Denoix de Saint Marc.

Fournier proteste : Ce n'est pas dans la tradition républicaine. Le secrétaire général du gouvernement reste en poste quand changent les majorités. Marceau Long est resté après 1981.

Le Président l'arrête d'un geste: Laissons faire. Puis il se tourne vers Chirac: Vous ne l'emporterez pas au paradis!

Jacques Chirac change alors de sujet: A propos de la Défense, je veux que la France participe à la « guerre des étoiles » de Reagan. C'est une de mes promesses électorales.

François Mitterrand: Elle n'y participera jamais aussi longtemps que je serai là. Si vous insistez, je ferai un référendum là-dessus, et je le gagnerai.

L'ambiance est tendue. Nous les laissons en tête à tête. Très vite, ils nous rejoignent au salon Murat où se tient le Conseil des ministres.

Jacques Chirac expose le programme de travail du gouvernement. Il consulte un texte tout en détachant chaque mot, comme s'il le dictait: Redresser l'économie pour créer des emplois. Améliorer le fonctionnement des institutions grâce au rétablissement du scrutin majoritaire; promouvoir, dans la sécurité, une société de liberté. Je confirme mon intention de faire une déclaration de politique générale devant le Parlement dès le début de la session de printemps, et d'engager la responsabilité du gouvernement sur cette déclaration.

Première priorité: redresser l'économie pour créer des emplois. Le projet de loi de finances rectificative aura pour premier objet d'établir un constat des comptes publics. Un effort tout particulier sera en outre consenti en faveur de l'emploi des jeunes (compensation du coût de la formation ; allègement des cotisations sociales). Des projets de lois seront également déposés pour donner progressivement aux entreprises la liberté de gestion de leurs effectifs et renouer le dialogue social grâce à la décentralisation de la négociation collective.

Deuxième priorité: améliorer le fonctionnement de nos institutions par le rétablissement du scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour l'élection des députés ; un projet de loi d'habilitation, suivi d'ordonnances, sera préparé.

Troisième priorité: promouvoir, dans la sécurité, une société de liberté. Des projets de loi concerneront la sécurité des personnes et des biens, la lutte contre la délinquance et la lutte contre le terrorisme. En matière de communication audiovisuelle, les principes permettant à l'initiative privée d'intervenir dans des conditions de clarté et de saine concurrence seront définis par la loi. Je demanderai l'autorisation de décider, sur certains sujets, par ordonnance.

François Mitterrand: Quelqu'un veut-il parler ?

Silence. La consigne de Chirac est claire: pas de débat entre ministres à l'Élysée.

Le Président reprend : Je n'accepterai d'ordonnances qu'en nombre limité, et portant sur des sujets précis, afin que soient respectés les droits du Parlement. Par exemple, aucun gouvernement n'a jamais agi par ordonnance pour réformer le mode de scrutin. Je ne cherche pas à compliquer la tâche de ce gouvernement, mais je ne peux prêter la main à son action au-delà du raisonnable. Je ne veux pas me trouver dans le cas de refuser de signer des ordonnances; ce serait créer des conflits. Il y en aura assez sans qu'on les crée à plaisir. Allons vite. Le contenu de toutes les ordonnances devra donc être précisé dans les dix jours. Pour le contrôle des prix, d'accord. D'accord aussi pour les seuils fiscaux. Mais non pour les seuils sociaux. J'incline d'ailleurs à ne signer aucune ordonnance dans le domaine social, sinon pour la réforme de l'ANPE, ou si elles doivent être à l'avantage des travailleurs. Je serai économe de mon concours en matière sociale, ainsi sur les facilités aux licenciements. Sur la flexibilité, je verrai sur pièces ; toutes les tentatives contractuelles ont échoué. Vous aurez donc des difficultés ou avec le patronat, ou avec moi. Sur la privatisation, j'ai accepté le principe d'une ordonnance. Mais je ne veux pas de privatisations par ordonnance pour les nationalisations de 1945. Si vous le faites par des lois ordinaires, même si j'ai à redire, je ne dirai rien. Sur la loi électorale, je ne serai pas au désespoir devant un changement de loi, je l'ai dit au Premier ministre. Une claire vision de l'avenir conduit à penser que votre majorité baissera de plus de deux pour cent! Sur la carte électorale, l'essentiel doit être décidé par les intéressés, c'est-à-dire les députés. Donc, pas par ordonnance. De plus, je n'accepterai pas de loi d'habilitation pour des ordonnances dans le domaine des libertés. Je ne peux refuser à ce gouvernement d'agir. J'ajoute que je n'ai pas l'intention de dissoudre le Parlement. Et je ne suis pas hostile au scrutin majoritaire. J'ai l'intention d'adresser un message au Parlement à l'ouverture de cette session. Peu de temps après, vous développerez les thèmes de votre action. Vous souhaitez aller vite. Je ne souhaite pas aller lentement, ni me mêler de votre action au-delà de ce à quoi ma fonction m'oblige.

Jacques Chirac reprend la parole: Commence une phase nouvelle de la vie constitutionnelle. Il n'est pas question que le rééquilibrage politique voulu par les électeurs se fasse au détriment des droits du Parlement. Par conséquent, tout ce qui touche à l'essentiel — et, dans cette catégorie, il faut ranger les libertés et tout ce qui fait l'objet d'une vive polémique — doit être tranché par le Parlement. Le recours aux ordonnances n'est pas un moyen de priver le Parlement de ses responsabilités. C'est un moyen d'engager rapidement l'action gouvernementale.

Juste après le Conseil, François Mitterrand reçoit Henry Kissinger. Il lui explique la cohabitation: Ils ont le contrôle de tout, sauf de l'essentiel. Et, sur ce qu'ils contrôlent, ils ne feront rien que d'accessoire.

Profitant de la visite du Président algérien à Moscou, Mikhaïl Gorbatchev assure la Libye de la solidarité de l'URSS et propose un retrait simultané des flottes américaine et soviétique de Méditerranée, et la tenue d'une conférence internationale sur la Méditerranée, analogue à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, à laquelle pourraient participer les pays riverains, les États voisins ainsi que les États-Unis et d'autres pays intéressés.

François Mitterrand : Décidément, ce Gorbatchev est un visionnaire. C'est là une grande idée, mais les Américains la refuseront.

Saddam Hussein fait libérer les deux opposants expulsés de France le 12 février. Ils sont libres de rentrer dans notre pays. Soulagement.

Le ministre délégué à l'Intérieur, Robert Pandraud, reçoit Pierre Verbrugghe, directeur général de la Police, pour lui dire: Pas de problème, tu restes.

Judi 27 mars 1986

Les États-Unis annoncent la suspension des manoeuvres de la 6^e flotte et rejettent la proposition soviétique de retrait simultané.

François Mitterrand : Je vous l'avais bien dit.

Vendredi 28 mars 1986

Charles Pasqua réintègre Paris après les arrestations de juin 1983, dont Rémi Halbwax, un dirigeant syndical. François Mitterrand : C'est une insulte impardonnable à mon égard.

Arrestation à Lyon d'André Olivier, militant d'Action directe.

Samedi 29 mars 1986

Discussion juridique avec le Président. A-t-il le droit de ne pas signer les ordonnances? S'agit-il d'une signature obligée, comme pour la promulgation des lois ? A l'inverse, pourquoi le Président serait-il davantage obligé de signer une ordonnance que le Premier ministre ne l'est de signer un décret? La Constitution (article 13) établit un parallèle entre les deux. Qui peut interpréter la Constitution?

Les nationalisations d'après 1981 ont fait l'objet d'un contrôle du Conseil constitutionnel, puisqu'il y a eu alors recours. On pourra donc vérifier si les ordonnances les annulant sont conformes à la Constitution. En revanche, pour les entreprises nationalisées en 1945, il n'y a pas eu de jurisprudence du Conseil ; le cas échéant, le Président souhaite permettre au juge constitutionnel de s'exprimer en étant saisi d'un recours. Il faut pour cela passer par la loi, non par l'ordonnance.

François Mitterrand : Chirac veut me pousser à la faute après le vote de la loi électorale. Dès que les sondages le placeront très haut, il tentera de me pousser à la démission.

François Bujon de l'Estang demande à me voir. Il veut participer à la prochaine réunion de sherpas, le week-end prochain, car, dit-il, le gouvernement aura en particulier, en matière de taux d'intérêt, à appliquer les décisions prises à Tokyo. Au surplus, Jacques Chirac sera à Tokyo à égalité avec François Mitterrand.

Je refuse: il n'y a qu'un sherpa par pays et le communiqué final du Sommet sera signé du seul chef de délégation. Le conflit s'annonce. Il n'est pas anecdotique. C'est la première cohabitation de l'histoire de la V^e République et nous savons que nous fixons là des précédents durables. Deux sherpas, cela reviendrait à afficher deux politiques extérieures aux yeux des étrangers. Même la Communauté européenne, présidée à la fois, ce semestre, par le Premier ministre néerlandais Ruud Lubbers et par Jacques Delors, n'a qu'un sherpa, Pascal Lamy, représentant Delors.

François Mitterrand se range à mon point de vue, bien qu'il n'attache pas grande importance à cette affaire.

Dimanche 30 mars 1986

Sur le marché libre, le prix de référence du pétrole brut oscille autour de 10 dollars. C'est un désastre pour le Mexique et les autres pays producteurs.

Lundi 31 mars 1986

François Mitterrand: Est-ce me mêler de leur politique que de choisir celles de leurs réformes pour lesquelles j'accepte qu'ils agissent par ordonnances ? Je ne discute pas de leurs lois, mais je dis sur quoi je signerai les ordonnances. Je ne me battrais que sur l'essentiel. Je suis étranger à cette politique. Je suis moralement à Rambouillet.

Je reçois Mme Ridgway, principal collaborateur de George Shultz pour les questions de défense. Elle me déclare à propos de la discussion sur le désarmement en Europe: Les Allemands vont demander la non-inclusion des Pershing IA, ces fusées nucléaires à demi allemandes. Cela pousse les forces françaises et anglaises dans la négociation. Nous autres Américains ne pourrions pas, à la fin, refuser aux Soviétiques l'élimination des Pershing IA. Les Soviétiques veulent surtout garder leurs 100 missiles LRINF d'Asie braqués sur Pékin pour les négocier avec les Chinois.

Déjeuner avec le Président et Michel Vauzelle, qui vient d'être élu député. François Mitterrand l'encourage: Maintenant, votre rôle consiste à obtenir la Légion d'honneur pour des gens dont la première préoccupation sera de se brouiller avec vous afin d'oublier que vous y êtes pour quelque chose...

Le collectif que souhaite imposer Jacques Chirac en vue de modifier le budget de cette année, voté par les socialistes, promet d'être sanglant: 2 000 postes budgétaires supprimés; 3 milliards de moins pour la Recherche; 500 millions de moins pour la Culture. En contrepartie, 4,5 milliards sont consacrés à un « plan d'urgence pour l'emploi des jeunes » par la réduction des charges sociales. Philippe Séguin, le plus amical et coopératif des nouveaux ministres, me dit en attendant 100 000 emplois.

Mardi 1^{er} avril 1986

Bujon de l'Estang insiste. Il vient m'expliquer que Jacques Chirac, conformément à ce qu'il a cru comprendre des propos du Président lors de leur premier entretien, entend se rendre à Tokyo deux jours avant le Sommet en compagnie de Jean-Bernard Raimond: Cela lui permettra d'avoir des entretiens avec les chefs de gouvernement arrivés eux aussi en avance, tels Margaret Thatcher et Bettino Craxi. Jacques Chirac veut aussi participer au premier dîner du Sommet, le dimanche soir, réservé en principe aux chefs de délégation. En guise de justification, il évoque la présence de deux représentants de la Communauté, Ruud Lubbers, Premier ministre du pays qui préside le Conseil européen, et Jacques Delors. Chirac souhaite aussi figurer sur la photo des chefs de délégation. Impossible, à mon avis : les Sommets sont des réunions limitées aux seuls chefs de l'exécutif et il n'y a jamais eu à ces dîners et sur ces clichés qu'un seul représentant par pays. On envisage des formules de compromis: toutes les séances élargies à deux représentants par pays (mais comment y faire souscrire nos partenaires ?).

François Mitterrand, à qui j'en parle, hésite: pourquoi ne pas laisser Jacques Chirac l'accompagner partout? Il faut être impeccable dans la cohabitation. Je lui fais part de mon hostilité à cette solution. Et si Chirac n'arrivait à Tokyo que le lundi, à l'heure du déjeuner? Voilà qui réglerait toutes les difficultés ! Le Président se range à mon point de vue ; mais je le sens prêt à céder si Chirac s'obstine et insiste.

Le sherpa japonais responsable de l'organisation du Sommet vient me voir. Je lui confirme que je serai seul à notre prochaine réunion. Il semble soulagé.

Le directeur du Trésor, Daniel Lebègue, m'apprend qu'Édouard Balladur s'est mis d'accord avec Jacques Chirac pour rester à Paris lorsque le Premier ministre sera à l'étranger, ce qui signifie qu'il ne viendra pas à Tokyo. Voilà qui règle le problème du nombre des ministres composant chaque délégation, mais en pose un nouveau: celui de la représentation française aux réunions des ministres des Finances qui se tiennent parallèlement aux réunions des seuls chefs de délégation. La France n'y sera donc représentée que par un haut fonctionnaire.

Ulrich garantit à Bianco que les nominations qui doivent passer en Conseil des ministres seront soumises au Président dans des délais convenables.

Les convenances seront probablement respectées, mais on les sent tout à fait disposés à l'affrontement...

Mercredi 2 avril 1986

Avant le Conseil des ministres, Jacques Chirac répète à François Mitterrand qu'il souhaite assister à Tokyo au dîner d'ouverture du Sommet et à

la séance présidentielle. Le Président refuse tout d'abord. Il fait remarquer au Premier ministre qu'il aurait dû être consulté sur la nomination d'un des nouveaux secrétaires d'État. Le Premier ministre, hilare : Il ne vous ennuiera pas, c'est une nouille!

François Mitterrand s'inquiète du bon achèvement des travaux du Grand Louvre. Jacques Chirac le rassure : Balladur et Juppé veulent se réinstaller rue de Rivoli. Mais je me suis engagé au déménagement à Bercy, et j'y tiens. Revenir sur le déménagement déjà effectué serait à la fois une mauvaise manière vis-à-vis de moi et une décision très onéreuse pour les finances publiques. Il n'est pas question de mettre en cause la poursuite des travaux du Grand Louvre; mais, pour des raisons de commodité, le ministre d'État a besoin d'être près de ses services et de revenir rue de Rivoli, pour redéménager quand les Finances partiront à Bercy.

Le Président : Cela remettra en cause le calendrier des travaux, car il ne sera pas possible de les poursuivre si le ministre est installé là, au milieu des ouvriers. D'ailleurs, le bruit ne sera pas supportable pour lui...

Jacques Chirac : Je vous promets que cela ne remettra pas en cause le calendrier et que les travaux continueront comme prévu. Balladur se débrouillera avec le bruit.

Durant le Conseil des ministres, le Président met au point le message qu'il va adresser au Parlement et étudie le projet d'ordonnance sur la privatisation que vient de lui laisser Jacques Chirac. Un texte dur sur le fond, mais habile dans la méthode, assorti d'un exposé des motifs inacceptable. Sans doute un piège destiné à excéder le Président.

Le Conseil est bref. Jacques Chirac remercie le Président d'avoir bien voulu le retarder en raison du service religieux à la mémoire de Georges Pompidou. A propos des décrets fixant les attributions des différents ministères, le Président note qu'il trouve les Affaires sociales et les Finances bien expansionnistes. Édouard Balladur et Philippe Séguin sourient, prenant la remarque pour un compliment.

A l'issue du Conseil, le Président me dit à propos de Tokyo: Jacques Chirac s'est avancé un peu vite et cela risque de poser des difficultés. Mais la France doit avoir un seul représentant. Il cherche à éviter un clash, mais il veut faire le maximum de choses en politique étrangère.

L'ambassadeur du Japon me téléphone, angoissé : Chirac lui a demandé la liste de la délégation française à Tokyo; il l'a renvoyé sur moi pour l'obtenir!

Chirac pose la même question au chef du protocole, Henri de Coigny, qui lui fait la même réponse.

Jacques Chaban-Delmas est élu président de l'Assemblée nationale. Le Président : Enfin un homme convenable quelque part!

Le Président hésite sur la date de son message au Parlement. Louis Mermaz, ancien président de l'Assemblée, conseille de le délivrer aujourd'hui même. Charasse suggère d'attendre le jour du discours d'investiture de Jacques Chirac, où tous les députés seront présents. Chirac propose mardi prochain, tout en précisant qu'il ne veut surtout pas gêner le Président. Le ton devient on ne peut plus conciliant...

Une bombe explose à bord d'un Boeing 727 de la TWA quelques minutes avant son atterrissage à Athènes. L'attentat fait 4 morts et 9 blessés.

La France expulse deux diplomates libyens, un Tunisien et un Algérien, qui, selon le ministre de l'Intérieur, préparaient un attentat contre le consulat américain à Paris. Le Président l'apprend par l'AFP !

Les États-Unis renforcent la sécurité autour de leurs ambassades et installations à travers le monde.

Dans l'après-midi le Président m'entraîne dans une longue promenade dans Paris: J'ai besoin de m'aérer, soupire-t-il. Dorénavant, les mercredis après-midi verront ce rituel « nécessaire » s'instaurer. Longue conversation sur le prophète Élie, sur les misères de la foi, sur les incertitudes de l'« après » : Dans ma famille, on meurt très jeune. Je ne dépasserai pas soixante-dix ans..., c'est-à-dire cette année. Et si je les dépasse, je mourrai un jour de façon inattendue, par surprise. J'espère tenir jusqu'à la fin de mon mandat. Je ne veux pas mourir à la tâche.

Jeudi 3 avril 1986

Le ministre délégué à l'Intérieur, Robert Pandraud, propose de remplacer Jean Reille, chef des voyages officiels, par Raymond Sasia, un policier proche du RPR. François Mitterrand refuse.

Gilles Ménage, directeur adjoint du cabinet du Chef de l'État, déjeune avec Pandraud pour évoquer les nominations des hauts fonctionnaires de la police.

La « bataille de Tokyo » continue : Chirac demande cette fois à l'ambassadeur du Japon à Paris de lui obtenir une place au dîner du premier soir. Ancien sherpa et l'un de mes amis, l'ambassadeur, gêné, se déclare dans l'impossibilité de présenter une telle demande à son gouvernement s'il n'a pas reçu l'accord préalable du Président français. Fureur de Chirac.

Fournier ne reçoit aucun poste, que de vagues promesses. Honteux.

Vendredi 4 avril 1986

A la demande du Président, Jean-Louis Bianco et Roland Dumas se rendent à Aix-en-Provence pour consulter Maurice Duverger sur l'ordonnance prévoyant la réforme du mode de scrutin, que Jacques Chirac vient de remettre au Président, et sur la teneur du message présidentiel au Parlement.

Les choses se précisent pour Tokyo. Les Japonais me demandent de leur communiquer dans les huit jours la liste de la délégation française. Je me propose de réunir en début de semaine prochaine les directeurs de cabinet concernés (Premier ministre, Affaires étrangères et Finances) afin de préparer la prochaine réunion de sherpas. Le Président refuse : Ne pas voir ces gens-là. Comment travailler sans être informé?

Le règlement des suites de l'affaire Greenpeace progresse et Jean-Bernard Raimond demande des instructions au Président. L'ambassadeur de Nouvelle-Zélande en France lui a communiqué la réaction de son gouvernement aux propositions transmises le 25 mars, qu'il interprète comme une offre de réparations et d'excuses. Wellington est disposé à examiner ce schéma. Les Néo-Zélandais ne veulent pas entendre parler d'une solution de nature à saper l'intégrité du système judiciaire de la Nouvelle-Zélande. Concernant nos deux agents, les Turenge, ils pourraient s'accommoder d'une solution autre que la prison. Mais ils n'entendent toutefois se prononcer que sur la base de propositions françaises précises (modalités, durée, etc.). L'offre d'envoi d'un émissaire est jugée intéressante. Reste le choix de la personnalité et le caractère secret ou public de sa mission. Une telle rencontre pourrait être organisée dans un pays tiers. Il serait d'ores et déjà nécessaire de la préparer. Certains points fondamentaux devraient être éclaircis à l'avance. Tout ce qui précède, dit-il, présuppose que les restrictions opposées par la France aux échanges commerciaux soient levées. Jean-Bernard Raimond propose au Président de faire une nouvelle tentative pour amener les Néo-Zélandais à découvrir davantage leur position. Il suggère de leur soumettre une proposition sur les conditions du retour en France des deux officiers. On pourrait leur donner quelque chose en échange en matière économique. L'insistance des Néo-Zélandais à réclamer la levée des restrictions aux échanges commerciaux confirme, pense-t-il, qu'elles leur causent une gêne sensible, en particulier pour les prochaines négociations, à Bruxelles, sur le beurre et les produits laitiers. Il suggère de les atténuer (par exemple, par la levée des mesures concernant la

laine, qui, d'ailleurs, gênent aussi les importateurs français). Wellington pourrait à voir un signe de bonne volonté du nouveau gouvernement. On devrait dire aux Néo-Zélandais, conclut-il, que s'ils acceptaient de rendre les deux officiers afin qu'ils soient gardés en France, l'ensemble des restrictions commerciales serait levé avant que leurs propres concessions ne soient rendues publiques. Tout cela, plaide-t-il, viserait à prendre en considération leurs intérêts de politique intérieure.

Reste à trouver un négociateur. Le Président: Lubbers s'est proposé. Mais pourquoi pas Perez de Cuellar ?

Un écho paraît dans la presse selon lequel Michel Noir, ministre chargé du Commerce extérieur, s'étonne que le Président de la République ne serre pas la main des ministres. François Mitterrand me dit en plaisantant qu'au prochain Conseil il s'approchera de lui, lui tapera sur l'épaule et se présentera.

Une dévaluation se prépare. C'est un mauvais coup porté à la France. On ne dévalue pas quand le différentiel des prix avec la RFA est nul depuis six mois, et la balance des paiements excédentaire. D'autant que la reprise économique allemande porte nos exportations, que le franc n'est pas attaqué (ce qu'il perd en fin de semaine a été chaque fois retrouvé au début de la suivante), que les coûts de production en France sont plus bas qu'en RFA, que nos réserves sont au plus haut, et les déficits publics et sociaux tenus. Les Allemands eux-mêmes reconnaissent qu'aucune dévaluation du franc n'est nécessaire.

Celle-ci est donc artificiellement provoquée. Le gouvernement n'a jamais démenti les rumeurs; il a laissé s'effondrer les cours hier après-midi; il a retardé la publication du rapport du gouverneur de la Banque de France, Michel Camdessus, démontrant la bonne santé de l'économie, et a fait préparer en hâte un rapport par l'ancien gouverneur, Renaud de La Genière, évidemment très critique.

A 19 h 30, l'interministériel sonne. Élisabeth Guigou : C'est très grave, ils ont demandé un réalignement monétaire sans nous prévenir. J'ai été informée par hasard par un journaliste que la Banque de France avait donné l'ordre, à 16 heures, de cesser de soutenir le franc. J'ai essayé de joindre le gouverneur de la Banque de France, je n'y suis pas arrivée. Un sous-gouverneur, croyant que j'étais au courant, m'a confirmé que la dévaluation était décidée.

Le Président est au courant. Jacques Chirac l'en a informé ce matin. Il n'en a parlé à personne, mais a écrit au Premier ministre pour lui dire son opposition à cette dévaluation.

Tard dans la soirée, nous recevons les textes définitifs des projets d'ordonnances sur la privatisation et le mode de scrutin. A priori, il serait logique de les examiner article par article et d'approuver ou critiquer chacun. Le Président rejette une telle méthode. Il ne veut pas avoir l'air d'entrer dans une négociation. Il décide d'écrire à Jacques Chirac et de lui rappeler les grands principes auxquels il se tient. Les députés devront être clairement informés des règles de la réforme, et les avis de la Commission des Sages être rendus publics. Renversant les rôles, il met ainsi Jacques Chirac en situation de devoir se conformer ou d'être en position de demandeur. Mais ni le Premier ministre ni le Président ne sont obligés de déclencher un conflit tout de suite.

Une bombe explose dans une discothèque de Berlin-Ouest fréquentée par des soldats américains: 2 morts, 230 blessés. Les États-Unis rendent la Libye responsable de l'attentat. Ils réagiront: quelques coups de téléphone laissent deviner leur extrême fureur.

Samedi 5 avril 1986

François Mitterrand me confie: Avec Chirac, la corde se tend toujours et elle ne casse jamais. Il y a divers scénarios possibles: le plus probable est que ce Parlement fasse tomber le gouvernement. Je nommerai alors un Premier ministre socialiste, puis je démissionnerai.

Pour se représenter? Il ne répond pas.

Dimanche 6 avril 1986

Comme prévu, réaménagement monétaire au sein du SME à Otmarsum (Pays-Bas). Le franc est dévalué de 3 % ; le mark est réévalué de 3 %. Édouard Balladur annonce des mesures d'accompagnement.

Lundi 7 avril 1986

Charles Pasqua reçoit Pierre Verbrugghe : Vous n'êtes pas de nos amis, il faut que vous partiez.

Pierre Verbrugghe : J'ai été nommé par le Président, je ne démissionnerai pas. C'est au Président à me faire partir.

Pasqua n'insiste pas.

Au golf avec François Mitterrand: Cela s'annonce comme la période la plus pénible de ma vie. Mais je ne veux pas discuter de leurs lois. Je ne me battrai que sur l'essentiel. Pourquoi les socialistes ne sont-ils pas plus offensifs ? Ah, si j'étais député de l'opposition, je saurais quoi dire!

On me rapporte que Robert Hersant aurait demandé le ministère de l'Industrie à Chirac. Il est vrai qu'il contrôle directement onze députés. Et combien indirectement?

Chirac demande que la réunion préparatoire au Conseil des ministres chez le Président de la République, avec Denoix de Saint Marc, nouveau secrétaire général, qui vient de remplacer Fournier, ait lieu le mardi et non plus le lundi. François Mitterrand refuse: il n'aurait pas le temps de réagir à des propositions faites pour le lendemain.

Nous apprenons par le secrétaire général du gouvernement qu'au prochain Conseil doivent être annoncées un certain nombre de nominations. Le Président demande à Bianco de faire observer à Ulrich que rien, apparemment, n'a été prévu pour recaser les partants. Or il tient beaucoup à ce qu'il en soit ainsi. Ulrich n'est pas avare de bonnes paroles. Mais pas question de s'en contenter...

Juste avant le déjeuner, Jacques Chirac téléphone à François Mitterrand: J'insiste vraiment pour assister à la première séance du Sommet de Tokyo. C'est là où se passera la discussion politique.

François Mitterrand: Non, encore une fois non. Il n'y a qu'un représentant par pays, celui qui est en charge de la politique étrangère. Et c'est moi.

Mon homologue allemand, Horst Teltchik, m'apprend que le Chancelier Kohl recevra Jacques Chirac le 17 avril à Bonn. Il souhaiterait voir aussi le Président un peu plus tard. Rendez-vous est pris à Trèves pour le 23 avril.

C'est donc par le Chancelier que nous apprenons la visite de Chirac à Bonn! Je proteste auprès de Bujon, qui s'excuse.

François Mitterrand met la dernière main à sa lettre à Jacques Chirac, limitant très précisément le champ des ordonnances sur les privatisations et la loi électorale. Le Président y explique, entre autres, que l'avis de la Commission électorale sur le découpage doit être rendu public. Il renouvelle ses réserves sur la politique qu'expriment ces projets, et sur la procédure des ordonnances. Il explique que s'il accepte, dans certains cas, le recours aux ordonnances, c'est pour ne pas priver le gouvernement d'un instrument que Jacques Chirac juge nécessaire à son action. Il répète que les ordonnances doivent éviter de revenir sur les acquis sociaux, être peu nombreuses, et que les lois d'habilitation doivent être assez

précises pour le Parlement et le Conseil constitutionnel puissent exercer leur rôle. Il en tire la conclusion qu'il ne saurait souscrire à l'inclusion, dans la loi d'habilitation, des nationalisations d'avant 1981, afin de ne pas remettre en question, de cette façon, une législation voulue il y a plus de quarante ans par le général de Gaulle, le Conseil national de la Résistance et le Parlement de l'époque. De plus, à son avis, la loi d'habilitation doit prévoir les mêmes principes et les mêmes méthodes d'évaluation des entreprises que pour leur nationalisation. Enfin, il ne veut pas approuver l'éviction collective et immédiate — qui apparaîtrait selon lui comme une épuration — de tous les présidents de toutes les entreprises publiques visées par ce texte.

En ce qui concerne la loi électorale, outre qu'on utilise, selon lui, une procédure de réforme exorbitante de la tradition républicaine, il veut que l'Assemblée nationale connaisse et apprécie en temps utile les règles de son propre renouvellement. Et que les avis de la commission consultative que Jacques Chirac entend créer à ce sujet soient rendus publics avant l'élaboration des ordonnances. Il termine en disant que ces réflexions commanderont son attitude lorsque les ordonnances lui seront soumises. En clair, cela veut dire que si on ne lui obéit pas, il ne les signera pas.

Le Président se montre très réservé sur la demande, formulée en vue du prochain Conseil, d'autoriser le recours à l'article 49-3 pour des textes qui ne sont pas encore déposés au Parlement. Interrogé, Ulrich répond: Je suis de votre avis, mais c'est pour éviter qu'il y ait des problèmes pendant que le Président et le Premier ministre seront à Tokyo. Chirac ira donc...

Mardi 8 avril 1986

Jacques Chirac répond à la lettre de François Mitterrand par une missive très courtoise, mais qui ne cède sur rien, tout en étant assez imprécise pour ouvrir certaines portes. L'épreuve de vérité viendra plus tard.

A 15 heures, le Premier ministre parle au téléphone au Président du discours qu'il prononcera demain devant l'Assemblée nationale; le Président l'informe des grandes lignes de son message. Courtoisie encore.

A 17 h 10, sitôt dactylographié, le message du Président est porté simultanément à Alain Poher, à Jacques Chaban-Delmas et à Jacques Chirac. Il y réaffirme ses prérogatives, que ne peut en rien affecter une consultation électorale où sa fonction n'est pas en cause. Il demande au gouvernement de ne pas trop réduire les délibérations des assemblées et le met en garde contre un abus du recours aux ordonnances; il note que les lois d'habilitation devront être peu nombreuses et suffisamment précises.

Il va falloir songer à la nécessaire réorganisation de l'Élysée. Occuper les collaborateurs. Surtout, donner une impression de sérénité. Et recréer des réseaux d'information dans les domaines où nous nous retrouvons exclus de tout (politique sociale, éducation, transports, etc.)

Mercredi 9 avril 1986

Avant le Conseil, le Président et le Premier ministre se voient d'abord seuls, contrairement à l'habitude, à la demande de Chirac.

Jacques Chirac : La lettre que j'ai reçue de vous sur la réforme électorale est-elle confidentielle ?

François Mitterrand: Oui.

Jacques Chirac : Nous verrons ces problèmes plus tard. Comme me l'a dit Guy Drut, on saute une haie après l'autre...

François Mitterrand : D'accord, mais ce sera une formidable bataille politique, et je la mènerai. A propos de Tokyo, je ne plierai pas ; je serai le seul représentant français. Sur les ordonnances, quoi que vous pensiez, si je ne veux pas, je ne signe pas.

A propos du recours au 49-3, Jacques Chirac : Si vous ne voulez pas l'approuver, il faudra voter en Conseil des ministres.

François Mitterrand hausse les épaules: Pour voter là-dessus, il faudra d'abord l'inscrire à l'ordre du jour, et c'est de ma compétence. Puis, sur le ton de la confiance amicale, le Président interroge le Premier ministre: Pourquoi donc êtes-vous si pressé de revenir au scrutin majoritaire?

Jacques Chirac : Mais parce que c'est dans mon programme ! Et puis, il faut faire vite. Sinon, on risque de ne plus pouvoir.

François Mitterrand sourit et glisse: Vous savez, je ne suis pas tellement contre le rétablissement d'un mode de scrutin qui pourrait favoriser bientôt le retour d'une majorité socialiste à l'Assemblée nationale.

Ils règlent deux ou trois questions et le Président nous appelle.

Le Premier ministre s'adresse solennellement au nouveau secrétaire général du gouvernement: Veuillez noter que tout projet de nomination qui ne parviendrait pas à l'Élysée avant le vendredi midi ne pourrait pas être inscrit à l'ordre du jour du Conseil des ministres du mercredi suivant. Vous direz aux ministres d'éviter que les exposés des motifs des projets de lois contiennent des passages polémiques, et vous direz à M. Pasqua qu'il faut retirer de l'exposé des motifs de la loi électorale la phrase qualifiant le scrutin proportionnel de « piège ».

François Mitterrand est stupéfait de voir le Premier ministre le devancer en résumant ce qu'il vient de lui dire. C'est d'une parfaite courtoisie.

Nous descendons avec eux. A l'entrée de la salle du Conseil, Michel Noir, comme tous ses collègues, se tient près de la porte. François Mitterrand lui serre la main et se présente. Noir ne sait plus où se mettre. Certains ministres ont du mal à maîtriser leur fou rire. Le Président fait un geste de la main signifiant: Calmez-vous, cela n'en mérite pas tant!

Le Conseil s'ouvre par une communication d'Édouard Balladur présentant un projet de loi autorisant le gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social.

Édouard Balladur : Contrairement à ce que l'on a pu dire, les nationalisations sont quelque chose de relativement simple et rapide, alors que la privatisation, si on la fait par le marché, c'est beaucoup plus lent et complexe.

Et, sur un ton solennel, regardant ses collègues, il enchaîne: Cela suppose de la part de tous les ministres une rigueur morale sans défaillance.

Ça, c'est pour Camille Cabana, ministre délégué à la Privatisation, qui a reçu de nombreux groupes industriels amis de la majorité...

Le Président: J'ai déjà informé le Premier ministre que je serais conduit à faire quelques observations : 1) Je ne souhaite pas que l'on privatise par ordonnance les entreprises nationalisées avant 1981. 2) Si l'on remet en cause la démocratisation de ces entreprises, cela tomberait dans le champ des ordonnances touchant aux acquis sociaux. 3) J'émet des réserves sur l'éviction de tous les présidents d'entreprises publiques. 4) Les règles d'évaluation doivent être établies de telle sorte qu'il ne puisse pas y avoir de différence avec les règles adoptées pour la cession du secteur privé au secteur public. 5) Je signale aussi le problème que poserait l'autorisation, par simple décision administrative, d'introduire dans les entreprises nationalisées des actionnaires privés minoritaires.

Jacques Chirac: Pour les règles d'évaluation, il va de soi qu'elles ne sauraient être différentes. Pour les responsables des entreprises, notre intention n'est absolument pas de retrouver la situation de 1982 ; nous les jugerons exclusivement selon leurs compétences et leur réussite. Pour les acquis sociaux, j'ai déjà dit que tout ce qui avait fait l'objet de grands débats nationaux serait soumis à l'appréciation du Parlement. Pour les

nationalisme d'avant 1981, nous verrons cela au moment de l'élaboration des ordonnances, mais ce qui avait pu être estimé souhaitable en 1945 peut faire l'objet d'une appréciation différente aujourd'hui.

Le Président: On verra cela au moment des ordonnances, mais le Conseil est informé de ma position.

On passe au texte sur la loi électorale. Après l'exposé de Charles Pasqua, le Président reprend la parole : Je ferai quelques réflexions. Il s'agit d'une disposition tout à fait exorbitante de la tradition républicaine. Il n'y a qu'un précédent, en 1958 ; et encore, il y avait une autorisation populaire. Monsieur le ministre de l'Intérieur, le bon mode de scrutin, dans l'esprit de ceux qui le changent, est toujours le nouveau. Y a-t-il un mode de scrutin idéal? J'ai une théorie là-dessus : comme le disait le général de Gaulle, il est bon d'en changer à peu près tous les quinze ans, parce qu'un scrutin devient usé, non pas par lui-même, mais par l'usage qu'en font les hommes. Monsieur le ministre de l'Intérieur, vous dites que le mode de scrutin servira pour l'élection de la nouvelle Assemblée. A votre place, je serais plus prudent: il peut toujours y avoir une élection avant... — mais ce n'est pas mon intention. Changer le mode de scrutin ne me choque aucunement. Quant à savoir ce qu'il donnera, là encore, il faut être prudent. L'expérience montre que les novateurs ont généralement été déçus. En tout cas, l'intérêt de votre projet, c'est qu'il peut permettre de réaliser une plus grande justice démographique dès lors que vous partez de 577 députés. Est-ce que les avis de la Commission consultative seront rendus publics? Ils le seront, en tout cas, quand j'aurai à signer les ordonnances! Je souhaite vivement que les intentions exprimées par le Premier ministre aboutissent à la représentation la plus juste de la réalité du pays. Ma signature dépendra de ce qu'il en sera, indépendamment de tous les débats de droit qui auront lieu. En tout cas, j'ai bien l'intention d'user de ma liberté de signer ou de ne pas signer.

Jacques Chirac demande l'autorisation de recourir aux articles 49-1 et 49-3 : Cela pourrait paraître prématuré, mais je le demande au Conseil des ministres dans la crainte que son usage puisse être nécessaire dans un moment où je serais absent du territoire national.

J'entrevois le Président pour préparer sa déclaration d'après-Conseil. François Mitterrand : Pour les grands travaux, on défend en priorité dans le budget le financement du Louvre et de l'Arche.

A l'issue du Conseil, Édouard Balladur est reçu par le Président. En sortant, il me dit: Camdessus à la Banque de France et Lebègue au Trésor sont deux hauts fonctionnaires très efficaces. Pas question de les changer. Je relève son souci de transparence et de coopération avec des gens nommés avant son arrivée.

A l'Assemblée, discours de politique générale de Jacques Chirac. Un paragraphe, passé inaperçu, porte sur la réforme universitaire à venir: Le principe d'autonomie doit être définitivement concrétisé, tant à l'entrée, au moment de la sélection des étudiants, qu'à la sortie, au moment de la délivrance des diplômes. L'autonomie doit aller de pair avec un allègement des structures universitaires, un décloisonnement du travail d'enseignement et de recherche. Elle passe par une abrogation rapide de la loi de 1984, quasi unanimement rejetée par les corps universitaires.

Après ce discours, la confiance est votée par la droite: 292 voix contre 285. Raymond Barre a voté pour.

Le Président Reagan qualifie Kadhafi de chien enragé, mais se refuse à confirmer des représailles militaires contre la Libye.

Jean-Bernard Raimond envoie en Iran André Ross, secrétaire général du Quai, et Marc Bonnefous, son adjoint. Il leur demande de reprendre un dialogue global avec les Iraniens à propos de la situation dans la région, sans laisser penser que nos positions seraient modifiées vis-à-vis des voisins de l'Iran, en particulier de l'Irak. Il faut même, si nécessaire, leur expliquer-t-il, confirmer nos divergences, tout en proclamant notre désir d'entretenir avec Téhéran des relations normales et mutuellement profitables, d'abord dans le domaine culturel. Pour Eurodif, il leur demande de montrer que la France souhaite un accord, en dissociant ce problème — comme Éric Rouleau l'a fait avant les élections de mars — des litiges relevant de la Coface. Il leur enjoint enfin mystérieusement de rechercher un arrangement global. Cela couvre-t-il les otages? Je n'en sais rien.

Jeudi 10 avril 1986

A 12 heures, Jacques Chirac me téléphone, très aimable : Au Sommet de Tokyo, pour le dîner du dimanche soir, cela peut s'arranger. Une obligation impérieuse m'empêchera d'être à Tokyo ce soir-là. Personne ne sera dupe, mais cela pourra éviter la « guéguerre ». Pour la première séance, le lundi matin, je voudrais savoir quelle est vraiment la position du Président. Il m'avait dit que je pourrais l'accompagner au cas où George Shultz accompagnerait Ronald Reagan, ce qui serait bien utile à celui-ci qui ne connaît pas ses dossiers!

Le Président évite de commenter ces propos que je lui rapporte. Il constate: Cela ne marchera pas. Il faudrait que tous les pays aient deux représentants. Impossible.

J'informe Jean-Bernard Raimond et Maurice Ulrich que la solution proposée par Jacques Chirac n'est pas envisageable et que le mieux serait que le Premier ministre arrive ultérieurement à Tokyo.

Deux porte-avions américains, le Coral Sea et le Saratoga, se dirigent vers la Méditerranée centrale.

Une note nous arrive de Washington: humiliante. Le centenaire de la statue de la Liberté va être fêté le 4 juillet prochain. Le Président français est invité. Nous le savions déjà. Mais les Américains proposent un entretien d'une demi-heure (!) avec le Président Reagan à bord du porte-avions John F. Kennedy sur lequel se déroulera la cérémonie d'ouverture des festivités dont le point d'orgue sera l'illumination de la statue. Cette manifestation, qui sera télévisée aux États-Unis, durera deux heures trente. Douze places ont été réservées à la délégation officielle française; les autres invités français prendront place sur le Jeanne d'Arc. Les organisateurs ont prévu une participation française d'une dizaine de minutes, comprenant un film sur l'histoire de la statue, une prestation de la fanfare de la Garde, un salut au drapeau, l'exécution de l'hymne national, puis une brève allocution (deux minutes) du Président français.

Le Président: Pas question d'aller là-bas pour voir Reagan une demi-heure! C'est un déjeuner ou je n'y vais pas.

Le Président me laisse convoquer les hauts fonctionnaires des différents ministères pour préparer la prochaine réunion des sherpas, dans une semaine, à Rambouillet. Une telle réunion créera un précédent qui permettra ensuite, par exemple avant les Conseils européens, de tenir à l'Élysée une réunion analogue sur les questions européennes. Élisabeth Guigou tient très bien, grâce au SGCI et à son poste à l'Élysée, les manettes de la politique communautaire.

Vendredi 11 avril 1986

La situation s'aggrave du côté libyen. Kadhafi menace de représailles les villes du sud de l'Europe dans le cas d'un nouvel affrontement avec les États-Unis. Les Américains demandent, à nouveau, cette fois au général Forray, chef d'état-major à l'Élysée, une autorisation de survol du territoire pour leurs opérations militaires en Libye. Ils souhaitent une réponse avant demain 16 heures.

François Mitterrand s'en entretient au téléphone avec Jacques Chirac. Ils sont d'accord pour refuser. En tout cas, pour ne rien décider avant de voir Vernon Walters, qui vient à Paris lundi. La réponse est transmise à Washington.

Suite à un essai nucléaire américain, l'URSS lève le moratoire unilatéral sur les essais qu'elle avait décidé en août 1985.

Le vice-président George Bush parle d'opérations chirurgicales à propos des représailles antiterroristes contre la Libye.

A 18 heures arrive une lettre de Ronald Reagan à François Mitterrand, réitérant sa demande de survol du territoire français par des avions américains. Il souhaite une réponse dès aujourd'hui. Il explique que les États-Unis ont connaissance de plans libyens d'action terroriste contre les États-Unis. Certains de ces actes ont déjà été perpétrés, rappelle-t-il, en France. Il dit avoir confirmation de l'implication de la Libye dans les attentats contre les États-Unis à Berlin et à Paris, et savoir que la Libye est également impliquée dans la préparation d'autres opérations visant des citoyens américains, qui vont avoir lieu très prochainement au Soudan, en RFA, en Turquie, en Syrie, en Espagne, en République centrafricaine, au Kenya et en Amérique latine. Il explique que, si rien n'est fait pour arrêter Kadhafi, il y aura beaucoup de victimes. Il annonce sa décision d'utiliser les forces militaires américaines pour riposter à ces attaques. Plus précisément, il annonce des raids de FB111, partis de Grande-Bretagne, en jonction avec d'autres raids aériens partant de porte-avions. Il a reçu, annonce-t-il, l'appui du gouvernement britannique pour que des appareils décollent de bases aériennes situées en Grande-Bretagne. Cette mission serait considérablement facilitée, explique-t-il, si les avions américains étaient autorisés à survoler la France à l'aller et au retour de Libye. Il sait que le gouvernement français souhaite ne se décider qu'après la rencontre de lundi avec Walters, mais l'organisation des opérations militaires nécessite de connaître cette décision avant. Il assure que les bombardements américains ne prendront pas pour cibles des civils ni des installations économiques, non plus que des concentrations de troupes régulières, mais seulement des cibles impliquées de manière manifeste dans la conduite et le soutien des activités terroristes. Pour lui, même si ces actions n'élimineront pas totalement la menace terroriste de Kadhafi, elles lui feront payer très cher son soutien officiel à des actions terroristes.

Le conseiller à la sécurité de Reagan, John Pointdexter, m'écrit à la même heure à peu près dans les mêmes termes.

Malgré cette insistance, le Président décide de ne pas répondre et de voir Jacques Chirac, dimanche matin, avant l'arrivée du général Walters.

Dimanche 13 avril 1986

La Libye exhorte les pays arabes à rompre leurs relations diplomatiques avec les États-Unis et à les boycotter économiquement.

Vernon Walters est à Londres. Il semble que les Britanniques aient accepté le décollage des appareils américains à partir de leur territoire après avoir hésité jusqu'au dernier moment. Leur accord est mentionné dans la presse avant même qu'ils ne l'aient donné ! Manœuvres américaines, évidemment.

A l'Élysée, à 10 h 30, François Mitterrand reçoit Jacques Chirac et Jean-Bernard Raimond. Le Président enrage contre l'accord donné par Margaret Thatcher.

Le Président: On ne peut laisser Kadhafi continuer comme cela, mais il faut faire bien attention au choix des moyens. Il n'est pas question pour la France d'être à la remorque d'une action américaine.

Jean-Bernard Raimond et Jean-Louis Bianco sont chargés de rédiger la réponse à Reagan, ce qui est fait avec Éric Desmarest, directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères, et le général Forray. Une première mouture est corrigée par le Président.

François Mitterrand demande à Jean-Bernard Raimond de convoquer l'ambassadeur de Libye à Paris et de lui dire: Nous n'avons pas partie liée avec les Américains, mais nous n'admettons pas vos menaces sur l'Europe du Sud.

Vernon Walters est à Paris. Jacques Chirac le reçoit à l'Hôtel de Ville. Walters lui explique que les Américains ne veulent que détruire des camps terroristes. Il ne réclame plus le survol: il sait qu'on le lui refusera.

Jacques Chirac appelle François Mitterrand après son entretien.

Toujours sur instructions du Président, Jean-Bernard Raimond téléphone à Sir Geoffrey Howe, chef du Foreign Office, et l'informe de notre attitude. Le ministre anglais se montre très évasif. Vers 22 heures, Geoffrey Howe rappelle Jean-Bernard Raimond et énumère les conditions mises par la Grande-Bretagne à un éventuel soutien de l'action américaine:

- 1 épargner les populations civiles;
- 2 viser des cibles bien déterminées;
- 3 proportionner la riposte à la menace.

Il ajoute: Plus l'action des États-Unis serait générale, plus il serait difficile de l'approuver publiquement.

La position britannique est bien confuse.

Lundi 14 avril 1986

Où est le secret? La presse annonce en détails les futures représailles secrètes américaines!

Le président de Corée du Sud, M. Chon Doo Hwan, est à Paris. Jacques Chirac s'agite pour figurer le plus souvent possible en photo avec lui. Étrange mélange de sérieux, d'humour et de puérité...

Réunion d'urgence à La Haye des ministres des Affaires étrangères de la CEE. Ils condamnent les menaces libyennes contre l'Europe, mais s'opposent à d'éventuelles représailles militaires et n'adoptent que des mesures visant les représentations diplomatiques libyennes en Europe.

Le Président reçoit le général Walters, parfaitement francophone: Alors, vous n'avez pas épuisé le sujet avec le Premier ministre?

Le général Walters : Non, pas du tout. Le Premier ministre m'a fait un cours sur la naïveté des États-Unis et sur le monde arabe. J'ai alors été méchant. Je lui ai dit: « Votre expertise m'impressionne. Vous aviez déjà quatre otages au Liban, et maintenant vous en avez neuf! » L'affaire de Berlin est très grave. Nous avons intercepté les instructions de Tripoli à Berlin et le compte rendu d'exécution de l'attentat de Berlin adressé à Tripoli.

Le Président: Nous nous connaissons bien. Je vous parle franchement. Kadhafi devient insupportable. Il entretient un climat de guerre. On ne peut plus raisonner avec lui comme lorsqu'on pensait trouver un modus vivendi. Le problème, c'est celui de la façon de faire. Je l'avais dit à M. Shultz : il faut éviter tout ce qui fera apparaître Kadhafi comme un héros aux yeux du monde arabe. Il est insaisissable ; il tourne de plus en plus à un intégrisme fou, où les nerfs ont plus de place que la foi. Vous parlez de frapper des camps de terroristes. Mais leur métier, c'est de se dissimuler! Et les actions occidentales ne sont pas assez sophistiquées.

Le général Walters : Non, non! Nos cibles sont très sélectionnées. Nous n'entendons pas donner des coups de poing dans le vide!

Le Président : Bien sûr, les présidents et les souverains arabes feront semblant d'être très mécontents. Ce n'est pas très grave. Mais pensez aux masses arabes!

Le général Walters : Vous savez que les Libyens ont failli faire sauter un car de police devant l'ambassade des États-Unis à Paris? Cela a été déjoué grâce à votre police.

Le Président : En effet. Sur la politique étrangère, je n'ai pas de difficultés avec le Premier ministre. Par ailleurs, contrairement à ce que je lis dans la presse, je n'ai jamais été l'ennemi d'un accord sur le terrorisme entre pays occidentaux ; je trouve même qu'il faut faire beaucoup plus entre les polices.

Le général Walters : Les Anglais ont une idée de ce genre, mais limitée à la Grande-Bretagne, aux États-Unis, à la RFA, à la France et à la Suisse. Les pays sérieux...

Le Président: Comment votre opération supposée si secrète peut-elle être à ce point sur la place publique?

Le général Walters : Madame Thatcher m'a fait huit minutes de leçon à ce sujet. Vous avez raison. Ces fuites sont scandaleuses!

Le Président : Je ne veux pas être désagréable, je ne veux pas vous gêner, je ne veux pas dénoncer votre action...

Le général Walters : Nous allons engager une opération très sélective. Jacques Chirac m'a dit: « Vous ne pouvez pas localiser Kadhafi. » [Le Président fait comprendre d'un geste que la France ne recommande pas l'assassinat d'État.] Je lui ai répondu: « Nous pouvons le localiser, mais nous ne voulons pas le tuer. » J'avais pour instructions de demander à nouveau au Premier ministre l'autorisation de survol, mais, juste avant d'être reçu par lui, mes instructions ont été changées, et cela a beaucoup rassuré le Premier ministre.

Le Président : La difficulté, pour nous, c'est de nous trouver mêlés à une action au tout dernier moment. Je n'exclus pas une aide directe ou indirecte, mais il faudrait en discuter plus tôt.

Le général Walters : Jacques Chirac m'a dit que Kadhafi ne cédera pas à la violence; je lui ai répondu que nous ne faisons que suivre l'exemple de la France au Tchad, qui avait réussi.

Le Président : C'est vrai que, jusqu'ici, Kadhafi a toujours menacé et a toujours reculé. Il a reculé pour l'Égypte, il a reculé pour la Tunisie, sachant qu'il trouverait sur sa route la France, l'Algérie et vous-mêmes. Il a reculé au Tchad dès que l'armée française s'est mise en mouvement, comme s'il avait gardé un côté paysan bédouin. J'ai chargé Jean-Bernard Raimond de dire, à la réunion des ministres européens d'aujourd'hui, qu'on ne pouvait se contenter de déclarations vagues: l'Europe perd la face. Notre propre sécurité tient pour une large part à votre puissance.

Le général Walters : J'ai fait l'éloge à Jacques Chirac de Claude de Kémoularia, mon collègue aux Nations-Unies, que je trouve extraordinaire, s'imposant aux francophones et au Tiers Monde, dominant l'URSS...

Le Président : C'est un ami à moi.

Le général Walters : Je le sais bien. C'est pour cela que je l'ai dit au Premier ministre! [Il éclate de rire.]

A la fin de l'entretien, le général Walters remet au Président une lettre de Ronald Reagan : deux feuillets dactylographiés sur papier jaune pâle; un gros cachet « secret », en rouge, orne l'enveloppe. Le Président ne communique cette lettre à personne. Il se peut qu'elle l'informe du détail de l'action américaine.

A la sortie de Vernon Walters, nous publions un bref communiqué — mensonger :

Le Président de la République a reçu le général Walters, ambassadeur des États-Unis à l'ONU, qui effectue une mission en France à la demande du Président des États-Unis. Il a évoqué la situation actuelle en Méditerranée. François Mitterrand lui a rappelé les positions connues de la France en ce qui concerne les relations avec les pays de la région. Il lui a redit la détermination du gouvernement et la sienne propre de continuer de lutter sans relâche contre le terrorisme.

François Mitterrand répond à Ronald Reagan. La lettre n'a plus le même objet, puisque la demande de survol a été retirée. Le Président y répond quand même. Il lui réitère son hostilité la plus ferme au terrorisme et à ceux qui le soutiennent. Il confirme qu'il est, et Jacques Chirac avec lui, tout à fait disposé à avoir, avec les autorités américaines, toutes les rencontres et concertations utiles aux deux pays en vue de rechercher des moyens efficaces pour lutter contre cette plaie de notre époque, et si possible en prévenir les effets. Mais il maintient, toujours en accord avec le gouvernement, la réponse déjà faite sur le problème précis qui nous a été soumis, et confirme qu'il ne nous est pas possible d'accorder les autorisations de survol demandées.

Nous faisons savoir à la Libye et à nos partenaires européens que toute menace ou toute attaque contre l'un ou l'autre des pays de l'Europe du Sud entraînerait immédiatement des représailles françaises.

L'Espagne nous informe qu'elle refuse elle aussi l'autorisation de survol de son territoire aux bombardiers américains. François Mitterrand me dit : Je ne sais pas s'ils maintiendront leur attaque, avec tout ça.

Claude Cheysson me rappelle un précédent : aux tout premiers jours de janvier 1982, lors de la réunion du Conseil atlantique faisant suite à la proclamation de l'état de guerre en Pologne, le général Haig avait évoqué la Libye et lui avait dit : J'ai maintenant l'accord complet du Président Reagan. Nous allons demander aux ressortissants américains de quitter la Libye. Ce sera la première étape. Ensuite, notre flotte pénétrera dans le golfe de Syrte. Si les Libyens viennent au contact, nous tirerons. [Claude Cheysson : « C'est effectivement ce qui s'est passé; quelques semaines plus tard, deux avions libyens ont été abattus. »] Dans une troisième étape, s'ils nous tirent dessus, nous tirerons sur des bateaux libyens et nous bombarderons des objectifs terrestres. Dans une quatrième étape, si les Libyens insistent, nous lancerons une action de commando contre deux bases où des Africains noirs sont formés comme mercenaires de la Libye...

Claude Cheysson ajoute qu'en mars ou avril 1982, le Président Moubarak lui avait dit : Les Américains tiennent absolument à ce que nous préparions des actions militaires contre la frontière libyenne. Nous n'engagerons jamais d'opérations terrestres en Libye. Nous avancerions de 100 kilomètres, et après ? Nous avancerions encore de 50 kilomètres, puis nous serions englués dans le désert sans savoir comment en repartir.

Il y a trois semaines, le Président Moubarak s'est arrangé pour faire savoir qu'il avait derechef refusé de lancer des opérations terrestres contre la Libye, à nouveau demandées par les Américains.

Mardi 15 avril 1986

Vers 1 heure du matin, le directeur de cabinet de Jean-Bernard Raimond appelle la permanence de l'Élysée, assurée par Ségolène Royal : Notre ambassade à Madrid a été prévenue par les militaires espagnols d'un vol de F 111 américains. Ils en ont conclu que l'attaque est en marche.

Ségolène Royal alerte le général Forray. Vers 3 heures, le général me confirme la réalité du bombardement. Tripoli et Benghazi sont touchées

par les bombes, un appareil américain est porté manquante. La plupart des avions sont partis de Grande-Bretagne, quelques-uns ont décollé de porte-avions américains.

Les précisions arrivent : dix-huit bombardiers F 111 venant des bases américaines en Grande-Bretagne, après avoir été ravitaillés en vol, ont attaqué le quartier général et des « installations terroristes » à Tripoli. Quinze appareils A6-A7 de l'US Navy, des porte-avions Saratoga et Coral Sea, ont lancé simultanément un raid sur Benghazi. Washington annonce la perte d'un F 111 avec ses deux pilotes. Les cinq objectifs militaires libyens ont été détruits. Les autorités libyennes déclarent la mort, à Tripoli, de trente-sept personnes, presque toutes civiles, dont la fille adoptive du colonel Kadhafi, âgée de quinze mois. Pas d'intervention de l'aviation libyenne.

Le Président Reagan annonce que ce raid visait des installations terroristes et qu'il détient les preuves des responsabilités libyennes dans l'attentat du 5 avril à Berlin.

A 7 h 55, le Président s'inquiète : Évitez toute réaction du Quai d'Orsay et de Matignon qui ne m'ait été soumise au préalable.

Jean-Bernard Raimond fait parvenir à l'Élysée un projet de communiqué. Le Premier ministre, qui l'a déjà vu, n'y a apporté qu'une modification mineure.

Vers 9 heures, Jean-Bernard Raimond est reçu par le Président. Un texte définitif est mis au point, moyennant de nombreuses corrections de la plume du Président.

Jean-Louis Bianco téléphone à Jacques Chirac et lui lit ce texte. Tout à fait parfait. Le communiqué est rendu public par le Quai d'Orsay, étant indiqué qu'il a été soumis au Président et au Premier ministre.

Dans la soirée, deux missiles Scud libyens sont tirés sur l'île italienne de Lampedusa en limite de portée. Aucun dégât.

Campagne antifrançaise aux États-Unis. A New York, notre ambassadeur à l'ONU, Claude de Kémoularia, défend fort bien notre position. Jean-Bernard Raimond, furieux contre lui, lui demande de se taire.

Une source prétend que les avions américains ont malgré tout survolé la France.

Yves Chalié, ancien chef de cabinet du ministre socialiste de la Coopération, Christian Nucci, vient voir François Mitterrand pour lui expliquer l'affaire du Carrefour du développement, qu'Aurillac, le nouveau ministre, s'appête à dénoncer. Le Président refuse de l'écouter. Yves Chalié reste moins de dix minutes dans son bureau.

Vu longuement François Bujon de l'Estang, en fin d'après-midi, après la réception à l'Élysée des ministres des Finances et des Affaires étrangères des pays membres de l'OCDE. Il cède sur tout : le Premier ministre n'arrivera à Tokyo qu'en fin de matinée du lundi et ne souhaiterait participer qu'au dîner du lundi. Bujon n'insiste plus pour venir à Rambouillet le week-end prochain et accepte avec plaisir que se tiennent dans mon bureau les réunions avec les directeurs de l'Administration centrale, avant et après Rambouillet. Qui l'a fait ainsi plier ?

Conformément aux instructions du Président, Jean-Louis Bianco, Jean-Claude Colliard, Élisabeth Guigou, Hubert Védrine et moi nous rendons au dîner offert au Quai d'Orsay en l'honneur du président sud-coréen Chun Doo Hwan.

Mercredi 16 avril 1986

Avant le Conseil, nouvelle déclaration de Jacques Chirac à propos du Sommet de Tokyo : Là où il n'y a qu'une place de prévue, il n'y aura qu'un seul représentant de la France. Là où il y en a deux, il y en aura deux.

Au Conseil des ministres, projet de loi de finances rectificative, amnistie fiscale et douanière, suppression de l'impôt sur la fortune. Le Président ne dit mot.

Après le Conseil, il reçoit François Doubin, président du MRG. Le Président lui dit : S'il y a un clash dans les dix-huit mois, je me représenterai.

L'après-midi, il me parle longuement de son combat politique : Dans la vie des peuples, dans celle des individus, tout recul sur des principes affirmés est une bataille perdue. Qu'est-ce que la volonté si elle plie ?

Mouvements de foules et incidents divers devant les ambassades et les bases américaines en Europe. On s'interroge sur le sort de Kadhafi. A-t-il été blessé ? La Libye saisit le Conseil de sécurité et menace la Tunisie de représailles pour avoir autorisé le passage des F 111 à travers son espace aérien. La presse et la classe politique américaines se déchaînent contre la France; les consulats français aux États-Unis reçoivent des coups de téléphone indignés.

Jeudi 17 avril 1986

Kadhafi lance un appel à la destruction des intérêts américains et britanniques à travers le monde. Trois otages (deux Britanniques et un Américain) sont exécutés au Liban. Un cameraman britannique est enlevé à Beyrouth. Un attentat est déjoué à l'aéroport londonien de Heathrow.

Jacques Chirac se rend à Bonn pour s'entretenir avec le Chancelier Kohl. Nous ne saurons rien de ces discussions.

Vu le sherpa japonais, Teshima. Il m'interroge sur ce qu'il doit faire des demandes de Matignon : Nous ne ferons rien sans ton accord, m'expose-t-il. Pour nous, la France, c'est toi !

Décès de Marcel Dassault à l'âge de 94 ans.

Vendredi 18 avril 1986

John Pointdexter, conseiller pour la Sécurité de Ronald Reagan, nous fait connaître la déception de la Maison Blanche après le refus français de l'autorisation de survol. Y a-t-il eu un malentendu avec Jacques Chirac ?

Il fait un très curieux résumé de ces trois derniers mois. Selon lui, alors qu'en public, la France marquait son désaccord avec la décision américaine d'attaquer l'infrastructure terroriste de Kadhafi, elle envoyait des signaux indiquant qu'elle serait disposée à coopérer à condition que les actions américaines soient entreprises sur plus grande échelle.

Des signaux ? Quels signaux ? De qui émanaient-ils ?

D'après lui, le 23 janvier dernier, François Mitterrand aurait dit à Vernon Walters qu'alors que le nord du Tchad n'intéressait pas la France, la déstabilisation de Kadhafi l'intéressait bel et bien.

Drôle de déformation ! François Mitterrand n'a nullement dit cela. Comment les Américains ont-ils pu l'entendre ?

Il soutient aussi que le 4 mars, le général américain Burpee a évoqué avec les généraux français Forray et Saulnier la possibilité d'attaques américaines contre la Libye au moyen de F111 en cas de provocation. Le général Forray aurait alors indiqué — prétend Pointdexter — que la France n'accepterait pas que de telles missions partent du territoire français, mais qu'elle pourrait éventuellement répondre positivement à une

demande américaine d'autorisation de survol.

Jamais, à mon sens, Forray n'a pu dire cela !

Pointdexter poursuit en expliquant que, le 14 avril, Vernon Walters a entendu Jacques Chirac lui dire qu'il était convaincu que l'action projetée par les Américains était insuffisante, et que si les États-Unis étaient prêts à aller jusqu'au bout et à tenter de « déboulonner » Kadhafi, lui, Chirac, appuierait une telle tentative...

Jacques Chirac a-t-il vraiment laissé entendre cela ? Difficile à croire. Impensable, même. Walters a d'ailleurs présenté tout autrement cette conversation au Président, le lendemain. Il s'agit en tout cas d'un énorme malentendu... ou d'une volonté américaine de glisser un « coin » dans la cohabitation, de rendre les choses plus difficiles entre le Président et le Premier ministre. Nous ne tomberons pas dans ce piège !

M. Desmarest, directeur de cabinet de Jean-Bernard Raimond, nous saisit du texte d'une résolution proposée par certains pays du Tiers Monde, condamnant le raid américain en Libye. Le Président demande que la France vote contre.

J'appelle François Bujon de l'Estang pour protester contre ses propos publiés selon lesquels le Premier ministre aurait décidé de la position de la France sur la Libye sans que le Président en soit informé ! Ridicule guérilla...

Pour la préparation du Sommet de Tokyo, je réunis les directeurs du Trésor, de la DREE et des Affaires économiques internationales au Quai d'Orsay, en présence de François Bujon de l'Estang. Tout se passe très bien.

M^r Soulez-Larivière, chargé de défendre les faux époux Turenge, est reçu par le Président qui lui fait part de son accord avec le gouvernement sur la solution à apporter à cette affaire. Mais André Giraud interdit à Soulez de voir ses clients; la négociation, désormais, lui échappe.

A Berlin-Est, Mikhaïl Gorbatchev fait de nouvelles propositions sur le désarmement conventionnel en Europe.

Samedi 19 avril 1986

A Puy-Guillaume où il a ses habitudes, François Mitterrand va déjeuner chez le maire, Michel Charasse. Autour de la table, Jean-Louis Bianco, Alain Boubli, Jean-Claude Colliard, Nathalie Duhamel, Michèle Gendreau-Massaloux, Jean Glavany, Hervé Hanoun, Gilles Ménage, Hubert Védrine, Michel Vauzelle.

Autour de la potée auvergnate, les convives écoutent le Chef de l'État qui semble — fait plutôt rare — vouloir s'épancher devant ses collaborateurs. Il évoque une éventuelle nouvelle candidature encore très hypothétique : Si je décide de me représenter, qu'apporterai-je de plus aux Français ? Il s'interroge à voix haute : Faut-il ou non devancer les échéances ? Provoquer une crise institutionnelle ? C'est risqué ! Les Français n'aiment guère cela.

Il n'a pas demandé de réponses à ces questions qu'il se posait d'ailleurs surtout à lui-même. Mais les membres du cabinet rentrent à Paris ragaillardis : tout n'est peut-être pas terminé !

Pendant ce temps, je réunis les sherpas à Rambouillet. En principe, la réunion aurait dû avoir lieu au Japon. Mais Paris a été choisi à cause de la réunion de l'OCDE. Cela me permet d'éviter la présence des gens de Matignon qui ne peuvent se rendre sans invitation expresse dans un palais présidentiel. Mesquine querelle ? Non, institution à protéger. Aucun sherpa ne s'étonne de l'absence de Bujon. Chacun y voit la preuve que le Président reste en charge de la politique extérieure. Dès lundi, les ministères des Affaires étrangères du monde entier en seront informés.

Les Japonais proposent deux projets de déclarations politiques. Le premier, dit Déclaration de Tokyo pour un avenir meilleur, est grandiloquent et quelque peu ridicule. Nous en retirons tout ce qui pourrait se révéler gênant ou contraignant. Il ne fera l'objet d'aucune discussion. Le second texte, dit Déclaration sur le terrorisme international, donne lieu à un très violent affrontement avec les Américains. Ceux-ci veulent étendre la compétence du groupe de Bonn — créé en 1978 et jusqu'ici exclusivement dirigé contre les détournements d'avions — et l'ériger en instance de direction de la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes. Je m'y oppose. Ce groupe doit continuer à s'occuper des seules dimensions juridiques du terrorisme visant l'aviation civile. Des organisations multilatérales antiterroristes existent déjà, auxquelles la France participe : Groupe de Berne (9 pays), Groupe de Trévi (12 pays), Groupe de Vienne (5 pays), Groupe Quantico que la France a rejoint en septembre 1986 (8 pays), sans compter Interpol. Je rappelle que la déclaration du Sommet de Londres de l'an dernier prévoit cette coopération et que François Mitterrand, dans une lettre du 16 janvier 1986 au Président Reagan, a proposé une amélioration de la coopération entre l'Europe et les États-Unis : Nous réfléchissons à ce que pourrait être une meilleure façon d'organiser une coopération régulière entre les États-Unis et l'Europe à ce sujet.

Après une longue discussion mot par mot, le texte devient : Pour mieux combattre le terrorisme sous toutes ses formes, les Sept sont prêts, bilatérale-ment et multilatéralement, à promouvoir, au sein des organisations internationales ou des instances compétentes, toute nouvelle action qu'il conviendra d'entreprendre. Autrement dit, le projet des Américains est rejeté. Ils sont furieux et reviendront à la charge.

On passe à l'économie mondiale. Les économies des pays du G7 entament leur quatrième année d'expansion. L'inflation est tombée au-dessous de 4 %, niveau le plus bas depuis la fin des années 60. Les taux d'intérêt nominaux ont beaucoup baissé. Le taux de change des principales monnaies reflète au mieux les conditions économiques fondamentales. Mais de nombreux dysfonctionnements subsistent : un chômage élevé, d'importants déséquilibres des paiements courants (très fort excédent au Japon, très fort déficit aux États-Unis), des tensions protectionnistes, les graves difficultés de l'Afrique, la situation critique qui prévaut dans les pays endettés, même exportateurs de pétrole (Mexique, Nigeria, Égypte).

Face à cette situation, l'Américain demande à l'Allemand et au Japonais de soutenir la croissance. En vain. Le Britannique se montre très ferme à l'égard du Japon et exige qu'il s'engage sur une réduction de son excédent des paiements courants. Le Japonais se retranche derrière son privilège d'hôte pour feindre de ne pas comprendre.

Sur le système monétaire international, les thèses françaises font leur chemin, notamment aux États-Unis. La décision du G5, le 22 septembre dernier, de réaliser des interventions concertées sur les marchés des changes pour faire baisser le dollar, s'est révélée efficace. L'Américain propose d'aller plus loin dans le sens d'une fixation des zones de références entre monnaies et d'une coordination des politiques économiques. L'opposition allemande est forte. Les Italiens tiennent absolument à ce que le G5 disparaisse et soit remplacé par un G7. Difficile : le G5 regroupe les pays dont les monnaies forment les droits de tirages spéciaux. Les Italiens n'en sont pas. On confiera à un G7 le contrôle des zones de références.

Le projet de déclaration économique de Tokyo ne contient pas, comme l'an dernier, la mention d'une date pour le lancement d'un nouveau cycle du GATT. Il n'est pas totalement exclu que les États-Unis, épaulés par le Royaume-Uni, en fassent la demande à Tokyo et que nous ayons de nouveau à la rejeter. En tout cas, les États-Unis accusent la CEE de protectionnisme, notamment en matière agricole.

Pour la dette, le plan dit Baker est la reprise de nos idées. Nous demandons une meilleure articulation entre la Banque mondiale et le FMI, et une augmentation du capital de la première. Nous devons insister encore pour que les financements soient en priorité orientés vers l'Afrique sub-

saharienne et qu'un encouragement soit donné à la session spéciale de l'ONU de la fin mai.

Aucune autre réunion de sherpas n'est prévue avant le Sommet lui-même.

Dimanche 20 avril 1986

Le CERES change de nom. Le courant de Jean-Pierre Chevènement s'appellera désormais « Socialisme et République ». La référence au marxisme est remplacée par l'affirmation de l'indépendance nationale contre tout alignement sur les grandes puissances.

Lundi 21 avril 1986

Shimon Pérès vient déjeuner à l'Élysée. L'homme est pour moi un visionnaire, même s'il est considéré chez lui comme un bureaucrate opportuniste. Mais, à force de prendre ses désirs pour des réalités, il les réalise. Quelques remarques intéressantes :

Shimon Pérès : Le G7 doit soutenir financièrement l'Égypte et prendre une décision politique au Moyen-Orient. D'abord, il faut proposer un plan économique qui deviendra ensuite politique. La France doit encourager le Roi Hussein à accepter des négociations directes avec nous, et encourager le Président Assad à poser les armes.

François Mitterrand : Assad est stratégiquement extrémiste et tactiquement modéré.

Shimon Pérès : La guerre entre l'Iran et l'Irak est une confrontation entre l'élément humain (l'Iran) et l'élément technologique (l'Irak).

Pour la première fois devant un étranger, François Mitterrand commente l'action américaine contre la Libye : On ne peut faire sauter la France dans le dernier wagon d'un train déjà parti.

A la demande du Président, Jean-Louis Bianco adresse à Jacques Chirac un bref compte rendu de cet entretien.

Réunion des ministres des Affaires étrangères des Douze à Luxembourg. « Sanctions » diplomatiques contre la Libye : réduction du personnel des ambassades et autres structures de représentation, visas moins faciles, etc...

Jean-Bernard Raimond adresse au Président le compte rendu de mission d'André Ross et Marc Bonnefous à Téhéran.

Le Président apprend par un communiqué des Affaires étrangères l'expulsion de quatre diplomates libyens. Il est furieux. Il le fait savoir à Jacques Chirac par l'intermédiaire de Bianco, qui appelle Ulrich : Une telle mesure a

une implication de politique étrangère et il n'est pas admissible qu'elle soit prise sans que le Président ait été non seulement prévenu, mais consulté et ait donné son accord. En outre, même si cette mesure n'avait pas eu d'implication de politique étrangère, elle est liée à la sécurité du pays dont le Président est le garant.

Ulrich en convient.

François Mitterrand fait part à Denoix de Saint Marc de son hostilité aux mesures sécuritaires que Charles Pasqua annoncera mercredi au Conseil (peine incompressible, carte d'identité infalsifiable, etc.).

Mardi 22 avril 1986

Vu Bujon de l'Estang pour lui raconter Rambouillet. Il approuve tout, fort aimablement.

Mercredi 23 avril 1986

Au Conseil des ministres, présentation du « plan Sécurité » par le ministre de l'Intérieur.

François Mitterrand : La défense nécessaire de la sécurité des Français dépasse les clivages politiques traditionnels, mais elle ne doit pas s'exercer au détriment des libertés et des citoyens. Tout cela révèle de part et d'autre des hésitations. Selon le moment, la méthode est différente. Il faut se dire aussi que, depuis qu'il existe une démocratie, ce problème s'est posé. En tout cas, ce sont souvent les régimes les plus faibles qui ont fait les lois les plus répressives. On ne compense pas une faiblesse par des textes. C'est un travers français que de croire qu'une fois les textes rédigés, les problèmes sont réglés. A propos de la carte d'identité infalsifiable que vous voulez instaurer, je signale que je suis le seul ici, avec le ministre de l'Intérieur, à avoir falsifié des cartes d'identité! [Pasqua jubile.] Attention à ne pas fichier toute la France... Enfin, vous semblez compter sur moi pour rendre supportable la peine incompressible ; mais vous ne pouvez ni user ni compter sur le droit de grâce sans m'en faire jouer.

Édouard Balladur hoche la tête.

Ce soir, à L'Heure de vérité, Jacques Chirac déclare à propos de la Libye : Sur le plan de la décision que j'ai prise, c'est vrai que le Président a eu la même réaction.

Ce mensonge met en rage François Mitterrand. Je m'en ouvre à Bujon dans la soirée, mais il ne semble pas intéressé par mon commentaire.

André Rousselet démissionne de la présidence de Havas, qu'il sentait de toute façon lui échapper. Balladur a pourtant insisté pour qu'il reste. Pierre Dautier lui succède. Rousselet conserve néanmoins la présidence de Canal +, sa création.

Jeudi 24 avril 1986

Maurice Ulrich téléphone à Jean-Louis Bianco pour l'aviser qu'il a reçu un cheikh chiite libanais venant d'Abidjan qui pourrait être utile dans l'affaire des otages. Il est plus que vraisemblable que Houphouët-Boigny est à l'origine de cette démarche, mais il n'en a pas prévenu la Présidence de la République.

Le général Jaruzelski rencontre le primat de Pologne, Mgr Jozef Glemp.

François Mitterrand reçoit Jean Riboud et Jérôme Seydoux. Le projet de cinquième chaîne de télévision se précise.

Dans l'avion pour Trèves, où il doit rencontrer Helmut Kohl, François Mitterrand me dit : L'utile sans l'agréable serait superbe. L'agréable sans l'utile pourrait paraître futile. Les deux à la fois sont désirables. C'est sur cette base-là qu'il faut considérer l'amitié franco-allemande.

Cette rencontre vise à faire comprendre à Kohl qui est le patron en France, sans aborder la question de front. On parle du prochain Conseil européen où menace d'être évoqué le blocage des discussions entre ministres de l'Agriculture sur les prix.

Helmut Kohl : Mon ministre de l'Agriculture, Kichle, négocie directement avec Chirac. Je ne suis pas d'accord avec cela ! Il faut attendre, sur l'agriculture. J'ai vu Chirac. Je lui ai dit que notre intérêt était de nous mettre d'accord.

François Mitterrand : Il ne faut pas que le budget de l'Europe s'épuise sur l'agriculture. Cela m'inquiète. Une bonne entente franco-allemande est nécessaire.

Helmut Kohl: J'ai de gros problèmes avec mes paysans. Ils ne comprennent pas qu'il y a des surplus et qu'il faut mettre des terres en jachère. La

situation actuelle ne peut durer. Mais il faut du temps pour ménager les transitions.

Puis il enchaîne : Allez, on passe à des sujets plus dynamiques! Le projet Eurêka doit être à présent la priorité de l'Europe. Par ailleurs, il faut qu'Airbus puisse construire des longs courriers ; sinon, Boeing constituera un monopole mondial.

François Mitterrand : Je suis d'accord avec vous. Vous sentez une résistance de la France à ce propos ?

Helmut Kohl : Pas exactement. Mais Chirac semble vouloir marquer une pause dans le développement de la gamme d'Airbus. Je ne suis pas d'accord, car c'est cette année qu'il faut prendre la décision de fabriquer l'A 340 avant 1992. C'est d'ailleurs un projet qu'Eurêka devrait soutenir. Et il faut proposer à la Grande-Bretagne de s'y joindre, ou sinon le faire sans elle. La Grande-Bretagne ne suivra pas, en raison de l'hélicoptère. Je veux aussi que l'on avance sur le TGV Paris-Cologne, contre le lobby des camionneurs. Dommage qu'il n'y ait pas de lobby des wagons !

François Mitterrand : La France a autant intérêt que vous à ce que le TGV Est se développe.

Helmut Kohl : En matière de trains, le Reich ne nous a légué que des lignes Nord-Sud, pour des raisons militaires. Je veux créer d'urgence la ligne Paris-Bruxelles-Cologne. Ma conviction est que l'Europe passe par le train, pas par l'avion ni par la route. Les Pays-Bas veulent imposer la route, parce qu'ils la dominent. Par ailleurs, il faut mettre le secrétariat d'Eurêka à Strasbourg.

François Mitterrand : Tout le monde veut qu'il soit à Bruxelles! Ce serait une mauvaise chose, car cela le placerait sous le contrôle de la Commission. La France y a intérêt; j'y penserai.

Kohl interroge le Président français sur la Libye.

François Mitterrand : Nous ne savons rien des conséquences du bombardement. Les États-Unis nous ont intoxiqués pour nous pousser à l'attaque. Ils nous ont dit : « On s'occupera des Libyens au nord, et vous au sud. » J'ai refusé. L'attaque était prévue pour le 23 mars. Les Américains l'ont reportée et ont voulu en reparler après les élections. J'ai informé le gouvernement français de mon refus. Quand il a été de nouveau question du raid en avril, j'avais déjà refusé une opération identique quinze jours auparavant. Le vendredi, Reagan m'a informé d'un raid pour le samedi à 16 heures; il m'a demandé le survol ainsi qu'un rendez-vous pour Walters. J'ai informé immédiatement le Premier ministre de mon refus, car je ne connaissais ni la nature du raid, ni ses moyens, ni ses objectifs. Le dimanche, j'ai reçu une nouvelle demande de survol; j'ai encore refusé. Walters a été reçu par Chirac le dimanche (il m'en a parlé le soir même) et par moi le lundi. Walters n'a pas insisté. Je lui ai dit : « Tout ce qui frappe le peuple libyen frappera les autres Arabes, et ce n'est pas le peuple libyen qui fait du terrorisme. » Quand Walters est parti, je ne savais pas qu'ils maintiendraient quand même l'attaque. On retrouvera cette difficulté à Tokyo. Ils veulent qu'on y parle du terrorisme et qu'on se range derrière leur panache blanc ! Je ne suis pas ennemi d'une organisation antiterroriste qui dépasserait les Sept et mettrait en commun les services d'action. Je suis d'accord pour toute organisation antiterroriste vraiment internationale; mais pas pour que les États-Unis nous dictent notre politique à l'égard du monde arabe.

Helmut Kohl : Vernon Walters est aussi venu me voir dimanche matin. Je lui ai déconseillé d'agir ainsi. Je lui ai dit que j'étais contre. Je comprends leur attitude. La perception intérieure de leur politique étrangère est très tendue. Mais il faut détourner les Américains de cette manière d'agir.

François Mitterrand : Pour terminer, un mot sur la situation française. Ce qui compte, c'est l'élection présidentielle. Tout ce qui va se passer maintenant vise à la préparer. Là-dessus, Chirac a un beaucoup plus grand appétit en actes qu'en paroles.

Kohl sourit, sans commenter.

Vendredi 25 avril 1986

Les services secrets français signalent une fuite radioactive dans une centrale nucléaire soviétique située à Tchernobyl, à 130 kilomètres au nord de Kiev.

François Mitterrand au quotidien japonais Yomini Shimbun : J'ai décidé de jouer le jeu de la coexistence dans un souci d'éviter que la France ne connaisse à nouveau un traumatisme, une déchirure inutile. Je ne vois pas d'inconvénients à ce que Jacques Chirac vienne à Tokyo.

Le ministre de la Défense refuse d'élever au rang de grand officier de la Légion d'honneur le général Saulnier, chef d'état-major des armées, sauf s'il lui fait un rapport écrit sur l'affaire Greenpeace ! Le général Saulnier refuse, avec l'appui de François Mitterrand qui exige que Saulnier soit rétabli sur la liste : Sinon, je refuserai toutes les propositions de Légion d'honneur émanant de la Défense.

Le Président me dit : Ce Giraud est sans doute compétent, mais il confond volonté avec entêtement. Et il est le porte-parole du CEA, rien de plus. Je ne lui céderai rien.

Samedi 26 avril 1986

Nouvelle explosion dans la même centrale nucléaire à Tchernobyl. On ne sait toujours rien de l'ampleur de l'accident.

Lundi 28 avril 1986

A Dakar, je discute de la dette africaine avec le Président Diouf. L'hypothèse d'une réduction massive le transfigure. Et pourtant ! A Tokyo, on aura bien du mal à l'obtenir.

Mardi 29 avril 1986

L'ambassadeur du Japon à Paris vient de me remettre le programme du Sommet de Tokyo. Pas de problème : nous en sommes restés à ce qui a été décidé.

Le nouveau ministre de la Coopération, Michel Aurillac, évoque de graves malversations découvertes dans la gestion du Carrefour du Développement, association créée en juin 1993 alors que Christian Nucci était ministre.

Le directeur de cabinet d'Édouard Balladur, mon ami Jean-Claude Trichet, me communique le rapport de Renaud de La Génrière sur l'état des finances publiques établi à la demande de Jacques Chirac. Pas trop critique à l'égard de la gestion de la gauche.

Les Russes reconnaissent l'existence d'un accident nucléaire survenu à Tchernobyl.

Maurice Ulrich fait savoir que Jacques Chirac a décidé de réunir tous les quinze jours un « Conseil de sécurité intérieure » auquel assisteront André Giraud et Jean-Bernard Raimond. L'Élysée n'y est pas associé. Pas d'objection.

J'obtiens — par des Américains — un document que James Baker a communiqué à Édouard Balladur, sur la réforme monétaire internationale. Ce texte, qui parle d'établir des zones de référence, doit servir de base à la création d'un groupe des sept ministres des Finances à Tokyo. Il nous va très bien. Il constitue même une victoire des thèses défendues depuis cinq ans par la France. Nous en avons parachevé la rédaction à Rambouillet. Édouard Balladur en a parlé à Jacques Chirac, qui lui a donné son accord, mais pas au Président. Il se peut que ce ne soit qu'une

Avant le Conseil des ministres, François Mitterrand évoque le texte de Baker avec le Premier ministre. Celui-ci est surpris que le Président en ait eu connaissance. Il avait sans doute prévu d'en faire « sa » victoire à Tokyo. Dérisoire ! Enfantin ! A ce train, la France risque de sombrer dans le ridicule.

Au Conseil, Charles Pasqua propose la dissolution du conseil municipal de Cernières (Hautes-Alpes). Il conclut son exposé sur la querelle qui bloque le fonctionnement de cette commune par ces mots : La dissolution est, je crois, la seule manière d'en sortir.

Le Président : Moi aussi, je le pense.

Sourires entendus...

Le Président fait un exposé sur la nécessité de l'avion de combat européen : J'ai échoué avec Charles Hernu, qui a été victime du lobby des avionneurs français. Je n'en espère pas plus de vous...

Philippe Séguin présente son projet de loi pour l'emploi, qui comporte la suppression de l'autorisation administrative de licenciement et les ordonnances portant sur l'aménagement du temps de travail, l'extension des contrats à durée déterminée, le travail à temps partiel. Ce texte abroge la loi de 1975 instituant l'autorisation préalable de licenciement, élaborée alors par le gouvernement Chirac.

Jacques Chirac se lance dans un long exposé sur l'emploi, « priorité absolue ».

Le Président : Je n'ajouterai pas grand-chose à ce que vient de dire le Premier ministre, si ce n'est que j'ai plus d'attachement que lui à la loi de 1975.

Jacques Chirac sourit : Les circonstances ont changé.

Le Président : Les sentiments peuvent changer aussi, je le vois... Mais, dès lors que vous procédez par la loi, il vous appartiendra d'en débattre avec le Parlement... En revanche, j'examinerai de très près les projets qui me seront soumis dans le cadre des ordonnances.

Avec une autosatisfaction visible, François Guillaume, ministre de l'Agriculture, rend compte des résultats du dernier Conseil agricole à Bruxelles.

Édouard Balladur demande la parole et, très sec, très froid, déclare : Certaines décisions prises par ce Conseil vont coûter très cher aux finances de l'État et ne sont pas bonnes. Ce Conseil a décidé 2,5 milliards d'écus de dépenses dites « socio-culturelles ». Ces dépenses ont deux caractéristiques : elles ne nous intéressent pas et elles coûtent cher. Il a été décidé des mesures d'économies artificielles qui vont aboutir à des transferts de charges aux dépens des États membres et en particulier de la France. Et on a reporté des dépenses nécessaires, ce qui conduira à aggraver encore la charge de notre budget. Notre acceptation définitive de ces dépenses devra être conditionnée par la diminution d'autres dépenses, mais sans toucher à la PAC. C'est pratiquement la quadrature du cercle.

Le Président : C'est bien ce que je croyais avoir compris.

Jacques Chirac, le visage fermé : Il faudra renforcer les liens politiques entre la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et la France. Mais chaque chose en son temps. L'accord est le meilleur possible pour la France; le ministre de l'Agriculture a bien négocié.

C'est le premier accrochage auquel j'assiste entre Chirac et Balladur. La première fois aussi que Balladur est publiquement contré par Jacques Chirac. Le ministre d'État fait comme s'il n'avait pas entendu.

A la fin du Conseil, un petit incident pittoresque :

Le Président : Personne ne demande plus la parole ? La séance est levée.

Chacun se lève. Le Président range ses dossiers et me fait signe de venir.

Jacques Chirac, tout à coup : J'ai oublié de dire quelque chose.

Sourire du Président à l'égard d'un bon élève distrait.

Jacques Chirac : Le prochain Conseil des ministres, du fait de votre absence à Tokyo... non, de votre présence... et de mon absence... non, de ma présence... aura lieu mercredi à 16 heures..., non, à 18... enfin bref, à 17 heures.

Nouveau sourire indulgent du Président.

François Guillaume (s'adressant à moi à la sortie du Conseil) : Dans le précédent gouvernement, les agriculteurs n'étaient pas entendus et avaient besoin de manifester. Je veux qu'on en revienne à l'esprit et à la lettre du traité de Rome. Mais je n'ai ni le goût ni le pouvoir de remettre en cause la signature de la France.

François Mitterrand reçoit le bureau de la nouvelle Assemblée : Je souhaite que soient respectées les prérogatives de cette institution parlementaire. Il exprime son souci de voir aboutir les débats dans les temps impartis constitutionnellement aux sessions.

L'ambassadeur des États-Unis vient m'annoncer que son gouvernement se rallie au projet de déclaration sur le terrorisme, tel qu'il a été élaboré par les six autres pays à Rambouillet. Il souhaite simplement qu'il puisse être dit par les porte-parole des différents pays que le Groupe de Bonn sur le terrorisme aérien se réunira. Pas de problème. Ce ralliement américain permettra peut-être d'en finir plus vite, à Tokyo, dans la matinée de lundi, avec la discussion sur le terrorisme. Mais on ne peut totalement exclure que les Américains reviennent encore sur le sujet.

Jeudi 1^{er} mai 1986

Encore un 1^{er} Mai de désunion pour les syndicats. Depuis 1981, c'est chaque année le même scénario.

La radioactivité émanant de Tchernobyl atteint la France. L'agence Tass reconnaît maintenant 2 morts et 197 personnes hospitalisées. La situation est sûrement beaucoup plus grave.

Vendredi 2 mai 1986

Le directeur général de la Police nationale, Pierre Verbrugghe, encore en place malgré les menaces de Pasqua, m'informe qu'il a été décidé au Conseil de sécurité intérieure que la France, à Tokyo, proposerait que soit instauré un contact entre le groupe de coopération antiterroriste européen de Trevi et les Américains, et que soit programmée une réunion des sept ministres de l'Intérieur à l'occasion du prochain Sommet, en Italie. Jean-Bernard Raimond, lui, aurait préféré une réunion à sept limitée aux seuls experts, sans les ministres. Mais il n'a pas été suivi.

De quoi se mêlent-ils ? Pas question de ces réunions à sept experts, encore moins de ministres ! Encore une fois, Matignon prétend tout régler en tous domaines. Quel désordre ! Il faudra veiller, l'an prochain, à empêcher une telle réunion.

Départ pour le Japon par Concorde. Il y a là aussi la délégation européenne composée de Delors et Lubbers, puisque les Pays-Bas président la Communauté ce semestre.

François Mitterrand me convie à déjeuner dans l'avion: A Tokyo, il faudra être d'une extrême courtoisie à l'égard du Premier ministre. Ne rien faire qui puisse être interprété comme une dispute sur les os à ronger de la politique étrangère. Les faits devront parler d'eux-mêmes. A propos du gouvernement, la seule chose importante consiste à montrer peu à peu sa précarité. De toute façon, personne ne fait jamais de grandes réformes avant les élections présidentielles, et celles-ci peuvent avoir lieu n'importe quand.

Il me confie son intention de ne pas se représenter : Je ne suis pas tenu d'assurer l'avenir du PS. Si le Parti se divise [entre Rocard et Fabius], c'est tant pis pour lui.

Enfin, il m'interroge longuement sur la façon dont les ministres jugent jusqu'ici son attitude et ses interventions au Conseil. Visiblement, alors qu'il ne donne pas le sentiment de les surveiller, il est attentif à chacune de leurs manies : celui-ci qui prend des notes, celui-là qui dessine sur du papier jaune, cet autre qui lit son courrier personnel...

Nous devisions ensuite avec les « Européens ». C'est aujourd'hui l'anniversaire de Lubbers. J'aime bien sa façon de voir les choses. C'est un homme fin, cultivé, volontaire, investi de la grandeur nostalgique de son pays. Il m'explique que c'est le mariage de Charles Quint avec une princesse portugaise qui provoqua dans les pays du Nord leur révolte contre le catholicisme. Ainsi finit le premier rêve d'unité européenne...

Le Sommet de Tokyo sera un exceptionnel révélateur de l'influence croissante du Japon sur les États-Unis. Pour l'Amérique, le Japon est le bon élève, et l'Europe le mauvais. L'un fait des efforts considérables pour la libéralisation de ses échanges, l'autre est presque le principal perturbateur de l'ordre économique mondial. L'un est fort bien traité dans toutes les négociations, alors que la brutalité de l'Administration américaine envers l'Europe est inouïe.

Au temps du Président Kennedy, les relations avec l'Europe étaient privilégiées. Aujourd'hui — surtout depuis que le clan californien est au pouvoir —, son pessimisme, son pacifisme, son impuissance politique, ses divisions internes sont soulignés et dénoncés à chaque instant. Surtout sur la côte Ouest, l'affaire libyenne est exploitée dans ce sens. Les Américains sont exaspérés par les Européens qu'ils ont sauvés par deux fois des puissances totalitaires et qui, pensent-ils, ne les remercient qu'en engageant contre eux des controverses incessantes et mineures.

Le Japon est désormais le principal partenaire industriel des États-Unis. Les investissements directs japonais y sont deux fois plus élevés que l'ensemble des autres investissements étrangers, et représentent près de 10 % du total. Le Japon est devenu le premier prêteur du monde et le premier financeur du déficit américain. Sans lui, tout l'édifice reaganien s'effondrerait. Les États-Unis ont avec lui un déficit commercial de 50 milliards de dollars, soit un tiers de leur déficit total, avec une disproportion stupéfiante entre les importations (72 milliards de dollars) et les exportations (22 milliards de dollars). La CEE, elle aussi excédentaire vis-à-vis des États-Unis (22 milliards de dollars), exporte autant que le Japon, mais importe deux fois plus que l'Amérique. La surface du territoire américain consacrée à la production de biens agricoles pour le Japon est supérieure à la surface même de l'archipel nippon. Le Japon fabrique aujourd'hui des éléments clés de sa défense électronique, que les États-Unis ne savent pas produire.

L'Amérique, Gulliver empêtré dans ses déséquilibres, est fascinée par la réussite des Japonais : leur dynamisme, leur frugalité, le niveau de leur épargne, leur adaptabilité technologique, leur qualité et leur puissance marchandes, y font la une de tous les journaux. L'audace de leurs ambitions étonne, qu'il s'agisse de NEC vis-à-vis d'IBM ou de Toyota vis-à-vis de General Motors. Cette réussite suscite plus d'admiration que de crainte, car les États-Unis ont infligé au Japon, il y a quarante ans, une punition suprême dont ils gardent une extrême mauvaise conscience. Aussi sont-ils infiniment reconnaissants au Japon de ne point chercher directement à les culpabiliser et de demeurer des alliés disciplinés. Les Japonais savent préparer le terrain, choisir les acteurs, les alliés, le moment où attirer l'attention, et surtout prêter une énorme valeur à une fausse concession. Ils paient des sommes considérables aux lobbyistes les mieux choisis à Washington et ne regardent pas à la dépense, eu égard à l'importance des enjeux.

Dimanche 4 mai 1986

A l'arrivée à l'aéroport de Narita, un hélicoptère nous conduit directement au palais. A Kasaka, à 16 h 15 — sans que nous en soyons informés, et alors que nous parlons du terrorisme avec Yasuhiro Nakasone —, un missile passe au-dessus de nos têtes, tiré par un groupe d'extrémistes japonais.

Le Président offre à Nakasone une photo du Fuji-Yama prise par le satellite Spot. Conversation détaillée sur les divers sujets à l'ordre du jour du Sommet. Nakasone, passionné par la France, semble quelque peu désabusé. Il n'a rien à gagner à cette rencontre des Sept.

Le Président va se reposer avant le dîner. Il me parle de Michel Déon, dont il apprécie le dernier roman.

Cocktail, puis dîner officiel.

Entre-temps, nous avons appris que les Anglais vont déposer des amendements mineurs au texte sur le terrorisme, qu'on croyait pourtant bouclé. Et qu'un texte est en préparation sur l'accident nucléaire de Tchernobyl. J'ai les avant-projets. Le Président les examine et ne trouve rien à y redire.

Dans une salle de l'hôtel Okura, dîner des Sept; les sherpas dînent dans la pièce voisine. Un peu plus loin, les directeurs politiques des ministères des Affaires étrangères discutent du projet de texte sur l'accident survenu à la centrale nucléaire soviétique.

Au cours du dîner, Margaret Thatcher chipote encore en suggérant des amendements de pure forme au texte sur le terrorisme. François Mitterrand les déclare acceptables. Ronald Reagan se lance dans un long exposé farouchement antilibyen. Il distribue lui-même un texte de trois pages en anglais proposant quinze mesures de rétorsion économiques et politiques contre la Libye. Il propose que tout acte considéré comme terroriste par l'un des Sept soit considéré comme tel par les autres, et que toute sanction décidée par l'un entraîne la solidarité des autres. Autrement dit : pouvoir absolu aux Américains sur la politique des autres au Proche et Moyen-Orient. Mais il n'a pas assez d'exemplaires de son texte à distribuer; les interprètes du dîner doivent traduire à la volée. Dans la confusion générale, on décide que les sherpas prépareront un communiqué à ce propos durant la nuit sur la base du texte de Reagan.

Après le dîner, le Président me donne ses directives. Il accepte les dispositions anglaises et le principe des mesures américaines. Mais il en exclut certaines, particulièrement absurdes, comme celle préconisant la fermeture de toutes les ambassades libyennes dans les pays des Sept. Il affirme n'avoir même pas accepté le principe d'un texte spécifique visant la Libye. Il examine avec moi la nouvelle version de la déclaration sur la centrale nucléaire soviétique, élaborée par les directeurs politiques. Elle ne nous pose aucun problème, sauf qu'il est parfaitement vain de réclamer un droit d'entrée pour les experts des Sept dans une centrale qui est de toute façon inaccessible même aux experts russes !

Il est minuit. Débute la réunion des sherpas. La plus violente à laquelle j'aie participé depuis 1981. Il y a là beaucoup de monde : les sherpas, les directeurs politiques, les experts en matière de terrorisme.

Après quelques instants consacrés à la mise au point du texte sur la centrale nucléaire commence la négociation du texte sur le terrorisme. Les Américains veulent faire croire que le texte de Reagan a été accepté au cours du dîner des Sept. Je certifie qu'il n'en est rien. Accrochage violent. Les Américains cèdent. On retient pour base de discussion le texte de Rambouillet. C'est déjà une grande victoire. On y ajoute les amendements anglais, intégrés sans trop de problèmes — si ce n'est qu'à ma demande on précise partout qu'il ne s'agit là que du « terrorisme international » (pour éviter toute dérive entraînant un droit de regard des Sept sur les affaires intérieures de chacun d'eux). Les Anglais n'ont nul besoin que je le dise deux fois pour accepter : pas question qu'on se mêle des Irlandais ! Personne, hormis les Américains et les Britanniques, ne souhaite désigner explicitement un pays. Les Japonais sont fort ennuyés : pour eux, le projet accepté à Rambouillet constituait un maximum; ils ne sont pas disposés à appliquer des sanctions contre Kadhafi, encore moins à entériner un texte spécifique visant la Libye.

J'obtiens d'exclure tout accord sur la procédure d'extradition (en raison des attitudes différentes des Sept à l'égard de la Turquie et de l'Afrique), de même que tout automatisme dans les expulsions réciproques, qui pourrait être interprété comme un assentiment donné à une définition unique du terrorisme international. Américains, Anglais et Allemands demandent à nouveau que soit retenu le principe d'une réunion à sept d'un groupe d'experts ayant pour mission de mettre en oeuvre ces mesures. Je refuse : c'est à nouveau, par un autre biais, l'idée de directoire à Sept qui refait surface. Pas question !

Lundi 5 mai 1986

A 4 heures du matin, la négociation bloque sur ce point. Je prends à part le négociateur américain sur le terrorisme, David Oakley. Il souhaite que les États-Unis, le Canada et le Japon soient admis comme membres du Groupe de Trevi, au sein duquel les Européens coordonnent leur lutte antiterroriste. Pour moi, il ne peut être question de rencontres entre le Groupe de Trevi et les trois autres pays membres du Sommet des Sept, même s'il est loisible d'imaginer des rencontres séparées entre Trevi et le Japon, ou Trevi et le Canada. Excellent diplomate, parlant fort bien le français, David Oakley quitte un moment la salle. A son retour, il accepte. Qui a-t-il réveillé ?

La mise au point du texte est dès lors rapide. Oakley demande encore à me parler en aparté : il souhaite à nouveau désigner la Libye dans le texte, mais n'insistera pas pour le faire si cela me gêne. Pas d'obstacle de ma part : cette mention a déjà été faite à Douze. Il met donc la question sur la table. Les Japonais bondissent. Jusqu'ici, ils avaient été réticents sur ce texte, mais contraints de se montrer plutôt conciliants en tant qu'hôtes du Sommet. Ils y sont maintenant résolument hostiles : pas question de nommer la Libye dont dépend largement leur approvisionnement en pétrole. Clin d'oeil complice d'Oakley. On en reste là...

Je traduis le texte en français. Il est 7 h 30 du matin.

Le directeur des Affaires politiques du Quai d'Orsay, mon ancien collaborateur à l'Élysée, Pierre Morel, qui m'a assisté dans toute cette négociation, réveille alors Jean-Bernard Raimond.

A 8 h 15, coup de téléphone de ce dernier dans ma chambre. Il est très pincé : J'ai vu les textes seulement maintenant; ils sont très bien. Je crois comprendre que les communiqués seront publiés avant l'arrivée de M. Chirac, cet après-midi. Il faut tout faire pour les retarder, car cela lui ferait perdre la face. Je veux en parler au Président.

Comme un petit déjeuner doit réunir à l'ambassade de France François Mitterrand et Helmut Kohl dans un quart d'heure, je propose à Raimond de se joindre à nous à 9 heures.

François Mitterrand et Helmut Kohl évoquent les textes déjà élaborés et l'accident de Tchernobyl. Le Président montre les photos de la centrale soviétique prises par le satellite Spot.

Jean-Bernard Raimond vient sur le coup de 9 heures s'entretenir avec le Président. Il demande qu'on retarde la publication des textes politiques jusqu'à l'arrivée de Jacques Chirac. François Mitterrand répond aimablement qu'il fera ce qu'il pourra, mais qu'il n'est pas président de séance.

Fort ennuyé, Raimond me dit qu'il ira porter les textes à Jacques Chirac à l'aéroport.

La séance qui s'ouvre rassemble les huit chefs de délégation et les sherpas. Margaret Thatcher propose de reprendre le texte sur le terrorisme. Elle souhaite ajouter un paragraphe ronflant, mais sans aucune portée juridique, sur l'extradition et l'expulsion des terroristes. Le Président émet quelques réserves, puis finit par accepter. Reagan répète qu'il faut expliquer que le texte vise la Libye. François Mitterrand propose alors de reprendre sur ce sujet la phrase entérinée la semaine dernière par les Douze. Chacun en tombe d'accord. Nakasone, président de séance, est bien obligé d'accepter, malgré les gestes affolés de son sherpa.

Pendant que les chefs d'État commencent un tour de table portant sur les questions économiques, les sherpas sortent afin de mettre au point le texte sur le terrorisme dans une salle voisine. A 12 h 30, ce texte est enfin prêt. Mais il est trop tard pour le faire avaliser avant le déjeuner, en raison des impératifs de la photo. On décide de relire les textes une dernière fois en séance restreinte, juste après déjeuner.

Jacques Chirac n'est toujours pas là. Il atterrit vers 13 heures. Jean-Bernard Raimond est allé le chercher et lui apporter les textes.

Déjeuner rapide. La séance restreinte reprend vers 14 h 30 entre les seuls chefs de délégation. Les ministres attendent à l'extérieur. Jacques Chirac aussi. Jean-Bernard Raimond m'en prévient sur la ligne reliant le sherpa à sa délégation. Je lui dis que je me tiens à la disposition du Premier ministre, s'il le souhaite, pour lui parler des textes en cours d'adoption. Mais, avant même que Raimond ne revienne avec la réponse de Chirac, les textes politiques sont entérinés par les Sept. Le ministre ne m'informe qu'alors de l'accord de Chirac.

La séance restreinte se poursuit par la fin du tour de table sur la situation économique. L'optimisme est de règle.

Suspension de séance. Les ministres pénètrent dans la salle où siègent les chefs de délégation. François Mitterrand présente Jacques Chirac à Ronald Reagan et à Brian Mulroney.

La séance élargie dure jusqu'à 18 heures. Discussion économique sans grand intérêt.

Il est décidé que le Groupe des Cinq s'élargira en Groupe des Sept lorsqu'il sera question de la gestion et de l'amélioration du système monétaire international et des mesures de politique économique associées. Mais il n'est nullement décidé de supprimer le Groupe des Cinq. Les Cinq souhaitent en effet préserver leur instance, plus confidentielle, même si rien n'est dit explicitement sur son rôle.

Voilà qui sera sans doute une source de conflits avec les Italiens.

A l'issue de la séance, Jacques Chirac est reçu par Yasuhiro Nakasone. Il lui dit que le Président de la République tient son pouvoir de deux sources : la Constitution et la majorité parlementaire, et qu'il a perdu celle-ci. Les Japonais sont si choqués qu'ils en font part à la presse.

Entre-temps, le Président apprend par Hubert Védrine que François Bujon de l'Estang, arrivé avec Jacques Chirac, a téléphoné à Paris au

parole-parole de Denis Baudouin, l'informant que les chefs d'État ont attendu l'arrivée de Jacques Chirac pour finir de négocier les textes politiques. Fureur de François Mitterrand !

Dîner à quatorze (en fait, seize avec les deux Européens). Jean-Bernard Raimond, remplacé par Jacques Chirac, « dîne en ville » en compagnie de François Bujon, avec qui j'ai rendez-vous, après la réunion des sherpas, pour régler les détails de la conférence de presse de demain.

Nous entamons entre sherpas la négociation, longue et difficile, du communiqué économique. Il y a sur la table deux textes sur le G7 : l'un des sept sherpas, avalisé par tous, l'autre de la Commission, qui souhaite s'y glisser. Mais les Sept n'en veulent pas. La mise au point du texte est délicate sur les questions agricoles et commerciales. Je suis lié par des textes approuvés dans le cadre de l'OCDE avec l'accord de Michel Noir, ministre, qui prônent l'élimination des subventions à l'agriculture, en contradiction avec les thèses de la France.

Vers minuit et demie, Bujon vient me retrouver. Profitant de la suspension de séance des sherpas, je lui montre l'endroit où se tiendra demain la conférence de presse. Je lui explique que le Président la tiendra seul et que le Premier ministre se trouvera au pied de la tribune. Il ne se fâche pas; désinvolte, il répond : Je crois que, dans ces conditions, le Premier ministre ne viendra pas.

Je lui réponds qu'à mon avis c'est ce qu'il aurait de mieux à faire.

Les négociations se terminent vers 6 heures du matin. Ce n'est pas encore l'heure d'aller se coucher. Un problème se pose en effet pour le prochain Conseil des ministres. Le Président n'accepte pas qu'un nouveau délégué général à l'Armement soit nommé si l'actuel titulaire de la charge, Aimé Blanc, n'est pas nommé à un poste convenable et qui lui convienne. J'en parle au téléphone à Denoix de Saint Marc, à Paris. Lequel s'en entretient avec Jacques Chirac, à Tokyo. Denoix me rappelle ensuite à Tokyo. In vraisemblable ballet...

Mardi 6 mai 1986

A 8 h 30, petit déjeuner entre le Président et le Premier ministre, Raimond, Bujon et moi. Nul n'a vu le projet de communiqué économique. J'en fais l'exposé en rappelant que sur le paragraphe concernant le GATT et l'agriculture, je n'ai pu faire mieux, gêné que j'étais par le texte avalisé par Michel Noir à l'OCDE huit jours auparavant. Chirac et Raimond découvrent le problème. Le texte retenu ne constitue cependant pas un problème : il est devenu vide après une nuit de bataille.

On parle un peu du Japon. Chirac insiste beaucoup pour s'exprimer lors de la conférence de presse. François Mitterrand refuse.

Conversation avec l'ambassadeur sur les oiseaux nippons.

Le chef du protocole, Henri de Coignac, qui a magnifiquement géré — et avec neutralité — la préparation du Sommet, informe qu'il est temps de partir.

Retour à la salle de réunion. Dans les couloirs, Jacques Chirac s'entend dire par Bettino Craxi, ironique : J'ai appris que François Mitterrand n'avait plus aucun pouvoir. C'est la presse japonaise qui le dit. Je ne m'en étais pas rendu compte...

Discussion sur le GATT. Puis sur l'agriculture : Nous reconnaissons tous l'importance de l'agriculture pour le bien-être des communautés rurales, mais nous sommes tombés d'accord sur le fait que, quand il existe des surplus, une action est nécessaire pour réorienter les politiques et ajuster les structures de la production agricole en tenant compte de la demande mondiale.

Grosse colère de Bettino Craxi contre Jacques Delors qui voudrait que la Commission fasse partie du G7 des ministres des Finances : une fois admis dans le club, les Italiens verrouillent la porte derrière eux !

Déjeuner. Lecture du communiqué final. Conférence de presse. Jacques Chirac a quand même tenu à y assister. Il est assis au bas de la tribune et ne bronche pas lorsque le Président affirme que la France parle d'une seule voix.

Le soir, dîner chez l'Empereur. Comment dit-on small talk en japonais ? Le sherpa anglais, Robert Armstrong, pense que Margaret Thatcher va perdre les élections.

En route vers l'aéroport, un message nous annonce que Gaston Defferre est mourant. François Mitterrand, très pâle, veut se rendre directement de Tokyo à Marseille.

Mercredi 7 mai 1986

En vol, nous apprenons le décès de Gaston Defferre. Nous rentrons sur Paris.

Escale à Novossibirsk des deux Concorde arrivés à quelques minutes d'intervalle. Accueil d'un vice-président du Conseil des ministres de l'URSS, Riabov. Un déjeuner est servi à l'aéroport pour tous les Français. A priori, la probabilité d'un tel festin avec de tels convives en pareil lieu pouvait paraître nulle : caviar, œufs de saumon, kijoutch salé, galantine de canard, consommé avec pelménis, bifteck à la sibérienne, mousse aux baies de Sibérie, café, thé. La conversation roule :

Le Président : Parlez-nous de l'histoire de la Sibérie.

Riabov : La Sibérie a d'abord été peuplée, à d'époque des tsars, par des prisonniers politiques.

Jacques Chirac : J'ai fait un voyage dans les environs du lac Baïkal lorsque j'étais déjà Premier ministre, en 1975. J'avais demandé à survoler en hélicoptère la région près du fleuve Oka, à 200 kilomètres d'Irkoutsk, là où serait né Gengis Khan.

Jean-Bernard Raimond : Quand le père d'Alexandre Nevski a dû aller rendre hommage au Grand Mogol, il est resté deux ans sur place. Alexandre Nevski lui-même avait des relations avec le Grand Mogol.

Riabov : C'est Alexandre Nevski qui a arrêté l'invasion des Mogols. Dans quelle région souhaitez-vous aller, monsieur le Président, quand vous viendrez en voyage officiel en URSS ?

Le Président : J'ai envisagé avec M. Gorbatchev d'aller dans le nord du Caucase.

Jacques Chirac : Le musée de Novossibirsk contient des pièces remarquables sur l'art des steppes. De cette région du centre et de l'est de la Sibérie, apparemment déserte, sont parties des pulsions qui ont entraîné des invasions qui sont venues en quelque sorte jusqu'à Poitiers.

Le Président : Quels sont les objets caractéristiques de cet art des steppes ?

Jacques Chirac : Les harnachements, les fibules... Si vous êtes d'accord pour commencer le Conseil des ministres un peu plus tard que prévu dans l'après-midi, nous pourrions aller visiter le musée.

Le Président : Il est certain qu'on en apprendrait plus ! Rentarquez, je ne veux pas être désagréable à l'égard de ceux qui doivent faire des communications...

Jacques Chirac : Je crois en toute hypothèse vous avez raison.

Malheureusement, le Président refuse la suggestion de Jacques Chirac. Je ne verrai donc pas le musée de Novossibirsk.

La conversation porte ensuite sur la diversité des groupes ethniques (en Sibérie, on en compte une trentaine); sur la température (elle n'est en moyenne supérieure à zéro qu'entre juin et août). On glisse sur le climat en France, l'hiver dans le Morvan et en Corrèze.

Le Président : Savez-vous que le maire de Château-Chinon est originaire de Chirac ?

Jacques Chirac : Chirac en Lozère ?

Le Président : Non, Chirac en Corrèze.

Jacques Chirac : Bien sûr, c'est dans ma circonscription !

Le Président, s'adressant à Riabov : Voyez comme nous étions destinés à cohabiter !

Dans l'avion, nous apprenons qu'un Français de plus, Camille Sontag, quatre-vingt-quatre ans, a été enlevé à Beyrouth.

Jeudi 8 mai 1986

Au Conseil des ministres, le Président ne dit mot.

Édouard Balladur, annonçant la nomination de Pierre Dazier à la présidence de Havas, déclare qu'André Rousselet avait remis son poste à la disposition du gouvernement.

Édouard Balladur : Je lui ai dit que je ne souhaitais pas son départ et je lui ai demandé de rester, mais André Rousselet a refusé.

C'est exact. Rousselet, certain d'être bientôt remplacé, a préféré partir avant de risquer de perdre aussi Canal +.

Michel Aurillac déclare qu'au Gabon on a été très content des positions prises par la France à Tokyo.

Vendredi 9 mai 1986

André Giraud demande à un inspecteur général de l'Administration, J.-F. Barba, un rapport sur la société Luchoire qui livre des armes à l'Iran en violation de l'embargo.

La partie de bras de fer avec Giraud continue à propos de la nouvelle affectation d'Aimé Blanc. Il lui propose toute une série de postes inacceptables. Finalement, Blanc sera nommé chargé de mission auprès du ministre de la Défense pour la politique spatiale. Il entrera ultérieurement à la Snecma à un poste important lui permettant de prétendre, s'il fait ses preuves, à la succession du président Bénichou.

Retour à Pretoria de l'ambassadeur de France, rappelé par Laurent Fabius le 24 juillet 1985 afin de marquer la désapprobation française vis-à-vis de l'apartheid.

Dîner pour le cinquième anniversaire du 10 mai 1981 chez Joseph Franceschi. Beaucoup de dirigeants socialistes exhortent François Mitterrand à se représenter en 1988.

J'y suis profondément hostile. Non que je craigne qu'il ne soit pas réélu. Mais je redoute un second septennat. Trop long.

Lundi 12 mai 1986

François Mitterrand assiste aux obsèques de Gaston Defferre à Marseille. Defferre aura été l'artisan de la décentralisation, l'homme de l'aménagement du territoire, l'instigateur et l'organisateur d'une réforme d'une portée considérable. Chaban est là. François Mitterrand, fatigué, me parle avec ce qu'il faut bien appeler de la tendresse de ses combats avec Defferre. Puis il conclut sombrement : Quand on est jeune, on croit que la mort, ça n'arrive qu'aux autres. C'est lorsqu'on est cerné par elle qu'on se rend compte que la vie a passé pour soi aussi.

Charles Pasqua représente le gouvernement. La cérémonie est émouvante. Sur le cercueil, Edmonde Charles-Roux a fait poser le petit chapeau noir de son mari.

Conversation dans l'avion au retour de Marseille : Je suis tout à fait décidé à trouver une occasion de dire non à une ordonnance, si cela est possible. Je serai plus dur avec le gouvernement pour les nominations et je ne transigerai pas sur la réaffectation des fonctionnaires démis.

Ainsi Jean-Louis Bianco aura mission de dire à Renaud Denoix de Saint Marc que si le gouvernement veut nommer Robert Baconnier à la direction générale des Impôts, il convient de trouver un poste à Jean-Paul Olivier. De même pour Bernard Gaudillère, directeur général des Douanes et des Droits indirects, à qui l'on propose un poste de contrôleur d'État, ce qui n'est guère enthousiasmant.

François Mitterrand : Je commence à trouver que cela fait beaucoup de personnes évincées pour des raisons qui, apparemment, n'ont rien de politique, puisqu'elles n'avaient pas été nommées sur des critères politiques. Cela fait maintenant quinze ou seize personnes à qui on n'a rien proposé. Si cela continue, j'en viendrai à déclarer publiquement, comme je l'ai déjà dit et écrit à M. Chirac, que cela ressemble fort à une épuration. Si on s'engage sur ce terrain-là, il n'y aura plus beaucoup de tranquillité pour les hauts fonctionnaires chaque fois qu'il y aura un changement politique. Je mets naturellement à part les préfets. Quand il y aura des élections présidentielles, sauf si l'actuel Premier ministre devient Président de la République, on aura de nouveau une noria, même si le Président élu appartient à la majorité actuelle...

La religion du Président sur le quinquennat n'est pas faite. S'il doit se représenter, il faut alors l'instituer. Mais il ne semble pas résolu à y procéder avant la fin de ce mandat-ci.

Le Président s'interroge tout haut sur Michel Rocard. Il veut me pousser à lui démontrer qu'il ne pourrait pas être un bon Président.

Une fois rentré, je réunis avec Élisabeth Guigou, qui dirige ce secteur d'une poigne de fer, les hauts fonctionnaires chargés des problèmes européens. Au prochain Conseil européen, à La Haye, une question dominera : celle du budget. Dès cette année, les recettes de TVA atteignent le plafond légal. L'an prochain, il manquera au moins 2 milliards d'écus. Il faudra donc soit augmenter le plafond de l'impôt (ce dont personne ne veut, hormis les Grecs), soit faire des économies et désigner qui devra les supporter : la France et l'Allemagne, si ces économies sont faites sur les aides aux exportations agricoles; l'Europe du Sud, si elles sont faites sur les fonds structurels; tous, si elles sont faites sur la Recherche. La position de la France n'est pas arrêtée. On ne voit pas encore clairement les économies précises que l'on pourrait proposer. Tout laisse craindre que ce Sommet ressemble plus à celui d'Athènes qu'à celui de Fontainebleau, avec une discussion confuse reportant l'accord à décembre, au Sommet de Londres. Pris par leurs élections du 21 mai, les Hollandais n'ont d'ailleurs entrepris aucune réelle préparation.

Pour ce qui est des querelles franco-françaises, le précédent de Tokyo devrait rendre les choses plus simples. D'autant plus qu'à La Haye tout se passera à deux représentants par pays, sauf pour le dîner, réservé aux seuls chefs de délégation. Mais Raimond sera furieux de voir Chirac occuper le siège réservé au ministre des Affaires étrangères et pourrait l'inciter à réclamer un troisième siège.

Un Conseil interministériel se tient, consacré au projet de loi Léotard sur la communication. Léotard veut privatiser Antenne 2. Balladur souhaite

privatiser TF1, parce que de gauche. Ulrich, ancien président d'Antenne 2, est de son avis. Je n'arrive pas à y croire : quelle urgence ? quel intérêt ?

Mardi 13 mai 1986

Yvon Gattaz, président du CNPF, invite les chefs d'entreprise à relancer leurs activités, maintenant que toutes les mesures prises par le gouvernement vont dans le bon sens.

Il paraît qu'un texte est en préparation à Matignon sur la Nouvelle-Calédonie. On peut craindre le pire.

Chirac engage la responsabilité du gouvernement sur le projet de loi d'habilitation économique et sociale qui prévoit la dénationalisation de 10 groupes industriels, 42 banques et compagnies financières, 13 sociétés d'assurances, au plus tard le 1^{er} mars 1991 !

La cote de popularité du gouvernement s'effrite. C'est la fin de l'état de grâce. Il n'aura pas duré longtemps.

A la demande de Jean Poperen, le Président reçoit Pierre Juquin. Jean-Louis Bianco est allé le chercher dans un café voisin de l'Élysée et l'a ramené par la grille du parc. C'est Juquin qui tenait à cette discrétion. Le PC a de ces coquetteries...

Mercredi 14 mai 1986

Discussion avec Jacques Chirac, dans le bureau du Président, avant le Conseil, sur les nominations. Le Président s'inquiète de la chasse aux sorcières qui commence. Il s'adresse à Renaud Denoix de Saint Marc, haut fonctionnaire intègre et compétent, qui a pourtant déclaré hier avoir été viré par la gauche en 1982 : Vous êtes resté à la Chancellerie comme directeur des Affaires civiles de septembre 1979 à septembre 1982, soit quinze mois sous le gouvernement de la gauche. Vous êtes donc mal venu de prétendre avoir été « viré » alors que vous êtes resté plus de trois ans à votre poste, et plus longtemps sous la gauche qu'avec Peyrefitte dont vous aviez pourtant été le directeur adjoint de cabinet ! C'est d'ailleurs un critère à ajouter lors d'une proposition de changement : si le partant est resté moins de deux ans en poste, il s'agit à l'évidence d'une décision politique, non d'un changement administratif. La recherche d'un autre poste s'impose donc davantage encore. D'ailleurs, à ce propos, où en est-on dans la recherche de points de chute pour les hauts fonctionnaires que vous voulez voir partir ?

Denoix de Saint Marc est un homme élégant et calme; il reconnaît d'un sourire sa bourde. Il n'en commettra plus beaucoup.

Jacques Chirac : Oh, vous savez, les remplacements ne vont pas vite.

François Mitterrand sourit : Ah... Pas vite ? A la vitesse d'un rouleau compresseur !

Jacques Chirac éclate de rire : D'un petit rouleau compresseur !...

Il est ensuite question de la Nouvelle-Calédonie. La presse annonce que le gouvernement veut remettre en cause son statut. François Mitterrand met en garde le Premier ministre contre un statut qui dépouillerait les régions de tous pouvoirs.

Jacques Chirac : Il n'y aura pas de problème. Le FLNKS est très divisé, très affaibli, et se montre très coopératif avec Bernard Pons.

François Mitterrand : Je souhaite que le Ciel vous entende !

L'évident magistère d'Édouard Balladur sur le gouvernement est impressionnant. Avant le Conseil, dans le salon Murat où je descends avant François Mitterrand, resté en tête à tête avec Jacques Chirac, j'aperçois le ministre d'État dans le renforcement d'une fenêtre. Il s'entretient avec Robert Pandraud, Charles Pasqua et Jean-Bernard Raimond. Je me joins à eux. Pandraud sollicite l'autorisation du ministre d'État d'aller à Rabat négocier l'expulsion de quelques Marocains condamnés en France. Réponse de Balladur : Je vais y réfléchir.

Le Conseil des ministres commence. François Mitterrand rappelle son hostilité de principe au projet de loi sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Il ajoute une mise en garde au sujet du projet de loi sur la Nouvelle-Calédonie. Tout est fait brièvement, en passant, comme on plante des banderilles avant une bataille plus sanglante.

Après déjeuner, François Mitterrand reçoit les dirigeants du CRIF, représentant les institutions juives en France, venus procéder à un tour d'horizon : Installer un carmel à Auschwitz est un acte grossier; c'est du terrorisme mental... Enseigner la Shoah dans les écoles publiques ? Oui, évidemment. Sur le racisme et l'extrême droite en France : Ils représentent la même réalité qu'en 1938. Le même combat politique est nécessaire contre eux. Je suis prêt à le mener.

François Léotard évoque à l'Assemblée la privatisation de TF1.

Mikhaïl Gorbatchev annonce un nouveau moratoire sur les essais nucléaires jusqu'au 6 août prochain. Les négociations sur le désarmement vont pouvoir progresser.

Jeudi 15 mai 1986

Le Président reçoit les présidents des trois régions de Nouvelle-Calédonie : Mon objectif est de préserver la paix civile, de faire en sorte que le calme et l'harmonie, retrouvés depuis les élections de 1985 en Nouvelle-Calédonie, soient maintenus.

Le projet Pons va bouleverser le délicat équilibre tenté par Edgard Pisani. Le découpage régional est conservé, mais les compétences des quatre régions leur sont retirées et l'Office foncier, ainsi que l'Office de développement des régions sont supprimés.

Édouard Balladur annonce la baisse du taux de rémunération des livrets A et la levée presque totale du contrôle des changes.

En guise de mesure de rétorsion contre la Communauté européenne, qui, le 1^{er} mars, a limité les ventes américaines de soja et de céréales au Portugal et à l'Espagne, Ronald Reagan fait savoir que des quotas d'importation sont décidés à compter du 19 mai sur les alcools, fromages, chocolats, bières, vins blancs, etc.

Vendredi 16 mai 1986

Rejet de la motion de censure déposée par les socialistes contre la loi d'habilitation économique et sociale.

L'ordonnance électorale se prépare. C'est le retour au scrutin majoritaire à deux tours d'avant les législatives. Il y aura un texte de principe, sous forme d'ordonnance, assorti d'un nouveau découpage, après avis d'une commission, afin de maintenir à peu près le nombre actuel de députés.

François Mitterrand à Jacques Chirac : Je ne signerai pas les ordonnances électorales si le découpage n'est pas honnête ; je suis même prêt à démissionner.

Un peu plus tard, à moi : Là-dessus, je suis vraiment prêt à démissionner. Il y a parmi ces gens-là des voyous, des pirates !

Samedi 17 mai 1986

Robert Vigouroux est élu maire de Marseille. Il n'est pas le successeur dont aurait rêvé Defferre. Il est vrai que Gaston ne se voyait pas de successeur.

A Solutré, il y a foule pour accompagner le Président. Devant les journalistes, celui-ci se pose en arbitre, mais n'exclut pas sa démission anticipée qui précipiterait les élections présidentielles.

Dissoudre, disent-ils ? Pftt, la dissolution n'est intéressante qu'après une élection présidentielle, jamais avant.

Un référendum ? Une arme bien élimée...

Une réforme constitutionnelle, alors ? Je n'ai pas l'intention d'embêter le pays avec de faux débats juste parce que j'y trouverais un intérêt personnel.

Avancer la présidentielle, peut-être ? Il vaut mieux pour la France qu'elle ait lieu à la date prévue.

Se représenter ? Je n'ai pas vocation à être Président de la République... Quatorze ans, c'est bien long... Douze, ce serait mieux !

Lundi 19 mai 1986

Michel Aurillac vient de faire des déclarations en Afrique. Correct à l'égard du Président. En revanche, Jean-Bernard Raimond, entendu par la Commission des Affaires étrangères, s'est montré critique et désobligeant envers le Chef de l'État. Cet homme est décevant. Il n'est ni un grand professionnel, ni un homme de caractère. Ce fut une fausse bonne idée que de le choisir. Il avait l'occasion unique d'établir l'autorité du Quai d'Orsay comme lieu privilégié de la politique étrangère, indépendant des deux pouvoirs supérieurs de l'État. Il l'a gâchée.

Le texte sur la Nouvelle-Calédonie fait l'objet d'un avis mitigé du Conseil d'État.

Mardi 20 mai 1986

Le gouvernement continue de chasser de partout les hommes du Président. Au Quai, Jean-Bernard Raimond souhaite obtenir le départ d'Éric Rouleau (ambassadeur à Tunis), de Francis Gutman (à Madrid) et de Pierre Morel (directeur des Affaires politiques).

Pierre Morel a le malheur d'avoir été, en 1981, mon collaborateur à l'Élysée et d'être l'un des plus brillants diplomates de sa génération, le plus cultivé et le plus imaginatif. Francis Gutman a celui d'avoir été un formidable secrétaire général du Quai sous Claude Cheysson. Quant à Éric Rouleau, Jacques Chirac le déteste depuis son télégramme diplomatique envoyé le 14 mars de Téhéran, faisant état des tentatives du RPR pour bloquer la libération des otages avant les élections. François Mitterrand refuse son départ dans la mesure où aucun poste ne lui est proposé. Le Président confirme à Renaud Denoix de Saint Marc qu'il n'inscrira pas la nomination d'un nouvel ambassadeur à Tunis dans le mouvement diplomatique qui doit passer au Conseil de demain, Éric Rouleau ne figurant pas à un autre poste dans ce mouvement. A ma connaissance, Éric Rouleau a commis une seule faute : avoir été nommé par le gouvernement précédent. Le gouvernement tunisien s'est conduit de façon incorrecte en poussant à son départ, et, le cas échéant, j'irai jusqu'à demander le rappel de l'ambassadeur de Tunisie en France. Il ne faudrait pas céder à la mauvaise humeur du Quai (je vous rappelle qu'il y a eu moins de nominations extérieures de mon fait que de celui de mon prédécesseur) conjuguée à la mauvaise humeur tunisienne.

Le Président est tout aussi réservé sur le changement d'ambassadeur en Chine. Il voudrait bien savoir ce que le gouvernement reproche à Charles Malo.

Jean-Louis Bianco transmet toutes ces observations à Jean-Bernard Raimond qui répond que l'on ne peut pas proposer quelque chose de très brillant à Éric Rouleau. Il explique que Charles Malo est depuis très longtemps déjà à Pékin, qu'il désire lui-même quitter la Chine, que la décision est prise depuis un certain temps déjà.

Jacques Chirac propose à François Mitterrand de l'informer du travail de Charles Pasqua sur le découpage électoral, département par département. Il souhaite évidemment obtenir que le découpage soit approuvé par le Président. Celui-ci accepte de discuter, sans être impliqué. Michel Charasse est en liaison avec Hervé Fabre-Aubrespuy, maître des requêtes au Conseil d'État, au cabinet du ministre de l'Intérieur.

Conversation avec le Président, dans son bureau, sur la position de la France face à l'Initiative de défense stratégique (« guerre des étoiles »).

François Mitterrand : Il faut distinguer trois questions :

1 Faut-il que la France développe des recherches en ces domaines ? La réponse est évidemment positive. D'ailleurs, depuis 1981, avec l'aide de la Défense, les entreprises françaises sont à la pointe de certains de ces secteurs.

2 Faut-il que des entreprises françaises acceptent des contrats dans le cadre de l'IDS américaine ? Elles sont libres de contracter avec qui elles l'entendent, à condition de respecter les principes de l'indépendance nationale et de conserver la libre utilisation des résultats de leurs recherches.

3 Faut-il, comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie et Israël, signer un accord gouvernemental France-États-Unis sur l'IDS ? Non, car un tel accord signifierait un élargissement considérable du champ géographique et militaire de l'Alliance atlantique, nous mettant en situation de dépendance à l'égard des États-Unis sur un des sujets essentiels qui conditionnent l'avenir de notre défense.

Les écoutes téléphoniques ne parviennent plus à l'Élysée. Jean-Louis Bianco en parle à Maurice Ulrich qui répond qu'il va lui envoyer un mot à ce sujet. Ce mot n'arrivera jamais.

Mercredi 21 mai 1986

Avant le Conseil, d'après ce que le Président m'en a dit, Jacques Chirac et lui ont parlé de l'organisation du Sommet de La Haye.

Le Président : Comme prévu, Jacques Chirac a demandé que la France ait trois sièges à la table du Conseil — pour moi, Raimond et lui —, au lieu de deux, comme les autres. Il souhaite assister au dîner restreint. Je lui ai dit : « Il ne faut pas que la France se singularise en étant la seule délégation à trois membres. Pour le dîner, on s'arrangera, si vous souhaitez y assister. Pour la conférence de presse, on trouvera une formule. Il convient que la préparation du Sommet soit suivie de très près par l'Élysée et par Matignon ensemble. »

Jacques Chirac a évoqué l'article 49-3, dont il compte demander l'usage, et la loi électorale, qui avance bien. Les deux hommes ont par ailleurs parlé du développement rural.

Le Premier ministre me semble fatigué. Matignon est une charge écrasante et Chirac veut tout voir, tout savoir en détail de ce que font ses ministres.

A l'entrée du salon Murat, Philippe Séguin me confie : Pasqua a fait une faute. (Le ministre de l'Intérieur a provoqué la colère et la sortie des députés de l'opposition en prétendant à l'Assemblée que les « amis » de la gauche s'étaient jadis « couchés » devant l'occupant.)

Au Conseil est discuté le projet de réforme du statut de la Nouvelle-Calédonie.

Le Président : Je n'étonnerai personne en disant que je suis pour le moins très réservé — c'est une formule de courtoisie — sur ce texte dont j'attends avec inquiétude les conséquences. Je ne puis penser à l'évolution qui risque de se produire sans une certaine forme d'angoisse. Pour ce qui est de la constitutionnalité, le Conseil d'État a estimé (en ce qui concerne les régions telles qu'elles sont dans la nouvelle version) que l'on se rapprochait suffisamment des autres collectivités locales. J'en doute. Le Conseil constitutionnel aura à apprécier. Le texte actuel aggrave le risque de colonialisme. Je ne pense pas qu'il soit sage d'avoir supprimé les Offices fonciers. Les Kanaks estiment qu'ils sont seuls en droit de décider de l'avenir du territoire, c'est une position inacceptable et qui, d'ailleurs, n'a pas été acceptée (approbation visible de Bernard Pons). Mais, si on leur donne le sentiment qu'ils sont encore plus menacés, il se produira une révolte du même type que celle qui revient régulièrement depuis un siècle. Elle tient à quelques données simples, comme le problème foncier. Voyez l'Europe de l'Est: il y a eu aussi le problème foncier. C'est pourquoi l'analyse de Lénine, selon laquelle il n'y a de révolution que dans les pays les plus industrialisés, s'est révélée inexacte. En Nouvelle-Calédonie, la grande propriété fait 30 000 hectares en moyenne, alors que la propriété canaque n'est que d'1,5 hectare — et encore, sur de mauvaises terres. C'est naturellement explosif! J'ai eu peu de temps pour examiner ce texte: je ne mets nullement ici en cause la mauvaise volonté du gouvernement, cela résulte des délais nécessaires au Conseil d'État. Mais j'aperçois déjà l'aggravation des inégalités fiscales, le renforcement du pouvoir des grands propriétaires et des sociétés d'exportation. Je ne crois pas à l'opportunité de ce texte, je crois à son danger. Mais je sais qu'il correspond aux engagements pris par l'actuelle majorité. D'ailleurs, le ministre ne s'est pas refusé à certains ajustements, entre autres sur les régions. C'est un problème politique de fond sur lequel nous sommes, vous et moi, en contradiction.

Je souhaite que vous ayez raison. Mais si vous avez tort, cela peut être, de nouveau, le désordre et le sang. Sur certains points, on revient en arrière par rapport au statut antérieur à 1981. Je ne pense pas vous convaincre. Mais, entre honnêtes gens, on se doit la vérité.

C'est un phénomène historique connu par certains d'entre vous, dont M. le ministre de la Coopération, que les populations venues de métropole n'ont pas souvent une vue juste; elles développent une psychose d'intolérance, de fanatisme aussi violente, sinon plus, que chez les ethnies qui se sentent brimées dans leur être, leur existence même. Je redoute que le mouvement politique qui s'exprime à travers ce groupe [les Caldoches] ne fasse dévier de l'intérêt de la France. En outre, la France sera montrée du doigt par des voisins et des partenaires dont la franchise et l'honnêteté peuvent d'ailleurs être mises en doute. Ainsi les Australiens n'ont évidemment pas de problème ethnique chez eux : ils ont su y mettre un terme « définitif ».

Bref, cette loi est une mauvaise chose. Si j'étais au Parlement, je voterais contre. Je vote moralement contre. Mais c'est à vous qu'appartient l'initiative et vous avez une majorité. Plaise au Ciel que les conséquences ne soient pas telles que le racisme, la violence, tellement proches, redeviennent présents, quels que soient ceux qui gouvernent.

Bernard Pons : Monsieur le Président, c'est contre l'usage, je le sais, mais est-ce que je peux reprendre la parole ?

Le Président, aimable : Oui.

Bernard Pons : Le problème foncier n'existe pas. C'est vrai que M. Lafleur a dispersé ses terres sous des prête-noms, qu'il existe des terres domaniales et des terres non redistribuées. Mais il n'y a pas de problème de partage des terres, plutôt de mise en valeur. Sur 2 millions d'hectares, la moitié appartient aux Européens et aux Wallisiens. La terre revendiquée par les tribus est celle qui a été mise en valeur. Vous dites que le pouvoir économique est entre les mains des Blancs. Ce n'est pas la réalité : il y a 70 000 métis sur 150 000 habitants en Nouvelle-Calédonie. Quant aux Mélanésiens, s'ils n'ont pas le pouvoir économique, c'est parce que le droit de propriété n'existe pas dans leur tradition. Je reconnais qu'il y a des injustices, mais je dis que la coutume est un élément de frein important. Sur le plan politique, je rappelle que, sur les 32 maires, 21 sont mélanésiens. Je conclus que le gouvernement n'entend pas favoriser une ethnie contre une autre et que son action repose sur deux priorités : rétablir l'ordre et ouvrir le dialogue.

François Mitterrand l'interrompt : Point suivant à l'ordre du jour.

A l'issue du Conseil, l'Élysée annonce que le Président de la République a exprimé de très fortes réserves sur le projet de loi réformant le statut de la Nouvelle-Calédonie, susceptible de raviver les tensions entre communautés. Nous avons griffonné ces mots dès la fin du Conseil.

Début de la visite en France du vice-Premier ministre iranien Ali Reza Moayeri. Il souhaite obtenir le règlement du conflit Eurodif et le démantèlement des réseaux de Radjavi en France.

Devant l'Assemblée nationale, Jacques Chirac engage la responsabilité de son gouvernement avant le débat sur la loi électorale.

Jeudi 22 mai 1986

Adoption par l'Assemblée du retour au scrutin majoritaire pour les législatives et rejet de la motion de censure déposée par les socialistes.

Le texte rétablissant l'anonymat sur l'or est publié au JO.

Ça se gâte pour Éric Rouleau : Marc Bonnefous, secrétaire général adjoint du Quai d'Orsay, lui téléphone à Tunis pour lui ordonner, d'un ton un peu embarrassé, de ne pas venir accueillir le Premier ministre à l'aéroport, samedi prochain, lors de sa visite en Tunisie : Jacques Chirac ne veut pas le rencontrer. Éric Rouleau téléphone immédiatement à Jean-Louis Bianco qui proteste auprès de Jean-Bernard Raimond et Maurice Ulrich, fort ennuyés. Pour sauver la face, il est décidé qu'Éric Rouleau sera appelé en consultation à Paris, et le Quai nous promet de le nommer bientôt ambassadeur itinérant.

Devant la presse diplomatique, le Premier ministre reprend l'essentiel de ce qu'il avait déjà exprimé voici quelques mois à propos de l'IDS. Il est pour la coopération avec les Américains. Il évoque la possibilité de construire une défense européenne « spatiale ». Deux illusions.

Vendredi 23 mai 1986

Au cours d'un déjeuner privé avec des amis, le Président fait le point sur la cohabitation : Je l'ai dit plusieurs fois au Premier ministre, avec lequel mes relations sont très courtoises (même si je ne retrouve pas cette courtoisie dans ses déclarations publiques) : « Vous me dites que l'article 13 de la Constitution précise que le Président de la République ne peut que signer les ordonnances que le gouvernement lui propose, même s'il n'est pas d'accord. Mais vous trouverez toujours d'autres éminents juristes pour jurer du contraire. Et, surtout, tout le monde pourrait bien me dire que je dois signer, si je ne veux pas signer, je ne signerai pas ! » Alors, bien sûr, je pourrais habiller ce refus, notamment en l'étalant dans le temps ; puisqu'il n'y a pas de délai impératif, je pourrais dire : oui, je signerai un jour... Je ne le ferai pas. J'ai été obligé d'accepter des ordonnances, d'abord parce que c'est prévu par la Constitution, ensuite parce que je l'avais accepté des gouvernements précédents. Mais j'ai simplement exigé que cette procédure soit limitée. J'espère que cet engagement sera tenu. Pour ne pas signer une ordonnance, il faut que je sois sûr de mon fait et ne pas provoquer un affrontement sans être en position de force : par exemple, je signerai l'ordonnance sur le mode de scrutin, sauf, bien entendu, si le découpage est particulièrement inique et scandaleux. D'abord parce que les Français sont dans l'ensemble favorables au scrutin majoritaire ; ensuite parce que je me vois mal engager un débat public sur le découpage électoral (sauf, je le répète, si celui-ci est vraiment scandaleux). Par contre, pour l'ordonnance concernant la privatisation, j'ai déjà prévenu Chirac. Tout le monde a compris la référence aux

nationalisations de 1945 : c'est la référence au programme du Conseil national de la Résistance, à une ancienneté de quarante ans qui entérine l'appartenance au patrimoine national. Mais c'est aussi la volonté de faire fixer une règle d'évaluation par le Conseil constitutionnel. Sinon, c'est la porte ouverte à la braderie des intérêts de l'État. Pour les nationalisations de 1982, le Conseil constitutionnel s'est mêlé de la règle d'évaluation. Un peu trop, même, à mon goût. Enfin, il l'a fait et personne n'a pu y échapper. Mais, pour celles de 1945, ce ne fut pas le cas et il faut que ça le soit. J'ai dit à Jacques Chirac : « Si c'est cette liste, je ne signerai pas. » Il est donc coincé : ou bien il me présente cette liste et je ne la signe pas, ou bien il la divise en deux et il reconnaît la pertinence de ma distinction. Bien entendu, il me faudra expliquer ce refus. Mais si j'en appelle aux Français avec des arguments aussi forts que la défense des intérêts de la Nation, je pense que je serai entendu. Alors Chirac m'a répondu : « Si vous ne signez pas, c'est très ennuyeux, car ce serait contraire à la Constitution. Et moi, cela m'ennuierait beaucoup que le Président de la République ne respecte pas la Constitution. » Je lui ai dit : « Écoutez, occupez-vous de vos affaires; moi, je m'occupe des miennes ! »

En politique étrangère, Chirac n'a qu'un mot à la bouche : article 20. « Le gouvernement, dit-il, détermine et conduit, etc. Alors, vous comprenez, ajoute-t-il, la diplomatie, c'est aussi la politique de la Nation. » Mais je lui réponds : « Bien sûr, il y a l'article 20, mais il y a aussi les autres ! Il ne faut pas avoir une courte vue. Vous oubliez les autres : l'article 5, le 14, le 15, le 52, le 53. Moi, je ne les oublie pas : la Constitution forme un tout. »

Sur l'IDS, j'ai bien entendu ce que Chirac a dit hier devant la presse diplomatique. Mais, quand je le verrai, je lui dirai : « Monsieur le Premier ministre, tout cela, ce ne sont que des paroles. Si vous voulez passer aux actes, ce sera non. Pour moi, c'est une question de principe : adhérer à l'IDS, ce serait revenir dans le commandement intégré de l'OTAN. »

À La Haye comme à Tokyo, j'ai accepté que le Premier ministre m'accompagne, car cela donne du poids à la délégation française, et cela ne me gêne pas. Mais lorsque j'apprends que, par des négociations directes avec les gouvernements étrangers, Maignon essaie d'obtenir qu'à ces Sommets la France jouisse d'une sorte de représentation bicéphale, je dis au Premier ministre : « Vous pouvez essayer tout ce que vous voulez, pour moi ce sera non. Je ne tiens pas à voir la France ridiculisée. » D'ailleurs, cela m'amuse, car à chaque fois qu'il négocie avec un gouvernement étranger, celui-ci m'envoie son ambassadeur pour me demander si je suis bien d'accord. Cela a été le cas notamment avec celui qu'il appelle « mon ami Nakasone ». Avant Tokyo, il s'est bien rendu compte, en étudiant le déroulement du Sommet, que tout tournait autour du chef de délégation et qu'il ne pouvait y en avoir qu'un. Comme il s'en est inquiété devant moi (« Qu'est-ce que je vais faire pendant ce temps-là ? »), je lui ai répondu que le plus simple serait de ne pas y aller. Vous savez ce qu'il m'a répondu ? « Ah, non ! Maintenant que j'ai dit que j'y allais... » C'est très révélateur du comportement de Chirac. Le pire est qu'il a dit cela devant plusieurs personnes...

Enfin, tout cela démontre sa volonté politique : tout s'approprier, y compris en niant les équilibres institutionnels. Ses initiatives en matière de défense ou de politique étrangère sont très significatives. Mais elles sont imprudentes.

La valse des directeurs de l'Administration centrale et des entreprises s'accélère. Quatre d'entre eux sont visés, dont Jean-Paul Huchon, directeur général de la Caisse centrale du Crédit Agricole et bras droit de Michel Rocard. Celui-ci nous téléphone à son sujet. On fera ce qu'on peut, c'est-à-dire pas grand-chose. Ils veulent aussi déplacer le directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur.

Nous soupçonnons de plus en plus Jacques Chirac d'agir sans prévenir le Président à propos des otages. Selon un télégramme de l'attaché militaire à Beyrouth dont nous avons connaissance par la bande, les quatre otages d'Antenne 2 seraient déjà entre les mains des Syriens. Leur libération serait proche. Or Jacques Chirac a téléphoné l'autre nuit à Hafez el Assad.

Devant le groupe des sénateurs Républicains indépendants, réunis en journées parlementaires à Autun, Jacques Chirac proteste contre les journalistes de télévision, trop systématiquement excessifs et déformateurs de la politique gouvernementale, et en appelle au sens des responsabilités de chacun (...) pour que l'information conserve la dignité qui doit être celle d'une démocratie. Les PDG des trois chaînes lui répondent que c'est la Haute Autorité, et non le gouvernement, qui est en charge d'y veiller. Une Haute Autorité à laquelle Chirac a promis à sa présidente, Michèle Cotta, de ne pas toucher.

Samedi 24 mai 1986

Jacques Chirac est à Tunis. Comme prévu, l'ambassadeur de France est à Paris, « en consultation ». C'est une première dans l'histoire diplomatique de notre pays. Et cela fait rire bien des capitales.

Le Président est mécontent des conditions dans lesquelles il est saisi des affaires de sa compétence. Guy Penne a ainsi été prévenu à 1 heure du matin de l'abstention de la France à l'ONU à propos de l'Afrique du Sud. Le Président demande qu'on fasse des observations à Jean-Bernard Raimond et à Maurice Ulrich.

Sur le fond, après enquête, il semble qu'on pouvait difficilement faire autrement, mais le procédé n'en est pas moins inadmissible.

Lundi 26 mai 1986

Le Président bloque la nomination de Bernard Auberger à la place de Jean-Paul Huchon, puisque rien n'a été proposé à ce dernier.

La résistance paie : Aimé Blanc est nommé à la SNECMA au poste convenu.

Le ministre de la Coopération porte plainte pour détournement de fonds dans l'affaire Carrefour du Développement.

Mardi 27 mai 1986

La tension monte entre Moscou et Washington. Le Président Reagan annonce qu'avant la fin de l'année les États-Unis cesseront de respecter le plafond d'armements nucléaires fixé par le traité SALT-2. Le gouvernement soviétique réplique que si les accords SALT sont violés, l'URSS prendra les mesures nécessaires pour rétablir la parité stratégique. Les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, réunis demain à Halifax (Canada), exprimeront leur inquiétude.

Le gouvernement fait connaître publiquement la nomination de Philippe Auberger avant même d'en avoir saisi le conseil d'administration de la Caisse générale du Crédit Agricole. Évidemment, rien n'est proposé à Huchon. Toujours la stratégie de la carte forcée.

Pour un discours qu'il va prononcer tout à l'heure à Coëtquidan, le Président rédige de sa main un passage sur la stratégie de défense française, qui doit rester autonome, écartant ainsi toute participation de la France à l'IDS et à l'OTAN. Il s'indigne que l'on puisse penser qu'il polémique ainsi contre Jacques Chirac : Comment imaginer une minute que le Premier ministre ne soit pas partisan d'une défense autonome de la France ?

Puis, dans l'hélicoptère, revenant de Saint-Cyr : Chirac ne veut pas la crise. Mais, s'il la voulait, il serait obligé d'agir pour la créer. Et, dans ce cas, nul ne pourrait me forcer à démissionner. Je reste donc maître du moment de la crise. De toute façon, ils sont en train d'échouer. Leur popularité est déjà trop basse.

Je lui demande : Et s'il quitte Matignon et interdit à quiconque de sa majorité d'y aller ?

François Mitterrand : Qu'il essaie, j'en connais six qui iraient ! J'ai des armes et je m'en servirai. D'ailleurs, avec Pasqua, il y a deux lignes au gouvernement.

Mercredi 28 mai 1986

Le Conseil des ministres adopte quatre projets de loi sur la sécurité (terrorisme, criminalité, contrôles d'identité, application des peines).

Visite du chantier du musée d'Orsay. François Mitterrand : Ç'a vraiment de la gueule !

Jeudi 29 mai 1986

Accord entre le Président, le Premier ministre et Gaston Flosse pour conserver le Conseil du Pacifique-Sud. Cela pose le problème de Régis Debray, qui le dirige. Le Président voudrait qu'il reste à ce poste; le Premier ministre et Gaston Flosse ne le souhaitent pas. Régis Debray lui-même est réticent : il ne souhaite pas servir la droite.

Vendredi 30 mai 1986

Le Président est très irrité par la « petite phrase » de François Léotard à L'Heure de vérité, l'autre soir: Je respecte la fonction du Président de la République, je dis bien la fonction.

En guise de représailles, François Léotard n'ira pas à New York pour les cérémonies d'anniversaire de la statue de la Liberté.

Le Président trouve le gouvernement énervé, divisé. Il est lui-même d'une humeur radieuse. Il m'emmène acheter des livres. En voiture, il plaisante : L'alternance est l'oxygène de la démocratie. Mais un excès d'oxygène peut parfois provoquer un malaise.

Il reçoit deux coups de téléphone de Jacques Chirac. Le premier pour s'excuser de ne pas l'avoir prévenu à l'avance de l'usage qu'il a fait de l'article 49-3, mais il explique qu'il n'a pas voulu le réveiller en pleine nuit à ce propos. Sur le second coup de téléphone, le Président me dit simplement : C'est un sujet intéressant.

Samedi 31 mai 1986

Les messages adressés au ministre des Affaires étrangères par les ambassadeurs et les télégrammes dits « DSL » (diffusion strictement limitée) ne parviennent plus à l'Élysée. On ne sait rien, par exemple, de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN qui s'est tenue hier à Halifax.

Lundi 2 juin 1986

Déployant depuis des semaines de terribles efforts pour être admise à participer au voyage du Président à New York pour les cérémonies du centenaire de la statue de la Liberté, une dignitaire sortie par la porte revient par la fenêtre. Elle explique qu'elle est docteur honoris causa de l'université de New York et que son président lui a demandé d'accueillir François Mitterrand avec lui en toge. Elle assaille l'Élysée pour qu'on lui trouve une place dans l'avion de presse, ou bien qu'on l'autorise à faire financer son voyage sous forme de frais de mission par l'Éducation nationale. Le Président tranche : elle viendra.

François Mitterrand s'indigne des « noyaux durs » que le gouvernement va mettre en place pour contrôler les entreprises privatisées : Je croyais savoir que, dans le capitalisme, c'étaient les actionnaires qui choisissaient les présidents de groupe. Je découvre avec étonnement que, pour les nouvelles privatisations, ce sont les présidents de groupe (et ceux qui les ont nommés) qui choisissent leurs actionnaires !

Michel Noir me remet une lettre d'un des plus célèbres dissidents soviétiques, le Pr Neiman, dont la femme, cancéreuse, est hospitalisée à Moscou dans de très mauvaises conditions. Il demande au Président d'intervenir pour qu'elle puisse venir se faire soigner à l'étranger. Ce sera fait.

Philippe Séguin m'annonce l'envoi du projet d'ordonnance sur l'emploi des jeunes, sur lequel il souhaite recueillir l'avis du Président. Je lui demande de surseoir à cet envoi. Faut-il entrer dans ce jeu de la négociation directe d'une ordonnance ? Et pourquoi celle-ci plutôt qu'une autre ? Je suggère au Président de s'en tenir à des contacts verbaux avec lui. Séguin ne m'envoie pas l'ordonnance, mais une note pour répondre à l'inquiétude que le Président pourrait nourrir quant aux conséquences du texte sur l'emploi des adultes et à cause de sa rétroactivité. Une innovation en matière sociale à laquelle les syndicats sont très sensibles.

Jacques Chirac récidive : il insiste pour que la France dispose de trois sièges au Sommet européen de La Haye. Il dit avoir là-dessus l'accord de Lubbers et de Margaret Thatcher.

François Mitterrand : Mme Thatcher est peut-être d'accord, mais pas moi. Elle a intérêt à la division de la France, pas moi.

Adoption définitive au Parlement de la loi d'habilitation sur les privatisations par ordonnance. Elle couvre les nationalisations de 1945. Les députés socialistes annoncent qu'ils vont saisir le Conseil constitutionnel. Va maintenant venir l'ordonnance que le Président n'entend pas signer.

Recevant Renaud Denoix de Saint Marc, le Président examine l'ordre du jour du Conseil des ministres. Il accepte tout, en particulier la nomination de Bernard Auberger à la direction du Crédit Agricole. Édouard Balladur recevra demain matin Jean-Paul Huchon pour lui proposer, en principe, un poste tout à fait acceptable (une banque), assure Denoix. On verra.

Quant à Éric Rouleau, il sera bien nommé ambassadeur itinérant. Le Président précise : Il ne faut pas qu'il soit itinérant entre Carpentras et Tonneins... Il faut que ses fonctions soient libellées de façon sérieuse. C'est purement formel, mais les satisfactions formelles, ça compte !

En ce qui concerne les écoutes téléphoniques, Maurice Ulrich propose maintenant que le Président envoie quelqu'un dans son bureau à Matignon, à des dates convenues d'avance, pour en prendre connaissance ! Inacceptable.

Mardi 3 juin 1986

Le Président reçoit le Roi Hussein, comme il le fait de façon régulière chaque année depuis 1981. Cette fois, c'est à l'occasion d'une escale de deux jours à Paris, sur la route de Washington où le monarque hachémite se rend pour fêter le diplôme de fin d'études supérieures de ses deux filles. Le Premier ministre aura également un entretien avec le Roi, à qui il offre un dîner lundi.

Hussein considère qu'il y a une dégradation de la situation du monde arabe et un risque de blocage des perspectives de règlement du conflit du Proche-Orient. Dans son discours du 19 février dernier, il a enregistré l'échec de l'initiative jordano-palestinienne lancée un an auparavant. Il l'impute à la fois au refus de l'OLP d'accepter la résolution 242 (faute, il est vrai, d'une garantie sur la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien) et à la tiédeur des Américains à s'engager dans un processus de règlement incluant une conférence internationale.

La voie d'une négociation séparée à l'égyptienne restant exclue, le Roi Hussein travaille à une réunification des rangs arabes qui pourrait déboucher sur un Sommet susceptible d'exercer une pression suffisante sur l'OLP. Il souhaite se rapprocher de la Syrie (visites croisées des deux chefs d'État). Mais si les difficultés économiques actuelles de la Syrie l'incitent à dialoguer avec Amman, on est loin d'un accord sur les termes d'un règlement. Quant à l'Égypte, elle continue de soutenir fermement Arafat. Hussein s'efforce de susciter une représentation palestinienne différente de l'OLP — ou susceptible de modifier sa ligne — à partir des territoires occupés. Jusqu'à présent, cette tentative a été fermement désavouée par les notables palestiniens des territoires, et tout récemment encore à l'occasion de leur rencontre avec Mme Thatcher. Si l'on ajoute à cela :

- que Washington, obnubilé par la question du terrorisme arabe, se désintéresse du processus de paix (ce que déplore vivement Hussein),
- que la perspective de remplacement de Shimon Pérès par Itzhak Shamir, résultat de l'accord des partis à la Knesset, ne laisse pas présager un assouplissement du gouvernement israélien,
- que Yasser Arafat reprend pied au Liban, cherche un modus vivendi avec Damas et se garde de couper les ponts avec Amman, on mesure combien la marge de manoeuvre du Roi s'est soudain rétrécie et à quel point son pessimisme actuel est fondé.

L'Europe, quant à elle, reste en arrière de la main. La Présidence a reçu mandat de s'informer auprès des parties intéressées des possibilités d'une action des Douze. De tels contacts ont été pris avec la Jordanie, l'Égypte, la Syrie, Israël, les États-Unis et l'OLP.

A Téhéran, reprise des pourparlers sur le contentieux Eurodif.

En tête à tête, Jean-Bernard Raimond promet au Président qu'Éric Rouleau aura des missions précises; le Président juge cette promesse suffisante.

Mercredi 4 juin 1986

Pour reclasser Jean-Paul Huchon, Jacques Chirac annonce au Président qu'il a prévu de le nommer à une direction générale aux Communautés européennes à Bruxelles. Or je sais par Jacques Delors que la Commission a déjà promis le poste à un autre Français très compétent, Claude Villain, ancien collaborateur de Giscard.

D'un ton fort aimable, Jacques Chirac demande au Président : Pouvez-vous, lors de votre voyage en URSS, intervenir auprès des Russes en faveur des Jeux olympiques à Paris ? Felipe Gonzalez a transmis un message analogue de la part du Roi d'Espagne.

Le Président, tout aussi affable : Mais naturellement. Puis il ajoute : Je ne sais pas si vous avez relevé ce qu'a dit M. Léotard à propos de l'URSS. Il agresse les Russes de façon exagérée, ce qui ne facilitera pas ma tâche. Ce n'est pas à lui de parler sur ce sujet. Je comprends

l'indignation, mais on ne peut pas se lever avec une nouvelle indignation tous les matins.

Chirac approuve.

Au Conseil des ministres, après un exposé d'Édouard Balladur sur la rigueur nécessaire, un silence respectueux s'installe.

Le Président : Le gouvernement est d'une discipline rare. Monsieur le ministre d'État, vous devez voir la vie en rose ?

Édouard Balladur : Tout va bien.

A la fin du Conseil, le Président : Monsieur le Premier ministre, vous avez encore à remplir, je crois, une petite formalité [allusion à la demande d'user de l'article 49-3].

Tout le Conseil rit.

Le Premier ministre : Oui, mais ce sera seulement pour le cas où.

Le Président : Je sais que M. le ministre des Affaires sociales, qui est spécialiste de la question [l'obstruction parlementaire], vous informera si cela est nécessaire.

Jean-Baptiste Doumeng m'informe que les Soviétiques vont proposer la nomination de M. Riabov, le vice-Premier ministre qui nous a accueillis à Novossibirsk, comme ambassadeur à Paris. Le Quai d'Orsay n'est pas encore prévenu !

Adoption définitive par le Sénat du retour au scrutin majoritaire pour les législatives.

Jeudi 5 juin 1986

Itzhak Shamir prévient François Mitterrand : les trois Israéliens enlevés par les Syriens sont en très grave danger. C'est, de plus, une provocation visant à déclencher des hostilités avec Israël. Je prie le Président d'intervenir au plus haut niveau à Damas pour obtenir leur libération.

Ce sera fait, évidemment. En vain.

Un ministre se plaint à moi : Je suis entouré de secrétaires d'État nuls. La cohabitation la plus difficile n'est peut-être pas celle qu'on croit.

Vendredi 6 juin 1986

Une réunion à propos du Conseil européen a eu lieu à Matignon. L'obsession du gouvernement de ne pas augmenter les impôts communautaires et de préserver la politique agricole le conduit à sacrifier les dépenses structurelles, dont la solidarité avec le Sud et la Recherche.

François Mitterrand reçoit le vice-président du Nicaragua, Ramirez ; il encourage le Nicaragua à poursuivre la construction de la démocratie.

Sir Robert Armstrong me téléphone : Margaret Thatcher souhaite voir le Président avant le prochain Conseil de La Haye. Elle désire notamment que nous coordonnions nos positions sur Tchernobyl : Car la France et le Royaume-Uni pourraient se trouver un jour en situation d'être mis en accusation par les petits pays de la Communauté qui ne disposent pas d'une industrie nucléaire. Mme Thatcher compte sur l'appui de la France pour sa Présidence, qui commence au mois de juillet. Elle souhaite que soit poursuivie la politique de maîtrise des dépenses agricoles amorcée en 1984.

Samedi 7 juin 1986

Inauguration du musée Léon-Blum à Jouy-en-Josas. Beaucoup de monde dans un endroit qui appelle surtout le silence et l'humilité.

Massoud Radjavi, leader des moudjahidin iraniens, quitte Paris pour Bagdad. Ce départ « volontaire » satisfait une des trois exigences mises par Téhéran à la normalisation de ses relations avec Paris.

Dimanche 8 juin 1986

François Mitterrand évoque avec moi le souvenir d'un de ses amis disparus. Je lui demande si ceux qui lui restent ne compensent pas le vide des absences. Il répond bizarrement à côté : On pleure sur les autres, c'est une façon de pleurer sur soi. Ceux qui sont partis emportent une partie de vous que plus personne ne vous rendra.

Mikhaïl Gorbatchev évoque à Budapest une organisation mondiale chargée de veiller à la paix des étoiles. Les Soviétiques multiplient les propositions à Genève, tandis que les États-Unis restent sur la réserve.

Les Soviétiques entendent monnayer cher ce qui intéresse les Américains, c'est-à-dire la réduction des armements stratégiques et surtout celle de la proportion de missiles lourds. En revanche, ils souhaiteraient le retrait des Pershing, le gel des forces françaises et britanniques et le blocage de l'IDS.

Les Américains veulent voir disparaître un grand nombre de missiles lourds terrestres soviétiques et avoir les mains libres pour développer l'IDS. Ils n'apprécient pas les propositions soviétiques visant à réduire de 50 % le nombre des vecteurs et de 30 % celui des têtes, car cela laisserait inchangée la structure de l'arsenal soviétique. Ils refusent tout lien entre la négociation sur le désarmement stratégique et l'IDS.

En ce qui concerne les forces nucléaires intermédiaires, les Soviétiques subordonnent tout accord au gel des forces françaises et britanniques. Les Américains refusent.

Kurt Waldheim est élu Président de l'Autriche. Les révélations sur son passé nazi n'ont guère ému ses compatriotes. Les réactions à l'étranger sont, elles, plutôt violentes. Israël annonce le rappel de son ambassadeur.

Lundi 9 juin 1986

Hussein Husseini, président de l'Assemblée nationale libanaise, sera à Paris demain à l'invitation de Jacques Chaban-Delmas. Deuxième personnage de l'État libanais, chiite modéré, il est assez lié à la Syrie. Il demande à être reçu par le Président. Il aura un entretien avec le Premier ministre.

Je suis à Montevideo pour raconter le Sommet de Tokyo au Président Sanguinetti, l'Uruguay assurant la présidence du Groupe de Carthagène sur la dette et s'appêtant à accueillir la réunion ministérielle du GATT en septembre. Il considère que rien de sérieux ne pourra être fait aussi longtemps que le gouvernement américain restera fermé. Il faut attendre, dit-il, l'inévitable faillite du Mexique, après le Mondial, pour que se réveille l'intérêt international sur ce sujet. Les Uruguayens s'attendent en effet à une convocation prochaine du bureau du Groupe de Carthagène visant à appuyer une décision unilatérale du Président De la Madrid suspendant le paiement de la dette mexicaine pour au moins six mois.

Sur les questions commerciales, il espère que la réunion du GATT sera l'occasion d'un démarrage du nouveau round. Il s'inquiète du protectionnisme américain et des excédents agricoles européens. Il serait content de trouver, avant septembre, une solution au problème du commerce des services, qui inquiète tant le Brésil.

Il me parle longuement de la réunion qui vient de se tenir à Panama entre pays d'Amérique latine, au cours de laquelle il a été clairement décidé de soutenir le Nicaragua, où Ortega semble de moins en moins fragile.

Aller et retour en moins de trente-six heures...

Michel Aurillac révèle que le montant des fonds publics détournés par « Carrefour du Développement » s'élève à un peu plus de 20 millions de francs. Il estime que ces sommes ont pu servir à des fins privées, politiques ou de bienfaisance.

Mardi 10 juin 1986

Christian Nucci s'élève contre l'exploitation politique de l'affaire Carrefour du Développement, mais n'explique rien sur le fond.

Robert Hersant fait tout pour obtenir TF1.

François Mitterrand me confie : Jacques Chirac veut avoir la paix avec moi jusqu'à ce que j'aie signé toutes les ordonnances.

André Giraud demande encore au général Saulnier de lui remettre une note écrite sur l'historique de l'affaire Greenpeace et son propre rôle dans cette affaire. Sans en aviser le Président de la République, il a bel et bien rayé le nom du général de la prochaine promotion de la Légion d'honneur où il devait être élevé à la dignité de grand officier sur ordre exprès du Président. Profondément blessé, Saulnier décide de donner sa démission et rédige la lettre qu'il entend remettre au ministre. Le Président, à qui il la soumet, lui demande de ne pas répondre : Vous êtes nommé par moi. Et je refuserai votre démission.

L'entêtement de Giraud pourrait être inspiré par le courage. Mais, s'il déteste tant le Président et sa politique étrangère, pourquoi diable a-t-il accepté d'être ministre ? Chirac lui a-t-il fait croire que l'Élysée serait désormais sans influence ?

Mercredi 11 juin 1986

Le projet de loi de François Léotard sur la liberté de la communication est présenté en Conseil des ministres. Une « CNCL » remplacera la Haute Autorité. Un communiqué de la Présidence fait part des extrêmes réserves de François Mitterrand. Le ministre a choisi un sigle nouveau pour justifier le renvoi des prédécesseurs des membres de la CNCL.

Un sommet du Pacte de Varsovie, à Budapest, s'achève par un texte appelant les pays de l'OTAN à une réduction mutuelle des forces classiques et des armes nucléaires tactiques en Europe d'une portée inférieure à 1 000 kilomètres, lesquelles seraient totalement détruites de l'Atlantique à l'Oural. C'est l'option zéro.

Au cours d'une conférence de presse tenue à Washington, Ronald Reagan déclare que son objectif est d'amener les Soviétiques à remplacer le traité SALT par un programme réaliste de réduction des armements. Il souligne que les États-Unis se trouvent face au premier dirigeant soviétique qui ait parlé de lui-même d'une réduction des armements nucléaires. Les États-Unis n'ont pas l'intention de remettre en cause le traité ABM, mais Reagan semble attaché à la fin de l'arme atomique. Il rêve d'en faire la grande affaire de son mandat. On peut s'attendre de sa part à n'importe quoi pour parvenir à ce but.

Jeudi 12 juin 1986

Au petit déjeuner, le Chef de l'État est informé que le général Saulnier doit être reçu par le ministre de la Défense à 16 heures. Le Président reçoit lui-même le général à 10 h 30 : Président de la République, je suis le chef des armées et je n'accepte pas votre démission. Vous devez dire cela au ministre : « J'avais pensé démissionner, mais j'obéis au Président, chef des armées, qui me l'interdit. »

Le Président évoque ensuite cette affaire en tête à tête avec André Giraud. L'explication est très sèche. Le ministre s'incline.

Puis il en parle au téléphone avec Jacques Chirac qui, fort ennuyé, lui déclare : Il ne faut pas que Saulnier parte. A la suite de ce coup de téléphone, le Président pense que, sauf double jeu toujours possible, il s'est agi là d'une initiative du seul Giraud.

Après l'entrevue entre le général Saulnier et le ministre de la Défense, les choses sont apparemment rentrées dans l'ordre. Reste maintenant à obtenir le rétablissement du général dans la prochaine promotion de la Légion d'honneur.

Claude Mollard, délégué aux Arts plastiques et président du CNAP, est averti par le directeur de cabinet de François Léotard que son départ est imminent. Motif invoqué : il incarne la politique menée par Jack Lang. Il n'y a pas de divergences de fond sur la politique menée, lui a-t-on assuré. Il s'agit plutôt d'un symbole.

François Mitterrand : Que lui propose-t-on ? De retourner à la Cour des comptes ?

En effet, rien d'autre.

Depuis aujourd'hui, conformément aux engagements de Maurice Ulrich, des comptes rendus d'écoutes téléphoniques parviennent à nouveau à l'Élysée. Tous ? J'en doute.

C'est décidé : le Président déjeunera avec Ronald Reagan à New York le vendredi et sera le lundi suivant à Moscou. Beau doublé.

Vendredi 13 juin 1986

Dîner chez moi avec Coluche. Il me parle de son projet de Restos du Cœur planétaire. On convient de voir des industriels de l'alimentaire qui fabriqueront des biscuits pour nourrir tout le monde. Les grandes idées sont les plus simples. Il m'annonce qu'il repart pour sa maison de Mougins, d'où il est venu pour ce dîner auquel participe aussi Jacqueline Picasso, douce mémoire d'un géant.

Son dernier mot, sur le pas de la porte, en remettant son casque de motard : Salut, ma poule !

Dimanche 15 juin 1986

François Mitterrand participe aux cérémonies commémoratives de la bataille de Verdun.

Lundi 16 juin 1986

Helmut Kohl écrit aux Douze pour proposer une action commune de protection contre les armements nucléaires. Bonne initiative. Bon réflexe après que Mikhaïl Gorbatchev a lancé la balle.

François Mitterrand accueille le secrétaire général du Parti communiste chinois, Hu Yaobang, en tournée dans les principales capitales européennes pour normaliser les relations entre la CEE et la Chine. On évoque les problèmes du Cambodge, ainsi que l'éventualité de l'achat d'une centrale nucléaire par Pékin.

Hu Yaobang : Je voudrais d'abord vous parler de la situation en Chine, qui est excellente. Contrairement à ce qui a été dit, nos réformes ne rencontrent pas de vraies difficultés. D'ailleurs, la production agricole s'est accrue l'an dernier de 9 %. Au prochain Congrès, nous jetterons les bases d'une civilisation spirituelle socialiste...

L'URSS se dit prête à améliorer les relations, et même à coopérer avec nous. Elle parle ainsi de créer des entreprises d'économie mixte. Mais, sur le fond, nous ne constatons pas encore d'amélioration; l'URSS ne reconnaît pas les trois obstacles qui s'opposent à nos yeux à une véritable amélioration. Avec nous, elle veut pouvoir entamer des négociations inconditionnelles, puis conclure des accords vides de sens.

En ce qui concerne le Kampuchéa, nous avons acquis la conviction que la décision de le contrôler avait été prise par le Président Hô Chi Minh lui-même.

D'autre part, nous avons à déplorer des actes inamicaux de la part de l'Union soviétique. Ainsi, il y a eu de nombreux vols soviétiques au-dessus du littoral chinois depuis 1984. Il y en a eu une vingtaine en 1985, et 31 depuis le 1^{er} janvier 1986. Leur nombre s'est accru avec Gorbatchev. Les Soviétiques nous disent qu'ils volent à 100 kilomètres du littoral, ce qui est faux, et qu'ils le font pour surveiller les Américains. Si c'est pour surveiller les Américains, pourquoi survoler le littoral chinois ? Nous devons donc rester prudents, car nous avons avec l'URSS une frontière de 7 300 kilomètres. J'aimerais aussi parler avec vous de l'Europe...

C'est confirmé : la France et la Nouvelle-Zélande s'en remettent à Perez de Cuellar pour arbitrer le conflit Greenpeace.

Mardi 17 juin 1986

Rencontre entre François Mitterrand et Helmut Kohl à Rambouillet.

Le Président : J'ai reçu hier M. Hu Yaobang. Il m'a surtout parlé des questions internationales. J'aurais aimé qu'il me parle de la Chine. Je lui ai demandé ce qu'étaient ses relations avec la Russie. J'en ai retenu l'impression qu'il y a un rapprochement sur le plan économique, mais rien dans le domaine politique.

Le Chancelier : C'est un homme remarquable, très vivant, qui parle avec beaucoup de spontanéité des anciens dirigeants de la Chine. Comme vous, je crois qu'ils améliorent leurs relations économiques avec l'Union soviétique, mais qu'ils s'en tiennent là. Il laisse une impression de sagesse et d'astuce.

Le Président : Quel est votre pronostic pour La Haye ?

Le Chancelier : Je crois qu'on peut s'attendre à des résultats raisonnables. Je ne sais pas exactement ce que veut Lubbers. Je lui ai téléphoné hier, mais je n'ai pas eu beaucoup de précisions. Bien sûr, il faudra que nous parlions des suites de Tchernobyl, car il est important que la Communauté s'exprime à ce sujet d'une seule voix à Vienne. J'ai reçu des réactions très positives à ma lettre à Gorbatchev. Gorbatchev m'a fait une réponse très raisonnable, il essaie de tirer les conséquences du désastre. Je dois dire que je ne comprends pas l'attitude initiale qu'a eue l'Union soviétique dans cette affaire. Il y a eu un accident, cela peut toujours arriver. Mais ce qu'ils ont fait ensuite est absurde ! Pourquoi ont-ils essayé de le nier ? Pourquoi n'ont-ils accepté aucune aide ? Ils auraient pu limiter les conséquences de l'accident en acceptant plus vite une aide internationale.

Le Président : Ce sont des réflexes acquis.

Le Chancelier : Oui. Nous savons qu'ils n'ont même pas informé les pays de l'Est et que ceux-ci ont appris l'accident de source occidentale ! Nous avons pu vérifier à cette occasion que Gorbatchev était puissant, mais qu'il ne détenait pas tous les pouvoirs. C'est une leçon. Il faut agir rapidement, élaborer une nouvelle convention imposant de rendre immédiatement publics de tels accidents afin que les pays touchés acceptent l'aide internationale, et pour que soient étudiées des normes de sécurité très élevées, contrôlées sur le plan international. Il faut faire vite.

Le Président : On m'a soumis hier un projet de réponse à votre lettre à ce sujet. J'ai voulu le revoir, je le signerai cet après-midi et vous le remettrai.

Le Chancelier : En Allemagne, nous avons en ce domaine un problème spécifique. Il règne une hystérie absurde, une émotion fantastique à ce sujet. Lorsque je suis revenu de Tokyo, j'ai eu l'impression de débarquer dans une maison de fous. J'ai été le seul à rappeler que nous avons besoin de l'énergie nucléaire. Tous les responsables politiques le pensent, mais personne n'ose le dire ! M. Brandt déclare qu'il faudrait arrêter l'utilisation de l'énergie nucléaire ! M. Rau fait une réponse mitigée ! Les sociaux-démocrates ont demandé l'ouverture de discussions immédiates sur la centrale française située à la frontière, à Cattenom. Les Verts ont tenu un congrès au cours duquel ils ont réclamé pêle-mêle la fermeture immédiate de toutes les installations nucléaires, la sortie de l'OTAN, le désarmement de la Police, la réforme du droit pénal, la libéralisation complète de l'avortement ! Il y a trois semaines, à cause de Tchernobyl, nous pensions avoir perdu les élections en Basse-Saxe. L'hystérie est provisoirement retombée, mais elle n'a pas totalement disparu.

Le Président : Est-ce que ces événements ont beaucoup pesé sur le résultat de ces élections ?

Le Chancelier : Il y a eu beaucoup d'abstentions. Les Verts n'ont pas amélioré leur score (6 %). Je suis sûr que nous arriverions à les faire sortir du Bundestag si Brandt ne collaborait pas avec eux. En réalité, ce sont les Verts qui dominent les sociaux-démocrates. Je n'ai pas peur des prochaines élections. Elles seront meilleures pour moi qu'en 1983. Mais il faut que nous agissions ensemble à propos de Cattenom. Il faut que nous en parlions avec Jacques Chirac. D'ailleurs, la centrale de Cattenom n'a pas été décidée par vous ni par moi. Elle a été négociée entre Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt à l'époque où ils se téléphonaient en anglais chaque semaine [rires]. Schmidt a maintenant complètement disparu de ce débat. Il passe son temps à me proposer de faire ce qu'il n'a pas fait. Mais il faut reconnaître qu'il rédige de très bons rapports !

Le Président : Revenons au Conseil européen. Sur Tchernobyl et ses conséquences, il n'y aura pas de difficultés entre nous ; il ne doit pas y avoir, à La Haye, de remise en cause de l'énergie nucléaire. Nous devons aussi veiller à ce que le débat ne dévie pas du civil au militaire.

Sur les autres dossiers, je sais que la question budgétaire ne figure pas à l'ordre du jour, mais elle pèsera sur toutes les autres. Je redoute que l'évolution de l'Europe ne remette en cause la PAC dans les dix ans qui viennent. Bien sûr, il y a des questions pratiques (surproduction, excédents, stocks) qu'il faut examiner froidement. J'ai accepté les quotas laitiers et j'accepterai de contingerer là où il existe une surproduction absurde. Nous n'en sommes pas là pour les céréales. A l'extérieur, la concurrence américaine, et plus généralement celle des grands pays exportateurs, est de plus en plus sévère, car la productivité agricole s'est multipliée. Nous sommes prêts à examiner cette question scientifiquement et raisonnablement. Mais il ne faut pas que cette approche raisonnable masque une volonté de revenir sur les accords fondamentaux qui ont fait de la politique agricole commune la base de la Communauté.

Le Chancelier : Je suis d'accord avec vous.

Le Président : Si j'insiste, c'est que je sens une menace de ce genre. Il y a une volonté commune de l'Allemagne et du Royaume-Uni de retarder l'augmentation des ressources propres. Mais alors, il y a risque d'arrêter le développement de l'Europe, car on consacrerait toutes les ressources disponibles à l'agriculture, et les domaines d'avenir, comme la technologie, seraient sacrifiés. D'autre part, il faut tenir compte des pays du Sud. L'Allemagne et la France ont pris une dangereuse responsabilité, ces derniers mois. Je ne crois pas que la politique des prix agricoles soit la meilleure. Elle procure des avantages immédiats aux agriculteurs, et cela arrange, dans le court terme, les gouvernements. Le nouveau

gouvernement français et un succès immédiat et, chez vous, il faut tenir compte des élections de 1987...

Le Chancelier : Actuellement, nous avons d'énormes problèmes et les paysans n'ont pas voté pour nous. Mais je suis d'accord avec vous: la politique européenne ne doit pas être une annexe de la politique agricole. Il faut faire quelque chose au niveau national pour les agriculteurs.

Le Président : Je vous mets en garde contre une renationalisation de la PAC.

Le Chancelier : Il ne s'agit pas d'une renationalisation, mais d'une régionalisation. A Bruxelles, on ne sait pas traiter ces questions régionales. En Allemagne, nous ferons accorder des primes pour inciter les paysans marginaux à abandonner les cultures qui appauvrissent les sols et qui ne sont pas bonnes pour l'écologie. J'espère que dans cinq ans, nous aurons ainsi apporté une contribution importante à la diminution des excédents.

Le Président : Actuellement, dans la Communauté, la situation est absurde : les riches paysans danois reçoivent de l'argent de la Communauté et c'est le Portugal qui paie ! Sur le marché intérieur, il faut aller de l'avant. Il faut développer les politiques d'avenir et ne pas en rester à une politique agricole qui représente le monde d'hier.

Le Chancelier : Je voudrais vous parler de l'entretien que j'ai eu avec David Lange, le Premier ministre néo-zélandais. Je lui ai dit que je voulais soutenir mes amis français.

Le Président : Je vous en remercie. M. Perez de Cuellar va travailler à une médiation. Les agents français ont mené une opération secrète stupide, assez conforme à la tradition. Entre l'ordre que j'ai donné (« Ne pas laisser atteindre Mururoa ») et faire sauter un bateau, il y a un monde ! Mais il est vrai qu'avec la bêtise on ne peut jamais savoir où l'on va. Quoi qu'il en soit, ces officiers ne sont pas responsables. Ils étaient chargés d'exécuter un ordre. Ils ne se sont pas livrés à une opération d'espionnage. Il y a eu une faute des services français, responsables d'une action menée par un service mal dirigé. Nous sommes prêts à nous en excuser et à verser des indemnités. Mais cela ne justifie pas dix ans de prison ! Si la Nouvelle-Zélande garde ces officiers, ce sera la guerre psychologique et politique entre la France et elle. Dans trois ou quatre ans, l'opinion française ne pourra plus être raisonnée...

Le Chancelier : Si je peux faire quelque chose, faites appel à moi. Mon impression est que David Lange a peur pour ses élections ; il souhaite régler la question rapidement pour que ce ne soit pas trop près de ces élections. J'ai mon idée sur ce que pourrait être un compromis : il rendrait les deux officiers à la France, mais ceux-ci ne rentreraient en France qu'après les élections néo-zélandaises.

Le Président : Dans cette affaire, nous avons pris des sanctions sévères : le ministre de la Défense, qui est mon ami personnel, a démissionné ; le directeur de la DGSE également. Nous sommes prêts à verser des indemnités, mais nous ne pouvons pas faire plus. L'accord sur le beurre devrait raisonnablement être reconduit... Or nous ne sommes pas dans le domaine de la raison, mais dans celui de la passion. S'ils restent en prison, ces deux officiers vont devenir des héros. Il faut bien que vous compreniez quel était l'état d'esprit en France juste après la découverte de cette affaire que j'ai moi-même apprise en lisant le journal. Je m'attendais à ce que l'on me dise : « Nous espérons que vous, le Président de la République, vous n'y êtes pour rien. » Ils m'ont dit : « Vous avez bien fait. » Charles Hernu n'a jamais été aussi populaire qu'après cette affaire ! Sans cela, sa liste n'aurait peut-être pas battu celle de Raymond Barre à Lyon.

Le Chancelier : Mon impression est que, si un Européen doit s'occuper de cette affaire, M. Lange préférera quelqu'un qui soit en dehors du Commonwealth.

Le Président : J'ai de bonnes relations avec Mme Thatcher. Mais je n'ai pas apprécié qu'après cette affaire le gouvernement britannique ait publié un communiqué exigeant des indemnités de la France. Roland Dumas a refusé de prendre un message que lui remettait l'ambassadeur de Grande-Bretagne. Mme Thatcher m'a téléphoné que c'était une offense terrible et qu'elle ne voulait pas que cela se sache. Je lui ai répondu que moi, justement, je voulais que cela soit connu.

Le Chancelier : Sachez que vous pouvez m'appeler à n'importe quel moment si vous en ressentez le besoin.

Le Président : Je vous en remercie. Je vois la question évoluer de la façon suivante : Perez de Cuellar fera tout ce qu'il pourra faire ; David Lange est cyclothymique et, à tel ou tel moment, des interventions comme la vôtre pourraient être apaisantes.

Promenade en forêt. François Mitterrand connaît un nombre incroyable d'écrivains locaux dont je n'ai jamais entendu prononcer le nom.

Un nouveau slogan politique est apparu aujourd'hui : Tiens bon, Tonton, ils repartiront!

Mercredi 18 juin 1986

Avant le Conseil, Jacques Chirac aborde avec François Mitterrand la nomination de Jean Noville à la direction des Affaires politiques en remplacement de Pierre Morel qui sera lui-même nommé plus tard à Genève.

Le Président : J'aurais préféré que les deux nominations soient simultanées.

Le Premier ministre : Mais c'est une certitude : ce sera fait pour Pierre Morel.

Le Président : Les certitudes s'accumulent, et les attentes aussi.

Le Président n'intervient pas au Conseil de ce matin. Une seule chose à noter:

Jacques Chirac : C'est maintenant une tradition, je fais à tout hasard la demande d'autorisation d'engager la responsabilité du gouvernement.

Le Président sourit, mais ne dit mot.

Au mont Valérien, cérémonies commémoratives de l'appel du 18 juin 1940. Au retour, pensif, le Président me dit : Je me demande si, un jour, la véritable histoire de la Résistance — ou plutôt des deux Résistances, celle de l'intérieur et celle de l'extérieur — pourra être racontée. Il y faudra peut-être encore une autre génération...

Au Pérou, mutineries des guérilleros du Sentier lumineux dans les établissements pénitentiaires : 246 guérilleros abattus, la plupart après s'être rendus.

Jeudi 19 juin 1986

Denis Baudouin déclare : L'Europe, c'est l'affaire du gouvernement.

François Mitterrand reçoit Jean-Bernard Raimond. Pour le Sommet de La Haye, Jacques Chirac a réexpliqué à Raimond qu'il veut que la France ait un siège de plus que les autres. Le Président refuse. Raimond insiste : Tous les pays sont d'accord pour que nous soyons trois.

François Mitterrand : Moi pas. La France ne se singularisera pas.

Apparemment, Bujon en est furieux, qui suggère que les hauts fonctionnaires n'aient pas le droit d'accompagner le Président à La Haye.

Chirac ne le suit pas.

Raimond aurait pu garder sa neutralité dans cette affaire; le Quai en serait sorti grandi. Le chef de protocole, qui garde ses distances, devient sa tête de Turc.

Vu Boutros-Ghali, le subtil et infatigable ministre des Affaires étrangères égyptien. Il rêve de la direction générale de l'UNESCO. Il la mériterait.

Dans un discours prononcé aujourd'hui, Ronald Reagan qualifie les propositions soviétiques de sérieux effort qui pourrait représenter un tournant.

Remise de la Légion d'honneur. Sur mon initiative, le Président la remet à mon ami Léonard Bernstein, le compositeur, entre autres, de West Side Story. Le Président a d'abord rechigné: la musique n'est pas son fort. Puis il a accepté en traînant les pieds. La réception est brillante. Le Président comprend le rayonnement du musicien. Il bavarde avec lui. Il m'aperçoit dans la foule, m'appelle. Je m'approche: c'est pour me demander un verre d'eau.

Michel Colucci meurt, heurté par un camion sur une route près de Mougins. En apprenant la nouvelle, François Mitterrand ne desserre pas les lèvres. Il avait rencontré trois fois le rebelle foudroyé. L'estime était réciproque.

Vendredi 20 juin 1986

François Mitterrand rappelle à Édouard Balladur qu'il faut accélérer les travaux du Louvre. Balladur accepte pour la seule pyramide. Mais il compte bien rester rue de Rivoli jusqu'en 1988.

Au Liban, Philippe Rochot et Georges Hansen, d'Antenne 2, sont libérés. Ils avaient été enlevés le 8 mars. Le gouvernement nous a caché le départ de l'avion du GLAM pour Damas, avec François Bujon de l'Estang et Michel Roussin, chef de cabinet de Jacques Chirac, ancien des services spéciaux, pour chercher les otages.

Samedi 21 juin 1986

Quand Hubert Védrine se rend à l'aéroport de Villacoublay pour accueillir les otages, il a droit à toutes les amabilités de Maurice Ulrich. Mais Jacques Chirac, Jean-Bernard Raimond et François Bujon de l'Estang font barrage pour que les journalistes ne le voient pas. Raimond leur confie que le Président bloquait sur les otages parce qu'il n'entendait pas libérer les auteurs de l'attentat visant Chapour Bakhtiar.

En fait, le Président refuse d'échanger des criminels contre des innocents. Il est d'accord pour un geste à l'égard d'Anis Naccache et des autres condamnés. Il est même prêt à envisager une grâce d'ici à la fin de son septennat, si tout se passe bien, si les relations avec l'Iran se normalisent, s'il n'y a pas de nouvelles prises d'otages ou de nouveaux attentats. Mais sans calendrier précis, sans échanger un homme contre un homme. Sinon, dit-il, ce serait faire de tout Français à l'étranger un otage potentiel.

Un fait conforte le raisonnement du Président: Camille Sontag, le dernier otage, a été enlevé par une famille syro-libanaise de la Bekaa parce que la « mère de famille » se trouve en prison aux Baumettes, à Marseille, pour trafic de drogue. Libérer des criminels politiques n'y changerait rien.

Lundi 23 juin 1986

Le Président reçoit aujourd'hui le général Kountché, chef de l'État nigérien, et Itzhak Shamir, ministre israélien des Affaires étrangères.

A Renaud Denoix de Saint Marc, à propos de la nomination de Dominique Bozzo à la direction du Patrimoine, le Président lance: Enfin un bon choix !

Michèle Barzach annonce l'autorisation de la publicité pour les préservatifs.

La femme de Michel Colucci, Véronique, me demande de prononcer quelques mots sur sa tombe:

Mon cher Michel,

Les mots, pour toi, c'étaient comme des pavés que tu jetais contre la bêtise. Ce matin, on voudrait savoir les jeter contre le malheur. Cela nous aiderait un peu à supporter le scandale de ton absence, la dérision de ton départ, l'absurdité de ton silence.

Mais les mots, quels qu'ils soient, ne suffiront pas. Et même toi qui en étais le maître, tu savais que l'amitié, comme l'amour, n'est pas faite de phrases, mais de preuves. Et que la première des preuves, c'est le souvenir (...).

Alors ils ne t'aimaient pas, Michel, ceux qui ne voulaient en toi qu'un homme de passage. Ils t'en voulaient d'avoir mis à nu la vulgarité de leur politesse, l'hypocrisie de leur hospitalité, l'insulte de leur charité, la grimace de leur sourire, la nullité de leur luxe.

Mais ils t'aimeront toujours, Michel, ceux qui ont senti que tu étais, en ce monde de fous, à l'avant-garde du vrai tact, de la finesse vécue, de la culture sensible. Ceux à qui tu as appris qu'être juste, c'est ne jamais censurer une certitude qui vient du cœur, si intolérable qu'elle soit, et c'est ne jamais refuser le Verbe qui s'impose pour la dire, si neuf qu'il soit.

Ils ne t'oublieront jamais, Michel, ceux à qui tu as fait comprendre, avec ton génie des mots de feu, qu'il faut être scandaleux pour lutter contre les scandales, et que l'élégance est dans la discrétion de la tendresse, pas dans l'étalage des ambitions (...).

Telle est la grandeur des artistes que d'exprimer, de leur vivant, une parcelle de leur éternité (...).

Salut... ma poule !

Mardi 24 juin 1986

Premier Conseil de Défense de la cohabitation: très rude affrontement entre François Mitterrand et Jacques Chirac.

Jacques Chirac: Je suis inquiet des retards importants pris dans l'exécution de la loi de programmation. Il en faut une nouvelle.

François Mitterrand: Toutes les lois de programmation connaissent des retards. Celle-ci sera réalisée à 97 %. La précédente (de 1977 à 1982) l'a été à 94 %.

Jacques Chirac: Le gouvernement vous dit que l'objectif de la loi de programmation ne peut pas être atteint.

François Mitterrand: Je ne crois pas que cela soit le cas si vous maintenez l'effort entrepris.

Jacques Chirac: Il faudra une loi nouvelle, parce que l'actuelle n'est pas exécutée.

A la suite de la suppression des aides exceptionnelles de l'État, la Normed est déclarée en cessation de paiement. La CGT affirme qu'elle n'acceptera pas un Waterloo de la construction navale.

Alain Madelin annonce un plan social pour 6 800 salariés (Dunkerque, La Seyne, La Ciotat).

Cet après-midi, François Mitterrand m'entraîne, comme il en a pris l'habitude pour «s'oxygéner» après un Conseil, dans une longue promenade.

Beaucoup de patrons considèrent que le chômage est un mal nécessaire. Une sorte de saignée pour préserver le corps: leur capital. La droite est à leur service.

André Santini, secrétaire d'État aux Rapatriés, dénonce le fonctionnement de l'ONASEC, un établissement créé par son prédécesseur, Raymond Courrière. Il annonce sa suppression et l'ouverture d'une enquête.

Mercredi 25 juin 1986

Avant le Conseil des ministres, dans le bureau du Président:

Jacques Chirac: Naturellement, je serai amené à demander de nouveau l'autorisation d'user de l'article 49-3.

Le Président, souriant: C'est ennuyeux d'avoir un Parlement, n'est-ce pas?

Jacques Chirac : Comme c'est vrai !

Le Conseil adopte le projet de loi Méhaignerie sur le logement, qui prévoit l'abrogation de la loi Quillot de 1982 et l'extinction progressive de la loi de 1948.

Adoption définitive de la loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement.

Ils ont tort, enrage François Mitterrand. C'était un symbole pour le droit au travail. Maintenant, on est passé à l'ère du droit au licenciement.

Message du Président au Parlement à l'occasion de l'hommage rendu à Robert Schuman. Il l'a rédigé pendant le Conseil. C'est un plaidoyer pour l'union politique de l'Europe.

Devant la Commission de Défense de l'Assemblée, André Giraud suggère de renoncer à embarquer le nouveau missile à têtes nucléaires multiples sur l'un des quatre sous-marins, et de financer à la place des missiles mobiles montés sur camions.

François Mitterrand : Je suis contre les missiles mobiles. Imagine-t-on des charges nucléaires se promenant sur les routes? Cela provoquerait un rejet du nucléaire par l'opinion.

A Washington, à la demande de Reagan, la Chambre des représentants vote l'aide à la « Contra » nicaraguayenne.

Jeudi 26 juin 1986

Le Conseil européen s'ouvre à La Haye. Comme prévu, la confusion y règne. Il est principalement consacré aux questions budgétaires et au problème sud-africain. Margaret Thatcher obtient un sursis de trois mois avant que les Douze n'envisagent des sanctions économiques contre Pretoria. Aucun accord ne se dégage sur les montants compensatoires, les prix agricoles, les recettes, les économies à faire.

Le Président me dit: Il faut durcir le ton, ne pas être en retrait, proposer des mesures positives.

Dans les couloirs, Denis Baudouin annonce qu'il ne fera pas de contre-briefing, mais, en fait, il réunit discrètement les journalistes pour donner sa propre version des débats après Mme Gendreau-Massaloux, porte-parole de l'Élysée.

Au moment de la « photo de famille », Jacques Chirac était absent; le Président a refusé de poser, disant qu'il convenait d'attendre le Premier ministre. En revanche, alors que le Président s'entretenait encore avec Felipe Gonzalez, Jacques Chirac a accepté d'emblée que la « photo » soit faite; il a fallu la refaire.

Vendredi 27 juin 1986

A l'ambassade de France à La Haye, petit déjeuner traditionnel entre François Mitterrand et Helmut Kohl.

François Mitterrand : Je vais voir Reagan et Gorbatchev la semaine prochaine. Je suis sans illusions sur le fond. Gorbatchev veut réussir son expérience économique. Son problème, c'est le pouvoir d'achat. Reagan ne le comprend pas : il veut épuiser les Russes, alors qu'il faut aider Gorbatchev à casser le moule.

Helmut Kohl : Je ne suis pas d'accord. Je ne pense pas que Gorbatchev veuille le faire ni même qu'il le puisse. Kadar et Jaruzelski ont une énorme influence sur lui. Il reste un communiste orthodoxe. Et l'économie de l'URSS n'est pas capable de s'améliorer.

François Mitterrand: Je pense que Gorbatchev a le regard tourné vers l'Europe.

Helmut Kohl : C'est vrai... En ce qui concerne l'Europe, il faut faire ensemble un acte européen. Les élections de septembre seront difficiles, chez moi. Même ma majorité m'inquiète. La CSU, mon alliée bavaroise, devient populiste et anti-européenne.

François Mitterrand: En France, l'élection présidentielle pèsera lourd sur les comportements des hommes politiques à l'égard de l'Europe. Aucun gouvernement français ne peut transiger sur les montants compensatoires ou sur la fixation des prix agricoles. Il faut donc trouver une solution entre la France et la RFA dès ce matin ; sinon, c'est l'échec. L'actuel gouvernement français est le moins européen que la France ait connu depuis vingt-cinq ans. Il faut donc un accord avant que cela ne dégénère.

Helmut Kohl : Je suis prêt, pour cela, à doubler les fonds structurels.

François Mitterrand : Jacques Chirac refusera. Il veut revenir en France comme le défenseur des intérêts agricoles français. Pour cela, il lui faut un échec ici. Mais ne vous inquiétez pas: l'année prochaine à la même époque, les dirigeants français seront tous pro-européens. En tout cas, s'il y a échec ici, il doit apparaître comme général, et non pas comme le résultat d'un conflit entre la France et la RFA. Il faut noyer notre désaccord dans un échec plus vaste.

Helmut Kohl: Je suis d'accord là-dessus... Il faudrait progresser dans notre coopération militaire.

François Mitterrand : J'y suis prêt.

Ce Conseil se clôture par une déclaration des Douze rappelant leur attachement au projet de Grand Marché sans frontières à l'horizon 1992 et la suppression des montants compensatoires sur le porc.

Le Conseil constitutionnel déclare conforme la loi d'habilitation sur les privatisations.

Rentrant du Sommet de La Haye, Bettino Craxi, Premier ministre italien depuis août 1983, recordman de la longévité gouvernementale dans son pays, démissionne après le rejet, hier, par les députés, d'un projet de loi organisant la répartition des fonds d'État entre les collectivités locales. Il formera un nouveau gouvernement.

Le représentant de l'OLP à Paris, Ibrahim Souss, demande à être invité à la garden-party du 14 Juillet. J'y suis favorable. Nous avons répondu négativement depuis deux ans à presque toutes ses sollicitations (la dernière fois encore, à une demande d'audience pour Farouk Kaddoumi). Recevoir Souss à l'Élysée, au milieu de la foule qui se presse à la réception du 14 Juillet, serait un acte moins lourd de conséquences que les très

nombreux entretiens qu'il a eus dans le passé avec Claude Cheysson et Roland Dumas. Ce serait également un acte moins important que de recevoir Farouk Kaddoumi dans le cadre d'une délégation arabe, ainsi que le Président l'a déjà fait. D'autre part, la modération et le réalisme d'Ibrahim Souss méritent d'être encouragés.

Il est à noter que Jacques Chirac vient de donner instruction d'écartier Ibrahim Souss d'un dîner qu'il a prévu pour le 15 juillet avec les ambassadeurs arabes.

Le conseiller pour la Sécurité de Ronald Reagan, John Pointdexter, nous télégraphie pour nous mettre en garde contre une éventuelle libération d'Ibrahim Abdallah avant son procès et avant que les autorités américaines n'aient réuni toutes les preuves relatives aux charges retenues contre lui. Son gouvernement, rappelle-t-il, s'est porté partie civile dans ce procès, et le Président américain y voit une occasion de démontrer la capacité et la volonté des sociétés démocratiques de faire pleinement et impartialement justice contre ceux qui sont accusés de commettre des actes de terrorisme.

Pourquoi nous écrit-on cela? Nous ne savons rien de ce dont il retourne. Les Américains sont-ils au courant de tractations engagées à ce sujet par le gouvernement à l'insu de l'Élysée? La grâce relève du seul Président; or, pour lui, il n'en est pas question.

Hubert Védrine rend compte d'un séminaire organisé par l'Institut Aspen, à Istanbul, Confrontation ou coopération en Méditerranée, auquel il a assisté. Un conseiller de Shimon Pérès pour les affaires arabes assistait aux débats aux côtés de nombreux Arabes. Oussama El Baz, conseiller de Moubarak, considère qu'avec l'arrivée au pouvoir d'Itzhak Shamir et la volonté de l'Administration Reagan de ne pas bouger au Proche-Orient, il n'y a absolument rien à attendre des deux prochaines années. L'absence de tout processus de paix le préoccupe; il a l'air désireux d'aider (de surveiller?) le Roi Hussein dans ses efforts de rapprochement avec la Syrie et l'Irak.

L'ambassadeur itinérant des États-Unis, Philip Habib, a exposé qu'au cours d'un entretien récent avec lui, le Premier ministre français s'est déclaré convaincu du bien-fondé de la politique des États-Unis en Amérique centrale, et qu'il espérait vivement que le Congrès voterait le programme d'aide aux contras.

Dimanche 29 juin 1986

En Pologne, début du 10^e congrès du POUP en présence de Mikhaïl Gorbatchev. Reconduction du général Wojciech Jaruzelski au poste de premier secrétaire.

Invité d'une radio privée, André Santini déclare à propos de l'ONASEC que les socialistes se comportent comme des voyous lorsqu'ils sont au pouvoir au niveau national et local... Bouleversé, Raymond Courrière appelle le Président.

Lundi 30 juin 1986

Les dix-neuf pays participant au programme Eurêka approuvent, à Londres, soixante-deux projets de coopération technologique. C'est un premier succès pour l'idée que j'ai lancée il y a deux ans et dont Yves Stourdzé est l'animateur étincelant. Un secrétariat permanent d'Eurêka est créé. Il s'installera à Bruxelles et sera dirigé par un Français. Ç'aurait dû être Yves. Mais il est déjà trop malade.

Selon les estimations de la Banque mondiale, la dette du Tiers Monde est aujourd'hui proche de 970 milliards de dollars, soit cinq fois plus qu'il y a dix ans. Elle s'est constituée par le « recyclage » des capitaux des zones excédentaires vers les zones déficitaires (pays industrialisés et pays du Tiers Monde). Les taux d'intérêt réels étant négatifs, l'endettement auprès des institutions publiques et privées permettait de financer à crédit une croissance rapide, surtout dans le Tiers Monde où elle est près de deux fois supérieure à celle des pays industrialisés. Jusqu'en août 1982, les banques ont prêté sans inquiétude au Tiers Monde sans même connaître le montant total de leurs engagements dans certains pays. Les pays du Tiers Monde eux-mêmes ont souvent méconnu le montant de leur propre endettement; en 1985 encore, seuls 20 % des pays en voie de développement, selon la Banque mondiale, contrôlaient et géraient correctement leur endettement. A partir de 1980, les aides publiques se sont réduites et les conditions d'octroi des crédits du FMI se sont durcies. Parallèlement, la forte croissance des taux d'intérêt (qui ont doublé entre 1975 et 1986), la croissance interrompue du dollar (monnaie dans laquelle 80 % de la dette bancaire est libellée), le relèvement des marges bancaires et des primes de risques exigées par les banques ont aggravé la charge de la dette.

Certains de ces pays sont tout à fait en mesure de faire face au service de leur dette. Le service de la dette de Taïwan ne coûte que 8,2 % de ses recettes d'exportation; celui de la Malaisie ne prélève que 17,3 % de ses recettes. Mais, presque partout, la dette rapportée aux recettes d'exportation continue de croître (279 % en 1984 pour les dix plus gros débiteurs, et 308 % prévus en 1985). Le rééquilibrage des comptes extérieurs ne s'est pas accompagné, dans la plupart des cas, d'un rétablissement des équilibres internes. Au total, la plupart des pays endettés ne sont pas en mesure d'attirer spontanément les capitaux internationaux et restent étroitement dépendants des crédits accordés par les organismes officiels et les banques.

Mardi 1^{er} juillet 1986

Retour de la loi et de l'ordre les plus réactionnaires au Quai d'Orsay: Jean-Bernard Raimond veut faire abroger une loi votée en janvier dernier, permettant l'intégration dans le corps diplomatique d'ambassadeurs nommés au tour extérieur. Cette loi avait l'avantage d'ouvrir le Quai d'Orsay, à doses homéopathiques, à des non-diplomates, comme c'est déjà le cas dans tous les autres ministères. A de rares exceptions près, cette ouverture a été une réussite. Il aurait fallu continuer. Naturellement, Raimond ne veut pas en entendre parler. Il est le jouet des forces les plus conservatrices de l'Administration.

Le ministre de la Défense n'en a pas fini avec Greenpeace. Il demande maintenant aux principaux acteurs de l'affaire de certifier par écrit qu'ils n'y ont été pour rien. Le général Saulnier signe. Charles Hernu et l'amiral Lacoste refusent.

Un membre du gouvernement vient me dire en confidence que TF1 sera concédée à Hachette, bien que son tour de table ne soit pas encore bouclé. Yves Sabouret obtiendra la présidence de la chaîne, appuyé par un financier ami. Concernant la Cinq, pas de problème: Hersant tient les rênes et aurait même commencé à bousculer ses partenaires. Pour M6, Jérôme Monod mène le jeu. Du côté de Télé Monte-Carlo, en revanche, Jean-Claude Decaux et les héritiers de Jacques Douce seraient écartés au profit de Jimmy Goldsmith.

Dans le cadre de la visite à Moscou, la semaine prochaine, les Soviétiques offrent la possibilité d'enregistrer une déclaration du Président qui serait retransmise par leur télévision.

Mercredi 2 juillet 1986

Le texte du projet de loi électorale est approuvé par le Conseil constitutionnel.

Promulgation de la loi d'habilitation sur les privatisations par ordonnances. Reste à rédiger celles-ci.

Déjeuner avec Karl Kahane, industriel autrichien, confident et éminence grise de Kreisky, de Sadate et d'Arafat. Avec sa grande sagesse et sa révolte juvénile, il m'expose sa vision de la paix au Moyen-Orient.

Conformément au schéma prévu, Javier Perez de Cuellar remettra son arbitrage à propos des Turenge aux deux parties. Moyennant des excuses écrites du Premier ministre français, une indemnisation, et surtout une attitude souple sur le beurre, les Néo-Zélandais transféreront les Turenge soit dans quelque mission humanitaire de l'ONU, soit dans un coin tranquille comme Tahiti. Jacques Chirac soumet au Président un projet de lettre d'excuses au Premier ministre néo-zélandais. Elle est parfaitement correcte et Jean-Louis Bianco transmet à Maignon l'assentiment du Président.

Le commandant Mafart fait parvenir un message très courageux. Surtout, écrit-il, ne payez pas trop cher pour ma libération. Il a accordé à un journaliste une interview assez extraordinaire dans laquelle il évoque ses études sur la civilisation maorie et où il a cette formule: La prison, c'est quand il ne vous manque que l'inutile. Le Président est touché par ce texte qui ne sera jamais diffusé ni publié, puisqu'une des conditions mises à la libération des Turenge est qu'ils ne parlent pas. En principe, tout devrait être réglé la semaine prochaine.

Interrogé à L'Heure de vérité sur le ralentissement de la délinquance en 1984 et 1985, Charles Pasqua récuse les chiffres du préfet de police et ajoute : Le préfet de police fait ce que le gouvernement lui dit de faire. Autrement, il est remplacé dans les vingt-quatre heures.

Furieux, Guy Fougier démissionne, malgré l'insistance avec laquelle Jacques Chirac et Charles Pasqua lui demandent de rester. Pour le remplacer, Jacques Chirac propose Pierre Paolini. François Mitterrand demande qu'on lui soumette plusieurs noms.

En ce qui concerne le général Saulnier, c'est réglé: il aura sa promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur.

Un sommet américano-soviétique pourrait avoir lieu bientôt : le Président Ronald Reagan comme Mikhaïl Gorbatchev y trouveraient leur compte en politique intérieure. Si les États-Unis n'assouplissent pas leur position sur l'IDS, il n'y aura pas d'accord. Au mieux, la rencontre débouchera sur un accord-cadre ou de grandes orientations. La tentation pourrait être forte, du côté des deux Grands, de rechercher un accord séparé sur les euromissiles, ce qui accroîtrait d'autant les pressions sur nos forces.

Nos intérêts sont clairs. Tout ce qui favorise la surenchère quantitative et qualitative dans la course aux armements nous est préjudiciable. Tout ce qui la freine nous est favorable. Après l'abandon de la référence à SALT 2, le traité ABM devient la pierre angulaire de la coopération internationale. Formellement, ce n'est qu'un traité américano-soviétique, mais une position homogène des Grands européens favorable au respect de ce traité pèserait lourd. Si le risque de prise en compte explicite de nos forces venait à se concrétiser au cours de la négociation, la France devrait montrer qu'elle n'est pas liée en poursuivant ostensiblement son programme de modernisation nucléaire.

Le Conseil constitutionnel déclare anticonstitutionnels deux amendements à la loi de finances: le premier prévoyant que certaines dépenses de la Ville de Paris seraient soustraites au contrôle de la Cour des Comptes; le second (signé Valéry Giscard d'Estaing) abaissant la durée pendant laquelle un contrôle fiscal est possible.

Jeudi 3 juillet 1986

Nous partons pour New York. La dignitaire qui a tant insisté pour en faire partie est du voyage. Son forcing a payé.

Conversation à bâtons rompus dans l'avion avec François Mitterrand : La France est en Europe ; l'URSS et la France sont très proches. Les Russes ont besoin de réduire leurs armements pour améliorer leur économie. Il faut le leur permettre. Nous ne serons ni le vassal ni le satellite de l'Amérique... Je ne suis pas candidat. Je ne veux pas l'être. Mais peut-être voudrais-je être élu, et, pour cela, il faudrait être candidat... Je n'ai pas vocation à être Président. Je ne me vois pas mourir à l'Élysée.

J'abonde dans ce sens; je ne vois pas la raison d'être d'un second septennat : pour quoi faire ? Aucun projet ne l'anime plus. Au surplus, quatorze ans, c'est beaucoup trop long: il finira par être détesté...

Il me regarde de travers.

Ce soir, sur Governors Island, en l'honneur de la statue de la Liberté, nous sommes tous figurants d'un spectacle télévisé, y compris les Reagan qui obéissent docilement aux deux cameramen en combinaison bleue, casque sur la tête, venus leur demander sans précaution particulière de déplacer leurs fauteuils.

Vendredi 4 juillet 1986

Déjeuner avec le Président américain dans la maison de l'officier commandant Governors Island (soupe au caviar, mousse de crabe, sorbet Lady Liberty, petits fours secs).

Je découvre en Reagan un adversaire farouche et passionné de l'arme nucléaire.

Ronald Reagan : Lorsque j'ai vu Gorbatchev à Genève, nous avons parlé pour la première fois de réduction des armements. J'ai insisté sur l'option zéro pour les armes tactiques. Les Soviétiques acceptent maintenant de les diminuer pour des raisons économiques. Je leur ai dit que le choix était entre un accord sur moins d'armements ou une relance de la course aux armements.

François Mitterrand : Gorbatchev est plus sérieux et plus désireux d'aboutir à un accord que ses prédécesseurs, en raison de ses difficultés économiques. La course aux armements nous inquiète, mais la force française n'y est pas mêlée. Nous sommes donc indifférents à cette négociation. Mais cela intéresse la France, directement et indirectement. Directement, parce que nous voulons l'exclusion des forces tierces de vos accords avec les Soviétiques. Indirectement, parce que toute course aux armements nous menace. Nous avons besoin de comprendre leur position et la vôtre. Que faites-vous sur les missiles antimissiles ? Les propositions de l'URSS semblent toujours liées à l'abandon de l'IDS. Quelles sont vos intentions ? Nous ne le savons pas. Jusqu'où votre pays a-t-il l'intention d'aller dans l'abandon des traités SALT et ABM ? On peut redouter un glissement qui remettra en cause un équilibre établi il y a plus de dix ans.

Gorbatchev est le premier homme d'État soviétique à avoir le comportement d'un homme moderne. Il a compris pourquoi son pays n'est pas populaire. Il est certes le produit du système, mais il lit la presse et écoute les radios étrangères. Il a compris qu'ailleurs on ne parle plus métaphysique avec un chapeau mou sur les yeux. C'est un homme qui peut impressionner l'Occident, car il sait lui parler. Il peut espérer vingt ans de pouvoir. Mais il n'est pas installé aussi solidement qu'on le croit dans le système soviétique. Son avenir dépend du niveau de vie des Soviétiques, et non du nombre de ses fusées. Il joue sa vie politique là-dessus. Faut-il l'aider à réussir ce développement économique en faisant des concessions militaires ? Ou, au contraire, faut-il l'enfoncer davantage encore en réduisant ses crédits civils ? Je ne suis pas de ceux qui refusent la crise, mais je pense qu'il serait erroné de le pousser à l'échec. Négocier n'est pas un acte de faiblesse. Si c'était le cas, nous ne le recommanderions pas. C'est vous qui avez la réponse. Telle est ma position. Je dirai la même chose à Gorbatchev.

Ronald Reagan : Je suis d'accord avec vous: Gorbatchev est un homme moderne, très différent des autres. Mais pouvons-nous croire qu'il entend renoncer à ce qui est la base de leur politique étrangère, à savoir l'expansionnisme et le communisme mondial ? Jusqu'ici, Gorbatchev ne l'a pas dit. Aussi longtemps qu'ils sont comme ça, nous ne pouvons signer que des traités vérifiables. Ils violent le traité ABM. L'IDS ne sera jamais un élément de la négociation. D'ailleurs, ils cherchent aussi dans cette direction. L'IDS est un élément du progrès mondial. Grâce à elle, on peut

faire en sorte que les missiles nucléaires deviennent obsolètes. Les accords accomplis jusqu'ici nous rendent optimistes. Notre politique étrangère est fondée sur le renforcement de l'IDS et de l'Alliance afin de se débarrasser de l'arme nucléaire.

François Mitterrand : Se débarrasser de l'arme nucléaire? Rendre les missiles obsolètes? J'ai des doutes! Il faudra du temps à l'IDS pour y parvenir !... Nous avons à gérer nos pays en attendant. L'arme nucléaire est notre garantie. Un hiatus de trente ans est un risque que la France ne peut courir. Nous n'avons pas de stratégie de rechange. Le régime soviétique s'effondrera, mais pas tout de suite...

Ronald Reagan : Il s'effondrera. Je suis un optimiste impénitent. Je ne vous ai jamais raconté mon histoire sur Castro? Un jour, il fait un grand discours sur la place de La Havane. Au bout d'une heure, il est furieux d'apercevoir dans la foule un jeune homme qui se promène avec un panier et qui crie : « Peanuts, Coca-Cola! » Castro continue son discours. L'autre continue de crier: « Peanuts, Coca-Cola! » Au bout de cinq heures de discours, Castro, furieux, hurle : « La prochaine fois que j'entends quelqu'un crier "Peanuts, Coca-Cola! ", moi, Fidel Castro, Lider maximo, je le prends par la peau du cou et l'emmène jusqu'à Miami! » Alors, toute la foule se met à crier : « Peanuts ! Coca-Cola! »

Éclat de rire général, sauf des officiers américains en uniforme blanc, dans un impeccable garde-à-vous depuis le début du déjeuner.

Reagan reprend son sérieux et ses notes: il apprécie les nouvelles propositions soviétiques formulées à Genève, en particulier l'option zéro pour les armes intermédiaires installées en Europe.

François Mitterrand : Nous sommes indifférents au débat sur le gel des forces françaises, pour la raison que ce n'est tout simplement pas négociable. Je le répète: la France est indifférente à cette négociation.

Retour à Paris dans la soirée. Il va falloir faire passer ces messages lundi à Gorbatchev pour aider à la conclusion d'un accord tout en évitant que les armes françaises soient prises en compte dans la négociation et sans donner le sentiment de camper hors de l'Alliance.

Lundi 7 juillet 1986

La délégation se rassemble à l'aéroport avant le départ pour Moscou. Doumeng n'est pas là. Il est trop malade pour se joindre à nous.

Avant le décollage, Jacques Chirac informe François Mitterrand des détails de l'arbitrage proposé par Javier Perez de Cuellar dans l'affaire Greenpeace. Ce sera l'atoll d'Hao pour les Turenge. Le Président accepte.

Dans l'avion: A Moscou, cela va être délicat. Il faut tout dire à Gorbatchev, sans trahir nos alliances.

Arrivée à Moscou. Formalités. Premier entretien avec Mikhaïl Gorbatchev : assis sur un canapé, en costume gris, cravate club, le secrétaire général du PCUS a une voix étrangement douce, très basse.

Mikhaïl Gorbatchev : Nos entretiens de l'an dernier ont précédé le sommet de Genève et ont eu un impact sur lui. Nous voulons aller vers la détente. Nous apprécions beaucoup votre politique indépendante dans le cadre des alliances. D'ailleurs, l'Europe peut jouer un rôle important destiné à influencer sur les pourparlers Est-Ouest.

François Mitterrand : Il y a peu de progrès dans les relations Est-Ouest, car chacun des deux camps pose des conditions que l'autre pourrait mais ne veut pas accepter. Du côté américain, c'est surtout l'obsession de l'IDS qui pose problème.

Gorbatchev s'empare d'un document. Va-t-il se mettre à lire? Non, il le retourne pour prendre des notes !

François Mitterrand : ... Du côté soviétique, c'est le refus du contrôle des accords qui bloque. Vos propositions sont intéressantes, mais elles exigent l'interdiction de tout déploiement de l'IDS. Alors les choses n'avancent pas et l'IDS vient au centre du problème du désarmement.

Comprenez-nous bien. Je suis hostile à l'IDS, car c'est un élément de trouble, une menace dans l'emploi de la première frappe nucléaire. On ferait mieux d'explorer les voies de désarmement plutôt que de se lancer dans une surenchère. En France, certains y sont favorables. Mais notre Constitution veut que la décision finale m'incombe. Ma position sera donc la position de la France. Reagan m'a dit vendredi dernier: « Pas question de renoncer à l'IDS, c'est le salut de l'humanité, la fin du nucléaire, le défensif qui remplace l'offensif. » Il est sûrement sincère. Je lui ai répondu que c'était sympathique mais inquiétant. Rien n'est pire que les idées a priori. Je n'ai pas vu l'amorce d'un progrès. Certes, il vous aurait parlé différemment. Mais à moi, son allié, il semblait reprocher que je n'applaudisse pas à un projet qui a pour but d'empêcher la guerre. « Les Soviétiques, dit-il, ont de l'avance sur les lasers et refusent tout contrôle. Nous nous sentons donc autorisés à reprendre notre liberté sur l'armement !... » En lançant l'IDS, Reagan ne pense pas que cela remette en cause le traité ABM. Au total, les Américains veulent négocier sans renoncer à l'IDS. Et vous voulez les faire renoncer à l'IDS sans négocier. Aucun progrès n'est possible sur ces bases.

Mikhaïl Gorbatchev : Je dois vous dire — à vous et à personne d'autre — que j'ai une sérieuse divergence avec les États-Unis. Notre politique extérieure est liée à notre politique intérieure. Or nous voulons réussir ici une restructuration économique, sociale, spirituelle, et créer la démocratie politique. Les dirigeants qui ont lié leur nom à de grands projets intérieurs ont besoin d'un environnement extérieur favorable. Si on laisse la course aux armements atteindre l'espace, la situation deviendra ingouvernable. Le nucléaire nous rend dépendants les uns des autres. Il faut apprendre à vivre ensemble. L'IDS ne protégera personne, mais accélérera la course aux armements. Reagan ne croit pas que la menace réelle de l'URSS vienne de l'arme nucléaire. Ce n'est pas la vraie raison de son attitude. Je sais de source digne de foi ce qu'on dit dans l'entourage de Reagan. Ils expliquent: « Les Soviétiques, comme nous, savent que l'usage du nucléaire par l'un entraînerait la riposte de l'autre. Seul un fou pourrait y songer. Pour nous autres Américains, le plus grand danger, c'est le développement économique de l'URSS. C'est un plus grand danger que le danger militaire. Il faut donc épuiser l'économie de l'Union soviétique en utilisant l'avantage américain dans le domaine de la technologie. » Cette politique américaine est une gigantesque erreur. Plus d'une fois, je leur ai dit que c'était une idée aberrante. Ils prennent leurs désirs pour des réalités et font plaisir au complexe militaro-industriel. Reagan ne fait que servir fidèlement les intérêts de ceux qui l'ont fait élire. Pourquoi est-on hostile à l'URSS quand l'URSS défend ses intérêts ?

François Mitterrand : Je suis moins sévère que vous. Certes, Reagan est l'homme de son milieu et il subit l'influence du complexe militaro-industriel. Mais il entend les thèses contraires et y échappe en prenant une position prophétique. Ses militaires sont hostiles à vos idées, mais ses politiques y sont sensibles. Je leur ai dit: « Vous avez intérêt à ce que l'URSS se développe, réduise ses dépenses militaires. Là est la paix; l'autre choix, c'est la guerre. »

Mikhaïl Gorbatchev : Ce que vous me dites conforte notre analyse de ce qui se passe chez les dirigeants américains.

François Mitterrand s'inquiète de donner le sentiment de trahir un allié.

François Mitterrand : Je vous dis ce que je comprends. Pas ce qu'ils m'ont déclaré. Je leur ai dit que je vous parlerais dans les mêmes termes. Je ne suis chargé d'aucun message. Tout va tourner autour de la question: jusqu'où peut-on aller pour l'IDS ?

Mikhaïl Gorbatchev : Nous connaissons la diversité de l'Amérique. Nous ne la peignons pas en noir.

François Mitterrand : Malgré son passé politique, Reagan a l'intuition qu'il faut mettre un terme à la tension actuelle. Ce n'est pas une machine, il

aime rire, et il est, plus que d'autres, sensible au langage de la paix. En préparant des missions concrètes, comme vous le faites, vous étiez peu à peu la conviction de nombreux milieux dans le monde occidental. Cela permettra d'éviter le pire.

Mikhaïl Gorbatchev : Je ne cherche pas à être plus astucieux que Reagan, mais je recherche un accord. Voici notre position de départ. Après le Sommet de Genève, nous avons pris des initiatives. Mais les États-Unis n'ont fait que reculer en sapant le mécanisme de SALT 2. Concernant les forces intermédiaires, nous avons accepté de les distinguer des forces stratégiques et de ne pas tenir compte des forces françaises et anglaises. Pour sortir de l'impasse de Genève, j'ai fait un deuxième pas en avant en proposant que les recherches sur les armes spatiales soient limitées aux laboratoires ; que le traité ABM soit prorogé de quinze ans ; et une réduction de 50% des têtes nucléaires stratégiques. Reagan et le Département d'État ont été très positifs. Mais la délégation américaine à Genève, elle, a été très négative. Paradoxal, non? Je veux revoir rapidement Reagan. Il souhaite que j'aille aux États-Unis malgré sa conduite agressive (attaque contre la Libye, violation de nos eaux territoriales en mer Noire, grossières provocations antisoviétiques...). Pourquoi? Nous n'avons pas perdu la guerre contre l'Amérique! Nous n'avons pas de dettes à l'égard de l'Amérique! Je ne ferai pas de courbettes! Je n'irai pas en Amérique avant que la négociation n'ait fait des progrès! Sinon, la prochaine rencontre se réduira à des photos de poignées de mains et de promenades, et il s'en suivra une immense déception. Cela convient peut-être à certains collaborateurs de Reagan. Pas à moi.

François Mitterrand : Tout le monde sait que Reagan n'aime pas les longs voyages. Trouvez un terrain neutre. Plusieurs pays seraient ravis de vous offrir l'hospitalité.

Le Kremlin est un lieu fort accueillant. On m'y alloue une chambre immense, un salon plus grand encore. En partant, j'emporte la clef.

Mardi 8 juillet 1986

Seconde rencontre avec Mikhaïl Gorbatchev. La discussion démarre sur les problèmes agricoles, mais ne tardera pas à revenir aux négociations américano-soviétiques.

François Mitterrand : Avez-vous eu le temps de vous occuper de vos affaires intérieures pendant votre voyage?

Mikhaïl Gorbatchev : Non, je laisse ça aux autres. Il fait chaud, je pense à l'Ukraine qui est très touchée par la sécheresse depuis 1977. Huit ans de sécheresse! Alors que dans le Nord, pas le temps de faire les récoltes, le gel vient vite ! En cent ans, de 1870 à 1970, il y a eu cinquante-deux années de sécheresse.

François Mitterrand : Vous avez de très bons paysans ici. Mais on ne peut planifier le soleil et la neige...

Mikhaïl Gorbatchev : Heureusement, chez nous, les vaches sont au chaud quand il fait froid.

François Mitterrand : En sortant, je dirai à la presse que l'ambition de Gorbatchev est de gouverner le soleil ! Je vous ferai là une bonne publicité!

Mikhaïl Gorbatchev éclate de rire: Pas le soleil, mais le climat, peut-être.

François Mitterrand : Nous sommes de grands exportateurs de produits agricoles. Pendant trente-cinq ans, j'ai représenté une région d'élevage. Je vous la ferai visiter si vous revenez en France.

Mikhaïl Gorbatchev : Avec les Français, nous faisons des choses en matière de champignons, d'élevage et de matériel agricole. J'ai visité plusieurs coopératives françaises ; j'ai été agréablement surpris à Toulouse. Je suis très ami avec Doumeng, un personnage haut en couleurs.

François Mitterrand : Un personnage extraordinaire, qui a de la poigne.

Mikhaïl Gorbatchev : Il a de la poigne: il a tout fait par sa propre volonté. Il est très apprécié ici.

François Mitterrand : Je lui demande souvent son avis.

Mikhaïl Gorbatchev exprime le souhait de voir Jean-Baptiste Doumeng. Je lui explique qu'il était trop malade pour venir.

Mikhaïl Gorbatchev : Je voudrais vous parler encore des problèmes européens. Nous sommes tous deux préoccupés par la situation. Nous sommes persuadés qu'il vaut mieux accomplir des progrès et qu'une nouvelle rencontre avec Reagan suppose qu'elle soit productive. Nous cherchons tous les points de convergence dans le domaine du désarmement. Vous m'avez dit qu'il faut se servir du prestige de Reagan pour trouver un accord. Nul ne sait qui va le remplacer. On ne peut pas le pronostiquer. Entre-temps, les engrenages se mettent en marche. Pour l'instant, des possibilités d'accord existent, je vous en ai parlé. Nous allons agir dans ce sens, de façon constructive, pour rechercher les solutions de compromis sans porter atteinte à la sécurité de l'URSS, en tenant compte des intérêts des autres et de leur propre sécurité. Je l'ai dit dans un message que j'ai adressé à Reagan. Nous sommes désireux que la situation aille vers le mieux. Si maintenant, en réponse à nos vastes propositions qui intéressent tout le monde, l'Administration américaine ne vient pas à notre rencontre, il sera très difficile d'escompter quelque chose de l'avenir. Il ne faut pas que triomphe le clan ultra-conservateur qui entoure Reagan.

François Mitterrand : Les objections faites par les Américains à vos propositions sont de trois ordres : « Premièrement, disent-ils, nous voulons poursuivre les recherches sur l'IDS, quel que soit le résultat de la négociation ; deuxièmement, les Soviétiques refusent tout contrôle réel du désarmement ; troisièmement, les propositions de Gorbatchev ne réduisent pas l'armement lourd stratégique nucléaire, les SS 18. » J'ai relevé ces trois objections. La première est la plus sérieuse, mais je pense qu'on peut y trouver des solutions. La deuxième objection est aussi sérieuse, puisque les conceptions en matière de contrôle sont différentes. La troisième me paraît surmontable par la négociation.

La France ne soumettra pas ses programmes militaires aux États-Unis. Nous n'avons que cent cinquante charges. Quand notre programme sera achevé, nous en aurons un peu plus de deux cents. Elles ne sont pas intermédiaires pour nous, elles ont une valeur stratégique. Je ne cherche pas à en avoir dix mille, nous n'en avons nul besoin. Nous ne craignons pas une offensive de l'URSS et nous pensons avoir atteint le seuil nécessaire à notre défense.

Je voudrais vous faire comprendre notre embarras. Je ne voudrais pas que ce soit un obstacle à la négociation globale. Mais s'il y avait un accord entre les États-Unis et l'URSS sur le gel de nos forces, nous continuerions quand même à les fabriquer. Je ne voudrais pas avoir à demander aux Américains l'autorisation de les fabriquer. Ils me diraient : « Non, car nous allons le faire, pas vous. » Nous ne voulons pas dépendre des Américains.

Je ne vois pas comment résoudre cette contradiction. Il faut évidemment qu'il y ait un accord. Mais, s'il est nécessaire pour nous d'avoir un armement supplémentaire, dites-vous bien que nous le fabriquerons. Même si nous sommes dénoncés comme ceux qui troublent l'ordre mondial. Et alors là, vous serez d'accord avec Reagan pour trouver que les Français sont impossibles. Nous ne voulons pas plus de trois cents charges nucléaires d'ici à la fin du siècle, et nous ne voulons pas qu'elles soient comptées dans votre négociation, même si les Américains et vous êtes solidaires.

Mikhaïl Gorbatchev, en souriant: Non, vous n'avez pas l'intention d'en avoir trois cents, mais six cents!

François Mitterrand : Non, pas plus de quatre cents.

Mikhaïl Gorbatchev : Je serais heureux que cela soit vrai !

François Mitterrand, me faisant signe de noter cela tout particulièrement: Je vous donnerai les vrais chiffres... Les Américains veulent que nous ayons une force conventionnelle plus puissante et que nous l'intégrions au commandement de l'OTAN. Je ne suis pas contre le fait d'avancer par étapes, carde la frontière française à la Tchécoslovaquie, il n'y a que vingt minutes d'avion. Mais nous n'entrerons pas dans le commandement intégré. L'opposition le voulait. J'ai dit à Jacques Chirac : « Pas question. » Il n'a pas insisté.

Revenons à l'Europe. Les deux Grands veulent-ils négocier? Vous, oui; le Département d'État, oui. Le Président américain y est-il décidé ? Je ne suis pas convaincu. Mais je vais être plus précis : le Président Reagan le veut, mais il n'a pas encore tranché entre les deux thèses. Il suffirait de peser pour aller dans le sens d'une négociation réelle. Le Président Reagan m'a écrit à ce sujet. Je lui ai répondu qu'il est dangereux d'oublier SALT 2 et de remettre en cause le traité ABM. Je lui ai dit que le gel de quinze ans sur les ABM me paraît une bonne proposition. Il m'a répondu que les Soviétiques n'appliquent plus ni le traité SALT ni celui d'ABM. Je crois que vos experts devraient travailler avec précision là-dessus. Il ne peut y avoir de négociation sur des soupçons, mais sur des réalités.

Mikhaïl Gorbatchev : Ce sont là des problèmes majeurs. Les Européens ont intérêt à ce qu'il n'y ait plus en Europe d'armes nucléaires intermédiaires.

François Mitterrand : Je suis d'accord avec vous. Je regrette qu'elles y soient depuis 1978. D'autant plus que les Américains disent que vos missiles sont mobiles. Et que, même si vous les reculez, vous pourriez à tout moment les faire revenir en Europe. J'ai répondu que ce ne doit pas être une question préalable, car, dans ce cas, on ne discutera jamais de rien. S'il n'y avait plus d'armes intermédiaires, cela ne changerait pas le fond du problème.

Mikhaïl Gorbatchev : Parfois, on nous dit que les Européens pensent que leur sécurité n'est pas garantie sans les armes intermédiaires américaines. Si tel était le cas, nous serions très déçus, et le départ des armes intermédiaires serait très difficile à réaliser. Y a-t-il un consensus en Europe pour que les missiles américains et soviétiques soient retirés ?

François Mitterrand : La France considère que leur départ simultané serait une bonne chose. Mais une autre question a été posée : c'est le problème japonais, qui a pris le devant dans l'esprit américain. Au Sommet de Williamsburg, on a évoqué une proposition particulière : une alliance globale de l'Occident autour des Américains. Je suis en très bons termes avec les Japonais, je souhaite qu'ils échappent à la guerre, mais l'Alliance a un champ géographique limité: ni la Libye, ni le Nicaragua, ni le Japon n'en font partie. Elle n'est pas étendue aux dimensions de l'univers. On ne l'improvise pas en une demi-heure entre un thé et des petits gâteaux. Je me suis donc opposé à cette proposition. C'est très difficile. On a abouti à un communiqué peu clair. Depuis cette époque, j'ai toujours veillé à ce que ce problème ne soit pas reposé. Il y a là un contentieux planétaire. Pour les Américains et les Japonais, les SS 20 en Sibérie ou en Europe, c'est la même chose. Pas pour nous. Je suis un ami du Japon, encore une fois. Mais les obligations sont les obligations, et les alliances sont les alliances. Pour l'heure, nous n'avons pas d'alliance avec le Japon.

Moi, j'ai un raisonnement simple, égoïste, qui dépend de la distance que parcourent les SS 20. Tant que la France est dans le rayon de tir, cela me gêne. Au-delà, cela ne me gêne pas. Ce n'est peut-être pas très international comme raisonnement, mais c'est mon raisonnement. A compter du moment où nous ne sommes pas à portée de tir des fusées soviétiques, je suis d'accord.

Mikhaïl Gorbatchev éclate de rire : Vous n'êtes pas sans savoir la position de mon pays. Nous ne voulons pas porter atteinte à la France. En termes de sécurité, vous êtes notre partenaire, quelle que soit la situation : qu'elle soit facile, difficile ou compliquée.

J'accorde toute son importance au raisonnement par lequel vous avez souligné le fait que vous êtes souverain pour la modernisation et l'utilisation de vos forces, et que personne d'autre n'a le droit d'en disposer. Mais il se peut qu'il y ait bientôt une avancée réelle entre les États-Unis et l'URSS en matière de désarmement et qu'on en arrive à des mesures politiques. Pendant ce temps, la France augmenterait son potentiel ? Tout cela nous paraît étrange ! Nous comprenons et respectons votre indépendance. Mais nous rechercherons avec vous une solution pour que vous n'accroissiez pas votre potentiel pendant ce processus de négociation. Nous voulons que vous nous compreniez mieux. Si, pendant que nous avançons vers le désarmement avec les Américains, les Anglais et les Français augmentent leur potentiel nucléaire, la France et l'Angleterre remplacent en quelque sorte les États-Unis dans la course aux armements. Nous ne pouvons l'admettre. Vous dites que vous êtes souverain pour les forces françaises. Mais Mme Thatcher donne un autre son de cloche. Elle a écrit une lettre au chef d'état-major américain disant que les forces anglaises sont assez importantes pour que les forces soviétiques les prennent en considération. Eh bien, c'est vrai, nous les prenons en considération. Mais maintenant que nous les prenons en considération, nous pensons que cela suffit. Nous espérons que la France saura faire preuve d'une attitude responsable au moment où l'on va essayer de mettre sur pied un contrôle de l'armement nucléaire.

François Mitterrand, d'une voix calme, comme s'il n'avait pas entendu la lourde menace : Votre position est logique. Notre principe est celui de la suffisance pour dissuader une agression. Nous ne voulons pas dix mille charges nucléaires, nous voulons disposer de charges suffisantes — cela peut être à préciser : combien ? de quelle qualité ? — pour être prises en considération.

Le Président se place ici sur un terrain très glissant : il vient de laisser entendre qu'il pourrait discuter des armes nucléaires françaises avec Gorbatchev. Il se reprend :

François Mitterrand : Tant que le nombre de vos armes augmente, nous continuerons à augmenter les nôtres afin que notre niveau de suffisance s'élève à mesure. Si vous réduisez votre armement, notre niveau de suffisance restera stable. Compte tenu du nombre de nos armes, la qualité de notre suffisance doit se modifier pour suivre le rythme. Si vous parvenez à un accord de désarmement, il est logique de penser que la France devra se contenter de l'état suffisant de sa force de dissuasion. C'est un sujet que je veux bien examiner. La discussion, jusqu'ici, n'a porté que sur les armes intermédiaires. Si vous appelez « intermédiaire » la force française, il faudrait en effet que nous limitions notre armement intermédiaire. Or il est pour nous stratégique, et vous prendriez en compte notre armement stratégique ? Ce n'est pas acceptable ! Si on ne parle que des forces nucléaires intermédiaires, l'accord sera très difficile avec nous. Pourquoi continuer à nous ennuyer avec cela ? S'il y a un accord global de désarmement, y compris stratégique, entre les États-Unis et l'URSS, je veux bien admettre votre argument et on peut s'attendre à ce que nous réduisions notre armement. S'il s'agit seulement des forces intermédiaires, pourquoi continuer à vous armer, et pas nous ? La distinction tactique/stratégique n'a pas de sens. Ce qui compte, c'est d'être hors de portée. On peut avancer dans une négociation globale entre les États-Unis et l'URSS. La France pourrait en tirer la conclusion que j'ai dite. Mais, dans un débat limité aux forces nucléaires intermédiaires, pourquoi la France limiterait-elle ses armes alors que les autres ne limiteraient pas leurs armes stratégiques ?

Tout ce que je vous dis là reste entre nous. Je ne veux pas donner l'idée d'un changement de la position française. J'ai besoin d'amorcer la

discussion. Je trouve votre raisonnement honnête, et notre intérêt n'est pas de simplifier la situation.

Mikhaïl Gorbatchev: Nous allons donc fournir plus de détails concrets. Cela relève de préparatifs allant dans ce sens... Je voudrais revenir sur ce que les Américains ont dit de notre position. On vous a dépeint la situation comme si l'URSS devançait militairement les États-Unis en plusieurs domaines, et comme si les États-Unis voulaient rattraper l'URSS. Ces raisonnements américains sont vieux comme le monde.

François Mitterrand : C'est un sujet qui ne doit pas être traité sur de simples affirmations. Expliquez-vous ! Qu'on me montre des chiffres, des photos ! Je n'ai pas les moyens de juger !

Mikhaïl Gorbatchev : Si l'on examine les rapports annuels du commandement militaire américain, l'idée est partout soulignée que l'URSS respecte les accords passés et que l'avance soviétique n'est qu'une élucubration. Les rapports de l'Institut stratégique de Londres sont tout aussi clairs : l'URSS respecte les accords passés. Mais quand des critiques s'élèvent au Congrès à propos du budget de la Défense, la CIA et son chef, Casey, donnent aux parlementaires des informations selon lesquelles l'Administration a raison de parler d'une supériorité soviétique. Quand il n'y a pas de discussions budgétaires, les militaires reconnaissent qu'il y a là des exagérations ! Lorsque les Américains veulent faire subventionner un nouveau système d'armes, ils sont en retard ; quand ils n'ont pas à faire financer un nouveau système d'armes, ils sont en avance ! C'est un mécanisme bien rodé. La CIA leur sert à cela.

François Mitterrand : Nous pourrions parler de l'Europe en session plénière. Je voudrais vous parler des rapports franco-allemands. Beaucoup de choses sont dites à ce sujet. La France doit assurer la couverture nucléaire de l'Allemagne, déclarent certains. Je souhaite faire le point là-dessus. Les Allemands sont nos alliés. Nous discutons de forces conventionnelles avec eux : pourquoi pas ? Nous parlons de la présence de la FAR en Allemagne : pourquoi pas ? Les manœuvres en commun : pourquoi pas ? Une formation en commun : pourquoi pas ? Informer la RFA d'un danger nucléaire : pourquoi pas ? Mais d'autres choses doivent être sues de l'URSS. Premièrement, il n'y aura pas d'intégration des forces françaises dans l'OTAN, fût-ce par un biais. Deuxièmement, il n'est pas question de mêler la RFA à la décision et à l'élaboration de la dissuasion nucléaire française. Il n'y a donc pas de modification de la stratégie de dissuasion française, pas de défense au-delà du territoire français.

Pour ce qui touche à l'Allemagne, mon appréciation reste libre. La notion d'intérêt vital à défendre reste la clé de l'appréciation du seul Chef de l'État, et j'ai refusé de donner à ce mot une signification stratégique précise. La doctrine militaire française reste inchangée. Le Chancelier Kohl ne m'a d'ailleurs pas demandé de la changer. Le commandement militaire allemand le souhaiterait. Il existe aussi une certaine tendance en France dans ce sens, mais, je le répète, la couverture française automatique de l'Allemagne ne m'a jantais été demandée par les Allemands. Je voulais que vous le sachiez.

Mikhaïl Gorbatchev, très calme, après un long silence, comme pour souligner la portée considérable de ce qui vient d'être dit : Ce que vous dites est très important.

François Mitterrand : Je voudrais vous parler maintenant de Tchernobyl. Vous avez vu que la France est restée très discrète là-dessus et n'a pas engagé de polémiques contre l'URSS.

Mikhaïl Gorbatchev : Nous l'avons remarqué et nous avons apprécié l'aide de la France. Je vous en remercie et, à travers vous, le peuple de France.

François Mitterrand : Nous sommes disponibles, sachant qu'en sens inverse, s'il y avait à le faire, vous le feriez aussi. Ce genre d'accident est toujours possible. Il ne faut pas croire que seuls les autres peuvent en être victimes !

Mikhaïl Gorbatchev : Pour ce qui est de Tchernobyl, il vaut mieux voir les choses une fois de ses yeux que d'en parler dix fois. La réalité, après que la centrale a échappé au contrôle, est terrifiante. Les dommages directs sont de l'ordre de 2 milliards de roubles, sans compter les dommages indirects: les usines fermées, les villes évacuées, etc. J'ai reçu le rapport de la commission, je vais l'étudier. Nous dirons tout à notre peuple et à l'opinion mondiale. Nous entendons en tirer les conclusions. Une coopération est nécessaire avec la France pour mieux contrôler l'usage du nucléaire.

Les portes s'ouvrent sur l'aide de camp qui, pour la seconde fois, prévient que l'heure est depuis longtemps dépassée. En se levant, François Mitterrand lâche : Nous souhaitons très vivement que vous appuyiez notre candidature pour que les Jeux olympiques d'été aient lieu à Paris en 1992.

Mikhaïl Gorbatchev: Il ne saurait y avoir d'objection pour Paris, mais je n'y ai pas encore réfléchi.

François Mitterrand : Vous jugerez.

Rencontre avec Andreï Gromyko. On récapitule ce dont on a parlé avec Mikhaïl Gorbatchev : SALT 2, ABM, IDS, défense terrestre, rôle de l'Europe. Rien d'original. Le vieil homme, austère, impénétrable, triste, est déjà dans un autre monde.

Retour dans la nuit à Paris.

Mercredi 9 juillet 1986

Le Conseil des ministres examine le projet de loi abrogeant la loi Savary sur l'enseignement supérieur. Il est semé de pièges : hausse des frais de scolarité, esquisse d'une sélection, etc. Jean Foyer au Parlement et le recteur Yves Durand à Matignon y tiennent. La mort dans l'âme, Alain Devaquet présente le projet. François Mitterrand s'abstient de commenter.

Sans même se rendre compte que le Président a, sur ce sujet, entendu les deux dirigeants des superpuissances en l'espace de trois jours, André Giraud expose les contacts qu'il a eus avec des Américains et se lance dans une grande fresque sur la stratégie nucléaire : Si l'on arrive à l'option zéro sur les forces intermédiaires et même si l'équilibre stratégique est maintenu, il subsistera en Europe un grave déséquilibre conventionnel. Il n'y a donc que deux solutions : soit on obtient un désarmement conventionnel massif des Russes, soit il faut maintenir des armes nucléaires de théâtre américaines en Europe. Sinon, nous risquons d'être entraînés dans la négociation.

Le Président répond d'une voix mesurée : Comme me l'a dit M. Gorbatchev, peu importe, à l'heure de l'agonie, de savoir si l'on est victime de la peste ou du choléra ! Pour la prise en compte de la force de frappe française, il suffit de dire non ; je ne suis pas le premier à l'avoir dit. Quoi que Russes et Américains décident pour nous impliquer, nous n'en tiendrons pas compte. La position soviétique est d'ailleurs aberrante. Car si l'on prenait en compte la force de frappe française, nous serions obligés de négocier avec les États-Unis pour tout nouveau sous-marin nucléaire ou toute tête nucléaire supplémentaire. Nous rentrerions de la plus mauvaise manière qui soit dans le commandement intégré de l'OTAN. Ce n'est ni notre intérêt, ni celui des Russes.

André Giraud : Je partage cette opinion. Mais je pose le problème de l'Europe. Les Pershing instituent une sanctuarisation de l'Europe et sont de ce fait nécessaires.

Il ne lâche jamais. Chirac, choqué qu'il ait reparlé après le Président, le fusille du regard.

Charles Pasqua présente son projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Un étranger condamné à six mois de prison peut être expulsé ; la reconduite à la frontière n'a plus besoin de l'accord de l'autorité judiciaire. François Mitterrand commente : Ce sont les gouvernements faibles qui prennent des mesures de ce genre.

Ouverture des négociations entre le patronat et les syndicats sur les nouvelles procédures de licenciement.

Le juge Michau lance un mandat d'arrêt international contre Yves Chalié, réfugié au Brésil.

Jacques Chirac et l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande à Paris signent l'accord obtenu, il y a trois jours, par Javier Perez de Cuellar en vue de régler le contentieux entre Paris et Wellington à propos de l'affaire Greenpeace.

Adoption définitive de la loi modifiant le statut de la Nouvelle-Calédonie.

L'explosion d'une bombe dans les locaux de la brigade de répression du banditisme de la préfecture de police de Paris fait 2 morts et 28 blessés.

Jeudi 10 juillet 1986

Ibrahim Abdallah est condamné à quatre ans de prison par le tribunal correctionnel de Lyon. L'attentat d'hier est évidemment lié à ce procès.

En visite au camp militaire de Suippes, dans la Marne, Jacques Chirac déclare : Premier ministre et, en tant que tel, responsable de la Défense nationale, j'entends, dans ce domaine comme dans les autres, exercer pleinement le rôle qui est le mien.

Le Président est naturellement furieux en lisant la dépêche d'agence rapportant ces propos : Ils ne respectent rien, pas même leur Constitution !

François Mitterrand me parle de Mikhaïl Gorbatchev : Il est suffisamment attentif aux critiques adressées à son plan du 15 janvier pour faire quelques propositions, certes encore modestes, mais qui ont le mérite de montrer qu'il reconnaît l'existence du problème des armements conventionnels en Europe. En revanche, il ne répond pas aux remarques que je lui ai faites sur l'importance des missiles terrestres lourds dans l'arsenal soviétique, sur le missile SS 25, sur le radar de Krasnoïarsk et sur des modalités satisfaisantes de vérification, qui restent à trouver. Pour des raisons à la fois économique, politique et personnelle, je le crois réellement intéressé à la conclusion d'un accord de maîtrise des armements. Il est prêt à un nouveau Sommet américano-soviétique, mais, pour lui, ce Sommet n'aurait de sens que s'il permettait d'arriver à des résultats concrets et positifs. Et il a raison.

Sur l'Afghanistan, je trouve Gorbatchev un peu en retrait sur les positions que je l'avais entendu défendre à Paris en octobre 1985. Il reconnaissait alors que l'engagement militaire en Afghanistan était, pour l'URSS, un problème auquel il fallait rechercher une solution. Il m'apparaît maintenant moins pressé, ou plus assuré. Les retraits de troupes que Gorbatchev vient d'annoncer à Vladivostok demeurent symboliques et sans doute moins significatifs que ses déclarations concernant la Mongolie...

Vendredi 11 juillet 1986

Action directe revendique l'attentat contre la préfecture de police.

La crise avec Jacques Chirac s'annonce ! Elle est inévitable. Elle aura lieu, comme prévu, sur les privatisations. Le Conseil d'État examine le projet d'ordonnance fixant la liste des soixante-cinq entreprises privatisables choisies par le gouvernement. Chirac a maintenu son point de vue : y figurent la BNP, la Société Générale et le Crédit Lyonnais, donc des entreprises nationalisées en 1945. Le gouvernement entend inscrire le projet d'ordonnance à l'ordre du jour du Conseil de mercredi prochain. Le Conseil d'État a émis de très nombreuses remarques d'ordre juridique.

François Mitterrand me dit : Je ne signerai pas une telle ordonnance. Le choc est inévitable. Je vais prendre le pays à témoin. La discussion de ce texte peut venir en Conseil des ministres, s'ils le veulent, mais ce n'est pas le Conseil qui signe les ordonnances, c'est moi. Et je ne signerai pas ! On va donc dans le mur.

Samedi 12 juillet 1986

Reçu une lettre de Brian Mulroney, qui s'inquiète des positions du gouvernement français sur l'Afrique du Sud.

Concernant les privatisations, le gouvernement décide de tenir compte des observations du Conseil d'État. Le texte de l'ordonnance ne sera pas communiqué au Président avant le lundi 14 juillet, pour le Conseil du 16 ! Certains, ici, sont d'avis qu'il attende d'avoir lu l'ordonnance pour se prononcer, ou bien qu'il écrive à Jacques Chirac avant de s'exprimer publiquement à ce sujet. Mais une lettre présente un grave inconvénient : elle permet une réponse. Et puis, le 14 juillet est une date symbolique... Il faut qu'après-demain, le Président exprime son refus sans attendre le Conseil des ministres, même si le texte est ensuite soumis au Conseil.

Dimanche 13 juillet 1986

Dîner dans les appartements privés du Président avec Robert Badinter, Michel Charasse et Jean-Louis Bianco afin de préparer des arguments pour son interview de demain dans laquelle il annoncera son refus de signer l'ordonnance sur les privatisations.

Le Président décide de se placer sur le terrain de l'indépendance nationale : L'ordonnance ne protège pas les entreprises privatisées contre un contrôle étranger, car elle ne fait que limiter à 15 % pendant quinze ans les achats étrangers. Cela ne suffit pas. De plus, Lord Cornfield, le commissaire européen chargé de cela, proteste déjà contre cette limite de 15 %, qu'il trouve excessive. Le gouvernement devra donc la réduire. Les entreprises françaises seront bradées à l'étranger. Dans le même temps, il refuse d'entrer dans des considérations juridiques et techniques. Ce serait tomber dans un piège que de discuter du détail de l'ordonnance.

Quelqu'un s'inquiète de la réaction de Jacques Chirac : et s'il démissionnait, bloquant tout, obligeant d'aller aux élections ? Le Président : Jacques Chirac n'osera pas aller aux élections. Le scrutin proportionnel est encore en vigueur et il ne veut pas refaire avec moi ce qu'il a fait en 1976 en démissionnant du gouvernement Giscard.

Lundi 14 juillet 1986

Pendant le défilé des troupes sur les Champs-Élysées, Michel Charasse et Jean-Louis Bianco travaillent encore à ce que pourra dire le Président tout à l'heure et à un projet de communiqué de l'Élysée à publier après. Le Président me confie : Je suis sur le fil du couteau.

A 12 heures, à la demande de François Mitterrand, Jean-Louis Bianco prévient Maurice Ulrich que le Président annoncera à la télévision qu'il refuse de signer l'ordonnance sur les privatisations. Pas de commentaires.

A 13 heures, François Mitterrand confirme sur TF1 son refus de signer l'ordonnance : Cela ne bloquera pas tout, parce qu'il existe une autre voie, la voie parlementaire. Je n'ai pas à apporter une caution. C'est au Parlement de prendre ses responsabilités.

A 18 h 30, le Président regagne son bureau : Je vais baisser dans les sondages... Fallait-il l'affrontement ? Il y a des moments où on ne peut le refuser...

Nous savons que la plupart des conseillers de Jacques Chirac le pressent de démissionner. Mais, à 19 heures, Édouard Balladur publie une déclaration apaisante : le projet d'ordonnance sera modifié pour tenir compte de l'avis du Président en protégeant mieux les intérêts nationaux des attaques venues de l'étranger. Il s'abrite derrière la décision antérieure du Conseil constitutionnel et s'aligne sur ce qui a été décidé en 1982. Le Président, dit-il, ne peut donc pas se placer sur ce terrain pour refuser la privatisation par ordonnance des entreprises nationalisées en 1945. Le texte viendra par conséquent en Conseil et il faudra réitérer le refus mercredi.

A 20 h 45, après avoir regardé les journaux télévisés, Jean-Louis Bianco et moi sommes dans le bureau du Président. Le téléphone sonne. C'est Jacques Chirac. Il explique sans doute qu'on procédera aux privatisations tout en veillant à protéger les intérêts nationaux.

Le Président, impavide : C'est ce qu'a déjà dit M. Balladur il y a une heure. Et moi, cela fait pour le moins deux mois que je me répète et que je signale que je suis très réservé sur la procédure des ordonnances dès lors qu'elle ramasse tout. Quelles que soient les intentions, il n'y a pas de procédé empêchant l'internationalisation des entreprises privatisées. Je ne veux pas prendre, moi, la responsabilité de ces mesures. Le gros des ordonnances, sur les autres sujets, sous réserve d'examen, je le signerai. Pourquoi, dans ce cas-ci, ne pas procéder par la loi ? Je ne vous ai jamais empêché d'utiliser l'article 49-3, si vous voulez aller vite !

Jacques Chirac : Je ne veux pas faire davantage de concessions. Ma majorité est à bout.

Le Président, souriant : Vous avez fait des concessions à tout le monde, sauf à moi !

Jacques Chirac : Alors, vous voulez mettre un terrain à la cohabitation ?

Le Président : Je ne le souhaite pas. Mais j'accepte les conséquences de ce que je fais. Je ne vous en veux pas. Vous faites ce que vous croyez devoir faire. Je reconnais que ce n'est pas facile pour vous sur le plan parlementaire. Mais si, dès le début, vous étiez passé par la loi, ce serait peut-être fini aujourd'hui. Je vous avais dit que je ne signerais pas la dénationalisation des entreprises nationalisées en 1945. Je ne céderai pas. Si vous passez devant le Parlement, je puis exercer une influence pour que cela ne traîne pas trop. Bien sûr, vous allez encore me dire que je tire les ficelles des socialistes... Mais c'est tout ce que je peux faire. Vous avez des convictions. Admettez que je puisse en avoir.

Jacques Chirac reparle de ses difficultés avec sa majorité.

Le Président: Si votre majorité veut me mettre en accusation, eh bien, qu'elle le fasse !

Jacques Chirac : Selon les juristes, le Président n'a pas le droit de refuser de signer les ordonnances.

Le Président s'énerve quelque peu: Moi aussi, je suis bardé de citations du général de Gaulle et de Michel Debré ! Je ne céderai pas. Je vous laisse réfléchir. On ne me fera pas faire ce qui est contraire à ma conviction politique la plus intime. Je ne souhaite pas mettre fin à cette expérience. Je n'ai rien contre vous, au-delà du nécessaire affrontement politique. Si cela doit mettre un terme à l'expérience, eh bien, je le regretterai. En dehors de la rudesse du débat politique, je n'ai jamais cherché à vous mettre en difficulté. Je n'attends rien de l'opinion publique. Je suis libre de toute obligation. Je n'aspire à rien, sauf à bien finir mon mandat. Cela dit, qu'il y ait une crise, je m'y attendais depuis le premier jour, depuis le 16 mars. Et comme cela fait quatre ans que je prévoyais les résultats du 16 mars...

Jacques Chirac : Je n'arriverai pas à retirer ce texte. Une large partie de ma majorité est très en colère...

Le Président : Contre moi, pas contre vous ! Vous serez acclamé.

Jacques Chirac : Mais si vous la signez, je me fais fort d'obtenir une déclaration commune des présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale vous déchargeant de toute responsabilité dans l'ordonnance...

Le Président : Non. Cela ne me va pas. Vous savez, le Sénat a envie de partir en vacances ! Nous pouvons conjuguer nos influences pour qu'après une bataille de principe, tout rentre rapidement dans l'ordre. Il n'y a pas le feu à la maison. Si vous estimez qu'une crise est inéluctable, je l'accepte. Mais je ne la souhaite pas. L'élection présidentielle est inscrite dans les faits dès lors que nous avons eu les résultats du 16 mars. A vrai dire, c'est déjà une sorte de miracle que nous ayons tenu quatre mois. Faisons en sorte que ce miracle dure. Je vous avais prévenu. Vous ne m'avez pas cru.

Jacques Chirac: Certains me poussent à démissionner pour provoquer une présidentielle anticipée.

Le Président : Il n'y aura pas de présidentielles anticipées. C'est moi qui dissous le Parlement. Et, par ailleurs, je n'ai pas l'intention de démissionner.

Très tendu, mais aimable, il clôt la conversation sur un : Réfléchissez-y.

Il nous regarde. Long silence. La pièce est presque plongée dans l'obscurité. Seule une petite lampe de bureau a éclairé cette conversation qui ouvre peut-être une crise de régime. Le Président : On va voir ce qu'il va faire. Il changera trois fois d'avis. Puis il cédera... Ce n'est pas un mauvais type !

Je réalise maintenant que François Mitterrand était sans doute décidé depuis mars à ne pas signer au moins une ordonnance. Sans doute celle sur les privatisations. Plusieurs signes ont été très clairs: la lettre qu'il a envoyée à Jacques Chirac, la teneur de nombreuses conversations avec lui, l'avertissement qu'il a donné au Conseil des ministres du 9 avril. Deux questions tactiques se posaient encore : sur quel terrain devait-il dire non ? A quel moment devait-il faire connaître sa décision ?

Nous y sommes.

Mardi 15 juillet 1986

François Mitterrand est parti à Latché pour la journée. Jacques Chirac l'appelle à deux reprises. Il lui propose une nouvelle modification de l'ordonnance destinée à protéger les privatisations de tout risque de mainmise étrangère : Par tempérament, je pense qu'il vaut mieux une crise ; par raison, qu'il n'en faut pas. La majorité est furieuse. Je vous propose d'extraire du texte de l'ordonnance les deux articles qui concernent l'évaluation et le risque de contrôle étranger, en indiquant que ces dispositions figureront dans un projet de loi.

Le Président répond : Je n'y incline pas ; mais je vais y réfléchir.

Il m'appelle. Faut-il accepter ce compromis qui prend au mot les critiques d'hier du Président ? Il penche pour un refus : ne rien céder, ne pas se compromettre. Je suis du même avis.

Il charge Jean-Louis Bianco de rappeler Maurice Ulrich et de lui dire qu'il a réfléchi aux suggestions du Premier ministre, qu'il est tout à fait désireux de faciliter les choses, mais que la solution suggérée est trop compliquée, trop artificielle.

Maurice Ulrich : Je suis tout à fait d'accord, ce n'est pas faisable !

L'ordonnance est néanmoins maintenue, semble-t-il.

Le Président, injoignable, me téléphone : faut-il qu'il accepte que l'ordonnance soit inscrite à l'ordre du jour du Conseil des ministres de mercredi au cas où Jacques Chirac l'y maintiendrait ? J'ai peur que, si le Président accepte, cela ne soit interprété comme un recul. Je crains également que, s'il refuse de signer un texte mis à l'ordre du jour, le Conseil ne soit pénible, le Président se trouvant dans l'obligation d'argumenter seul contre tous.

Le Président, lui, est partisan d'inscrire le texte de l'ordonnance. Il est, certes, maître de l'ordre du jour, mais il ne souhaite pas interrompre le processus relatif à cette ordonnance, qui comprend la délibération en Conseil des ministres. Il ne veut pas qu'un débat de procédure fasse oublier l'essentiel, qui est son refus de signer.

Dans la soirée, Jacques Chirac rappelle l'Élysée. Il maintient le texte et demande l'inscription de l'ordonnance à l'ordre du jour du Conseil des ministres.

Demain est un autre jour.

Mercredi 16 juillet 1986

L'entretien d'avant le Conseil est bref, sec. Rien n'est dit, comme si les deux hommes se réservaient pour le duel qui va suivre.

Silence d'une qualité particulière lors de l'entrée du Président au salon Murât. Il serre les mains de ses deux voisins. Le Conseil s'ouvre dans une ambiance à couper au couteau.

Édouard Balladur et Camille Cabana présentent l'ordonnance sur les privatisations. Cabana recense au passage soixante-douze « opérations illégales » de vente de filiales nationalisées à l'étranger depuis 1982, susceptibles de porter atteinte à l'indépendance nationale, comme celle du département « Propylène » de Rhône-Poulenc. Bien vu.

Le Premier ministre, d'une voix blanche : Aucun ministre n'ayant fait d'observations, on peut considérer que ce texte a été adopté par le Conseil des ministres. Puis, s'adressant au Président, les yeux dans les yeux : Vous avez fait savoir que, même si le Conseil des ministres approuvait le texte de l'ordonnance, vous ne le signeriez pas. Je n'ouvrirai pas de controverse constitutionnelle, mais il est clair que seul le Conseil des ministres peut approuver une ordonnance. Il y va de la Constitution. Cela pourrait être à l'origine d'une crise politique grave. Mais, devant la situation économique et sociale, le gouvernement, dans une attitude responsable, n'entend pas compromettre le redressement. Il a décidé de recourir à la voie parlementaire. Je demande au Conseil des ministres d'approuver cette procédure nouvelle.

Le Président a gagné. Peut-être le savait-il depuis ce matin. Il ne cille pas : Je n'ai pas l'intention de m'engager ici et maintenant dans un débat constitutionnel. Les arguments que vous avez évoqués [le Président se tourne vers Édouard Balladur, assis à côté de lui] ont leur force. Ils pourraient mériter contradiction. Je ne juge pas les intentions. Mais il y a une logique qui domine les faits. Si vos arguments sont retenus par votre majorité, comme on peut le penser, cela se terminera par le vote d'une loi. Dans ce cas, le Chef de l'État doit naturellement lui apporter la sanction de sa signature, c'est un acte automatique. Mais l'ordonnance implique un jugement, un acte personnel auquel je me refuse. La parole est maintenant au Parlement. Cela finira comme cela aurait dû commencer.

Le Conseil continue ; le Président multiplie les marques d'attention à l'égard de Balladur. Ainsi, pendant que Charles Pasqua lit une très longue communication sur la sécurité civile, il sourit au ministre d'État, l'air de dire : « Qu'est-ce que cela est ennuyeux ! »

Un peu plus tard, comme je soumetts au Président un lot de notes pour l'occuper durant les longs discours de ministres, il découvre qu'un problème de protocole se pose à propos de la prochaine visite du vice-président syrien, Abdelhalim Khaddam. Il rédige un petit mot à l'attention de Jean-Bernard Raimond, le glisse dans une enveloppe qu'il fait passer, via Édouard Balladur, en veillant à ce qu'elle ne soit pas fermée.

Le Président signe dans l'après-midi l'ordonnance préparée par Philippe Séguin sur l'emploi des jeunes.

A 20 heures, Jacques Chirac parle sur les trois chaînes de télévision. Il déclare qu'en raison du refus du Président, le projet d'ordonnance devient un projet de loi. Il souligne que c'est la première fois qu'un Président de la République s'oppose à la volonté clairement exprimée par la majorité des Français. Mais il affirme qu'il n'y aura pas de crise politique.

Judi 17 juillet 1986

Horst Teltschik, le conseiller diplomatique du Chancelier Kohl, vient me dire que le Chancelier souhaiterait que le Président fasse escale à Bonn lorsqu'il se rendra à Berlin. Problème délicat. Jusqu'ici, la France a interprété de façon beaucoup plus stricte que les Américains et les Britanniques les obligations et droits découlant du statut quadripartite de la ville. Valéry Giscard d'Estaing, premier Président français à effectuer une visite à Berlin en septembre 1979, s'y est rendu directement depuis Paris. Le Chancelier allemand n'était présent à l'aéroport ni à l'arrivée ni au départ, mais il a accompagné le Président français pendant le reste de sa visite à Berlin. Claude Cheysson, en décembre 1982, comme Charles Hernu, en janvier 1984, se sont conformés à cette règle. A l'inverse, tous les Présidents américains qui, depuis John Kennedy, ont visité l'ancienne capitale, ont jumelé ce déplacement avec un voyage préalable en RFA ; et le Chancelier ouest-allemand est chaque fois monté à Bonn, à titre d'invité, dans l'avion présidentiel, accompagnant le Président américain dans son étape berlinoise. Les Américains ont seulement exigé que le Chancelier n'apparaisse pas à l'arrivée à l'aéroport, au moment des honneurs militaires tripartites, ce qui aurait été en effet contraire au statut qui exclut Berlin de la souveraineté allemande.

François Mitterrand me répond : Il faut adopter la même attitude que les Américains et déplacer la date de mon voyage pour ne pas gêner celui de Gorbatchev en France.

Vendredi 18 juillet 1986

Alain Devaquet me dit à propos de la loi sur l'enseignement supérieur : J'ai réussi à faire taire mes tontons macoutes.

Dimanche 20 juillet 1986

François Mitterrand répond à la lettre de Brian Mulroney sur la situation en Afrique du Sud et l'attitude de l'Europe. Délicat exercice pour ne pas contredire le gouvernement... Il explique qu'il partage — et le gouvernement français avec lui — le souci de Mulroney de voir abolir rapidement l'apartheid et s'engager un dialogue entre toutes les composantes de la société sud-africaine en vue de l'instauration d'un régime représentatif et multiracial. La France, explique-t-il, entend contribuer à la recherche de solutions pacifiques à ce problème ; à cette fin, elle veille à entretenir un dialogue avec toutes les parties. Il promet d'exercer une influence sur le gouvernement sud-africain pour qu'il accepte le dialogue avec les représentants de tous les partis du pays. A côté de cette pression d'ordre politique, la France n'exclut pas de prendre certaines initiatives économiques destinées à pousser le régime à une évolution ; le Président rappelle que, dès 1985, elle a pris des mesures restrictives, telles que la cessation de tout nouvel investissement et le non-renouvellement des contrats charbonniers. Si la situation n'évolue pas, elle proposera que de nouvelles sanctions soient décidées par les Douze, comme le Conseil européen en a arrêté le principe à La Haye en juin dernier.

Ainsi, il profite de ce sujet pour démontrer la continuité de la France depuis 1985, c'est-à-dire la prééminence du Président en politique étrangère.

Lundi 21 juillet 1986

Comme chaque lundi à 18 heures, Renaud Denoix de Saint Marc vient nous voir, Jean-Louis Bianco et moi, pour proposer l'ordre du jour du Conseil. Il nous confirme un certain nombre de rumeurs. Les têtes tombent : Lévêque remplacera Deflassieux au Crédit Lyonnais ; Mayoux sera remplacé par Viénot à la Société Générale ; Haberer par François-Poncet à Paribas ; Dumas par Dromer au CIC ; La Genière ira à Suez à la place de Peyrelevade ; Heilbronner prendra le GAN ; Suard remplacera Pebereau à la CGE ; Fourtou remplacera Le Floch à Rhône-Poulenc ; Pache quittera PUK, remplacé par Gandois.

Informé, le Président prend cela froidement : il n'entend pas se battre pour les chefs d'entreprises publiques. Il se réserve pour les préfets. Conception très orthodoxe de la hiérarchie des urgences. Il en fait part à Denoix de Saint Marc.

Tout se sait très vite. A 19 heures, coup de téléphone de Paul Marchelli, patron du syndicat des cadres : Je ne veux pas entrer dans un débat politique, mais le fonctionnement des entreprises me concerne. Je trouverais très grave que Pache et Le Floch soient mis en cause. L'encadrement les verrait partir avec beaucoup de regrets.

Sur le remplaçant éventuel de Le Floch, Jean-René Fourtou : S'il suffit d'être trésorier d'un parti politique pour diriger Rhône-Poulenc, où allons-nous ?

Mardi 22 juillet 1986

Le Président reçoit Renaud Denoix de Saint Marc. On examine le projet de mouvement préfectoral pour demain. François Mitterrand refuse la mutation de Gérard Cureau, préfet de Saône-et-Loire, et proteste au sujet de Paul Mingasson, qui se voit remercier à un mois de sa titularisation comme préfet. Le Président : J'ai été conciliant et même complaisant, mais cela ne peut pas durer indéfiniment ainsi.

A propos des entreprises publiques, il met les points sur les « i » : Je ne sais pas pourquoi on écarte Mayoux. Si c'est à cause des affaires de Hong Kong et Singapour, elles ont été menées par M. Viénot et c'est lui qu'on désigne pour le remplacer! M. Mayoux est un homme de grande qualité. Je voudrais savoir si quelque chose lui est proposé. Cette éviction me choque. Nommer M. Lévêque, c'est mettre un militant à la tête d'une grande banque ! Il n'y aura plus aucune sécurité pour les clients. Je suis au Crédit Lyonnais depuis de longues années ; je vais être obligé de changer de banque ! Pour Rhône-Poulenc, c'est choquant: M. Le Floch a parfaitement réussi. Il a trouvé une entreprise dans le rouge pour 1 milliard, maintenant elle fait 3 milliards de bénéfices. Ce n'est pas juste !

Le Président poursuit en revenant sur les privatisations : Moi, je suis pragmatique. Du point de vue de l'intérêt national, il y a des entreprises que l'on aurait pu privatiser. Mais le gouvernement, lui, a une attitude purement idéologique. Et il y a danger pour trois grandes banques et sept entreprises industrielles. Aucune barrière ne peut tenir pour protéger l'intérêt national, ne serait-ce que lors d'une augmentation de capital. Et il faudra bien qu'elles en fassent.

Roland Castro est avisé que sa mission Banlieues 89 n'aura pas un sou. Ainsi en a décidé Édouard Balladur. C'est dommage. Castro fait un travail remarquable avec très peu de moyens. Il prend cela avec philosophie.

Déjeuner du Président avec, entre autres, un expert en droit constitutionnel, Olivier Duhamel. C'est l'expert qui écoute...

A propos d'un référendum, le Président: Les Français ne répondent jamais à la question qu'on leur pose, mais à celles qu'ils se posent, eux.

Sur la Constitution : Je reste tout à fait critique à l'égard de la Constitution de la V^e République. Le texte et les usages aboutissent à des pouvoirs beaucoup trop vastes pour le Président de la République. Imaginez ce que pourrait faire un aventurier avec ces institutions. Je n'ai pas fait le point sur la réforme constitutionnelle. Sans doute faudrait-il plus de pouvoirs pour le Parlement, et moins pour le Président. Mais je m'interroge aussi sur les avantages d'un système présidentiel où le Président perdrait le pouvoir de dissolution. Je suis intervenu dans deux cas au-delà des attributions du Président de la République : pour l'exclusion des œuvres d'art de l'impôt sur les grandes fortunes (Pierre Mauroy aurait pu me le refuser, mais ne l'a pas fait ; c'est une décision que je lui ai amicalement imposée), et pour les grands travaux.

A propos du quinquennat: Il n'a pas d'intérêt évident pour moi. Je le ferais seulement si j'avais l'intention de me représenter — et je n'ai pas pris de décision - et si je considérais mon âge comme un obstacle. Si je reprenais le projet Pompidou, je m'obligerais à rester sept ans, jusqu'en 1995 ; or je ne veux pas avoir les mains liées. Dans un régime non présidentiel, le quinquennat est même dangereux; ainsi, il ne permettrait pas l'expérience actuelle. Il réduit la capacité du Président à représenter la Nation. On pourrait imaginer quatre et cinq ans, quatre et six ans, cinq et six ans comme durées respectives de la législature et du mandat présidentiel. Mais la conformité des deux est dangereuse.

Sur la cohabitation : Je ne considère pas que le Premier ministre ait le droit d'user comme il le fait de l'article 49-3. Mais je ne vais pas me battre sur tous les fronts. Pour les Affaires étrangères, j'ai été mêlé à tout. Pour la Défense, si l'on suivait le raisonnement du Premier ministre et du ministre de la Défense, en fait, le Président de la République devrait se contenter d'être leur chef d'état-major ; c'est évidemment stupide ! Je refuse l'évolution du gouvernement Chirac qui tend à instituer entre le Président et le Parlement un troisième pouvoir, celui du gouvernement. Peut-être que l'expérience actuelle pennettra de dessiner un Président de la République qui ne soit ni le monarque absolu de la V^e République ni le Président de la III^e ou de la IV^e. Il faudrait alors aligner les institutions sur les faits.

A propos de l'alternance : La droite est majoritaire dans ce pays. Mais je pense qu'elle ne le sera pas toujours. Le Parti socialiste bâtira ses coalitions. Il y faut du temps. Mais les habitudes de penser commencent à changer. Pompidou avait annoncé la fermeture des églises si j'étais élu, et Valéry Giscard d'Estaing avait prédit que, dans une telle éventualité, les Français devraient aller pratiquer leur culte dans les catacombes !...

Sur les élections de 1988 : Je n'ai pas encore décidé de me représenter. Je veux par-dessus tout garder ma liberté d'esprit. Et je vais vous dire : j'ai deux convictions orgueilleuses (ne les prenez pas pour de la vanité) : je peux faire ce que je veux ; et, si je me représente en l'état actuel des choses, compte tenu des informations dont je dispose, je serai réélu... Bien sûr, ça peut changer...

Mercredi 23 juillet 1986

Avant le Conseil, Jacques Chirac semble fatigué, un peu raide ; il a des tics. Le Président lui dit d'un ton très calme : Trois anciens collaborateurs de Pierre Mauroy sont liquidés ensemble, cela fait beaucoup. C'est de la répression ! Pour M. Cureau, je ne signerai pas. Donnez-lui un département, une vraie situation. D'après la Constitution, c'est moi qui nomme. Certes, je ne peux pas nommer si je n'ai pas votre contre-seing. Mais vous non plus, vous ne pouvez pas nommer sans mon accord ! Je n'ai d'ailleurs pas fait obstacle à 98 % de vos propositions de nomination.

Jacques Chirac : S'il s'agit de faire une bonne manière à Pierre Mauroy, je suis tout à fait d'accord. Mais, sur le plan de la Constitution...

Le Président l'interrompt tout net : Je connais vos thèses, mais j'ai la possibilité de vous dire non. Je suis le seul à pouvoir interpréter la

Constitution.

Jacques Chirac : Tout citoyen peut interpréter la Constitution.

Le Président : Non, pas du tout.

Jacques Chirac : Pour les recteurs, nous sommes d'une grande modération. J'ai dû secouer le ministre qui ne voulait pas les changer, alors que tous les recteurs ont été changés dans les mois qui ont suivi juin 1981.

Le Président : Ce n'est pas exact ! A ce propos, pour un des recteurs évincés, Jacques Vaudiaux, je ne signerai que lorsque j'aurai l'assurance d'un reclassement honorable.

La conversation se poursuit sur les nominations dans les entreprises publiques.

Le Président : On m'a dit que ce monsieur... était trésorier de l'UDF ?

Jacques Chirac : Je ne crois pas. Mais c'est vrai qu'il en était l'un des collecteurs de fonds. Il a d'ailleurs fait un rapport sur l'organisation intérieure de l'UDF qui a fait rire tout le monde.

Le Président : J'ai été l'objet de nombreuses démarches en sa faveur.

Jacques Chirac : Moi aussi, mais elles venaient d'un seul côté et elles étaient particulièrement pressantes.

Le Président cite ensuite Jean-Maxime Lévêque : C'est un homme politique. J'ai une longue liste de ses injures à mon encontre.

François Mitterrand ressort au Premier ministre le même numéro qu'il a fait hier à Renaud Denoix de Saint Marc à propos de son compte au Crédit Lyonnais : Dire que j'y étais depuis 1945 !

Jacques Chirac le devance, trouvant manifestement la chose amusante : Et vous allez vous en retirer ?

Le Président sourit.

Jacques Chirac enchaîne : Si vous saviez les difficultés que j'ai eues pour conserver René Thomas et Alain Gomez ! J'ai vraiment eu du mérite.

Le Président : C'est tout à fait possible. Mais je trouve que votre mérite aurait pu s'étendre à celui qui a le mieux réussi, Loïc Le Floch.

Jacques Chirac : Pour Le Floch, j'ai plusieurs idées.

Le Président : Et Pache ? Pourquoi part-il ?

Jacques Chirac : Ce n'est quand même pas Besse...

Le Président : Sachez que je ne signerai la nomination de M. Fourtou que lorsqu'il y aura l'assurance d'un reclassement satisfaisant pour M. Le Floch. Pour Bernard Attali, je ne dirai rien, par pudeur.

Jacques Chirac évoque ensuite l'usage de l'article 49-3.

Le Président : Je ne fais pas obstacle dans ce cas. Mais sachez que je pourrais dire non.

Le Conseil commence. Il adopte le projet de loi sur les privatisations qui se substitue au projet d'ordonnance. Il change les présidents de douze des vingt-cinq plus grandes entreprises nationalisées. C'est sans doute le prix à payer pour avoir dit non à l'ordonnance...

Jean Montpezat est nommé haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie en remplacement de Fernand Wibaux.

Sur toutes ces nominations, le Président se borne à dire que le Premier ministre connaît sa position. Il fait des remarques à propos du nouvel ambassadeur de France au Chili : Dans une telle situation, l'ambassadeur de France est quelqu'un qui, dans le respect normal des relations avec un État, doit savoir garder sa porte toujours ouverte. L'ambassadeur que j'ai trouvé en 1981 faisait bien ce travail.

Jean-Bernard Raimond : Je suis convaincu que celui-ci le fera tout à fait bien. J'y veillerai.

Jacques Chirac : C'est tout à fait cela.

A plusieurs reprises, Chirac reprend la parole après un ministre pour le paraphraser, comme s'il voulait ainsi marquer son autorité.

Le Président évoque la dernière proposition de Ronald Reagan en matière de désarmement : C'est la première fois qu'il me semble apercevoir une démarche prometteuse. Il se tourne vers Jean-Bernard Raimond : Vous me préparez la réponse à M. Reagan. Puis il ajoute aimablement : Nous la verrons, le Premier ministre et moi-même.

La crise est terminée.

Jeudi 24 juillet 1986

Le projet de loi sur les privatisations passe à l'Assemblée moyennant le recours à l'article 49-3.

Au bout d'un mois, de 1834 amendements et de 182 heures de discussion, le Sénat adopte le projet de loi Léotard sur la communication.

Vendredi 25 juillet 1986

A 18 h 30, le Premier ministre appelle le Président. Loïc Le Floch a accepté la présidence de Rhône-Poulenc-Participation.

Le Président : S'il y a accord entre M. Le Floch et M. Madelin, je n'ai plus aucune raison de ne pas signer la nomination de M. Fourtou.

Le Premier ministre a l'air si content que le Président, après avoir raccroché, me dit : Jacques Chirac est comme un gamin quand il obtient enfin quelque chose.

Grand flegme de Jean Deflassieux, débarqué du Lyonnais : Qu'est-ce que tu veux ? C'est la guerre. Dans une guerre, il y a toujours des blessés et des morts.

Jean Peyrelevade est beaucoup plus amer : Je ne veux rien leur devoir. Je me débrouillerai tout seul. Tu sais que mes relations avec le Président ont toujours été couci-couça. Je ne lui avais jamais demandé une audience. Je la demande maintenant.

Tard dans la soirée, le Président me confie : Si je ne suis pas candidat, nos amis s'envoleront comme une volée de moineaux. Il faut donc laisser entendre que je suis candidat ; sinon, mon pouvoir se délite. Je serai candidat si une vague de demandes s'organise autour de moi.

Concernant les ordonnances, je ne saisirai pas le Conseil constitutionnel pour vérifier leur validité. Car ce n'est pas sur ce terrain que je me suis placé. Que le Parti socialiste fasse ce qu'il veut !

C'est le gouvernement le plus réactionnaire de notre Histoire... Dissoudre ? Non. Il faut auparavant regrouper le centre avec la gauche.

Voilà que se dessine déjà ce qui pourrait être le cadre d'un second septennat. Pas d'autre programme ? Je m'inquiète. Il faudra en reparler, et

Lundi 28 juillet 1986

A Vladivostok, Mikhaïl Gorbatchev annonce le retrait de 8 000 soldats soviétiques d'Afghanistan. Qui ira vérifier ? Mais la portée médiatique est indéniable.

A Beyrouth, une voiture piégée explose chez les chrétiens : 35 morts, 140 blessés.

Mardi 29 juillet 1986

La malédiction est également répartie. A Beyrouth, une voiture piégée explose, cette fois chez les musulmans : 22 morts, 160 blessés.

François Mitterrand demande à Jean-Louis Bianco de téléphoner à Maurice Ulrich pour lui dire combien il est peu convenable qu'Alain Juppé, porte-parole officiel du gouvernement, l'ait attaqué hier en usant d'une expression aussi triviale que le Président a tiré avec un fusil à un coup, pour commenter son refus de signer l'ordonnance sur les privatisations. Le Président en est si choqué qu'il a été sur le point de demander à son porte-parole d'attaquer ouvertement les initiatives gouvernementales. Maurice Ulrich répond : Le mois d'août tombe à point pour calmer les esprits.

Mercredi 30 juillet 1986

Avant le Conseil, le Président s'informe auprès du Premier ministre du sort réservé à Gisèle Halimi, ambassadrice à l'UNESCO.

Le Premier ministre : Ne vous inquiétez pas, c'est une très bonne amie à moi.

François Mitterrand : Justement, c'est cela qui m'inquiète !

Jeudi 31 juillet 1986

Le Président résume ses impressions de voyage à Moscou : Ces rencontres confirment mes impressions sur Gorbatchev. Il a une intelligence rapide et souple. Il sait embrasser les problèmes dans leur ensemble et a un sens aigu des réalités, tant en ce qui concerne son pays que le reste du monde. Naturellement, il est mû par de grandes ambitions pour son pays et sans doute pour lui-même. Mais il paraît avoir compris que ces ambitions étaient entravées par l'incapacité qu'a montrée jusqu'ici l'Union soviétique à résoudre ses problèmes économiques. C'est parce qu'il veut une URSS puissante et respectée qu'il s'évertuera à moderniser son pays en utilisant au mieux la marge de manœuvre que peut lui laisser le système dont il est issu. Je pense qu'il saura, tout en défendant avec intransigeance ses intérêts, envisager des compromis dans tel ou tel domaine. Les interlocuteurs de l'URSS devraient se trouver dans des dispositions psychologiques et politiques qui leur permettent, sans se départir de leur vigilance, de saisir ces occasions. Son objectif, pour l'heure, reste de contrecarrer la « guerre des étoiles ». A ce propos, le problème se ramène à l'interprétation à donner au traité sur les ABM de 1972. La distinction que Gorbatchev introduit entre, d'une part, les recherches en laboratoires et la réalisation de prototypes, et, d'autre part, le déploiement des systèmes défensifs proprement dit, n'est pas à écarter d'emblée.

On pourrait ainsi autoriser les unes et interdire l'autre. Les Américains pourraient faire progresser leurs recherches sans violer le Traité.

La Commission des « sages » instituée par la loi d'habilitation pour veiller sur le découpage électoral n'empêche pas les « charcutages » auxquels Charles Pasqua se livre dans sa loi électorale. François Mitterrand demande à Michel Charasse de protester contre le découpage de la Nièvre, de la Gironde, de la Dordogne, des Bouches-du-Rhône.

Vendredi 1^{er} août 1986

François Mitterrand reçoit pour signature la loi sur les privatisations, votée au Parlement à une vitesse record. C'est exactement le texte de l'ordonnance qu'il a refusé de signer le 14 juillet, avec des ajouts à la main et des paragraphes collés. Il refuse de la signer en l'état et réclame une nouvelle frappe.

Samedi 2 août 1986

Au Forum RMC-FR3, exaspéré par les journalistes qui l'interrogent sur ses contacts avec Téhéran avant mars 1986 dans l'affaire des otages, Jacques Chirac explose. Si l'on veut faire de cela une affaire, menace-t-il en substance, je sortirai des dossiers accablants ! Et il cite Greenpeace, les « Irlandais de Vincennes », le Carrefour du Développement.

Il faut être sûr de ses accusations pour lancer de telles menaces. J'attends avec curiosité la suite, grince le Président.

Lundi 4 août 1986

Nous recevons avec retard le projet de déclaration du Quai d'Orsay sur la FINUL. Le fond nous convient parfaitement, mais le retard n'est pas admissible. Maurice Ulrich en convient et s'excuse.

Francis Gutmann : Le Quai d'Orsay a retrouvé ses procédures, mais a perdu son rôle. Bien vu. Jean-Bernard Raimond lui a fait perdre une chance unique.

Pierre Morel, pour quelques semaines encore directeur des Affaires politiques, me dit que il est très frappé de voir des notes sur la FINUL, retournées par Maignon, portant des annotations totalement contradictoires de Jacques Chirac : un jour On reste, le lendemain : Pourquoi ne partons-nous pas tout de suite ?

Mardi 5 août 1986

Étrange requête : Jacques de Larosière vient me proposer d'organiser l'échange de son poste de directeur général du FMI avec celui de Michel Camdessus, actuel gouverneur de la Banque de France. Il doit rentrer à Paris pour raisons personnelles.

La chose est faisable, mais elle n'est pas aisée. Si Larosière démissionne, cela entraînera à Washington une nouvelle élection que Camdessus n'est pas du tout assuré de gagner.

J'apprendrai plus tard qu'il a déjà réglé la question avec Jacques Chirac avant même d'en parler à Camdessus ou à l'Élysée.

Mercredi 6 août 1986

Le secrétaire général du salon de l'Automobile, comme tous les deux ans, invite François Mitterrand à présider son inauguration le vendredi 3 octobre. Il ira. Ne serait-ce que pour éviter que ce soit Jacques Chirac qui le fasse... Lassants et inéluctables enfantillages !

Conseil des ministres expédié. L'ordonnance sur le travail différencié est approuvée.

Jeudi 7 août 1986

Promulgation de la loi sur les privatisations.

Les treize États membres du Forum du Pacifique-Sud demandent la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste de la commission de décolonisation de l'ONU.

Lundi 11 août 1986

François Mitterrand signe une ordonnance sur les contrats de travail à durée déterminée.

L'affaire Larosière-Camdessus tourne mal. Jacques Chirac veut maintenant obtenir le départ du second de la Banque de France pour y nommer le premier, quoi qu'il arrive. François Mitterrand refuse. A qui Chirac a-t-il promis le FMI, une fois Larosière parti ?

Mercredi 13 août 1986

La loi sur l'audiovisuel est définitivement votée par le Parlement. La session extraordinaire ouverte le 1^{er} juillet se termine.

Jeudi 14 août 1986

Le document sur le découpage électoral est adressé à l'Élysée par Charles Pasqua.

Vendredi 15 août 1986

François Mitterrand repart pour Latché. A tous ses visiteurs il sert une critique virulente des gens sans principes qui gouvernent. S'ils continuent comme ça, ils vont me donner envie de me représenter. Juste pour le plaisir de les battre. Mais ça m'ennuierait... Je suis si bien ici !

Dimanche 17 août 1986

A Latché, le Président se livre à une très longue analyse du projet de découpage électoral, département par département, avec Gilles Ménage et Michel Charasse. Il leur interdit formellement de communiquer à quiconque le document dans sa totalité. Il demande d'informer Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Louis Mermaz, Lionel Jospin, André Labarrère et Louis Mexandeau de ce qui est prévu pour leur seul département. Le Président : Si je dois signer, c'est que le gouvernement aura fait des concessions importantes. Si je dois refuser, il faut que je puisse m'appuyer sur les cas irréfutables d'injustices — au moins une dizaine — soulevés par le Conseil d'État.

Lundi 18 août 1986

En visite dans la Nièvre à La Charité-sur-Loire, François Mitterrand annonce qu'il donnera son avis sur le projet Pasqua quand on connaîtra l'avis du Conseil d'État. A ce moment-là, je dirai ce que j'en pense.

A Helsinki se tiennent les premières consultations officielles israélo-soviétiques depuis 1967.

Édouard Balladur exige maintenant le départ de Daniel Lebègue du Trésor. Il l'obtiendra, à mon grand regret.

Il souhaite également celui de Robert Lion de la Caisse des Dépôts. Celui-ci réussit à convaincre tout le monde qu'il est juridiquement inamovible — ce qui est faux.

Nouvelles avances de Gorbatchev à Reagan : il annonce que le moratoire sur les essais nucléaires observé par l'URSS depuis un an est prorogé jusqu'au 1^{er} janvier 1987. Il propose à Ronald Reagan de signer dès cette année un accord sur la cessation totale des essais.

Immédiatement, Washington rejette cet appel qu'il qualifie de geste de propagande. Pourtant, des rencontres entre experts soviétiques et américains s'esquissent en vue de préparer un sommet avant la fin de l'année.

Le Président rejette la demande de Jacques Chirac de nommer André Santini, qui n'est que secrétaire d'État aux Anciens Combattants, ministre à part entière : Il n'en est pas question, il a attaqué de façon indigne Raymond Courrière, son prédécesseur, qui est un homme intègre. Chirac n'insiste pas.

Mardi 19 août 1986

Les Italiens me font savoir que la première réunion préparatoire au Sommet de Venise aura lieu les 11 et 12 octobre prochains à Taormina, en Sicile. Renato Ruggiero en est toujours le sherpa. Bonne nouvelle.

Petit remaniement « technique » demandé par Jacques Chirac : Camille Cabana, ministre délégué aux Privatisations, devient ministre délégué chargé de la Réforme administrative. Édouard Balladur a dorénavant le champ libre aux Finances. Yves Galland devient secrétaire d'État chargé des Collectivités locales ; Gérard Longuet, secrétaire d'État aux PetT, devient ministre délégué ; Jacques Boyon, ministre délégué chargé des Affaires européennes.

François Mitterrand signe tout cela distraitemment.

Bouffonnerie ! A peine Jean-Louis Bianco a-t-il fait l'annonce de ce remaniement, coup de téléphone de Maurice Ulrich, fort ennuyé : Yves Galland devait lui aussi être nommé ministre délégué ! Or, sur la liste communiquée au Président, signée par Jacques Chirac et lue à la presse, il n'est que secrétaire d'État. Le Président est d'accord pour apporter une correction, mais il est exclu que la Présidence assume cette erreur, comme Matignon le demande.

A 21 heures, le Président dîne dans le parc en compagnie de quelques proches. Il annonce qu'il n'exclut pas de ne pas signer l'ordonnance électorale, si elle est trop injuste : Si je ne signe pas, il y aura une tempête. Mais je pense que le calme reviendrait. Ils seraient obligés d'en faire un peu plus que la première fois, avec la privatisation, mais ils n'ont pas vraiment le choix. Je peux trouver un autre gouvernement dans cette majorité. Il y aura toujours des candidats. Au surplus, les quarante ministres ne se retrouveraient même pas députés. Et à supposer que je ne trouve pas de gouvernement dans la majorité, je pourrais former un autre gouvernement. Par exemple avec le président du Conseil constitutionnel. Bien que j'aime mieux le garder au Conseil ! Ils feront naturellement tomber le premier gouvernement, puis le deuxième... Mais, aux yeux de l'opinion publique, ils seraient responsables du désordre. Jacques Chirac ne serait plus rien.

Plaisante-t-il ? Dans l'expectative, chacun opine. Les plus prudents baissent le nez dans leur assiette.

Sur Valéry Giscard d'Estaing, que l'un de nous estime affaibli, le Président rétorque : La seule question, c'est de savoir s'il a encore la capacité de nuire.

Mercredi 20 août 1986

Avant le Conseil, le Président voit longuement le Premier ministre en tête à tête à propos du projet d'ordonnance sur le découpage électoral. Michel Charasse a expliqué à François Mitterrand qu'avec ce texte la gauche serait privée d'une soixantaine de sièges.

Le Premier ministre : Nous ne demandons qu'à nous entendre avec vous. Nous ne voulons pas de bénéfiques supplémentaires par rapport à ceux que nous aurons naturellement, en particulier grâce à la disparition du Front national.

Le Président : Mais nous sommes très loin du compte ! Pourquoi avez-vous découpé les circonscriptions traditionnelles du PS ? Pourquoi êtes-

vous revenus sur le décret précédent, accepté depuis 1958, sans justification démographique ? [Le Président cite l'Allier, le Gers, Lille, Marseille, la Région parisienne.] Ce ne sont que quelques exemples. Pourquoi voulez-vous que le PS ne retrouve pas son dû, qui est de l'ordre de ce que la proportionnelle lui a donné, soit 216 députés, et repasse à 170 ou moins ? Pourquoi voulez-vous que le PC disparaisse ? Vous allez l'inciter à rechercher l'illégalité !

Le Premier ministre : Je désire vivement un accord. Lille et d'autres cas, cela peut s'arranger. Mais si vous voulez que ce soit l'Assemblée nationale qui tranche, je ne pourrai plus rien garantir. Je suis d'ailleurs disposé à me conformer à l'avis du Conseil d'État. D'ailleurs, nous nous sommes généralement conformés à l'avis de la Commission. Vous ne pouvez pas être contre l'avis de la Commission.

Le Président: Mais si ! La Commission a un raisonnement purement démographique. La géographie, cela existe aussi.

Le Premier ministre : Je partage assez votre sentiment.

Le Président : En plus, dans bien des cas, vous n'avez pas tenu compte de l'avis de la Commission. Entendons-nous bien : je ne veux pas être associé à l'élaboration de ce projet. Mais mes observations pourraient être transmises par M. Charasse. A condition que ce ne soit en aucun cas une négociation et que cela reste secret. M. Charasse communiquera à M. Pasqua mes observations la semaine prochaine, après que l'avis de la Commission des sages aura été publié.

Peu après, le Président me confiera : Il est peu probable que le gouvernement aille assez loin dans ses modifications pour que je puisse signer. Je tiens aussi à me faire le défenseur du PC quand c'est juste.

Les deux hommes parlent aussi de la FINUL. Le Président explique que la France doit rester au Liban, mais qu'il faut adapter la mission aux moyens.

Le Conseil commence. Il est très court. Une discussion a lieu à propos de la FINUL. Coïncée entre les renforts syriens, Amal et le Hezbollah, les soldats de l'ONU sont impuissants à arrêter les tueries.

André Giraud : Ce qui se passe est très grave et très préoccupant. Il faut que la FINUL se retire.

Le Président : Nous en avons déjà parlé tous deux. J'en ai parlé aussi au Premier ministre. Je vous ai dit qu'il n'était pas question que la France se retire ainsi de la FINUL. Mais il faut demander à l'ONU de revoir la mission et le commandement.

Le Premier ministre : Il n'est pas question pour la France de prendre une initiative unilatérale... La FINUL ne remplit pas sa mission. Nous allons donc saisir l'ONU : ou on applique la mission telle qu'elle est, et il faut revoir le commandement, la qualité et la quantité des moyens, ou bien on modifie la mission.

Le Président : Vous venez d'exprimer très exactement le contenu de notre conversation de tout à l'heure. Pour l'instant, nous devons appliquer l'accord. Notre présence demeure nécessaire, mais à certaines conditions qui sont celles que vous avez rappelées. Nous en reparlerons dans la journée.

Un télégramme d'instructions en ce sens sera envoyé à notre représentant à l'ONU par Jean-Bernard Raimond.

Vendredi 22 août 1986

Pour marquer sa préoccupation, le gouvernement souhaite envoyer un porte-avions au large de Beyrouth. Le Président est consulté.

Je reçois Iouri Vorontsov, ancien ambassadeur d'URSS à Paris, devenu premier vice-ministre des Affaires étrangères. C'est le plus moderne des diplomates soviétiques. Au cours des discussions entre François Mitterrand et Mikhaïl Gorbatchev avait émergé l'idée de créer un organisme approprié destiné à préparer une conférence internationale sur le Moyen-Orient, organisme auquel participeraient, entre autres, les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité. Cette idée, dit-il, intéresse de nombreuses personnalités dans beaucoup de pays de la région. Pour cette raison, les autorités soviétiques l'ont chargé d'une tournée dans plusieurs capitales du Proche-Orient afin de recueillir sur place avis et réactions.

Samedi 23 août 1986

Un ami commun me raconte le déjeuner auquel il a assisté chez Henri Emmanuelli, dans les Landes. François Mitterrand y faisait, sous l'œil navré des convives, son numéro habituel sur la retraite qu'il n'allait pas tarder à prendre à Latché, sous ses pins. Philippe Labeyrie, sénateur-maire de Mont-de-Marsan, a alors explosé : Qu'est-ce que vous nous racontez là, monsieur le Président ? Vous voulez jouer au Pinay sous les pins, maintenant ? Fou rire général, et stupeur muette de François Mitterrand.

Lundi 25 août 1986

Une dépêche de l'AFP en provenance de Bonn fait état de déclarations du porte-parole allemand selon lesquelles le voyage de François Mitterrand en Allemagne, demain, a été organisé à sa demande ! Le Président me demande d'appeler le Chancelier Kohl. Il envisage d'annuler ce voyage. Je joins Horst Teltschik. Celui-ci m'explique que M. Oost, porte-parole de la Chancellerie, a simplement déclaré que le choix de Heidelberg comme lieu de la rencontre revenait au Président. Beaucoup de bruit pour rien !

Conformément aux conseils de prudence du Président, le gouvernement décide de ne pas envoyer pour l'instant de porte-avions devant Beyrouth. Mais, comme l'état d'alerte a déjà été ordonné, le navire fera une petite sortie en Méditerranée...

Les prélèvements obligatoires pourraient baisser cette année de 0,7 %. Mais ce chiffre est encore fragile. S'il se confirmait en fin d'année, l'objectif fixé pour 1985 (baisse d'un point) aurait donc été atteint en deux ans, grâce à l'effort de maîtrise amorcé en 1983 ! Mais, en 1987, les prélèvements obligatoires ne devraient pas diminuer. Le Budget va être présenté en baisse, mais sera fictif.

Mardi 26 août 1986

Nous sommes à Heidelberg. La conversation entre le Chancelier Kohl et le Président commence de façon plutôt inattendue :

Le Chancelier : Il y a quelque chose qui me tient beaucoup à cœur, c'est le sort de Rudolf Hess. Il a quatre-vingt-douze ans et est très malade. Sa femme a quatre-vingt-cinq ans. J'aimerais pouvoir faire quelque chose. Hess était quelqu'un de tout à fait particulier. J'ai l'impression que les Russes n'accepteront jamais sa libération.

Le Président : Pour Hess, je suis d'accord avec vous. C'est un châtement un peu inhumain.

Le Chancelier : Dans cette affaire, j'ai l'impression que Churchill s'en est servi, qu'il a été un jouet entre ses mains. Certes, il était nazi...

Le Président : Ah oui, vous avez cette impression ? Moi aussi, un peu. Vous pensez alors que la prolongation décidée par Mme Thatcher [le statut de la prison de Spandau a été prorogé de trente ans en 1985] serait intervenue pour couvrir Churchill ?

Le Chancelier : Oui, oui, c'est bien cela.

Le Président : Mais les Russes n'accepteront jamais que Hess soit libéré. Ce qui vient confirmer votre thèse, c'est que cet homme a pris tous les risques des deux côtés. Sa tentative est tout à fait étonnante... [François Mitterrand rassemble ses souvenirs.] Vous savez, j'ai vu Hess. J'ai assisté à une séance du procès de Nuremberg. C'était grotesque de voir, devant les juges déguisés comme au spectacle, ces accusés dont les noms avaient rempli d'horreur l'univers. Des gens terribles, certes, mais certains l'étaient peut-être moins. Et, au milieu de tous, Hess paraissait tout à fait étranger. Lors des interruptions de séance, ils discutaient entre eux. Hess ne fréquentait pas les autres et restait tout seul dans un coin.

Puis la conversation roule sur Göring :

Le Président : Ce n'était pas un idéologue, c'était un aventurier.

Le Chancelier : Je suis tout à fait d'accord avec vous. Mais Göring incarne l'absurdité des thèses antisémites. Il avait un demi-frère et une demi-sœur qui étaient des demi-juifs. La mère de Göring s'était remariée avec un Juif. C'était une famille très riche. Göring a toujours protégé son demi-frère et sa demi-sœur. Il était complètement drogué aux analgésiques.

Le début de la promenade sur le Neckar est totalement surréaliste. Un petit bateau avait été retenu, mais son propriétaire ignorait pour qui, et sa stupeur est grande quand il voit arriver le Chancelier et le Président. Il n'y a que dix places, les tables sont en formica jaune. Échanges :

- Ah, François, nous allons boire du vin !

- Ah non, votre vin sucré est trop mauvais !

- Mais non, pas du blanc, du rouge ! Il faut boire !

Le Chancelier fait servir du vin rouge et vide son verre, puis celui du Président.

La conversation s'engage sur l'apprentissage des langues étrangères.

Le Chancelier : Moi, je suis pour le français, mais je vois mon cas : si je ne les y avais pas obligés, mes enfants auraient appris l'anglais, c'est tellement plus facile que le français ! Aucune motivation ne les pousse à apprendre le français et si leur mère n'y avait pas veillé... Et puis, il y a un problème par rapport aux Länder : ce sont eux qui décident...

Il a déjà évoqué les Länder lorsque le Président, tout à l'heure, lui a parlé de la monnaie européenne en soulignant toute son importance :

Le Chancelier : Allez-y, je suis prêt à me faire violer par l'Europe !... Pour la monnaie, nous sommes sur la ligne de départ ; nous partirons, mais j'ai des problèmes... La monnaie, c'est comme les jours de la semaine ; le dimanche, on fait de grands discours, mais le reste de la semaine, on se débrouille comme on peut avec une réalité qui est un peu rugueuse...

A un moment donné, violente sortie de Helmut Kohl contre Jacques Delors : Il est colérique comme ça n'est pas croyable ! Si j'étais vous, je lui conseillerais d'utiliser dix pour cent de sa colère à fouetter sa technocratie.

Le Président : Ah, si vous saviez ce que c'est que les anciens ministres des Finances !

Éclats de rire.

Le Chancelier : Je ne dis pas qu'il n'est pas intelligent. Il est intelligent et très européen.

Le Président, songeant au renouvellement du mandat de Jacques Delors, se tourne vers Elisabeth Guigou : Le mandat de Jacques Delors arrive bien à échéance en décembre ?

Élisabeth Guigou : Oui.

Le Président : Si Jacques Delors n'était pas reconduit à la tête de la Commission européenne, ce serait une véritable révolution en Europe !

Le Chancelier : Oui, oui, il n'y a pas de problème, en tout cas pour l'instant. Mais Delors n'est pas facile.

Le Président : Ah oui, c'est comme certain Allemand du Nord [allusion à Helmut Schmidt] ! C'est vrai, Jacques Delors n'est pas facile, je l'ai eu comme ministre des Finances et j'en sais quelque chose !

Le Chancelier donne son accord au renouvellement de Delors : Mais, François, ayez bien conscience que la RFA n'aura jamais un chef d'État plus favorable à la Commission que moi. Jacques Delors est invivable. Au mois de mai, il a donné une interview au Stern, vous vous rendez compte ?

Le Président : Ce n'est pas malin.

Le Chancelier : Une interview anti-allemande, des propos de fou ! Il a évoqué le fédéralisme en RFA, comme si sa mission était de donner des leçons à tout le monde !

Le Président : Oui, c'est étonnant.

Le Chancelier : Delors est plus teuton que français !

Le Président : Vous savez, Helmut, il ne faut pas s'en faire, la politique est faite par des hommes qui sont souvent très vaniteux...

François Mitterrand est mécontent car le Chancelier, évoquant sa prochaine visite à Paris, prévue pour le 9 septembre, lui a dit : Cette fois, je ne vous verrai pas. Amer, le Président me fait remarquer : Une seule fois, un chef de gouvernement est venu à Paris sans me saluer : c'était le Premier ministre tunisien, M. M'zali. Cela ne lui a pas porté chance...

En effet, il a été révoqué peu après par Bourguiba.

Le directeur de cabinet de Jean-Bernard Raimond m'informe que le général Walters, envoyé en mission en Europe par Ronald Reagan, sera à Paris mardi prochain, 2 septembre. Il serait chargé, semble-t-il, d'évoquer de nouveaux projets d'action des États-Unis contre la Libye et de nous inciter à passer au Tchad, en concertation avec eux, à une stratégie plus offensive. Le jour où le général Walters se trouvera à Paris, le Premier ministre sera en Nouvelle-Calédonie, et Jean-Bernard Raimond en Arabie. Le Président sera donc seul pour redire aux Américains notre refus de nous mêler de cela.

Mercredi 27 août 1986

Avant le Conseil, Jacques Chirac s'adresse à Jean-Louis Bianco et à moi : Il faudrait que l'on se coordonne. Le Président Gemayel devait venir en France me voir. Il a renoncé parce qu'il a appris que M. Hussein Husseini, président de l'Assemblée nationale libanaise, venait voir le Président à la même date. Il n'est pas question de responsabilités, mais...

Jean-Louis Bianco fait très poliment remarquer que si le Président de la République avait été informé que Béchir Gemayel était invité en France à la même date par le Premier ministre, il aurait sûrement évité un pareil incident.

Au Conseil des ministres, le Président ne dit rien. Il a un aparté avec Édouard Balladur, lequel rit beaucoup.

A l'issue du Conseil, le Président me confie : Je les trouve mélancoliques, même le Premier ministre ! Je suis agacé de ses mesquineries.

Jeudi 28 août 1986

Vu Pierre Verbrugghe. La Cour des comptes lui ira bien. Pour un temps.

Vendredi 29 août 1986

Repas en tête à tête avec Jean-Bernard Raimond au Quai d'Orsay, sur son initiative. Très mauvais déjeuner. Rien sur rien.

Les socialistes se réveillent : Lionel Jospin proteste publiquement contre le découpage électoral.

A Nouméa, Jacques Chirac prêche la conciliation entre les communautés calédoniennes.

Dimanche 31 août 1986

Jacques Chirac est à Wallis-et-Futuna.

Lundi 1^{er} septembre 1986

Grosses sorties de devises. Très rare, un lundi. Mauvais signe !

Ronald Reagan communique maintenant à Jacques Chirac le double des lettres qu'il envoie à François Mitterrand.

Début de la première privatisation (partielle) : celle d'Elf.

Déjeuner avec Michel Camdessus à la Banque de France. Il s'inquiète : il est menacé. Jacques de Larosière entend reprendre le siège de gouverneur, même si la direction du Fonds monétaire international échappe à la France. Étrange sens de la propriété.

Communiqué du CSPPA (Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient) à l'AFP, annonçant la reprise des attentats liés au sort d'Anis Naccache, Georges Ibrahim Abdallah et Garbidjian. Le CSPPA, qui a revendiqué sept attentats à Paris de décembre à mars, menace d'agir à nouveau si la France ne libère pas les trois terroristes.

Le Président demande que Jean-Louis Bianco réagisse à des propos tenus par André Giraud à l'université d'été du RPR, annonçant quasiment la reconquête prochaine du nord du Tchad : On peut les imputer à la chaleur des universités d'été, mais enfin...

Ces propos sont d'autant plus choquants que la position du Président est bien connue : si Hissène Habré décide d'attaquer au nord, il sait qu'il n'engagera pas la France. Le soutien français ne lui est garanti que si l'aviation libyenne l'attaque. Maurice Ulrich paraît sincèrement mécontent. Si ce qu'on rapporte est exact, il promet d'obtenir un démenti de Giraud lui-même.

On apprend par Jean-Bernard Raimond que Thierry de Beaucé est menacé de perdre la direction des Affaires culturelles au Quai d'Orsay : il paraît qu'il serait un mauvais gestionnaire.

Le Président fait prévenir Jacques Chaban-Delmas — dont Thierry de Beaucé a été le proche collaborateur — par Jean-Louis Bianco.

Jacques Chaban-Delmas : Je vous remercie infiniment. Je vais agir. Vous remercieriez le Président. Nous convenons que vous ne m'avez pas téléphoné.

François Mitterrand n'a toujours pas décidé s'il signera l'ordonnance électorale. Il attend l'avis du Conseil d'Etat sur le découpage.

Au huitième Sommet des non-alignés, réuni à Harare, Robert Mugabe, Premier ministre zimbabwéen, succède à Rajiv Gandhi, Premier ministre indien, comme président du mouvement pour trois ans.

Mardi 2 septembre 1986

Le Président reçoit Renaud Denoix de Saint Marc pour le Conseil de demain. Il lui parle de Jacques Douffiagues, ministre délégué aux Transports, qui a tenu des propos insultants à son égard et déclaré que le Conseil des ministres ne servait à rien, puisque les décisions étaient prises ailleurs : M. Douffiagues porte surtout tort au gouvernement de la France. Le gouvernement a, certes, la possibilité de boycotter le Président. Mais le dire comme cela, ce n'est pas à son honneur. Selon la règle en vigueur jusqu'en 1986, seuls les ministres — et non les ministres délégués — assistaient au Conseil. J'envisage de revenir à cette règle. Je serai très heureux de faciliter la tâche à M. Douffiagues en lui évitant de s'ennuyer le mercredi et en ne le convoquant pas, sauf si le Conseil traite d'affaires relevant de sa compétence.

Sur les otages, je ne sais rien. Mais peut-être le Président est-il tenu au courant directement par le Premier ministre ?

Le général Walters est à Paris. Il vient simplement poursuivre ses consultations sur le problème général du terrorisme. Il est satisfait des nombreuses mesures de rétorsion que la France a prises envers la Libye au cours des derniers mois. Il nous prévient que si le colonel Kadhafi recommençait à fomenter des attentats terroristes, les Etats-Unis n'hésiteraient pas à frapper de nouveau militairement.

Walters insiste sur la volonté américaine de ne pas remplacer la France au Tchad. Il faut que le Président tchadien sache clairement que, s'il persiste à vouloir affronter les Libyens au nord, il n'obtiendra l'aide ni de la France ni des États-Unis.

L'ambassadeur revient sur le terrorisme libyen. Celui-ci pourrait, à l'avenir, emprunter de nouveaux réseaux, par exemple les compagnies aériennes et les banques. Washington souhaite vivement le remplacement du colonel Kadhafi par une personnalité plus raisonnable. Du point de vue américain, le commandant Jalloud n'est pas, autant qu'on le dit, l'homme des Soviétiques.

Après avoir déploré que le Congrès américain ait réduit de moitié le financement de la FINUL par les États-Unis, et affirmé qu'il espérait que cette mesure serait rapportée, Vernon Walters se déclare favorable à la résolution 425, mais appliquée « en souplesse », pour ménager la position israélienne. Un débat au Conseil de Sécurité sur une modification du mandat de la FINUL ouvrirait, dit-il, la boîte de Pandore. Même si sa mission n'est pas entièrement remplie, la FINUL continue à jouer un rôle utile. Il faut donc améliorer son fonctionnement sans changer son mandat.

Dans une cassette vidéo transmise à Paris par ses ravisseurs, Jean-Paul Kaufmann exprime son total désespoir. Le Djihad réclame le retour à Paris des deux opposants irakiens. Il semble toutefois que, quoique libres, ceux-ci « ne le souhaitent pas ». Mais qui peut croire à la sincérité de leurs allégations ?

Toujours est-il que la situation se tend. Des attentats auront lieu. Les menaces du CSPPA sont à prendre au sérieux.

Mercredi 3 septembre 1986

Avant le Conseil, Jacques Chirac fait un long exposé, devant Jean-Louis Bianco, Michèle Gendreau-Massaloux et moi-même, sur la situation à Wallis-et-Futuna, indigne de la France : pas de routes, des dispensaires dans un état épouvantable, les femmes accouchant par terre. Réquisitoire un peu surréaliste.

Dans le bureau du Président, le Premier ministre, fort ennuyé, soutient que Jacques Douffiagues n'a pas tenu les propos qui lui ont été prêtés par la presse.

Au Conseil, Jacques Chirac : En Nouvelle-Calédonie, les extrémistes se sont calmés. On assiste à une certaine évolution vers davantage de tolérance et de compréhension mutuelles.

François Mitterrand évoque les présidents des entreprises nationalisées qui sont remplacés aujourd'hui. Ces présidents ont fait preuve de compétence et leurs résultats sont tout à fait corrects. Mais le gouvernement reste maître de ce choix.

A la sortie, compte rendu inexact d'Alain Juppé, qui indique : M. Mitterrand a simplement remarqué que ces nominations ne devaient pas être interprétées comme un désaveu. La situation, de ce point de vue, est donc tout à fait correcte. A la suite de cette « erreur » qui ne peut être involontaire, le Président décide de rendre public un communiqué. Ces gens seront incorrects jusque dans le plus petit détail, me dit-il.

Jeudi 4 septembre 1986

A 18 h 30, une dizaine de pains de plastic sont découverts au fond d'un sac jaune Gibert Jeune dans une voiture de seconde classe du RER gare de Lyon, à l'heure de pointe. Par miracle, le détonateur n'a pas fonctionné. Le ministère de l'Intérieur appelle chaque citoyen à prévenir sans délai les autorités de police de tout incident, événement ou comportement anormal dont il pourrait être le témoin.

Le Président nous dit : Nous sommes en guerre. Il faut être sans faiblesse, mais ne rien retrancher de la démocratie.

Vendredi 5 septembre 1986

Les mesures de sécurité sont renforcées dans la capitale et des consignes de vigilance données à la population.

Détournement d'un Boeing de la Panam à Karachi : vingt et un otages tués, une centaine de blessés. Les quatre pirates de l'air ont été arrêtés. L'armée pakistanaise a donné l'assaut.

Jack Lang écrit au Président pour lui suggérer de déjeuner avec le chanteur nigérian Fela, qui sera le 9 septembre prochain à Paris et donnera plusieurs concerts en France. Le Président refuse. Par ailleurs, Lang suggère que le Président inaugure la Foire internationale de l'Art contemporain ; le Président refuse aussi.

Samedi 6 septembre 1986

Laurent Fabius dénonce le chircutage électoral. Jean Lecanuet proteste aussi.

Alain Juppé ne supporte plus la tutelle d'Édouard Balladur. Il le montre, le laisse dire. Les deux hommes se ressemblent peut-être trop pour ne pas se détester.

Lundi 8 septembre 1986

Explosion d'une bombe au bureau de poste de l'Hôtel de Ville : un mort, 18 blessés. François Mitterrand et Jacques Chirac se téléphonent.

Mardi 9 septembre 1986

François Mitterrand demande au Parti socialiste d'être solidaire du gouvernement sur le terrorisme.

La loi sur les étrangers est déclarée conforme à la Constitution et promulguée.

Contrairement à ce qu'il avait initialement projeté, Helmut Kohl décide de venir à l'Élysée avant de se rendre à Matignon.

François Mitterrand : Je me réjouis de vos contacts avec le Premier ministre. Je ne regarde pas les problèmes par le petit bout de la lorgnette. Sur les problèmes de terrorisme, je suis très favorable à la coordination des polices.

Helmut Kohl : Chez nous, les terroristes se recrutent dans les classes aisées que la police a le plus grand mal à infiltrer. La culpabilité de l'époque nazie est évacuée de la conscience collective. Les jeunes veulent savoir, mais refusent l'idée que leurs parents et grands-parents étaient des criminels.

Un peu plus tard, Bujon explique aux journalistes que la rencontre entre Helmut Kohl et François Mitterrand était purement protocolaire. Le Président, informé par une dépêche d'agence, téléphone à Jacques Chirac : Vos collaborateurs font des coups très mesquins. Chirac s'excuse. Il n'y est certainement pour rien,

Mercredi 10 septembre 1986

François Mitterrand demande à Jacques Chirac de reporter l'examen des ordonnances électorales. Il n'a pas eu le temps de les étudier. Refus.

Le Président : Chirac aurait tort de confondre ma courtoisie avec de la faiblesse.

François Mitterrand refuse à nouveau de signer des remises de peine en faveur de Georges Ibrahim Abdallah et des auteurs de l'attentat contre Chapour Bakhtiar (Anis Naccache et Garbedjian, condamnés à la réclusion à perpétuité). M^r Georges Kiejman se porte partie civile contre Abdallah au nom du gouvernement américain et de la famille d'une des victimes des FARL.

Jeudi 11 septembre 1986

Au cours d'une conversation avec François Mitterrand, je résume pour lui mes idées sur les valeurs du temps : Les Français changent à la fois peu et très vite d'état d'esprit, et il n'est évidemment pas de méthode scientifique pour les comprendre. A partir des succès littéraires, cinématographiques et publicitaires, on peut néanmoins discerner les grandes tendances de leurs modes, de leurs idéaux, de leurs modèles d'aujourd'hui.

Dans les années 70 et jusqu'à une période récente, les films, les livres tournaient autour des concepts de jeunesse, d'enthousiasme, de renouveau, d'utopie, de révolte, de sexe, de passion, d'éphémère, de science.

Aujourd'hui, le public du cinéma fait un succès à des films très classiques (Out of Africa, Amadeus, Jean de Florette, Trois Hommes et un couffin). La littérature remet à la mode Giono, Dumas et Proust. Les nouveaux romans portent sur les racines, les traditions, la famille, la nostalgie. Les campagnes publicitaires jouent sur le sérieux et le raffinement, et non plus sur le sexe ou l'humour. D'une certaine façon, on est passé de Courrèges à Chanel, de Johnny Hallyday à Michel Jonasz, de Glucksmann à Dumézil. Au total, la modernité n'est plus considérée comme table rase, mais comme continuité dans un souci d'excellence. Tout cela s'explique assez bien dans la phase actuelle de crise économique : chacun a compris que la survie passe par la qualité.

Je retiendrai les mots suivants comme porteurs de valeurs d'avenir : Élégance, Raffinement, Tradition, Respect des autres et de soi-même, Famille, Effort, Rigueur, Durée, Ancien, Réussite, Sérieux.

Naturellement, toutes ces valeurs peuvent être considérées comme de droite. Mais elles ne le sont que parce que la droite se les attribue. La

gauche n'est « nouveau riche » que dans le regard de la droite ou dans une propre complexité. L'excellence, la rigueur, le raffinement peuvent être de gauche, surtout s'ils s'inscrivent dans le respect des autres et le souci du travail bienfait.

Si le combat de la gauche contre la droite reste celui du mouvement contre le conservatisme, de la générosité contre l'individualisme, de l'égalité des chances contre le droit des vainqueurs, il faut lui donner une expression nouvelle dans ce contexte nouveau.

Jean-Bernard Raimond demande à Matignon d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil de lundi prochain un mouvement diplomatique :

Charles Malo, remplacé à Pékin par Michel Combal, serait nommé à Lisbonne à la demande du Président, dit-il. (François Mitterrand : J'ai demandé qu'il soit nommé quelque part ! Pas à Lisbonne !)

Georges Égal, nommé à Lisbonne en janvier de cette année, se verrait proposer dans les mois qui viennent quelque chose comme la représentation française auprès de la FAO. (François Mitterrand : Égal doit être nommé à un poste réel, et maintenant. Me faire des propositions.)

Jacques Lecompt, nommé président de la commission interministérielle pour la Coopération entre la France et la RFA en mars 1985, serait nommé ambassadeur à Bruxelles.

Jean Audibert, nommé à ce poste en mars de cette année, se verrait proposer quelque chose comme la présidence d'une société dans le domaine de la Coopération.

Thierry de Beaucé, malgré l'intervention de Chaban, serait remplacé à la tête de la direction générale des Relations culturelles par Jean-Pierre Angremy, actuel consul général à Florence et nommé inspecteur général de la Culture. (François Mitterrand : Cela ne m'a pas été proposé. Je fais toutes réserves.)

Déjeuner avec le Président. Sur le terrorisme : Les Français doivent s'y habituer. Seule la fermeté paiera, mais ce sera long.

Le général Jaruzelski annonce la libération de tous les prisonniers politiques : plus de 13 000 détenus bénéficient de cette amnistie.

Vendredi 12 septembre 1986

Brusque crise à Wall Street. Chute de 4,6 % des valeurs. Les investisseurs japonais s'affolent devant les mauvais résultats de l'économie américaine. C'est le révélateur d'une double prise de conscience du marché financier mondial. Il est impossible de financer les déficits américains sans une hausse sensible des taux d'intérêt afin d'attirer les capitaux vers le dollar. Le marché s'attend donc au déclenchement d'un processus cumulatif de récession et d'inflation pour financer les déficits. On augmente les taux d'intérêt, ce qui réduira la demande et les investissements, aggravera les déficits, donc relancera l'inflation et exacerbera les tensions protectionnistes.

L'important n'est pas de savoir si ce diagnostic est exact, mais de constater qu'il est partagé par un grand nombre de chefs d'entreprise américains et européens. Cela suffit pour penser qu'une année difficile se prépare.

La baisse se répercute sur les autres places financières. Paris chute de 3 %.

Attentat à la cafétéria du magasin Casino à la Défense. Un homme fait semblant de tacher sa chemise, se lève pour aller aux toilettes et abandonne sous une banquette une boîte en fer : il est 12 h 30, l'heure du déjeuner. Quarante et un blessés.

Jacques Chirac doit parler devant l'Institut des hautes études de défense nationale. Le texte de son intervention est envoyé à la dernière minute à l'Élysée. Y est annoncée la construction du missile mobile SX et envisagée l'utilisation des Pluton en riposte graduée. Chirac parle de lancer sans délai une nouvelle composante terrestre capable d'échapper à une première frappe adverse, ainsi qu'un déploiement aléatoire des missiles mobiles. François Mitterrand sursaute, appelle Jacques Chirac. Finalement, celui-ci évoquera un déploiement aléatoire des systèmes majeurs. Pas question de parler de missiles mobiles. Le Président n'en veut pas. Là-dessus, Chirac n'est que le porte-parole de Giraud, lui-même expression du CEA.

Le Président, à propos du terrorisme : Faut-il annuler mon voyage en Indonésie ? Non.

Samedi 13 septembre 1986

Jacques Chirac est à Alger. Il demande aux Algériens de transmettre un message aux commanditaires d'attentats : ceux-ci doivent mettre fin à la violence s'ils veulent que la France libère Georges Ibrahim Abdallah.

Un super-pétrolier français, le Brissac, en transit dans le Golfe, est atteint par deux missiles, très probablement tirés par l'aviation iranienne. Aucune victime et peu de dégâts matériels, les deux missiles n'ayant pas explosé.

Dimanche 14 septembre 1986

Le Brissac est mouillé au large de Dubaï et une équipe du génie de l'air est en route pour procéder à la neutralisation des engins. La marine a fait rallier l'avion-escorteur Commandant Bory pour soutenir cette équipe de neutralisation. L'entrée dans le Golfe du porte-conteneurs Ville de Bordeaux, prévue pour le 15 au matin, est retardée.

Deux gardiens de la paix repèrent une bombe au rez-de-chaussée du Pub Renault, aux Champs-Élysées, où l'on fête la sortie de la nouvelle Super-5. Ils la transportent au sous-sol afin de la désamorcer. Elle explose. Ils sont tués net. Est-ce la réponse au voyage de Jacques Chirac à Alger ?

Jacques Chirac réunit le Conseil de sécurité intérieure à Matignon, puis téléphone au Président pour lui annoncer les décisions prises, avant de se rendre au Grand Jury RTL-Le Monde. Il y exclut toute mesure de clémence envers les terroristes emprisonnés et annonce un renforcement du dispositif policier sur le territoire et aux frontières.

Lundi 15 septembre 1986

Avant le Conseil, avancé en raison du départ du Président pour l'Indonésie, Jacques Chirac, très nerveux, se montre extraordinairement agressif à propos de Thierry de Beaucé, pour lequel François Mitterrand est encore intervenu.

Au Conseil, à propos du projet de budget pour 1987, Édouard Balladur déclare : Compte tenu des indiscretions parues dans la presse, j'ai dû moi-même donner des informations à la télévision, et je m'en excuse.

Le Président : Vous ne pouviez y échapper en la circonstance.

Édouard Balladur en profite pour critiquer les budgets de l'ancienne majorité. Le projet pour 1987 est adopté : 1,8 % de progression des dépenses, 128,6 milliards de déficit.

Jacques Chirac propose la nomination de Michel Baroin au Comité du Bicentenaire de la Révolution française.

Le Président : Vous avez bien voulu m'en parler et j'ai approuvé ce choix. Je pense que des précautions ont été prises à l'égard du recteur

Mallet, qu'il remplacera ? [Le Président regarde Chirac qui, il le sait, n'a rien fait.] D'ailleurs, Michel Baroin, en dehors de son dynamisme et de ses mérites, a un mérite supplémentaire : il est du Morvan.

Le Premier ministre : Et puis, il a une maison en Corrèze, il y va souvent.

Le Président : C'est un homme extraordinairement éclectique.

A la suite de son tour d'horizon de politique étrangère, Jean-Bernard Raimond évoque la demande d'accréditation de l'ambassadeur du Vanuatu en France: La particularité des ambassadeurs du Vanuatu, c'est qu'ils ne viennent pas dans les pays où ils représentent le Vanuatu. L'ambassadeur du Vanuatu en France réside au Vanuatu.

A cet instant, le Premier ministre s'impatiente et perd son contrôle, l'espace de quelques secondes : Tout cela est ridicule !

Jean-Bernard Raimond parle du recasement de Jean Audibert.

Le Président : Nous avons eu l'occasion d'en parler, vous avez noté mon insistance. Je souhaiterais que ce poste soit non dans l'administration centrale, mais à l'extérieur.

Après un mot sur son voyage en Algérie, Jacques Chirac évoque les mesures contre le terrorisme : J'ai réuni le Conseil de sécurité, nous avons arrêté des décisions. Et, s'adressant au Président : J'ai eu l'occasion de vous rendre compte de ses travaux en fin de matinée.

Le Président : Nous en avons parlé, en effet, avant votre émission.

Le Chef de l'État rend hommage aux réflexes et au courage des hommes gravement blessés ou tués en tentant de désamorcer la bombe d'hier : Le terrorisme est l'affaire de la Nation tout entière. Il lui faudra une résolution implacable pour en venir à bout.

François Mitterrand part en visite officielle en Indonésie après avoir beaucoup hésité à maintenir ce voyage en raison de la vague d'attentats. Le Premier ministre l'attend à l'aéroport, comme le veut le protocole.

Le Président, dans le petit salon : Les journalistes voudraient que je dise quelque chose. Qu'en pensez-vous, monsieur le Premier ministre ?

Jacques Chirac : Mais, monsieur le Président, vous avez évidemment raison de faire ce voyage. Personne n'en contestera le bien-fondé. Parler ? A quoi bon ? Tout le monde comprendra votre décision.

Le Président approuve.

Alors que François Mitterrand est déjà en vol, un attentat à la préfecture de police de Paris fait un mort et cinquante-cinq blessés. La police pense que les auteurs de l'attentat sont les frères d'Ibrahim Abdallah, Maurice et Robert. Le ministère de l'Intérieur lance un appel à témoins assorti d'une prime d'un million de francs. Les photos des frères Abdallah vont être placardées dans les rues dès demain.

En fin d'après-midi, intervenant sur Radio-France, Jacques Toubon regrette le voyage du Président. Jean-Louis Bianco téléphone de Paris à François Mitterrand, encore dans l'avion, pour l'en informer. La communication est effroyablement mauvaise. Le Président lui demande d'appeler Jacques Chirac. Ce que fait Bianco.

Le Premier ministre : Je vérifie tout de suite. Si vous avez été bien informé, M. Toubon a eu tout à fait tort, et je lui demanderai immédiatement de rectifier.

Il rappelle très rapidement : M. Toubon n'a pas tout à fait tenu les propos que vous me rapportez. Mais je lui demande de rectifier.

Ouverture de la conférence ministérielle du GATT à Punta del Este.

Le Prince Sihanouk nous fait savoir qu'il sera à Paris après-demain et qu'il est à la disposition du Président, durant son séjour d'une semaine, pour son audience annuelle.

Mardi 16 septembre 1986

Maurice Ulrich, fort aimable, annonce qu'il fait porter au Président une demande d'extradition de Georges Ibrahim Abdallah formulée par les Italiens qui lui prêtent des crimes perpétrés à Rome. Il pense que cette demande est faite à la requête des Américains.

Jacques Chirac : Je suis sûr que le Président approuvera à son retour d'Indonésie. Cela permettra de réaffirmer que notre position vis-à-vis de l'Iran n'a pas changé.

Mercredi 17 septembre 1986

A 17 h 25, une bombe explose rue de Rennes devant le magasin Tati. Six morts, cinquante et un blessés. Impuissance.

A 18 h 15, le Président est informé à Djakarta de l'attentat. Interrogé par les journalistes, il évoque le combat sans merci que doivent mener les démocraties contre le terrorisme, dans le respect des règles de la pratique démocratique.

François de Grossouvre croise Jacques Chirac à une réunion mondaine chez Dassault. Le Premier ministre lui glisse : Si le Président ne signe pas l'ordonnance sur le découpage électoral, surtout, dites-lui qu'il ne faut pas en faire une histoire !

Jeudi 18 septembre 1986

A Beyrouth, assassinat de l'attaché militaire, le colonel Christian Gouttière, devant la porte même de notre ambassade.

Le Conseil constitutionnel annule deux articles de la loi sur la liberté de la communication.

Dans l'avion du retour, François Mitterrand est interrogé sur l'évolution de la cohabitation : Je n'ai pas de projet, et c'en est un. Boutade ou aveu ?

Escale au Koweït. Le Président s'entretient avec l'Émir du Koweït, Jaber Al Ahmad Al Sabah. Très intéressante conversation sur le terrorisme et les rapports entre le Koweït et l'Irak.

L'Émir : Je tiens à vous dire tout de suite que je déplore le terrorisme qui s'abat sur la France. C'est quelque chose qui nous a frappés ici, qui a voulu me frapper personnellement. Nous avons tenu à résister. Nous n'accepterons jamais d'être menacés pour des criminels qui se trouvent dans nos prisons. Nous avons toujours fait passer l'intérêt du Koweït avant toute chose. Je suis sûr que la France pourra mettre un terme à cette menace. Je pense d'ailleurs qu'une coopération entre nous serait d'un grand intérêt pour les deux parties.

Le Président : Face au terrorisme, la résolution de la France est tout à fait assurée. C'est une affaire difficile, mais nous en viendrons à bout. Nous ne sommes pas disposés à transiger. Je pense que nous parviendrons à la fin de l'actuelle période sanglante. Mais tous les concours, toutes les amitiés nous seront fort utiles. Nous pouvons mutuellement nous épauler afin de mettre à la raison ceux qui n'aiment que la mort et le sang. Je ne comprends pas pourquoi on s'en prend à la France. De temps à autre, il y a des règlements de comptes sur notre sol entre des

mouvements d'origine extérieure. Notre justice est amenée à juger, les coupables vont dans nos prisons. Mais peut-on nous le reprocher ?

Les conflits du Proche et du Moyen-Orient sont des conflits dans lesquels nous n'avons rien à faire. Que nous reprochent les mouvements extrémistes ?

Dans le conflit libanais, j'ai décidé d'envoyer des soldats français à Beyrouth après l'invasion israélienne ; et cela a permis de sauver la vie de quatre mille soldats de l'OLP qui sont partis dans la dignité. Par la suite, la France a joué un rôle essentiel dans l'échange de prisonniers israéliens et palestiniens, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, qui a permis à trois mille cinq cents Palestiniens d'être libérés. Puis la France a permis le départ de Tripoli, au Nord-Liban, et jusqu'à Tunis, en les escortant, de quatre mille membres de l'OLP et de civils palestiniens. Lorsque nous sommes intervenus au Liban, nous l'avons fait à la demande de toutes les parties, de toutes les confessions, et nous avons maintenu les soldats français qui ont sauvé de nombreuses vies. C'est encore à la demande de toutes les fractions libanaises que nous avons fourni le plus fort contingent à la FINUL. Nabih Berri est même venu un jour nous demander de renforcer la contribution française à la FINUL.

A l'égard de la Libye, nous avons refusé de nous associer à certaines actions des Américains. Nous ne les avons pas autorisés à survoler le territoire français. Nous ne sommes pas entrés dans la voie des représailles collectives.

Nous avons rétabli des rapports convenables avec la Syrie. Nous avons, avec tous les pays du Proche et du Moyen-Orient, des relations amicales.

Nous avons, bien sûr, des difficultés avec l'Iran. Depuis 1976, la France a contracté des obligations envers l'Irak. Des contrats ont été signés, des engagements ont été pris pour la fourniture d'armements. Ils ont été respectés et mis en œuvre après que la guerre entre l'Irak et l'Iran eut commencé. Cette politique a été poursuivie sous mon autorité. Mais nous ne sommes pas les ennemis de l'Iran. Rien n'a été fait par la France contre ce pays et nous sommes disposés à améliorer nos relations et à les normaliser. A une limite près : nous ne sommes pas disposés à vendre des armes à l'Iran. Cela ne veut pas dire que nous ayons une préférence pour l'Irak. Cela veut dire tout simplement que nous ne sommes pas partie prenante dans ce conflit.

Alors, pourquoi l'enlèvement de nos neuf otages ? Pourquoi l'assassinat d'un ambassadeur de France ? Pourquoi ces attentats ? Vous êtes, Altesse, à la tête d'un pays fier. Eh bien, je vous dis que ces violences m'inciteront plus encore à combattre le terrorisme et tous ceux qui l'aideront. Je serai intransigeant. Les Iraniens m'avaient fait demander la grâce des cinq membres du commando qui avait tenté d'assassiner Chapour Bakhtiar, et assassiné des Français. J'ai répondu non. On m'a dit : « Si vous cédez, les otages seront libérés. » J'ai dit non. C'est une question d'honneur, de fierté. Et je dirai même : de bonne gestion politique. Ceux qui ont tué sur le sol français sont en prison. Ce serait une injustice de les laisser partir alors que leurs victimes sont mortes. Dans l'avenir, si le terrorisme s'arrête, si la paix revient dans les esprits, avec le temps, on verra... Dans la situation présente, aucune indulgence n'est concevable.

Je suis très sensible à votre proposition d'échange d'informations, qui est une très grande marque d'amitié. Votre très grande connaissance de cette région peut être utile à la France.

Quant à notre position vis-à-vis d'Israël, nous soutenons toutes les résolutions des Nations-Unies, nous sommes disposés à toutes les appliquer. Nous n'avons pas avec Israël d'accord militaire, nous ne lui fournissons pas d'armes.

Alors, de quelque côté que je cherche une explication, je ne trouve qu'une folie meurtrière. Un pays qui a le sens de sa dignité ne cède pas !

Il y a aussi, Altesse, cette guerre entre vos deux voisins. Je vous l'ai dit, nous sommes prêts à rétablir de bonnes relations avec les Iraniens, les contentieux que nous avons sont solubles, mais nous ne leur vendrons pas d'armes. Quelle est votre opinion sur ce conflit ?

L'Émir : C'est une question très difficile. Mais, auparavant, je voudrais revenir sur ce que vous avez dit. La position de la France sur la cause palestinienne, sur le Liban, sur la guerre Irak/Iran n'est pas exactement la nôtre. Mais c'est la plus proche de la nôtre. Et nous souhaiterions que tous les autres grands pays du monde aient la même position.

En ce qui concerne le terrorisme, je crois que l'affaire ne s'arrête pas aux États. Il y a aussi des groupuscules plus ou moins sous contrôle. Peut-être faut-il penser également à certains pays qui voudraient que la France adopte, comme les États-Unis, une politique alignée à 100 % sur Israël.

A propos du conflit Irak/Iran, la France avait accueilli Khomeyni, avant la chute du Shah, et avait autorisé ses activités politiques. Les responsables iraniens devraient s'en souvenir aujourd'hui. Et l'Iran ne devrait pas faire tant de reproches à la France. Pour nous, la position de la France dans le conflit est très bonne. Peut-être la France pourrait-elle agir plus activement pour essayer de mettre un terme à cette guerre, avec l'aide des autres pays européens, car le danger est de plus en plus grand. Pourtant, ni l'un ni l'autre pays ne profite de cette guerre. L'Iran essaie de l'étendre à tout le Golfe. Nous craignons que les grandes puissances ne se servent de ce prétexte pour intervenir. Et cela n'est pas notre intérêt. Pas plus, me semble-t-il, que cela ne serait celui de l'Europe. L'URSS et les États-Unis commencent à comprendre la gravité de la situation. Mais nous souhaiterions surtout une position plus forte de l'Europe pour mettre fin à cette guerre.

Le Président : Notre pouvoir est malheureusement limité, tant ce conflit a pris maintenant des allures passionnelles. Mais je suis tout disposé à saisir à nouveau la Communauté et à intervenir au nom de la France pour favoriser la paix. J'affirme même que nous ferons tout pour peser sur les deux adversaires afin de parvenir à cette paix.

L'Émir : Je rends hommage à la position de la France... Je suis très heureux de cette rencontre. Sans vous connaître, je m'étais déjà fait de vous une image. Non seulement vous êtes totalement conforme à cette image, mais tout ce que vous m'avez dit et tout ce que je vois de vous montre que vous êtes encore au-delà. Je suis très fier de l'amitié que j'avais conçue pour vous avant même de vous rencontrer.

Le Président : Sachez que je suis dans le même état d'esprit. Surtout quand je pense à la situation dans laquelle vous êtes, au courage dont vous faites preuve, alors que vous êtes aux avant-postes de la guerre, et quand je pense à la stabilité que vous maintenez dans ce pays et à la continuité de vos positions.

L'Émir : Oui, et pourtant la frontière n'est qu'à 17 kilomètres ; il y a souvent des vitres soufflées à Koweït.

Le Président : Vous faites preuve d'un grand sang-froid.

L'Émir : C'est notre destinée.

Le Président : Votre politique indépendante et courageuse comporte des risques. Tout le monde ne peut pas être contenté à la fois.

L'Émir : Il n'y a pas de quiétude à espérer pour quelque homme que ce soit.

Le Président : En effet, si vous aviez rêvé à cela, vous auriez été déçu en tant qu'émir du Koweït

Vendredi 19 septembre 1986

A Roissy, avec beaucoup de révérence, Jacques Chirac vient accueillir François Mitterrand comme il est de coutume pour tout Premier ministre à un retour de visite d'État du Président. Pour la première fois, ils font le trajet à bord de la même voiture jusqu'à l'Élysée.

Dès leur arrivée à l'Élysée, le Président reçoit le Premier ministre avec les deux ministres responsables de la sécurité, Charles Pasqua et Robert Pandraud. Interrogé par le Président, Pasqua fait le point de l'enquête sur les attentats : Le travail de la police, tout à fait sérieux, permet d'établir que les Abdallah sont dans le coup.

Le ministre de l'Intérieur se lance dans un exposé des techniques policières destiné à expliquer comment les Abdallah ont été identifiés, les témoins ayant eu le choix entre cent trente photos. Il évoque le portrait-robot établi à la suite de l'attentat du métro Auber, etc. (Gilles Ménage avait déjà tous ces renseignements.) Matériellement, dit-il, les Abdallah ont eu la possibilité de réaliser le dernier attentat et de revenir ensuite au Liban.

Le Président : C'est conforme à une technique approfondie. Les FARL ont l'habitude de quitter le pays dès le coup commis.

Le Premier ministre : Curieusement, Abdallah n'a pas été entendu par la DST depuis qu'il est en prison. On voulait le mettre dans une autre prison pour qu'il soit interrogé. Je ne le sentais pas, j'avais peur qu'il s'échappe. On l'a mis à la Santé.

Robert Pandraud : Abdallah dit que ces attentats ne peuvent que le gêner. Il se demande pourquoi nous privilégions son groupe par rapport à celui de Naccache ou de l'Arménien. Les Abdallah sont parmi les fantassins qui ont commis les attentats, mais il est douteux qu'ils puissent les avoir organisés sans la couverture logistique et financière d'autres groupes. Il y aurait une collusion entre les FARL, le Hezbollah et l'extrême gauche européenne. Nos sources chez les Arabes nous disent que nous avons bien mis le pied dans la fourmilière.

Le Premier ministre explique alors toutes les difficultés rencontrées pour retrouver la BMW noire immatriculée 78, décrite par des témoins, rue de Rennes. Le fichier des cartes grises des Yvelines n'indique pas, en effet, la couleur des véhicules. Mais tout cela est dans les journaux.

Charles Pasqua : La BMW est la voiture préférée des Abdallah.

Robert Pandraud : Bien entendu, je ne peux pas garantir les résultats de la Police. Mais nous comptons aussi sur les services secrets arabes.

Charles Pasqua : Bien sûr, ils trouveront un moyen de les dissuader ou de les liquider, et personne ne dira comment ils ont fait.

Le Président : Je suppose qu'on s'est intéressé à leur idéologie, à leur littérature. C'est important.

Robert Pandraud : Oui. Les revendications étaient manuscrites, sauf les trois dernières. Elles étaient faites en France, de la même écriture. Les trois dernières venaient de Beyrouth. Est-ce que le scribe a eu peur ou est-ce qu'il a été « exfiltré » ?

Le Président : Quand nous en parlions avec le Premier ministre, nous nous demandions s'ils ne risquaient pas de s'épuiser assez rapidement.

Charles Pasqua : Nous avons pu avoir un contact avec un membre important d'Amal, très francophile.

Jacques Chirac l'interrompt : Oui, quelqu'un de très important, de très francophile. Selon eux, le pire est encore à venir. Il faut s'attendre à des menaces contre les proches des dirigeants français, ainsi qu'à la sortie des écoles.

Robert Pandraud : Les Hezbollah sont inquiets des progrès des conversations franco-iraniennes.

Jacques Chirac : D'ailleurs, les Iraniens ne parlent plus de Naccache dans leurs revendications, sauf dans un message transmis par leur chargé d'affaires, Haddadi, qui est un des plus durs.

Robert Pandraud : La mère d'Abdallah est venue le voir. Nous avons sonorisé la cellule. Il s'est vanté des attentats de Karachi et d'Istanbul. Le Prince Saoud a cependant dit à Jean-Bernard Raimond que l'autorité de Téhéran sur les Hezbollah était totale.

Charles Pasqua : On se demande pourquoi il n'y a pas eu d'explosion hier, quand le Premier ministre a parlé, ou ce soir, pour notre réunion.

Jacques Chirac : J'ai d'ailleurs failli vous demander, monsieur le Président, que notre réunion demeure secrète.

Le Président : Comment cela, secrète ? Vous en avez donc déjà parlé aux journalistes ?

Charles Pasqua : Et puis, on a une grosse inquiétude : le Pape doit bientôt venir en France [4-7 octobre à Lyon]. Ce n'est pas tellement pour sa personne que nous redoutons quelque chose, plutôt un attentat dans la foule. On ne pourrait pas l'éviter.

Le Président : Revenons à l'affaire Abdallah. Une difficulté majeure est qu'à ma connaissance le dossier est très faible. Mais autant, à une époque, un acquittement aurait pu être admis, autant vous voyez ce que ferait aujourd'hui la libération d'Abdallah après tous ces morts ! Dans tous les cas, l'interprétation serait aussitôt politique. D'ailleurs, quand interviendra la décision du juge ?

Jacques Chirac : S'il n'y a rien de particulier d'ici à la fin de l'année, ce sera un non-lieu ou bien un renvoi aux assises. Dans ce cas, le jugement interviendra à la fin du premier semestre 1987, si l'on veut aller vite ; sinon, vers la fin 1987.

Le Président : Toutes les hypothèses sont empoisonnées. Si tout ce sang a coulé pour découvrir finalement qu'il n'y a rien dans le dossier, je n'ose imaginer les conséquences sur l'opinion publique.

Jacques Chirac : En plus, l'intervention américaine est catastrophique.

Charles Pasqua : C'est un joli piège dont on ne peut sortir que par une faute.

Jacques Chirac : Le général Imbot [directeur de la DGSE] a son dispositif en place pour agir à l'étranger et sur le territoire national.

Le Président, avec un geste de la main pour écarter cette hypothèse : Mais quelles informations a-t-il apportées ?

Robert Pandraud : Pas grand-chose.

Le Président : Malheureusement, cela ne me surprend pas. A une époque, nous connaissions le Liban comme notre poche... Bon, on va rester en liaison pour l'information mutuelle et la concertation. Je vous recommande d'analyser de près les textes et les procédés, et de regarder le rôle de l'avocat.

André Giraud persiste avec un superbe entêtement à ignorer le Président. Il propose de remplacer le général Saulnier par le général Schmidt au poste de chef d'état-major des armées. François Mitterrand refuse : Saulnier restera jusqu'à la limite d'âge. Giraud n'a pas à s'en mêler. Cette question est de la compétence exclusive du Président. Est-il bête ou fait-il de la politique ? Ou les deux ?

Samedi 20 septembre 1986

Le Président, à propos du gouvernement : Ils n'agissent que par électoralisme. Leur comportement est vraiment choquant. Mais ils sont trop pressés. C'est leur faiblesse.

A 12 h 30, Jean-Louis Bianco reçoit un coup de téléphone du Premier ministre : Comme nous en sommes convenus avec le Président, je vous fais parvenir mon discours aux Nations-Unies. C'est une figure imposée dans le genre de l'énumération. Si vous pouviez me faire connaître les réactions du Président d'ici lundi, date limite pour la traduction de mon texte...

Le texte arrive en fin d'après-midi. Nous n'avons pas d'observations majeures à suggérer. La position qu'il prend sur l'IDS est convenable, en très net progrès par rapport à tout ce qu'il a dit jusqu'à présent. Il cite même le Président. Quelques remarques de détail lui seront transmises.

Les participants à la conférence du GATT de Punta del Este se mettent d'accord pour lancer un nouveau cycle de négociations commerciales, tout en évitant de singulariser les négociations agricoles. Le ministre français de l'Agriculture, François Guillaume, juge assez correct le résultat obtenu. A ses yeux, la France a réussi à démontrer que tous les pays du monde pratiquent les subventions à l'exportation, malgré la volonté affichée par les États-Unis de pointer le doigt sur la CEE. L'accord obtenu avec les États-Unis et d'autres grands pays exportateurs comme l'Australie et l'Argentine, dit-il, élargit le débat. Le GATT va donc devoir s'occuper de l'ensemble des subventions, directes et indirectes, c'est-à-dire des États-Unis.

Alors que le Sommet de Tokyo avait décidé la création d'un groupe des seuls ministres des Finances des pays participants, Édouard Balladur m'informe que le secrétaire d'État au Trésor américain demande que les gouverneurs des banques centrales participent à ces réunions. Nous refusons, mais il se peut que James Baker nous force la main. Chaque pays représenté au sein du G7 étant maître de sa délégation, lui-même pourra se faire accompagner par le président de la Banque fédérale.

Robert Pandraud demande à Mgr Capucci, évêque de Jérusalem et personnage ambigu, d'aller voir Georges Ibrahim Abdallah en prison. Le Président est contre, mais ne peut s'y opposer.

Dimanche 21 septembre 1986

François Mitterrand : J'en ai assez de la vulgarité et de l'impudeur de certains de ces gens-là. Il faut les laisser gouverner, parce qu'ils vont échouer. Je vais refuser de signer l'ordonnance électorale. Qu'ils se débrouillent avec la représentation nationale et que le débat ait lieu clairement et publiquement.

Après la démission de Jacques de Larosière, la campagne fait rage pour l'élection du futur directeur du Fonds monétaire international. Ce sera nécessairement le candidat choisi par les Européens, car ceux-ci sont prépondérants au sein du conseil d'administration du FMI. Trois candidatures européennes sont connues : celle de Michel Camdessus ; celle de Dini, présenté par l'Italie et qui, de l'avis général, n'a pas de grandes chances ; celle d'Onno Ruding, ministre néerlandais des Finances, considéré comme un excellent candidat. L'attitude de l'Allemagne sera déterminante.

Ce n'est pas gagné pour Camdessus, qui risque de se trouver devoir quitter la Banque de France sans rien d'autre. Le cas échéant, le Président est décidé à refuser son départ.

Lundi 22 septembre 1986

Renaud Denoix de Saint Marc, très embarrassé, présente la nomination d'un nouveau procureur général à la Cour des comptes. Le Président murmure : Je ne signerai pas tant qu'il n'y aura pas un geste pour son prédécesseur.

Jacques Chirac veut inscrire l'ordonnance sur le découpage électoral à l'ordre du jour du prochain Conseil. On ne la connaît pas encore. Le Président : Je trouve cela inopportun. Je ne vois pas l'urgence. La prochaine élection législative n'aura normalement lieu qu'en 1991. Le Premier ministre sait bien que je ne dissoudrai pas. Cela va susciter un trouble important, quelle que soit la procédure suivie. Mais je ne veux pas du tout en faire un problème de procédure. Si le gouvernement insiste, j'inscrirai ce projet que je n'ai pas encore reçu. Je ne serai donc pas en mesure de dire ma décision mercredi au gouvernement à l'issue de la présentation du projet d'ordonnance. C'est une question de décence : qu'on me donne à tout le moins des délais importants. Je n'ai pas l'intention de faire droguer le gouvernement !

Clôture de la conférence de Stockholm sur le désarmement en Europe.

Le Conseil de Sécurité doit se prononcer dans la soirée sur le projet français de résolution sur le Liban que Jean-Bernard Raimond a montré au Président en Indonésie. Raimond est ce soir à New York. Les mesures militaires de regroupement et de défense passive mises en oeuvre sur la base du rapport du secrétaire général adjoint de l'ONU, Goulding, et la demande d'application réelle de la résolution 425 de 1978 sont justifiées ; mais elles s'inscrivent dans la logique d'un retrait à terme plus ou moins rapproché. Occupée avant tout à se protéger, la FINUL est en passe de renoncer à sa mission. Nous faut-il l'accepter ? C'est contraire à nos thèses. Nous réclamons à nouveau la fin, au Sud-Liban, de toute présence militaire qui n'est pas acceptée par les autorités libanaises, et nous demandons au secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires à un déploiement de la Force jusqu'à la frontière méridionale du Liban. La France ne fait là que rappeler les responsabilités et la raison initiale de la création de la FINUL.

La suite probable, au Conseil de Sécurité, est soit un veto américain sur pression israélienne, soit l'adoption du projet français avec l'abstention américaine. Dans un cas comme dans l'autre, cela n'aura aucune conséquence pratique.

La preuve sera alors apportée qu'il est impossible pour la FINUL de recevoir les moyens d'accomplir sa mission, les hommes politiques libanais

Mardi 23 septembre 1986

Le Président revoit encore le projet de discours que Jacques Chirac doit prononcer demain à New York. Il propose plusieurs corrections que le Premier ministre accepte aimablement.

Le Conseil d'État remet enfin son avis sur le découpage électoral. Il est en désaccord avec le gouvernement sur cinquante-sept circonscriptions. Le projet de texte de l'ordonnance électorale est transmis à François Mitterrand dans l'après-midi en vue du Conseil de demain. Le Président passe sa soirée à l'étudier.

Mercredi 24 septembre 1986

Tentative manquée de coup d'État au Togo. Jean-Christophe Mitterrand, qui se trouve par hasard à Lomé, appelle l'Élysée en pleine nuit. Guy Penne ne réveille pas le Président et attend le matin.

Ce matin, de son côté, le Président Eyadema joint Guy Penne et le général Forray. Les collaborateurs du Président, les premiers prévenus, informent le gouvernement.

Avant le Conseil, le Président déconseille de faire recevoir Mgr Capucci par un membre du gouvernement et de l'autoriser à voir Georges Ibrahim Abdallah. Le Premier ministre prétend que quelqu'un de l'Élysée a déjà vu Mgr Capucci. Le Président en est très étonné. Enquête faite, cela se révélera faux.

Le prélat est reçu par Robert Pandraud. Il pourra s'entretenir avec Abdallah dans sa cellule.

A propos d'une nomination de haut fonctionnaire, le Président déclare à Jacques Chirac : Je n'ai pas d'opinion désagréable sur ce monsieur, mais je ne trouve pas ce choix heureux. Le Premier ministre : C'est vrai, j'ai hésité, mais j'ai fini par cé... Il se reprend : ... par accepter.

Au Conseil, Charles Pasqua fait un exposé très neutre sur le découpage électoral.

Le Premier ministre tousse, la voix couverte : C'est une phase de la procédure qui se termine après de nombreuses consultations. On pouvait s'interroger sur la date de soumission. Nous avons pensé qu'il ne fallait pas remettre en cause un processus poursuivi, discuté par de nombreuses instances. Donc, je considère que le projet est adopté par le Conseil des ministres pour être soumis au Président.

Le Président : Je vous ai exprimé, il y a quarante-huit heures, mon regret de voir débattre ce matin du texte d'ordonnances dont l'urgence n'était pas telle. J'ai pensé qu'il n'était pas sage de réveiller des querelles qui paraîtront subalternes par rapport à la nécessaire unité du pays dans les événements qu'il subit. Vous m'avez dit vos raisons. Je ne me suis pas opposé à l'inscription pour que ceci ne soit pas transformé en débat de procédure. J'ai reçu le texte hier soir assez tard. Je n'ai pas pu en prendre connaissance avant le dîner. Il est 9 h 30 du matin. Je ne demande pas autant de temps que les instances qui ont précédé. Je prendrai le minimum de temps raisonnable pour faire part de ma décision.

Eyadema téléphone au Président à 11 heures. Celui-ci est au Conseil. Il le rappelle dès la fin de la réunion. Les troubles se poursuivent. La France apportera son assistance militaire. Le Président téléphone à Jacques Chirac à 12 heures 30 pour le lui dire.

Le Président déjeune avec quelques socialistes, dont Michel Vauzelle. Il explique qu'il ne signera pas l'ordonnance sur le découpage électoral.

A 16 heures, le Président fait porter une lettre au Premier ministre, puis demande à Jean-Louis Bianco d'appeler les responsables du ministère de la Défense, de la Coopération, des Affaires étrangères, pour leur dire : Le Président a décidé d'appliquer l'accord de défense avec le Togo. Il vient d'ailleurs de s'en entretenir avec le Premier ministre.

Jacques Chirac part pour New York. Devant l'assemblée générale de l'ONU, il confirme : Un groupe auquel appartient Georges Ibrahim Abdallah est responsable de ces attentats.

Chirac déclare aux journalistes que le Président n'a rien trouvé à redire à son discours aux Nations-Unies, ce qui est inexact.

Jeudi 25 septembre 1986

Dans Le Monde, Michel Vauzelle annonce que François Mitterrand ne signera pas les ordonnances sur le découpage électoral.

Abou Iyad déclare publiquement que les attentats en France ne sont pas liés à Abdallah, mais au conflit Irak/Iran.

La candidature de Michel Camdessus au FMI est maintenant officielle. Ce n'est pas gagné.

Vendredi 26 septembre 1986

Un de nos meilleurs diplomates, expert du Moyen-Orient, nous explique, à propos des auteurs présumés des communiqués des groupes terroristes, que, selon lui, tout vient de Syrie : Ce sont certainement des étudiants attardés ayant fait à la Sorbonne ou à Nanterre de longues études de droit ou de sociologie. On le voit à la phraséologie, de type marxisto-gauchiste. Depuis lors, ils ont dû passer par tous les groupes palestiniens extrémistes, notamment le FPLP de Georges Habache, et ont sûrement travaillé à Beyrouth avec tout le monde, dont les Arméniens. Par la suite, certains d'entre eux peuvent avoir découvert ou redécouvert l'islam, comme nos anciens gauchistes français ont découvert le libéralisme. Les auteurs des communiqués du Djihad sont, eux, d'une autre trempe : connaisseurs de la pensée occidentale sans être dominés par elle, réellement animés d'une ferveur révolutionnaire islamique, calculant à beaucoup plus long terme et gérant beaucoup moins maladroitement leurs rapports avec l'opinion française.

Pour lui, le régime baasiste syrien, qui est minoritaire, doit éliminer — de Syrie, bien sûr, mais aussi du Liban — toute autre légitimité que la sienne. Les Syriens, pense-t-il, ne peuvent supporter l'OLP du fait de sa légitimité propre. Ils veulent couper le Liban chrétien de sa base arrière française, qui lui permet de respirer. Ils n'admettent pas que d'autres pays arabes aient des représentations diplomatiques au Liban. Ainsi les Algériens ont dû leur donner de multiples gages pour s'y maintenir. L'ambassade d'Irak a été pulvérisée par un attentat. Le chargé d'affaires saoudien a été enlevé. Ils ne peuvent que craindre, enfin, le développement de la légitimité chiite. Ce qui les place d'ailleurs dans une contradiction : faut-il d'abord faire reculer l'influence occidentale, et donc française, ou faut-il d'abord contenir les chiites ? Mais, par rapport à l'Iran, la Syrie est coincée : comme elle en a un besoin vital pour fixer son véritable adversaire, l'Irak, elle n'a pas vraiment les moyens de l'empêcher de développer l'influence chiite au Liban.

A ses yeux, dans l'esprit du Président Assad, le voyage en Syrie du Président de la République, en novembre 1984, n'aurait été qu'un armistice. Enfin, insiste-t-il, la Syrie ne nous a jamais donné un seul signe concret de coopération dans la lutte contre le terrorisme, contrairement à tous les autres Arabes, à commencer par l'OLP.

Il développe ainsi son analyse : L'hypothèse Abdallah peut suffire, à mon avis, à justifier les attentats actuels. Une série de groupes ayant l'habitude de travailler ensemble, se mobilisant pour récupérer un de leurs chefs charismatiques, c'est vraisemblable. Ils reçoivent une aide

logistique de réseaux syriens qui les ont déjà employés dans le passé à diverses tâches et qui veulent pouvoir encore faire appel à eux. Dans cette hypothèse, les Syriens n'ont pas de raison majeure d'avoir conçu les attentats, mais ils n'en ont pas non plus de les avoir empêchés. Ils peuvent même avoir apporté un peu d'aide, estimant que c'était de toute façon bénéfique de fragiliser la France au Proche-Orient. Surtout si on va poliment leur demander de coopérer avec nous. La Syrie est en effet soucieuse de son image, contrairement à l'Iran.

Il conclut par ce pronostic : Étant donné que la piste Abdallah conduit inévitablement à une mise en cause de la Syrie, ne serait-ce que pour complicité logistique, les Syriens ont intérêt à ce qu'un nouvel attentat ait lieu pendant que les frères Abdallah sont fixés dans leur village par la surveillance des médias, pour montrer l'absurdité des accusations policières et les disculper.

C'est en effet convaincant et effrayant.

Retour en France des deux Irakiens expulsés en février et grâciés par Saddam Hussein. Fin d'un honteux épisode.

Samedi 27 septembre 1986

Un autre expert français du Moyen-Orient, issu cette fois de l'armée, nous donne sur le même sujet un point de vue totalement opposé. Pour lui tout vient d'Iran : La politique à « double face », l'une honorable, l'autre terroriste, de l'Iran, répond à une règle appliquée par les Iraniens à l'ensemble de leurs relations internationales, sauf peut-être en ce qui concerne l'URSS, dont Téhéran redouterait les réactions.

Pour lui, l'Iran pourrait avoir trempé dans les récents attentats de Paris. De même, il estime que la recrudescence des attaques contre la FINUL, au moment où un dialogue franco-iranien tend à s'intensifier, traduit la volonté de Téhéran de parler par explosions, pour mieux intimider l'interlocuteur, et son désir de rendre plus efficaces ses actions terroristes de déstabilisation en immobilisant l'autre dans une négociation.

Il ajoute : Je pressens en Iran l'existence d'un puissant parti de la confrontation violente, contre lequel les tendances à la normalité et à la respectabilité ne pourraient guère l'emporter sans exposer le pays à des surenchères révolutionnaires, des pratiques du fait accompli, voire des heurts internes. Peut-être est-ce tout simplement pour éviter de tels aboutissements que l'Iran en est réduit, dans ses relations internationales, à donner simultanément des satisfactions aux modérés et aux activistes.

Nous voilà bien renseignés... Est-ce l'Iran ou la Syrie qui est derrière ces attentats ?

Dimanche 28 septembre 1986

Aux élections sénatoriales, la droite obtient 89 des 120 sièges à pourvoir. Le RPR, avec 77 sièges, devient le premier groupe du Sénat.

François Mitterrand : L'intelligence ? C'est la chose du monde la mieux partagée. La volonté, ça, c'est plus rare.

Lundi 29 septembre 1986

Un troisième expert du Moyen-Orient nous donne son avis. Pour lui, c'est à la fois la Syrie et l'Iran qui sont en cause. Le Hezbollah, appuyé en cela par Téhéran, a décidé, explique-t-il, d'accroître au Liban son audience et son prestige en se constituant peu à peu en force principale de résistance à l'occupation israélienne. Le Hezbollah ne recrute ses adeptes qu'au sein de petits clans sans influence ou parmi des individus dépourvus d'attaches solides dans la société libanaise, fondamentalement gouvernée, notamment en milieu chiite, par le système des tribus. Le Hezbollah, en conclut-il, ne peut espérer exercer une influence importante dans la société libanaise que par le prestige que lui conférerait son rôle dans la défense du pays. C'est la raison pour laquelle il choisit la stratégie du pire : provoquer Israël jusqu'à l'amener à des représailles propres à rallier les populations du Sud à la résistance à outrance. Le Hezbollah souhaiterait même, pense-t-il, amener Israël à une occupation en règle du Sud-Liban, laquelle, si elle se prolongeait suffisamment, pourrait entraîner les mêmes réactions de rejet qu'en 1983 et 1984. Le Hezbollah animera alors une guérilla nationale, islamique et défensive, avec l'aide de l'Iran. Il pense que la FINUL gêne la réalisation de ce plan, car Israël hésite à braver la présence des Casques bleus pour mener des opérations d'envergure en territoire libanais. Les harcèlements du Hezbollah contre les troupes des Nations-Unies ont donc pour objectif essentiel d'obtenir le départ de la FINUL, et c'est la politique du pire.

Mais, ajoute-t-il, la Syrie n'a pas pour autant renoncé à son ambition. Si elle accepte de voir le Hezbollah diriger ses forces contre Israël, l'important, pour elle, est l'évolution du conflit du Golfe dont elle attend à brève échéance la chute de Saddam Hussein. Après cela, la Syrie s'occuperait de redistribuer les

cartes à son profit, en neutralisant son allié iranien et le Hezbollah qui le soutient.

Ainsi le Hezbollah mise sur la perpétuation de la violence au Liban, bien que la lassitude finisse par envahir ce pays. Un tel conflit — occasion de combats et de sacrifices — reste en revanche nécessaire pour maintenir l'Iran en état de mobilisation morale. Si la guerre du Golfe s'achevait, la bataille contre l'agression israélienne au Liban — même si Téhéran ne s'y impliquait que très partiellement — resterait la seule façon pour le gouvernement iranien de maintenir une tension suffisante au sein de sa population.

Autrement dit, pour cet expert, attaquer la France au Liban est nécessaire à la politique intérieure du régime iranien...

Alors, Iran ou Syrie ? Iran et Syrie ?

Mardi 30 septembre 1986

Lech Walesa annonce la formation d'un Conseil provisoire du syndicat Solidarité agissant au grand jour pour le rétablissement des libertés syndicales en Pologne.

Le Président me raconte que, chaque fois qu'il le reçoit, le ministre de la Défense lui demande le remplacement du général Saulnier par le général Schmidt. Chaque fois, le Président répond qu'il n'y a aucune raison pour que le chef d'état-major général des armées quitte son poste avant l'échéance normale, en novembre 1987.

La politique de Défense nationale pose un vrai problème. Il n'est pas exclu qu'il y ait rupture de la cohabitation là-dessus.

Le Président provoque une réunion avec le Premier ministre, André Giraud et Jean-Bernard Raimond sur ces problèmes de défense. Elle aura lieu la semaine prochaine. On y parlera de la seconde composante et de ses éventuelles conséquences sur les sous-marins nucléaires, de l'armement nucléaire préstratégique ou tactique, de l'engagement en Centre-Europe. Le Président n'admettra pas que l'on aille jusqu'à une réintégration de fait dans l'OTAN.

Mercredi 1^{er} octobre 1986

Avant le Conseil, dans le bureau de Jean-Louis Bianco où nous attendons d'être reçus par le Président, je suis frappé de constater à quel point le Premier ministre a les traits tirés.

Au Conseil des ministres, alors que Jacques Chirac demande à nouveau l'autorisation d'utiliser le 49-3, le Président l'interrompt : Je ne veux pas trop intervenir dans les relations entre le gouvernement et le Parlement, mais dans quelle hypothèse voudriez-vous utiliser le 49-3 ?

Jacques Chirac : Dans l'hypothèse de parlementaires.

Le Président : Vous vous privez des moyens de distinguer les cas importants de ceux qui ne le sont pas. Mais, après tout, c'est vous qui connaissez votre majorité. Je ne prétends pas me substituer à vous.

Après la communication sur les Affaires étrangères de Jean-Bernard Raimond, le Président : Il ne faut pas s'illusionner à propos des forces nucléaires intermédiaires. Dans cette négociation, l'URSS a tenté, tente et tentera de remettre en cause l'annexion britannique et française. Les États-Unis ont été solidaires et ne le seront pas toujours. Il faut leur dire : « Quoi que vous décidiez, nous n'en tiendrons pas compte. » Le même raisonnement vaut pour le Pacifique-Sud. Évidemment, c'est plus délicat, à cause de la Nouvelle-Calédonie. Les criaileries des uns et des autres n'ont aucune importance ni aucun intérêt. Il faut les laisser s'agiter.

Le Président rappelle à ce propos les essais nucléaires anglais en Australie et la façon dont les Australiens ont massacré les aborigènes.

Il poursuit : Il y a toujours une tentation des Américains de négocier de bloc à bloc et de se dispenser de tout organisme intermédiaire. Ils cherchent toujours des terrains où ils disposent d'une clientèle suffisante pour imposer leurs vues, comme dans les sommets des pays industrialisés. L'Alliance atlantique est nécessaire et la France y tient et doit y tenir. Mais c'est une alliance limitée, dans son application géographique, d'une façon claire. A Williamsburg, on a essayé d'y mêler la sécurité du Japon. C'était, de la part des États-Unis, une hérésie volontaire. Cela n'a rien à voir avec l'Alliance atlantique, puisqu'il s'agit d'un pays du Pacifique ! Cela vaut aussi quand on parle de la Libye, qui est en Méditerranée. Je craindrais donc — [le Président se tourne vers Jean-Bernard Raimond] mais je ne doute pas de votre résolution — tout ce qui conduirait à sortir des règles de compétence de l'Alliance atlantique. Les États-Unis ont une tendance naturelle à l'imperium. Il faut arrêter dès le départ toute conversation qui nous entraînerait sur ce terrain.

Jean-Bernard Raimond approuve. Il relève la brutalité dont George Shultz a fait preuve, lors de leur dernière discussion, à propos du désarmement en Europe, et le désir américain de traiter directement avec l'autre bloc.

Le Président : Quand les deux Grands ne s'entendent pas, c'est dangereux ; et quand ils s'entendent, c'est pire.

Édouard Balladur me confie après la réunion : Les accords américains internationaux entre spécialistes portent le nom de l'hôtel où ils ont été signés. Ainsi on parle de l'« accord du Plaza », signé dans un palace de New York. Baker, le secrétaire américain au Trésor, m'a dit : « Je verrais bien un accord du Ritz » (donc signé à Paris). Je lui ai alors parlé de Scott Fitzgerald, qui y avait ses habitudes. Mais James Baker n'a pas compris. Il ne le connaissait pas.

Je me rends à Londres pour participer à une réunion avec Horst Teltschik et Charles Powel sur le désarmement nucléaire américain en Europe. Au retour, je dis au Président que tout tourne pour les Allemands autour du sort des 72 fusées Pershing IA actuellement implantées en Allemagne et sous contrôle partiel allemand. Les Allemands souhaitent les conserver, mais modernisées en Pershing IB, sous double clé. Selon Teltschik, s'ils sont assurés du soutien français et anglais, ils pourront forcer les Américains à suivre. Les Anglais ne veulent pas. Ils sont tout à fait alignés sur les Américains et prêts à accepter les deux options zéro, donc à abandonner les Pershing IA allemands. Les uns et les autres reconnaissent que les États-Unis veulent la double option zéro, vite. Ils savent que l'Europe a peu de chances de s'y opposer. Teltschik n'a pas d'illusions, ni de vraie volonté de bataille.

J'apprends parallèlement de Charles Powel que Jacques Chirac a téléphoné lundi soir à Margaret Thatcher pour essayer de la convaincre de se rallier à la position allemande, c'est-à-dire maintenir des fusées Pershing en Allemagne, en disant que le Président était entièrement d'accord avec lui. Selon Powel, Jacques Chirac refuse la présence d'un interprète, car il croit comprendre ce que dit Margaret Thatcher, mais, visiblement, il ne comprend qu'un mot sur deux.

Ce soir, Horst Teltschik rentre à Bonn, convaincu qu'en dernier ressort le Président soutiendrait le Chancelier s'il renonçait à ces fusées tout comme s'il voulait les garder. Mais il a aussi compris qu'il n'a rien à attendre des Anglais, qui suivront les Américains quoi qu'il arrive. Le gouvernement allemand doit prendre position dans les huit jours après un voyage de Hans-Dietrich Genscher à Washington, jeudi.

Jeudi 2 octobre 1986

Le Président, décidé à rejeter l'ordonnance sur le découpage électoral, réfléchit à la déclaration qui en accompagnera l'annonce. Il veut que chacun soit pris par surprise. Une réunion se tient dans son bureau avec Michèle Gendreau-Massaloux, Michel Charasse, Jean-Louis Bianco et moi. Le Président : Quand une décision va faire du bruit, il faut que l'annonce soit la plus limpide possible. Le texte du communiqué doit donc évoquer la tradition qui veut que l'Assemblée nationale détermine elle-même les modalités de l'élection des députés. Cela suffit pour justifier de refuser l'ordonnance et de renvoyer à la loi... Vous prévenez Chirac, Pasqua et Pons juste avant que la dépêche tombe, puis il faudra aussi prévenir Joxe, Jospin, Fabius et Mauroy...

Jean-Louis Bianco ne parvient pas à joindre Jacques Chirac. Je joins Maurice Ulrich. Il est calme, sec : Très bien, je vous remercie.

Jacques Chirac rappelle, très raide : Nous n'en ferons pas une affaire, mais cela aura sûrement des conséquences.

Charles Pasqua, lui, se montre très aimable : Merci beaucoup.

Matignon répond par un communiqué soulignant la volonté du gouvernement de ne pas ouvrir une controverse institutionnelle. Charles Millon parle de péripétie. On est loin de l'affaire des privatisations. Tout s'émousse.

Vendredi 3 octobre 1986

Déjeuner avec Renato Ruggiero, le sherpa italien. On commence à évoquer le prochain Sommet de Venise. Le terrorisme en sera un des thèmes.

Samedi 4 octobre 1986

Dans une interview au Monde, Albin Chalandon demande que les juges poursuivent les usagers de la drogue. Michèle Barzach est furieuse. Jacques Chirac prend parti en sa faveur.

François Mitterrand est à Lyon pour accueillir Jean-Paul II.

Dimanche 5 octobre 1986

J'apprends des Hollandais que Jacques Chirac aurait promis à leur Premier ministre, Ruud Lubbers, de soutenir la candidature de son ministre des Finances, Onno Ruding, contre celle de Michel Camdessus à la direction du FMI... s'il retire la candidature d'Amsterdam aux Jeux olympiques, qui gêne Paris ! Il aurait aussi envisagé un compromis : Camdessus pendant dix-huit mois pour la fin du mandat de Jacques de Larosière, suivi de Ruding pour cinq ans. Tout cela est inacceptable !

Lundi 6 octobre 1986

Je préviens Michel Camdessus de intentions de Jacques Chirac. Pas question d'accepter la substitution au poste de gouverneur de la Banque de France si le poste de Washington n'est pas assuré.

Mardi 7 octobre 1986

François Bujon demande à me voir avant la prochaine réunion des sherpas pour me communiquer les désirs du gouvernement pour le Sommet de Venise. Le ton a changé depuis avril.

Pour préparer la réunion du Conseil de Défense de demain, le Président reçoit des dossiers très approfondis du général Forray et de Hubert Védrine. Il n'est pas hostile au principe d'une modernisation de la seconde composante de la force de frappe, mais très en arrière de la main sur le petit SX (missile mobile dit à déplacement aléatoire et monté sur camion), projet conçu par le CEA et l'armée de terre, approuvé par l'état-major et défendu par le gouvernement.

Le général Forray, hostile au SX initial, se prononce en faveur de ce petit SX. Mais, fort loyal, il est un peu ennuyé d'être coincé entre le Président et l'Armée.

François Mitterrand : Je ne comprends pas la position de Giraud sur la seconde composante. Des missiles sur camions ne seront-ils pas, à terme, plus aisés à détecter que des sous-marins au fond des mers ? Au moment où les autres puissances nucléaires développent leur bouclier, c'est-à-dire leur défense contre des missiles, ne vaut-il pas mieux en faire autant plutôt que de construire de nouvelles annes mobiles, donc non protégeables par une défense au sol ? En conséquence, et pour la même somme, ne vaudrait-il pas mieux renforcer Albion pour le doter d'une réelle défense, prélude à la future défense spatiale de l'Europe ?

Il réalise qu'il ne fallait pas laisser le Premier ministre parler de l'armement tactique comme d'une super-artillerie, car elle ne serait plus véritablement un élément de dissuasion, mais une arme de bataille.

Le Président : De toute manière, je pense depuis toujours que cette notion d'ultime avertissement est absurde. L'arme nucléaire doit rester une menace. Au fond, l'ultime avertissement n'est que celui que l'on se donnerait à soi-même ! Il ne faut pas se faire d'illusions : nous n'allons pas nous substituer aux États-Unis !

Mercredi 8 octobre 1986

Après le Conseil des ministres (au cours duquel le Président accroche à nouveau André Giraud sur la dissuasion et la seconde composante, et Jean-Bernard Raimond sur l'adhésion de l'Espagne à la CEE, dont le ministre des Affaires étrangères prétendait s'attribuer tous les mérites), réunion de Défense chez le Président avec Jacques Chirac, Giraud et le général Forray. Le Premier ministre reprend à son compte les remarques que le Président vient de faire au Conseil sur la deuxième composante. Chirac veut régler le problème tout de suite. Le Président souhaite retarder la discussion.

Le futur Sommet américano-soviétique tant attendu s'annonce. Il aura lieu à Reykjavik, en Islande. On doit normalement y faire un pas décisif en matière de désarmement. Ronald Reagan écrit au Président de la République pour lui dire ce qu'il en espère. Il ne s'attend à aucun accord officiel. Les États-Unis recherchent en priorité, dit-il, des réductions substantielles et rééquilibrantes des armes offensives. A Reykjavik, il veut vérifier si les Soviétiques sont disposés à œuvrer de manière constructive en vue d'un accord. Par ailleurs, il explique que les États-Unis cherchent à obtenir une limitation progressive des essais. La première étape doit consister à améliorer les procédures de vérification. Il ne s'attend pas à ce que les divergences entre l'Ouest et l'Union soviétique soient effacées à Reykjavik. Comme à chacune de ses lettres, on trouve à la fin une formule rituelle du style : Il ne reste que peu de temps avant la rencontre, mais j'accueillerai volontiers toute suggestion de votre part. Comme je l'ai souvent remarqué, vos conseils et votre soutien constituent un élément clé de ma façon d'aborder ces rencontres importantes...

Il s'agit une fois de plus d'une lettre circulaire aux membres de l'Alliance, sans aucune référence à la spécificité française. Au-delà des généralités contenues dans cette lettre, le seul sujet important sur lequel Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev peuvent conclure un accord à Reykjavik porte sur la présence des missiles à moyenne portée en Europe. Les Soviétiques ont proposé de les limiter à 100 de part et d'autre. Le compromis esquissé à l'automne 1982 en prévoyait 225. Les États-Unis pourraient en accepter 100 en Europe, et, pour plaire au Japon et à la Chine, 100 en Asie. L'URSS ne veut pas.

Danger qui nous concerne en particulier : les Soviétiques évoquent la question de l'inclusion des forces tierces, c'est-à-dire les nôtres, mais n'en font pas pour l'instant une condition d'accord avec les États-Unis, lesquels sont jusqu'ici restés fermes. Mais, si cela devait être la condition d'un accord, certains responsables américains, comme Paul Nitze, seraient prêts à transiger avec les Soviétiques. Ceux-ci pourraient aussi proposer un accord intermédiaire de courte durée, sans prise en compte de nos forces, pour mieux nous piéger par la suite. Le plus probable est un accord qui, sans nous toucher formellement, accroîtrait la pression politique sur nous. On ne peut pas même exclure une prise en compte implicite, les États-Unis n'utilisant pas tout leur quota européen et reconnaissant ainsi, de fait, que les forces françaises et britanniques peuvent être assimilées aux forces américaines en Europe.

Le risque existe de nous voir alors accusés de surarmer. Pour le réduire, nous avons intérêt à afficher la modernisation de notre force de dissuasion avant un accord entre les deux Grands, pour créer un fait accompli avant que l'URSS et les États-Unis ne s'engagent dans une vraie réduction des armements.

D'où l'importance de choisir et d'annoncer au plus tôt comment nous moderniserons la deuxième composante de notre force de frappe.

Si le gouvernement adoptait maintenant le simple missile mobile S4, il serait beaucoup plus difficile, après un accord de désarmement URSS-États-Unis, de revenir au M5 à douze têtes, car, pour le coup, la France serait accusée de surarmer.

Il devient donc urgent de sortir du débat politique entretenu jusqu'ici. Le troisième sous-marin nouvelle génération sera opérationnel en 1994. Nous devons annoncer très vite une date précise pour la mise en service des missiles M5 qui l'équiperont.

Pour Albion, l'urgence se fait aussi sentir. Les S3 seront, chacun le sait, périmés en 1996. Trois solutions sont envisageables pour moderniser cette composante terrestre de notre dissuasion nucléaire :

- trouver un successeur aux S3, qui ne serait que sol-sol ;
- prévoir un missile nouveau valable à la fois pour Albion et pour les Mirage IV ;
- équiper un nouvel avion porteur d'un missile air-sol ultraperfectionné.

Si cela est financièrement supportable, il faudrait s'orienter, de toute façon, vers la modernisation de nos trois composantes dès 1996.

Jeudi 9 octobre 1986

Mercredi prochain doit être faite en Conseil des ministres une communication sur la pauvreté. A cette occasion, Philippe Séguin annoncera que

le gouvernement reconduit pour cette hiver la subvention de 7 millions de francs à Georgina Dufoix avait accordée aux Restaurants du Cœur. Naturellement, malgré la promesse préélectorale d'Alain Juppé, ils ne retiennent pas l'idée de la déduction fiscale pour les dons charitables, que Coluche avait lancée et que nous avons approuvée.

Vu notre ambassadeur au Liban, Christian Graeff, de passage à Paris. Il pense que le pire, là-bas, est encore à venir : Les assassinats peuvent reprendre du jour au lendemain. La « coalition des tueurs » voudrait éliminer le Président Gemayel, plusieurs leaders chrétiens, les chefs de l'armée, les ambassadeurs des États-Unis, de Grande-Bretagne et de France. Aucune sécurité absolue n'est possible. Les bombes télécommandées employées au Sud-Liban pourraient détruire les voitures blindées utilisées à Beyrouth. Les enlèvements peuvent également reprendre. Quant au contingent français de la FINUL, maintenant regroupé dans la cuvette de Joya, il est vulnérable à une attaque de grande envergure de miliciens chiites apparemment pris en main, maintenant, par les Iraniens sur un mode quasi militaire. Dans le réduit chrétien, les factions rivales continuent de s'entretuer : 5 ou 6 morts chaque jour. Le Président Gemayel perd le peu de possibilités qui lui restent de pouvoir arbitrer entre ces divers groupes. Le pire serait atteint si l'armée libanaise (dix-huit mille hommes, dont cinq brigades chrétiennes, trois brigades chiites, deux brigades sunnites et une brigade druze) entrait dans la guerre civile.

Graeff est très calme. Il sait qu'il peut être assassiné n'importe quand. Il repart dimanche pour le Liban. Sa mission se termine normalement à la mi-décembre. Il incarne la grandeur de la fonction publique, sa modestie et sa compétence.

La baisse du pétrole et du dollar réduit de 100 milliards la facture énergétique française et la ramène, en pourcentage du PIB, à un niveau voisin de celui d'avant le premier choc pétrolier. Qu'aura-t-on fait de ces 100 milliards ?

Quelques sujets de réflexion pour l'année prochaine :

- 1 Comment utiliser la baisse du dollar et du pétrole pour la création d'emplois ?
- 2 Quels métiers faut-il enseigner pour préparer l'an 2000 ?
- 3 Peut-on créer des emplois en aménageant le temps de travail ?
- 4 Comment améliorer et défendre le système de protection sociale ?
- 5 Comment la société doit-elle s'organiser pour répondre aux maladies cellulaires ?
- 6 L'équilibre entre les régions de France est-il en train de se modifier ?
- 7 La protection contre les risques du nucléaire.
- 8 Les systèmes d'armes de l'avenir.
- 9 L'avenir des télécommunications.

Roland Dumas est élu — par surprise... — président de la Commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale, par 35 voix contre 31 à Bernard Stasi.

Vendredi 10 octobre 1986

Déjeuner avec Jacques de Larosière. Pour lui, après le choc boursier des jours derniers, la situation économique internationale est d'une très grande gravité. Elle frôle chaque jour la catastrophe, tant dans le Tiers Monde qu'aux États-Unis. En Amérique latine, le financement est politiquement de plus en plus difficile. Personne ne voit comment les États-Unis pourront réduire leurs déséquilibres. Trois scénarios sont possibles :

- les États-Unis acceptent d'augmenter leurs impôts, rééquilibrant ainsi leur budget et leur déficit extérieur sans récession ni hausse des taux d'intérêt, ce qui permettrait au Tiers Monde de poursuivre son difficile chemin ;
- le rétablissement de l'équilibre budgétaire américain par la récession, entraînant la faillite des grands pays débiteurs du Tiers Monde et l'aggravation massive du chômage en Europe ;
- le maintien du déficit budgétaire américain à son niveau actuel (près de 200 milliards de dollars), entraînant un jour ou l'autre une perte de confiance des prêteurs, un retrait des capitaux étrangers, une montée massive des taux d'intérêt en même temps qu'une chute du dollar, ce qui précipiterait la faillite des pays débiteurs et une récession inflationniste en Europe.

Pour lui, si l'on veut éviter une grave crise mondiale, il faut que deux conditions soient réunies :

- l'élection d'un Président américain capable de réduire significativement les dépenses militaires et d'augmenter sensiblement les impôts indirects ;
- la présence à la tête du FMI — nous y voilà ! — d'un homme capable de négocier en souplesse et de bénéficier de l'appui du Tiers Monde ; il pense que Michel Camdessus est le seul des candidats en présence pouvant remplir ce rôle, et que cet argument devrait être employé par la diplomatie française lorsqu'elle plaide en sa faveur.

Il ajoute cependant une phrase qui me rend perplexe : Quoi qu'il arrive, si Camdessus n'est pas nommé au FMI, il faudra lui trouver autre chose de haut niveau, marquant bien par là son intention d'obtenir de toute façon son retour à la Banque de France, dont il s'estime en quelque sorte propriétaire.

De nouvelles cérémonies autour de la statue de la Liberté sont prévues à New York le 28 octobre — date exacte de son Centenaire — en présence du Président américain. La manifestation principale aura lieu sur l'île de la Liberté, devant 3 000 personnes et 500 journalistes. Depuis le mois de juillet dernier, le ministre de la Culture et de la Communication n'a pas dissimulé son souhait de se rendre à New York et a dépêché depuis lors des membres de son cabinet aux États-Unis pour préparer ce voyage — lequel se poursuivrait par sa participation au marathon de New York... Toutefois, le 28 octobre est également la date de la deuxième journée du Sommet franco-allemand à Francfort, justement centré sur la Culture. Il serait difficile de justifier son absence.

Samedi 11 octobre 1986

Première réunion des sherpas à Taormina, en Sicile, pour préparer le Sommet de Venise, sous très haute surveillance policière.

Le Sommet soviéto-américain commence à Reykjavik. On ne sait rien de ce qui s'y passe. Quelques images, c'est tout. Peut-être, contrairement à toute attente, n'est-ce qu'un Sommet de routine ?

Dimanche 12 octobre 1986

Quelques coups de téléphone donnés dans la soirée depuis Taormina me font découvrir un peu ce qui s'est passé en Islande. Hallucinant :

Ronald Reagan aurait proposé un désarmement nucléaire généralisé ! D'autres disent qu'il n'a proposé un désarmement portant sur la moitié des missiles stratégiques et sur la totalité des missiles de moyenne portée. Pagaille et panique à leur paroxysme !

Lundi 13 octobre 1986

D'après ce que l'on m'en rapporte, Soviétiques et Américains seraient passés, hier à Reykjavik, très près d'un accord historique. Rien moins que l'option zéro en Europe pour les forces intermédiaires ! L'URSS aurait conservé 100 têtes de SS20 en Asie, les États-Unis 100 têtes sur leur continent. Les armes nucléaires à plus courte portée auraient été maintenues à leur niveau actuel, mais des négociations démarreraient pour leur réduction. En outre, les missiles stratégiques intercontinentaux auraient été réduits de moitié en cinq ans. A cette échéance, seuls 1 600 vecteurs stratégiques et 6 000 têtes auraient subsisté. Et, dans les cinq années suivantes, les Américains proposaient l'élimination totale des missiles balistiques ! Celle-ci entraînant, à terme, la disparition des armes identiques des Anglais et des Français.

Incroyables ouvertures que les Soviétiques auraient refusées... parce que les Américains conserveraient ainsi l'avantage en nombre de bombardiers !

Il y aurait eu accord sur l'ouverture de négociations sur les procédures de vérification des deux traités de limitation des essais signés en 1974 et 1976, mais non encore ratifiés par le Sénat américain. La cessation complète des essais resterait l'objectif ultime, après élimination des armes nucléaires offensives.

Par ailleurs, pour empêcher le développement des missiles antimissiles, les Américains auraient proposé de prolonger la validité du traité ABM de cinq années, puis à nouveau de cinq années si tous les missiles balistiques étaient éliminés. Pendant ces dix ans, toutes les expériences autorisées par le traité ABM pourraient être poursuivies, c'est-à-dire que l'IDS pourrait progresser. Au bout de ces dix ans, chaque partie aurait la liberté de déployer un système de défense stratégique, sauf en cas d'accord des deux pour renoncer à la « guerre des étoiles ».

Les Soviétiques ont rejeté cette proposition, exigeant une nouvelle définition plus stricte des expériences autorisées par le traité ABM, et refusé le déploiement de systèmes défensifs à l'échéance de dix ans. Mikhaïl Gorbatchev aurait accueilli avec scepticisme une proposition américaine de partage des technologies de défense antimissiles. Il ne veut pas de l'IDS, qui détruirait l'avantage dont disposent les Soviétiques sur l'arme stratégique.

Les experts américains, terrifiés par les idées lancées par Ronald Reagan lui-même, improvisant en séance, auraient essayé de les transformer en offres d'accès à certains systèmes de contrôle des missiles et en coopération pour la réduction des risques nucléaires. On imagine les experts s'évertuant à transformer une offre de désarmement en offre de contrôle, une proposition simple en proposition compliquée !...

Mais tout cela n'est encore aujourd'hui que rumeurs. Les interprétations les plus contradictoires courent sur ce que le Président Reagan a dit, proposé, cédé, obtenu. Nos amis britanniques sont parmi les mieux informés et les plus affolés.

Le Président choisit le prétexte d'une visite prévue de longue date au camp militaire de Caylus (Tarn-et-Garonne) pour réaffirmer sa doctrine stratégique. Écartant les velléités d'André Giraud de réintégrer de fait l'OTAN par le biais d'une coopération sur le Centre-Europe, il réaffirme que l'arme tactique est un élément de dissuasion nucléaire, non un complément de l'arme conventionnelle. (Ce qui est en opposition avec ce qu'a déclaré le Premier ministre à l'Institut des hautes études de la Défense nationale, le 12 septembre dernier). Enfin, il ouvre la discussion sur la modernisation de la deuxième composante de notre force de dissuasion, sans remettre en cause le rôle d'Albion ni admettre le missile mobile : C'est un point sur lequel j'engage l'autorité que requiert ma fonction.

Interrogé en outre par les journalistes sur son avenir politique, le Président répond : Tout m'invite à me dire : non, je ne serai pas candidat. Parce que j'aurai rempli ma fonction. Je ne pousse pas l'ambition jusqu'à vouloir m'y installer à demeure. Interviendra-t-il des éléments pour me dire : Eh bien, c'est une erreur ? Je ne peux pas le supposer.

Le Président sera jeudi à Londres pour rencontrer Margaret Thatcher à propos de Reykjavik. J'ai mis ça au point directement avec Charles Powel. François Mitterrand souhaite saluer la Reine, mais elle est en Chine. Mme Thatcher désire expressément qu'aucun ministre ne soit associé à l'entretien et au déjeuner, et que ceux-ci soient réduits à cinq personnes : le Président, elle, Charles Powel, l'interprète Christopher Thiery et moi.

La rencontre est annoncée simultanément à l'Elysée et au 10, Downing Street, avec un commentaire soulignant que les conversations porteront essentiellement sur les questions européennes avant le Sommet de Londres et sur les questions Est/Ouest après le Sommet de Reykjavik.

On informe Jean-Bernard Raimond juste au moment de rendre la chose publique. Le ministre ne fait pas de commentaires. Il est triste de devoir agir ainsi, mais, en l'occurrence, c'est inévitable...

Mardi 14 octobre 1986

François Mitterrand sur le RPR : Une bande qui veut s'accaparer tous les pouvoirs.

Le Président reçoit André Giraud. Il l'interroge longuement sur le futur missile M5.

Michel Rocard confirme qu'il sera candidat à la prochaine élection présidentielle : Ma candidature ne s'oppose en rien à celle de François Mitterrand, puisque je préfère travailler sur le probable plutôt que sur l'exceptionnel.

Le Président, à qui je rapporte ces propos : Qu'il fasse comme il veut. Mais, franchement, vous imaginez un face-à-face Barre-Rocard ?

Mercredi 15 octobre 1986

Le Président me dit qu'au cours de leur tête-à-tête de ce matin, le Premier ministre s'est aligné sur les positions qu'il a défendues à Caylus en matière de Défense : Jacques Chirac ne peut pas prendre l'initiative d'une crise sur ce sujet.

Le Conseil des ministres approuve les deux ordonnances sur la participation des salariés à l'entreprise.

Jean-Bernard Raimond s'inquiète de la perspective redoutable de la disparition de l'armement nucléaire américain en Europe.

Après le Conseil, nouvelle réunion, chez le Président, sur la modernisation de notre arme nucléaire, avec le Premier ministre, André Giraud, Jean-Bernard Raimond, le général Forray. Avant le début de cette réunion, alors que nous attendons tous, dans mon bureau, d'être introduits chez le Président, le Premier ministre prend à part André Giraud pour lui chuchoter de se taire et de céder sur la seconde composante, ce que le ministre de la Défense semble mal accepter.

La réunion commence :

Le Président : Il nous faut arriver à être au clair entre nous, autant que possible, avant le Conseil de Défense et le débat au Parlement sur la loi de programmation. Un débat s'est engagé ; contrairement à ce que je lis ici et là, il n'est pas strictement entre le Président et le Premier ministre. Il porte sur deux points : 1) L'arme nucléaire tactique : dès lors qu'elle est nucléaire, elle est liée au stratégique ; elle n'est pas un point d'appui supplémentaire dans une bataille dont le départ serait conventionnel ; 2) La seconde composante : si elle doit être modernisée, comme l'indiquent

les deux lois de programmation (celle établie par Charles Hernu et celle de l'actuel gouvernement), il ne faut pas que ce soit, au détriment de la première. Je conçois la stratégie française comme un tout, m'inscrivant d'ailleurs dans la tradition gaulliste en la matière.

Sur le premier point — je veux parler de l'arme tactique — il n'y a pas matière à discussion. C'est la stratégie de la France.

Jacques Chirac : En effet, c'est notre doctrine constante. D'ailleurs, son emploi relève de la décision du Chef de l'État.

Le Président : J'entends bien. Mais, vous voyez, on en discute quand même !... Vous imaginez une arme atomique qui tomberait — où ça ? sur le sol allemand, naturellement ! Ce ne serait pas le meilleur moyen d'affirmer notre solidarité avec les Allemands... Bon, passons maintenant à la priorité accordée à la première composante. Ce que je veux savoir avant tout, c'est si certains équipements seront retardés. Le ministre de la Défense m'a apporté hier des renseignements utiles. Ce qu'il faut en plus, c'est fixer et annoncer dans la loi une date pour la mise en service du missile M5, date que le ministre de la Défense proposera.

André Giraud : Pour le M5, on peut dire, si l'on veut, 1999. Si j'avais à promettre et à m'engager, je dirais plutôt 2002.

Le Président, avec un geste de la main : On verra ça.

Discussion un peu confuse sur la modernisation de la seconde composante. Quels missiles placer à Albion (M4, M5 ou S4 ?), et avec combien de têtes ? Le Président demande ce qu'il est possible de faire pour durcir (c'est-à-dire mieux protéger) les transmissions et les silos d'Albion.

André Giraud : Pour les transmissions, c'est en cours. C'est impératif. Pour les silos, je ne sais pas ce que l'on peut faire.

Controverse entre le Président et André Giraud sur le point de savoir si les autres pays disposent de missiles mobiles. Oui, prétend Giraud. Non, riposte le Président.

André Giraud se lance dans un raisonnement quelque peu opaque : Albion est vulnérable. Nous n'y pouvons rien. Nous n'avons donc pas de réelle capacité de seconde frappe si Albion est attaqué.

Le Président : Si Albion était attaqué, nous serions déjà dans la guerre nucléaire.

Jacques Chirac, assez abattu : Bon. Résumons : d'abord, la modernisation des sous-marins ne saurait être mise en cause. Ensuite, il ne faut pas mettre tous nos œufs dans le même panier. Alors, on pourrait faire deux ou trois silos aussi durcis [protégés] que faire se peut. Par exemple à Albion et sur un autre site. Il y a déjà dix-huit silos à Albion. Ça suffit. Puis nous verrons dans quinze ans s'il faut un déploiement aléatoire mobile.

Le Président : Cette décision sera prise par le Chef de l'État du moment. Ce sera la décision de faire sortir les missiles des silos.

Jacques Chirac : Je ne voudrais pas que l'on ouvre un débat devant l'opinion publique et l'opinion internationale. Nous aurions le pire à en attendre, et aucun avantage. Donc, on pourrait faire deux silos durcis en deux lieux.

André Giraud : Attention, ça coûte 20 milliards !

Jacques Chirac : On pourrait n'en faire qu'un...

André Giraud : Je veux bien utiliser l'actuel site d'Albion ; il n'est pas raisonnable d'en faire un deuxième.

Le Président : En tout cas, il faut durcir Albion.

Jacques Chirac : J'en suis partisan.

André Giraud, furieux : Je ne sais pas faire ! Et puis, à quoi cela sert-il de durcir ? Ils seront quand même vulnérables !

Le Président : Ce n'est pas moi qui ai demandé à moderniser la deuxième composante ! J'essaie seulement d'éviter un déchirement et de m'accommoder de votre proposition ! De toute manière, il faut continuer à étudier les autres hypothèses de cette modernisation. Le missile sol-sol subsonique est exclu, car il est soumis à trop d'aléas, et, compte tenu de sa trajectoire, il serait intercepté trop facilement. Mais le missile air-sol à longue portée, est-ce qu'il faut vraiment abandonner l'idée de le préparer comme solution pour la seconde composante ?

André Giraud : Non ! Non !

Le Président : Donc, il faut poursuivre les recherches. [Il se tourne vers Jean-Bernard Raimond :] Du point de vue diplomatique, il est clair que nos armes d'Albion entrent dans le débat sur les Pershing II et les SS 20. Si on allait vers l'option zéro — ce que je redoute beaucoup moins que vous, et, à dire vrai, je ne le redoute pas du tout —, elles seraient en cause.

Jean-Bernard Raimond, se tournant vers Giraud : Mais Albion, il me semble que c'est stratégique !

André Giraud : Oui.

Le Président : C'est stratégique, mais c'est aussi intermédiaire.

Jean-Bernard Raimond : Monsieur le Président, c'est stratégique selon vos trois principes de 1983.

Le Président : Il faut bien que vous compreniez que la situation, lors de mon discours au Bundestag, était différente de celle d'aujourd'hui. Il y avait un formidable affaïssement de la capacité de résistance de l'Europe. En pratique, les Russes étaient les seuls à avoir des armes intermédiaires en Europe. Les Pershing devaient les équilibrer et permettre une négociation future. Telle est la situation aujourd'hui.

Jacques Chirac fait signe à André Giraud de se taire, mais celui-ci réplique violemment au Président : La seconde composante est une police d'assurance si Albion et les sous-marins viennent à être détruits.

Le Président, partagé entre irritation devant l'argumentation du ministre et admiration devant son audace : Dans ce cas, la dissuasion a échoué. On n'a pas besoin de seconde composante.

Jacques Chirac, pressé de conclure sans conflit : Un prochain Président pourra prendre une autre option stratégique.

Je déjeune avec Michel Rocard qui me dit : Je serai candidat quoi qu'il arrive, même si François Mitterrand l'est aussi. Mais, au second tour, je lui apporterai mes voix.

Début du retrait de 8 000 soldats soviétiques d'Afghanistan.

Jeudi 16 octobre 1986

François Mitterrand est à Londres pour son entretien avec Margaret Thatcher. Celle-ci est atterrée par Reykjavik. L'un et l'autre tombent d'accord pour penser qu'un « bon accord de désarmement » comporterait la réduction de 50 % des armes stratégiques soviéto-américaines ; la suppression totale des forces nucléaires intermédiaires américaines et soviétiques en Europe (avec le maintien de 100 fusées dans la partie asiatique de l'URSS, équilibrées par 100 aux USA) ; l'interdiction vérifiable des armes chimiques et l'interdiction vérifiable des essais nucléaires. Rien de plus.

Si les Américains et les Soviétiques décidaient, comme ils l'ont envisagé le week-end dernier, de supprimer totalement leur armement stratégique, cela laisserait l'Union soviétique toute-puissante, car elle est maîtresse du terrain conventionnel et chimique, et cela amorcerait l'inclusion des forces tierces dans les négociations, ce qui serait catastrophique pour nos deux pays. L'un et l'autre considèrent que la « guerre des étoiles » ne mettra jamais fin au nucléaire.

La modernisation de la force nucléaire anglaise dépend donc des négociations entre les États-Unis et l'URSS : si le désarmement stratégique des deux Grands dépasse 50%, l'existence même de cette force de frappe sera remise en cause. Mme Thatcher est pour la première fois en situation d'être tentée par une coopération nucléaire militaire franco-anglaise dont, pour l'instant, seuls David Steel et David Owen sont en Grande-Bretagne les avocats.

Margaret Thatcher : Je suis ahurie ! Reagan se sert de l'IDS comme d'un moyen de se débarrasser de la guerre ! Je n'y crois pas ! Il rêve ! Les armes nouvelles traverseront toujours le prétendu bouclier de l'IDS. Les Soviétiques, qui l'ont compris, ont proposé à Reagan quelque chose dans la ligne de son rêve : se débarrasser des armes nucléaires, en espérant qu'il morde à l'hameçon. J'ai dit l'autre jour au négociateur russe Karpov : « Si vous teniez tant à obtenir l'interdiction de l'IDS, il ne fallait pas aller à Reykjavik ! » Gorbatchev était triste de l'échec à son retour à Moscou alors que Gromyko en était très heureux. Si Reagan avait accepté la proposition russe d'en finir avec le nucléaire, cela aurait conduit à une demande des Russes sur le conventionnel et le chimique. Je l'ai dit à Reagan. Il m'a répondu : « On aurait su s'en tirer. » Vous vous rendez compte, Reagan a failli accepter la disparition de l'arme nucléaire ! Tout, alors, aurait tourné à l'avantage des Russes dans tous les domaines !

François Mitterrand : Gorbatchev savait que, s'il ne faisait pas de concession sur l'IDS, rien ne serait possible. Reagan aurait dû négocier des délais plus réalistes. L'idée de Reagan de proposer dix ans était vide de sens, car, dans dix ans, il n'y aura pas de déploiement possible.

Margaret Thatcher : Oui, mais les Russes gagnaient dix ans de prédictibilité sur le non-déploiement. Gorbatchev ne pouvait pas demander à Reagan de renoncer à son rêve ; et dix ans, c'était déjà beaucoup. La recherche et le déploiement étaient invérifiables.

François Mitterrand : Je suis d'accord avec vous. Je suis contre l'option zéro dans le domaine stratégique. Le point zéro tactique ne m'inquiète pas, à la différence de beaucoup d'hommes politiques français. C'est un débat que j'ai eu avec le gouvernement français, et je lui ai imposé ma façon de voir. On ne peut pas se servir des armes tactiques. S'en servir, c'est déclencher la guerre nucléaire, ce que la France ne fera pas. Par contre, les forces nucléaires américaines et soviétiques en Europe ne sont que des dépendances des systèmes centraux américains et soviétiques, et je ne suis pas contre les supprimer. Elles n'ajoutent rien à leurs armes stratégiques.

Margaret Thatcher : Je ne suis pas dans la même position que vous, car je suis dans l'OTAN. Toute réduction de 50 % des armements nucléaires russes entraînerait une réduction de 50 % de notre côté. C'est trop pour nous.

François Mitterrand : Non, je vous parle des missiles de croisière et des SS 20, pas des armes stratégiques !

Margaret Thatcher : Oui, mais il ne faut pas oublier que s'il n'y avait pas de forces nucléaires américaines en Europe, les États-Unis seraient obligés de risquer la destruction de Chicago pour sauver Paris, d'où le risque de découplage. Un Président américain ne se risquera pas à lancer un bombardement depuis les États-Unis pour défendre Paris. Est-ce que nous ferons la guerre nucléaire pour sauver Rome ? Sûrement pas !

François Mitterrand : Les États-Unis s'interdisent-ils de sauver l'Europe par leurs propres armes ? Si c'est le cas, les Pershing ne servent à rien, car si les Américains les utilisent, ils risquent autant pour Chicago qu'en tirant depuis Washington.

Margaret Thatcher : Vous dites que le lancement d'un Pershing est un engagement américain aussi lourd qu'un missile lancé depuis un sous-marin ?

François Mitterrand : Oui, c'est ce que je pense. Les États-Unis, s'ils sont prêts à dire qu'ils n'acceptent pas qu'on attaque l'Europe, quelle que soit la force employée — même avec des fusils ! —, eh bien, qu'ils en prennent l'engagement ! Les États-Unis considèrent-ils que l'invasion de l'Europe est une occasion de guerre ? Si oui, ça vaut défense et mise en cause du territoire américain. Il faut que les États-Unis renouvellent cette garantie pour toutes les formes de guerre en Europe. Sans cette garantie américaine, il n'y a pas de garanties du tout.

Margaret Thatcher : Je suis d'accord. Tout ce qui s'est passé à Reykjavik est un désastre. Je vais voir Reagan en novembre, et Kohl y va lundi. Nous sommes très préoccupés.

François Mitterrand : J'appellerai Kohl ce soir.

Margaret Thatcher : C'est terrible, ce qui s'est passé. J'ai eu des détails. Ils ont fait travailler des experts durant la nuit. Les Russes ont présenté aux experts américains l'idée des deux fois 50 %. Reagan n'avait pas entendu parler de ça avant. Reagan m'a dit au téléphone que, mis à part la discussion sur l'IDS, c'était formidable ! Il n'était pas du tout préparé, et il a adoré ça.

François Mitterrand : Cette discussion est sérieuse pour Gorbatchev, qui rêve d'une double action : réduction des armements et propagande. Pour les États-Unis, cela ne correspond à rien.

Margaret Thatcher : Ce qui se passe aux États-Unis ne me plaît pas. Reagan a un rêve : l'IDS, pour débarrasser le monde de l'arme nucléaire. Je n'y crois pas. Mais on lui a proposé de se débarrasser de l'arme nucléaire et il pense que cela lui donnera une place dans l'Histoire ; que, sans l'IDS, il ne l'aura pas ! Il est donc fasciné par cela. Il est plus difficile de négocier avec quelqu'un qui a un rêve qu'avec quelqu'un qui a un objectif. Ce qui nous sauve, c'est qu'il a eu un réflexe de défense quand on lui a parlé d'interdire l'IDS. Il faut surtout lui dire, à Reagan, que les Russes ne laisseront jamais rien vérifier. Je suis sûre que l'option zéro sur les armes intermédiaires et l'abandon par les Russes de l'arme chimique leur ont permis de marquer un point. Pour eux, c'est très important.

François Mitterrand : Si ça continue comme ça, je vais donner l'ordre de produire l'arme chimique !

Margaret Thatcher : Oui, je vous comprends ! Ils ont les moyens de détruire nos armes nucléaires...

François Mitterrand : J'en reviens à une question simple à poser aux Américains : que faites-vous si les Russes posent le pied de l'autre côté de la frontière de l'Europe ? Utilisez-vous l'arme nucléaire, oui ou non ? Si c'est oui, c'est très bien ; sinon, notre Alliance n'est pas sérieuse.

Margaret Thatcher : La réponse est oui tant qu'ils auront des hommes en Europe.

François Mitterrand : Tout à fait d'accord ! Et vous voyez bien que les forces nucléaires intermédiaires ne seront pas utiles.

Margaret Thatcher : En effet, je suis d'accord.

François Mitterrand : On peut donc être inquiet. C'est seulement la présence américaine qui nous protège en Europe.

Margaret Thatcher : S'il faut espérer réduire le nucléaire en dix ans, on doit s'y préparer avec une grande précision.

François Mitterrand : Le paradoxe est que Reagan a des sondages très positifs parce qu'il se serait montré ferme en Islande, ce qui est le contraire de la réalité !

Margaret Thatcher : Le risque qu'il a pris de la sorte est le plus élevé de toute sa présidence.

François Mitterrand : Ne vous inquiétez pas. Les Russes ne peuvent pas passer par-dessus le problème de l'IDS. Il n'y aura pas d'accord.

Margaret Thatcher : C'est ce que j'ai dit à Karpov. Les Américains veulent développer l'IDS et diminuer le nombre des missiles. Nous n'en avons pas assez nous-mêmes pour réduire nos armes. Nous sommes au minimum incompressible.

François Mitterrand : Shultz a déclaré à Raimond, il y a quinze jours : « Nous tiendrons bon pour refuser la prise en compte des forces françaises, mais préparez-vous à ce que ce soit plus difficile dans cinq ans. » Il a laissé entendre que ce soutien américain à la non-prise en compte ne serait pas éternel.

Margaret Thatcher : C'est absurde, même du point de vue américain ! Car nous ne pouvons réduire le nombre de nos armes. Et si on nous prend en compte, alors il faudra que les Américains réduisent encore davantage le nombre des leurs.

François Mitterrand : Oui ! Et, en plus, quand vous voudrez fabriquer un missile, vous aurez à demander la permission au Sénat américain ! Cela ne résout pas notre problème ! S'il n'y avait pas de doute sur l'engagement américain, s'il n'y avait vraiment pas de doute, il n'y aurait jamais de guerre !

Margaret Thatcher : Je suis sceptique. Gorbatchev a des problèmes économiques. On pourrait l'aider à réduire ses dépenses militaires. Les Soviétiques seraient-ils prêts à renoncer pour cela à leurs exigences concernant l'IDS ?

François Mitterrand : Peut-être.

Margaret Thatcher : À moins que les États-Unis ne reprennent l'initiative...

François Mitterrand : Gorbatchev a peur de devoir dépenser trop d'argent pour sa défense. S'il le faisait, il échouerait dans le domaine économique. Et il serait battu. Il ne veut pas échouer. Je ne vois pas l'intérêt des États-Unis de proposer un moratoire de vingt ans au lieu de dix ans pour l'IDS. Si, dans dix ans, nous voulons tester une arme antimissiles en lançant des satellites tueurs, c'est réaliste.

Margaret Thatcher : Que font les Soviétiques en ce domaine ?

François Mitterrand : Selon Moscou, ils sont très avancés. Mais ils ne veulent pas pousser au lancement d'un système de satellites dans l'espace. Les États-Unis veulent aussi se protéger. Je ne pense donc pas qu'il y aura accord entre eux sur les limites à mettre à l'IDS.

Margaret Thatcher : A la fin du siècle, nous aurons douze têtes par fusée, ce qui sera très massif. Nous voulons des armes puissantes et miniaturisées. L'objectif de Gorbatchev est d'augmenter le pouvoir d'achat soviétique ; c'est notre intérêt. Il n'a pas proposé l'abandon des missiles de croisière sous-marins, ni des avions porteurs d'armes nucléaires. Pourquoi ? Parce que cela lui profite. Cela a-t-il été laissé pour plus tard ? Rien n'a été pesé à l'avance.

François Mitterrand : Même si on concluait, il faudrait du temps pour arriver vraiment à l'option zéro. Êtes-vous pour l'option zéro en Europe ?

Margaret Thatcher : Oui. On a accepté les Pershing. Si tout disparaît, je disparaïs. Si tout cela n'est pas fictif, je puis accepter l'option zéro, mais je comprends qu'il faille défendre l'Europe à l'est.

François Mitterrand : Je suis d'accord. Je suis pour l'option zéro, mais pas n'importe comment. La première partie de l'accord d'Islande — 50 %, option zéro, pas d'armes chimiques — , c'est d'accord. Ne pas aller au-delà de 50 % pour l'armement nucléaire avant de regarder le conventionnel et le chimique, voilà qui est essentiel. Plus le contrôle. Gorbatchev m'a dit un jour : « Nos prédécesseurs ont refusé tout contrôle nucléaire en URSS. Ce n'est pas ma position, je suis prêt à l'accepter. »

Margaret Thatcher : Je suis sceptique...

Vendredi 17 octobre 1986

Les Libyens annoncent que Goukouni Oueddeï est placé en résidence surveillée à Tripoli.

Nous transmettons à Matignon et à Jean-Bernard Raimond une note sur les entretiens que le Président a eus hier avec Mme Thatcher.

Le Président me fait remarquer à plusieurs reprises que les mesquineries constantes du gouvernement le poussent à se montrer plus dur.

Samedi 18 octobre 1986

Expulsion de 101 Maliens qui, selon Robert Pandraud, sont en situation irrégulière. Ils sont renvoyés dans leur pays à bord d'un avion charter.

Comme il l'a promis à Jacques Chirac, le Président envoie une lettre au Comité international olympique pour soutenir la candidature de Paris.

Un des négociateurs américains à Reykjavik, Richard Pearl, vient me voir à l'Élysée. C'est un « faucon » de l'Administration républicaine. Il a du mal à trouver une explication sensée à l'attitude de son Président : La proposition d'élimination totale des missiles balistiques a surtout eu pour vertu d'empêcher l'acceptation de l'ensemble de la proposition américaine, c'est-à-dire la prorogation du traité ABM pendant dix ans et l'option zéro séparée en Europe, tout en permettant au Président de se donner une attitude dynamique. Pour Pearl, en effet, le spectre de l'abandon du traité ABM a reculé grâce à la rencontre d'Islande.

Autrement dit, Ronald Reagan a proposé quelque chose de désastreux pour éviter d'obtenir un accord sur une proposition catastrophique qu'il venait de faire !

Pearl, qui n'est pas dupe, est paniqué par ce qu'il a vu là-bas. Je sens qu'il va démissionner. Il se rassure : L'option zéro en Europe, qui faisait partie de l'ensemble du paquet, n'a pas été acceptée à Reykjavik et ne verra jamais le jour.

Il aborde ensuite spontanément la question de la participation de la France et de la Grande-Bretagne au désarmement : On n'en a pas parlé aux Soviétiques. Nous nous sommes contentés de rappeler l'importance que revêtirait aux yeux de ces puissances le moment où les deux Grands auraient mis en œuvre d'importantes réductions de leurs arsenaux offensifs ; nous leur avons dit qu'elles en ont toutes fait une condition de leur éventuelle participation à une négociation.

A propos de l'élimination de l'ensemble des armes nucléaires, Richard Pearl ajoute : Le secrétaire d'État n'a pris que tardivement conscience des implications réelles de la proposition américaine.

Quelle confusion chez les maîtres du monde !

Dimanche 19 octobre 1986

Michel Rocard confirme son intention d'être candidat à l'élection présidentielle de 1988 : Je serai présent de toute façon et quelles que soient les formes et les circonstances qui, elles, se préciseront le moment venu.

Treize opposants algériens sont arrêtés en France.

Comme chaque lundi, réunion à l'Élysée pour examiner l'ordre du jour du prochain Conseil. Le Président fait remarquer à Renaud Denoix de Saint Marc que certains préfets de région sont rétrogradés de régions importantes à des régions mineures, ce qui ne s'est jamais vu.

Le Premier ministre souhaite recevoir le chef de l'opposition angolaise, Savimbi. Il semble qu'il veuille aussi recevoir Piet Botha, ministre sud-africain des Affaires étrangères. Le Président en est fort mécontent, mais semble décidé à lui laisser commettre cette bétise.

Drame de la cohabitation : la stratégie du pire est parfois la seule possible.

Mardi 21 octobre 1986

Le Président apprend que Jacques Chirac s'apprête à faire une tournée en province en même temps que lui. Il fait dire à Maurice Ulrich, par Jean-Louis Bianco : Si c'est le cas, j'annule la mienne et je dis pourquoi.

A 19 heures, Jacques Chirac prévient l'Élysée qu'il entend demander à l'ONU, dans les deux heures, le retrait partiel français de la FINUL. François Mitterrand prend connaissance du message à 20 heures. Il fait répondre qu'il n'en est pas question.

Raimond, qui a vu le Président ce matin, n'en a pas soufflé mot. Lorsque Bianco lui en a fait la remarque, il répond : Cela ne m'était pas possible alors.

Comme il craint que les instructions du ministre ne soient déjà parties pour New York, Jean-Louis Bianco demande à Jean Musitelli d'appeler notre ambassadeur à l'ONU, Claude de Kémoularia, pour lui communiquer la position de la France. Mais il apparaît que le télégramme du Quai n'est pas parti avant le contre-ordre du Président.

A la demande du Président, je mets par écrit les principales questions que les responsables devront aborder lors du prochain Conseil de Défense. Avec toujours, au cœur du débat, le problème de la modernisation des S3 du plateau d'Albion.

Quatre possibilités :

- Les remplacer par les M4, missiles mer-sol à six têtes, de 4 400 km de portée et qui équipent, depuis l'an dernier, nos sous-marins refondus. Avantages : la version terrestre du M4 pourrait avoir un nombre de têtes variable ; on ne serait pas obligé de les installer dans tous les silos à la fois. Inconvénients : les S3 étant valables jusqu'en 1996, faut-il les remplacer par les M4 alors que le M5 (8 à 12 têtes pour 6 500 km de portée) sera prêt vers 1996-2000 ? D'autre part, les silos des S3 sont trop étroits pour les M4.
- Décider tout de suite de choisir les M5. Mais alors il risque d'y avoir un « gap » entre la fin des S3 et l'entrée en service des M5.
- S'orienter vers le S4 à déploiement aléatoire, missile à tir tendu et à tête dite « furtive ». Il a l'avantage d'être plus petit que le M5, mais il est moins performant.
- Décider du lancement d'un avion ravitaillable en vol portant un missile air-sol dérivé de l'actuel AMSP. Ce qui permettrait d'attendre, pour moderniser Albion, la mise au point du M5. Inconvénients : un coût très élevé et un risque trop grand de détectabilité, donc de vulnérabilité, au vu des progrès prévisibles des défenses adverses.

Les négociations patronat/syndicats sur les procédures de licenciement aboutissent à un accord signé par le CNPF, la CFTC et FO, mais pas par la CGT ni par la CGC. (Un projet de loi reprenant cet accord sera définitivement voté le 20 décembre.)

Finalement, François Léotard ne viendra pas à Francfort ; il préfère courir le marathon de New York et assister à une cérémonie devant la statue de la Liberté.

Hissène Habré voudrait que le dispositif militaire Épervier serve à une reconquête du nord du Tchad sous occupation libyenne.

Mercredi 22 octobre 1986

Ce matin, arrivant à l'Élysée, le Premier ministre, hors de lui, nous apostrophe, Jean-Louis Bianco et moi : Vous n'avez pas à appeler M. de Kémoularia ! C'est le travail du ministre, ce n'est pas le vôtre ! M. de Kémoularia parle à tout le monde, il est beaucoup trop bavard. Il proclame sa fidélité au Président de la République, à moi et aussi au chef des huissiers !...

Grande injustice envers cet homme fin, cultivé, qui a fort bien réussi à La Haye comme à New York et qui n'a que le tort de ne pas être « de carrière » — ou professionnel, comme ils disent.

Ayant appris que Jacques Chirac projetait d'effectuer un voyage en Afrique en même temps que le sien, le Président lui déclare qu'il ne l'autorise qu'à faire une escale à Brazzaville à l'aller, et une escale à Abidjan au retour de la conférence de Lomé. Chacune de ces escales sera de deux ou trois heures seulement, et ne pourra en aucun cas prendre l'allure d'une visite officielle. Chirac accepte.

François Mitterrand lui reproche d'autre part d'avoir envoyé en secret François Bujon à Bonn pour préparer le Sommet de Francfort. Chirac promet de ne plus recommencer.

Après le Conseil des ministres se tient le Conseil de Défense destiné à préparer la loi-programme.

Le Président : Le gouvernement souhaitant une nouvelle loi de programmation, il convient d'en délibérer. Je déciderai des principales orientations. Il y a une priorité pour la modernisation de la première composante. Il faut prévoir des engagements très stricts.

André Giraud : Pour la première composante, il ne fait aucun doute dans notre esprit que c'est la clé de voûte de la dissuasion. Elle est d'ailleurs aujourd'hui à un stade satisfaisant. Mais il faut naturellement la moderniser et la développer.

Il donne des précisions sur la date de fabrication des prochains sous-marins et missiles, et sur les coûts.

Édouard Balladur est visiblement mécontent des chiffres avancés par Giraud. Jacques Chirac lui fait passer une feuille où il est écrit non, et l'empêche d'intervenir d'une mimique sans équivoque.

Le Président : La seconde composante ne doit pas être prélevée et financée sur la même masse que la première, qui a priorité absolue. La nécessité n'est pas discutable ; il faut remplacer le matériel vieilli, dépassé, et l'insérer dans la stratégie générale.

André Giraud : Mais enfin, la seconde composante est une police d'assurance si nos hypothèses sur la détectabilité des sous-marins se révélaient fausses ! Je propose de choisir un missile — avec sa conduite de tir à Albion — qui pourrait un jour être mobile. On peut aller plus loin et décider son déploiement mobile. On peut aller moins loin. Mais la polyvalence du système proposé permettra de prendre la décision de déploiement le moment venu. Pour le nombre de missiles et l'éventuel déploiement, ne prenons pas position aujourd'hui. Pièce par pièce, nous pouvons remplacer le missile d'Albion et les missiles emportés par les Mirage.

M. Chevallier, délégué général à l'Armement, se montre beaucoup plus précis qu'André Giraud dont, en fait, il est le porte-parole : Il nous faut une capacité de deuxième frappe. Albion est vulnérable et les composantes vulnérables incitent à une frappe préventive. Pour éviter le tout ou rien, il faut une gamme de frappe. Le prix des nouveaux missiles est de 24 milliards, plus 4 milliards pour les têtes nucléaires. (C'est le prix pour les trente premiers, ils coûteront moins cher par la suite.)

Le Président : Je ferai connaître ma décision après m'en être entretenu avec le Premier ministre et le ministre de la Défense. Nous avons déjà deux composantes qui s'ajoutent aux sous-marins : Albion et les avions. Le projet de leur renouvellement est ancien. Sur le principe, cela m'a toujours convenu. Mais la question est de savoir quel contenu pour cette seconde composante, et dans quelle stratégie elle s'insère. Bien entendu, si l'on suppose que Brest est neutralisé — mais peut-être faudrait-il plus de crédits pour parer à cette éventualité, envisager peut-être un autre havre ? —, si l'on suppose donc que Brest est neutralisé, que nos télécommunications sont coupées, nos missiles interceptés, je me demande bien avec quoi nous pouvons mener une guerre nucléaire ! Mais nous savons que c'est impossible. Dans mon esprit, si Albion est attaqué, que ce soit par des moyens nucléaires ou classiques, c'est que nous serions déjà dans la guerre ; notre première composante connaîtrait alors son devoir sur ordre du Chef de l'État. Quand on parle d'« arme tactique », de « deuxième frappe », de « riposte graduée », on imagine une sorte de guerre nucléaire franco-soviétique à échelonnements multiples. C'est une hypothèse que je rejette absolument. Elle est contraire à la dissuasion, qui forme un bloc. Mon successeur lointain — j'espère ! — avisera. Pour moi, ce qui est préstratégique est en même temps stratégique, ce n'est pas le complément d'une bataille classique.

Dans l'exercice de ma responsabilité, je n'accepterai pas l'implantation de missiles sur l'ensemble du territoire. Albion peut-il recevoir un armement de ce type, pour équivaloir à peu près à ce que nous n'aurons plus en 1996 ? C'est à vous de me le dire, je n'ai pas d'objection. Pour moi, un élément déterminant, c'est l'état d'esprit des Français. Ils font confiance à la dissuasion, nous sommes le seul pays à avoir échappé à la grande peur de ces dernières années.

La séance est levée. Les positions restent tranchées. Nouvelle réunion dans quelques jours. Chirac voudrait en finir au plus vite.

Judi 23 octobre 1986

Le projet de réforme de l'Université présenté par Alain Devaquet vient en première lecture au Sénat dans l'indifférence générale, avant d'être soumis à l'Assemblée.

Vendredi 24 octobre 1986

Tout à fait indirectement, j'apprends que Tarek Aziz, ministre des Affaires étrangères d'Irak, est venu à Paris sans que l'Élysée en sache rien. (Qui a-t-il vu ? Pourquoi le Président n'a-t-il pas été informé ?)

Discussion difficile avec Forray qui n'aime pas que l'on remette en cause le point de vue des militaires !

Pas de réponse de Matignon à propos de notre demande de renseignements sur les otages. Que négocient-ils ? Avec qui ?

Le principal négociateur à Genève, M. Kampelman, un des diplomates américains les plus chevronnés, vient raconter au Président les entretiens de Reykjavik. Sa version, plus au point, n'est pas très différente de celle de Richard Pearl. Kampelman explique que le samedi, il y a eu une discussion générale improvisée entre Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev sur l'option zéro stratégique, c'est-à-dire la disparition de l'arme nucléaire. Cette proposition a été reprise le dimanche après-midi sur l'initiative de Reagan, qui voulait l'échanger contre la faculté de conserver pendant dix ans le droit de faire des recherches sur l'IDS. Jeudi dernier, Mme Thatcher croyait encore que cette idée était une proposition soviétique... Quand elle saura, elle sera encore plus furieuse contre Reagan !

Gorbatchev et Reagan ont joué une partie de poker menteur dont ils n'ont été sauvés que par leur échec.

Adoption définitive et sans débat de la loi sur le découpage électoral.

Dimanche 26 octobre 1986

Les treize opposants algériens arrêtés en France la semaine dernière sont assignés à résidence.

Lundi 27 octobre 1986

Début du Sommet franco-allemand à Francfort. Matignon essaie de dénigrer toute initiative venant de l'Élysée. La presse souligne la stupidité de cette guéguerre.

On conserve le rituel de ces Sommets. Le Président, puis le Premier ministre rencontreront seul à seul le Chancelier l'un après l'autre.

François Mitterrand voit Helmut Kohl :

Helmut Kohl : Il faut avancer vite pour parvenir à un accord sur des progrès politiques et militaires. Cela doit ensuite déboucher sur une conversation publique. Mais il faut faire attention à garder le secret assez longtemps. Je sens que Jacques Chirac est inquiet là-dessus.

François Mitterrand : Pas de problème. J'ai l'autorité et j'en informerai Jacques Chirac.

Helmut Kohl : Attali et Teltschik peuvent parler de tout en matière économique. La déclaration monétaire de 1983, lors du Sommet européen tenu en Allemagne, doit être précisée. Il faut là-dessus une déclaration d'intention à notre seul niveau. Les ministres n'ont pas à s'en mêler. Il faut aussi aller plus loin vers l'unité politique de l'Europe.

Un peu plus tard, Helmut Kohl procède à son traditionnel tour d'horizon des pays de l'Est : Je vais aider économiquement la Hongrie. Je vais aussi pousser Jaruzelski dans cette direction. Le pire, c'est la Roumanie. Il y a là 200 000 Allemands. On en fait sortir 5 000 par an. Nous les achetons 25 000 marks par personne ! En RDA, l'atmosphère se transforme. C'est quelque chose que je peux mesurer. Il y a cette année 3 millions de touristes venus de RDA en RFA, contre 400 000 il y a cinq ans. Les Russes vont tout faire pour nous séduire. Nous avons besoin, avant de nous rapprocher d'eux, de renforcer nos relations avec vous. Honecker est très bien pour nous. Ulbricht était la cause de tous nos malheurs. Pour nous, une déclaration sur l'unité allemande, que nous signerions à l'Élysée, serait importante. Ensuite, j'irais incognito en RDA, je ne le révélerais qu'après.

Le Quai d'Orsay nous envoie à Bonn, pour avis, un projet d'instruction qui va être adressé à l'ambassadeur de France à l'ONU. A nouveau, il y est question, au détour d'une phrase, d'un retrait partiel de la FINUL. Le Président donne l'ordre de supprimer cette phrase. C'est fait.

Mardi 28 octobre 1986

A Bonn, le petit déjeuner se prend à trois : Helmut Kohl, François Mitterrand, Jacques Chirac. C'est la seule innovation par rapport aux programmes classiques de ces Sommets. En cours de conversation, les deux ministres des Affaires étrangères les rejoignent.

Helmut Kohl parle de défense : Nos manœuvres communes ont été très positives, mais il y a eu des problèmes de communication ! Nos

officiers doivent apprendre nos deux langues. Il y aura un nouveau Sommet entre Reagan et Gorbatchev au début de l'an prochain. Il faut faire jouer notre influence pour nous prémunir contre ce qu'ils pourraient décider.

François Mitterrand : Ils se verront de nouveau. Vous avez raison. Il faut s'y préparer et étudier les hypothèses concernant l'IDS. Ils vont trouver une formule qui rendra possibles la « Recherche et l'Expérimentation » sans permettre les « Essais et le Déploiement », et on aménagera le traité. Une solution est possible s'ils désirent s'entendre. Il est peu probable qu'ils s'entendront sur une suppression totale du nucléaire. Mais c'est sur la table, et c'est ennuyeux. Ils peuvent se rabattre sur un accord touchant les armes intermédiaires. Alors la France et la Grande-Bretagne seront au premier rang de la négociation.

Jacques Chirac : ... et l'Europe !

François Mitterrand, agacé : Par voie de conséquence !

Helmut Kohl : J'ai dit à Reagan que, pour nous, c'est définitif: ils n'ont pas à tenir compte des forces françaises dans les négociations avec les Soviétiques.

François Mitterrand : Oui, mais cela menace de devenir un problème franco-américain. Car la France sera désignée comme un facteur de guerre si elle refuse. Il peut se poser le problème de l'option zéro. Tous les dirigeants européens sont hostiles à l'option zéro — y compris Jacques Chirac, ajoute-t-il en se tournant vers celui-ci. Tel n'est pas mon avis.

Helmut Kohl : Les Américains ont déjà essayé de proposer un nouveau Sommet pour la mi-1987. Les Soviétiques le veulent, mais cherchent un compromis sur l'IDS avant de s'engager sur une date.

Jacques Chirac interrompt Helmut Kohl : Ce qui me paraît inquiétant, c'est que Reagan veut la paix pour rester dans l'Histoire, et Gorbatchev la veut pour soulager son économie. Et moi je suis plus inquiet que le Président sur l'option zéro.

François Mitterrand, énervé : Cela dépend de ce qu'on entend par « zéro ».

Jacques Chirac, péremptoire : Cela exige d'y réfléchir. Cela ne sera jamais zéro. Les armes intermédiaires soviétiques en Asie sont mobiles. Ils peuvent les ramener en Europe s'ils le veulent. Il faut trouver un accord équivalent sur le conventionnel et le chimique.

Helmut Kohl : Un Sommet va se réunir pour la troisième fois. Il faut influencer les Américains. Et, pour cela, établir un lien solide entre la Grande-Bretagne, la RFA et la France... Parlons un peu de l'avenir de l'URSS : à mon avis, Gorbatchev veut développer le secteur privé et décentraliser son système politique...

Jacques Chirac l'interrompt à nouveau : Je suis sceptique sur son désir de décentraliser.

Helmut Kohl, patient : Il veut faire ce qu'a fait Kadar. Les Russes ont besoin pour cela de compétences techniques. Jenniger a vu Jivkov à Sofia il y a quatre semaines. Il pense que Gorbatchev aspire au développement économique et qu'il ne peut l'atteindre qu'avec la liberté. Kadar s'y attend aussi.

François Mitterrand : Je vous enverrai une note sur ma rencontre avec Mme Thatcher à propos du désarmement. [Le Président ne veut pas en dire plus devant Chirac.] A propos de la Syrie, nous étions contre le rappel des ambassadeurs. Nous ne devons pas présenter notre position de façon offensive. Il faut éviter une politique qui pousse la Syrie dans les bras de l'URSS. Cela modifierait totalement la situation. Il faut savoir ce qui se passe en Syrie.

Jacques Chirac : Il y a un problème grec. La Grèce est une plaque tournante pour le terrorisme.

François Mitterrand, calme en apparence, extrêmement fâché en fait : Beaucoup de gens le pensent, mais il faut donner la parole à la défense. On le fait pour la Syrie, on peut le faire pour la Grèce !

Helmut Kohl : Je suis très méfiant.

Jacques Chirac : Non, c'est très clair. L'affaire est claire !

Hans-Dietrich Genscher, sentant la conversation dérapier, glisse sur l'Europe : Sur la politique agricole, j'ai peur que nous n'allions à l'échec entre nous. De notre point de vue, il faut prendre une décision agricole importante pour sauvegarder notre cohésion.

François Mitterrand : Une crise est inévitable au mois de mars prochain ; le problème n'est pas de l'éviter, mais de la surmonter.

Jacques Chirac : On ne la surmontera que par un accord entre la France et l'Allemagne. Il faudrait une rencontre entre les ministres des Affaires étrangères, des Finances et de l'Agriculture.

François Mitterrand : Tout arrivera en même temps : les discussions sur les prix, les excédents, la rigueur financière et le respect du traité de Rome. Développer l'Europe dans de nouveaux domaines en dépassant le noyau initial est absolument essentiel.

Helmut Kohl : Il faut parler au Sommet de Londres de la question des demandeurs d'asile en Europe.

Jacques Chirac : Je n'ai pas d'information sur ce sujet.

Helmut Kohl : Sur le problème des armes conventionnelles ?

Jacques Chirac : Il y a une offensive américaine.

Jean-Bernard Raimond : Nous sommes d'accord pour que la conférence à Trente-cinq soit précédée d'une consultation à Seize de l'OTAN. L'Amérique veut que cela devienne une discussion à Seize [l'OTAN] contre Sept [le Pacte de Varsovie]. Nous sommes contre une confrontation alliance contre alliance.

Hans-Dietrich Genscher : Non, les réductions d'armes stratégiques doivent se faire dans un cadre auquel tous les membres de l'Alliance, dont la France, puissent participer. Les États-Unis ont proposé des négociations alliance contre alliance. Vous n'en voulez pas. Nous sommes réservés, car nous ne voulons pas traiter de ces questions sans la France.

Jacques Chirac : Oui, il faut trouver une solution dans le cadre des Trente-cinq. Mais les Russes aussi veulent une discussion alliance contre alliance.

Hans-Dietrich Genscher : Il faut — et nous l'avons proposé à la réunion d'Halifax — décider d'oeuvrer dans l'Alliance pour négocier avec les Trente-cinq.

En rentrant de Bonn, le Président me dit : Si les Russes détruisaient cinq villes françaises, le gouvernement Chirac croit que l'armée française pourrait encore tirer sur Kiev ! C'est absurde !

Ce matin, au Conseil, au Conseil, au Conseil :

D'abord à propos du problème de l'eau : M. Alain Carignon a raison de communiquer au Conseil des ministres les mesures qu'il entend prendre ; dans vingt ans, le problème de l'eau — sa quantité, sa possibilité même d'être bue — sera l'un des premiers problèmes du gouvernement.

Le Premier ministre : Je partage tout à fait ce sentiment.

Sur le recours à l'article 49-3 que le Premier ministre sollicite à propos du découpage électoral, le Président commente, après avoir accepté : Il faudra un jour tracer la frontière entre l'usage et l'abus.

Le projet Devaquet est approuvé au Sénat par 227 voix contre 79.

Un second Conseil de Défense se tient sur la loi de programmation et surtout sur la seconde composante. André Giraud répète son discours sur le missile mobile : il veut un missile discret, disponible en cas de destruction des sous-marins. Jean-Bernard Raimond plaide pour un missile visible en cas de crise. Le délégué ministériel à l'Armement, Chevallier, parle d'avoir quelque chose entre le tout et le rien et ajoute (lapsus éminemment révélateur !) : pour avoir du travail balistique avant d'avoir à faire le M5... Personne ne dit à quel scénario correspond l'usage d'une nouvelle seconde composante. On est dans l'incohérence absolue.

Ambiance glaciale quand le Président répète qu'il est contre un missile mobile : Si la première composante est détruite, rien n'est plus possible. Si Albion est attaqué, c'est la guerre totale. Et la première composante connaîtra son devoir. Je rejette donc la doctrine de la riposte graduée. La dissuasion forme un bloc. D'ailleurs, si les sous-marins devenaient détectables, vos camions le seraient encore plus ! A propos du missile léger, je dis que, dans l'exercice de ma responsabilité, je n'en accepterai pas la répartition sur le territoire. J'accepte les S4 à Albion. Ce missile sera aisé à rendre mobile si cela devient nécessaire. Mais, dans le temps que j'ai d'en décider, je refuse ce déploiement. Sinon, l'adversaire nous attaquerait en cent trente endroits ! Les Français font confiance à la force de dissuasion parce que chacun ne se sent pas porteur du destin national. Il ne faut pas altérer cette capacité psychologique et morale, qui vaut bien des missiles ! Si les sous-marins deviennent détectables, mon successeur avisera. C'est ce que commande ma réflexion.

Jacques Chirac : Il n'a pas été question de distraire quoi que ce soit de la première composante. Pour la deuxième composante, il faudra en décider plus tard. Le problème de la mobilité n'est pas actuel Rien d'autre que l'implantation à Albion n'est suggéré.

S'ensuit un conflit psychologique sur « qui » décide. François Mitterrand veut montrer que c'est lui qui a le dernier mot : Vous me suggérez d'installer des fusées nouvelles à Albion ?

Jacques Chirac, grognori : Oui, c'est ça.

François Mitterrand : J'espère bien !

Il savoure sa victoire.

Chevallier reprend la parole et amorce un nouvel exposé sur la dissuasion.

Le Président l'interrompt brutalement par: J'y réfléchis, c'est moi qui décide. Ce que j'ai dit est la limite de ce que j'accepte, point final. La séance est levée.

En sortant du bureau du Président, André Giraud me dit : Je voudrais que vous transmettiez au Président les choses qui suivent et que je n'ose lui dire : Je suis prêt à écrire que le missile S4 ne sera qu'à Albion et seulement là, mais il ne peut pas me demander de construire un missile qui ne serait jamais mobile. D'abord parce qu'en mon âme et conscience je suis sûr qu'Albion est vulnérable et que, dans vingt ans, il faudra peut-être avoir un missile mobile. Ensuite, parce que le Président peut penser à préserver l'avenir et dire que, pour ce qui le concerne, il est hostile à la mobilité du missile, mais qu'il laisse à son successeur, dans dix ans, le soin de rendre mobile le missile si la nécessité en apparaît éventuellement un jour. Enfin, parce que je ne sais pas, sans cela, comment je m'opposerai à un amendement parlementaire proposant de rendre immédiatement mobile le missile. (D'ailleurs, le SX mobile a été décidé par la précédente loi.) Le Président est le chef, nous ne le discutons pas. Mais qu'il nous laisse une porte de sortie. Il suffirait qu'on dise que le missile n'est mis qu'à Albion, sans exclure qu'un jour un Président puisse en décider autrement parce que la technique l'aura rendu nécessaire. Sans savoir ce que décidera M. Chirac, je serais prêt à écrire dans la loi : « Pour répondre aux éventuelles obsolescences futures de certaines composantes de l'arme nucléaire stratégique, il est décidé la mise à l'étude d'un nouveau missile stratégique sol-sol, le S4. D'ores et déjà, son déploiement est prévu au plateau d'Albion. »

Solution raisonnable. Grandeur du politique ? Entêtement du spécialiste ? Il a des convictions et sait les défendre... Je transmets le message au Président.

François Mitterrand : J'espère bien que vous notez tout ça. Ils n'ont aucune stratégie. C'est comme en 1938, ils ne font que de la politique intérieure. Ils diront ensemble que j'ai accepté la composante mobile, ce qui est faux. Ils veulent seulement pouvoir faire parler d'eux. Ils vous demanderont le secret pour pouvoir, eux, faire des fuites. C'est dérisoire !

Et, pour éviter que Maignon ne donne son interprétation du contenu du Conseil de Défense, il autorise Michèle Gendreau-Massaloux à diffuser la dépêche suivante :

Al'Élysée, on indique que le Président de la République a rappelé la doctrine de la France en matière d'emploi des armes préstratégiques. Les décisions nécessaires seront prises, comme il l'avait indiqué publiquement à Caylus, pour que soit garantie l'efficacité de la première composante de notre force de dissuasion, c'est-à-dire les sous-marins nucléaires. En particulier, le calendrier de réalisation des sous-marins de la nouvelle génération sera confirmé et le missile M5 équipera à partir de 1999 les sous-marins de la nouvelle génération. Sur les autres sujets évoqués en Conseil de Défense, le Président de la République fera connaître ses conclusions d'ici une semaine. Sur la base des orientations arrêtées, le projet de loi de programmation sera délibéré en Conseil des ministres, puis soumis au Parlement.

En dépit de l'opposition farouche du ministre de la Défense, Serge Dassault est élu président de la société Marcel-Dassault. Ainsi se concluent deux mois de guerre ouverte menée par André Giraud contre un héritier qu'il a publiquement qualifié d'incapable. On m'a raconté que Pierre de Bénouville et Jean-Marc Vernes ont su trouver les arguments susceptibles de faire pencher Chirac en faveur du fils aîné de l'avionneur... Obstiné, Giraud jure que cela ne va pas se terminer comme ça... L'État est majoritaire chez Dassault (46 % des parts, mais 56 % des voix en assemblée générale), et le ministre compte bien « encadrer » le nouveau président.

Un banquier de mes amis, hilare, me raconte l'histoire et m'en annonce la fin, qu'André Giraud ne connaît pas encore : contre la Défense et contre les Finances, Chirac aurait promis à Serge Dassault que l'État lui céderait 9 % des actions pour lui permettre de redevenir maître chez soi.

Jeudi 30 octobre 1986

Kailan Ahmet, porte-parole de Goukouni Oueddeï, affirme que ses partisans ont capturé une compagnie de l'armée libyenne dans la région de

Vendredi 31 octobre 1986

J'ai appris par l'ambassade des États-Unis (ni par le Quai d'Orsay, ni par Matignon) que le secrétaire d'État américain George Shultz s'arrêtera pour une demi-journée à Paris, vendredi prochain, 7 novembre, au matin. Il est prévu qu'il rencontre successivement Jean-Bernard Raimond, puis le Premier ministre. L'ambassade indique que le secrétaire d'État serait extrêmement heureux d'être reçu par le Président...

Samedi 1^{er} novembre 1986

L'incendie des entrepôts du groupe chimique Sandoz à Bâle (Suisse) est suivi d'une grave pollution du Rhin. Très vive émotion chez les Verts en Allemagne.

Lundi 3 novembre 1986

Hissène Habré nous demande des couvertures chauffantes, de la nourriture, de l'habillement, des postes radio, peut-être des munitions et des armes pour les gens de Goukouni qui se battent contre la Libye au nord du Tchad. Le Président donne son accord, à condition que cela ne se fasse pas sous le drapeau français et que Hissène Habré se charge de l'acheminement.

Sur la base de ce qu'a déclaré le Président au dernier Conseil de Défense, nous revoyons, avant le prochain Conseil des ministres, le texte de la loi de programmation militaire. On découvre, dans une annexe, quelques glissements sur l'arme tactique et sur les conditions d'engagement de la France en Centre-Europe. Le général Forray et Hubert Védrine reprennent les paragraphes, transmettent les nouvelles rédactions à André Giraud, en précisant bien que ce n'est peut-être pas exactement la pensée du Président, qu'il n'a pas été consulté. Jean Picq, le conseiller militaire de Matignon, est très inquiet. Il dit au général Forray que Matignon fera ce que l'Élysée voudra : Jacques Chirac tient à ce qu'il n'y ait pas l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarette sur ce sujet entre le Président et lui.

Quand le général Forray rapporte ces propos au Président, celui-ci rit et dit : Il n'y a peut-être pas — ou plus — de difficultés entre le Premier ministre et moi, mais il y en a manifestement entre le Premier ministre et M. Giraud.

Un dernier Conseil de Défense est réuni :

François Mitterrand : Le jour où chaque Français supposera que la bombe atomique peut être devant sa porte, vous ne tiendrez plus l'opinion publique. Le consentement national, auquel tient le Premier ministre, vaut bien des missiles. Il a fallu beaucoup de temps pour que chacun se rallie à la stratégie de dissuasion, moi le premier. C'est donc bien à Albion que se situera la deuxième composante terrestre. Il n'a jamais été question de distraire quoi que ce soit de la première composante. [Sur l'arme chimique :] Toute arme détenue par un adversaire potentiel doit être possédée par nous, si nous le pouvons. Mais il existe des conventions internationales. Je sais qu'elles ne sont pas respectées. Il faut donc étudier l'action diplomatique avec M. le ministre des Affaires étrangères. Cela dit, je suis tout à fait d'accord avec votre perspective... Pour ce qui est de la loi de programmation, la question de l'enveloppe financière a été tranchée par le gouvernement. A mon sens, sagement. [Il se tourne vers Édouard Balladur.] Est-ce que M. le ministre d'Etat veut dire quelque chose ?

Jacques Chirac, en souriant : Je vous en prie, ne rouvrez pas de plaies !

Le Président : Pour ce qui est du contenu de la loi que le ministre de la Défense a bien voulu m'exposer, je n'ai pas de commentaire à faire.

Le projet passera après-demain en Conseil des ministres.

Mardi 4 novembre 1986

François Mitterrand sur Jacques Chirac : Il court, vite, mais il ne sait pas vers où.

Le gouvernement de N'Djamena lance un appel à la communauté internationale pour sauver les populations de la province du Nord, menacées de génocide systématique par la Libye.

Ouverture à Vienne de la troisième conférence sur la Sécurité en Europe. Elle va durer des années.

Mercredi 5 novembre 1986

Le Président voit Jacques Chirac avant le Conseil et lui demande d'apporter d'ultimes changements de vocabulaire au texte de projet de loi de programmation militaire.

Quelques minutes plus tard, en Conseil, Jacques Chirac les annonce lui-même. Il le fait avec une conviction et une détermination telles que le Président est obligé de dire que... c'est avec son accord !

André Giraud : Pourquoi une nouvelle loi ? Parce que la précédente était faite en francs courants et avec des hypothèses économiques qui ne se sont pas révélées exactes. Les écarts entre les prévisions initiales et des déviations répétées rendent très difficile, même pratiquement impossible l'exécution de la loi. Enfin, parce qu'un examen nouveau est rendu nécessaire par les évolutions technologiques. La deuxième composante sera un missile léger avec suffisamment de flexibilité pour s'adapter aux circonstances d'ici à 2015. Vous avez précisé, monsieur le Président, que votre intention était de mettre ces missiles dans les sites du plateau d'Albion...

Suit une phrase compliquée : le ministre ne veut pas avoir à prononcer le mot « mobilité ». Il parle d'armement nucléaire préstratégique et de concept d'ultime avertissement, concept qui ne figure justement pas, à la demande du Président, dans le texte du projet de loi soumis au Conseil des ministres.

Jacques Chirac prend la parole : C'est un travail de grande qualité. La situation propre à la France qui, à mes yeux, n'a pas de prix, c'est le consensus sur la Défense.

Le Président : Sur la forme, monsieur le ministre de la Défense, le sort de toute loi de programmation semble de ne pas être appliquée jusqu'au bout. Il manquait quelque 14 milliards à la précédente ; entre 40 et 50 à celle d'avant, et pourtant, cela n'a pas été fait par les mêmes personnes, ni sous le même Président. Je vous féliciterai plus tard, si j'en ai l'occasion, si vous arrivez à échapper à cette malédiction !

Alain Madelin sourit. Il prend des notes, sans doute pour François Léotard, encore à New York.

Le Président reprend : Sur le fond, il y a trois points d'importance :

1) Un point qui n'est pas vraiment dans la loi de programmation, c'est la stratégie nucléaire. Il y a les armes tactiques, c'est-à-dire à courte portée, et les armes intermédiaires — cette classification est tout à fait arbitraire, c'est un terme américain pour désigner les fusées qui ne peuvent pas traverser l'Atlantique. Pour nous, cela n'a pas d'intérêt. Quelle est la place des armes tactiques dans notre stratégie ? Elles ne peuvent pas être l'appendice d'un armement conventionnel, et donc d'une guerre classique. La question centrale est donc de savoir, dans cette hypothèse, si les États-Unis bougent ou ne bougent pas. S'ils ne bougent pas, est-ce qu'il appartient à la France de se substituer à eux ? Sur ce point, je m'en

tens aux principes qui ont été définis avant moi. Je ne les ai bout de dix ans — cela fait maintenant qu'une quinzaine d'années — parce que c'est la seule chance de la France. Il n'est pas question de riposte graduée. Ce n'est pas à la portée de la France. Nous n'avons pas les moyens de l'adversaire. Bon, allons ! Supposons les chars russes à Lübeck. Est-on dans le cas d'une menace vitale pour la France ? Qui peut le dire ? Cela dépend d'abord du jeu de l'Alliance. Il ne peut y avoir d'automatisme...

2) Le deuxième point est la priorité de la force océanique stratégique. Elle représente la capacité de destruction, nous disent les experts, d'un territoire plus vaste que la France, à 4 500 kilomètres de distance, avec une précision suffisante. Vous savez que les sous-marins sont capables de circuler pendant deux mois à deux mois et demi sans jamais signaler leur présence, cela de façon à éviter tout « accident » (Je mets le mot accident entre guillemets.)

Les sous-marins seront-ils un jour détectés ? Les scientifiques constatent au contraire les progrès rapides de l'invisibilité et du silence. Ce n'est sûrement pas un hasard si les États-Unis et l'URSS multiplient leurs commandes de sous-marins.

3) Troisième point: la modernisation de la deuxième composante. Nous n'avons pas encore la capacité de remplacer l'actuelle seconde composante par des missiles air-sol à longue portée. Elle doit donc être terrestre. Quelle composante terrestre ? Je n'ai pas la compétence pour en décider. Les états-majors, les ingénieurs généraux de l'armement proposent un missile léger-enfin, léger dans la mesure où 9 tonnes sont légères par rapport à 45 tonnes ! Ces missiles, pourquoi ne seraient-ils pas mobiles ? M. le ministre de la Défense estime — enfin, estimait — qu'une certaine mobilité pourrait être utile. Nous en avons débattu avec M. le Premier ministre, comme cela est normal. Si l'on considère qu'Albion pourrait être détruit, c'est que nous serions déjà dans la guerre. Si l'adversaire était capable de prendre le risque sur Albion, il le prendrait sûrement sur les missiles déployés. Il ne saurait pas où ils sont ? Il en saurait sûrement assez ! Ce serait donc faire porter la menace sur tout le territoire. Non, il n'y a pas à changer de raisonnement stratégique selon que les missiles sont fixes ou mobiles. Entre toutes les thèses — logiques, plausibles — , j'ai tranché en disant qu'Albion restera la place-forte de notre seconde composante, où seront installés des missiles — légers ou lourds, peu importe ! Le problème n'est pas de savoir ce qui est vulnérable, mais si l'adversaire ose prendre le risque. Comme je ne doute pas de la dissuasion, je ne peux pas fonder une hypothèse stratégique sur le doute. Ce sont là des données politiques, militaires et psychologiques. Ces dernières ne sont pas les plus minces. Ce qui vous est proposé est conforme à mes vues. Ce qu'a dit le Premier ministre recueille mon accord.

Émile Biasini est renouvelé à la tête de l'établissement public du Grand Louvre. Chirac s'est montré élégant dans cette affaire. Pour une fois, relève aigrement le Président.

Jeudi 6 novembre 1986

Le Président fait savoir à Raymond Barre que la loi de programmation n'a pas posé de problème concernant le rôle du Président de la République, qu'il y a eu essentiellement un problème de doctrine, mais qu'il a empêché que l'on s'écarte de la doctrine classique de la France.

Visite de Jacques Chirac à Madrid. Hier, en guise de cadeau, il a fait remettre à la police espagnole sept Basques interpellés à Hendaye après la découverte d'une cache d'armes.

Vendredi 7 novembre 1986

Le Premier ministre a accordé une interview au Washington Times, un quotidien financé par la secte Moon. Le bruit court à Paris qu'il aurait confondu avec le Washington Post. Il s'y montre très acerbe avec le Chancelier Kohl. Le démenti, cinglant, ne se fait pas attendre : les Allemands répondent qu'il n'est pas question de réévaluer le mark, comme Jacques Chirac l'a annoncé. Pour Bonn, il n'y a pas de problème du mark, mais un problème du franc lié à la crise politique et sociale dans notre pays.

Dans le même entretien au Washington Times, le Premier ministre implique à la fois le Mossad et des éléments renégats de l'entourage du Président syrien dans l'attentat perpétré contre un avion d'El Al en avril ! Il déclare que c'est Helmut Kohl qui le lui aurait appris ! Matignon dément. Polémique. Le journal annonce la publication prochaine de l'enregistrement de cet entretien. Cafouillage...

Il est décidé qu'un ancien collaborateur de Valéry Giscard d'Estaing, Philippe Sauzay, sera nommé au prochain tour extérieur au Conseil d'État, et que Guy Fougier sera nommé au tour suivant.

A la suite du message du Président sur le nucléaire, Raymond Barre le remercie de son attention. Il se réjouit que les prérogatives du Président soient maintenues en matière de défense. Sur les questions de fond, il partage toutes les positions prises par le Président de la République.

Lundi 10 novembre 1986

Dans Le Point, Yves Chalié révèle à Jean-Marie Pontaut que le ministère de l'Intérieur l'a fait partir pour le Brésil avec un vrai-faux passeport. Pierre Verbrugghe me dit que c'est fort possible, mais qu'il n'en a pas la preuve. La DST, placée sous ses ordres, aurait pu le faire sans l'en prévenir. Il va chercher à savoir.

Il interroge à la DST :

- Qui vous a donné cet ordre ?
- Mais... le ministre!
- Quel ministre: Pasqua ou Pandraud ?
- Pasqua.
- Et vous ne m'en avez pas parlé!
- On me l'a interdit.

Le Président reçoit Renaud Denoix de Saint Marc. Au Conseil des ministres sont prévues deux communications, l'une de Didier Bariani, l'autre de Gaston Flosse sur la politique du Pacifique-Sud. Le Président : Il n'est pas question de telles communications alors que personne ne m'a parlé de cette politique et alors qu'il n'y a pas encore eu de réunion du Conseil du Pacifique-Sud.

Le Président émet aussi des réserves sur les mouvements de recteurs, dont ceux d'Orléans et de Dijon. L'Élysée demande une note à ce sujet à René Monory. Au téléphone, le ministre déclare à Jean-Louis Bianco : Je n'ai rien de spécial contre ces recteurs. Mais ces mouvements me sont demandés par des parlementaires de la majorité.

Au Liban, libération de Marcel Coudari et Camille Sontag par l'OJR.

Mardi 11 novembre 1986

Piet Botha inaugure dans la Somme un mémorial aux soldats sud-africains morts au cours des deux guerres mondiales.

Mercredi 12 novembre 1986

Avant le Conseil, dans le bureau de Jean-Louis Bianco, Jacques Chirac fait une grande sortie à propos du Pacifique-Sud : Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Qu'est-ce que c'est que ce Conseil ? A quoi ça sert ? Et puis, l'avoir réuni pour la première fois à Mururoa, c'est une vraie provocation ! Il faut prendre ces pays par la douceur !

Dans son bureau, le Président fait observer à Jacques Chirac que le Conseil du Pacifique-Sud est une organisation interne à la France : S'il y a des gens qui se vexent pour cela, ils se vexeront pour autre chose.

Il s'informe d'un autre projet qui vient à l'ordre du jour du Conseil : Je vois que vous voulez créer une Maison de la France pour promouvoir le tourisme en France. Ce n'est peut-être pas une mauvaise idée, mais il ne faudrait pas que ce soit une administration de plus !

Jacques Chirac, fouillant dans ses papiers avec un désarmant sourire : Je ne connais pas du tout le dossier. En tout cas, ce n'est pas dans les intentions du gouvernement.

Le Conseil débat du projet de Code de la nationalité qui prévoit de faire de l'acquisition de la nationalité française, pour les enfants d'étrangers nés sur notre sol, un acte volontaire et non plus automatique. Visiblement mal à l'aise (en fait, il est opposé à ce texte), Albin Chalandon cite Renan : La nation, c'est la volonté de vivre ensemble.

Jacques Chirac : Ceci est un texte de bon sens. Conforme à une certaine idée de... (Il s'interrompt et reprend) : Je partage l'avis de Renan !

Jean-Louis Bianco se penche vers moi pour me demander si Ernest Renan est le nouveau ministre de la Justice...

Le Président : Ce projet s'inspire d'une philosophie que je ne partage pas. Je redoute que les jeunes qui sont déjà déchirés entre deux cultures ne soient davantage marginalisés. Nous avons une législation plus que centenaire, qui a eu des effets heureux. Pourquoi la changer ?

Une nouvelle fois, Jean-Bernard Raimond parle de la normalisation des relations franco-espagnoles entreprise depuis quelques mois. Le Président l'interrompt : Ce n'est pas tout à fait un début, monsieur le ministre des Affaires étrangères. Les difficultés entre la France et l'Espagne tenaient à l'élargissement du Marché commun et au terrorisme basque. L'élargissement a été heureusement réglé, sans quoi nos relations se seraient posées en des termes différents. Quant au terrorisme basque, les mesures actuelles ont été précédées par l'extradition de trois Basques en novembre 1984. L'an dernier, j'ai reçu le roi d'Espagne et j'ai signé avec lui un pacte d'amitié. A l'invitation du roi, je me rendrai à Madrid pour que le deuxième acte de cette réconciliation soit accompli.

A l'issue du Conseil, François Mitterrand reçoit Alain Devaquet. Le Président lui demande de l'aider à faire financer le programme européen de recherche à hauteur de 7,7 milliards, comme prévu avant mars 1986. Devaquet explique qu'Édouard Balladur et Jacques Chirac ne veulent accorder que 4,2 milliards, comme la Grande-Bretagne. Il en est désolé, car il partage le point de vue du Président. François Mitterrand l'encourage à tenir bon.

Un ministre me glisse à propos d'Édouard Balladur : C'est une fausse valeur, un mélange d'incompétence et de pusillanimité, une politique du doigt mouillé et de caprices. Il a dépassé son seuil d'incompétence !

Injuste. Je trouve au contraire l'homme compétent, soucieux d'apprendre et de servir l'intérêt général.

François Mitterrand sur le ministre d'État : Son obsession du protocole est attendrissante...

Le même ministre, sur Jacques Chirac : Jacques Chirac ne fait rien, ne connaît rien, ne s'intéresse à rien. Balladur est le vrai Premier ministre, et personne ne s'intéresse à l'emploi.

Installation officielle de la CNCL, rue Jacob, en présence de Jacques Chirac ; François Mitterrand n'a pas été invité. S'il l'avait été, il n'y serait pas allé.

Michèle Cotta a eu tort de croire à la promesse du Premier ministre...

Après de longs débats, les socialistes décident de s'abstenir sur le vote du budget de la Défense nationale. Fabius, Quilès et Hernu voulaient voter pour, puisque le Président y avait apposé sa marque. Jospin et Laignel voulaient voter contre, le budget de la Défense étant supérieur à celui de l'Éducation nationale.

Dans une interview à RFI, le Président déclare que la France soutiendra le régime de N'Djamena pour permettre au Tchad de disposer des moyens de reconquérir son intégrité.

François Mitterrand part ce soir pour le Sommet franco-africain de Lomé. Il se rendra ensuite en visite officielle au Mali et au Burkina. Escalade en Guinée, où il rencontrera le Président Lansana Conté.

Judi 13 novembre 1986

Premier jour du Sommet franco-africain. Rien à signaler, sauf que les Africains ne semblent pas douter que le Président ait conservé tous ses pouvoirs.

A Paris, la tension monte : une assemblée générale se tient à Paris-XIII (Villetaneuse) contre le projet Devaquet de réforme de l'enseignement supérieur. Voté fin octobre par le Sénat, le texte doit revenir devant l'Assemblée le 28 novembre. La grève est décidée à compter du 17 novembre.

Vendredi 14 novembre 1986

A Lomé, deuxième jour du Sommet. Une attaque en règle, y compris des chefs d'État modérés, se dessine contre Jacques Chirac à propos du rétablissement des visas et de la venue en France de Piet Botha. Le Président se donne le luxe de le défendre : Pourquoi Botha n'irait-il pas se recueillir sur les tombes des soldats sud-africains ? Au cours du déjeuner, comme les chefs d'État se placent à leur gré, Jacques Chirac se retrouve longtemps isolé à une table en compagnie de Jacques Foccart. Ce dernier se montre parfaitement correct avec le Président. Michel Aurillac aussi.

Samedi 15 novembre 1986

Un jeune Caldoche est tué à Thio au cours d'affrontements entre militants du FLNKS et du RPCR.

Dimanche 16 novembre 1986

Jacques Chirac annule son rendez-vous de demain avec Jean-Marie Tjibaou, chef du FLNKS, et se fait remplacer par Bernard Pons. Il s'agit de débattre du référendum d'autodétermination qu'il a promis lors de sa visite en Nouvelle-Calédonie, le 29 août.

Lundi 17 novembre 1986

Signature d'un accord partiel de règlement du contentieux financier franco-iranien. La France remboursera 330 millions de dollars à Téhéran. L'accord sur Eurodif pourrait débloquer partiellement le dossier des otages.

A Villetaneuse, début de la grève contre le projet Devaquet.

Georges Besse, PDG de Renault, est tué devant son domicile par deux femmes. L'assassinat est revendiqué par Action directe.

François Mitterrand est au Burkina Faso. Après le dîner chez Sankara, les journalistes ne sont plus préoccupés que d'une chose : le Président est absent de France alors que le terrorisme sévit.

Avec son directeur de cabinet, Michel Aurillac aide les collaborateurs du Président à convaincre la presse de l'importance de ce voyage.

Le capitaine Sankara, usant de citations approximatives de François Mitterrand, somme le Président de se rallier à son point de vue, selon lequel nous ne sommes pas engagés par nos dettes. Jésus n'a-t-il pas chassé les marchands du Temple ? Organisons-nous, vous là-bas, nous ici, pour faire triompher cette ligne, car, sinon, jamais on ne réconciliera les riches avec les pauvres, les exploités avec les exploités. Il condamne le racisme dont souffrent les Noirs en France et réclame une pensée pour nos frères maliens récemment expulsés. Après un vibrant : La patrie ou la mort ! Nous vaincrons !, il invite François Mitterrand à lever son verre à l'amitié entre la France et le Burkina.

Mettant de côté le discours préparé, le Président parle durant soixante-dix minutes : Il est parfois difficile d'échapper aux passions, aux excès de sa propre logique (...), tant il est difficile de savoir où se situe exactement le droit des peuples. Exemple: le problème israélo-arabe, puisque deux peuples réclament la même terre en fonction de principes qui se contredisent et se complètent. Oui donc à un État palestinien, puisque l'errance de ce peuple est proprement intolérable ! (...) Le capitaine Sankara est un homme dérangeant (...). Après les propos qu'il a tenus, je ne pouvais pas me contenter d'un petit compliment et aller me coucher (...). Il dit ce qu'il pense. Moi aussi ! (...) Il a le tranchant d'une belle jeunesse, mais il tranche trop. Mais s'il n'était pas comme ça à trente-sept ans, comment serait-il à soixante-dix ans ? Je l'encourage donc, mais pas trop (...). Je n'ai pas à me mêler de votre politique intérieure, même si vous constituez une équipe jeune, dérangeante, insolente (...). Si vous avez besoin de nous, vous nous le direz. Si vous n'en avez pas besoin, très bien. C'est vous qui décidez chez vous. A Paris, c'est moi - enfin, il n'y a pas que moi...

Mardi 18 novembre 1986

Le Conseil constitutionnel déclare conforme la loi sur le découpage électoral.

Le prochain Conseil européen — à Londres, dans quinze jours — sera d'abord consacré à des discussions sur le problème de l'emploi. Jacques Chirac est convié au dîner. Jean-Bernard Raimond participera à un dîner séparé avec ses collègues, au cours duquel seront évoqués le terrorisme, l'immigration, la drogue et le droit d'asile.

Margaret Thatcher nous fait savoir qu'elle souhaite, pour des raisons électorales, donner à ce Conseil un profil bas. Elle ne proposera donc aucune initiative nouvelle. Elle cherchera même à éviter qu'une discussion s'engage sur la politique agricole commune ou sur la situation financière de la Communauté, qui n'a pas été réglée non plus au sommet précédent. De toute façon, la Commission n'a fait aucune proposition nouvelle.

Mercredi 19 novembre 1986

Le Soviet suprême de l'URSS adopte une loi sur le travail individuel permettant la création d'un secteur semi-privé.

Au Conseil des ministres, Édouard Balladur parle du Budget, dont la discussion a commencé avant-hier au Sénat.

François Mitterrand : Y a-t-il des observations ?

Personne ne prend la parole.

François Mitterrand : Y a-t-il des observations rentrées ?

Personne ne répond.

Albin Chalandon, garde des Sceaux, fait une communication sur son projet de création de prisons privées. Il évoque le surpeuplement des prisons : Au rythme du budget 1986, il faudrait soixante-sept ans pour régler le problème des prisons ; au rythme du budget 1987, il faudrait vingt ans... Il y a d'ailleurs déjà du personnel privé dans les prisons ; dans certaines prisons, il y a des religieuses (...). Le recours au secteur privé est imposé par l'énorme disproportion entre les besoins et les capacités, d'autant plus que la justice répressive fonctionne mal, dans la mesure où elle règle ses décisions sur les possibilités d'accueil des prisons. Dans ces établissements nouveaux, les règles de sécurité et les conditions de vie faites aux détenus seront strictement conformes à celles qui existent dans le secteur public. Le greffe sera assuré par du personnel public, l'usage des armes strictement réglementé, et le personnel soumis au contrôle de l'État. Ce projet est de nature à régler en deux ans un problème lancinant qui se pose à l'État depuis plus de vingt ans !

François Mitterrand : L'analyse et la description que vous venez de faire sont justes, qu'il s'agisse de l'encombrement des prisons ou de la situation des prisonniers. Mais je suis très réservé sur les conclusions que vous en tirez. Ce qui me heurte — et je ne suis pas le seul —, c'est le transfert de souveraineté de l'État au profit du secteur privé. J'ai appris que, dans les prisons américaines, il n'y avait que 2 500 places privées sur 750 000.

(Alexis de Tocqueville écrivait en 1836 dans ses Notes sur le système pénitentiaire : « Si c'est l'affaire du gouvernement d'assurer la sécurité de la société (...), l'affaire de l'entrepreneur est de gagner de l'argent. Et le gouvernement, en traitant avec lui, a nécessairement soumis plus ou moins l'intérêt public à l'intérêt privé... »)

Le Président parle ensuite de Georges Besse, qui vient d'être assassiné : C'était l'un de nos responsables les plus qualifiés et les plus remarquables. Nous avons tous ressenti comme un deuil personnel la mort de Georges Besse. C'est un homme qui manquera à notre pays et au développement de l'industrie automobile. L'hommage de la nation [allusion à la décision d'une promotion posthume dans l'ordre de la Légion d'honneur] constitue une initiative tout à fait heureuse.

Jeudi 20 novembre 1986

François Mitterrand apprend que les services secrets allemands ont alerté le gouvernement français qu'une tentative d'attentat contre lui a été déjouée à Conakry. Nul ne l'a prévenu. Il en est furieux.

Le Sommet franco-britannique annuel se tient à Paris. Margaret Thatcher vient de rencontrer Ronald Reagan. Conversation à l'Élysée :

Margaret Thatcher : Je lui ai dit que la deuxième réduction de 50 % des missiles balistiques nucléaires laisserait l'Europe sans défense adéquate. Il ne resterait plus que les bombardiers et les missiles, qui sont insuffisants, car ils ne touchent pas toute l'URSS. Les Américains ne sont pas sérieux, parce qu'ils ne sont pas vraiment soumis à la critique de leur Parlement. Il faut sans relâche leur donner notre point de vue. Tout cela me conforte dans mon hostilité à l'option zéro, car l'arme nucléaire est la seule justification de la présence américaine en Europe. Reagan a été piégé à Reykjavik. Son rêve de « guerre des étoiles » mine les bases de notre sécurité. Je ne suis pas d'accord avec lui. Quand je le lui ai dit, l'autre jour, il s'est mis en colère. Il m'a dit : « Le communisme fera partie des cendres de l'Histoire. » Mais personne ne lui parle de ça ! Le cabinet ne le pousse pas dans ses retranchements. Reykjavik a été un recul dans la solidarité de l'Alliance. Je lui ai dit : « Nous avons besoin de vos

missiles. » Il m'a répondu : « Notre solidarité se manifeste par la présence de 300 000 hommes en Europe. » Il a insisté sur le fait que l'Europe est une ligne de frontière pour les États-Unis. Mais il ne pousse pas sa réflexion très loin. Heureusement, rien d'irréparable n'a été commis à Reykjavik, grâce à l'insistance russe sur l'abandon de l'IDS. Ils ont tort d'en avoir peur : l'IDS ne sera jamais efficace à plus de 20 %. Reagan m'a dit qu'il allait moderniser ses armes balistiques pour négocier en position de force face aux Soviétiques, ce qui m'a soulagée pour les Trident. Je ne pense pas que la première réduction de moitié des armes balistiques soit faite avant la fin du siècle. Nous lui avons fait passer des messages avant Reykjavik. Il ne les a pas lus. Il croyait que les missiles tactiques de la « guerre des étoiles » remplaceraient les missiles balistiques. Or, ils seront évidemment plus vulnérables. Et il en faudra beaucoup trop, compte tenu de la capacité d'attaque des Soviétiques. Il faudrait donc dépenser beaucoup plus d'argent. Il n'est pas financièrement acceptable pour les États-Unis de détruire des armes qui marchent pour construire des armes qui ne marchent pas !... J'ai dit à Reagan que nous n'avions pas été assez consultés. On s'est compris. Mais il faut sans relâche leur présenter notre point de vue. Partout. Nous avons à élaborer une position commune, vous et moi. J'étais réservée sur l'option zéro [elle était contre], mais nous étions liés par la décision initiale sur les Pershing. Cela va créer des difficultés...

François Mitterrand : Si nous nous retrouvons dans un état d'infériorité stratégique, les armes à courte portée ne peuvent avoir d'effet dissuasif. Elles peuvent réduire de 50 % leurs armes stratégiques... Je suis plus souple que vous sur les armes intermédiaires. Je préférerais qu'il n'y en ait pas, même si la présence américaine est un facteur de sécurité en Europe. Il n'est pas politiquement tenable, après avoir dit non aux SS 20, de maintenir les Pershing. Je n'attache pas d'importance à la présence américaine en Europe. Elle pousse les Russes au bellicisme. J'en vois la limite. Les États-Unis feraient-ils la guerre si l'URSS attaquait l'Europe ? Je n'en suis pas du tout sûr ! Tout dépend de la résolution américaine. Il suffirait aux Russes de ne pas viser des objectifs américains en Europe pour que les Américains préfèrent la négociation au tout pour le tout. C'est un problème politique et psychologique. S'ils n'ont pas cette résolution, la présence de leurs soldats sur le continent ne leur donnera pas. Je pense qu'ils l'ont à 80 %. Notre effort doit viser à remplacer les 20 % manquants. Si l'option zéro permettait de se débarrasser des armes à courte et à moyenne portée, avec des moyens de vérification, je pense que ce serait cohérent. Notre vraie force est dans les sous-marins. Je mesure les problèmes du Trident : pourquoi ne pas imaginer des fabrications communes franco-anglaises, comme on l'a fait pour Concorde ? Cela diversifierait nos armements !

Margaret Thatcher : Le Trident est garanti pour les vingt prochaines années. Après cela, personne ne peut prévoir. L'IDS ne sera jamais efficace à plus de 20 %. Au total, vous et moi avons le même objectif : ne pas soumettre notre force nucléaire à la négociation américano-soviétique. Il faut donc définir un minimum d'armement nucléaire incompressible pour chacun de nous.

Vendredi 21 novembre 1986

Comme d'habitude, séance plénière du Sommet franco-britannique dans le jardin d'hiver de l'Élysée. Les deux délégations se font face. On fait parler chaque ministre sur les projets communs. Il est entendu à l'avance que seul le Président conclura, en réponse à Margaret Thatcher.

Lorsque vient la discussion sur les questions communautaires, Margaret Thatcher explique que la Communauté n'a pas besoin d'un budget de la Recherche de plus de 4,4 milliards. François Mitterrand réplique qu'il souhaite qu'on se rapproche des 7,7 milliards initialement prévus. Devant les ministres et les hauts fonctionnaires stupéfaits, Jacques Chirac fait « non » de la main et interrompt le Président : Nous irons davantage vers les chiffres évoqués par Mme Thatcher que vers ceux recommandés par M. Delors à Bruxelles.

J'ai honte d'être là.

Enterrement de Georges Besse.

Jacques Chirac propose à François Mitterrand qu'au prochain Conseil, Pierre Verbrugghe soit remplacé par Pierre Jourdan, directeur de cabinet de Robert Pandraud, à la direction générale de la Police nationale. Le Président refuse.

Verbrugghe souhaite pourtant partir, après l'affaire du « vrai-faux » passeport.

Samedi 22 novembre 1986

Les universités parisiennes convergent vers la Sorbonne pour des états généraux des étudiants convoqués par l'UNEF-ID. Elles appellent tous les étudiants de France à se mettre en grève, à mobiliser les lycéens et à manifester le 27, jour où doit s'ouvrir à l'Assemblée nationale le débat sur le projet de réforme Devaquet, pour en exiger le retrait pur et simple.

A Paris-VII, création d'une coordination étudiante contre le projet Devaquet. L'émeute gronde. Elle risque de prendre une grande ampleur.

François Mitterrand est à Auxerre pour célébrer le centenaire de la mort de Paul Bert. Il est agacé par le discours trop convenu qu'on a préparé pour lui. Il rend le texte à son aide de camp et improvise. Il dit approuver les manifestants étudiants, mais précise qu'il n'est pas partisan du retrait total du projet de loi : seulement des dispositions contestées portant sur la liberté accordée aux universités de déterminer les conditions d'accès aux différentes formations, de fixer le montant des frais d'inscription, et celles remettant en cause le caractère national des diplômes.

Dimanche 23 novembre 1986

La révolte gagne. Cent mille personnes défilent dans Paris, à l'appel de la FEN et du PS, pour l'avenir de la jeunesse et contre la politique réactionnaire du gouvernement.

Lundi 24 novembre 1986

Grand succès de la privatisation de Saint-Gobain. La demande est quatorze fois supérieure à l'offre ; l'action a augmenté de 40 % en dix mois.

Promulgation de la loi sur le découpage électoral.

La grève s'étend dans les facultés. Parler de la sélection n'a décidément jamais porté chance à un ministre.

Mardi 25 novembre 1986

La mobilisation fait boule de neige dans les universités de province et dans les lycées, dont les élèves défilent spontanément au quartier Latin et constituent une coordination lycéenne.

Mercredi 26 novembre 1986

Avant le Conseil, François Mitterrand a une rude explication avec Jacques Chirac à propos de la menace d'attentat de Conakry dont il n'a pas été avisé.

Le Conseil des ministres approuve l'ordonnance sur la liberté des prix et le droit de la concurrence.

Alain Devaquet planche devant l'Assemblée. Atmosphère houleuse. Le ministre admet qu'il faut traiter le mouvement avec précaution.

Charles Pasqua vient redemander à François Mitterrand d'autoriser la réforme du service des voyages officiels afin d'y placer Raymond Sasia.

Le Président s'y oppose à nouveau.

Michel Baroin, chargé par Jacques Chirac de préparer le Bicentenaire de la Révolution, travaille bien. Il propose néanmoins de modifier l'ordre des mots qui composent la devise républicaine. Au lieu de « Liberté, égalité, fraternité », il propose « Fraternité, liberté, égalité ». Le mot égalité serait rejeté à la fin comme on pousse un gêneur vers la sortie, commente joliment Claude Manceron.

Jeudi 27 novembre 1986

De la Sorbonne à l'Assemblée nationale, quelque 200 000 lycéens défilent à nouveau. Des manifestations dans une cinquantaine de villes de province rassemblent 400 000 personnes. La coordination nationale des universités en grève appelle à une manifestation nationale jeudi prochain, 4 décembre.

Vendredi 28 novembre 1986

Au Parlement, le projet Devaquet est renvoyé en commission. René Monory, ministre de l'Éducation nationale, a lâché Alain Devaquet, ministre délégué chargé de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.

Conseil restreint à Matignon. Jacques Chirac demande qu'on réécrive le texte sur les trois points contestés par les manifestants.

Cet après-midi, à Paris, 20 000 lycéens défilent encore aux abords de l'Assemblée nationale.

Les USA rompent l'accord SALT 2 en mettant en service un cent trente et unième B 52 équipé de missiles de croisière.

Sommet franco-italien à Paris. François Mitterrand reçoit Bettino Craxi, redevenu Premier ministre après sa récente démission. L'entretien s'ouvre par des considérations sur la situation de Ronald Reagan après la révélation des livraisons américaines d'armes à l'Iran.

François Mitterrand : Reagan était une référence. Elle est en train de se détruire. Les Américains entrent dans une période de difficultés. On ne comprend pas comment ils ont pu s'engager dans cette opération. Sauver les otages ? Les otages sont des victimes ; dans toute guerre il y a des victimes !

Bettino Craxi : Après Reykjavik, quelle est votre réaction ?

François Mitterrand : Cette option zéro, on ne doit pas l'accorder facilement aux Soviétiques. Mais si on va jusqu'au bout de la discussion, il n'y a pas de raison de la refuser : ils installent, on installe ; ils retirent, on retire ! Il faut introduire les armes à courte portée, les inclure dans la négociation du point zéro. [Le Président explique le caractère artificiel de la distinction sur les portées.] La plus faible de nos fusées à courte portée fait quatre fois Hiroshima. Je comprends que Mme Thatcher ait lancé une discussion avec Reagan, et je l'approuve. La présence d'armes nucléaires américaines en Europe est-elle déterminante ? Je n'en suis pas convaincu. Ou les Américains sont résolus, ou ils ne le sont pas. Leur détermination n'est pas fonction de la nature des armes qu'ils ont ici. Je ne sais pas ce qu'ils feront. Cela dépendra de l'autorité du Président et de l'état de leur opinion, pas du type d'armes déployées en Europe.

Avec Mme Thatcher, nous sommes assez d'accord. Elle est plus souple qu'on ne croit. Elle a eu peur d'un accord à Reykjavik sur la base de 50 % pour les armes stratégiques et de 100 % pour les armes intermédiaires. Mais elle est prête à payer le prix de l'option zéro.

Bettino Craxi : Vous n'avez pas l'impression que le dialogue entre les Deux va être gelé, maintenant ? Pourquoi les Russes devraient-ils favoriser un accord ?

François Mitterrand : Ma conviction est qu'ils le cherchent. Je crois qu'ils préféreraient traiter avec Reagan. Ils se disent qu'un Président plus faible serait moins porté à la négociation. Vous attendez Gorbatchev à Rome ?

Bettino Craxi : La date n'est pas encore fixée. Je l'ai vu à Moscou, l'an passé. Et la Méditerranée ?

François Mitterrand : J'avais fait une proposition, il y a quelques années, pour la Méditerranée occidentale...

Bettino Craxi : On pourrait la relancer. J'en ai parlé aux Algériens. Ils m'ont dit qu'ils n'avaient pu accepter, car il n'y avait que des pays membres ou proches de l'Alliance, et eux seuls comme non-alignés. Ils voudraient que la Yougoslavie en soit.

François Mitterrand : Pourquoi pas ?

Bettino Craxi : On pourrait réunir les pays qui ne sont pas engagés dans un conflit.

François Mitterrand : C'est une bonne formule.

Bettino Craxi : Cela concernerait la Méditerranée occidentale, plus l'Égypte. J'ai l'impression que les Algériens ne poseront pas le problème du Maroc. On peut commencer avec quatre pays : France, Italie, Algérie, Yougoslavie.

François Mitterrand : Les Marocains vont hurler...

Bettino Craxi : On les invitera dans un second temps, avec l'Espagne et l'Égypte.

François Mitterrand : Je suis prêt à m'associer à une démarche de ce genre. A sortir un peu du jeu des alliances. Ce serait positif. Nos relations avec tous ces pays sont bonnes. Et Malte ? Ils sont un peu bavards... Une initiative à quatre ne doit pas se heurter à un non possumus marocain. Il ne faut pas vexer l'Espagne non plus. On pourrait imaginer une invitation lancée à cinq au Maroc, à la Tunisie, à l'Égypte. Je suis d'accord sur cette perspective.

Bettino Craxi : L'objectif serait de créer en Méditerranée un groupe de nations en contact qui s'occuperait de trois ou quatre problèmes : la Libye, Chypre, le conflit du Proche-Orient... Même de l'affaire palestinienne, sur laquelle nous n'arrivons même plus à dire un mot.

François Mitterrand : Par rapport au monde arabe, les pays européens que nous citons sont plus ouverts que ceux du Nord, davantage soumis aux Américains. Si vous voulez reprendre l'initiative en faisant référence à ma proposition de 1982, en l'adaptant, je suis d'accord. Nous avons intérêt à réunir les gens autour de questions concrètes, à sortir le plus souvent possible du problème des alliances. Sinon, ce sont les deux grandes puissances qui traitent et qui ont le dernier mot.

Bettino Craxi : Et l'Europe n'est pas en état de faire autre chose que des déclarations de principe...

Dimanche 30 novembre 1986

Jacques Chirac évoque à la télévision, dans l'émission Questions à domicile, la possibilité d'une réécriture des articles litigieux du projet Devaquet. Il parle de malentendus.

Lundi 1^{er} décembre 1986

François Fillon, rapporteur de la Commission de Défense, critique la position de Jacques Chirac sur l'arme tactique et sollicite une audience du Président.

Recevant Renaud Denoix de Saint Marc, le Président refuse la nomination, qu'on lui propose à nouveau pour le prochain Conseil des ministres, du commissaire Pierre Jourdan au poste de directeur général de la Police nationale : Je souhaite avoir plusieurs noms. J'ai dit à M. le Premier ministre et à M. le ministre de l'Intérieur que pour les hauts postes de la Police, il fallait naturellement des hommes qui aient leur confiance et aussi la mienne. C'est la sûreté de la République qui est en cause.

A propos de Jacques Chirac, le Président me dit : Un faux dur entouré de faux professionnels.

François Mitterrand inaugure le musée d'Orsay, consacré au XIX^e siècle. Il reste en compagnie de Valéry Giscard d'Estaing, auquel ce musée doit d'exister. Tous deux oublient Jacques Chirac dans un coin. A 16 h 40, la visite terminée, le Président sort sur le parvis. Jacques Chirac, renfrogné, le suit. Sur leur gauche se font entendre des vociférations et des sifflets : Tonton, tiens bon ! Dans deux ans, nous votons ! Chirac, Pasqua, en 88 on s'en souviendra ! La foule est jeune et bruyante. Quelques pancartes de SOS Racisme flottent au-dessus des têtes. Impassible, François Mitterrand prend son temps pour regagner sa voiture. Avant d'y monter, il se tourne vers son Premier ministre : Il me semble que je suis sifflé, monsieur le Premier ministre...

- Non, monsieur le Président, rétorque Chirac avec un sourire pincé et un air de défi, c'est moi que ces jeunes conspuent !

- Ah, je me disais bien aussi : pourquoi est-ce qu'ils m'en voudraient ?

Dans la soirée, René Monory, ministre de l'Éducation, reçoit le président de l'UNEF-ID, Philippe Darrulat, sans en aviser Alain Devaquet. Il lui annonce que le gouvernement est prêt à modifier les articles sur les droits d'inscription et la nature des diplômes.

Mardi 2 décembre 1986

Isabelle Thomas est écartée de la coordination nationale étudiante.

Matignon confirme : le projet Devaquet sera amendé. René Monory prend la direction des opérations ; il ne veut pas donner de lui une image sectaire. Devaquet est furieux.

Jacques Chirac propose une charte pour la sécurité de l'Europe occidentale : la dissuasion en Europe nécessite un couplage stratégique entre les deux rives de l'Atlantique ; celui-ci exige la présence de forces classiques et nucléaires américaines sur notre continent. C'est une idée de François Bujon dont je n'ai pas du tout entendu parler.

Vu un ambassadeur de France en poste dans un pays très sensible du Moyen-Orient, qui me dit avoir reçu l'ordre de faire passer tous ses télégrammes sous forme de messages au ministre seul. Le Président ne doit pas savoir...

Mercredi 3 décembre 1986

Avant le Conseil, François Mitterrand suggère à Jacques Chirac de retirer les dispositions contestées du projet Devaquet. Le Premier ministre lui annonce qu'il retirera le dossier à Alain Devaquet.

Le Président reçoit le secrétaire d'État américain à la Défense, Caspar Weinberger, venu le rassurer sur Reykjavik :

Le Président : Je suis heureux de vous voir. J'ai gardé un bon souvenir des conversations que nous avons eues lors de votre précédent passage à Paris. Vous avez déjà eu des entretiens avec les ministres, qui m'en ont parlé.

Caspar Weinberger : Je suis venu essentiellement pour entendre vos avis. Pour vous écouter. Le Président Reagan a été très heureux d'apprendre que j'allais vous voir. Je sais qu'on a éprouvé, en Europe, une certaine préoccupation après la rencontre d'Islande, mais je voulais vous dire très nettement que le Président Reagan n'a jamais envisagé d'accepter un accord qui aurait abouti à une absence de dissuasion, à abandonner la dissuasion sans solution de remplacement. J'ai lu, à propos de Reykjavik, des choses... Les comptes rendus soviétiques étaient faux. Quand il a lu ça, le Président Reagan s'est demandé si c'était bien de la même rencontre qu'il s'agissait ! Pendant toute sa carrière politique (et je travaillais déjà avec lui lorsqu'il était gouverneur de Californie), le Président Reagan s'est montré attaché à l'idée d'une réduction des armements nucléaires. Mais, bien sûr, pour arriver à une parité au moyen d'accords vérifiables.

Il est vrai qu'en Islande il a envisagé des réductions substantielles. Mais, dans chaque cas, elles devaient aboutir à de véritables équilibres. L'Union soviétique voulait qu'il y ait diminution de tous les missiles. Le Président Reagan était partisan de conserver les moyens d'une dissuasion nucléaire ; et, de toute façon, nous aurions gardé des bombardiers B1 et, plus tard, les bombardiers Stealth. Si l'URSS acceptait une réduction drastique de ses armes les plus dangereuses, nous aurions un monde plus stable.

De toute façon, à Reykjavik, il n'y a eu que des conversations, pas d'accord. M. Gorbatchev voulait que le Président Reagan renonce à l'IDS. Le Président Reagan s'y est refusé, c'est sa priorité numéro un. D'autant que, si un accord permettait de parvenir à une réduction massive des armes offensives, l'IDS serait plus importante encore.

Dans ces conversations, il n'a jamais été question de prendre en compte des forces de dissuasion indépendantes qui ne sont pas concernées, et nous souhaitons au contraire qu'elles soient maintenues et développées. Mais peut-être voulez-vous me poser des questions ? J'ai déjà trop parlé...

Le Président : Je n'ai pas de questions spéciales à vous poser. J'ai déjà reçu, peu de temps après Reykjavik, un envoyé du Président Reagan. L'important, maintenant, est de savoir comment vous envisagez la suite.

Caspar Weinberger : Nous avons espéré la venue de M. Gorbatchev à Washington en 1986. Il l'avait promis, mais il ne tiendra pas sa promesse. Pour autant, la négociation n'est pas achevée. A Genève, nous avons des entretiens. Pendant ce temps-là, le déploiement des euromissiles se poursuit en Europe. Nous continuons la fabrication de nos bombardiers les plus modernes, ainsi que de nos nouveaux missiles pour sous-marins. Néanmoins, nous continuons bien sûr à souhaiter un accord, je veux dire un véritable accord, comportant des réductions, et non pas seulement un accord du type des SALT, qui permettraient en fait un accroissement du nombre des armes.

Le Président : Pour ce qui concerne le principe d'une réduction sensible des armements nucléaires, c'est fort bien. Le problème est de savoir à quel niveau une telle réduction commencerait à dégarnir notre défense. Mais la marge est grande... Il nous faudrait préserver la dissuasion nucléaire : c'est indispensable. Mais elle n'a nul besoin d'être assurée par des milliers de missiles ; il faut trouver un chiffre raisonnable, car, voyez-vous, nous n'avons toujours pas de stratégie de remplacement. Mais quand j'entends parler d'une réduction de 50 % du nombre de vos missiles stratégiques, cela ne me pose pas de problème. Le problème est d'améliorer les techniques de contrôle, et là, l'URSS est loin de faire ce qu'il faut et d'accepter ce qu'il faut.

Pour ce qui concerne les armes nucléaires américaines en Europe et ce que l'on appelle l'option zéro, il faut savoir ce que l'on met dedans : les forces nucléaires intermédiaires, mais aussi les armes nucléaires à courte portée (qui peuvent nous atteindre aussi) ? D'autre part, quel est le mode de contrôle ?

Caspar Weinberger : Pour ces armes, les Soviétiques devraient en ont plus que nous. C'est inacceptable. Donc, il faudrait rééquilibrer avant d'accepter une réduction du niveau, accompagnée d'un accord vérifiable.

dique dans le domaine du remplacement du nucléaire. Nous autres Européens, sans rejeter le principe ni la perspective d'armes défensives dans l'espace, nous sommes obligés de constater qu'il subsistera, dans la meilleure des hypothèses, un hiatus de dix à quarante ans. Aussi sommes-nous sans stratégie de rechange pour une ou deux générations.

Si, plus tard, un chapelet de satellites permettant une défense efficace dans l'espace peuvent être réalisés, le problème sera différent. Mais, même en portant le regard sur l'avenir, nous avons encore, pour un demi-siècle environ, à maintenir notre indépendance dans la paix.

Caspar Weinberger : Personne ne songe à abandonner les moyens de notre défense. Quant aux perspectives d'avenir que vous rappelez, elles interviendront avant quarante ans. Nous poursuivons cette recherche ; chaque année semble apporter davantage de percées scientifiques ou technologiques ; désormais, il nous faudrait simplement des moyens beaucoup plus considérables pour faire concrètement ce que nous savons déjà faire, le problème principal restant celui de l'informatique. Nous sommes très optimistes, nous devrions atteindre nos objectifs plus tôt que prévu.

Le Président Reagan souhaiterait que je vous dise quelques mots à propos de l'Iran. Je vous sais gré de la courtoisie dont vous faites preuve en ne m'interrogeant pas à ce sujet...

Le Président : Je ne vous en ai pas parlé. Ce sont des problèmes de conscience que je peux comprendre. Nous avons nous-mêmes nos otages et l'Iran, bien sûr, en est principalement responsable.

Caspar Weinberger : L'Iran pose un problème stratégique très important et nous espérons depuis longtemps qu'il sera possible de retrouver dans ce pays un gouvernement plus rationnel. On a dit au Président Reagan : quelques éléments rationnels, dans ce pays, souhaitent rétablir les relations. Le Président a pensé qu'il y avait là une possibilité utile, même si elle comportait des risques. C'était une ouverture vers la solution d'un problème grave et immuable depuis huit ans, depuis la chute du Shah. C'est pourquoi il y a eu quelques livraisons d'armes défensives, d'ailleurs pas très modernes.

Mais je dois en convenir : les renseignements donnés au Président Reagan étaient mauvais. Les Iraniens dont il était question ne voulaient que des armes. En fait, il n'y a plus d'Iraniens modérés encore vivants en Iran. Ce qui a été tenté par le Président Reagan l'a été pour des motifs louables, même si cela n'a pas eu les résultats escomptés.

Le Président : C'est le problème des États terroristes qui inspirent certaines actions ou qui les cautionnent. C'est vrai qu'à plusieurs reprises j'ai eu à m'occuper de très près de ce problème. On m'a fait comprendre que si la France consentait à certaines concessions, eh bien, on me laissait entendre que nos otages pourraient être libérés. C'est donc bien qu'il y a un lien direct entre la diplomatie iranienne et le terrorisme. On m'a demandé de changer du tout au tout ma politique à l'égard du monde arabe : ce n'était pas réalisable ; d'intercéder auprès du Koweït, qui est un État souverain ; de régler les contentieux financiers entre la France et l'Iran ; de libérer cinq assassins 214 emprisonnés en France : telles étaient les conditions initiales, mais, dans ce dialogue ambigu, les Iraniens posaient des conditions excessives et irréalisables. Ils demandaient trop ! Tout cela émanant d'une révolution qui ne présente aucune garantie, c'est impossible ! J'ai vécu cela de très près. C'est vrai que le sort et l'évolution de l'Iran sont importants pour le reste du monde, il nous faut éviter que l'intégrisme religieux ne gagne de proche en proche le Moyen-Orient, le Proche-Orient, le Maghreb. Mais vous l'avez dit vous-même : à qui parler ? Toute main tendue est aussitôt retirée. Ce qu'il faut, c'est rester intransigeant sur les principes.

Caspar Weinberger : Le Président Reagan voulait faire cette tentative, c'est un homme qui a du cœur, il est très sensible au drame des otages. Quant au rôle d'Israël, il a été bizarre. Israël s'est comporté en grossiste, en intermédiaire, en alourdissant la facture et en poursuivant ses propres desseins. Nous essayons d'aider les contras, mais nous voulons le faire légalement, sur la base d'une autorisation du Congrès. Si les choses se sont passées comme on l'a dit, il devra y avoir des sanctions.

Monsieur le Président, je voudrais vous signaler aussi que le Président Reagan a nommé M. Carlucci comme conseiller pour la Sécurité nationale. C'est un homme très compétent, très remarquable, c'est mon ancien adjoint, je suis très reconnaissant au Président Reagan de l'avoir désigné. C'est une chance qu'il ait bien voulu renoncer à ses activités privées. D'autre part, le Président Reagan a accepté de déclencher trois enquêtes...

Le Président : C'est la démocratie. Ce sont les lois de la politique intérieure. Nous comprenons, mais il faut que vous sachiez que vous avez vos amis à l'étranger. Ils n'ont pas intérêt à voir l'autorité du Président affaiblie. Le Président Reagan est encore là pour deux ans et il convient qu'il puisse continuer de bénéficier de l'autorité qu'il a acquise et qui est grande. La marche générale de l'Alliance ne doit pas être entravée. Elle dépend beaucoup de lui. J'aimerais que vous transmettiez ce message au Président Reagan, ainsi que mon souvenir personnel.

Caspar Weinberger : Nous avons conservé un très fort souvenir de votre passage à New York, le 4 juillet dernier, et nous nous réjouissons, à Washington, de vous revoir. Je vais me rendre à la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN. D'ici quelques jours, M. Shultz se rendra à celle de l'Alliance, et nous espérons ensuite qu'il y aura un retour à la normale. Revenir à la normale, c'est se préoccuper d'augmenter le budget de la Défense. Je félicite d'ailleurs à ce sujet le ministre français de la Défense...

Le Président : C'est vrai, nous avons fait un effort...

Caspar Weinberger : Le consensus qui existe en France nous stupéfie. Chez nous, nous avons des discussions sur tout. Mais votre ministre de la Défense s'est très bien débrouillé, peut-être allons-nous le prendre comme consultant !

Le Président : J'ai quand même des difficultés, mais je ne les exporte pas !

Caspar Weinberger : Je suis content de voir que votre ambassadeur à Washington, M. de Margerie, est là. Nous avons en lui un excellent ambassadeur à Washington.

Le Président : J'ai le plaisir de le voir ce matin. Monsieur le ministre, ma porte vous sera toujours ouverte.

Ainsi, Franck Carlucci remplace John Pointdexter : voici à la Maison Blanche un nouveau conseiller pour la Sécurité, le cinquième de mes interlocuteurs depuis 1981 après Richard Allen, William Clark, Bud McFarlane et John Pointdexter.

A L'Heure de vérité, sur Antenne 2, Michel Rocard réaffirme sa ferme intention d'être candidat. Mais il évoque pour la première fois des circonstances imprévisibles ou exceptionnelles qui pourraient le conduire à retirer sa candidature.

François Mitterrand : Mais qu'il se présente ! Moi, je n'irai pas.

La CNCL élit en une heure les nouveaux présidents de l'audiovisuel. Claude Contamine remplace Jean Drucker à Antenne 2. René Han remplace Jeanine Langlois-Glandier à FR3. Henri Tezenas prend RFI. Roland Faure remplace Jean-Noël Jeanneney à Radio-France. On nous

rapporte que la CNCL ne connaissait pas l'orthographe de certains noms parmi ceux qu'on lui a enjoint de « choisir »...

Jeudi 4 décembre 1986

Plusieurs centaines de milliers de personnes manifestent à Paris aux Invalides et dans les principales villes de France pour le retrait total du projet Devaquet.

A 19 h 30, une délégation d'étudiants est reçue par René Monory et Alain Devaquet. Échec total.

Pendant ce temps, les étudiants crient sur l'esplanade des Invalides : « Mamie Vaquet, les étudiants ne te disent pas merci ! », « T'as le ticket fic, t'as le ticket fac ! », « 1936-1986, les grèves qui font aimer la grève ! », « La grève, c'est un peu d'air et d'abord un sourire ! », « CRS avec nous ! », « Vos enfants sont étudiants ! »

Lorsque les délégués étudiants rendent compte de leur entrevue de quarante-cinq minutes avec le ministre de l'Éducation — il n'est pas question de retirer le projet Devaquet —, des incidents éclatent sur le pont Alexandre-III et aux Invalides. Tirs tendus de grenades lacrymogènes. 41 manifestants hospitalisés ; l'un a la main arrachée, l'autre perd un œil. 20 policiers blessés.

Vendredi 5 décembre 1986

A Londres, Sommet européen à partir de 13 heures. Comme il y a cinq ans, à Lancaster House. Premier cas de répétition depuis 1981. La boucle semble bouclée : j'aurai tout vu.

On règlera Eurêka ; on discutera le rapport Delors sur les finances de la Communauté ; on lancera Erasmus.

A Paris, à 10 heures, Conseil interministériel à Matignon sur le projet Devaquet. René Monory refuse de céder. Maintien de la totalité du projet. Jacques Chirac est d'accord et autorise René Monory à intervenir à la télévision à 20 heures.

A 13 h 45, Jacques Chirac nous rejoint à Londres. Édouard Balladur assure l'intérim. Alain Devaquet veut démissionner. Environ 300 000 étudiants, place de la République, réclament le retrait du projet de loi Devaquet.

A 17 h 30, le Premier ministre téléphone à Édouard Balladur. Il passe son temps à gérer la crise étudiante au téléphone. Il décide de rentrer à Paris.

A 20 heures, René Monory déclare à la télévision : Le Premier ministre m'a demandé de prendre directement en main le dossier universitaire. J'ai l'intention de le faire à ma manière et à mon rythme.

Samedi 6 décembre 1986

Dans la nuit d'hier, un jeune étudiant de vingt-deux ans, Malik Oussebine, a trouvé la mort, rue Monsieur-le-Prince, dans le 6^e arrondissement de Paris. Deux policiers des escadrons motocyclistes se sont acharnés sur lui. Le choc de cette mort étouffe toutes les violences.

Ce sont les enfants du rock débile, les écoliers de la vulgarité pédagogique, les béats de Coluche et Renaud, nourris de soupe infra-idéologique cuite au show-biz, ahuris par les saturnales de Touche pas à mon pote, et, somme toute, les produits de la culture Lang (...). C'est une jeunesse atteinte d'un sida mental, écrit Louis Pauwels dans Le Figaro Magazine de ce matin.

Alain Devaquet remet sa démission, qui n'est pas acceptée par Jacques Chirac.

Une manifestation de deuil et de protestation rassemble à nouveau plusieurs dizaines de milliers d'étudiants et de lycéens de la Sorbonne à la place d'Italie. Affrontements avec les forces de l'ordre. La manifestation dégénère au quartier Latin.

A Londres, petit déjeuner entre François Mitterrand et Helmut Kohl :

Le Président : Jacques Chirac vous a parlé des troubles monétaires en France. Il y a de l'inquiétude. Mais la France a des réserves importantes. Depuis les élections et la dévaluation, le surplus est néanmoins en train de fondre. Il n'y a pas péril extrême, mais une tendance importante. La monnaie, c'est psychologique... [Il passe à un tout autre sujet :] Il est très important d'aider l'Égypte. Elle est la clé du monde arabe. La vallée du Nil appartient à cinquante familles. Partout où la terre est monopolisée par des grandes familles ou par l'État, il y a révolution. Pas là où le capitalisme est monopolisé par les hommes... La démocratie se développe avec la propriété privée de la terre. Avoir son sol, c'est être libre. Les révolutions ne se font que par l'alliance des paysans et des militaires. La propriété privée, contrairement à ce que prévoit Marx, interdit la révolution. C'est pourquoi il y aura une révolution en Russie, car ils ont fait de grandes propriétés d'État.

Kadhafi est obligé de mettre une sourdine à ses projets. Je l'avais prévenu qu'au sud du 12^e parallèle ce serait la guerre.

En Iran, la révolution veut s'établir. La succession de Khomeyni est ouverte. Quel clan l'emportera ? Si on se fie à l'Histoire, on va vers un pouvoir modéré à l'intérieur et dur à l'extérieur. Cela ne durera pas cinq ans. Sauf si l'Iran bat l'Irak. Alors, ce sera l'armée qui dominera la vie politique iranienne.

Le Conseil européen souhaite l'adoption rapide d'Erasmus. Les chefs d'État et de gouvernement ont confié à Jacques Delors la mission de faire avancer les dossiers les plus délicats, notamment en matière agricole. Le Sommet a accepté le principe d'une « action concertée » contre le terrorisme.

En fin d'après-midi, retour à Paris. Discussion avec le Président, dans l'avion, sur la crise étudiante. On examine toutes les éventualités : intervenir ? aller voir les blessés, dont les policiers ? Demander le retrait du texte ? Pour François Mitterrand, il serait pour nous très dangereux d'aller trop loin, car la situation peut se retourner en faveur du pouvoir, comme en Mai 68.

Je ne suis pas de son avis. A mon sens, la seule chose que les Français attendent, c'est le retour au calme. La seule façon de l'obtenir est le retrait total du texte. Dans une circonstance voisine, il y a deux ans, le Président a demandé au Premier ministre de le faire. Raison de plus, aujourd'hui, après mort d'homme. Je lui suggère de convoquer Jacques Chirac dans la nuit et de lui conseiller de retirer le texte. Si la situation s'aggrave, le Président pourrait exiger un tel retrait. Tout autre geste aujourd'hui serait vain.

Le Président : Les Français n'aiment pas l'agitation. Le réflexe sécuritaire profite toujours à la droite. Je n'oublie pas qu'après un Mai 68 il y a un Juin 68.

Arrivée à Paris. Dîner avec Felipe Gonzalez.

A 21 heures, Jacques Chirac demande à être reçu par le Président.

A 21 h 30, le Premier ministre arrive, souriant, dans mon bureau : Les manifs vont s'effondrer. Voilà ce qui arrive quand on récupère un mouvement ! Les étudiants, il suffit de leur payer un journal pour les tenir. La coordination est dirigée par des trotskistes. Et, m'a dit Isabelle Thomas, par des étrangers ! (Vérification faite, Isabelle Thomas n'a jamais parlé de cela avec lui.)

François Mitterrand fait entrer Jacques Chirac dans son bureau. Il ne lui demande pas le retrait du texte, seulement celui des points litigieux. Le Premier ministre reconnaît que le Président le lui a déjà suggéré mercredi dernier. Il accepte de retirer trois titres sur les quatre de la loi : Mais je ne peux pas retirer tout, à cause de ma majorité...

François Mitterrand : Il n'y aurait pas de honte à cela. Moi-même, en 1984, j'ai dû m'y résoudre face à la pression de la rue, au plus fort de la guerre scolaire.

Chirac parti, Jean-Louis Bianco et moi rédigeons avec le Président un communiqué : La cohésion nationale doit passer avant toute chose. Je donnerai tort, et le pays avec moi, à quiconque usera de violence.

A 23 heures, le Président reçoit Pierre Joxe et lui demande de ne pas être, à l'Assemblée, à la pointe du combat contre le texte : Il ne faut pas donner le sentiment de jouer la politique du pire.

A chacun de ses amis qui l'appellent pour le pousser à l'épreuve de force avec la droite sur l'affaire étudiante le Président répond la même chose : Vous avez tort. Le réflexe sécuritaire ne profiterait pas à la gauche.

Dimanche 7 décembre 1986

Lors d'un grand meeting célébrant le dixième anniversaire du RPR, Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, proclame : Oui, nous tiendrons ! Tenez-vous prêts, si les événements le nécessitent, à défendre avec nous la démocratie et la République !

Jacques Chirac prononce également un discours plutôt musclé. Le Premier ministre se déclare favorable au dialogue avec les jeunes et espère que les événements ne dégèneront pas dans une violence que chacun ne peut que condamner et qui s'est déjà trop développée. Il refuse toujours de retirer l'ensemble du texte. René Monory menace d'ailleurs, dans ce cas, de démissionner.

A 17 h 30, Jacques Chirac entend Alain Madelin, venu lui conseiller de retirer le texte. Pierre Méhaignerie le lui demande aussi. Mais René Monory ne veut rien savoir, et Chirac est d'accord avec lui. Charles Pasqua redoute les obsèques de Malik Oussekin et souhaite lui aussi le retrait du texte.

La coordination nationale étudiante appelle à une journée de deuil pour demain, à de nouvelles manifestations et à une grève générale pour mercredi prochain, mots d'ordre auxquels se rallie la CGT.

Lundi 8 décembre 1986

François Léotard demande à Jacques Chirac de retirer le projet, en le menaçant de démissionner : Nous ne cautionnerons pas cette dérive conservatrice et autoritaire.

Le Premier ministre reçoit ensuite Edmond Maire, qui lui annonce une grande mobilisation ouvrière pour mercredi.

Jacques Chirac réunit un Conseil interministériel. Édouard Balladur a changé d'avis et reconnaît qu'il faut retirer le texte. Le projet Devaquet est retiré. La démission du ministre délégué est acceptée.

A 12 h 40, Jacques Chirac annonce le retrait : Aucune adaptation, si nécessaire soit-elle, ne peut être menée à bien sans une large adhésion de toutes les parties intéressées, notamment étudiants et enseignants. Elle ne peut se faire aussi que dans le calme. Il apparaît clairement que tel n'est pas le cas aujourd'hui. Les manifestations en cours, avec tous les risques de violence et les dangers qu'elles comportent pour tous, en sont la preuve. C'est pourquoi j'ai décidé de retirer l'actuel projet de loi.

Mort en détention d'Anatoli Martchenko, un des dissidents russes les plus farouches et les plus fameux.

Déjeuner avec François Mitterrand : Jacques Chirac a bien fait de retirer le texte. C'était un acte difficile, mais inévitable. Il l'a fait ; il a eu raison. Il fallait que cela vienne de lui. Si c'était venu trop visiblement de moi, il aurait pu y avoir un effet boomerang catastrophique. La politique consiste parfois à faire faire ce qu'ils veulent par ses adversaires.

Dans l'après-midi, visite à la famille Oussekin, dans une HLM de Meudon-la-Forêt. Je suis frappé de la dignité, de la sérénité de la vieille dame et des deux jeunes filles qui nous reçoivent.

Mardi 9 décembre 1986

Jacques Chirac renonce à la session extraordinaire du Parlement sur le Code de la nationalité et sur les prisons privées.

Un ministre important, déjeunerant avec moi, résume ainsi la situation :

Sur Jacques Chirac : Il a tort de ne faire que de la politique étrangère. Cela ne lui rapporte rien. Et il ne gouverne pas. Il ne cherche pas les voix de Le Pen. Ça, je ne peux le lui reprocher. Il n'a simplement pas de stratégie. Le gouvernement n'a aucune coordination : les ministres n'ont été réunis qu'une fois en neuf mois ! Nous ne nous voyons que le mercredi matin, chez le Président. Tout est donc entre les mains de son cabinet. Ulrich ne s'occupe que des relations avec l'Élysée. Pour le reste, chaque conseiller technique est le maître. Et ce sont tous des ultras : il y a des recteurs Durand à tous les étages ! Quand je négocie avec les syndicats dans mon secteur, j'envoie mon texte au conseiller. Il suffit alors que le moindre sous-responsable du CNPF lui téléphone pour qu'il le durcisse. Si j'essaie de demander à Chirac un arbitrage, il m'est impossible de l'avoir au téléphone et il me faut quinze jours pour avoir un rendez-vous. Et si je lui écris, il passe ma lettre à un conseiller, qui classe ! C'est vrai pour tous les ministres, sauf Balladur.

Sur le projet de Code de la nationalité : Chalandon veut le retirer définitivement.

Sur la crise étudiante : Jacques Chirac s'est senti lié par la plate-forme électorale. Il n'a changé d'avis que lundi matin, quand Maire lui a annoncé une grande mobilisation ouvrière pour mercredi. Ce n'est pas Léotard, c'est Maire qui l'a convaincu. Les militants RPR étaient déjà en train de préparer des meetings d'explication de la loi Devaquet ! Ils sont perdus. Jacques Chirac aurait dû procéder à un remaniement tout de suite. Maintenant, c'est trop tard, Le Pen va tout récupérer.

Sur Édouard Balladur : Chirac a toujours eu besoin d'un gourou, mais là, il a été déçu. Balladur voulait passer en force et Chirac ne l'a pas suivi.

Sur Charles Pasqua : Ce n'est pas un méchant. Il a été le premier à demander le retrait de la loi. Il m'a dit, en parlant de l'UDF : « Je préférerais m'entendre avec les socialistes plutôt qu'avoir à travailler avec ces gens-là. »

Sur René Monory : Il est discrédité. Le seul qui a du poids au CDS, c'est Méhaignerie. Monory est un faux dur.

Sur François Léotard : Ce n'est qu'un tout petit politicien.

Sur lui-même : Je n'ai pas voulu aller à l'anniversaire du RPR. Je me tiens à l'écart. Je soutiens Chirac, sans trop m'impliquer. Un jour, le RPR sera à prendre et deviendra un parti de centre gauche, perdant sa droite, qui ira vers Le Pen.

Sur 1987 : Je suis très inquiet, nous allons avoir 300 000 chômeurs de plus et des crises violentes dans les chantiers navals, la sidérurgie et l'agriculture.

Sur François Mitterrand : C'est un très grand monsieur. Il sera candidat, sera réélu, gardera l'Assemblée et gouvernera avec le centre, c'est-à-dire le RPR. Je reconstruirai l'opposition.

Manifestation (« Plus jamais ça ! ») à la mémoire de Malik Ousseki.

Bernard Pons est à Nouméa. Rupture avec le FLNKS.

Le directeur de la DST arguë du « secret défense » pour ne pas répondre aux questions du juge Michaud sur le faux passeport d'Yves Chalié. Pierre Verbrugghe propose sa démission au Président ; il ne veut pas couvrir cela. François Mitterrand lui demande de rester encore.

Jean-Louis Bianco proteste auprès de Jean-Bernard Raimond à propos du filtrage des informations à destination du Président. Il lui rappelle qu'il a déjà eu l'occasion de signaler que des télégrammes importants n'avaient pas été transmis comme ils auraient dû l'être à la Présidence de la République. Or, la même situation s'est répétée. Il remontre qu'il serait normal que la Présidence fût destinataire, comme cela a toujours été le cas dans le passé, des notes concernant les principaux événements internationaux ou les échéances importantes pour la politique étrangère de la France. Il demande que soient clarifiées et améliorées les règles qu'il convient de mettre en œuvre pour que notre pays n'ait qu'une seule politique étrangère.

François Mitterrand, invité d'Europe 1, à propos de la cohabitation, se pose en juge arbitre et se déclare sur la même longueur d'ondes que les étudiants.

Mercredi 10 décembre 1986

Le chômage touche 2 574 000 personnes. Ils ne font pas mieux...

Avant le Conseil des ministres, Jacques Chirac, l'air sombre, évoque devant le Président l'hypothèse d'un remaniement ministériel important. François Mitterrand : Cela ne sert jamais à rien.

Au Conseil sont abordées les ordonnances de Philippe Séguin sur l'emploi des jeunes et sur le temps de travail. François Mitterrand ne s'engage pas à les signer. Ce qui, il y a six mois, aurait provoqué une grave crise passe aujourd'hui presque inaperçu.

300 000 manifestants à Paris à la mémoire de Malik Ousseki.

Jeudi 11 décembre 1986

Dissolution de la coordination étudiante qui s'était créée contre le projet Devaquet.

Adoption définitive de la loi Méhaignerie sur le logement.

Le colonel Kadhafi lance une offensive dans le Tibesti.

Vendredi 12 décembre 1986

Le conseil d'administration de TV6 décide d'être candidat à sa propre succession, malgré les doutes de Marcel Bleustein-Blanchet.

Le Président ne signera pas l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail, mais signera probablement celle sur la réforme de l'ANPE.

A Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'OTAN souscrivent sans réserve à l'élimination des armes intermédiaires soviétiques et américaines — l'option zéro pour les FNI. Mais les alliés des États-Unis, insistant sur le maintien des armes nucléaires américaines à courte portée, s'opposent à une deuxième option zéro. A mon avis, les Pershing II ne garantissent pas le couplage États-Unis-Europe, que rien, d'ailleurs, ne peut garantir infailliblement. Mais leur retrait ne peut qu'accroître et non réduire l'incertitude sur le couplage. Surtout si, simultanément, les Américains continuent à parler de retrait des troupes américaines stationnées en Europe. Je suggère au Président de demander à chaque candidat américain et au futur Président, non pas de « garantir » la protection américaine, mais du moins de réaffirmer l'importance vitale de l'Europe pour la sécurité américaine.

Une partie de l'Administration américaine sortante (Weinberger, Pearl, Abrahamson) s'acharne contre tous les accords de maîtrise des armements et contre le traité ABM. Weinberger et Pearl tentent de convaincre Reagan de reconnaître la légitimité de l'interprétation large du traité ABM (ce qui supprimerait toute entrave aux expériences IDS) et de décider le déploiement de l'IDS dès 1993. Aucun responsable américain n'a pu citer de percée technologique qui justifie cette accélération du déploiement. La technologie des lasers de puissance et des faisceaux de particules n'est pas mieux maîtrisée qu'en 1983. Ce qui peut être déployé, ce sont des missiles antimissiles non nucléaires autour des silos terrestres et, peut-être, quelques armes très rapides dans l'espace : de quoi détruire les missiles adverses dans leur phase terminale, protéger les silos et donc les armes, en aucun cas les populations ou les villes. Ce n'est donc pas un moyen de protéger l'Amérique contre une attaque nucléaire russe. Mais cela risque de pousser l'Amérique au repli et à l'oubli de ses alliés. Les risques qui en découlent sont suffisamment graves pour que les Européens rappellent solennellement aux États-Unis leur attachement au traité ABM.

Hubert Védrine propose aussi d'écrire au Président des États-Unis, dans les prochaines semaines, sur ce sujet.

Lundi 15 décembre 1986

A la suite de la rupture de Goukouni Oueddeï avec le colonel Kadhafi, une alliance tactique est conclue entre lui et Hissène Habré.

Cette semaine, pour la première fois, on ne nous a plus demandé le départ de Pierre Verbrugghe ! Parce qu'on sait qu'il a décidé de partir de son plein gré. Pas question cependant, pour le Président, d'accepter Pierre Jourdan pour le remplacer. Il serait disposé à accepter Yvan Barbot.

Mardi 16 décembre 1986

Les ministres de l'Agriculture des Douze décident une nouvelle réduction de la production laitière, une baisse des quotas et des prix de la viande bovine, ainsi que le déstockage d'un million de tonnes de beurre.

Mercredi 17 décembre 1986

Avant le Conseil, François Mitterrand confirme à Jacques Chirac qu'il ne signera pas l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail. Chirac paraît fou de rage, mais ne dit rien.

Bernard Pons rend compte au Conseil des ministres de son voyage en Nouvelle-Calédonie : J'ai constaté en Nouvelle-Calédonie une inquiétude chez les loyalistes, un durcissement chez les proches de l'extrême droite. Nous devons prendre acte de la rupture du dialogue voulue par le FLNKS alors que le gouvernement a multiplié les ouvertures. Nous devons maintenir le dialogue avec les indépendantistes modérés du LKS.

Jacques Chirac : Les indépendantistes modérés sont horrifiés par le comportement du FLNKS, dont les dirigeants renient toutes leurs traditions et leurs racines. Ils sont manipulés et financés par la Libye et l'URSS. On leur a donné beaucoup trop de place dans la concertation. C'est vrai du précédent gouvernement et même de celui-ci. Ils veulent faire de la Nouvelle-Calédonie une sous-Libye du Pacifique !

Raymond Barre est au plus haut dans les sondages.

A la suite de la nomination, hier, d'un Russe à la tête de la république du Kazakhstan, de graves émeutes à caractère nationaliste éclatent à Alma-Ata. Mikhaïl Gorbatchev pense en termes d'homo sovieticus. Pour lui, le problème des nationalités n'existe pas.

Judi 18 décembre 1986

Jacques Chirac annonce un plan d'aide à l'agriculture de 2 milliards.

A la SNCF, une grève éclate pour des questions salariales. Elle s'étend progressivement à l'ensemble du réseau.

Vendredi 19 décembre 1986

A la suite de l'offensive libyenne dans le Tibesti, violents combats dans le nord du Tchad entre les forces libyennes et les partisans de Goukouni Oueddeï, soutenus par l'armée régulière venue de N'Djamena. L'écrasement de la résistance tchadienne est à craindre. Devant ce risque, Hissène Habré demande à la France d'en faire plus — au minimum un parachutage de carburant et de vivres.

Le Premier ministre et le ministre de la Défense sont d'avis d'accepter cette demande. Le Président est réticent à cause des risques d'engrenage.

Samedi 20 décembre 1986

L'ancien ministre des Affaires étrangères de 1981, Claude Cheysson, devenu commissaire européen, suggère à François Mitterrand une initiative sur l'agriculture mondiale. Il a vu Jim Baker le 8 décembre, à Washington, pour lui dire la nécessité de donner aux habitants du monde rural l'assurance d'un avenir convenable, sans nouvel exode vers les villes. Cheysson pense que la négociation du GATT à Genève sera par nature livrée aux experts, et qu'elle comportera un marchandage au cours duquel tous les problèmes seront mêlés : industrie, services, agriculture... Personne ne prendra à son compte l'intérêt du monde rural et la protection de sa spécificité. Il propose donc de préparer l'opinion à un accord de limitation des produits, de montrer qu'il y a des surplus structurels agricoles au Nord, et que les choses iront en empirant en raison des gains constants de productivité. Si l'on n'y prend garde, cela aura au Nord des conséquences dramatiques sur le mode de vie rural. Baker, dit-il, admet que le Sommet des pays industrialisés de Venise pourrait être l'occasion d'en débattre, mais les États-Unis, qui seront entièrement occupés par la campagne présidentielle dès la fin de 1987, ne peuvent s'en préoccuper.

Cheysson suggère donc de susciter un dialogue, et, à cette fin, de charger quelques personnes indépendantes de préparer un mémorandum pour les deux Présidents des États-Unis et de la Communauté. Ce mémorandum serait ensuite transformé par les sherpas en un très bref document destiné au Sommet de Venise. Pour lui, il renviendrait à la Commission, dont il fait partie, d'émettre une telle proposition, mais elle ne le peut pas. Il suggère donc à François Mitterrand de demander qu'un bref rapport soit préparé pour Venise par deux personnalités européennes, l'une de droite, l'autre de gauche, et à deux Américains, l'un démocrate, l'autre républicain, sur l'ensemble des problèmes sociologiques, économiques et techniques du monde rural.

Cette bonne idée restera sans suite. Dommage !

Infatigable acteur et observateur passionné, Claude Cheysson ne cessera jamais de surprendre par la jeunesse de son regard sur le monde.

L'Assemblée adopte diverses dispositions d'ordre social, dont le projet Séguin sur l'aménagement du temps de travail et la loi sur les procédures de licenciement.

Mardi 23 décembre 1986

En tête à tête, le Président interroge Jacques Chirac sur le lancement d'une nouvelle négociation sociale globale, un nouveau Grenelle, que viennent d'annoncer les médias. Le Premier ministre déclare que c'est totalement faux, qu'il s'agit d'une invention de journalistes.

Au Conseil des ministres, avancé en raison des fêtes de Noël, l'atmosphère est curieusement détendue après les événements de la semaine dernière. Il y a un échange assez significatif entre le Premier ministre et André Giraud à propos des réfugiés du Surinam en Guyane :

Le Premier ministre : Je me demande s'il ne serait pas bon d'avoir un commandement militaire autonome en Guyane alors que le colonel qui est actuellement en charge dépend des Antilles.

André Giraud, très sec : Ce n'est pas la question. Le seul problème qui se pose est d'ordre logistique.

Le ton sur lequel le ministre de la Défense répond au Premier ministre me sidère.

André Rossinot se lance dans un long exposé-bilan de la session parlementaire, d'un ton très stakhanoviste : On a fait cinquante-neuf fois ceci, etc. Lorsqu'il déclare : On a bien appliqué la plate-forme, l'affirmation ne suscite pas d'enthousiasme. Lorsqu'il annonce qu'il n'y a pas eu de changement de rythme dans l'action gouvernementale, les sourires sont nombreux. Enfin, lorsqu'il souligne que l'absence de session extraordinaire prouve la sérénité du gouvernement, les rires fusent.

Grève à la RATP, qui vient s'ajouter à celle de la SNCF.

La situation au Tchad s'aggrave. A l'issue du Conseil des ministres se tient dans le bureau du Président une réunion avec Jacques Chirac, André Giraud, le général Forray et Jean-Louis Bianco. Le Président ouvre la discussion : J'ai reçu de Hissène Habré une demande d'intervention militaire de la France au nord du 16° parallèle. J'ai voulu vous en saisir aussitôt pour en délibérer. Je dois vous dire que cette demande ne modifie pas ma réaction instinctive, qui est celle que je vous ai déjà exposée. Nous n'avons pas d'accord de défense avec le Tchad. [Il a été dénoncé par Jacques Chirac en 1976.] Mais il n'en demeure pas moins que nos intérêts sont en cause. [Il demande au général Forray de faire le point de la situation militaire, puis reprend :] Sommes-nous en mesure d'engager une guerre sur ce terrain cent fois connu, mais qui ne nous a pas laissé un bon souvenir ? Est-ce que la France va apprendre que nous sommes engagés (avec des succès, mais aussi des échecs et des morts) ? Pouvons-nous en revanche supporter de ne pas venir plus directement en aide à un gouvernement ami ? Il faut avoir en tête des idées simples : les Libyens sont plus forts que les Tchadiens, les Libyens sont moins forts que nous.

André Giraud évoque plusieurs possibilités qui méritent discussion : ravitailler la colonne de secours de Hissène Habré ; donner plus de matériel pour aider une guérilla légère ; installer une base logistique près du 16° parallèle, à l'ouest.

Le Président n'est pas hostile à cette dernière idée : On pourrait aussi s'interroger sur l'idée de remonter notre ligne rouge, mais je ne vois pas l'intérêt de modifier ce qui a été décidé et que connaissent les chefs d'État africains.

André Giraud évoque la possibilité de détruire le radar de Faya, qui est tombé entre les mains des Libyens.

Le Premier ministre : Je ne suis pas favorable à ce que nous nous engagions dans une opération de guerre au nord du 16° parallèle. Pardonnez-moi, monsieur le Président, mais c'est un piège à cons ! Je partage le constat que vous avez fait à plusieurs reprises en soulignant la distinction entre le Tchad utile et le Nord. Mais, d'un autre côté, il faut faire des signes pour entretenir la perplexité ou la peur chez les Libyens.

Finalement, il est décidé que le Président enverra une lettre à Hissène Habré (que Jean-Christophe Mitterrand lui portera demain) dans laquelle il lui fera part de la décision de la France de renforcer son aide, sans toutefois engager ses forces armées au nord du 16° parallèle.

Mercredi 24 décembre 1986

Le journaliste d'Antenne 2 Aurel Cornea est libéré. L'OLP n'y est pas pour rien.

Vendredi 26 décembre 1986

Jacques Chirac rappelle Jean-Louis Bianco : Je suis de plus en plus inquiet pour le Tchad. Il y a un risque de déstabilisation du régime de Hissène Habré. Notre crédibilité par rapport aux Africains est en cause, mais je ne dis pas qu'il faille faire quelque chose, car il y a un risque d'engrenage. Un signe de fermeté de notre part aurait des avantages par rapport aux Libyens, aux partisans de Hissène Habré au Tchad, aux Africains.

Jean-Louis Bianco : Avez-vous des propositions à faire au Président, que je pourrais transmettre ?

Jacques Chirac : Non, non, je voulais simplement lui faire part de mes réflexions.

André Giraud se montre fort correct vis-à-vis du Président. Il lui écrit à deux reprises et a visiblement envie de traiter directement avec lui. Il redevient le grand haut fonctionnaire qu'il a été. Il répète dans ses lettres qu'il propose une action contre les radars libyens d'Ouadidoum, grâce à un missile Martel qui pourrait être tiré d'avion à 30 kilomètres de l'objectif.

Le Premier ministre fait remarquer au Président : Il faut d'abord être sûr que Hissène Habré ne nous raconte pas d'histoires à propos du bombardement d'Arada.

Enquête faite, un bombardement libyen a bien eu lieu sur cette ville du Tchad : une bombe, un mort, cinq blessés. Il est vraisemblable que le Président va autoriser une opération sur Ouadidoum.

Les troupes libyennes investissent la ville de Zouar.

Concernant les Falashas, les choses avancent bien. Un jour, je raconterai ce qu'a fait la France pour rendre possible cette opération « Tapis volant ».

Lundi 29 décembre 1986

Le Président reçoit le Premier ministre et le ministre de la Défense à l'Élysée : la décision est prise d'apporter un appui logistique accru aux forces tchadiennes, y compris au Nord.

Mardi 30 décembre 1986

Ronald Reagan annonce des représailles commerciales contre la Communauté européenne à partir du 1^{er} février 1987 (en liaison avec l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal).

Mercredi 31 décembre 1986

Pierre Verbrugghe sera nommé à la Cour des comptes. Son remplaçant sera le candidat souhaité par le Président, Yvan Barbot, préfet du Var. Guy Fougier sera nommé au Conseil d'État le 14 janvier prochain.

L'Acte unique est approuvé par l'Assemblée. Jacques Chirac y a mis beaucoup du sien. 498 députés ont voté pour, 35 communistes se sont prononcés contre ; on dénombre 8 abstentions RPR.

[1](#) Le complexe nucléaire français pour lequel l'Iran avait passé contrat au temps du Shah et qui est l'objet de dettes croisées des deux pays.

[2](#) Cf. Verbatim 1, page 928.

Jeudi 1^{er} janvier 1987

Au fort de Brégançon, François Mitterrand reçoit des cheminots en grève. Ceux-ci lui offrent une gerbe de fleurs sur laquelle il est écrit : Nos vœux pour 1987. Cheminots en grève demandent faire intervenir négociations rapidement. La majorité critique vigoureusement son attitude. Le Président me dit au téléphone : Comment imaginer que je puisse ne pas les recevoir ? Ils m'apportaient des vœux et des fleurs. Je les ai écoutés. Je leur ai dit que c'était à l'entreprise et au gouvernement de régler leur problème.

Vendredi 2 janvier 1987

Les forces tchadiennes reprennent à la Libye la palmeraie de Fada, dans le nord-est du Tchad.

Pour défendre le franc, la Banque de France fait passer son taux d'intervention de 7,25 à 8 %. La crise sociale menace de conduire à une dévaluation.

Jack Lang propose au Président la création d'un Conseil des « sages » pour contrôler la télévision. Sa composition devrait refléter l'ensemble des familles de pensée. Gardien du pluralisme en matière d'information, il serait assisté d'un véritable observatoire du pluralisme. Il publierait un rapport mensuel. Par ailleurs, une commission juridique placée auprès du Conseil des « sages » préparerait les recours devant la CNCL et le Conseil d'État et mettrait au point une véritable stratégie juridictionnelle. Cette commission aurait aussi pour mission de contrôler les conditions de la privatisation des chaînes de télévision (évaluation du prix, choix des bénéficiaires, cahier des charges...). Dans chaque région, Jack Lang suggère aussi de créer un observatoire du pluralisme. Il prône appel à l'opinion internationale, recours devant la Commission européenne des droits de l'homme, appel aux journalistes des autres pays (BBC, RAI...) pour soutenir l'indépendance des rédactions de la télévision et de la radio françaises, et recommande l'organisation de manifestations d'intellectuels et de journalistes, voire un éventuel boycott de toute chaîne qui violerait l'impératif du pluralisme.

Samedi 3 janvier 1987

Une lettre de Jacques Chirac parvient à l'Élysée à 16 heures. Il proteste contre les marques de soutien du Chef de l'État et de son entourage à ceux qui s'opposent au gouvernement. Il menace : en cas de réédition de tels « signes », il aurait à regretter publiquement que les conditions de fonctionnement des pouvoirs publics soient ainsi, à son avis, compromises ou compliquées.

Nous transmettons cette lettre au Président, qui dit : C'est un texte plutôt puéril, faisant preuve d'un certain manque de maîtrise. Je n'y répondrai pas.

De Latché, François Mitterrand a plusieurs conversations téléphoniques avec le Premier ministre à propos du Tchad. C'est toujours le même scénario : dans un premier temps, Jacques Chirac développe les arguments d'André Giraud, partisan de l'action ; puis il écoute l'avis du Président et finit inmanquablement par conclure d'un ton aimable : Vous avez raison ; aller plus au Nord, ce serait tomber dans un piège à cons.

Dimanche 4 janvier 1987

Bombardement de deux villes tchadiennes, Arada et Oum Chalouba, au sud du 16^e parallèle, par l'aviation libyenne.

La Libye reconnaît avoir franchi le 16^e parallèle. Le colonel Kadhafi affirme : Si les forces libyennes ont dû franchir le 16^e parallèle, c'est un acte exceptionnel de riposte qui ne se reproduira plus, sauf en cas de nouvelle agression. Il demande à la France de ne pas intervenir dans la guerre du Tchad, de laisser les Tchadiens décider de leur propre sort.

Il connaît pourtant depuis longtemps cette limite fixée au 16^e parallèle. Il sait à quelle réaction il s'expose de notre part en tentant de la franchir.

Lundi 5 janvier 1987

Début des inévitables présentations de vœux. Harassant, comme chaque année : dix-neuf cérémonies en trois jours !

Premier sur la liste, Jacques Chirac présente les vœux du gouvernement avec un petit sourire qui masque son trac. Il s'en va très vite ensuite. Le Président s'étonne : Vous nous quittez déjà, monsieur le Premier ministre ?

Jacques Chirac : Oui, mon géné... heu... oui, monsieur le Président. Fair-play, il éclate de rire à son propre lapsus, que le Président feint de ne pas avoir entendu. François Mitterrand me dira ensuite : Vraiment ? Il a dit ça ? Vous l'avez tous entendu ? Comme c'est curieux...

En fin de soirée, les Américains confirment à l'état-major, à Paris, que le radar moyenne distance (Flat-Face) mis en place par les Libyens à Ouadidoum est toujours en fonctionnement (renseignement obtenu grâce à un satellite d'écoute électromagnétique). On décide de le détruire. Accord complet de l'Élysée et de Matignon.

Mardi 6 janvier 1987

Contre-attaque des forces gouvernementales au Tchad. Une colonne libyenne est attaquée et défaite dans le Tibesti par les FANT (Forces armées nationales tchadiennes).

Sur Europe 1, Jacques Chirac dénonce la politisation des grèves par la CGT communiste. Il affirme que le gouvernement ne cédera pas aux revendications en matière de salaires, pour ne pas entraîner une relance de l'inflation.

Interrogé sur le « soutien » du Président aux grévistes, le Premier ministre répond : Je ne pense pas que le Président de la République ait pour vocation, pour intention de soutenir le gouvernement. J'ai plutôt globalement une impression contraire. Mais, quand il dit que l'inflation est un facteur de désordre, il dit quelque chose de vrai.

Sur les otages : J'ai essayé d'apporter une petite contribution à la solution de ce problème avant même d'être au gouvernement. Nul ne lui demande quoi ni à quel titre.

Le mark atteint à Paris son cours plafond. La Banque de France cesse de soutenir le franc. Édouard Balladur affirme pourtant : Le franc ne sera pas dévalué. Il n'y a pas de crise du franc, il y a une crise du mark.

Le Président, ayant entendu Jacques Chirac à la radio, décide de lui répondre. Il rappelle que, sur ce sujet, il n'a pas de leçon à recevoir. Lors de ses derniers vœux à la télévision, il a désigné la lutte contre la hausse des prix comme une grande cause nationale, mais, soutient-il, elle n'interdit pas de promouvoir la justice sociale, inséparable de toute politique économique.

François Mitterrand me confie : Par égard pour sa fonction et pour la mienne, je me refuserai à toute polémique. Cela peut me rendre impopulaire. Tant pis. Tous les grands hommes d'État sont impopulaires. Richelieu aurait pris un gadin dans les sondages. Mazarin aussi, avec son accent italien. Quant à Bonaparte, on ne comprenait rien à ce qu'il disait, ni en Italie, ni en France...

Mercredi 7 janvier 1987

Deux Jaguar français doivent attaquer ce matin les radars d'Ouadidoum. A 8 heures (heure de Paris), les appareils sont en position de tir à 30 kilomètres d'Ouadidoum, à 3 000 mètres d'altitude. Malheureusement, les radars libyens restent muets. Impossible de tirer nos missiles, faute d'échos-radar. Il faut reporter l'opération. Aucun incident n'est à déplorer. Les avions rentrent sans encombre à N'Djamena.

Au cours de leur entretien avant le Conseil, le Président dit à Jacques Chirac : Si vous ne rendez pas publique votre lettre, je ne le ferai pas pour la mienne. Le Premier ministre répond qu'il vaut mieux, pour l'instant, que cet échange demeure privé.

Ivan Barbot, préfet du Var, remplace Pierre Verbrugghe à la tête de la Police nationale. Verbrugghe ira à la Cour des comptes.

Au Conseil, intervention d'André Giraud à propos du Tchad : On assiste à la reconquête de la partie nord du pays par le gouvernement légitime du Tchad. Hissène Habré a remporté à Fada une victoire retentissante. Il avait préparé son coup de longue date. Il a pu aligner 3 000 hommes, contre environ 1200 soldats libyens. Le fait que les Libyens aient lâché à la sauvette quelques bombes sur une ville déserte du Sud n'est pas très important. Mais il faut surtout éviter de tomber dans le piège libyen qui voudrait faire apparaître ce conflit comme une guerre entre la France et la malheureuse petite Libye. D'où la prudence manifestée dans le choix des mesures de rétorsion militaires. Puis, se tournant vers eux : Monsieur le Président, monsieur le Premier ministre, est-ce que cette présentation de notre position correspond à ce que vous pensez ?

François Mitterrand propose à Jacques Chirac de parler ; celui-ci décline d'un geste. Ce que vient de déclarer Giraud est ce que le Président leur a dit lui-même il y a deux jours.

Le Président : Je n'ai pas d'observation. Mais il n'y a pas que le gouvernement libyen qui souhaite attirer la France au nord du Tchad. Nous devons apprécier où se trouve l'intérêt maximal pour le Tchad, que nous défendons puissamment, et pour nous-mêmes. Nos instruments de mesure sont assez bien ajustés. On doit naturellement pouvoir riposter aussi coup sur coup. J'ai eu des conversations assez nombreuses avec le Premier ministre et le ministre de la Défense à ce sujet.

L'attaque contre le radar d'Ouadidoum est relancée, cette fois avec succès. Le radar est atteint à 14 heures.

Le Président accepte la demande de Hissène Habré d'envoyer un Transall à Fada pour évacuer une dizaine de blessés graves.

L'élection de Michel Camdessus au FMI semble acquise. Jacques de Larosière ira à la Banque de France dès la semaine prochaine.

Jeudi 8 janvier 1987

La spéculation s'accélère en faveur du mark. Si cela continue, la dévaluation deviendra vite inévitable, peut-être même aura-t-elle lieu dès la fin de cette semaine. Le Président verra Edouard Balladur demain après-midi.

A 18 heures, le Premier ministre fait passer au Président le projet d'une lettre qu'il souhaite adresser à Hissène Habré, lui annonçant l'envoi en mission du général Saulnier. La lettre sera signée par le Président.

Le Président : Le Premier ministre devrait comprendre que la SNCF, c'est lui, et l'Armée, c'est moi. Définition un peu rapide de la cohabitation...

Je m'entretiens, avec un ami de retour d'URSS, des bouleversements en cours là-bas. Andreï Sakharov a retrouvé la liberté, y compris de parole. Martchouk, connu comme libéral, vient d'être nommé à la tête de l'Académie des Sciences. Une génération nouvelle — celle de l'après-guerre — accède au pouvoir, plus consciente que l'ancienne des problèmes économiques brûlants qui entravent leur pays. Les Occidentaux devraient être davantage conscients des progrès gigantesques que Gorbatchev vient de faire accomplir à cette société figée : moralisation, transparence, ouverture culturelle, droits de l'homme et, surtout, pour la première fois, une avancée vers le désarmement. Il faudrait l'aider.

D'autant qu'il est lui-même soumis à de fortes influences contraires. L'assainissement du mode de fonctionnement du PCUS se heurte évidemment à la résistance de la nomenklatura ; l'ouverture vers l'Occident effraie l'ancienne génération, toujours puissante ; parler de désarmement affole l'armée. Le réveil des nationalismes, qui accompagne le retour à une relative liberté d'expression, peut aussi tout bloquer. Gorbatchev a beaucoup de monde contre lui : la bureaucratie, une grande partie de l'armée et même la population, trop désenchantée pour se risquer à y croire. Si l'Ouest ne le soutient pas — notamment en l'aidant économiquement —, cela se terminera très mal.

Vendredi 9 janvier 1987

Le Président reçoit Taleb Ibrahim, ministre algérien des Affaires étrangères, venu lui parler du Tchad, du Sahara et de l'affaire Malik Ousseine :

Taleb Ibrahim : Le Président Chadli m'a chargé de vous parler de deux dossiers internationaux. Le Tchad, tout d'abord. La position de l'Algérie n'a pas changé. Le conflit doit se régler entre Tchadiens, sur la base de l'intégrité territoriale. La solution passe par un retrait de toutes les troupes étrangères, africaines ou extra-africaines. Nous n'avons cessé d'essayer de convaincre les dirigeants libyens que tel était leur intérêt. Je viens de voir Sassou N'Gesso, le Président congolais. En se comportant ainsi, la Libye perd ses derniers amis en Afrique. Elle est de plus en plus isolée. Les Africains sont convaincus que si la rencontre de Brazzaville a échoué, c'est en raison de la position libyenne. J'ai eu beaucoup d'entretiens téléphoniques avec le Premier ministre français. Notre souhait est de voir privilégier le dialogue sur l'affrontement. Nous tâchons d'en persuader la Libye. Pour ce qui est de la bande d'Aouzou, il existe une sorte d'unanimité pour occulter ce problème afin de permettre à Kadhafi de ne pas perdre la face.

Le Président : Je ne vois pas pourquoi la France serait investie de la mission sacrée de s'enfoncer dans un immense désert montagneux peu peuplé, dépourvu de ressources. Nous ne sommes pas faits pour nous engager dans une guérilla qui apparaîtrait comme une guerre coloniale. Lors de l'accord entre Cheysson et Triki en 1984, rendez-vous avait été pris en Crète avec Kadhafi pour sanctionner cet accord. Huit jours avant d'y aller, je constate que les troupes libyennes sont revenues. C'était déloyal. Il a manqué à sa parole. Au lieu de dire à Kadhafi : « Bravo, nous avons fait la paix ! », je lui ai dit : « Si vous touchez au 16^e parallèle, ce sera la guerre. » J'ai dû renvoyer un peu d'armée. De sa part, envoyer six bombes dans le sable, la semaine dernière, était ridicule. Il s'est agi d'une petite opération de propagande. Nous avons, en guise de représailles, détruit le radar d'Ouadidoum. Nous étions obligés de le faire. A l'origine de tout ça, il y a le manquement à la parole donnée. Cela dit, ce n'est pas à moi de régler un problème africain. L'unité des États africains repose sur le respect des frontières originelles. Les remettre en cause, c'est remettre en cause toutes les unités nationales africaines. Regardez la Côte-d'Ivoire : trois cents dialectes ! Ce n'est pas la peine de réveiller ça, de légitimer de futures révoltes...

Taleb Ibrahim : Tout a fait d'accord. Kadhafi est très imprévisible. Le premier froid entre lui et nous est venu de cette question de l'intangibilité des frontières. Les pères fondateurs de l'OUA ont fait preuve d'une grande sagesse en inscrivant ce principe dans la charte de l'organisation.

Le Président : Il y a, sur ce point, similitude d'intérêts entre Hassan II et Kadhafi : ils ne tiennent pas compte de ce principe du droit international.

Taleb Ibrahim : Mon deuxième point concerne le Sahara. Le Président Chadli tient à vous faire part de la disponibilité de l'Algérie à participer à quelque rencontre que ce soit. M. Perez de Cuellar a tenu deux rounds de négociations indirectes. Il vient à Alger fin janvier. Le Roi du Maroc a demandé à Jacques Chirac d'insister auprès de vous pour qu'ait lieu une rencontre entre Chadli et lui. Mais sur quelles bases ?

Le Président : Un Sommet ?... Il faut être sûr qu'il réussisse.

Taleb Ibrahim : C'est exactement notre position. Après la rencontre d'Ifrane [entre Hassan II et Shimon Pérès], l'opinion algérienne pourrait difficilement le comprendre. Mais nous sommes d'accord sur l'idée d'une rencontre entre le Roi et moi-même dans les prochaines semaines. L'idée du Maghreb demeure très puissante. Vous savez que Chadli a vu le Roi en 1983. Je l'ai moi-même rencontré en 1985. Dernièrement, Hassan II a vu le ministre tunisien des Affaires étrangères. Il lui aurait dit : « J'accepte l'exécutif et le législatif pour les Sahraoui. Mais la diplomatie, c'est trop. Cette nouvelle entité ne saurait avoir d'ambassades. » Nous allons travailler sur cette base.

Le Président : Nous vous sommes reconnaissants de vos bons offices discrets sur certaines questions de personnes...

Taleb Ibrahim : Sur le plan bilatéral, nous sommes préoccupés par la recrudescence d'actes de racisme contre la communauté algérienne. Mais nous sommes touchés par la manière dont vous-même avez abordé le problème, par les gestes dont vous avez pris l'initiative à l'égard de la famille Oussekin. Le Président Chadli y a été très sensible.

Le Président : Je ne pouvais pas accepter cela sans réagir. J'ai tenu à marquer mes distances à l'égard du gouvernement... J'ai rencontré, en allant les voir, des gens d'une qualité remarquable...

Taleb Ibrahim : Sur le plan commercial, nous sommes revenus à un déficit considérable, de l'ordre de 3 milliards. M. Balladur vient à Alger au début de février. A cette occasion, nous allons effacer de la liste des contentieux la question des biens immobiliers français. Nous reparlerons du problème du gaz. Il faut chercher un équilibre par le haut, en utilisant le gaz.

Le Président : Dites au Président Chadli que je serais heureux de venir déjeuner avec lui. Nous allons chercher une date après le 15 février.

Le Président relève deux contradictions dans l'intervention de Raymond Barre à L'Heure de vérité, le 7 janvier. D'abord, une mauvaise interprétation du Lièvre et la Tortue, puisque, dans la fable, c'est la tortue qui part la première. Ensuite, le fait que Raymond Barre se reconnaisse le droit de recevoir les grévistes en tant que député, mais dénie ce même droit au Président : Moi, je suis député de toute la France, estime François Mitterrand.

Le Président confie aux permanenciers de l'AFP à l'Élysée, deux professionnels impeccables : Je ne veux pas précipiter les événements et je n'ai pas encore pris ma décision. Mais si l'élection avait lieu aujourd'hui et si j'étais candidat, je serais élu les doigts dans le nez !

Jacques Delors me téléphone de Bruxelles pour me prévenir de la demande allemande d'une réunion des ministres des Finances, ce week-end, en vue d'une réévaluation du mark, mais qui ne serait pas supérieure à 3 %. Édouard Balladur se trouve alors dans le bureau du Président. J'informe ce dernier, qui prévient le ministre d'État. Édouard Balladur dit qu'il ne veut pas d'une dévaluation du franc, mais laisse entendre que le Premier ministre pourrait être tenté par une sortie du SME.

Devant le risque de voir détruire la construction européenne, et pour éviter que, durant la négociation, Chirac oblige Balladur à sortir du SME, le Président écrit au Premier ministre pour demander que tout soit rapidement fait pour qu'une discussion s'engage, dans la clarté, avec les partenaires sociaux, notamment sur tout ce qui touche à la dignité des travailleurs en grève et à leurs conditions de travail. A propos du réaménagement monétaire, il confirme qu'il approuve la position prise par Jacques Chirac comme par les précédents Premiers ministres, consistant à exclure toute sortie du franc du système monétaire européen.

Samedi 10 janvier 1987

Maurice Ulrich appelle Michèle Gendreau-Massaloux pour s'inquiéter d'une éventuelle publication de la lettre que le Président vient de faire porter au Premier ministre sur la dévaluation. Michèle Gendreau-Massaloux le rassure.

Dimanche 11 janvier 1987

Réunion des Douze ministres des Finances, qui parviennent à un accord dans la nuit. Le mark et le florin néerlandais sont réévalués de 3 %, et le franc belgo-luxembourgeois de 2 %. Le franc français ne bouge pas. C'est la moins mauvaise solution pour nous, même si la réévaluation du mark est trop faible pour être sérieuse.

Lundi 12 janvier 1987

A l'appel de Jacques Toubon, manifestation d'usagers de la RATP mécontents au Palais-Royal : 15 000 personnes. Très chic.

Fin de la grève à la SNCF.

Gérard Longuet réduit le programme de câblage prévu en 1982.

La réévaluation du mark est mal reçue par le marché. Elle est jugée insuffisante.

Je vois Edouard Balladur à propos du prochain Sommet des Sept. Toujours précis, efficace, soucieux de discuter du fond, d'apprendre et d'informer le Président.

Denis Baudouin joint Michèle Gendreau-Massaloux pour lui faire part de l'émotion de Jacques et Bernadette Chirac à la suite d'un écho paru dans Le Journal du dimanche selon lequel Bernadette Chirac aurait évoqué l'amertume de Danielle Mitterrand en disant : Je la plains... J'en fais part au Président, qui me dit : Chirac m'a appelé lui-même pour me dire combien il était ennuyé.

Mardi 13 janvier 1987

Un chiite libanais, Mohamed Hamadé, est arrêté avec une valise d'explosifs à l'aéroport de Francfort. Il est recherché pour le détournement du Boeing de la TWA à Athènes en 1985.

Au Liban, enlèvement du journaliste Roger Auque.

A Rome, Jean-Paul II reçoit Jaruzelski.

Le Président reçoit le général Saulnier, de retour du Tchad. Il accepte que des Transall puissent atterrir au nord du 16^e parallèle pour constituer une base logistique destinée à alimenter les éléments qui soutiennent la guérilla autour de Zouar et de Bardaï.

Mercredi 14 janvier 1987

Recevant le Premier ministre, le Président l'interroge à propos du Conseil national des universités, dont la création est prévue au Conseil des

ministres d'aujourd'hui : Êtes-vous sûr qu'il n'y a pas de piège ? J'ai appris à recommander aux Premiers ministres à toucher à ces matières avec la plus grande prudence.

Au Conseil, après l'exposé de René Monory, Le Président intervient sur le même sujet : Vous savez que c'est une affaire inflammable. On avait déjà pu le constater avec votre lointain prédécesseur, M. Savary. Il faut examiner l'affaire dans tous ses recoins.

René Monory : J'espère l'avoir fait, monsieur le Président.

Edouard Balladur annonce la nomination de Jacques de Larosière comme gouverneur de la Banque de France à la place de Michel Camdessus : Cela ne doit pas être rendu public tout de suite, en raison du mouvement au FMI. Jacques Chirac intervient à son tour pour insister sur la nécessité du secret.

Le Président : Je veux bien, mais j'ai entendu toutes les radios l'annoncer ce matin [rires]. C'est un fonctionnaire remarquable et un excellent choix...

Edouard Balladur propose la nomination de M. Cahart à la direction des Monnaies et Médailles : C'est un homme de culture remarquable, qui a écrit de très bons romans, un spécialiste des religions proche-orientales...

Le Président : J'espère qu'il sera capable surtout d'examiner de près le modèle des pièces [sourires de l'assistance].

François Léotard propose des nominations dans l'audiovisuel : Janine Langlois-Gandier à la présidence de l'INA ; Jacques Pomonti comme directeur délégué à la SOFIRAD.

Le Conseil entend ensuite un exposé très terne de Jean-Bernard Raimond sur la politique étrangère. Camille Cabana évoque la simplification administrative : considérations habituelles, mais aucune mesure originale. Jacques Chirac avait réuni dix-neuf ministres sur ce sujet, mais la montagne a accouché d'une souris...

Édouard Balladur lit un exposé emphatique sur le réaménagement monétaire. Selon lui, tout va très bien. L'économie française va même mieux que l'économie allemande, puisque la masse monétaire croît moins vite chez nous et que les coûts unitaires de production évoluent au même rythme. Il fait part de ses inquiétudes à la suite des propos de Karl Otto Pöhl, gouverneur de la Bundesbank, qui a déclaré que la Banque centrale allemande pourrait ne plus intervenir sur les marchés à l'avenir. Édouard Balladur conclut : Cela me conduit à réfléchir de façon plus longue et approfondie sur le statut de la Banque de France. Autrement dit, son indépendance n'est pas pour demain...

Le Président reçoit Silvio Berlusconi. Nul ne sait ce qu'ils se disent.

Jeudi 15 janvier 1987

Si l'on en croit les rumeurs, l'ambiance dans la majorité est tendue. Jacques Chirac semble convaincu que rien ne lui réussit, que tout se ligue contre lui. Toujours pas de remplaçant d'Alain Devaquet comme ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.

Albin Chalandon annonce un réexamen et une consultation à propos du Code de la nationalité. Le Président commente : Ils n'épargneront rien !

François Mitterrand se rend à Londres où il prononce un discours devant le Royal Institute for International Affairs. Il y affirme l'importance du renforcement de la coordination en matière de défense. Il se dit favorable à l'idée d'une Présidence communautaire permanente.

Ronald Reagan souhaite conclure son mandat par un accord avec l'URSS de nature à le camper en « homme de paix », mais pas au prix de concessions sur l'IDS.

On nous rapporte que René Monory aurait déclaré à des journalistes, à propos des sondages donnant François Mitterrand réélu en 1988 : Il aura soixante-dix-neuf ans en 1995... Le Président hausse les épaules : Ce bon M. Monory n'a vraiment pas le sens de la communication. Il aurait dû dire : François Mitterrand aura 100 ans en 2016...

Vendredi 16 janvier 1987

Déjeuner avec François Bujon de l'Estang. Il se montre très conciliant : J'en ai assez d'être présenté comme un dur. Moi, je veux que la cohabitation marche. C'est vrai, au début, nous n'avons pas été corrects : mais Chirac pensait que cela ne durerait pas et il voulait être en position de force dans la crise. Il est très choquant que les messages diplomatiques confidentiels ne soient pas adressés à l'Élysée. Je ne pense pas que ce soit le fait de Jean-Bernard Raimond. C'est sûrement son directeur de cabinet, M. Desmarest...

Samedi 17 janvier 1987

Je pars pour deux jours à Jérusalem à l'invitation de Shimon Pérès. Le ministre des Affaires étrangères israélien me fait rencontrer plusieurs ministres (Finances, Immigration), le responsable de l'analyse stratégique de l'armée, l'administrateur des territoires occupés, les principaux économistes et les dirigeants du Parti travailliste. Pour Shimon Pérès, la négociation actuelle constitue la dernière chance de paix avec le Roi Hussein. Il rêve d'organiser une conférence internationale où siègeraient les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, Israël, le Maroc, l'Égypte et la Jordanie. Pour y parvenir, il y a deux problèmes très difficiles à régler : celui de la participation de l'URSS et celui du statut des Palestiniens dans la délégation jordanienne.

Si la négociation avec Hussein réussit, il proposera à la Jordanie un grand projet économique : un canal Eilat-Akaba-mer Morte. Si la négociation échoue — Pérès pense que c'est très probable —, il tentera une stratégie plus directe avec les Palestiniens, en essayant de susciter une élite, dans les territoires occupés, avec laquelle appliquer quelque chose comme le statut d'autonomie prévu à Camp David.

Sur l'Irangate, Shimon Pérès se sent très tranquille : Tout sera publié et on verra que les Israéliens n'ont joué aucun rôle, sinon passif. Mais nous ne répondrons pas, pour ne pas nuire aux Américains.

Il est très inquiet de la prise éventuelle de Bassora par les Iraniens. L'insécurité dans les territoires occupés et la Vieille Ville devient considérable. L'Iran constitue désormais une réelle menace militaire. (Montazeri, dit-il, est le seul à avoir le fil avec les otages.)

Sur le plan interne, le gouvernement d'Union nationale est stable et nul n'a les moyens de provoquer une crise. Pour les prochaines élections, Pérès songe à proposer de mobiliser les énergies du pays autour de la mise en valeur du Néguev.

Israël est en bien meilleure position qu'il y a quelques mois : le pays n'a plus de complexe de culpabilité. Le gouvernement, du fait de sa stabilité, peut prendre des initiatives de paix. Aucun pays arabe n'a les moyens d'être militairement menaçant. Pour autant, à terme, des nuages s'amoncellent et la crise sociale s'accélère (grève dans les hôpitaux...). Le Parti travailliste traverse une crise d'identité, il n'a pas de programme et on ne voit émerger de ses rangs aucun jeune dirigeant de qualité. Surtout prévaut le sentiment que l'Union nationale sert davantage la droite, même si Shimon Pérès est l'homme politique le plus populaire du pays, ce qui est nouveau pour lui.

Lundi 19 janvier 1987

recevons de plus en plus irrégulièrement des feuilles de change indiquant les interventions quotidiennes de la Banque de France sur les marchés.

Alain Devaquet n'est toujours pas remplacé. Un remaniement ministériel s'annonce. Il semble poser quelques problèmes : Maurice Ulrich devait en parler en début d'après-midi à Renaud Denoix de Saint Marc. Il ne l'a pas fait.

Régis Debray revient d'un colloque en Inde où il a rencontré Raymond Barre et Simone Veil : virulents contre le gouvernement, très corrects à l'égard du Président.

Privatisation de Paribas : ouverture de la souscription.

Jean-Louis Bianco reçoit longuement Jean-François Deniau, qui rentre du Liban. Comme toujours, le point de vue libre et lucide d'un homme de courage et de sagesse : Beaucoup de Libanais, en particulier à Beyrouth, souffrent de la faim. La France et la Communauté pourraient prendre l'initiative d'une aide alimentaire d'urgence. Il aurait été bien d'essayer d'étendre, au moins par un accord tacite, le mandat de la FINUL à la zone de Jezzine, pour montrer qu'elle peut efficacement protéger une zone multiconfessionnelle où il n'y a pas de graves problèmes. Un des éléments de l'influence de la Syrie au Liban est le contrôle qu'elle exerce sur la drogue [culture du pavot]. En ce qui concerne les otages, la seule solution serait le silence. La France ne devrait pas apparaître comme demandeuse. Elle devrait au contraire fixer à l'Iran et à la Syrie, de manière non publique, des délais limites pour la libération des otages, au-delà desquels elle reconsidérerait sa politique à l'égard de la Syrie, en montrant que celle-ci n'est pas un État respectable. Le Quai d'Orsay a la preuve que les Syriens ont commandité la tentative d'attentat dont j'ai été victime au cours d'un vol en hélicoptère avec une délégation du Parlement français. A l'égard de l'Iran, il faut refuser de payer les sommes dues pour Eurodif. Hussein Moussawi travaille pour la Syrie et l'Iran. De la même manière, la famille Abdallah travaille pour la Syrie et pour l'Algérie.

Le numéro un afghan actuel est un « dur » formé par le KGB et spécialiste des divisions tribales. Il ne faut pas oublier que, lors de l'invasion de l'Afghanistan, une dépêche Tass a fait état d'un objectif d'annexion. Au-delà de l'Afghanistan, ce que vise l'URSS, c'est la déstabilisation du Pakistan. La hiérarchie des objectifs de l'URSS en Afghanistan est la suivante : d'abord l'annexion ; comme celle-ci n'est manifestement pas possible aujourd'hui, elle viserait plutôt un statut comme celui de la Mongolie-Extérieure ou, à défaut, comme celui de la Finlande. Si l'Occident joue bien, on peut sans doute aller un cran en-deçà et obtenir un statut de type autrichien. Un élément susceptible de peser sur l'Union soviétique serait que certains pays occidentaux accordent à la résistance afghane un statut analogue à celui de l'OLP. Les Pays-Bas, le Luxembourg, la Suède y seraient peut-être prêts si on leur disait qu'il n'y a pas d'obstacle.

On néglige beaucoup trop les conflits régionaux: Cambodge, Afghanistan, Afrique australe, Éthiopie... En Afrique australe, l'émergence de régimes modérés capables d'une certaine réussite économique, en Angola et au Mozambique, pourrait contribuer à faire évoluer l'Afrique du Sud. Rien de pire pour elle que d'avoir à sa porte des Africains noirs qui réussissent.

Dans un article très bien documenté, Le Matin décrit comment Jacques Chirac aurait fait échouer, avant mars 1986, les négociations de libération des otages. Le journal publie le télégramme qu'Éric Rouleau a envoyé au Quai à cette occasion. Chirac est furieux : il fait démentir par Matignon.

Mardi 20 janvier 1987

Sur l'affaire du « vrai-faux » passeport, Charles Pasqua se retranche derrière le secret défense.

Le juge d'instruction Michau, chargé de l'affaire Carrefour du Développement, transmet le dossier Nucci au Parquet.

Toujours pas de remplaçant d'Alain Devaquet !

Séminaire gouvernemental à Matignon. 2 574 000 chômeurs.

Le Président : Jacques Chirac s'occupe toujours de l'immédiat, il saute tout de suite sur ce qui brille... Il a un tonus formidable !

Jean-Louis Bianco reçoit un coup de téléphone de Maurice Ulrich : A la demande de Jean-Bernard Raimond, le Premier ministre a décidé de faire recevoir M. Ahani, le chargé de mission iranien venu à Paris, par moi.

Le Premier ministre appelle le Président à ce sujet.

Le Conseil des ministres dissout le Mouvement corse pour l'autodétermination, vitrine légale du FLNC.

Le Premier ministre parle de Saint-Pierre-et-Miquelon, dont il revient : Tout va bien, sauf la pêche...

Le Président : Il est difficile de dissocier le droit et le fait. En droit, il est indiscutable que le Canada a tort. En fait, il est incontestable que nos pêcheurs ne remplissent pas toujours leurs obligations.

Incroyable récit ! Maurice Ulrich a donc reçu l'envoyé de Téhéran, M. Ahani : trois quarts d'heure de conversation sans intérêt. Il ne voulait transmettre le message dont il était chargé qu'au seul Premier ministre. Il voulait un tête-à-tête avec Jacques Chirac. Et Jacques Chirac a fini par accepter : il a reçu l'Iranien seul, en tête à tête !

Ulrich vient raconter ce qu'il en sait à Bianco. Ahani aurait formulé oralement à Chirac quatre propositions : on reprend les négociations financières amorcées par Jean-Claude Trichet, avec la volonté de conclure un accord ; quarante-huit heures après la conclusion de cet accord, la France rembourse l'Iran ; la France libère Naccache ; après, tous les otages français au Liban sont libérés. Réponse du Premier ministre : Ce n'est absolument pas acceptable pour la France. On peut envisager: une reprise des négociations financières ; un échange parallèle Naccache/otages français...

Jean-Louis Bianco interrompt Maurice Ulrich : Échange n'est pas le mot correct. La libération de Naccache ne peut qu'être une mesure humanitaire décidée par le Président, pas l'objet d'un échange.

Maurice Ulrich se reprend : Je suis sûr que le Premier ministre a bien expliqué à son interlocuteur iranien ce qu'il en est, et lui a précisé que le gouvernement serait prêt à proposer au Président une mesure de grâce au cas où... Troisième point, a ajouté Jacques Chirac : un échange d'ambassadeurs entre la France et l'Iran, si les deux premiers points sont remplis. L'émissaire iranien n'a fait aucun commentaire sur cette contre-proposition.

Incroyable imprudence ou insigne courage : le Premier ministre a négocié seul, dans son bureau, la libération des otages !

De retour du Conseil d'État où il a présidé une cérémonie, le Président me dit : C'est vrai qu'ils sont bien, les gens du Conseil d'État. S'il n'y avait pas eu la guerre, j'aurais voulu être conseiller d'État. Il poursuit : J'ai été ministre pour la première fois il y a quarante ans... Et puis, pendant vingt-quatre ans, je n'ai pas été au gouvernement, je n'ai pas remis les pieds dans un palais officiel. Alors, quand on me taxe d'opportunisme... Si j'ai été ministre sept ans et demi, cela ne peut évidemment être dû qu'à mon habileté!

Le remaniement est décidé. Jacques Valade devient ministre délégué à la Recherche et à l'Enseignement supérieur. Jean Arthuis devient

secrétaire d'État à la Consommation et à la Concurrence.

Le juge Michau fait placer le commissaire Delebois sous contrôle judiciaire : il a reçu du Parquet l'ordre de ne pas l'incarcérer !

Le Président écrit à Charles Pasqua à propos de l'invocation du secret défense dans l'affaire du « vrai-faux » passeport délivré à Yves Chalié par la DST. Il souhaite marquer un coup : ou Pasqua ne lui donne aucune information, et cela lui permet ultérieurement d'en faire état ; ou Pasqua répond, et cela peut lui permettre de répliquer que la conception qu'a le ministre du secret défense n'est pas fondée.

La Lettre de la Nation relance la polémique à propos des otages : Qui pourrait faire grief [à Jacques Chirac d'avoir], avant le 16 mars 1986, multiplié ses efforts pour parvenir à leur libération ? D'ailleurs, ajoute le rédacteur RPR, les Iraniens jugeaient sûrement plus crédibles les responsables de l'opposition d'alors que les membres du gouvernement Fabius. Curieux démenti en forme d'aveu...

Jeudi 22 janvier 1987

Shimon Pérès est à Paris. Il s'inquiète d'une éventuelle débâcle iranienne face à l'Irak : Khomeyni est atteint d'un cancer. Il en a pour moins de deux ans. Il est paralysé des pieds. Deux successeurs possibles : Montazeri, le dur, ou Rafsandjani, l'opportuniste.

François Mitterrand : Personne ne veut bouger et rien ne se passera.

Sur le rôle de l'OLP dans l'affaire des otages : un Palestinien important me dit que Yasser Arafat et Abou Iyad ont contribué à la libération d'Aurel Cornea. En utilisant les antagonismes entre Amal et le Hezbollah, Arafat a réussi à reprendre pied au Liban en obtenant la neutralité des divers groupes armés à son égard. Grâce aux ressources financières de l'OLP, il serait parvenu à influencer certains groupes proches des ravisseurs. Mon interlocuteur suggère d'encourager Yasser Arafat à poursuivre son action en faveur de nos otages, d'autant plus qu'il ne réclame rien en échange. Une bonne façon de l'y inciter serait de demander au Président Abdou Diouf, avec qui Arafat est très lié et en qui il a grande confiance, de lui dire, à l'occasion du Sommet islamique qui doit se réunir à Koweït à partir du 26 janvier, que le Président et le gouvernement français le remercient de ce qu'il a déjà fait et lui seraient reconnaissants de poursuivre ses efforts.

Jacques Delors est à Paris. Il fait une tournée des capitales pour présenter son programme de réforme de la Communauté. Il soumettra ses conclusions à la Commission le 15 février, et au Parlement européen le 18. Pour assurer la cohésion de la Communauté, prévue par l'Acte unique, Delors propose le doublement des crédits affectés aux fonds structurels, en les concentrant sur les régions prioritaires. En quatre ans, de 1988 à 1992, 60 milliards d'écus y seraient affectés. Mais la part de l'agriculture dans le budget diminuerait de 65 à 50 %, tandis que les mécanismes de soutien aux prix — souvent dénoncés comme absurdes — laisseraient progressivement la place à l'aide directe aux petits agriculteurs.

Il demeure un énorme problème : le déficit budgétaire prévisible évalué à 4 milliards d'écus. Jacques Delors propose donc d'affecter un pourcentage du PIB aux ressources propres (jusqu'ici plafonnées par un taux de TVA).

Jacques Chirac est violemment contre le plan Delors. Et il a déjà affirmé être sur la même longueur d'ondes, en la matière, que Londres et Bonn. Ses collaborateurs prétendent que Delors ne recueillera que le soutien des nouveaux adhérents et des pays du Sud.

Delors dîne avec Chirac. Un des participants me raconte par le menu cette rencontre et les propos échangés. Le Premier ministre est ferme, brutal. La discussion est quelquefois très vive. Jacques Chirac parle d'abord des programmes intégrés méditerranéens (PIM), subventions de Bruxelles aux régions du sud de l'Europe : Les Conseils régionaux menacent de ne pas signer les PIM si la Commission ne débloque pas des crédits supplémentaires.

Jacques Delors : J'ai refusé catégoriquement. On n'est pas au bazar d'Istanbul !

Jacques Chirac : Pour l'implantation de l'Office des marques, Strasbourg était candidate. La Commission n'a pas retenu Strasbourg dans la première liste des quatre noms qui ont été sélectionnés. Cela me met dans une situation épouvantable ! On dit que c'est ma faute... comme tout ce qui arrive en ce moment. Même le froid, c'est ma faute !

Jacques Delors, sur la PAC : Il ne faut plus produire d'excédents. Il faut diminuer les stocks, pratiquer une politique de prix plus sélective, et aider les petits producteurs. Je suis le seul à penser aux petits producteurs, car personne ne les soutient à la Commission. Mais il faut quand même faire quelque chose pour réduire les déficits, et il est essentiel de protéger les restitutions.

Jacques Chirac : Il n'y a aucune raison de se culpabiliser. Nous sommes engagés dans un processus de réforme difficile. La PAC est un pilier essentiel de la construction de l'Europe. Ce n'est pas la peine de faire l'Europe si l'on détruit la PAC. Maintenant qu'on a réformé les marchés du lait et de la viande bovine, il faut s'attaquer aux matières grasses. La mollesse de l'Europe face aux États-Unis est inadmissible.

Jacques Delors : Je ne veux pas que l'on remette en cause les mécanismes actuels de la PAC. Une politique d'aide directe serait coûteuse et irréaliste. Si l'on veut faire de l'aide directe, alors qu'on renationalise la PAC, qu'on le dise, et on fera une autre Europe !

Jacques Chirac : Ce que vous avez fait sur la viande et sur le lait était courageux, mais vous risquez de voir disparaître les deux tiers des agriculteurs français. Que ferez-vous ?

Jacques Delors : C'est un autre problème. Il s'agit de voir ce que l'on peut faire comme politique sociale en France pour les agriculteurs... [Sur le système financier :] Aujourd'hui, le budget de la Communauté est de 37 milliards d'écus. Il en faudrait 42 pour financer ce qui a été décidé, et il en faudra 52 en 1992. La Commission veut 57 milliards, mais je tiendrai sur 52 milliards. Je propose que l'on plafonne les ressources à 1,4 % du PIB, soit un prélèvement de 2 % sur la TVA.

Jacques Chirac : Ceci n'est pas raisonnable. On marche sur la tête ! Je peux aller jusqu'à 1,6 % de TVA, pas plus. Il n'est pas possible d'augmenter le budget de la Communauté de la sorte. Passer de 37 à 52 milliards, c'est une augmentation de 25 %. Aucun budget national n'augmente à cette allure ! La France ne peut verser davantage. Ce n'est pas possible. Il faut diminuer les prélèvements obligatoires. Les fonds structurels sont une pompe à finances pour les pays en voie de développement de l'Europe. Je préfère donner des fonds au Sahel et aux pays vraiment pauvres !

Jacques Delors : On ne fera pas l'Europe sans une augmentation des ressources et sans financer les pays du Sud. Vous allez au-devant d'une crise.

Jacques Chirac : Eh bien, il faudra attacher sa ceinture !

Jacques Delors : Neuf pays sont favorables à mes propositions, contre trois. Vous provoquerez une crise par l'alliance franco-britannique. Les Allemands, qui vous soutiendront dans un premier temps, se désolidariseront ensuite, et, au bout du compte, les Anglais vous laisseront tomber.

Jacques Chirac : Je tiendrai compte de cela.

Jacques Delors : Ça peut être une crise très grave. Nous n'hésiterons pas à faire des coupes de 20 % dans les dépenses du budget 1987, y compris les dépenses agricoles. J'en ai le droit ; la Cour de justice me l'a confirmé. Je ne veux pas recourir à des expédients, comme mes

prédécesseurs. Et je ne laisserai pas un budget en déficit.

Coup de téléphone, cet après-midi, de Charles Pasqua : Cette affaire de Police judiciaire, ça ne peut plus durer! [Le Président bloque, depuis plusieurs semaines, la nomination du commissaire Leclerc à la direction de la Police judiciaire.] Je suis d'avis que l'on nomme directeur le sous-directeur. Il est inodore, incolore et sans saveur. Il n'a pas tout à fait le niveau. Il est apprécié à la PJ. Ça ne devrait pas poser de problème, tout au moins je le pense...

Vendredi 23 janvier 1987

Édouard Balladur ne confirme pas à Jacques Delors la décision annoncée par Jacques Chirac d'accepter de voir passer le plafond de ressources communautaires de 1,4 à 1,6 %. Édouard Balladur : J'hésite encore... Pourtant, le Premier ministre a déjà rendu son arbitrage.

A la suite d'un conseil d'administration de TV6, Publicis, Gaumont et NRJ annoncent qu'ils se portent (sans les autres actionnaires) candidats à leur propre succession pour TV6. Virgin et Polygram rallient le projet d'UGC.

Dimanche 25 janvier 1987

La coalition dirigée par le Chancelier Helmut Kohl conserve le pouvoir en Allemagne fédérale en dépit du recul des chrétiens-démocrates et des démocrates-sociaux. La CDU-CSU passe de 244 à 223 sièges, le Parti libéral progresse de 34 à 46 sièges ; le Parti social-démocrate en obtient 186. Les Verts, avec 42 élus, gagnent 15 sièges.

Lundi 26 janvier 1987

Lors de la réunion du Comité central du PCF, Claude Poperen et Marcel Rigout démissionnent des instances dirigeantes.

Jacques Chirac s'effondre dans les sondages. Raymond Barre grimpe. Au second tour, ce serait le candidat le plus difficile à battre pour François Mitterrand.

Je fais à nouveau part au Président de mon hostilité à sa nouvelle candidature : Vous avez pour ainsi dire réalisé tout votre programme. Rien à faire de plus. Un second mandat se tenninera nécessairement mal. Vous serez un homme sans pouvoirs dans une seconde cohabitation. Et l'opinion sera pressée de vous voir partir.

Il semble partager mon point de vue : Il n'est pas question que je me représente.

Mardi 27 janvier 1987

Le Président reçoit André Giraud. Ils parlent surtout du Tchad.

Maurice Ulrich : Est-ce que Gérard Colé ne pourrait pas s'occuper un peu de l'image du Premier ministre, qui en a bien besoin ?

Renaud Denoix de Saint Marc se plaint d'avoir du mal à obtenir la signature du Président pour la nomination d'un sous-préfet. Il est vrai qu'il s'agit d'un sous-préfet de la Nièvre et qu'on a omis de lui demander son avis !

Concernant la vente d'Airbus à l'Afrique du Sud, il semble qu'on ne puisse plus l'empêcher, dit Maurice Ulrich.

Dans un discours prononcé devant le Conseil de l'Europe, à Strasbourg, Jacques Chirac présente la Recherche comme une priorité pour la France et l'Europe. Quel culot !

Mercredi 28 janvier 1987

Avant le Conseil, le Président s'entretient en tête à tête de la Nouvelle-Calédonie avec le Premier ministre. Je ne sais pas ce qu'ils se disent. Peu après, le Président me confiera : J'ai trouvé Chirac extrêmement conciliant.

Puis, échange de vues détendu sur le voyage en Alsace.

Le Président : Un de mes mauvais souvenirs de ce voyage en Alsace, c'est que, grâce à la sollicitude de mes collaborateurs, j'ai été privé de choucroute.

Le Premier ministre : Moi, je m'étais méfié. On m'en a servi.

Au Conseil, échange sec entre le Premier ministre et le ministre de la Défense, une fois encore sur la Guyane. A Jacques Chirac, qui se dit inquiet de la protection insuffisante de Kourou, André Giraud réplique : Cela a déjà été étudié, monsieur le Premier ministre.

A propos des négociations entre la CEE et les USA, le Premier ministre : J'ai été très choqué par l'attitude américaine, qui n'était justifiée ni par des arguments justes ni par un minimum de ce que l'on pourrait attendre d'une concertation entre pays alliés. Mais l'accord était inévitable. Il faut bien savoir que nous avons mangé notre chapeau.

Jean-Bernard Raimond me souffle après le Conseil : Ce genre de consignes, je n'en ai plus rien à faire...

Jeudi 29 janvier 1987

Le Président au sujet de L'Heure de vérité de Michel Delebarre : C'est le meilleur socialiste que j'aie vu depuis longtemps.

Dans l'affaire Apap (le procureur de la République de Valence qu'Albin Chalandon veut sanctionner parce qu'il a critiqué sa politique de lutte contre la toxicomanie), le Président refuse de signer la mutation-sanction. Il faut que Chalandon trouve une solution qui ne soit pas défavorable au procureur.

Un banquier évincé par Chirac nous explique : Bien avant le 16 mars, il avait été décidé par Balladur et Chirac de procéder à une épuration. Le terme a été employé par eux visant les « collaborateurs », autrement dit les hauts fonctionnaires non socialistes qui avaient collaboré de 1981 à 1986, de façon à ce que si, par malheur, les socialistes revenaient un jour, ils ne trouvent plus de collaborateurs chez les non-socialistes. Il avait été décidé de faire cinq exemples: Peyrelevade, Mayoux, Haberer, Pebereau et Fauroux.

Vendredi 30 janvier 1987

Le Président reçoit le Premier ministre portugais, Cavaco Silva. On parle du budget européen.

Jacques Chirac déjeune ensuite avec Cavaco Silva. Un des participants me rapporte les propos du Premier ministre français : Un Conseil européen en mars ? Cela ne me paraît pas une bonne idée. Je crains que les Anglais et les Allemands ne renâclent et que l'opposition au passage à 1,6 % ne se manifeste trop tôt.

Sur Timor : Nous n'aurons pas la même attitude que le gouvernement précédent, qui avait adopté une position de totale fermeture pour ne pas déplaire à l'Indonésie.

Sur le Nicaragua : La Communauté européenne est beaucoup trop compréhensive à l'égard de Managua. D'ailleurs, c'est un problème qui

intéresse les Américains et doit être traité par eux.

Sur la Nouvelle-Calédonie : Le gouvernement précédent a eu une attitude irresponsable.

Sur l'Afrique du Sud : Je ne crois pas du tout à l'efficacité des sanctions. C'est une façon, pour les protestants hollandais, de se donner bonne conscience. Si Botha n'était pas venu deux jours avant le Sommet de Lomé, je l'aurais accueilli d'une autre manière.

Sur la Turquie : Les Turcs immigrés en France sont de gros travailleurs. Là où un Français gagne 5 000 francs, ils en gagnent 15 000. Ils valent beaucoup mieux que les Grecs. D'ailleurs, ce socialo et ce démagogue de Papandréou n'apprécie pas ma politique de rapprochement avec les Turcs. Mais, de là à les faire entrer dans la Communauté, c'est un autre problème, ça prendra du temps.

Samedi 31 janvier 1987

Privatisation de Paribas : fin de la souscription.

François Bujon s'est montré très hostile à ma présence demain avec lui à Bonn, en invoquant un prétexte stupéfiant : On ne va pas aller à Bonn étaler nos différences de points de vue sur la dissuasion... Je lui ai répliqué que, s'il avait un point de vue différent du nôtre à défendre devant les Allemands, on pourrait en effet s'interroger sur l'utilité de son voyage ! Nous en sommes restés là. Jean-Louis Bianco doit en parler avec Maurice Ulrich. Le mieux serait sûrement que Bujon annule son voyage (il a prévu de partir demain avec quatre autres personnes de Matignon !) et renvoie tout à une discussion entre Jean-Bernard Raimond et Hans-Dietrich Genscher.

Dimanche 1^{er} février 1987

Je réunis chez moi les quatre sherpas européens pour faire le point sur les questions communes avant la réunion, au milieu de la semaine prochaine à Florence, des sept sherpas. Une faille s'est produite dans la solidarité européenne. Un G5 se prépare sans que les Italiens en soient informés. Les Italiens, qui se doutent de quelque chose, seraient furieux si un prochain G5 venait à annoncer des décisions monétaires, même s'il était suivi d'un G7. Pour eux, le Sommet de Tokyo a remplacé le G5 par le G7. Ce n'est pas le point de vue des Allemands et des Britanniques. Les membres du G5 présents à cette réunion n'ont donc pas voulu dire à l'Italien que la réunion à Cinq (sans les Canadiens et eux) est imminente et sera déterminante.

L'Allemand nous détaille le programme budgétaire du nouveau gouvernement qui, fin février, fera des économies de l'ordre de 40 milliards de marks (sur l'Agriculture, Airbus et la Recherche...).

Chacun est pessimiste sur la capacité des Américains de réduire leur déficit budgétaire.

Nous nous sommes entendus pour défendre les positions communes suivantes : il faut un accord à Sept pour stabiliser le dollar et, à cette fin, les États-Unis doivent réduire leur déficit budgétaire sans augmenter leurs taxes à l'importation ; les pays européens doivent être solidaires sur l'agriculture et éviter la mise en accusation de l'un d'entre eux ; enfin, ils doivent demander une ouverture sensible du marché japonais avant avril.

Renato Ruggiero me dit que Giulio Andreotti remplacera dans un mois Bettino Craxi à la présidence du Conseil. C'est donc Andreotti qui présidera le Sommet de Venise.

Lundi 2 février 1987

Comme prévu depuis dix jours, pour préparer la prochaine réunion des sherpas, je réunis les collaborateurs du Premier ministre, du ministre des Affaires étrangères et de celui des Finances. Jean-Claude Trichet, directeur de cabinet d'Édouard Balladur, m'avait donné son accord pour venir, mais, cinq minutes avant la réunion, il me téléphone pour me dire que le ministre d'État a demandé au directeur du Trésor et au directeur de la DREE de ne pas y participer, parce qu'on ne l'avait pas prévenu. Sont venus François Bujon de l'Estang et Emmanuel Rodocanachi, du cabinet du Premier ministre, un membre du cabinet de Jean-Bernard Raimond et Jean Vidal, directeur général des Affaires économiques au Quai d'Orsay. Un directeur aux Finances, Philippe Jurgensen, à qui j'ai annoncé que son ministre ne souhaitait pas qu'il assistât à la réunion, est reparti.

Bujon me dit être choqué de la décision du ministre d'État, qui ne s'explique que par un malentendu. Il me confirme que Jacques Chirac ne se rendra pas à Venise. Tokyo lui a suffi.

Mardi 3 février 1987

Jean-Claude Trichet me téléphone : Édouard Balladur veut me voir en tête à tête. D'ordinaire, ces réunions avec lui, très agréables, ont lieu en présence de François Bujon de l'Estang et de Daniel Lebègue.

Balladur s'excuse pour le malentendu d'hier. Il fulmine contre Raymond Barre qui a critiqué la dévaluation : Irresponsable, surtout quand on a exercé, comme lui, de grandes responsabilités. Et qu'on a envie d'en avoir à nouveau...

Le Président demande à Jean-Bernard Raimond qu'on vienne en aide aux camps de réfugiés palestiniens affamés en y parachutant des vivres.

Vu le sherpa américain Alan Wallis. Je le sens très sensible aux exigences sur le terrorisme. Il souhaite une réunion spéciale à Sept sur les otages. Je refuse.

François Mitterrand visite les sites du plateau d'Albion avec André Giraud. Étrange lieu que cette cathédrale de mort. Première cible et première frappe...

Le Président plaide pour la poursuite des essais nucléaires à Mururoa.

La nomination de Marceau Long comme successeur de Pierre Nicolaÿ à la vice-présidence du Conseil d'État paraît acquise.

Mercredi 4 février 1987

Au Conseil, le Président annonce qu'il se rendra en visite d'État au Portugal les 6 et 7 avril : Malgré la faiblesse de l'économie, le sous-développement évident, ce pays est bien géré, le Premier ministre est très européen. Il y a toujours eu une influence anglaise sur la politique du Portugal, mais, psychologiquement, elle est beaucoup plus proche de la France que de la Grande-Bretagne.

Jacques Chirac souligne que l'immigration portugaise en France ne pose aucun problème, ce que le Président confirme.

Après l'exposé d'Alain Carignon sur la pollution, le Président : C'est un exposé très probant et complet, mais qui manque peut-être d'une certaine dimension internationale.

D'un commun accord entre l'Élysée et Matignon, la France refuse de participer à une réunion convoquée par les États-Unis sur le problème des otages.

Notre ambassade à Washington nous prévient qu'un de nos correspondants, chargé de hautes fonctions au Département d'État, précise, à titre très confidentiel, que la détention de Terry Waite et celle du correspondant du Wall Street Journal, M. Seib, aggrave la situation des autres otages.

L'Administration américaine, dit-il, n'acceptera pas d'être réduite à l'impuissance. Elle se prépare à toute éventualité et s'efforce de reprendre l'initiative face au terrorisme. Toutes les options sont envisagées, y compris une intervention militaire. D'après cette source, si un fait nouveau se produit comme, par exemple, l'exécution d'un ou plusieurs otages, les États-Unis essaieraient de libérer par la force les otages restants, ou de porter un coup aux terroristes en frappant un camp d'entraînement au Liban ou l'aéroport de Beyrouth. En tentant une telle opération, Washington prendrait le risque de faire tuer tous les otages américains. Si les États-Unis étaient amenés à prendre une telle décision, ils se concerteraient avec leurs alliés.

Faut-il le croire ? S'agit-il de propos de cocktail ? Que faire de ce genre d'information ?

Jeudi 5 février 1987

La réunion des sherpas à Florence est très peu conflictuelle, mais néanmoins pleine d'enseignements. Le Sommet se déroulera exactement comme celui de Tokyo : le premier dîner, la première séance de travail et le premier déjeuner réuniront les seuls chefs de délégation.

Les Italiens n'entendent pas proposer de déclaration politique générale. Il est convenu que nous verrons lors de notre prochaine réunion, fin avril si un pays souhaite un tel texte.

Les Italiens annoncent que, conformément à ce qui a été décidé à Tokyo, les directeurs politiques des ministères des Affaires étrangères vont mettre noir sur blanc les règles juridiques permettant l'extension à l'ensemble du terrorisme aérien des procédures prévues par le Sommet de Bonn en 1978. Pour eux, ce texte servirait de base, à Venise, à une déclaration générale sur le terrorisme. Je suis réservé.

Américains, Italiens et Anglais proposent d'élaborer une déclaration sur le problème des otages — voire plus généralement, pour les Américains, sur l'état de droit international. Nul ne reparle de la demande américaine de réunion à Sept sur les otages, sauf pour constater qu'elle était bien maladroite.

Les Américains reconnaissent la faiblesse de leur exécutif et leur difficulté à empêcher des mesures protectionnistes. Ils s'attendent à une réduction très faible de leur déficit extérieur en 1987 et 1988, puis à une aggravation de celui-ci. Ils sont ouvertement très amers à l'égard des Japonais, qui parlent et ne font jamais rien, et qui refusent de relancer leur économie.

Chacun voit les prochains G5 et G7 comme une réunion de la dernière chance avant l'effondrement du dollar. Cette réunion semble se confirmer pour le week-end des 14 et 15 février à Paris. Une réunion secrète des cinq directeurs du Trésor a lieu le week-end prochain pour tout organiser. Les Italiens n'en savent rien. Les Américains sont donc prêts à participer à une opération concertée du G5 de stabilisation du dollar. Les Allemands annonceront les grandes lignes de leur politique générale, et probablement une accélération de leur calendrier de baisse des impôts. Les Japonais feront part de leur intention de réduire leurs taux d'intérêt et de mettre en œuvre une réforme générale comportant baisse de l'impôt sur le revenu et instauration de la TVA.

Un tel « paquet » ne rassurera les marchés que s'il est appliqué.

Sur l'agriculture, conformément à l'accord passé dimanche dernier chez moi entre sherpas européens, nous avons évité toutes critiques entre nous. L'attaque américaine a d'ailleurs été étonnamment modérée : les États-Unis sentent peut-être que les Européens disposent maintenant de beaucoup d'arguments à leur opposer sur leur propre protectionnisme agricole et leurs subventions à l'exportation. On est tombé d'accord pour dire qu'il convient de diminuer graduellement les aides directes et indirectes en tenant compte des conséquences écologiques, et pour critiquer les mesures protectionnistes, d'où qu'elles viennent.

Pour la première fois, il est question du rôle des pays de l'Est dans l'économie mondiale. L'entrée de la Chine au GATT, les demandes de la Pologne, de la Hongrie et de l'URSS d'entrer au FMI, sont évoquées. Les Japonais font part de leur perplexité devant les avances soviétiques. Le sherpa allemand se propose de faire un rapport sur ce sujet à notre prochaine réunion, en avril. Kohl n'est pas le seul, en Allemagne, à suivre en détail ce qui se passe à l'Est.

A Florence, nous avons maintenant en face de nous une toute nouvelle génération de très hauts fonctionnaires japonais. Les Japonais sont neuf, dont trois vice-ministres, très compétents, très ouverts et parlant anglais et/ou français sans accent. Ils acceptent pour la première fois de discuter de leur protectionnisme et de leur politique de défense.

Le prix de TF1 (4,5 milliards, soit 3 milliards pour l'acheteur de la majorité de contrôle) est rendu public.

Mort accidentelle de Michel Baroin. La GMF est l'un des partenaires potentiels de Francis Bouygues pour l'acquisition de TF1.

Le Matin réitère ses accusations contre Jacques Chirac à propos des otages. A la suite de son premier article sur les manoeuvres de Chirac antérieures au 16 mars pour retarder la libération des otages, Kathleen Evin est allée voir le Dr Raad. Elle raconte dans un autre article ce que celui-ci lui a dit. Il affirme avoir reçu, pendant qu'il négociait avec les islamistes, la visite des deux députés RPR de l'Orne qui lui ont tenu le langage suivant : Arrête de servir les socialistes. Si tu les aides à sortir les otages avant le 16 mars, tu peux porter la responsabilité de l'échec de Jacques Chirac. Le Dr Raad a également raconté que, tandis qu'Éric Rouleau négociait à Téhéran, lui-même devait se rendre à Damas. Il était à Beyrouth quand son voyage a été brusquement annulé. Un homme lié de très près aux ravisseurs lui a dit : On a mieux. Vous nous proposez 10 francs, l'opposition nous propose 100 francs. Revenez nous voir après le 16 mars.

Les documents publiés sont embarrassants pour le Premier ministre. Pourtant, le reste de la presse observe une réserve prudente.

Vendredi 6 février 1987

Visite à Paris de Hans-Dietrich Genscher.

Échec des négociations salariales dans la fonction publique : les sept fédérations de fonctionnaires refusent les propositions du gouvernement.

Dimanche 8 février 1987

Le retrait d'Havas du dossier TF1 est rendu public à 22 h 30, après un Club de la presse de Jacques Chirac. Y aurait-il eu un quelconque « signal » dans les déclarations du Premier ministre ?

Lundi 9 février 1987

Reprise des négociations frontalières sino-soviétiques, interrompues depuis huit ans.

Durant notre habituelle partie de golf à Saint-Cloud, François Mitterrand raconte l'élection de René Coty, le 22 décembre 1953, à Versailles : Il a fallu attendre le treizième tour. Mais, pour la première fois, la télévision était là. Environ 300 000 personnes ont suivi les débats, les votes. Mais, comme cela n'en finissait plus, les journalistes ont dû innover : ils ont filmé dans les couloirs, suscité des confidences, croqué les visages, les conciliabules, raconté les à-côté de ce petit monde jusque-là préservé de la curiosité des citoyens. Pensez, cela a duré sept jours ! C'était le premier vrai reportage politique télévisé. Cela m'avait tellement frappé, à l'époque, que j'en avais fait un article pour L'Express.

Mardi 10 février 1987

Les réunions du G5 et du G7 auront lieu ce week-end. Y sera annoncé un progrès sensible dans la stabilisation des taux de change autour de l'idée de zones de référence. Ce sera le plus grand progrès dans le système monétaire international depuis Bretton Woods. L'idée en fut lancée dans un discours de François Mitterrand, en mai 1983, devant l'OCDE. Belle continuité...

A un collaborateur de François Mitterrand, Marie-France Garaud tient des propos très durs sur Jacques Chirac : Un homme profondément angoissé, anxieux, soumis aux influences contradictoires de divers clans. Il est comme un cheval; s'il a pris Matignon, c'est qu'il connaît déjà Matignon: cela le rassure. Il répugne au coup de force et au saut dans l'inconnu. Il faut qu'on le pousse. Il est fasciné par François Mitterrand; il l'était déjà par Valéry Giscard d'Estaing.

Hubert Védrine est en contact avec André Giraud et Éric Desmarest, directeur de cabinet de Jean-Bernard Raimond. André Giraud est toujours très critique envers Jacques Chirac.

Michel Charasse a vu récemment Charles Pasqua, fort aimable : On me dit que c'est Colliard et toi qui déclenchez les coups contre moi. Je ne le crois pas. Tu sais que je ne ferai rien contre le Président. Je le pourrais, pourtant...

Mercredi 11 février 1987

A l'Assemblée, Robert Hersant met en garde les députés RPR contre la création d'une sixième chaîne généraliste. La majorité prendra-t-elle le risque de le mécontenter ?

Avant le Conseil, Jacques Chirac s'excuse pour l'incident avec Édouard Balladur. Il évoque sa fatigue : Il négocie sans arrêt avec Stoltenberg et Baker. Édouard Balladur me raconte les difficultés de la préparation de l'accord à Cinq : Les Allemands n'en veulent pas. Nous voulons un fonds d'intervention plus important. Je suis de nouveau inquiet sur l'avenir du système monétaire européen.

Au Conseil, Jean-Bernard Raimond indique que le nouvel ambassadeur de Grande-Bretagne, dans sa jeunesse, mesurait deux mètres et pesait cent kilos.

A-t-il rapetissé ou maigri ?

Dans un exposé de politique étrangère, André Giraud explique : Je signale deux mauvaises nouvelles, cette semaine. Les États-Unis veulent une option zéro en Europe, et M. Genscher se lance dans une Ostpolitik très dangereuse.

Incorrigible entêtement — ou provocation ?

Le Président : Il est vrai que beaucoup se sont interrogés au lendemain de Reykjavik. Mais les pays de l'Alliance, dont nous sommes membres, ont adopté un communiqué reconnaissant le bien-fondé d'une démarche de désarmement tendant vers l'option zéro. Nous, Français, avons évité de prendre des positions publiques qui n'étaient pas nécessaires et qui nous auraient enfermés. Avant d'aller plus loin, il faut enlever les armes à courte portée et s'assurer d'un contrôle effectif. [A propos de Genscher :] C'est un des Allemands les plus favorables à la Communauté européenne et à la France. Que les Allemands aient un jeu particulier par rapport aux Russes, comme les Russes en ont un par rapport aux Allemands, c'est évident, et c'est la conséquence de la guerre de 1939-1945. Est-ce que nous sommes capables d'offrir aux Allemands une perspective de grande puissance ? Il n'y a que la construction européenne. Sinon, l'Allemagne jouera entre l'Est et l'Ouest. Sans progrès de la construction européenne, nous n'y échapperons pas. L'année 1987 est lourde de risques d'échecs pour l'Europe... [Il attire à nouveau l'attention du ministre des Affaires étrangères sur les camps palestiniens :] Il faut que la France prenne une initiative publique. On ne peut pas laisser les Palestiniens à la merci d'un siège qui les conduit à la famine. Les grandes organisations humanitaires devraient pouvoir pénétrer dans les camps. Nous aurons peut-être à fournir des vivres et des moyens de transport. Ce peuple qui n'a plus de patrie, persécuté par les uns et par les autres, ne dispose plus que de la révolte. L'Europe ne doit pas rester indifférente.

Jean-Bernard Raimond : Je ferai des propositions au gouvernement enfin de matinée.

A la suite d'une intervention de François Léotard sur l'enseignement de la musique, le Premier ministre : On a fait pendant longtemps une politique de coups de cymbales qui n'a rien changé. Le seul moyen, c'est de progresser à la base avec les petits enfants, comme nous le faisons à Paris. Pour récolter, il faut semer, et pour semer, il faut labourer. Le problème n'est point de savoir ce que l'on fera à l'Opéra-Bastille.

Le Président : Je pense que vous avez tout à fait raison : c'est une chaîne qui commence par les enfants et qui finit à l'Opéra-Bastille.

Nous ne sommes absolument pas garantis contre une attaque américaine imminente contre Airbus. Ce qui inquiète les Américains, c'est l'Airbus transatlantique A340, et surtout son moteur révolutionnaire à hélice, le PROPFAN. Airbus, au grand dam de Boeing et de MacDonnell, dit à toutes les compagnies que, grâce aux subventions gouvernementales, cet avion sera prêt dans trois ans, à un coût de 15 à 20 % inférieur à celui de ses concurrents américains. Or, les gouvernements français, allemand, anglais, italien et espagnol n'ont pas encore fait savoir s'ils subventionnaient ce projet. Airbus n'a donc aucune garantie. Le Président écrit aux dirigeants d'Airbus pour leur affirmer son soutien.

Jeudi 12 février 1987

François Mitterrand, à propos de la proposition de quinquennat lancée par Valéry Giscard d'Estaing : VGE gêne Barre et Chirac plus que moi. Je ne fais rien, je laisse venir.

Dans la privatisation de Paribas, les membres du « noyau dur », qui ont obtenu 930 000 actions chacun, gagnent 80 millions dans la journée.

Nous apprenons de notre ambassade à Washington que se réunit demain à la Maison Blanche, sous la présidence de Donald Regan, secrétaire général de la Présidence, la commission chargée d'examiner le contentieux commercial entre les États-Unis et la Communauté européenne. La décision est déjà connue : le conflit Airbus est mis entre parenthèses. La décision de la Maison Blanche ne sera rendue publique que samedi. Sagement, les Américains reportent leur attaque en attendant de savoir si les Européens vont vraiment financer ce projet extrêmement onéreux.

Vendredi 13 février 1987

Sachant que les Américains ont cédé, Jacques Chirac décide d'intervenir publiquement, à la veille de son voyage à Toulouse, dans l'affaire d'Airbus. Il accorde une interview à La Dépêche de Toulouse : L'attitude américaine est inamicale et infondée... Mais jamais l'Europe n'acceptera la remise en cause de l'industrie aéronautique forte, compétitive et indépendante dont elle se dote. Je ne pense pas que les Américains prennent le risque de provoquer à nouveau l'Europe (...). L'Europe saura résister à des pressions américaines qui ne reposent en outre sur aucun fondement.

Samedi 14 février 1987

Discours de Mikhaïl Gorbatchev devant le forum Pour un monde sans armes nucléaires, auquel assiste Andreï Sakharov. Il insiste sur la

existence d'une vaste démocratie sociale et affirme que les transformations révolutionnaires en cours en URSS revêtent une importance capitale pour le monde entier.

Dimanche 15 février 1987

Audition à huis clos, par la CNCL, des candidats à la reprise de la Cinq et de TV6.

Mardi 17 février 1987

Le Président reçoit André Giraud. Il lui est revenu que le Conseil interministériel de Défense réuni par le Premier ministre était à la limite de l'admissible. Cette instance ne peut en aucun cas se substituer au Conseil de Défense. Giraud répond qu'il en prend bonne note.

À propos du Tchad, le ministre demande s'il ne faudrait pas faire monter des troupes à Fada et remplacer le 16° parallèle par le 17°. Cela peut s'étudier, répond le Président.

Interview de Bernard Pons dans Le Quotidien de Paris, mettant le Président au défi d'intervenir sur la Nouvelle-Calédonie. Toute intervention présidentielle, affirme le ministre, serait comprise comme un encouragement aux éléments révolutionnaires.

Furieux, le Président écrit au Premier ministre pour s'inquiéter du climat dans lequel survient l'inscription à l'ordre du jour du prochain Conseil des ministres du projet de loi organisant un référendum en Nouvelle-Calédonie. Il avertit que, pour lui, même si la majorité des suffrages qu'exprimeront les populations intéressées peut d'ores et déjà être considérée comme acquise au oui; ce scrutin ne changera rien à la réalité. Il provoquera, prévoit-il, un isolement des Canaques, qui engendrera de nouveaux drames. Pour lui, réduire le débat à un simple affrontement électoral serait commettre une grave erreur historique et politique.

Amine Gemayel est en visite officielle en France.

Un informateur livre à la police le nom du chef des terroristes auteurs des attentats de septembre dernier, un Tunisien nommé Fouad Ali Saleh.

Mercredi 18 février 1987

Auditions publiques à la CNCL des candidats à la reprise de la Cinq.

Avant le Conseil, Jacques Chirac, tendu, ne profère pas un mot.

Le Conseil des ministres commence par un exposé on ne peut plus plat de Bernard Pons sur la Nouvelle-Calédonie et les modalités du référendum d'autodétermination. Il y aura une durée de séjour requise des résidents pour qu'ils puissent voter.

Le Premier ministre prend la parole : C'est la stricte application de la loi du 17 juillet 1986. Nous avons retenu trois ans de résidence pour couper court aux polémiques. Puis il reprend des éléments qui figurent dans la lettre du Président : La Nouvelle-Calédonie, chacun le sait bien, est un problème délicat qui doit être abordé avec beaucoup de prudence. La politique du gouvernement vise au dialogue et à la coexistence des communautés. Le FLNKS a rompu unilatéralement le dialogue. Les présidents des trois régions indépendantistes m'ont écrit à propos de l'insuffisance des moyens dont ils disposent. J'examine moi-même le dossier. J'entends que les régions exercent normalement leurs compétences.

Le Conseil demeure silencieux. Le Président, sur un ton grave : Les positions de la majorité, que vous exprimez, et les miennes sont extrêmement différentes et parfois opposées. Il faut faire avec ce que l'on a. Le pays s'est prononcé ; une majorité est en place. Il appartient au gouvernement de proposer ses projets au Parlement, c'est la loi de la République. Le contenu des lois est soumis à l'appréciation de tous les citoyens et particulièrement à l'appréciation du Président de la République. Chacun peut s'exprimer en conscience. Le débat ne porte pas sur la notion de référendum. La bonne date, on peut en discuter. La question est de savoir à quoi sert le référendum. Le problème de la Nouvelle-Calédonie, ce n'est pas vous qui l'avez inventé, ni moi. C'est un problème historique. Je crains qu'il ne dure plus que nous. Je crains aussi que la politique menée ne puisse le résoudre. C'est un problème extrêmement difficile. La Nouvelle-Calédonie est la seule colonie qui a vu le peuplement d'origine française devenir aussi important que le peuplement autochtone. D'autres ethnies se sont ajoutées ; comme elles craignent la domination canaque, elles ont tendance à faire bloc avec les Calédoniens d'origine française. Donc, le peuplement d'origine française réunit autour de lui une majorité, au moins pour les années qui viennent. C'est un problème différent des autres problèmes coloniaux. Mais il n'est pas possible d'ignorer la population mélanésienne. La revendication canaque sur la composition du corps électoral est plus d'ordre moral que juridique. Elle a naturellement été repoussée par tous les gouvernements. Le référendum, en soi, est une solution conforme à nos institutions ; son résultat est connu d'avance. Les mouvements individuels sont contenus dans des mouvements collectifs. Il n'y a pas beaucoup de fantaisie. Il n'y a pas beaucoup de marginaux. Il est probable que la fraction la plus importante des indépendantistes ne participera pas au scrutin, ce qui atténuera un peu ou beaucoup, selon le nombre des votants, son résultat...

Comment aborder les échéances pour éviter les affrontements ? A qualité égale d'information (car il serait étrange de croire qu'il y ait d'un côté ceux qui savent, et de l'autre les ignorants : cela prête à sourire plus qu'à irriter, je le dis sans volonté de froisser), cette politique conduit à de nouveaux affrontements et non à l'apaisement. Des réflexes joueront des deux côtés, qui s'apparentent aux réflexes coloniaux. Des affrontements ont déjà eu lieu. Je pense qu'il y en aura de nouveaux. Je ne les appelle pas de mes vœux. Je ne les encourage pas...

Le Président se met alors à lire un texte manuscrit (à peu de choses près celui de sa lettre d'hier), ce qui est tout à fait inhabituel de sa part. Il souligne qu'une procédure démocratique n'a de chances de s'imposer qu'au sein d'une société elle-même démocratique où les citoyens sont également respectés et les communautés également écoutées. Il note que l'évolution de la pratique régionale, les orientations de la réforme foncière et de l'Office culturel, la rupture du dialogue entre le gouvernement et une importante fraction de la communauté mélanésienne ne peuvent qu'ajouter aux tensions et retarder l'heure des réconciliations.

Puis il reprend : Voilà, j'en suis si intimement convaincu que je ne peux pas taire ma conviction devant le Conseil des ministres. C'est par la manière dont les choses se passeront dans les semaines et les mois qui viennent que l'Histoire apportera son verdict. C'est la responsabilité du gouvernement et de sa majorité. Je dois exprimer ici, non pas, comme on l'a dit, mes extrêmes réserves, mais vraiment mon désaccord avec la politique menée. Fasse le Ciel que les points de vue les plus optimistes l'emportent, et souhaitons bonne chance à la France dans cette affaire délicate.

Un long silence suit.

Le Président donne ensuite la parole à Hervé de Charette pour une communication sur la fonction publique : Monsieur le Président, si je puis me permettre respectueusement, vous avez évoqué le Ciel. La fonction publique, ce n'est pas tout à fait le Paradis ni tout à fait l'Enfer...

Le Président sourit : Je l'ai évoqué, mais je ne compte pas trop dessus. Faites comme moi.

Vient ensuite un exposé de François Guillaume sur la forêt.

Le Président : Vous avez traité d'une question fondamentale. L'une des difficultés majeures provient de la parcellisation et de l'éloignement des propriétaires. Dans le canton du Morvan, que j'ai longtemps représenté, il y avait, sur 5 000 habitants, 2 500 propriétaires, dont la plupart habitaient Paris ou Dijon. La plupart ne s'intéressent à la forêt que pour ramasser du bois de chauffage. Il faut savoir que seule une forêt civilisée par l'homme peut se développer. C'est comme pour la monnaie, monsieur le ministre d'État...

Édouard Balladur sursaute, manifestement inquiet.

Le Président reprend : Comme pour la monnaie, en effet... Les mauvais arbres chassent les bons : le chêne et le hêtre laissent la place au charme et au bouleau.

Plus tard, dans l'après-midi, François Mitterrand me dit : Je suis furieux du mauvais procès qu'on me fait à propos de ces grâces que les socialistes auraient trop généreusement accordées en 1981. Ceux d'Action directe étaient alors condamnés à de petites peines. Impossible de ne pas les relâcher. J'ai d'ailleurs refusé beaucoup des grâces que Jacques Chirac m'a demandées depuis mars 1986.

Jeu 21 février 1987

Auditions publiques de la CNCL pour la reprise de TV6.

Les dernières sanctions américaines contre la Pologne sont levées.

Denis Baudouin déclare à la presse que le Président ne recevra que les représentants du FLNKS, alors qu'après le Conseil des ministres, Jean-Louis Bianco a téléphoné à Bernard Pons pour lui indiquer que le Président recevrait tous les responsables de Nouvelle-Calédonie qui le lui demanderaient, y compris Dick Ukeiwé, du RPR.

Le Président est exaspéré : Je sens que l'overdose approche ! Jamais Mme Gendreau-Massaloux ne fait de commentaires sur les activités du Premier ministre. M. Baudouin en fait pratiquement chaque semaine sur moi. Il faut noter que, pour les chaînes de télévision, la Deux, la Trois et RFO ont déjà été attribuées à des militants du RPR ; la Cinq va l'être à un député de la majorité, et la Six à l'ancien secrétaire général du RPR. La CNCL choisit le mieux-disant politique !

Dîner en tête à tête avec Édouard Balladur au Louvre. Il est courtois, soucieux d'informer en détail le Président par mon intermédiaire. Nous travaillons sur le texte qui deviendra l'« accord du Louvre ». La réunion du Groupe des Cinq aura bien lieu samedi et celle des Sept, dimanche. Elles déboucheront sur un programme concerté : le Japon lancera en octobre un programme global de stimulation de la demande interne et réduira le taux d'escompte de sa Banque centrale ; la République fédérale augmentera les réductions d'impôt déjà envisagées et suivra une politique monétaire permettant d'augmenter la croissance sans nuire à la stabilité des prix ; les États-Unis accepteront de ramener leur déficit budgétaire à 2,5 % du PNB en 1988, soit 108 milliards de dollars, comme prévu par la loi Gramm-Rudman.

Dimanche, les Sept feront conjointement part de leur engagement de défendre la stabilité des taux de change dans des « plages de référence » floues et par la création d'un fonds d'intervention sur les marchés de l'ordre de 20 à 40 milliards de dollars (montant gardé secret).

Ce programme serait alléchant s'il était pris au sérieux par les marchés, ce qui est loin d'être sûr. Il n'y a là rien de bien nouveau, hormis le fonds d'intervention, dont je doute qu'il soit réellement mis en place (et que son montant soit suffisant).

Au surplus, cette réunion a lieu dans un contexte de très grave crise financière internationale. La vraie décision sera prise vendredi à Cinq, puis un « habillage » sera organisé dimanche à Sept.

Édouard Balladur : Il est probable mais, bien entendu, non acquis d'avance que cette réunion conclura à l'annonce de la volonté des États participants de mettre un terme à la baisse du dollar, le cas échéant par des interventions sur les marchés des changes. Un protocole secret est mis au point entre les cinq pays dont la monnaie figure dans les DTS. Il comprendra l'engagement de maintenir ces devises à l'intérieur de bandes de fluctuation tenues secrètes, grâce à des règles souples d'intervention fixées entre autorités monétaires et assorties de moyens qui devraient être supérieurs à ceux qui avaient été employés lors [de l'accord] du Plaza. La France s'efforcera, dans cette discussion, de défendre une grille de parités réaliste par rapport aux anticipations du marché, et compatible avec les grandeurs économiques fondamentales. Il conviendra néanmoins de veiller à ce que les intérêts commerciaux de l'Europe ne soient pas lésés, notamment par rapport au Japon.

Les discussions devraient également conduire à examiner les progrès accomplis en matière de surveillance internationale depuis le Sommet de Tokyo, notamment à travers l'usage d'une batterie d'indicateurs économiques comprenant la croissance, l'inflation, les soldes commerciaux et courants, le budget, les conditions monétaires et les taux de change. Les ministres pourraient convenir de se réunir régulièrement pour fixer des objectifs et des projections au regard desquels seraient évaluées les performances de chaque pays ; à cette occasion, ils s'assureraient de la cohérence des politiques menées et de la nécessité éventuelle d'adopter des mesures correctrices.

Près d'un an après Tokyo, l'équilibre est très difficile à trouver entre, d'une part, la France et les États-Unis, soucieux de jeter les bases d'un système comportant une certaine automaticité, et la République fédérale d'autre part, sceptique vis-à-vis des propositions de ses partenaires.

Samedi 21 février 1987

Les quatre principaux responsables d'Action directe, Jean-Marc Rouillon, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron et Georges Cipriani, sont arrêtés dans une ferme isolée à Vitry-aux-Loges.

Les Italiens, prévenus, acceptent que se tienne sans eux un dîner à Cinq ce soir. Mais la presse annonce ce matin que le Groupe des Cinq se réunit aussi dans l'après-midi pour préparer le communiqué qui sera soumis demain aux Sept. Les Italiens sont furieux. Édouard Balladur suggère d'inviter au dîner M. Gorla, ministre des Finances italien, son homologue canadien n'arrivant à Paris que demain matin. Mais le ministre d'État, comme ses collègues des Finances du G5, est bien décidé à préserver les prérogatives de ce club très fermé et à maintenir la réunion à Cinq de cet après-midi.

Bettino Craxi ordonne par téléphone à Gorla de ne pas rester à Paris et de ne pas assister à la réunion de ce dimanche. Il n'a rien à perdre à un esclandre.

La réunion à Cinq se tient. Elle confirme les travaux préparatoires.

Dimanche 22 février 1987

Comme convenu, mais sans les Italiens, les six ministres des Finances du G7 déclarent que le processus de surveillance a conduit leurs monnaies dans des bandes de fluctuation globalement compatibles avec les données économiques fondamentales. Ils sont convenus de coopérer étroitement pour promouvoir la stabilité des taux de change autour des niveaux actuels. Le communiqué ajoute :

Lundi 23 février 1987

Renato Ruggiero me téléphone. Bettino Craxi veut remettre en cause la tenue du Sommet de Venise ! Il essaie de le calmer.

La CNCL attribue la Cinq à Hersant-Berlusconi-Seydoux, M6 à la CLT et à la Lyonnaise des Eaux.

Apprenant cette nouvelle, le Président me dit dans son bureau : Ils vont se partager tous les fromages de la République !

Date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la reprise de TF1. Le dossier d'Hachette est déposé à 23 h 40 après que le tour de table a été bouclé avec l'aide des banques nationalisées (dont la BNP).

Deux concurrents sont prêts à verser 3 milliards de francs pour acquérir le contrôle de la chaîne.

Mardi 24 février 1987

Michèle Barzach présente un programme de lutte contre le sida, déclaré « grande cause nationale » pour 1987.

Mercredi 25 février 1987

Au Conseil des ministres, François Mitterrand commente l'accord du Louvre : Depuis 1981, j'ai proposé qu'on s'engage vers un nouveau SMI. Nous n'avions eu que des réponses sarcastiques des Américains. Il y eut alors un petit groupe de travail créé autour de cette idée. C'est la première fois que, de façon concrète, on aperçoit à l'horizon l'idée de zones de référence. C'est un accord important, s'il est suivi d'effet. Nous irions vers le début d'une nouvelle époque. Le franc se trouve ballotté entre le dollar et le mark. Cet accord peut conduire à mettre à l'abri notre monnaie. L'incident avec les Italiens prouve les difficultés du passage d'une procédure à une autre. Il a été décidé à Tokyo le maintien du G5 et de son rôle dans la réforme du SMI. Mais il est difficile au G5 de se réunir sans qu'on en parle. Il y a là un problème de forme, de procédure — rien d'un complot. M. le ministre d'État s'est trouvé dans une situation difficile. Les Italiens ont tendance à se fâcher contre la France; il faut changer cela.

Le texte des déclarations est rendu public avant le départ pour Rome où François Mitterrand doit rencontrer le Président de la République, Francisco Cossiga, le président du Conseil, Bettino Craxi, et le ministre des Affaires étrangères, Giulio Andreotti.

Francisco Cossiga, Giulio Andreotti et François Mitterrand abordent d'abord le malentendu franco-italien :

Le Président : Il n'y a pas de difficultés franco-italiennes ; il se trouve seulement que les réunions ont eu lieu à Paris. Il faut revenir à ce dont nous sommes convenus à Tokyo et dont M. Andreotti se souvient : le Groupe des Sept se réunit chaque fois qu'il est question de la gestion et de la réforme du SMI. Le Groupe des Cinq traite de la surveillance multilatérale. Il y a donc une réalité du G5 et une autre du G7. Mais nous avons un système qui n'est pas rodé. Le G7 doit entrer dans les mœurs. D'ailleurs, beaucoup de précautions ont été prises pour associer M. Gorla aux travaux.

Giulio Andreotti : Le G5 existe. Il a le droit de se réunir. Mais la frontière est floue.

François Mitterrand : Dans le vocabulaire, la frontière est claire ; mais, dans la réalité, beaucoup moins.

Giulio Andreotti : M. Baker doit organiser une nouvelle réunion des Sept en avril. Nous saurons dans deux ou trois jours ce qu'il en est. L'affaire devrait être réglée à ce moment-là. Personnellement, je ne pense pas qu'il faille faire du bruit sur cette question. Le G5 est composé des pays dont les monnaies forment les DTS. C'est normal. Il traite donc de la surveillance multilatérale. Évidemment, si l'on parle de la balance des paiements...

François Mitterrand : Vous ne pouvez empêcher les Cinq de parler de ces questions entre eux.

Giulio Andreotti : C'est vrai qu'il y a eu des réunions à deux entre les Japonais et les Américains...

François Mitterrand : Oui, et à Paris les Américains et les Allemands aussi se sont concertés.

Giulio Andreotti : Moins on donne de publicité à cette affaire, mieux c'est. Nous espérons des résultats favorables de ces réunions.

François Mitterrand : Cet accord est une bonne chose, nous ne sommes pas au bout de nos peines. Il faut que le G7 devienne une habitude et que cela se normalise... Je suis préoccupé par les problèmes européens. 1987 s'annonce mal. Il faut que nous tirions la sonnette d'alarme. Pour les ressources propres, vous connaissez ma position. La Communauté a un petit budget. A Fontainebleau, nous avons porté les ressources propres à 1,4 % de l'assiette TVA. L'Italie avait demandé 2 % et moi, je souhaitais 1,8 %. Je crains que les Anglais ne veuillent pas accepter le relèvement du plafond. Or, c'est indispensable ; sinon, nous n'aurons pas assez de ressources pour faire tout à la fois. Chacun de nous a des exigences. La France veut que la Politique agricole commune soit financée correctement. Vous, et quelques autres, voulez que les fonds structurels augmentent. Et puis, il faut pouvoir financer la Recherche européenne.

Il nous faudra du temps pour faire comprendre cela aux Anglais. Les Allemands aussi sont réticents, mais ils comprendront mieux. Je crains que les intérêts particuliers de chaque pays ne soient en train de prendre le dessus. Or, nous ne pouvons perdre de temps si nous voulons tenir l'échéance de 1992.

Ces questions étaient à l'origine de ma demande de rencontre. Je voulais à la fois vous saluer et vous parler de cela. Il faut que nos pays fassent bloc. A Luxembourg, l'Allemagne était de notre côté ; aujourd'hui, elle est moins ferme...

Le Président rencontre ensuite Bettino Craxi, qui est encore pour quelques jours président du Conseil.

François Mitterrand : Je voulais maintenant vous parler de l'Europe. J'ai peur que 1987 ne soit une mauvaise année, une année perdue vis-à-vis de l'échéance de 1992.

Bettino Craxi : Mme Thatcher ne veut pas augmenter les ressources propres avant de résoudre le problème agricole. Sur le plan des principes, elle a tort.

François Mitterrand : La France ne peut accepter que la PAC soit remise en cause. C'est un élément fondamental du traité de Rome. Mais, bien sûr, il faut réduire les excédents.

Bettino Craxi : Je me demande s'il ne faudra pas une crise pour résoudre tout cela !

François Mitterrand : Je voulais vous parler du Sommet des Sept à Venise et de cet incident sur le G5 et le G7. Ma position est simple. Vous m'aviez saisi de votre demande d'élargir le Groupe des Cinq à sept pays en janvier 1986. J'ai répondu que j'y étais favorable et j'ai plaidé en ce sens. A Tokyo, on a décidé de créer le G7. On n'a pas décidé de supprimer le G5, qui rassemble les pays dont les monnaies composent les DTS. Les décisions de dimanche étaient évidemment du ressort du G7. L'Italie devait en être. Y a-t-il eu des maladroites ? Je ne sais. En tout cas,

aucune mauvaise volonté de la part du gouvernement français. Le problème est de créer des usages. M. Gorla a d'ailleurs été constamment associé à la préparation de ces réunions.

Bettino Craxi, boudeur : M. Gorla ne devait pas aller à Paris. Je le lui avais dit.

François Mitterrand : Il faut organiser cela autrement. Sinon, ce sera toujours la confusion. Il faut qu'il soit bien clair que, lorsqu'on parle de gestion et de réforme du SMI, le Canada et l'Italie sont automatiquement présents. Il y a peut-être eu des maladresses, mais il ne faut pas exagérer la chose. Qu'advient-il du futur Sommet des Sept à Venise ?

Bettino Craxi, sombre : Je ne sais pas.

Long silence. On passe à autre chose.

Jeudi 26 février 1987

Une expérience nucléaire soviétique met fin au moratoire unilatéral auquel l'URSS s'est conformée depuis août 1985. Moscou avait prévenu que ses essais reprendraient dès la première explosion américaine survenant après le 1^{er} janvier. Or, les États-Unis ont procédé à deux essais, les 3 et 11 février.

Vendredi 27 février 1987

Au cours d'une de nos promenades-évasions, François Mitterrand me parle de ses précédentes candidatures : Dès que de Gaulle a annoncé que l'élection du Président de la République aurait lieu au suffrage universel, j'ai su que je serais candidat. Pourtant, je n'avais pas d'appui, pas de soutien, pas d'argent et j'avais plus d'adversaires que d'amis. Mais je le voulais. En 1965, j'ai annoncé ma candidature deux mois seulement avant l'élection. Il faut savoir forcer son destin, sinon on n'en devient jamais le maître.

Samedi 28 février 1987

La cour d'assises de Paris, spécialement composée de sept magistrats professionnels, condamne Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), à la réclusion criminelle à perpétuité.

A minuit, fin des émissions de TV6. Manifestations de jeunes.

Mikhaïl Gorbatchev, à Moscou, fait une concession majeure pour sortir du blocage de Reykjavik : il ne fait plus de l'abandon de l'IDS un préalable à l'option zéro. Il déclare : Dès qu'un accord de démantèlement des missiles soviétiques et américains de moyenne portée en Europe sera signé, l'Union soviétique retirera de RDA et de Tchécoslovaquie, en accord avec les gouvernements de ces pays, les missiles opérationnels tactiques de longue portée qui y ont été installés dans le cadre des mesures prises en réponse au redéploiement en Europe occidentale des Pershing II et des missiles de croisière. Pour ce qui est des autres missiles opérationnels tactiques, nous sommes prêts à engager séance tenante des négociations en vue de leur réduction et de leur liquidation totale.

A Reykjavik, l'accord s'était fait sur le retrait des Pershing II et des missiles de croisière d'un côté, des seuls SS 20 de l'autre. La plupart des gouvernements européens ont regretté que le Président Reagan n'ait pas demandé également le retrait des missiles nucléaires soviétiques à plus courte portée. Si les missiles que vise Gorbatchev par l'expression missiles opérationnels tactiques de longue portée sont les SS 22 et 23, sa déclaration marque un net progrès.

Si l'Administration américaine actuelle n'a pas reculé par rapport à ses positions de Reykjavik, elle n'a pas de raisons de ne pas accepter cette proposition.

Dimanche 1^{er} mars 1987

M6 commence à émettre ce matin à 11 h 15.

Surprise : le Quai d'Orsay publie un communiqué sur les euromissiles, sans nous prévenir :

Compte tenu du déséquilibre conventionnel et chimique en Europe, l'objectif doit être d'éviter une dénucléarisation de l'Europe occidentale.

Stupide ! Il n'a jamais été question de cela, mais seulement de se débarrasser des armes tactiques américaines. Grottesque contresens !

Lundi 2 mars 1987

François Mitterrand est mécontent : Ce communiqué du Quai d'Orsay aurait dû m'être soumis. Sa tonalité ne convient pas.

Maurice Ulrich, interrogé par Jean-Louis Bianco, répond : C'est évident, mais il n'a pas été soumis non plus à Matignon...

Je lance l'idée d'une annulation de la dette des pays africains les plus pauvres. Le Trésor et Édouard Balladur coopèrent parfaitement. Il serait utile de lancer cette initiative avant le Sommet de Venise.

Un tract du RPR accuse le Président de favoriser le développement de la toxicomanie, sous prétexte qu'il a refusé de signer la mutation-sanction visant le procureur de la République de Valence.

Helmut Kohl écrit à François Mitterrand à propos de la déclaration de Mikhaïl Gorbatchev de samedi, déclarant qu'il est disposé à envisager un accord séparé sur les armes intermédiaires. Il estime nécessaire de convenir, parallèlement à un traité sur les armes intermédiaires, d'un engagement sur l'ouverture de négociations dans un délai maximum de six mois après la signature du traité, et sous une forme ayant valeur d'engagement en droit international, en vue de réduire le nombre total des engins à plus courte portée, afin de le porter à un bas niveau et en l'assortissant des mêmes plafonds. Autrement dit, il est d'accord pour l'option zéro simple, mais pas double. Triple, encore moins.

Déjeuner avec Ibrahim Souss. Rendez-vous pris de longue date. Il craint que la situation ne dégénère du fait de ceux qui, dans les deux camps, ont intérêt à bloquer tout dialogue et toute évolution. La tentation d'une véritable répression du côté israélien, une euphorie trompeuse du côté de l'OLP constituent autant de signes inquiétants.

Longtemps confisqué par les seuls États arabes, le conflit réapparaît comme purement israélo-palestinien. Les dirigeants de l'OLP sont prêts à parler à n'importe quel responsable israélien, si possible Shamir, car ils n'attendent plus rien de Shimon Pérès.

A mon sens, deux évolutions de l'OLP débloquent peut-être la situation : la création d'un gouvernement en exil et la reconnaissance du droit à l'existence de l'État d'Israël. Mais les organisations extrémistes palestiniennes, la Jordanie, la Ligue arabe et ceux des responsables de l'OLP actuelle qui ne seraient pas assurés de trouver place dans ce gouvernement s'opposent à sa création. Yasser Arafat se grandirait en acceptant l'existence côte à côte de deux États, israélien et palestinien ; il faudrait pour cela que cette proposition émane de tout le noyau dirigeant et qu'il soit assuré d'obtenir quelque chose de tangible en retour.

L'OLP, sans doute parce qu'elle croit avoir le vent en poupe, insiste moins sur la conférence internationale, sauf comme ombrelle (le même mot

qu'à employé Shimon Pérès !) pour les contacts bilatéraux. Mais la présence de l'URSS sera déterminante pour contraindre la Syrie.

Il conviendrait de distinguer la revendication de l'ensemble des Palestiniens d'avoir un État centré sur la Cisjordanie, et celle des Palestiniens installés avant 1948 dans l'actuel État d'Israël, portant sur leur indemnisation. Ibrahim Souss m'explique que la maison de sa mère à Jérusalem sera, à sa mort, déclarée « bien vacant ».

Vu l'ambassadeur Paul Nitze, conseiller du Président des États-Unis pour les négociations de désarmement à Genève, et le secrétaire adjoint à la Défense, Richard Pearl. Ils font état de progrès techniques très importants dans la « guerre des étoiles », permettant l'identification des différentes cibles (fusées, têtes, leurres, etc.). Mais, en dépit de ces progrès, il n'y aura pas, sous la présidence de Reagan, de déploiement de ces matériels, si ce n'est pour accroître le nombre de silos de fusées protégés par une défense terminale.

Il m'explique que le Président Reagan a évidemment tranché en faveur de l'interprétation large du traité ABM, qui permet de se livrer aux expériences de l'IDS. Cette interprétation est reconnue justifiée par les juristes du Département d'État comme par ceux du Pentagone et du ministère de la Justice.

Pour sa part, Richard Pearl se déclare très mécontent de l'attitude de la France dans les négociations sur le désarmement conventionnel, où nous refusons une négociation alliance contre alliance, afin de ne pas dépendre du diktat américain pour l'avenir de nos armées. A les entendre, il semble donc que, partisans de l'annonce précipitée d'un déploiement précoce de l'IDS pour des raisons politiques et non pas scientifiques, Weinberger et Pearl ont été battus par George Shultz. En échange, ils espèrent que nous ne critiquerons pas leur interprétation « large » du traité ABM.

Nous n'avons pas intérêt à prendre parti sur l'interprétation complexe d'un traité américano-soviétique. Il vaut mieux que l'Administration Reagan s'estime en droit de poursuivre ses expérimentations IDS dans le cadre du traité ABM plutôt que de la voir s'acharner à le torpiller, comme elle l'a fait du traité SALT 2. Il sera bien temps, pour le successeur de Ronald Reagan, d'apprécier si des progrès réels — et non pas simplement allégués — de l'IDS justifient ou non un aménagement du traité pour pouvoir déployer les armes correspondantes.

Dans une lettre commune, François Guillaume et Édouard Balladur demandent à Jacques Chirac de s'opposer par tous les moyens, y compris en invoquant le compromis de Luxembourg — c'est-à-dire en usant du droit de veto —, aux mesures socio-structurelles proposées par la Commission, laquelle accorderait aux agriculteurs ayant dépassé un certain âge une indemnité de départ à la condition que leur exploitation s'arrête de produire. Ces mesures seraient obligatoires pour toutes les productions et dans tous les États membres de la Communauté.

A mon avis, il serait tout à fait excessif d'invoquer le compromis de Luxembourg pour s'y opposer. Nous offririons un prétexte aux Allemands pour repousser de la même façon les propositions de baisse des prix des céréales, qu'ils jugent intolérables.

Mardi 3 mars 1987

Comme prévu, démission de Bettino Craxi. Giulio Andreotti le remplace. Il espère, m'explique Renato Ruggiero, que c'est pour lui la dernière étape avant la Présidence de la République.

Pour des raisons qui tiennent au retour progressif des Soviétiques dans cette région, au contexte régional, mais aussi à la politique intérieure israélienne, Shimon Pérès cherche à relancer, contre Itzhak Shamir, l'idée d'une conférence internationale sur le Proche-Orient.

A l'approche de l'anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraoui démocratique, le Polisario lance une attaque contre le « mur » marocain en face de Tindouf. Les Algériens laissent entendre que d'autres attaques sont possibles. Les Marocains ont demandé au Premier ministre des équipements permettant la surveillance et le tir de nuit. Nous n'en avons pas été officiellement informés.

Selon l'ambassadeur de France à Damas, le Président Assad est malade, de plus en plus coupé de la population, et dispose d'encore moins d'atouts qu'il y a dix ans pour réussir l'opération militaire qu'il a actuellement amorcée au Liban.

Le Président s'oppose à la vente au Chili de six lance-missiles et de douze missiles Exocet destinés à équiper sa marine. Pour Matignon, cette vente ne contrevient pas à notre doctrine, qui n'interdit que les livraisons de matériel utilisable pour la répression intérieure. Notre ambassade confirme que cette vente est souhaitée par les démocrates-chrétiens et les socialistes chiliens. Elle représenterait néanmoins un saut qualitatif qui ne passerait pas inaperçu : entre 1981 et 1986, nous n'avons livré que des pièces de rechange, pas de matériel neuf.

Les discussions sur les contentieux financiers franco-iraniens entre MM. Trichet et Nawab, les 25 et 26 février, n'ont produit aucun résultat nouveau. Selon M. LaFrance, notre représentant à Téhéran, les Iraniens veulent aboutir mais s'y prennent mal. Un règlement séparé sur l'affaire Framatome pourrait cependant intervenir rapidement à Vienne.

Louri Vorontsov, vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, est à Paris. Reçu par François Mitterrand, il déclare : Pour la limite inférieure du nombre de SRINF, la position soviétique n'est pas arrêtée. Il y a matière à négociation avec les États-Unis et à consultation avec les Européens dont les forces armées peuvent être directement concernées. A ses yeux, le gel est la meilleure solution. Pour Moscou, un plafond égal, avec droit de compensation, est inacceptable. Il refuse toute conversion des Pershing II en Pershing 1B, pour les maintenir hors de l'option zéro concernant les armes intermédiaires : Si les Américains persistent dans ce sale jeu, il ne pourra pas y avoir d'accord sur les armes intermédiaires. Les Soviétiques porteront alors le débat sur la place publique.

François Mitterrand : Le vœu de la France était que l'ensemble des problèmes du nucléaire et de l'espace soient traités d'un bloc. C'est pourquoi nous avons espéré une réduction de 50 % des armements stratégiques. Une réduction sensible des armes intermédiaires avec extension à celles de courte et moyenne portées nous semble utile. Nous ne souhaitons pas qu'il y ait de développement de l'IDS. A l'intérieur de cette discussion, nous ne prenons pas parti pour les arguments des uns ou des autres. Ce qui nous intéresse, ce sont les résultats. Puisque cet accord global n'est naturellement pas pour demain, en raison de l'IDS, pour nous, tout armement soviétique est un euromissile. Vous et nous n'avons que des euromissiles. Abandonnons donc ce vocabulaire, cherchons un désarmement intelligent !

M. Gorbatchev a été sage de faire des propositions sur les armes intermédiaires. On peut parler d'option zéro en Europe. Vous pouvez informer M. Gorbatchev que je suis — et donc que la France est — favorable à cette option zéro-là. Beaucoup de bruits contradictoires ont couru ; beaucoup de positions irresponsables, prises par des gens n'en ayant ni la charge ni la responsabilité, se sont exprimées. C'est l'un des rares inconvenients d'un pays démocratique... J'attends le Conseil des ministres de demain pour faire connaître une position qui ne peut être contredite. Il y aura des débats, mais la position du gouvernement de la France est fixée par moi. Nous cherchons l'équilibre, n'allons pas plus vite que la musique ! C'est vous l'orchestre... Nous n'avons pas à exprimer d'avis sur les négociations entre l'URSS et les États-Unis. Sur le sujet précis abordé par M. Gorbatchev, vous avez notre réponse.

Louri Vorontsov me précise en sortant ce qu'il a laissé entendre au Président : Dans la négociation sur les armes nucléaires à très courte portée, il faudra tenir compte des armements de ce type, français et britanniques. C'est un retour tout à fait inédit à la prise en compte des forces

françaises. Il faudrait marquer un point d'arrêt pour éviter les malentendus ultérieurs ; sinon, ce sera l'Hadès contre les SS 23, ou plutôt contre les SS 21. Lorsque je rapporte ces propos au Président, il me répond : Il est inévitable que nos armes soient amenées dans la négociation par les Soviétiques. A nous de refuser, c'est tout.

Mercredi 4 mars 1987

Au Conseil des ministres, Jean-Bernard Raimond fait un exposé très équilibré sur les propositions de Mikhaïl Gorbatchev.

André Giraud, d'un geste véhément, demande alors la parole : M. Gorbatchev obtient pour un prix extrêmement modique le changement complet de l'équilibre nucléaire en Europe. La situation est d'une gravité extrême. Nous assistons à une sorte de Munich européen.

François Mitterrand ménage un petit silence, puis s'exprime pendant une demi-heure. Ses propos sont écoutés avec une rare attention :

Je souhaite vous dire l'état de mes réflexions sur ce difficile sujet. Il y a manifestement une division des esprits qui n'est pas anormale. Dans une affaire aussi compliquée, il faut partir de quelques principes :

- La négociation sur le désarmement nucléaire se tient entre l'URSS et les États-Unis. J'ai entendu regretter que la France ne soit pas présente à Reykjavik ou autour de la table des négociations sur les forces nucléaires intermédiaires. Ce n'est pas mon avis. Je me réjouis que la France n'y soit pas. Il faut résister à la tentation de dire : « Nous sommes offensés parce que nous n'y sommes pas. » C'est le contraire ; il faut dire : « Nous sommes à l'abri si nous n'y sommes pas. » Si nous étions à la table des négociations, de quoi pourrions-nous parler, sinon de mêler les forces françaises à la négociation sur les forces nucléaires intermédiaires ?

Il faut toujours se rappeler la disproportion des forces, de l'ordre de 10 000 têtes nucléaires au moins pour les deux plus grandes puissances, de l'ordre de 500 pour la France à l'issue de son effort actuel. Il faut que les deux plus grandes puissances fassent un effort considérable de réduction de leurs armes nucléaires avant que nous puissions envisager de participer au désarmement.

D'autres disent que l'Europe [le Président vise ici Valéry Giscard d'Estaing et Michel Rocard] doit être présente, mais qu'est-ce qu'elle dirait, l'Europe ? Il n'y a que la France et la Grande-Bretagne qui aient l'arme nucléaire !

- Pour les Américains et les Soviétiques, les armes stratégiques sont celles qui peuvent traverser l'Atlantique. C'est leur langage, ce n'est pas le nôtre. Nous n'avons pas à accepter leur définition. Nous avons un système central de caractère stratégique et notre stratégie est une stratégie de dissuasion : dissuasion du faible au fort, où le faible use de sa faiblesse pour se faire craindre du plus fort, comme depuis l'origine des temps.

- La France n'est pas partie à la négociation, mais elle a naturellement intérêt à s'en informer. Elle est en droit, comme les autres alliés, de donner son avis, d'abord aux États-Unis, et aussi à la face du monde. D'ailleurs, les États-Unis devraient consulter réellement leurs alliés avant de prendre position sur ce sujet.

- Que peut-on penser des propositions de M. Gorbatchev ? Elles ne sont pas nouvelles, comme le communiqué du Quai l'a noté. Mais ce n'est pas nouveau non plus que la France ait pris position en acceptant ce que l'on appelle l'option zéro et en disant qu'elle n'acceptera pas d'y voir décompter ses propres forces.

C'est une proposition que l'Alliance a prise, notamment en 1979, en 1981 et en 1986, à Bruxelles. Il faut se rappeler qu'en 1986, nous y avons souscrit sans réserve. M. le ministre des Affaires étrangères m'avait soumis le texte et j'avais donné mon accord comme l'avait fait, je le suppose, M. le Premier ministre.

J'examine donc la proposition de M. Gorbatchev avec un réel intérêt ; mais cela n'ôte rien à certaines inquiétudes et aux conditions nécessaires. Ces conditions sont : la simultanéité ; l'équilibre ; la prise en compte des armes de courte portée, ce qui pose le problème délicat de la dénucléarisation de l'Europe ; enfin et surtout, le contrôle et la vérification.

Il faut marquer notre intérêt et, dans le même mouvement, dire quelles conditions nous paraissent indispensables. Il ne serait d'ailleurs pas tenable, devant les opinions européennes, de refuser purement et simplement les propositions de M. Gorbatchev.

Le danger principal, c'est le rêve et la folie de M. Reagan, qui a accepté à Reykjavik la suppression intégrale des forces nucléaires. Nous avons frôlé la catastrophe. A ce moment-là, le déséquilibre conventionnel et chimique aurait été dramatique.

Si l'on va vers un accord, je ne me dissimule pas qu'on se tournera vers nous pour la prise en compte de nos forces ; mais j'ai dit et redit à MM. Reagan et Gorbatchev qu'il ne saurait en être question.

Il est indispensable que nous réalisons d'abord l'unité de vues, puis l'unité d'action avec la RFA et avec la Grande-Bretagne. Il faut que les Européens parlent d'une voix à peu près unique. Je m'y emploierai.

En tout cas, les responsables de la France ont besoin d'une très grande union de pensée. C'est le problème de la patrie avant tout autre.

Jacques Chirac demande la parole: Je partage tout à fait le point de vue que le Président vient d'exprimer.

Pendant que le Président parlait, il a fait passer un mot à Philippe Séguin pour lui reprocher d'avoir accordé douze lits à Pierre Bérégovoy pour l'hôpital de Nevers ! Je le sais d'autant mieux que, sans crainte de se faire voir, Philippe Séguin a fait passer ce mot jusqu'à ma table...

Petit incident après le Conseil : selon une dépêche de l'AFP, Alain Juppé, porte-parole du gouvernement, a mis dans la bouche du Premier ministre les propos exprimés par le Président sur la Défense. Jean-Louis Bianco le lui fait remarquer. Il assure que c'est une erreur de l'AFP. Il prétend avoir dit : Le Président a fait un exposé, ce n'est pas à moi qu'il convient d'en parler. Le Premier ministre a approuvé et l'accord s'est fait entre eux. Juppé promet de demander un rectificatif à l'AFP. Ce qu'il fait.

L'Élysée publie une déclaration du Président confirmant ses propos au Conseil :

La perspective de l'élimination ou de la réduction des forces nucléaires intermédiaires américaines et soviétiques est conforme à l'intérêt de la France et de la paix.

Comme prévu après les déclarations de Mikhaïl Gorbatchev, les Soviétiques déposent à Genève un projet de traité proposant l'option zéro, sans rétablir de lien avec la négociation stratégique ni avec l'IDS (deux fois par le passé ce lien a été dénoué puis rétabli), et en précisant les conditions qu'ils posent pour le retrait des missiles SS 21, 22, 23 à plus courte portée.

Ronald Reagan promet de collaborer avec le Congrès dans l'affaire de l'Iranganate.

J'apprends que Jean-Bernard Raimond a adressé lundi dernier au Premier ministre une note demandant son accord à trois nouvelles nominations aux postes de secrétaire général, directeur général des Relations culturelles et directeur des Affaires économiques. Trois postes clés du Quai vont donc changer de titulaires. Au départ des titulaires actuels, le Président ne pourra pas s'opposer, même s'il pourra influencer sur le choix

de leurs successeurs.

Jeudi 5 mars 1987

Margaret Thatcher applaudit à l'option zéro : C'est une idée avancée par Washington en 1981 et reprise à son compte par Gorbatchev le 28 février 1987. Le Foreign Office exprime néanmoins les mêmes réserves que le Quai d'Orsay : En l'absence de ces missiles intermédiaires, plus aucune dissuasion nucléaire américaine à l'échelle du Vieux Continent ne viendrait équilibrer la menace que font peser les missiles soviétiques à courte portée.

Le problème des forces nucléaires intermédiaires de portée inférieure à 1 000 kilomètres prend donc une place croissante dans les négociations américano-soviétiques et dans les discussions intra-atlantiques. Il pourrait compromettre une signature rapide de l'accord d'option zéro sur les forces intermédiaires.

Vendredi 6 mars 1987

Francis Bouygues rend publics ses doutes sur la loyauté de la candidature d'Hachette au rachat de TF1, en raison de la présence de la BNP, banque publique, dans son tour de table.

François Mitterrand reçoit Hervé de Charette. Ils parlent sans doute encore de la Nièvre...

Samedi 7 mars 1987

Jacques Chirac reçoit Francis Bouygues.

Le projet d'annulation de la dette africaine est prêt. Le Président pourrait en annoncer le principe. Édouard Balladur est d'accord.

Dimanche 8 mars 1987

Le Président m'entraîne pour une promenade d'une heure sur les Champs-Élysées : Il faut en finir avec les armes tactiques. Elles sont inutiles et dangereuses. Il est donc pour l'option zéro sur les armes à courte et très courte portée, la double et la triple. Le Quai et la Défense sont contre. Jacques Chirac aussi. Cela promet !

Sur le trottoir, les gens, étonnés, le reconnaissent. Quand ils lui font signe, il les salue avec cordialité, ôtant son chapeau pour les dames. Il me lance : Je ne suis pas si impopulaire que vous voulez me le faire croire...

Lundi 9 mars 1987

La CNCL demande à Hachette de reconsidérer son tour de table en excluant la BNP. Hachette obtempère.

Accord Renault-Chrysler sur la vente d'American Motors.

Le Président, lisant un télégramme sur le récent voyage de François Bujon de l'Estang à Washington, remarque qu'il a tenu devant un diplomate américain, M. Armacost, secrétaire d'État adjoint, des propos très hostiles au Nicaragua d'Ortega.

A propos de l'achat éventuel d'avions Awacs, André Giraud s'obstine à dire qu'il a l'accord du Président et que le général Forray ne comprend rien à cette question. En fait, l'accord du Président n'est pas encore donné, ce que le ministre s'obstine, lui, à ne pas comprendre.

Mardi 10 mars 1987

Francis Bouygues dépose un recours devant la CNCL, affirmant que le retrait de la BNP ne change rien aux informations dont Hachette a pu bénéficier.

François Mitterrand, reçu par la presse diplomatique, déclare que la France n'entend pas traiter avec le terrorisme. Il annonce aussi l'initiative d'annulation de la dette des pays les plus pauvres d'Afrique.

Mercredi 11 mars 1987

Avant le Conseil des ministres, le Président demande à Jacques Chirac de réexaminer une candidature à la direction d'un établissement public. Il ne veut pas du postulant qu'on lui propose, un extrémiste de droite : Il a proposé la suppression de l'organisme qu'il veut diriger aujourd'hui !

Jacques Chirac, très énervé, déclare : C'est un savant unanimement reconnu. Si c'est d'un délit d'opinion qu'on l'accuse, il faut le dire ! Mais alors, il n'y aura pas de président et on saura pourquoi.

Toujours avant le Conseil, pendant que les ministres prennent le café avec les collaborateurs du Président, des propos très vifs sont échangés entre Michel Noir et Édouard Balladur, le second reprochant au premier d'avoir divulgué les indices du commerce extérieur à sa place.

Échange également peu amène entre Robert Pandraud et Claude Malhuret sur les étrangers.

Au Conseil, le Président intervient à propos d'une réforme du Code de la route (aggravation des peines frappant les conducteurs au taux d'alcoolémie trop élevé) : Me substituant à la voix générale, je dirai simplement au Conseil que ceci est à mes yeux une excellente réforme.

A propos de la réforme du service national, retardée à la demande d'André Giraud, le Président interroge ce dernier avec une grande douceur : Monsieur le ministre de la Défense, tout va bien ?

André Giraud : Oui, oui, monsieur le Président. Une disposition s'était glissée, qui aurait pu faire penser qu'on voulait remanier tout le service national, mais cela a été réparé. Tout va bien.

Claude Malhuret parle du projet de loi modifiant l'autorité parentale.

François Mitterrand : L'économie générale du projet est tout à fait satisfaisante, mais je voudrais vous poser une question. Le Conseil d'État avait suggéré que la garde conjointe ne soit possible que si les parents étaient d'accord pour la demander. Pourquoi n'est-ce pas dans le texte ?

Claude Malhuret : C'est effectivement un point très important. Mais j'ai pensé que c'était ajouter une complication de procédure. C'est aux juges de décider, et je pense qu'en pratique ils décideront seulement s'il y a l'accord des parents.

François Mitterrand : L'objectif, c'est que l'enfant soit autant que possible à l'écart des déchirements.

Jean-Bernard Raimond prend la parole pour son exposé traditionnel de politique étrangère. Il est effroyablement enroué, peut à peine parler.

François Mitterrand, aimable : Mais prenez votre temps. Cela arrive à tout le monde. Reprenez votre souffle... Et il donne la parole à Jacques Chirac, qui se réjouit des résultats des négociations agricoles européennes.

Jean-Bernard Raimond peut ensuite achever sa communication que personne n'écoute.

Départ pour un Sommet franco-espagnol à Madrid.

A l'issue du dîner chez le Roi d'Espagne, Jacques Chirac reçoit des journalistes français dans les salons de Ritz. Il critique l'extrême légèreté de ses prédécesseurs à propos des conditions d'entrée de l'Espagne dans le Marché commun et de l'extradition des Basques. Il affirme que les relations franco-espagnoles se sont améliorées depuis mars 1986.

Ultimatum : l'OJR (Organisation de la justice révolutionnaire) menace publiquement d'exécuter un otage, Jean-Louis Normandin, si le Premier ministre ne clarifie pas les propos tenus par le Président devant la presse diplomatique sur le terrorisme.

Maurice Ulrich pense que cet ultimatum est lié à la condamnation à perpétuité de Georges Ibrahim Abdallah. Il ajoute que la déclaration du Président peut être interprétée comme un durcissement de la position française. En fait, le Président n'a fait que répéter la position constante de la France, à savoir que l'on ne négocie pas avec les terroristes. Oui, concède Maurice Ulrich. D'ailleurs, ce n'est pas la première fois que l'OJR menace.

Vendredi 13 mars 1987

Le porte-parole du Premier ministre, Denis Baudouin, répond à l'ultimatum de l'OJR : La France entend poursuivre avec ténacité et fermeté sa lutte contre le terrorisme. C'est, précise-t-il, la position du gouvernement, arrêtée en liaison avec la Présidence de la République.

Le communiqué a été effectivement reçu par le Président, après un coup de téléphone de Jacques Chirac.

Sur l'ultimatum de l'OJR, chaque expert a son interprétation. Le sentiment du Président est qu'il est plutôt d'influence iranienne, qu'il s'agit surtout d'un signal à la Syrie pour la mettre en garde avant une entrée dans Beyrouth-Sud.

Samedi 14 mars 1987

Le Quai d'Orsay publie à son tour un communiqué, nettement plus conciliant, appelant l'OJR à la clémence et rappelant que la France souhaite poursuivre avec l'Iran le processus de normalisation engagé il y a onze mois.

Le Président : Mais qui les a autorisés ?... C'est très maladroit, aujourd'hui !

Dimanche 15 mars 1987

Maurice Ulrich dit à Jean-Louis Bianco que Jacques Chirac souhaite avoir le Président au téléphone. À 13 heures, le Président informe Bianco qu'il appellera Chirac. L'a-t-il fait ? Sûrement à propos de l'OJR...

Il est fort probable qu'il y a eu des engagements du gouvernement français qui n'ont pas été tenus. Est-ce à propos d'Abdallah ? Est-ce de ne plus vendre des armes à l'Irak ? Est-ce d'en vendre à l'Iran ? Qu'a vraiment dit le Premier ministre à l'émissaire iranien qu'il a reçu en tête à tête ?

Jacques Chirac semble très soucieux qu'en la matière il y ait une information et une coopération parfaites entre la Présidence et Matignon.

Lundi 16 mars 1987

Renaud est reçu à l'Élysée afin de recueillir pour Globe une interview du Président : Mitterrand, il est cool. D'abord physiquement, il ressemble un peu à mon père que j'aime beaucoup, et déjà ça aide. Et puis il est intelligent, mais ça, personne n'en doute, ou alors les cons, et c'est vrai qu'il y en a. Mais, surtout, il est plein d'humour, de répartie, et c'est un puits de culture. Et ça, moi, ça m'épate. Enfin bref, pendant plus d'une heure, je n'ai rien dit (...). Je l'écouterai bien parler encore un septennat. En partant, super à la bourre, j'ai regretté de n'avoir pas osé lui raconter que le matin même, je demandais à ma fille qui a cinq ans « Aurais-tu une question à poser au roi de France ? » et qu'elle m'a répondu : « Demande-lui si c'est lui qui a mis le feu à l'appartement, et ceci, cela... » Bien sûr que non, que c'est pas lui, Lolita ; c'est les autres...

Faut-il inviter formellement Mikhaïl Gorbatchev à revenir en France ? Ce serait le plus logique. Ce serait « son » tour. Une nouvelle visite d'État ne serait pas forcément souhaitée. Nous pourrions lui proposer de trente-six à quarante-huit heures de conversations et de travail hors de Paris.

Je suis à Washington pour faire la connaissance du nouveau conseiller à la Sécurité du Président, Franck Carlucci. J'en profite pour rencontrer Richard Darman, directeur du Budget, Paul Volker, président de la Banque fédérale, Clar Yeutter, ministre du Commerce, et Fred Ikle, numéro deux du Pentagone.

L'ambiance à Washington est délétère. On gère le quotidien, dans l'inquiétude des révélations de la presse sur l'affaire des contras. On donne comme probable un affrontement entre Dole et Hart en novembre 1988, avec un large avantage, pour l'instant, au candidat démocrate. On se méfie de Gorbatchev, considérant avec une sorte de jalousie son administration, qui, elle, pense-t-on, a le temps de faire des projets. On souhaite un accord avec les Soviétiques sur les forces nucléaires intermédiaires, sans rien engager d'autre sur le désarmement, afin de protéger la « guerre des étoiles ».

Les Américains sont décidés à arriver cette année à un accord de retrait total des armes nucléaires intermédiaires en Europe. Toutes les autres armes soviétiques à moyenne et à très courte portée (SS 21, 22, 23) seront évoquées dans une autre négociation dont on souhaite qu'elle soit « assez avancée » quand la négociation sur les armes intermédiaires sera conclue, mais rien de plus. On reconnaît qu'on n'a rien à proposer aux Soviétiques en échange de ces fusées-là — les Américains n'en ont pas en Europe —, et qu'il serait plus efficace de proposer en échange le déploiement de Pershing I, mais on s'y refuse. Et cela pour trois raisons, évoquées assez crûment à la Maison Blanche et au Pentagone : cela retarderait par trop la conclusion de l'accord sur les armes intermédiaires ; cela pourrait conduire, pour équilibrer les SS 22 et 23, à déployer en Europe, ailleurs qu'en RFA, des Pershing IA, reposant ainsi tous les problèmes du déploiement ; cela « indisposerait » les Allemands, demandeurs d'un retrait rapide des Pershing II. Le seul lien entre les deux négociations sera établi par le biais de la vérification de l'accord d'option zéro, laquelle devra veiller à ce que les missiles à plus courte portée ne soient pas, en fait, des armes intermédiaires déguisées.

On ne veut pas nous inclure dans les négociations, même sur les fusées à courte portée. Mais, en échange, on nous demande poliment de ne pas nous mêler de la négociation sur les armes intermédiaires.

L'obsession de l'Administration est de permettre à l'IDS de perdurer après Reagan, et, pour cela, de programmer dès maintenant des expérimentations d'armes spatiales requérant une interprétation élargie du traité ABM, même si ces tests n'ont lieu qu'en 1989 ou 1990. Bien que le Sénat ait pris très nettement position contre, on ne désespère pas d'y parvenir.

Les propositions américaines sur les armes à plus courte portée (plafonnement au niveau soviétique actuel et droit à un déploiement équivalent du côté américain, notamment par la transformation des Pershing II en Pershing I) sont, on le sait ici, irréalistes, car inacceptables pour Moscou. Sur le reste, les Américains restent divisés, hésitants.

Comme, par ailleurs, me dit Franck Carlucci, les autres Européens font pression pour une conclusion rapide de l'accord sur les armes intermédiaires, la logique américaine et la logique européenne vont dans le même sens.

Dans son esprit, la négociation SRINF apparaît comme quelque chose de flou, à l'aboutissement lointain : du côté américain, il n'y aurait rien à mettre dans la balance.

Frank Carlucci précise qu'il est en tout cas hors de question de discuter des armes françaises tactiques, ajoutant que, d'ailleurs, les Soviétiques ne l'ont pas demandé.

Il conclut sur la nécessité de travailler en commun et d'améliorer la concertation, car la position européenne sur les questions de défense n'est pas toujours claire.

Ce qui domine à Washington et à la Maison Blanche, c'est l'obsession de l'accord, même si, dans le même temps, Carlucci semble avoir pris quelque peu conscience de l'intérêt qu'il pouvait y avoir à exploiter au mieux le levier des Pershing pour obtenir le maximum de concessions soviétiques.

Carlucci me déclare d'autre part : Des troupes libyennes sont descendues en masse vers Fada samedi et dimanche. Il faut continuer à aider les contras, sinon ils vont tous mourir par notre faute. La conférence sur le Moyen-Orient est une absurdité, car elle ferait entrer les Soviétiques dans la région.

Au Trésor, l'accord monétaire du Louvre est considéré comme peu durable en raison du refus du Japon de relancer son économie, alors qu'il l'avait promis. En conséquence, le dollar baissera de 20 % dans l'année. Reste à savoir si ce sera dans le cadre d'une nouvelle « zone de référence », comme on le souhaite au Trésor, ou par la renonciation à toute ligne de défense, comme le veut Paul Volker.

Mardi 17 mars 1987

Conversation au Pentagone avec Fred Ikle, sous-secrétaire à la Défense, l'homme clé de la négociation avec les Soviétiques, le stratège américain de cette partie d'échecs planétaire : Plus personne en Amérique, sauf quelques représentants de l'extrême gauche, ne s'oppose aux recherches sur l'IDS, explique-t-il. On discute surtout de leur rythme, de leur ampleur et des domaines prioritaires. Même s'il y avait ralentissement, le programme survivrait à l'Administration Reagan. Cela ne veut pas dire que l'on pourra un jour se dispenser totalement des armes nucléaires offensives : il y aura toujours des moyens, pour les Soviétiques, de contourner les défenses antibalistiques et les défenses anti-aériennes sur il faudra également se doter, une fois les recherches sur l'IDS menées à bien.

Sur les négociations en cours en vue d'une interdiction des armes chimiques : Je suis de plus en plus sceptique sur la négociation de Genève, car je suis convaincu que la vérification n'est pas possible.

Pour nous, les armes chimiques ont cessé d'être un tabou ; en France, on a désormais une conscience très vive du déséquilibre existant au profit des Soviétiques. Nous nous laissons gagner nous aussi par le scepticisme vis-à-vis d'une interdiction négociée.

Message de Horst Teltschik : le gouvernement fédéral accepte l'extension de l'option zéro sur les forces nucléaires intermédiaires de longue portée aux armes à plus courte portée. Ni la position américaine ni la position soviétique ne sont claires ; l'allemande l'est encore moins.

Sur l'UEO, le Chancelier, le 13 janvier dernier, a souscrit à l'initiative du Premier ministre français. Il reste que l'organisation elle-même n'est pas en mesure de fonctionner. La question du transfert du siège à Bruxelles, ou, pourquoi pas, à Paris, est posée. La République fédérale peut se prononcer en faveur de Paris. L'organisation doit permettre de s'accorder sur les intérêts européens.

Dans son discours prononcé à Berlin le 30 avril prochain à l'occasion du sept cent cinquantième anniversaire de la ville, le Chancelier rappellera que la volonté fédérale de dépasser les divisions de l'Europe fait écho à sa volonté de dépasser les divisions de l'Allemagne : Nous ne voulons pas d'une voie particulière. La question allemande est insoluble indépendamment de la question européenne. Le discours du 30 avril constituera une ouverture vers l'idée d'« Europe dans son ensemble » (Gesamteuropa).

Horst Teltschik me dit qu'il a appris de Burt, l'ambassadeur des États-Unis à Bonn, que le Président Reagan prononcera le 12 juin un discours politique à la porte de Brandebourg, présentée comme le symbole de la porte qui devrait être ouverte aux échanges entre les idées et les hommes des deux parties de l'Europe.

Mercredi 18 mars 1987

Avant le Conseil des ministres, le Président attire l'attention de Jacques Chirac sur le projet de loi Séguin relatif à l'aménagement du temps de travail, lequel permet de déroger à l'interdiction du travail de nuit des femmes.

Le Premier ministre, qui n'est visiblement pas au courant, répond : Je vais regarder.

Pendant le Conseil, André Giraud reçoit un message urgent : nos radars ont détecté un avion libyen qui se dirige vers Abéché, au Tchad, et s'apprête à franchir le 16^e parallèle. Il en informe le Président.

François Mitterrand lui fait passer une note : Il faut faire des sommations scrupuleuses, mais, s'il ne les écoute pas, s'il ne fait pas demi-tour, il faut l'abattre.

Le Premier ministre, informé, est tout à fait d'accord.

En réalité — nous ne le saurons que quelques heures plus tard —, l'information reçue par André Giraud était fautive. Elle est le résultat d'une énorme erreur de transmission qui devrait justifier des sanctions militaires : l'avion libyen qui était censé devoir franchir le 16^e parallèle était en réalité posé au sol... au Soudan ! Les appareils français qui l'avaient repéré avaient en fait pénétré dans l'espace aérien soudanais sans s'en rendre compte...

Philippe Séguin expose très brièvement son projet de loi sur l'aménagement du temps de travail.

Le Président : Le débat a déjà eu lieu. Vous connaissez le fond de mes réserves. Les répéter serait une redite inutile.

A propos de la nomination de Jean-Pierre Angrémy à la direction des Relations culturelles : C'est un homme distingué, certainement capable de remplir cette mission.

François Léotard, à propos de Thierry de Beaucé, démis de cette même direction : Il aura des fonctions importantes. Le Président : Je crois qu'il ne les acceptera pas.

François Mitterrand, à la sortie du Conseil des ministres, à propos des chiraquiens : On peut dire que c'est un clan si l'on veut être aimable, un gang si l'on est désagréable.

Le Président me demande de noter scrupuleusement les variations du Premier ministre à propos de l'option zéro : Jacques Chirac lui a dit à Madrid, le 12 mars, qu'il était pour ; ce matin, avant le Conseil, il a déclaré qu'il était personnellement contre, mais qu'il n'en ferait pas état, car il est attaché au consensus.

François Mitterrand : Comment gouverner dans ces conditions ?

Le Président reçoit Charles Pasqua et Robert Pandraud. Pasqua réclame toujours le départ de Jean Reille, directeur des voyages officiels,

pour le remplacer par Raymond Sassia, dit « le Gorille ». François Mitterrand répond que si Jean Reille s'en va, il refusera désormais toute protection du gouvernement et le fera savoir publiquement.

Charles Pasqua soutient que le service des voyages officiels est inefficace, que les gens n'y sont pas assez bien formés, que ce sont plus des adjoints du protocole ou des porte-serviettes que de véritables préposés à la sécurité.

Le Président : On a en effet confondu les fonctions. La moyenne est médiocre. Il faut distinguer la fonction protocole et la fonction protection.

Le Président évoque le fait — que Pasqua et Pandraud semblent connaître — que Gaston Defferre et Pierre Joxe lui avaient proposé de nommer Raymond Sassia comme chef de sa sécurité personnelle, qu'il avait accepté, mais que Sassia avait refusé sous prétexte que le GSPR dépossédait la Police. Le Président ne peut donc accepter maintenant que le même Sassia ait la responsabilité des voyages officiels.

François Mitterrand ajoute : Le Premier ministre m'a dit d'un ton significatif : « C'est le danger terroriste qui est en cause. » J'ai l'oreille assez fine pour entendre que, s'il y a une flambée terroriste, on pourra dire que c'est la faute du Président de la République qui a refusé de réformer les voyages officiels. [Pasqua esquisse un sourire. Pandraud est cramoisi.] C'est stupide de toujours vouloir des lois nouvelles et réformer les structures... Dans une note à Jean-Louis Bianco, Maurice Ulrich a rappelé poliment, comme il le fait toujours, et discrètement, comme il le fait toujours, que l'on peut fort bien se passer de moi pour réformer également cette direction-là ! Écoutez, les choses sont très simples : ou bien je serai d'accord, ou bien je ne serai pas d'accord. Si je ne le suis pas, je me débrouillerai tout seul: je n'accepterai pas que ma sécurité soit assurée par le gouvernement et j'assumerai publiquement cette décision. Je vous signale par ailleurs que l'un des policiers que nous avions révoqués, pour avoir voué à la pendaison le ministre de la Justice et menacé de coups le ministre de l'Intérieur, est aujourd'hui affecté à la sécurité des personnalités...

Charles Pasqua : La tâche principale de ce monsieur consiste à prendre des billets d'avion !

François Mitterrand : Moi, je n'ai rien contre lui. Il peut très bien prendre les places d'avion de M. Malhuret. Mais je vois apparaître toute une série de gens qui m'inspirent le contraire de la confiance.

Vous savez, monsieur le ministre de l'Intérieur, il y a aussi tout ce qui est affiché dans certains commissariats [des tracts très hostiles au Président]. Bien entendu, tout ceci n'implique de ma part aucune méfiance à votre égard. Il n'y a aucun caractère personnel dans mes propos. Je n'ai eu qu'à me louer d'un ancien directeur général de la Police qui s'appelait Robert Pandraud... En tout cas, comme directeur général... Comme ministre, on verra. Vous serez jugé, comme moi, à la fin!

En Tchécoslovaquie, Gustav Husak présente un programme de réformes et de démocratisation de la société inspiré des principes de restructuration et de transparence mis en avant en URSS.

Faut-il que la France demande que les SS 22 soient pris en compte dans les négociations sur les forces nucléaires intermédiaires et qu'un lien strict soit établi avec la négociation des armes à plus courte portée ?

Je suis convaincu que, sauf instruction contraire du Président, le Premier ministre, poussé par François Bujon de l'Estang, va s'exprimer publiquement à ce sujet lors de son voyage à Washington.

Nous apprenons que Jacques Chirac a écrit à Hissène Habré pour lui donner des informations sur l'état d'esprit de Goukouni Oueddeï — informations que Hissène Habré connaissait sûrement et que nous-mêmes possédions — sans que l'Élysée ait été prévenu de cette correspondance.

Nous apprenons aussi que Jacques Chirac — toujours sans que l'Élysée ait été avisé ni consulté — aurait écrit à Saddam Hussein pour lui annoncer un revirement favorable de notre politique de vente d'armes à l'Irak. En fait, ce changement paraît très limité. Il s'agirait simplement de faciliter les ventes à crédit. Mais le procédé, s'il est avéré, est inadmissible, d'autant plus qu'une note de Jean-Louis Bianco du 13 février 1987 rappelait à Maurice Ulrich que le Président devait être consulté sur toutes les décisions relatives à la livraison éventuelle de nouvelles armes à l'Irak. Sans compter qu'un tel message n'est pas très opportun en ce moment !

Nous n'avons pas encore protesté, car il faut d'abord que nous puissions expliquer comment nous avons obtenu ces renseignements. Ce qui n'est pas facile...

Décidément, les réseaux de l'Élysée fonctionnent de mieux en mieux. Chaque collaborateur, dans son secteur, reçoit de plus en plus d'informations. Un nombre croissant de hauts fonctionnaires prennent le risque de se montrer à l'Élysée.

Jeudi 19 mars 1987

François Léotard prend ses distances avec la campagne anti-pornographie lancée par Charles Pasqua, notamment avec cette ridicule exposition des « objets du délit » où ne se pressent que des journalistes rigolards. Il s'agit là d'une initiative d'un proche de Pasqua, Dominique Latournerie, directeur des Libertés publiques.

Une réunion des ministres de l'Intérieur des Sept est prévue à Paris. Ni François Bujon, ni le Quai d'Orsay, ni le directeur de cabinet de Charles Pasqua ne sont au courant. Par contre, Maurice Ulrich confirme que cette réunion est bel et bien prévue ! Il en avait été question il y a un an, avant Tokyo. Depuis lors, personne n'en avait plus reparlé. Bujon téléphone au ministre de l'Intérieur pour lui dire que cette réunion est contraire à la politique de la France et qu'elle ne doit pas avoir lieu. Pasqua, lui, semble y tenir beaucoup.

Vendredi 20 mars 1987

En Afrique du Sud, le coopérant français, Pierre-André Albertini, est condamné à quatre ans de prison pour refus de témoigner dans un procès intenté à quatre militants de l'ANC accusés de terrorisme.

Édouard Balladur s'appête à annoncer au FMI, au plus tard le 13 avril, une proposition sur la dette africaine, qui pourrait aller jusqu'à l'annulation de trois annuités d'intérêts dus par les plus pauvres.

Le principe d'une telle initiative a été annoncé par le Président devant la presse diplomatique et à Madrid. Elle est le résultat d'un travail entrepris depuis six mois. C'est le ministre d'État qui en exposera le détail.

Interrogé par des journalistes à l'occasion du premier anniversaire de l'entrée en fonctions du gouvernement, Jacques Toubon déclare : Pour tout ce qui va mieux, François Mitterrand dit : « Ça vient de moi. » Pour ce qui ne va pas, il dit : « Je n'y suis pour rien. » Et quand quelque chose va bien, il invoque la continuité, même si la politique a changé du tout au tout depuis le 16 mars.

Samedi 21 mars 1987

A Villeurbanne où il se trouve aujourd'hui, la foule crie à François Mitterrand: Représentez-vous ! Représentez-vous ! Le Président répond : Je vous entends ; cela ne veut pas dire que je vous écoute !

François Léotard qualifie de faute politique la campagne de Charles Pasqua contre la pornographie.

L'armée tchadienne reprend aux Libyens la base d'Ouadidoum. Violents combats.

Lundi 23 mars 1987

Rencontre entre Margaret Thatcher et François Mitterrand en Normandie au château de Bénouville. L'endroit a été choisi par Michel d'Ornano, à qui j'ai demandé conseil et qui a été très heureux de se rendre utile. Sa discrétion et son souci du détail ont fait merveille dans cette affaire. Il nous accompagne toute la journée, sans autre plaisir que celui de jouer ainsi un bon tour à Jacques Chirac.

Maurice Ulrich nous informe de la découverte par la DST d'explosifs et de l'arrestation des terroristes tunisiens qui les détenaient. D'après la nature des explosifs, il semble qu'il s'agisse d'une filière iranienne liée à des gens de l'ambassade à Paris.

Joseph Rovan, le grand expert des questions allemandes, nous prévient que les dossiers les plus novateurs préparés sous sa supervision pour le Sommet culturel de Francfort ont été étouffés par les Affaires étrangères. Il va nous les transmettre.

Mardi 24 mars 1987

Vu le professeur Willy Rosenbaum, spécialiste du sida, avec Ségolène Royal et Jean-Louis Bianco. Il nous parle d'un accord franco-américain sur le sida dont je n'ai pas du tout entendu parler. Or Jacques Chirac doit le cosigner la semaine prochaine avec Ronald Reagan ! Un traité international qui est de la compétence expresse du Président !...

François Léotard est reçu par François Mitterrand, qui le félicite d'avoir tenu tête à Édouard Balladur sur le Louvre et d'avoir maintenu l'avancement des travaux, malgré l'opposition de ce dernier.

Le contrat prévoyant l'implantation à Marne-la-Vallée d'Euro Disney, qui veut être le plus grand parc de loisirs européen, est signé par Jacques Chirac.

François Mitterrand écrit à Ronald Reagan pour faire le point sur le désarmement et acquiescer au lien entre l'option zéro sur les forces nucléaires intermédiaires et l'équilibre à bas niveau des armes à plus courte portée. Il rappelle que, depuis huit ans, il a exprimé son accord sur le principe de l'option zéro, tout en estimant que cette réduction devrait être équilibrée et contrôlable. En premier lieu, explique-t-il, il serait préférable qu'elle inclue non seulement les SS 20 soviétiques, mais aussi, autant que faire se peut, les plus menaçantes des armes nucléaires soviétiques à courte portée. Une négociation ultérieure sur les forces nucléaires intermédiaires à courte portée et sur les armes nucléaires à très courte portée est attendue, souligne-t-il, par la plupart des pays européens de l'Alliance, en raison des déséquilibres en ce domaine. Pour éviter qu'elle ne s'engage dans de mauvaises conditions, il lui semblerait sage d'essayer d'introduire dans l'accord sur les forces nucléaires intermédiaires le principe de la parité sur les armes nucléaires à courte portée, sans en remettre l'affirmation à une négociation ultérieure. Les contraintes qui en découleraient devraient interdire la modernisation ultérieure des armes nucléaires soviétiques à courte portée et les plafonner à leur niveau actuel, voire les ramener à un niveau inférieur... Il conclut en exhortant à explorer toutes les chances d'accords mutuellement bénéfiques avec l'URSS, comme toutes les actions susceptibles d'assurer à la paix des fondements plus solides.

Les six Tunisiens et le Français arrêtés dimanche préparaient, sous contrôle de l'ambassade iranienne, des attentats à Paris avec des explosifs comparables à ceux de la rue de Rennes.

Vu Bujon de l'Estang. Il m'annonce, sous le sceau du secret, que le gouvernement rapatrie par petits paquets les soixante-dix Français de Téhéran pour éviter qu'ils ne soient pris en otages. Il me demande une totale discrétion à ce propos, et je l'étonne beaucoup en lui apprenant qu'Europe 1 en a parlé ce matin même.

Je l'interroge sur l'accord franco-américain sur le sida qui devrait être signé par Jacques Chirac à Washington. Il reconnaît qu'il existe. Visiblement, il aurait préféré que je ne le sache pas.

Enfin, ayant reçu hier soir copie de la lettre adressée par François Mitterrand au Président Reagan, il me dit qu'il aurait préféré qu'on lui en parlât avant. Je lui ai répondu que nous aussi, nous avons découvert dans les télégrammes diplomatiques — mais après leur départ — les lettres de Jacques Chirac aux onze chefs de gouvernement d'Europe, dont une, très détaillée, au Chancelier Kohl, sur la Défense.

Avant son intervention télévisée prévue pour le 29 à 7 sur 7, François Mitterrand demande à Pierre Bérégovoy de dire du bien de Michel Rocard. Ce n'est pas si facile à obtenir...

Mercredi 25 mars 1987

Avant le Conseil, François Mitterrand interroge Jacques Chirac sur cet accord franco-américain sur le sida dont il n'a pas été saisi. Jacques Chirac : Ce n'est pas un accord intergouvernemental. Cela concerne seulement quelques chercheurs, pour des affaires de brevet... Ce n'est pas un accord international au sens de l'article 52 de la Constitution. Cela n'a pas d'importance...

Pendant le Conseil, Alain Carignon rend hommage à Haroun Tazieff qui l'a aidé pour son étude sur les risques majeurs.

André Giraud rend un vibrant hommage à R. Payen... qu'il est pourtant en train de « virer » de la direction de la Gendarmerie !

Lucette Michaux-Chevry doit faire un exposé sur la francophonie. Comme le Président, en raison de la cérémonie commémorant le trentième anniversaire du traité de Rome, doit quitter la capitale tout de suite après le Conseil, il lui demande de se montrer assez brève. Elle l'est et termine en disant : Je me suis efforcée de résumer au maximum.

Le Président : La langue française permet aussi cela.

A la sortie, nous réglons avec Hervé de Charette la question du sous-préfet de Cosne, qui tracassait le Président.

On apprend par la radio que le gouvernement s'apprête à expulser des diplomates soviétiques à la suite d'une tentative d'espionnage concernant la fusée Ariane. De quoi s'agit-il ?

Par ailleurs, Gilles Ménage apprend par un journaliste que deux Tchécoslovaques ont été expulsés pour espionnage à une date non précisée. La Présidence de la République n'en a pas été davantage informée par le gouvernement.

Maurice Ulrich demande quelle est la position du Président sur une éventuelle intervention au Surinam.

Jacques Chirac à L'Heure de vérité : Le déménagement des Finances à Bercy n'est pas d'actualité.

Interrogé sur les réserves émises par François Léotard à propos de l'ordre moral pasquaïen, le Premier ministre répond : Je n'ai rien entendu.

Jeudi 26 mars 1987

Bouygues et Hachette déposent leur dossier de TF1 à la CNCL. Francis Bouygues laisse entendre qu'il envisage un recours contre Hachette pour modification de son tour de table après le dépôt des candidatures.

Philippe Séguin me téléphone : Est-il vrai que le Président va parler de Sécurité sociale à la télévision ? Si c'est le cas, je répondrai !

Le Président pense que le gouvernement français a fait des promesses imprudentes aux Iraniens dans l'affaire des otages.

Vendredi 27 mars 1987

Sur instruction du Président, Jean-Louis Bianco écrit à Jean-Bernard Raimond pour l'interroger à propos du message de Hissène Habré qui ne nous est pas parvenu.

Le Président a eu connaissance d'une lettre d'Édouard Balladur à Jacques Chirac soulignant les dangers d'une vente d'avions Mirage au Maroc. François Mitterrand interroge par écrit Jacques Chirac à propos de cette opération dont nous n'avons jamais été informés officiellement.

L'annonce de la signature prochaine d'un accord franco-américain sur le sida tombe à l'AFP. Il est présenté comme un grand accord international. Le Président est indigné : Chirac est vraiment impossible ! Il m'a dit hier que cela n'avait aucune importance. Ces gens-là mentent tout le temps et sont vraiment trop mesquins !

Il envisage un instant d'écrire au Premier ministre. Mais, finalement, la protestation part sous la forme d'une note de Jean-Louis Bianco à Maurice Ulrich.

Au même moment, Maurice Ulrich transmet une note sur les terroristes tunisiens entendus par la DST et consulte Jean-Louis Bianco sur la conduite à tenir à propos de l'Iran. Malheureusement, Denis Baudouin, interrogé sur la réaction de la France à ces projets d'attentats déjoués, répond : On ne fera rien dans l'immédiat. L'erreur est double : ne rien faire donne le sentiment que l'on accepte tout, et, dans le même temps, l'expression dans l'immédiat implique une vague menace.

La ligne de conduite que le Président préconise est la suivante : il appartient au juge chargé de l'affaire, Gilles Boulouque, de clarifier les responsabilités intérieures et extérieures. Le gouvernement en tirera ensuite les conséquences diplomatiques.

Il est décidé de convoquer au Quai d'Orsay le chargé d'affaires iranien pour lui indiquer que de graves présomptions pèsent sur des ressortissants iraniens et mettent en cause son gouvernement. Rien de plus pour l'instant.

Le gouvernement s'apprête à limoger Roger Fajardie, vice-président du Comité consultatif pour la langue française à la Francophonie.

L'armée tchadienne reprend Faya-Largeau, cette fois sans combats.

Déjeunant avec Jean-Claude Paye, secrétaire général de l'OCDE, je le préviens, comme chaque année, que le Président recevra les ministres des Affaires étrangères et des Finances de l'OCDE lors de la session plénière, en mai. Il m'apprend que le ministre des Affaires étrangères l'a déjà approché en vue de préparer une réception par Jacques Chirac.

Samedi 28 mars 1987

François Mitterrand rencontre Helmut Kohl au château de Chambord. Discussion sur la sécurité et la défense en Europe. Ils se déclarent favorables à une détente contrôlée.

Helmut Kohl : Je suggère que pendant les dix mois qui viennent, nous abordions deux grands sujets, la sécurité et l'Europe, et que nous établissions à leur propos une coopération très étroite. Mon idée est que Jacques Attali et Horst Teltschik en discutent de façon approfondie et totalement secrète, en s'adjoignant des spécialistes, si nécessaire, pour que le lien franco-allemand soit plus resserré que jamais. Ce doit être notre affaire à tous les deux. La relation franco-allemande est pour moi plus importante que l'Europe. Je ne sais pas si c'est bien compris en France. Maintenant que le train est sur la bonne voie, je veux influencer sur sa vitesse, et non plus sur sa direction.

Si Gorbatchev reste, ce que personne ne peut prévoir, il aura l'idée de venir parler de neutralisation en Allemagne. La meilleure façon de résister à cette tentation pacifiste sera un accord franco-allemand, car les intellectuels allemands sont pour la neutralisation. Die Zeit, le grand journal allemand, penche pour le neutralisme. Il y a beaucoup de gens qui optent pour cette direction : une gauche intellectuelle hantée par le neutralisme, des professeurs qui commencent à s'exprimer dans ce sens — ils commencent même à évoquer le préambule de notre Constitution...

Sur le problème de l'unité allemande, de toute façon, l'Allemagne de Bismarck ne reviendra jamais. C'est une erreur que l'Allemagne commet depuis cent ans ! Cela demande beaucoup de force d'y résister, car c'est le plus simple. Nous allons donc nous retrouver entre deux chaises.

J'ai dit au Président américain : « Je regarde Gorbatchev avec une sympathie sceptique, j'attends. Il n'y a pour l'instant de sa part que des mots, pas des actes. » Beaucoup, en Allemagne, pensent que Gorbatchev va créer une république démocratique, alors qu'il ne veut en fait, à mon avis, que mettre en place un communisme efficace.

Chaque semaine, il y a des Soviétiques qui viennent à Bonn pour nous séduire. Ils invitent tout le monde à Moscou en déroulant le tapis rouge.

Les Allemands ont toujours été réputés pour leur efficacité économique et leur bêtise politique. De surcroît, il y a une situation trouble dans l'Église évangélique. Elle s'est engagée avec force contre Hitler. Elle a ensuite beaucoup fait, mais, maintenant, il y a plus de catholiques que de protestants, et l'écart se creuse. L'Église évangélique est partout en chute libre, y compris en RDA : sur 100 personnes nées à Leipzig, 22 sont baptistes et 14 catholiques. Or, Leipzig est la grande citadelle de l'évangélisme. Je suis très demandé là-bas...

La discussion sur le désarmement n'a pas encore commencé. L'Église fait croire à beaucoup de monde que nous n'avons plus besoin d'armée allemande dans la mesure où Gorbatchev est candidat au prix Nobel de la paix. Moi, je dis : je veux dix-huit mois de service militaire, plus des réservistes. Hier, j'ai parlé avec Henry Kissinger. Il a déclaré qu'à son avis les Allemands ne se battraient jamais. Je lui ai répondu : « Demandez à mon fils. Il n'est pas militariste, mais il a rencontré des parachutistes qui sont à 95 % bacheliers, à la différence des États-Unis où les élites ne sont pas dans l'armée. Au surplus, les parachutistes allemands sont tous des volontaires. Ce sont des gens efficaces. » Il y a du mouvement dans notre société : si nous sommes intelligents, sereins et stables, le temps travaille pour nous.

François Mitterrand : Ce que vous venez de dire m'a beaucoup intéressé.

Ceux qui ne croient pas que la RFA est en Europe ne le sont pas non plus. Il y a une certaine hypocrisie à se dire « européen » aujourd'hui. La majorité politique parlementaire en France est moins européenne qu'avant. Mais les électeurs sont plus européens. Les paysans sont européens, le langage politique est européen, mais pas la réalité : c'est ça, la difficulté !

Sur les problèmes difficiles de l'Europe, la pression de l'opinion publique française et ma pression personnelle permettent de faire des progrès.

Sur les crédits à la Recherche, le gouvernement français avait proposé récemment 3,5 milliards d'écus ; on tourne autour de 6, il y a donc

progrès. Le point fixe, l'abcès, c'est la démagogie agricole des Français. J'eussais défendre les intérêts des paysans français, mais il faut être raisonnable. C'est une difficulté sans fin.

Je serais très heureux que Teltschik et Attali puissent se voir pour parler de défense. Il faudra que les SS 20 se retirent. Il y en a 270 en Europe, avec trois fois plus de têtes nucléaires, face à 108 Pershing II; en plus, il y a les armes soviétiques à courte portée. Si les Soviétiques obtiennent le départ des Pershing II, ils obtiendront le découplage entre l'Europe et les États-Unis. Ce serait un danger, disent les adversaires de l'option zéro. Mais c'est faux ! Dire non à l'option zéro, c'est être contre le désarmement. Pour vous comme pour moi, c'est impossible. Moi, je suis contre tous les missiles intermédiaires à courte et à moyenne portée, ils n'ajoutent rien à l'armement français ni à l'armement américain. Il n'y aura pas de guerre nucléaire par petits morceaux. Toute guerre nucléaire sera complète.

Pouvez-vous vraiment croire que, pour défendre Hambourg, je vais tuer deux millions d'Allemands et qu'au surplus j'attendrai des remerciements de l'Allemagne pour cela ? C'est une imbécillité ! Cela mettrait la panique et la révolution partout.

Supposons que Hambourg soit menacée et que les Français doivent la bombarder pour défendre les Allemands. Dans ce cas, les Soviétiques se disent : les Français exagèrent ! — et ils détruisent Lille, Strasbourg et Le Havre. Et moi, je réunirais alors tranquillement le Premier ministre et le chef d'état-major et je leur dirais : « Bien, maintenant, je vais déclarer la guerre aux Soviétiques » ?... C'est un raisonnement complètement idiot ! C'était le raisonnement de 1914 : au bout de quatre jours, il ne reste rien. Mais on ne peut empêcher les gens de raisonner avec leur imbécillité...

J'ai dit aux dirigeants français que j'étais contre les forces nucléaires intermédiaires parce qu'elles ne sont pas intermédiaires. Même si nous en avons, nous ne nous en servons pas, ou alors c'est la guerre nucléaire totale. Si la guerre nucléaire éclate, c'est que la dissuasion aura échoué ; si celle-ci réussit, il n'y aura pas de guerre nucléaire, et les armes nucléaires intermédiaires ne serviront à rien. Notre stratégie n'est pas de faire la guerre, mais d'empêcher la guerre. S'il y a la guerre, elle sera totale, uniquement dirigée contre l'URSS, et c'est la seule façon de l'empêcher. J'ai donc dit : je suis pour l'option zéro.

Notre force nucléaire, ce sont nos sous-marins. Ils voyagent dans toutes les mers. C'est notre système central, auquel il faut ajouter les dix-huit fusées d'Albion qui peuvent toucher l'URSS.

Je ne sais pas ce que veut dire euromissile. C'est un mot pour les Américains. Eux ont une possibilité de fisir : c'est-à-dire de voir à distance ce qui se passe en Europe. Ce sont des étrangers. Nous n'avons pas cette flexibilité. Je tiens beaucoup à ce raisonnement.

Les systèmes centraux soviétique, français, britannique, américain doivent être considérés comme la sécurité de ces quatre pays. Mais il y a une grande différence entre eux : les Américains ont 13 000 têtes, les Soviétiques 11 000, les Britanniques 90, nous autres, Français, 150. Les forces nucléaires intermédiaires à longue portée n'ajoutent rien à la défense de l'Europe. Les Soviétiques ont plus à perdre à l'option zéro que nous. S'ils sont pourtant pour l'option zéro, c'est pour deux raisons : d'abord, ils veulent augmenter leur pouvoir d'achat — Gorbatchev joue son avenir là-dessus ; ensuite, ils veulent un avantage réel : ne plus pouvoir être atteints en une heure par les fusées américaines. C'est pour ça qu'ils veulent se débarrasser des fusées américaines en Europe. Cela constitue un avantage pour les États-Unis, mais pas pour nous, car la possibilité de faire une première frappe depuis l'Allemagne n'est pas du tout intéressante, ni pour vous, ni pour nous. Nous voulons que personne — ni les États-Unis, ni l'URSS — n'ait la possibilité de frapper en premier. Si aucun — ni les États-Unis, ni l'URSS — ne peut tirer plus vite que l'autre, alors ils ne peuvent faire la guerre.

Helmut Kohl : Pour moi, cela veut dire ceci : si un accord entre Reagan et Gorbatchev, cette année, en septembre, aboutit, la ratification par les États-Unis prendra un an. L'accord devra faire l'objet d'un contrôle. Il faut cinq ans, disent les experts. Il sera très important qu'un traité où il sera question des armes à courte portée soit signé en même temps, pour qu'on sache où on va. Car on ne peut pas avoir, à la fin, une supériorité conventionnelle des Soviétiques sans rétablir l'équilibre par ailleurs. Je suis sûr que Gorbatchev va proposer aussi l'option zéro sur les armes à courte portée.

François Mitterrand : Je le crois, et cela sera bien ainsi.

Helmut Kohl : Oui, il va essayer de se débrouiller avec les armes chimiques.

François Mitterrand : On ne peut s'interdire les armes dont disposent nos adversaires. Le véritable équilibre tient au système central de forces comparable des États-Unis et de l'URSS. C'est l'équilibre des forces stratégiques qui fait l'équilibre. Le découplage est dans la tête du peuple et du gouvernement américains, pas dans les systèmes d'armes.

Helmut Kohl : Sans compter qu'ils sont là, en Europe.

François Mitterrand : Oui et non. Il faut qu'ils restent là, c'est vrai, mais le découplage ne tient pas à leur présence en Europe. Il faut des armes atomiques de l'OTAN en Europe, mais il y en a d'autres que les Pershing II; et, en plus, il y a les avions. Il nous faut par ailleurs vingt ans pour organiser l'Europe. Il faut avoir l'esprit dur, ces vingt prochaines années, et avoir une politique intelligente.

Helmut Kohl : Dans les six mois à venir, Margaret Thatcher, vous et moi devons coopérer très étroitement.

François Mitterrand : Si les États-Unis disaient : si un soldat soviétique menace l'Allemagne, notre arme nucléaire, où qu'elle soit, sera utilisée, tout serait réglé. Mais il y a quelque chose qui manque dans la volonté américaine : ils ne disent pas cela.

Helmut Kohl : Il faut nous réserver la possibilité d'un traité sur les armes à courte portée, et réduire de 20 % les armes intermédiaires à plus longue portée, chaque année pendant cinq ans, pour garantir qu'on arrivera à un tel accord.

François Mitterrand : En résumé, vous souhaitez que l'option zéro réussisse, qu'il y ait ensuite un accord sur les armes à courte et moyenne portée, qu'il reste après des armes nucléaires américaines en Europe, et que l'Europe s'organise.

Helmut Kohl : Oui. Si on supprimait toutes les armes nucléaires américaines en Europe, on reviendrait au statu quo ante. Or, mon idée est que cette négociation ne passera pas par les administrations. Il faut qu'Attali, Teltschik et Powel coopèrent pour mettre au point une position commune franco-anglo-allemande face aux Américains. A Washington, ils ont besoin d'un succès là-dessus. Reagan et Baker accordent beaucoup d'importance à ce que nous voulons tous les trois.

François Mitterrand : Je suis d'accord sur tout ça. Nous essaierons de nous mettre d'accord entre nous...

[Cette conversation est très importante : elle lance une discussion entre Charles Powel, Horst Teltschik et moi, qui aboutira progressivement à l'acceptation par les Britanniques et les Allemands de l'option zéro, puis double et triple zéro — alors qu'ils étaient contre — , et qui va donc contribuer à nous aligner tous sur cette option triple zéro (sans qu'en soit informé le gouvernement français, qui, lui, est contre) — , ouvrant du même coup la voie à une véritable conversation franco-allemande sur la sécurité.]

A Chambord, après la conférence de presse, François Mitterrand fait de longs commentaires sur des écrivains régionaux.

Au retour, le Président : Kohl est un homme remarquable. Les médias à sous-estimé. C'est le meilleur Chancelier possible pour construire l'Europe. Sur les présidentielles : Je sais que vous êtes contre le fait que je me représente. Pour l'instant, je suis encore de votre avis.

Margaret Thatcher est au Kremlin.

Dimanche 29 mars 1987

François Mitterrand à 7 sur 7 : Je n'ai pas l'intention de me représenter... J'avisera.

Début du voyage de Jacques Chirac aux États-Unis.

Lundi 30 mars 1987

Je déjeune avec Alain Devaquet. L'ancien ministre délégué à l'Enseignement supérieur, toujours sous l'effet de la crise universitaire, me dit : Je suis au RPR, mais je souhaite que François Mitterrand soit réélu.

Dans la crise, Monory a manqué d'autorité ; Chirac ne pensait qu'à mouiller Monory, et Balladur a été nul.

Je suis à la disposition du Président. S'il le désire, j'adhère au PS.

En Pologne, d'importantes hausses de prix, de 20 à 51,9 %, entraînent le déclenchement de grèves et de manifestations.

Un problème se pose à propos du Tchad. Hissène Habré nous demande de faire intervenir l'aviation française contre l'aviation libyenne qui harcèle les troupes tchadiennes.

Le général Forray apprend qu'André Giraud aurait dit à ses collaborateurs à propos du Tchad : A quoi bon consulter Matignon ? Ce n'est pas la peine. Le ministre est partisan d'une intervention de l'aviation française contre les Libyens. Le Président lui a dit : Je veux en parler au Premier ministre.

François Mitterrand est en voyage en Franche-Comté. L'accueil y est extraordinairement chaleureux. On me rapporte des anecdotes amusantes.

Edgar Faure dit à François Mitterrand devant Christian Bergelin et Charles Pasqua : Au fond, s'il y a un deuxième tour entre Barre et toi, je vote pour toi. Puis il réfléchit : D'ailleurs, dans toutes les hypothèses, je pense que je voterai pour toi.

Yves Galland, ministre délégué chargé des Collectivités locales, confie à Jean-Pierre Chevènement et Jean Glavany : Même dans mes rêves les plus fous, jamais je n'aurais imaginé que je ferais la campagne de François Mitterrand.

Vesoul, ville de droite, réserve un accueil enthousiaste au Président. Christian Bergelin, l'homme fort du département, confie : J'aurai bien du mal à remonter tout cela.

Sur l'organisation des voyages présidentiels, ce mot de Charles Pasqua à Jean-Michel Gaillard : Vous faites du bon travail, je pourrais bien embaucher quelques-uns d'entre vous...

Jacques Chirac est reçu par Ronald Reagan. Il signe avec lui l'accord franco-américain sur le sida. On espère que cet accord mettra fin à la guerre larvée entre les laboratoires de recherche des deux pays.

Mardi 31 mars 1987

Vu Mme Ridgway, principal collaborateur de George Shultz sur les questions de défense. Elle considère que les Allemands vont continuer à demander la non-inclusion des Pershing IA, poussant les forces françaises et britanniques dans la négociation ; qu'eux, Américains, ne pourront pas, à la fin, refuser aux Soviétiques l'élimination des Pershing IA allemands ; et que les Soviétiques entendent garder les 100 missiles d'Asie pour les négocier avec les Chinois.

Comme je l'exhorte une fois encore à ne pas briguer le renouvellement de son mandat en lui dépeignant tout ce qui l'attend hors de l'Élysée et qu'il délaisse pour une vie de contraintes dont il a pu mesurer la lourdeur, François Mitterrand me coupe, agacé: Les responsabilités nous envahissent, c'est vrai. Mais, sans elles, qu'est-ce qu'on s'ennuie ! Vous le savez bien, d'ailleurs !

Mercredi 1^{er} avril 1987

Le Président et le Premier ministre évoquent le Tchad avant le Conseil. Ils en reparlent après avec André Giraud.

Finalement, ils tombent d'accord pour ne rien faire dans l'immédiat, tout au moins jusqu'à ce que Hissène Habré ait fait venir, comme il en a l'intention, les journalistes sur le site de Ouadidoum... (Il ne faut donc pas que le ministre de la Défense dise publiquement que cela ne peut plus continuer ainsi ou laisse entendre aux Libyens qu'une intervention de notre part n'est pas exclue !)

La DST ayant accumulé des preuves contre des « diplomates » soviétiques se livrant en France à des activités d'espionnage économique, Jacques Chirac consulte François Mitterrand sur ce qu'il convient de faire. Il est décidé que le Quai d'Orsay annoncera l'expulsion de trois d'entre eux ; on dira en outre aux Soviétiques, sans rendre la chose publique, que trois autres expulsions sont prononcées, mais qu'on leur laisse le soin de procéder dans les délais qui leur conviendront au remplacement des personnes visées.

Comme figure à l'ordre du jour du Conseil l'autorisation pour le gouvernement de recourir à l'application de l'article 49-1, le Président lance au Premier ministre : Surtout, ne vous trompez pas... D'habitude, c'est le 49-3. Ne confondez pas ! Jacques Chirac rit à gorge déployée.

Avant de descendre au salon Murat, François Mitterrand reproche à Jacques Chirac de lui avoir menti à propos de l'accord sur le sida. Jacques Chirac le rassure d'un large sourire : Ce texte est sans importance. La presse dit n'importe quoi.

Quelques instants plus tard, le Premier ministre raconte au Conseil son voyage à Washington. Il déclare avoir signé à propos du sida un texte... de la plus haute importance, le plus important de mon voyage aux États-Unis !

François Mitterrand est sidéré.

Jacques Chirac : Nous avons été reçus avec des égards tout à fait particuliers, dans un climat tout à fait sympathique. J'ai trouvé un Président parfaitement décontracté, sûr de sa position, au clair sur les affaires. Il m'a donné l'impression d'avoir surmonté l'Irangate. La thèse d'un manque de fenneté de Reagan ne tient pas. Sur le protectionnisme, je n'ai naturellement pas abandonné notre position, mais je n'ai pas voulu jeter de l'huile sur le feu.

(Coïncidence : l'éditorial du Figaro de ce matin oppose l'habileté de Jacques Chirac à la maladresse de François Mitterrand, jetant de l'huile sur le feu en matière agricole.)

Jean-Bernard Raimond poursuit le compte rendu du voyage. Chirac est tellement content de lui qu'il lui coupe à deux reprises la parole.

Le Président ne dit pas un mot. Il donne le sentiment de trouver que cela n'a pas grand intérêt.

Édouard Balladur rend compte ensuite de son entretien avec M. Stoltenberg, ministre des Finances de RFA. Il ne résiste pas au désir de citer une phrase de ce dernier : Les questions agricoles sont tellement importantes qu'on ne peut pas les laisser aux mains des seuls ministres de l'Agriculture. Tête de François Guillaume...

François Léotard parle des métiers d'art et de la politique menée depuis plusieurs années.

Le Président évoque la manufacture de Sèvres, qui manque de personnel.

François Léotard : Cette année, j'ai prévu la création de dix emplois pour la manufacture de Sèvres.

Le Président le félicite : Les autres ministres des Finances n'avaient pas voulu céder...

Sourire gracieux d'Édouard Balladur.

Le Président reprend la parole : M. le Premier ministre a une communication originale à vous faire : il s'agit de l'article 49-1, et non 49-3.

Le Conseil se termine dans une atmosphère détendue.

Contordre. Le directeur du Trésor, Daniel Lebègue, vient m'informer discrètement qu'Édouard Balladur, aux réunions de Washington, la semaine prochaine, refusera, pour des raisons budgétaires, d'annuler les dettes des pays les plus pauvres d'Afrique, comme nous en avons longuement parlé ensemble. Cela coûterait au budget français 15 milliards de francs la première année, et 2 milliards pour chacune des années suivantes. Il proposera en échange l'allongement des délais de remboursement, de dix à quinze ou vingt ans pour les pays très pauvres et très endettés qui auraient clairement démontré leur volonté et leur capacité de redresser leur économie, ainsi que des prêts à taux privilégié pour compenser les pertes des recettes d'exportation (dues notamment à la baisse des cours des matières grasses).

Pourtant, cette annulation, certes fort coûteuse, devrait être possible : cela a été fait en 1978. Et il n'est pas impossible de trouver des critères permettant que cette mesure ne soit pas trop onéreuse. Sans aller jusqu'à une annulation totale, on pourrait imaginer de la réserver à quelques pays très pauvres, ou, comme me le suggère Michel Camdessus, qu'elle porte sur les seuls intérêts, pendant plusieurs années (trois à cinq ans), pour l'ensemble des pays africains.

François Mitterrand travaille sur le texte d'un message destiné au congrès du Parti socialiste, après-demain à Lille.

Jeudi 2 avril 1987

Comme prévu, le Quai d'Orsay annonce l'expulsion des trois diplomates soviétiques accusés d'espionnage, qui s'intéressaient de trop près à Ariane Espace.

Les sondages sont excellents pour François Mitterrand. Denis Baudouin explique à tout un chacun que c'était le cas pour Valéry Giscard d'Estaing en 1981 au début de sa campagne.

François Mitterrand : Il y a quelque chose de vrai dans l'argumentation de M. Baudouin, mais, en même temps, la situation ne serait pas tout à fait la même si je me représentais. De Gaulle et Giscard d'Estaing faisaient dans l'unanimité, ce qui n'est pas mon cas. Je suis plus « typé ». En revanche, en ce qui concerne Barre et Rocard, il est vraisemblable qu'ils baisseront dans les sondages dès qu'on sera en campagne. Mais tout cela ne me concerne pas...

On parle élections sans parler projet. Je m'inquiète d'une candidature sans projet. Je le lui redis. Il a un geste agacé : Les Français sont las des promesses, des projets, des programmes... Finalement, « le changement dans la continuité », voilà ce qui me plaît.

Vendredi 3 avril 1987

Trois autres diplomates soviétiques sont déclarés personae non gratae.

Le Président apprend par une lettre de Margaret Thatcher que Jacques Chirac a décidé de la rencontrer. Quand? On ne sait pas. Où? Pas davantage.

François Mitterrand est à Amiens où il célèbre, en compagnie du comte de Paris, le millénaire capétien.

Le Président : L'hypothèse monarchiste pourrait un jour retrouver une actualité. Les Capétiens sont la colonne vertébrale de notre Histoire.

Est-il sérieux? Le prétendant au trône a l'air de le croire. De Gaulle l'avait bercé de la même illusion...

Auditions publiques de la CNCL pour la reprise de TFI : Hachette à 10 heures ; Bouygues à 15 heures.

Au Congrès du PS, à Lille, Pierre Mauroy lit le message de François Mitterrand, qui est ovationné.

Puis Mauroy précise : Si, pour des raisons personnelles, François Mitterrand décidait de ne pas se représenter (...), nous devrions pouvoir nous rassembler sans difficulté derrière celui des nôtres qui apparaîtra comme le mieux placé. Et vous savez bien qu'il ne sera guère difficile de le distinguer.

Michel Rocard est clairement désigné.

A Paris, François Mitterrand reçoit les représentants du FLNKS, Jean-Marie Tjibaou accompagné de Yeiwéné Yeiwéné et Léopold Jorédié : Faites ce que vous devez faire. Vous êtes les représentants authentiques du peuple canaque. Vous n'êtes pas encore l'ethnie majoritaire, mais la situation va changer. En revanche, votre revendication d'être les seuls à déterminer l'avenir de cette terre est illusoire. Certains Européens sont là depuis plus de cent ans. Vous ne pouvez pas jeter les gens à la mer. L'indépendance du peuple canaque, on peut y parvenir ; son principe ne me choque pas, mais la Nouvelle-Calédonie est un cas à part. De multiples systèmes intermédiaires sont possibles.

Jean-Marie Tjibaou : La politique de Bernard Pons débouche nécessairement sur des tensions et peut-être des troubles, car elle conduit à la marginalisation des indépendantistes et de la communauté mélanésienne. Le FLNKS ne participera pas au référendum.

François Mitterrand : Je sais comment établir une paix définitive en Nouvelle-Calédonie. Le problème sera réglé non pas avec le référendum de cet été, mais dans l'année qui suivra. D'ici là, je ferai tout pour dénoncer ce qui est une injustice, sans toutefois épouser vos thèses.

C'est maintenant au Parlement de décider. Je ne peux intervenir dans ce processus. Mais cela ne m'empêche pas de parler; et je parlerai, si nécessaire.

Les Français ne s'en préoccupent pas aujourd'hui, mais ce n'est pas une question mineure pour la France. On s'en apercevra tôt ou tard.

Avec l'accord du Président, Jean-Louis Bianco fait transmettre à Raymond Barre, via son collaborateur, Bernard Steinmetz, la substance des propos qu'il a tenus à Jean-Marie Tjibaou.

Samedi 4 avril 1987

Expulsion de six diplomates français d'Union soviétique en guise de représailles.

La CNCL attribue TFI au groupe mené par Francis Bouygues. Pour nous, c'est une surprise. Le Président était convaincu que la chaîne irait au groupe Hachette, qu'il croit très lié à Chirac.

Dimanche 5 avril 1987

Le congrès du Parti socialiste s'achève à Lille par un discours de Lionel Jospin récusant toute alliance avec le centre en cas de victoire du candidat socialiste en 1988. Jean Poperen est le seul exclu de la « synthèse ».

Lundi 6 avril 1987

A l'aéroport, avant le départ du Président, invité en visite d'État au Portugal, Jacques Chirac dit à Jean-Bernard Raimond et au général Forray : Il n'est pas question pour le gouvernement d'accepter une option zéro sur les armes à très courte portée. Puis, s'adressant plus particulièrement au général Forray, il précise : Je dis cela pour éviter toute déclaration intempestive...

Le sous-secrétaire d'État américain à la Défense, Richard Pearl, me fait savoir qu'un accord va être trouvé rapidement avec les Soviétiques sur deux options zéro : l'une sur les armes intermédiaires à longue portée, impliquant la disparition des 100 missiles en Asie (ce qui rendra plus facile la vérification) ; l'autre sur les armes de 500 à 1 000 kilomètres de portée.

Les seules fusées nucléaires américaines restant en Europe seront les Lance, dont la portée pourrait être accrue jusqu'à 150 kilomètres, et les F 111 basées en Grande-Bretagne, ainsi que les missiles de croisière sur bateaux et sous-marins (2 500 kilomètres de portée). Mais les Soviétiques n'accepteront jamais que nous disions officiellement que ces armes sur sous-marins sont intégrées au commandement de l'OTAN en Europe.

Selon Richard Pearl, Jacques Chirac a déclaré à Caspar Weinberger, secrétaire d'État à la Défense, que le Président français entendait revenir sur un accord donné par la France pour qu'à Vienne la négociation sur le désarmement conventionnel ait lieu alliance contre alliance, alors que lui-même, Jacques Chirac, trouvait cette procédure excellente ! C'est absurde : nous avons toujours refusé de négocier bloc contre bloc, afin de préserver l'autonomie de la France. Il est difficile de croire que Jacques Chirac l'ait accepté. Mais il convient de se méfier : les Américains ont intérêt à semer la zizanie entre Français. Or la cohabitation leur ouvre un boulevard... Ils doivent dire à Matignon que l'Élysée est tenté d'accepter !

Pour Pearl, si l'on reste dans le seul cadre de la conférence à Trente-cinq, les neutres vont pousser à un accord désastreux pour vous et pour nous. Nous ne souhaitons pas une négociation sous le chapeau de l'OTAN, mais seulement sortir de la pression des neutres, en discutant alliance contre alliance lorsque cela s'impose. Et, de ce point de vue, le double forum convient très bien.

Je pars pour Bonn rencontrer Horst Teltschik après le mandat que nous avons reçu à Chambord. Il me rapporte ses entretiens à Moscou avec Dobrynine et Iouri Vorontsov :

La négociation avec les Américains, lui a déclaré Dobrynine, n'achoppera ni sur la vérification, ni sur les Pershing d'Asie (que nous abandonnerons), mais sur les armes intermédiaires à plus courte portée.

Nous, Soviétiques, accepterons que soit négocié, sitôt après l'accord sur les armes intermédiaires, une option zéro sur les armes à courte portée (de plus de 500 kilomètres), et peut-être même de le faire figurer dans l'accord sur les armes intermédiaires lui-même. Mais nous ne considérons pas les 72 Pershing IA comme faisant partie de cette négociation, même si leur portée est de 750 kilomètres, car ce sont pour nous des missiles allemands.

Les missiles américains de portée inférieure à 500 kilomètres (très courte portée) devront être négociés dans le cadre de la négociation sur les armements conventionnels, on intégrant les armements français et britanniques.

Teltschik jubile : C'est la première fois que les Soviétiques considèrent les Pershing IA comme des missiles allemands ! Pour nous, Allemands, c'est une grande victoire politique que d'être considérés comme « propriétaires de missiles » ! L'option zéro sur les armes à courte portée, dans ce contexte, serait acceptée par tous les partis allemands, hormis une fraction de la démocratie chrétienne et l'armée.

Mais cette concession soviétique est illusoire, car les missiles Pershing IA ne peuvent être utilisables sans pièces détachées américaines. Or, en cas d'option zéro sur les armes intermédiaires à courte portée, les Américains ne fabriqueraient plus ni Pershing, ni pièces détachées, et nos Pershing IA deviendraient inutilisables dans quatre ans, même sans avoir été négociés.

Nous autres Allemands sommes donc contre la seconde option zéro sur ces armes à courte portée. Elle est très dangereuse, car il n'y aurait plus, en dehors de nos Pershing, de fusées américaines de plus de 130 kilomètres de portée en Europe, alors que les Soviétiques disposeraient encore des Scud. Cela signifierait que l'OTAN ne pourrait plus livrer de bataille nucléaire en Europe.

Nous autres Allemands voulons une réduction équilibrée des armes intermédiaires à courte portée. Cela exigera, pour l'Amérique, de déployer de nouvelles armes de 500 à 1 000 kilomètres de portée en Allemagne.

Il ajoute : Il faut obtenir la réaffirmation de l'engagement américain d'utiliser son système central en cas d'attaque conventionnelle de la RFA, et il faut étudier des mesures concrètes d'intégration et de division du travail entre les armées française et allemande.

Nous y voilà : une proposition de coopération militaire franco-allemande ! Teltschik propose que l'armée française se spécialise dans l'action rapide et que la RFA assume la charge des équipements très lourds (chars et autres), y compris pour la défense de la France. Nous nous promettons d'entrer dans plus de détails lors de notre prochaine rencontre.

Teltschik voudrait aussi que l'on reparle d'une action diplomatique conjointe, telle une rencontre en commun avec Gorbatchev, ou avec Reagan, ou avec des dirigeants du Tiers Monde.

Les Soviétiques vont donc tenter de diviser la France et la RFA en faisant entrer les Pershing allemands (nouveau concept !) en rivalité avec les Hadès français. La proposition allemande de fixer des plafonds en nombre de têtes sur les armes de moins de 1 000 kilomètres de portée ferait entrer tout de suite les armes françaises à courte portée dans la négociation sur les armes intermédiaires. Les Allemands reconnaissent que l'idée de lien entre longue et courte portée (c'est-à-dire le maintien d'armes de courte portée), si imprudemment mise en avant par eux (et par Jacques Chirac), pousse les Soviétiques et les Américains vers ce qu'ils redoutent le plus, c'est-à-dire vers la disparition des armes nucléaires américaines en Europe (option zéro double et triple).

Le gouvernement allemand, dit-il, en arrive à penser que pour éviter l'engrenage de la dénucléarisation de l'Europe, il vaut mieux ne pas verser dans le perfectionnisme, mais accepter l'option zéro sur les armes intermédiaires, sans fixer de plancher pour les armes de portée inférieure, afin d'arrêter là le désarmement.

Tout cela fait voler en éclats la doctrine de la riposte graduée de l'OTAN, d'ailleurs d'autant plus absurde qu'il suffirait qu'un sous-marin

américain, l'Atlantique-Nord, remplisse le rôle dévolu jusqu'ici aux armes intermédiaires, pour le prétendu « équilibre des armes intermédiaires » soit rompu. C'est dire le caractère théologique de cette négociation sur les armes intermédiaires !

La négociation va s'engager avec les Britanniques. Horst Teltschik et moi décidons de nous revoir à Paris vendredi pour déjeuner avec Charles Powel.

Helmut Kohl fait savoir aux Américains qu'il renonce au lien entre l'option zéro sur les armes intermédiaires et le maintien d'un minimum de forces à plus courte portée (SRINF), et accepte la discussion séparée sur ces armes. Il transmet à François Mitterrand copie de sa lettre à Ronald Reagan : elle reprend l'essentiel de leur discussion récente. Les Américains s'affolent : ils s'attendent à la proposition d'une deuxième option zéro.

George Shultz écrit à Jean-Bernard Raimond, avant de se rendre à Moscou, en pestant contre la nouvelle position allemande. Pour lui, elle reviendrait à abandonner la position soutenue par les Américains à la table de négociations de Genève depuis 1981, et à admettre un accord de réduction des armes intermédiaires sans protéger les fusées à très courte portée. A Moscou, il dira aux Soviétiques que les équilibres sur ces fusées doivent répondre aux critères mis au point avec les Européens : égalité de leur nombre entre l'URSS et les États-Unis ; approche globale : intégration de l'accord dans un traité INF ; cet accord ne doit concerner que les armements américains et soviétiques et doit enfin être vérifiable.

Il redoute que les Soviétiques ne proposent un nouvel équilibre, conforme à ces critères, mais à un niveau inférieur à l'actuel, c'est-à-dire tendant vers l'option zéro. En effet, certains officiels soviétiques ont laissé entendre qu'ils étaient en train de réfléchir à la proposition d'une option zéro sur les SRINF. Une telle offre, dit Shultz, aurait l'avantage de supprimer la menace que représentent ces armes soviétiques, mais elle nous interdirait d'en déployer. En tout cas, si les Soviétiques lui faisaient une telle offre à Moscou la semaine prochaine, il ne l'accepterait pas, sans la rejeter non plus, mais il en ferait préciser les détails et nous consulterait ensuite.

Autrement dit, les Américains sont très tentés d'accepter cette nouvelle option double, mais ils veulent obtenir quelque chose en échange des Soviétiques et ont très peur que les Européens en déduisent qu'ils souhaitent se retirer d'Europe.

Mardi 7 avril 1987

Sur sa déclaration de politique générale, Jacques Chirac obtient la confiance des députés par 294 voix contre 282. Il a lancé un ferme appel à la solidarité de la majorité pour un nouveau contrat.

Jean-Bernard Raimond nous fait passer un projet de réponse à George Shultz. Il rappelle les conditions posées au maintien du principe de globalité d'un éventuel accord sur les forces nucléaires intermédiaires, son caractère strictement bilatéral et la nécessité d'y inclure des dispositions appropriées en matière de vérification et de non-contournement. Il explique que l'équilibre russe américain ne peut être un gel de la situation existante, ainsi que le proposent les Soviétiques, car cela aboutirait à reconnaître la supériorité de l'URSS dans cette catégorie d'armes... Il explique en outre, qu'en cas d'option zéro, les opinions occidentales s'inquiéteraient de la dénucléarisation de la présence terrestre américaine en Europe.

Exactement ce que le Président ne veut pas voir écrit ! Ce projet de lettre révèle un véritable désaccord de fond entre le gouvernement et le Président. Jacques Chirac ne veut toujours pas accepter l'option zéro et multiplie les objections sur les armes de plus courte portée. Or, nous ne possédons pas de telles armes et n'avons donc pas d'objections à formuler à une seconde option zéro.

Le Président refuse le projet.

Mercredi 8 avril 1987

Dans son bureau, le Président regarde la retransmission d'une séance — un peu morne — de l'Assemblée nationale : Parfois, tout cela me manque. Les parlementaires, aujourd'hui, semblent s'ennuyer. Ils saisissent toutes les occasions pour s'absenter. Il est vrai que, paradoxalement, plus ils font partie d'une majorité écrasante, moins ils ont de pouvoir. De vrai pouvoir... Moi, j'ai connu ce pouvoir, cette sorte d'ivresse, sous la IV^e République, d'être à même, chaque semaine, de renverser le gouvernement. Les alliances surprenantes, les suspenses haletants, les discours décisifs... Je reconnais que, maintenant, tout cela manque un peu d'intérêt. Je ne le regrette pas, mais il faudrait donner un peu plus de pouvoir, ou ne serait-ce que d'initiative, au Parlement...

Jeudi 9 avril 1987

A la demande du gouvernement se tient un Conseil de Défense restreint dans le PC Jupiter de l'Élysée. Cette réunion a pour but d'arrêter les plans de frappe stratégiques rendus possibles par la mise en service des nouveaux armements, et de dissocier l'exécution d'un plan stratégique de celle d'un plan préstratégique. Le plan de frappe « réel » est à approuver en temps de guerre, le moment venu, par le Président, qui prendra en principe sa décision au cours d'un Conseil de Défense. On évoque pour la première fois la possibilité d'une frappe stratégique aux côtés des Alliés, alors que, jusqu'ici, seule était envisagée une coordination des frappes stratégiques.

Jacques Chirac tient absolument à faire enregistrer sa désapprobation de la seconde option zéro, comme de la première. Il écrit à François Mitterrand (c'est fou ce qu'on écrit, pendant cette cohabitation, comme si chacun travaillait davantage pour l'Histoire que pour le quotidien !). Pour lui, la France doit combattre l'idée d'une seconde option zéro, qui risquerait d'être entérinée à la hâte et sans négociation sérieuse, sur les systèmes de portée comprise entre 500 et 1 000 kilomètres. À son avis, l'adoption précipitée de deux options zéro créerait en faveur de la dénucléarisation de l'Europe occidentale (souhait des Soviétiques) une dynamique qu'il deviendrait peut-être impossible à nos alliés de contrôler.

Le Président hausse les épaules : Il n'y comprend rien ! Comment peut-on parler de « dénucléarisation » de l'Europe occidentale ? Mais il y a nos propres armes ! Et les sous-marins américains ! Où y a-t-il dénucléarisation ? Sa position nous aligne sur celle des Américains. C'est la moins gaulliste des attitudes possibles.

L'Assemblée adopte la loi de programmation militaire 1987-1991. Le PS a voté pour, le PC contre.

Indice significatif : Tokyo devient la première place boursière mondiale. L'économie-monde bascule du côté de l'Asie.

Adoption par le Sénat du projet de loi relatif au service public pénitentiaire. Les prisons privées ont été abandonnées. Le budget financera 15 000 places supplémentaires en trois ans.

Mikhaïl Gorbatchev est à Prague. Il vante l'expérience soviétique et insiste sur le nécessaire élargissement de la démocratie socialiste. Il propose la seconde option zéro : Nous sommes pour une action en faveur d'une réduction radicale et, finalement, de la liquidation complète des missiles tactiques opérationnels en Europe, en estimant qu'il est superflu d'inclure dans le nouvel accord toutes sortes de tolérances concernant leur accumulation et leur perfectionnement.

Si Mikhaïl Gorbatchev confirme sa proposition de seconde option zéro sur les SRINF de 500 à 1 000 kilomètres de portée, mais que les États-Unis l'écartent, le débat tournera court. Si, en revanche, les États-Unis l'acceptent (parce qu'ils possèdent moins d'armes de ce genre), comme cela semble possible, il y aura un vif débat au sein de l'Alliance — et en France. Jacques Chirac adoptera une position hostile, qui sera

difficilement tenable. Des accords de réduction des armements sont toujours très populaires. Or, si cet accord est limité aux armes de portée supérieure à 500 kilomètres, il restera un certain nombre de missiles et d'armes nucléaires à plus courte portée : Chirac ne pourra pas parler de dénucléarisation et de découplage.

Évidemment, si Gorbatchev triple la mise et propose une troisième option zéro sur toutes les armes de portée inférieure à 500 kilomètres, on risque de voir exposer toutes les contradictions entre Alliés et à l'intérieur de chaque pays à propos de la stratégie de l'Alliance et de la présence nucléaire américaine en Europe. Il faudrait clairement poser la question de l'engagement américain, indépendamment de la présence d'armes nucléaires en Europe.

François Mitterrand : Il ne faut pas craindre d'aller vers la disparition des missiles américains basés en Europe dès lors que les accords seraient équilibrés et vérifiables. Ni même d'aller plus loin.

Vendredi 10 avril 1987

Nous apprenons que la Libye est en négociation avec le Soudan pour la construction d'une piste d'aviation qui remplacerait l'aérodrome de Ouadidoum et lui servirait de base pour ses attaques au Tchad. Nous faisons savoir aux Soudanais qu'il ne saurait en être question.

Vu Horst Teltchik et Charles Powel. J'apprends que Jacques Chirac rencontrera le Chancelier Kohl le 3 mai prochain, ce dont il n'a pas prévenu le Président. De même, j'apprends qu'il y a des discussions très poussées sur une révision de la charte de l'UEO ; nous n'en étions pas informés.

Hervé de Charette me dit : Si le Président est réélu et s'il prend l'engagement de ne pas dissoudre l'Assemblée nationale, je me fais fort de rallier à lui soixante-dix députés.

Le Président, à qui je fais part de cette conversation, me répond : Dans l'hypothèse où je serais candidat, il est exclu que je prenne un tel engagement. Un gouvernement dépendrait de leur bon vouloir. Ce serait un piège.

François Mitterrand reçoit les représentants du RPCR.

Jacques Lafleur : Le référendum est souhaitable pour faire la preuve que chacun de nous respecte les autres. Nous voulons qu'il apporte la paix dans le cadre du maintien dans la République.

François Mitterrand : Il faudrait que cette paix intervienne avant le référendum, et pas seulement après.

Jacques Lafleur : Nous essayons d'intervenir dans ce sens.

François Mitterrand : C'est vous qui êtes les plus forts, vous avez le pouvoir économique et l'appui des forces de l'ordre. C'est à vous de faire le nécessaire.

Jacques Lafleur : On veut garder la nationalité française.

François Mitterrand : Vous représentez une proportion importante de la population, mais il y a également une forte minorité qui n'a pas les mêmes vues que vous.

Jacques Lafleur : Il ne lui appartient pas non plus de faire la loi.

François Mitterrand : Je ne comprends pas votre remarque. La réalité du pouvoir appartient bien à la communauté européenne. Vous ne pouvez nier ce fait. Vous représentez une majorité intolérante. Vous avez une mentalité guerrière. Vous disposez de tous les atouts et, de plus, le gouvernement vous soutient. Je crains que, du fait de la politique actuelle, vous ne vous dirigiez vers une période d'affrontements. Rien ne sera réglé si le sentiment d'injustice persiste.

Bernard Pons présente à l'Assemblée le projet de loi sur les modalités du référendum en Nouvelle-Calédonie. Fortes réserves des barristes et des centristes, relayées par l'opposition.

Philippe Séguin s'apprête à prendre des mesures rapides sur la Sécurité sociale. Le déficit qu'il s'agit de combler (de l'ordre de 20 milliards) est dû pour l'essentiel à la médecine de ville (non à l'hôpital) et à la retraite (mais pas aux conséquences de son abaissement à l'âge de soixante ans). Séguin propose soit une augmentation, à compter du 1^{er} juillet, de deux points des cotisations sociales, soit une taxe de 1 % sur l'ensemble des revenus, y compris les revenus non imposables (soit le double de la taxe de 1 % de 1984, laquelle ne portait que sur les revenus imposables). Ces mesures seraient annoncées dans les quinze jours. Il faut que l'opposition s'y prépare.

Samedi 11 avril 1987

Ronald Reagan écrit à François Mitterrand sur l'Afghanistan. Il lui annonce qu'il veut obtenir de Gorbatchev une décision claire de retirer promptement ses troupes de ce pays. Un calendrier de retrait, trop long, et un semblant de réconciliation nationale, qui ne serait destiné qu'à préserver à Kaboul un régime dominé par les communistes ne feraient, explique-t-il, que prolonger la guerre.

George Shultz a pour instructions de concéder aux Soviétiques le non-retrait du traité ABM pendant sept ans à condition qu'un accord intervienne cette année ou d'ici à 1994. Si l'accord intervient plus tard, le non-déploiement de systèmes spatiaux sera prolongé pendant une année supplémentaire consacrée à la négociation. Chaque partie aurait le droit de passer à une interprétation large du traité. La réduction des armements stratégiques se ferait en sept ans (et non plus en cinq).

La position américaine est donc durcie, les délais allongés, le lien avec l'IDS maintenu dans toute sa rigidité. Sauf coup de poker de Gorbatchev misant sur l'incapacité concrète des États-Unis, même d'ici à 1994, de déployer des systèmes défensifs à un coût acceptable et avec un minimum d'efficacité, il n'y a aucune chance de progrès sur le désarmement stratégique.

Lundi 13 avril 1987

Francis Bouygues obtient le renouvellement des accords entre TF1 et la Ligue nationale de football : le prix passe de 12 à 75 millions de francs par saison...

La lettre de Jean-Bernard Raimond à George Shultz part. Elle est encore pire que le projet. Il dit explicitement que l'intention soviétique d'inclure les armes nucléaires à courte portée (c'est-à-dire en deçà de 500 kilomètres) dans une éventuelle négociation sur les armes conventionnelles n'est pas acceptable pour la France, et ne devrait pas l'être non plus pour les États-Unis !...

François Mitterrand, voyant cela, me dit : N'insistez pas. Cela ne sert à rien. De toute façon, à Washington, ils ne tiendront pas compte de cette lettre et décideront une autre option zéro s'ils arrivent à s'entendre avec les Russes.

Mardi 14 avril 1987

La Turquie dépose à Bruxelles sa demande d'adhésion à la Communauté.

Mikhaïl Gorbatchev reçoit George Shultz au Kremlin. La déclaration soviétique publiée à l'issue de cette rencontre est révélatrice du vertigineux tournant en cours à Moscou : L'accueil réservé en URSS à George Shultz traduit le nouveau mode de pensée, la prise en compte du rôle que jouent et peuvent jouer les États-Unis d'Amérique dans la politique mondiale, de l'expérience accumulée dans les rapports mutuels, les contacts, le dialogue avec l'Administration américaine, notamment au sommet.

Pendant deux ans, déclare Mikhaïl Gorbatchev à son interlocuteur, nous avons entrepris beaucoup de démarches en vue de créer un nouveau climat dans les rapports entre les deux pays, nous avons offert des chances nouvelles à la compréhension mutuelle et à des ententes. Aucune Administration précédente ne s'est vu offrir de pareilles chances. Mais nous n'avons pas perçu le désir de la partie américaine d'en profiter pour améliorer les rapports bilatéraux et la situation internationale. A chacune de nos démarches, on nous a répliqué par des tentatives visant à compliquer, sinon à saper l'entreprise, ou, dans le meilleur des cas, on a fait traîner les choses en longueur dans l'attente de nouvelles démarches de notre part. A en juger par les faits, et non par les déclarations, on continue, de nos jours, à estimer, de façon illusoire, que l'Union soviétique a davantage besoin de la détente et du désarmement que l'Occident. On a l'impression que cette Administration se comporte comme si, depuis deux ans, rien ne s'était passé en Union soviétique, comme si celle-ci n'avait rien fait, en ce qui la concerne, pour amender la situation internationale.

Qu'est-ce que George Shultz a apporté avec lui ? L'Administration américaine est-elle réellement prête à faire quelque chose pendant le temps qui lui reste ? Nos propositions sur les missiles à moyenne portée sont une tentative en vue de créer, aussi bien pour l'Administration que pour nous-mêmes, les meilleures conditions pour faire un grand pas, peut-être le plus difficile, mais de nature à donner le départ à un processus réel d'arrêt de la course aux armements nucléaires et de réduction des armes nucléaires.

Mikhaïl Gorbatchev expose : que dans l'accord sur les missiles à moyenne portée, l'URSS s'engagera à supprimer complètement, dans un délai relativement court et fixé avec précision, ses missiles tactiques en Europe. C'est la seconde option zéro.

Charles Powel m'appelle de Londres :

1 Il voudrait que l'on se coordonne avant toute réaction publique à cette proposition de Gorbatchev.

2 Pour lui, elle signifie l'élimination des SS 12, 22 et 23 qui sont en Europe, et non leur élimination globale. Or, ces armes sont particulièrement mobiles.

3 Il pense qu'il vaut mieux ne pas réagir avant la fin de la visite de George Shultz à Moscou.

4 Margaret Thatcher va lancer des invitations pour une réunion à Quatre à Paris.

Selon le compte rendu des échanges établi par les Soviétiques, George Shultz insiste un peu plus tard sur le droit des États-Unis à fabriquer des armes de ce type et à les déployer en quantité approximativement égale à celle qui restera à l'URSS après la liquidation des missiles à courte

portée retirés de Tchécoslovaquie et de RDA.

Puis, surprise ! Mikhaïl Gorbatchev propose à George Shultz la troisième option zéro : Nous avons tout dit, souligne-t-il, et même plus, certainement, que vous n'attendiez. Nous allons même plus loin que ce qui a été dit à Prague : nous sommes prêts à liquider également les missiles tactiques de théâtre. Qu'est-ce qui vous fait peur ? Nous sommes pour un accord fiable, assorti du contrôle le plus rigoureux et le plus universel qui soit. Si le processus de liquidation des armements nucléaires commence, nous prendrons sur la question du contrôle la position la plus rigoureuse, nous exigerons vérification et inspection partout — sur les sites de démantèlement des missiles, sur les sites de leur destruction, sur les polygones et dans les bases militaires, y compris dans les pays tiers, dans les entrepôts et les usines, qu'ils soient privés ou qu'ils appartiennent à l'État. Il importe, poursuit Mikhaïl Gorbatchev, de comprendre qu'il est absurde de se lancer dans le surarmement au moment où l'URSS liquidera unilatéralement ses MOT, en somme toute une catégorie d'armements nucléaires.

Commentaire officiel des Soviétiques :

Le recul américain par rapport aux positions de Reykjavik est également évident dans la mesure où les États-Unis étalent maintenant la réalisation d'un accord sur les armements stratégiques offensifs non plus sur cinq, mais sur sept ans, et réduisent l'engagement de ne pas se retirer du traité ABM de dix à sept ans.

Mikhaïl Gorbatchev : Les allégations selon lesquelles les recherches sur l'IDS ne mettraient pas en cause cet accord sont inacceptables. Nous n'admettrons jamais une extension naturelle de la course aux armements à l'espace. L'idée même de l'IDS est profondément nuisible. Si les États-Unis déploient des missiles ABM dans l'espace, il n'y aura aucun accord sur les armements stratégiques offensifs ; si vous nous y forcez, notre réponse à l'IDS sera asymétrique, pas nécessairement dans l'espace, et bien meilleur marché. Mais il en résultera une situation extrêmement dangereuse. On ne pourra plus avoir aucune confiance, ni nous en vous, ni vous en nous. Est-il possible que les hommes politiques les plus responsables envisagent une telle perspective : la déstabilisation de tout le système de sécurité, et ce, juste au moment où il y a une possibilité réelle de résoudre le problème des armements nucléaires ?

Sur les droits de l'homme : Tout ce qui est légal et humain, nous l'étudierons et nous le résoudrons positivement, déclare Gorbatchev. En général, nous ferons en sorte que tous ceux qui, chez nous, ne sont pas contents de leur pays, le deviennent. J'espère que vous autres, aux États-Unis, vous ferez, vous aussi, quelque chose pour que des millions de vos citoyens vivent mieux.

Il n'est pas dans notre intention de conduire une politique belliqueuse à l'égard des États-Unis. Nous rejetons le principe vicieux selon lequel plus cela va mal pour l'Union soviétique, mieux cela vaut pour les États-Unis, et vice-versa...

Entretien sur le terrorisme entre le Président, Bernard Gérard, patron de la DST, et Ivan Barbot, remplaçant de Pierre Verbrugghe à la direction de la Police nationale. Le Président : Vous ne me dites rien, mais je sais tout. Le Président Assad m'a téléphoné que... Untel m'a téléphoné que...

Silence des deux hauts fonctionnaires, qui préféreraient sans doute rendre compte au Président du travail de leurs services.

Sur les affaires de terrorisme, le gouvernement laisse entendre que les responsabilités sont syriennes. Or la main iranienne y semble omniprésente, ce qui plonge ledit gouvernement dans un grand embarras : cela remet en effet en cause la politique de normalisation avec l'Iran.

Mercredi 15 avril 1987

Le Conseil des ministres commence par un exposé de Jean-Bernard Raimond sur les propositions soviétiques de désarmement et sur son voyage en Pologne.

Jacques Chirac glisse : Ce voyage, très bien organisé, a été très réussi.

Le Président prend alors la parole :

Sur la Pologne : Comme vous le savez, j'avais reçu M. Jaruzelski, il y a dix-huit mois, à Paris. Cela a suscité, c'est le moins qu'on puisse dire, quelques remous. Je remarque qu'aucune contestation n'a été opposée à d'autres responsables politiques allemands, britanniques, sans parler du Pape... J'avais indiqué à M. Jaruzelski que rien ne serait possible tant qu'il n'aurait pas accompli un certain nombre d'actions symboliques ou pratiques, en particulier d'autoriser la sortie de M. Geremek. Bon nombre de mes demandes ont été satisfaites. C'est ce qui a rendu possible votre visite, qui a en effet été très utile. Il reste quelques domaines où la Pologne doit faire un effort. Ce n'est pas facile, en raison de sa situation, mais la Pologne, contrairement à l'image qui s'est fixée, n'est pas du tout le pays communiste le plus sévère sur le plan des libertés publiques.

Sur le désarmement : Ce qui est intéressant, ce n'est pas ce que les Soviétiques proposent, c'est ce que les États-Unis acceptent. Cela dépendra de l'état d'esprit de l'opinion publique américaine, du caractère du futur Président, quel qu'il soit, et de sa situation politique. C'est ce qui rend constamment difficile à prévoir l'attitude américaine dans les relations avec l'Union soviétique. Nous ne serons jamais assurés qu'elle soit prête à prendre des risques pour l'avenir de l'Europe. Cela dit, si l'Europe tombait sous la domination soviétique, les États-Unis deviendraient un petit pays ayant perdu toute autorité morale... En tout cas, il n'y a pas de proverbe plus sûr que : « Il faut s'aider soi-même. » La France doit s'arc-bouter sur ses moyens de défense. Quant à la défense européenne, il ne faut pas se contenter d'incantations. Tant qu'il n'y aura pas de pouvoir politique, comment voulez-vous qu'il y ait un pouvoir militaire ?

Édouard Balladur parle des travaux des G5 et G7 auxquels il a participé à Washington pour conforter l'accord du Louvre. Il critique la Bundesbank, qui estime que toutes les banques doivent acheter des marks, mais qui considère qu'elle peut se limiter à acheter des dollars. Il critique aussi le chancelier de l'Échiquier qui lui a donné le conseil de libérer tous les mouvements de capitaux et à qui il a répondu qu'il ne manquerait pas de suivre son avis quand la livre serait entrée dans le SME. Un humour froid. Une maîtrise croissante des dossiers.

André Giraud rend compte de son entretien avec le ministre de la Défense néerlandais. Comme il évoque une fois de plus les risques de dénucléarisation de l'Europe liés aux options zéro, le Président le reprend : La dénucléarisation américaine...

Au Liban, la guerre des camps pousse toutes les organisations palestiniennes non pro-syriennes, y compris le Fath-Commandement révolutionnaire d'Abou Nidal, à se regrouper contre la Syrie et Amal. Abou Nidal aurait révisé toute sa stratégie. Il se serait engagé à se rallier à la déclaration du Caire de Yasser Arafat (après l'affaire de l'Achille Lauro) dénonçant toutes les formes de terrorisme, et à ne plus s'en prendre à des Palestiniens. Pour autant, son organisation, dissidente du Fath, n'obtiendrait pas le droit de siéger au Conseil palestinien. C'est pour obtenir celle du FPLP de Georges Habache que Yasser Arafat a annoncé l'abrogation de l'accord d'Amman.

Jeudi 16 avril 1987

François Mitterrand répond à Jacques Chirac, qui lui avait écrit pour s'opposer à la seconde option zéro. Il lui expose que la double option zéro n'entraîne pas l'Europe dans un engrenage de dénucléarisation générale auquel elle ne pourrait plus échapper. Pour lui, notre pays n'a donc pas

de raison valable de décourager les États-Unis de parapher un accord qui éliminerait ou ramènerait à un niveau très bas les forces nucléaires intermédiaires américaines et soviétiques en Europe.

Francis Bouygues et Robert Maxwell sont reçus par Édouard Balladur pour la remise du chèque de 3 milliards correspondant à l'acquisition de 50 % de TF1.

François Bujon redevient parfaitement courtois : le prochain voyage de Jacques Chirac à Moscou est, vient-il me dire, très compromis par les réticences protocolaires des Soviétiques, qui ne veulent ni le recevoir ni le traiter en chef d'État. Ce que l'on peut comprendre... Il me raconte les entretiens de Jacques Chirac à Londres. Margaret Thatcher, prévoit-il, va prendre parti pour la première option zéro et contre la seconde, c'est-à-dire pour l'équilibre à bas niveau des armes intermédiaires à courte portée. Il considère qu'un accord européen peut encore se faire sur cette base. Chirac s'apprête à l'expliquer à Helmut Kohl, à Strasbourg (!). Par ailleurs, il me dit qu'il aimerait bien accompagner le Président dans un de ses voyages... Enfin, il souhaiterait que le Président fixe au plus vite le lieu du prochain Sommet franco-allemand (21 mai). Les Allemands préféreraient une ville de province, si possible touristique. On peut penser à Montpellier, Grenoble, Rennes, Biarritz (ce qui permettrait d'aller à Latché), Évian, Angoulême.

Le Président décide que ce Sommet aura lieu à Paris.

Vers 21 h 30, l'Élysée est avisé par André Giraud d'une demande d'aide des Tunisiens afin de déceler et neutraliser un raid libyen, qu'ils estiment certain, visant à bombarder l'ambassade américaine à Tunis. Le général Forray se rend à 23 h 15 à la cellule de crise du Quai d'Orsay, où se trouvent déjà Jean-Bernard Raimond et François Bujon. Malgré l'alarmisme tunisien, ce raid apparaît comme peu probable. D'après les textes, nous ne sommes obligés à rien. Raimond téléphone à Jacques Chirac, lequel demande à Forray d'appeler le Président pour obtenir son assentiment aux mesures envisagées : alerte renforcée à Solenzara (Corse), descente du Montcalm vers le sud, envoi d'un avion Atlantic en écoute-détection au-dessus de la Tunisie. Le Président donne son accord.

Un peu plus tard dans la nuit, André Giraud appelle le général Forray pour lui dire qu'il ne souhaite plus envoyer l'Atlantic, à cause des risques. Forray décide de ne pas déranger le Président, d'autant que l'on apprend que les Tunisiens ont présenté les mêmes demandes aux Américains. Il est donc prudent de ne pas risquer une méprise entre avions. A 1 h 30, la cellule de crise se sépare.

Tandis que Ronald Reagan se déclare optimiste sur les chances de conclure un accord historique dès cette année, George Shultz, à Bruxelles, informe ses alliés de l'OTAN de ses conversations à Moscou et leur demande de prendre rapidement position sur la seconde option zéro, qu'il approuve.

Les réticences européennes sont grandes : et si tout cela n'était qu'une magnifique mise en scène soviétique destinée à faire partir les armes américaines d'Europe et à pousser ainsi les Américains à se désintéresser du sort du Vieux Continent, le laissant seul face à l'URSS ? Certains Européens pensent que, de toute façon, la France ne les défendra pas avec ses armes nucléaires contre une attaque soviétique et que tout cela fait de l'Europe une proie facile pour l'URSS.

François Mitterrand me dit : Nous risquons d'aller vers la liquidation totale du nucléaire à la fin du siècle. Or, il y a des dirigeants sans volonté. Les puissances nucléaires sont en première ligne là-dessus. Washington fabrique des arguments de façon accélérée. Il faut freiner. La France dispose d'un armement qui ne s'accroît pas. Elle ne veut s'en servir qu'en restant au niveau où sa sécurité est assurée. La France est prête à participer de bonne foi, à aider à la paix. Si on ne freine pas dès maintenant, il y aura un accident. La France refuse d'être un pays surarmé. Et la compétition dans l'espace et à terre doit être évitée. Des deux côtés, le sentiment est que l'autre ne respecte pas ses engagements.

Vendredi 17 avril 1987

Entrée en vigueur des sanctions commerciales américaines contre le Japon.

Le Président, sur le Tchad : Pour ce qui est du 16° parallèle, je ne suis pas contre une évolution dans l'avenir. C'est une décision politique avant d'être une décision militaire. Il faut une préparation psychologique et politique extrêmement fine.

Sur les négociations États-Unis/URSS à propos du désarmement : Pas question que nous participions aux réunions dans le cadre de l'OTAN, pas question de la réintégrer d'une façon ou d'une autre. Sur le fond, il ne faut pas que la France ronchonne, il ne faut pas que la France apparaisse antisoviétique, mais elle ne doit pas non plus se montrer complaisante.

Lundi 20 avril 1987

Arrestation par la DST de huit ressortissants étrangers (libanais, sénégalais, algériens, marocains) soupçonnés de terrorisme.

Mardi 21 avril 1987

Le Président me dit : Préparez-moi une lettre pour Reagan. Il faut que je lui demande de réaffirmer son engagement à défendre l'Europe, même sans armes nucléaires américaines en Europe. Sinon, les options zéro n'auront pas de sens. Et les Européens auraient raison de les refuser.

Mercredi 22 avril 1987

Au Conseil des ministres, exposé de Jean-Bernard Raimond sur les problèmes de désarmement. Il explique qu'on pourrait obtenir un accord avec un déploiement limité de 80 fusées américaines dans la catégorie 500 à 1 000 kilomètres de portée. C'est la position de Jacques Chirac. Pas celle du Président. Mais, dit-il, si la RFA accepte la double option zéro, nous pourrions l'accepter aussi.

André Giraud prend la parole avec une louable ténacité : Monsieur le Président, il y a une notion que vous avez développée récemment, qui mérite d'être remise sur le devant de la scène : celle de la réduction de l'armement stratégique. La deuxième option zéro serait une étape déterminante, je dirais la dernière, avant la finlandisation de l'Europe. Là-dessus, M. Gorbatchev a été diabolique. Il a découplé le désarmement concernant l'Europe du désarmement en général.

Le Président sursaute au mot « finlandisation » : Monsieur le ministre de la Défense, si M. Gorbatchev est diabolique, alors ses prédécesseurs l'ont été aussi. Durant toutes les années précédentes, ce débat portait sur les armes intermédiaires et non sur les armes stratégiques. A Reykjavik a eu lieu une négociation totalement improvisée du côté américain. La position consistant à abandonner toutes les armes stratégiques est totalement irréaliste. [André Giraud opine de la tête.]

Revenons aux euromissiles : pour nous, Français, tout l'armement soviétique est composé d'euromissiles, puisqu'il est en Europe. Les Français se sont contentés avec obstination et simplicité de dire que les États-Unis et l'URSS n'avaient pas à disposer des armements français, qui sont tous stratégiques. Il y a une unité parfaite de la politique française en ce domaine. [André Giraud approuve, visiblement satisfait.]

Quant à l'expression finlandisation, si l'on devait aboutir à une neutralisation de l'Europe, j'y serais naturellement défavorable. Que ce soit l'objectif russe, certes, depuis au moins Pierre le Grand ! Que ce soit dans l'intérêt des Européens, certes non ! Que ce soit dans le comportement

des Européens, cela n'est venu à l'idée de personne. Peut-être certains Allemands sont-ils parfois tentés, mais ce n'est pas la position des Chanceliers successifs, et sûrement pas la nôtre. Quant aux propositions de M. Raimond, grosso modo, je suis d'accord.

Le problème de la capacité de première frappe est débattu depuis quarante ans. La position des États-Unis et de l'URSS a varié selon qui était le plus fort. Qu'il y ait une capacité de première frappe à partir de l'Europe pour les Américains, c'est un avantage pour les Américains, mais il n'est pas sûr que ce soit un avantage pour la défense de l'Europe.

L'intérêt de la France est que personne ne puisse faire usage de la première frappe. Je vous rappelle qu'il ne s'agit pas de gagner la guerre, il s'agit de ne pas la faire.

Là, ni Giraud, ni Chirac, ni Raimond n'approuvent.

Vendredi 24 avril 1987

Vu Édouard Balladur. Nous reprenons le projet d'une réduction de la dette africaine : allongement des périodes de remboursement jusqu'à vingt ans, prêts concessionnels, fonds de stabilisation des prix des matières premières qui ont atteint leur niveau le plus bas depuis la Seconde Guerre mondiale.

François Mitterrand : Le couplage défensif entre les États-Unis et l'Europe n'est pas exclusivement et mécaniquement lié à la nature et à l'emplacement des armes nucléaires terrestres de l'OTAN, données contingentes qui ont varié maintes fois depuis 1949. Il s'enracine d'abord dans la conscience que les États-Unis ont de ce que la défense de l'Europe reste vitale pour eux.

Dimanche 26 avril 1987

A La Trinité-sur-Mer, Jean-Marie Le Pen annonce qu'il sera candidat aux élections présidentielles de 1988.

Lundi 27 avril 1987

Vu le père Wresinski, président d'ATD Quart-Monde. Impressionné par sa force et sa rigueur. Est-ce de l'humour qui perce derrière sa violence ?

Selon de multiples sources, l'ambassadeur de France à N'Djamena épouse toutes les revendications de Hissène Habré au point de les faire siennes, critiquant la politique menée par la France depuis 1983, attaquant même le Président, affirmant que la notion de « Tchad utile » est un non-sens. Dans le même temps, il manifeste une grande irritation envers les autorités tchadiennes qui lui ont fait attendre une audience de Hissène Habré et qui ont donné priorité aux Américains pour étudier le matériel saisi à Ouadidoum. Celui qui nous en parle évoque la tchadite : en cette saison, le climat est tel qu'il arrive qu'une sorte de délire s'empare de certains individus.

Le Président envisage de demander le remplacement du diplomate, mais pas dans l'immédiat. Quant à l'attitude du Tchad vis-à-vis des États-Unis, il dit qu'il faut marquer le coup, mais sans créer de rupture. Hissène Habré doit sentir notre mauvaise humeur ; il faut qu'il y ait un ralentissement dans le flux d'argent et de matériel que nous lui fournissons.

Jacques Chirac est tout à fait d'accord avec la position du Président.

Les Soviétiques déposent à Genève leur projet de traité de double option zéro. Ils ne reprennent pas l'idée de troisième option zéro que Gorbatchev a esquissée devant George Shultz il y a quelques jours.

Mardi 28 avril 1987

François Mitterrand : L'URSS a sans doute comme arrière-pensée de découpler la défense de l'Europe de l'Ouest de celle des États-Unis. Mais ce n'est pas nouveau et il n'appartient qu'à nous d'accepter ou de refuser ses propositions, selon qu'elles coïncident ou non avec nos intérêts. C'est précisément parce que nous voulons maintenir une défense forte qui ait le soutien des peuples occidentaux que nous devons nous montrer cohérents avec nous-mêmes, fermes et disponibles à la fois, et ne pas redouter plus l'URSS quand elle accède à nos demandes que quand elle les rejette.

Le Président écrit lui-même à Ronald Reagan et confie la lettre à Jean-Bernard Raimond. Lettre très importante, dont les thèmes vont être réévoqués à maintes reprises dans les trois mois à venir. Il demande au Président américain, par-delà l'accord avec les Soviétiques, de réaffirmer son engagement en Europe. Certaines appréhensions se manifestent à ce propos, explique-t-il, dans les pays européens de l'Alliance aussi bien qu'aux États-Unis. D'aucuns craignent que la signature d'un ou de deux accords d'option zéro avec l'URSS ne symbolise — ou ne préfigure — un moindre engagement des États-Unis dans la défense de leurs alliés européens, n'entraîne chez ces derniers une perte de confiance dans la protection américaine, et ne fournisse aux Soviétiques l'occasion d'exploiter cette situation. Pour François Mitterrand, l'inquiétude européenne est réelle ; elle est nourrie par l'initiative de défense stratégique comme par le débat ouvert aux États-Unis sur le retrait des troupes américaines stationnées en Europe. L'un et l'autre peuvent laisser craindre que l'Amérique ne se replie sur elle-même. Le Président des États-Unis est le mieux placé, plaide le Chef de l'État, pour dissiper un pareil sentiment et restaurer la confiance. Il suggère que la signature des accords sur les forces nucléaires intermédiaires soit l'occasion d'une réaffirmation solennelle et spectaculaire, par les Alliés atlantiques, des engagements pris les uns envers les autres. Les États-Unis réitéreraient leur détermination à défendre l'Europe, et les Européens proclameraient leur volonté d'édifier, en accord avec les États-Unis et dans l'Alliance, le pilier européen de l'OTAN. Les uns et les autres souligneraient à nouveau le rôle central de la dissuasion nucléaire pour leur sécurité commune.

Une des filles du général Oufkir, détenue en secret sur ordre de Hassan II, a pu s'échapper et appeler José Artur, qui me prévient, entre autres. La presse s'empare de l'affaire.

Mercredi 29 avril 1987

Au Conseil, intervention du Président après l'exposé de Jean-Bernard Raimond : J'insiste sur l'aspect très fâcheux de l'affaire des enfants d'Oufkir. Il ne doit y avoir aucune indiscretion, aucune intervention publique. Se tournant vers le ministre des Affaires étrangères, le Président poursuit : C'est vous qui devez garder la haute main sur cette affaire, sans que personne d'autre s'en mêle. Je crois que je me suis fait bien comprendre. [Le Président fait allusion à une intervention publique de Claude Malhuret.] Il faut faire en sorte que leur situation évolue favorablement, mais, en même temps, il ne faut pas que la France apparaisse comme donneuse de leçons. Ce dossier doit être géré par une seule personne, une seule administration, un seul canal.

A propos du désarmement, le Président déclare : Il y a des tiraillements chez plusieurs de nos voisins. La France n'a pas intérêt à être tout à fait en première ligne, même si elle n'est pas naturellement indifférente.

Le Conseil adopte un projet de loi sur l'indemnisation des rapatriés.

François Mitterrand se plaint auprès d'Ivan Barbot, directeur de la Police nationale, et de Bernard Gérard, patron de la DST, de n'avoir aucune

information sur les affaires d'espionnage: Dans l'avenir, il y aura des difficultés ; je ne suis pas homme à laisser les choses en l'état.

Fernand Wibaux, conseiller diplomatique du gouvernement, part avec un message du Président à l'intention de Hissène Habré. Il n'apporte aucune réponse à ses demandes. Il faut d'abord que Habré fasse un geste envers la France. Le Président déclare par ailleurs : Le 16^e parallèle n'est pas forcément intangible ; mais c'est à nous d'en décider, et non à M. Habré.

Des membres des services spéciaux du 11^e choc (DGSE) se sont vantés dans un bar de N'Djamena d'avoir été les véritables artisans de la victoire de l'armée tchadienne sur les forces libyennes. Hissène Habré, furieux, se plaint.

Jeudi 30 avril 1987

A propos du Tchad, André Giraud se montre très va-t-en-guerre. Il est furieux que le 11^e choc ait été mis en cause et ne veut plus rien faire. Au contraire, Jacques Chirac, initialement prudent, veut maintenant en découdre.

Le Président : Je le calme...

François Mitterrand grommelle : Les partis, les partis... Sous la IV^e, j'ai connu ce que l'on appelle le « régime des partis », eh bien, ce n'était pas brillant ! Les partis n'ont rien de sacré, pas de valeur en soi. Ce qui compte, c'est la fraction de la communauté nationale que chacun représente. A condition que ce ne soit pas un prétexte pour représenter une simple coalition d'intérêts...

Vendredi 1^{er} mai 1987

Réunion des sherpas à Porto Cervo, en Sardaigne. Nous établissons une série de textes inoffensifs sur le désarmement, le Nord/Sud, la dette. Le sommet s'annonce bien vide, sauf sur le recyclage des capitaux vers le Tiers Monde, si les Japonais veulent bien donner leur accord, et en attendant l'inévitable proposition de dernière minute des Américains. J'obtiens qu'un paragraphe mentionne une idée qui m'est venue en séance : la création d'un comité international d'éthique sur le sida.

Lundi 4 mai 1987

La réunion des ministres de l'Intérieur ne sera pas à Sept, mais à Neuf, de par l'ajout de deux pays européens du groupe de Trevi. On évite ainsi d'en rester au directoire du Sommet.

Mardi 5 mai 1987

Le ministre des Finances ne tolère pas d'avoir dû quitter le Louvre. Coût du retard pris par le chantier du Louvre du fait de la réinstallation d'Édouard Balladur dans ses anciens bureaux pour une si brève période : 25 millions de francs.

Mercredi 6 mai 1987

Avant le Conseil, le Président demande à Jacques Chirac que soit différée la nomination d'un général à la direction de l'École de cavalerie de Saumur, parce qu'il a critiqué publiquement la capacité des chars français.

Le Président fait au Premier ministre des observations sur ses débordements en politique étrangère. Chirac proteste de sa bonne volonté.

Un peu plus tard, Maurice Ulrich téléphona, charmant, à Jean-Louis Bianco pour suggérer qu'avant la réunion de l'OCDE, où il sera question du GATT, le Président voie Édouard Balladur, ou que je tiene une réunion dans mon bureau avec les directeurs de cabinet des ministres concernés, afin de définir la position de la France. C'est la première fois depuis le 16 mars 1986 qu'il envisage une telle éventualité.

Le Président tiendra lui-même cette réunion.

Au Conseil des ministres, René Monory fait un interminable compte rendu de son voyage au Brésil, qui n'intéresse personne. Il est très fier d'avoir été reçu par les gouverneurs de quatre États et par quatre ministres.

Après la communication de Philippe Séguin sur l'apprentissage, le Président intervient : Ce texte a fait l'objet de pas mal d'observations de la part du Conseil économique et social et des différentes instances que vous avez consultées. Vous indiquez que vous en avez tenu compte. C'est important pour éviter que la discussion ne tourne à l'aigre sur un sujet de ce type.

Échange — plutôt pittoresque — avec Albin Chalandon, garde des Sceaux, qui soumet au Conseil la demande du juge qui réclame sa comparution comme témoin dans l'affaire Chaumet !

Le Premier ministre : C'est l'usage constant que les ministres ne se rendent pas à une telle convocation.

Le Président, très souriant : Il en est de même pour le Président de la République.

Le Premier ministre : C'est aussi l'usage.

Le Président : D'ailleurs, vous savez que le Président de la République est très souvent cité. [Se tournant vers Albin Chalandon :] Mais là, vous auriez été invité à venir comme témoin apparemment innocent.

Michèle Alliot-Marie rit ouvertement et échange des clins d'œil ironiques avec Alain Juppé et Michèle Barzach.

Dans l'après-midi, le Président reçoit pendant quatre-vingt-dix minutes Valéry Giscard d'Estaing, qui, visiblement, en est très heureux. En prenant congé, le Président le taquine à nouveau à propos de son portrait — qu'il refuse toujours obstinément de faire exécuter —, lequel devrait être installé dans le vestibule du premier étage au côté de ceux des deux autres précédents Présidents de la V^e République, Pompidou et de Gaulle. Le Président me prend à témoin : Vous voyez, il n'en a pas envie. Il a peur d'être enterré avant l'heure.

Valéry Giscard d'Estaing: Non, non, ce n'est pas cela... Je ne veux pas y figurer tant que l'Histoire n'aura pas porté sur mon septennat un jugement équitable...

Le Président : On pourrait l'y mettre et si vous reveniez ici, vous pourriez le faire enlever. Mais, au fond, ce n'est pas cela. Vous devez avoir un vieux fond de superstition auvergnate. Je comprends ça. Moi, je suis du Berry, et vous savez, dans le Berry, les sorciers et les sorcières...

Le Parlement adopte la loi organisant le référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie.

Une première dans un pays de l'Est : réunion à Budapest du comité exécutif du Congrès juif mondial.

Manifestation à Moscou de l'organisation nationaliste et conservatrice Pamiat (la Mémoire).

Le juge Michau se déclare incompétent dans l'affaire Nucci.

Jean-Marie Le Pen est pour la troisième fois l'invité de L'Heure de vérité. Il y réclame la création de sidatoriums pour isoler les malades du reste de la population.

Jeudi 7 mai 1987

Déjeuner avec Claude Cheysson. Il s'inquiète pour l'avenir du Maghreb : Si l'on n'y apporte pas toutes les ressources financières dont nous disposons, un jour prochain, ils basculeront dans le fondamentalisme. On aura l'Iran à nos portes.

Vendredi 8 mai 1987

Les premiers programmes de la Sept sont diffusés sur FR3.

Dans son bureau, le Président réunit Jacques Chirac, Édouard Balladur, Jean-Bernard Raimond, Élisabeth Guigou, Jean-Louis Bianco et moi à propos de la discussion commerciale du GATT, lors de la prochaine réunion de l'OCDE.

Le Président : Il va y avoir la réunion de l'OCDE, il faut définir la position de la France. Monsieur le ministre d'État, comment cela se présente-t-il ?

Édouard Balladur : Tout le problème est de savoir s'il existe une chance d'accord dans le cadre de l'OCDE sans que les États-Unis exigent plus à Venise. Cela me paraît chimérique. J'en conclus donc qu'il ne faut pas faire trop de concessions à l'OCDE, cela n'en vaut pas la peine. Je dois vous rendre compte, monsieur le Président, du comportement toujours négatif des Allemands en matière monétaire par rapport à leurs engagements. Ils font un petit effort, mais cela ne va pas plus loin.

Jacques Chirac : Oui, monsieur le Président, j'ai d'ailleurs dit au Chancelier Kohl que cela ne pouvait pas continuer comme ça ; ou bien on renonçait au système monétaire européen, et ce n'est pas notre thèse, ou bien on l'approfondissait.

François Mitterrand : Il est certain que les Allemands n'ont pas la pratique de la politique qu'ils affichent.

Jacques Chirac : Et puis, il y a le problème de l'agriculture !

François Mitterrand : Le Sommet de Bonn a buté là-dessus, il y a deux ans. Le Président Reagan est arrivé avec des complicités déjà acquises par des négociations bilatérales préalables. J'ai toujours dit qu'il n'était pas question de nouvelles négociations du GATT se limitant à l'agriculture, avec pour objectif la mise à bas de la politique agricole commune. Peut-être aujourd'hui y a-t-il un peu de solidarité au sein de la Communauté européenne. Mais je n'en suis pas certain.

François Mitterrand évoque à cette occasion un souvenir du Sommet de Versailles de 1982. Alors qu'un accord était sur le point de se conclure, Donald Regan, qui était à l'époque le secrétaire d'État aux Finances américain, déclara à quelques journalistes : On va céder sur le texte, mais, après, on ne fera rien. Et le Président de poursuivre : L'offensive américaine va être très dure, nous devons être durs. C'est bien votre avis, monsieur le Premier ministre ?

Jacques Chirac : Oui.

François Mitterrand : Monsieur le ministre des Affaires étrangères ?

Jean-Bernard Raimond : Oui.

Édouard Balladur : Il faut insister sur le problème de la dette de l'Afrique.

François Mitterrand : Oui, tout à fait. Vous savez que j'ai une variante par rapport à vous à ce sujet. Je suis favorable, dans certains cas, pour les pays les plus pauvres, à des abandons de créances. Cela a d'ailleurs déjà été fait par certains pays, y compris la France. Les États-Unis font dépendre leur aide au Tiers Monde de leurs intérêts stratégiques. La Grande-Bretagne sélectionne. Il n'y a que la France et les pays du nord de l'Europe, y compris les Pays-Bas, qui aient une vraie politique.

Jacques Chirac : Je dois vous dire que je suis résolument hostile à tout abandon de la dette, c'est un problème de dignité.

Édouard Balladur reste impassible.

François Mitterrand : Vous avez tort. En tout cas, nous sommes bien d'accord : fermeté sur l'agriculture, sur le GATT, et insistez sur le Tiers Monde.

On parle aussi du Tchad. Pas question pour nos troupes de franchir le 16° parallèle.

Lundi 11 mai 1987

Vu Françoise Giroud. Nous parlons longuement de l'AICF, créée chez moi en 1979 et dont elle assure remarquablement la présidence.

Jean-Louis Bianco plaide en faveur de la candidature de François Mitterrand à un second mandat. Celui-ci lui répond : Vous ne voyez que le « pour » ; moi, je suis obligé de voir le « pour » et le « contre », et cela n'est pas seulement politique, comme vous semblez le croire ; il y a aussi des considérations personnelles. Oui, je sais, on en a vu de plus âgés. Mais Pétain, Clemenceau... Est-il besoin de rejoindre la liste des séniles ?

Déclaration de Denis Baudouin, selon laquelle la France aurait décidé de franchir au Tchad le 16° parallèle, ce qui est contraire à ce qui a été convenu il y a deux jours entre le Président et le Premier ministre. La discrétion la plus totale était prescrite, et le Premier ministre avait même déclaré au Président, vendredi : Il me semble sage de ne rien annoncer publiquement.

Le Président : C'est misérable ! Certains comportements témoignent d'une immoralité incroyable.

Jean-Louis Bianco appelle Maurice Ulrich ; il lui fait part de l'extrême étonnement du Président et lui demande des explications. Ulrich est très embarrassé et essaie d'expliquer les propos de Denis Baudouin par un défaut de communication interne à Matignon : le Premier ministre ne lui a rien dit là-dessus, et Denis Baudouin aurait déduit, de propos que lui aurait tenus Jacques Foccart, que celui-ci avait donné le feu vert pour une déclaration.

François Mitterrand à Berlin-Ouest pour le sept cent cinquantième anniversaire de la ville : La France accueille avec intérêt et satisfaction toute proposition de désarmement.

Le procès de Klaus Barbie, officier SS jugé pour crimes contre l'humanité commis en 1943 et 1944 à Lyon, s'ouvre devant la cour d'assises du Rhône.

Mardi 12 mai 1987

Promenade rive gauche avec François Mitterrand : Rocard seul peut être le candidat de tout le parti. Il est le plus ancien. Et je n'ai aucune animosité contre lui. Je sais bien que Rocard n'est pas de notre sensibilité, de notre filiation historique. Mais c'est un homme intelligent. Il a fait ses preuves. Il peut prétendre à de hautes fonctions. Il y a quinze ans, nous n'étions pas grand-chose. En fondant le nouveau Parti socialiste, nous nous sommes donné comme objectif de ramener les socialistes au pouvoir. Il a fallu dix ans pour cela. Maintenant, il y a dans l'opinion une crédibilité quant à la capacité des socialistes à gouverner. Cela crée les conditions d'une alternance dont le Parti socialiste est désormais l'un des pôles. Mais c'est encore très fragile. Pour que cela devienne durable et que j'aie rempli ma mission historique, il faudrait que je sois en mesure de faire

élire un autre socialiste à la Présidence de la République en 1988.

Le Président est très détendu. Il prononce un très vibrant éloge de Pierre Mauroy, et un autre de Laurent Fabius, insistant sur son côté brillant. Il s'agace néanmoins de lire, dans la presse, des commentaires sur Fabius le présentant comme son « fils spirituel » : En politique, on n'a jamais d'enfants. Des amis, rarement. Des disciples, pas longtemps. Mais une filiation, même spirituelle, ça non !

Mercredi 13 mai 1987

Déjeuner avec Renato Ruggiero et David Mulford avant la prochaine réunion des sherpas. Nous parlons du G7 et du G5. Étonnante alliance : dans le G7, nous sommes les trois seuls à vouloir des zones de référence monétaire.

Conseil des ministres. A propos de la réforme des études médicales, qui provoque de l'agitation chez les étudiants, le Président: Je ne saurais trop insister sur les bienfaits de la médecine générale, bienfaits que chacun peut apprécier pour lui-même et pour sa famille, et sur le sentiment qu'éprouvent les généralistes d'être tenus pour la piétaille du corps médical. Il serait sage, dans les circonstances présentes, de ne pas exacerber ce sentiment.

A propos de la nomination d'un nouveau recteur en Corse, le Président parle un peu de l'île : Il est nécessaire d'avoir un homme de caractère pour s'opposer aux agissements indépendantistes dans l'Université. J'espère que ce sera le cas de celui que nous nommons.

Le Président parle de son voyage à Berlin, rappelle qu'il y a été reçu officiellement par le Président de la République fédérale, ce qui a constitué une première : Évidemment, la souveraineté des quatre puissances est une fiction, l'évolution est inévitable mais délicate, d'autant plus que les Allemands sont en même temps très attachés à la protection que leur assure le statut de Berlin.

Jean-Bernard Raimond s'attarde sur les critiques que ce voyage a suscitées en URSS. François Mitterrand : Je ne suis pas exagérément sensible aux critiques soviétiques.

André Giraud parle de sa participation à un bivouac franco-allemand. Le Président l'interrompt : Bivouac ? Qu'est-ce que c'est ? Je pense que c'est ce que le ministre des Affaires étrangères appellerait un lunch ?...

André Giraud : En effet, il s'agissait d'une rencontre sportive et militaire franco-allemande au cours de laquelle on a bivouaqué et déjeuné.

Jean-Bernard Raimond reprend en faisant part de sa très grande inquiétude devant le caractère démoniaque de l'idée de réunification de l'Allemagne lancée par Gorbatchev et poussée par Genscher. Il fait allusion à la proposition soviétique, reprise par Honecker le mois dernier, de corridor dénucléarisé entre les deux alliances, corridor qui relierait les deux Allemagne.

Le Président : Cette tendance existe depuis la minute où le traité de paix a été signé. Il serait surprenant que l'URSS ne joue pas de cet élément déterminant de la politique allemande. Un jour ou l'autre, je ne sais pas quand, un gouvernement français sera devant le coup de théâtre d'une proposition de ce type. Monsieur le ministre, ce n'est pas longtemps après que Cassandre a eu raison. Il y a beaucoup de Cassandre ignorées...

Bernard Bosson, chargé des questions européennes, rend compte d'une réunion à Bruxelles de ministres européens à propos de la Défense. Il a entendu un ministre britannique contredire un autre ministre britannique sur l'option zéro. Le Président : Ce n'est pas le privilège des seuls ministres britanniques !

A propos de la discussion à l'OCDE sur l'agriculture et l'aide au développement, Jacques Chirac, véhément: Il n'est pas question d'accepter une réduction quantitative de la production agricole. Sur l'aide au développement, le Japon dira des choses, et bien entendu ne fera rien. Il se rend compte qu'il est allé trop loin, craint une fuite, et se corrige immédiatement : Bien entendu, vous connaissez ma sympathie pour le Japon et ses dirigeants, il n'y a là aucune critique dans mon esprit. Il se tait, puis reprend : Ils feront des investissements ciblés dans leur zone d'influence.

Il poursuit: Quand on parle de l'aide au développement, tout le monde, y compris les Néerlandais, qui ont pourtant le cœur en bandoulière lorsqu'il s'agit du Tiers Monde, plongent le nez dans leurs dossiers. A Venise, on voudra nous faire accepter une diminution de la production agricole. Comment peut-on expliquer cela aux deux tiers du monde qui ont faim ? Il reprend là son idée — soufflée, semble-t-il, par François Guillaume — d'envoyer les excédents agricoles européens dans le Tiers Monde.

Le Président : Il est vrai que le discours néerlandais est souvent irritant, mais on ne peut pas ignorer qu'en pourcentage du PIB, les Pays-Bas font un effort supérieur au nôtre pour le développement du Tiers Monde. Dans ce domaine, la France est maintenant au quatrième rang après les pays scandinaves et la RFA.

Jeudi 14 mai 1987

Article de Michel Noir dans Le Monde : Mieux vaut perdre l'élection présidentielle que son âme en pactisant avec Le Pen et ses idées. Il appelle son camp à dépasser les intérêts partisans. Très courageux.

Vendredi 15 mai 1987

Voyage de Jacques Chirac à Moscou.

Dimanche 17 mai 1987

Un avion irakien attaque une frégate américaine (Stark) dans le golfe Persique : trente-sept morts. C'est un missile Exocet qui a frappé le navire. L'Irak affirme qu'il s'agit d'une erreur.

Lundi 18 mai 1987

Vu longuement Édouard Balladur pour parler du Sommet de Venise. Il me dit être très satisfait de l'état actuel du projet de communiqué économique que j'ai mis au point avec les autres sherpas à Porto Cervo : Si les Japonais concrétisent leur accord sur le projet de recyclage des capitaux, le gouvernement français consacrera des crédits budgétaires à cette opération.

Je sais que les Japonais vont annoncer leur accord avant Venise. Un accord de recyclage constituera donc un résultat majeur du Sommet.

Par ailleurs, Edouard Balladur me parle longuement du prochain Sommet franco-allemand : si des progrès peuvent être faits sur les montants compensatoires monétaires, aucun accord n'est imaginable sur le budget européen. Il est aussi tout à fait déterminé à dire brutalement aux ministres allemands que si des progrès ne sont pas accomplis sur le SME, tout est possible — c'est-à-dire qu'il n'exclut pas la sortie du franc du SME. Il me demande si le Président verrait un inconvénient à ce qu'il redise cette phrase en séance plénière, c'est-à-dire publiquement. Je lui réponds que cela pourrait avoir des effets désastreux sur le marché.

Il me demande enfin si le Président a l'intention de réunir le Premier ministre et les ministres qui doivent se rendre à Venise avant ce Sommet.

François Bujon me raconte le voyage du Premier ministre à Moscou, sans m'apprendre grand-chose de plus que ce qui est dans la presse : Gorbatchev et Rjgov ont beaucoup insisté sur la dégradation des relations franco-soviétiques depuis six ans, malgré l'effort que le premier

secrétaire a accès en venant à Paris en 1985. Les seuls exemples de dégradation que Gorbatchev aurait cités sont l'affaire Variguine et les prises de position de Michel Noir contre les violations des droits de l'homme en URSS.

Sur les missiles, Mikhaïl Gorbatchev a déclaré : Nous sommes très déçus de l'attitude de la France. Nous espérons qu'elle comprendrait qu'il y a là une occasion unique à saisir et qu'elle nous aiderait à désempourber le char du désarmement en parlant aux autres Européens. Elle fait le contraire, et cela nous déçoit beaucoup. Gorbatchev n'a pas voulu entrer dans une discussion sur les armes intermédiaires et Jacques Chirac se serait contenté d'une réflexion philosophique générale sur l'importance de l'équilibre nucléaire et du caractère global du désarmement. Il aurait cité le discours de 1983 du Président à l'ONU, mais il est probable qu'il a dû expliquer en quoi il était contre les propositions d'option zéro.

Mardi 19 mai 1987

Pataquès diplomatique : reprenant une idée émise l'année dernière et tombée dans l'oubli, se prépare sans notre accord pour fin mai, à Paris, sur l'initiative des Américains et de Charles Pasqua, une réunion à Sept des ministres de l'Intérieur. Pas question ! Toute réunion de ministres à Sept ouvre la voie à un directoire à Sept. Le Président l'a toujours refusé. Par deux fois, en 1985, nous avons même laissé vide la chaise de la France à une réunion de ministres de l'Intérieur des sept pays convoquée par les Allemands, que nous n'avions pu empêcher. Si cela se réalisait, les Américains en concluraient que la France s'est résignée ; nous ne pourrions plus refuser la moindre réunion de ministres à Sept sur tous les sujets : Affaires étrangères, Agriculture, Commerce extérieur. De surcroît, en termes d'efficacité, la lutte antiterroriste n'a rien à y gagner. De l'avis de Pierre Verbrugghe, les Américains ne disent rien dans ce genre de réunion ; ils ne parlent que dans les réunions techniques, à Trevi ou ailleurs.

Sans compter que nous ne sommes pas les hôtes du Sommet des Sept, et les Italiens seront furieux de nous voir organiser une réunion à Sept sans les avoir prévenus. Il faut soit retirer cette invitation (ce serait le mieux), soit l'étendre à d'autres pays que les Sept, soit, en dernier ressort, la repousser à après Venise.

Vu longuement François Bujon ce matin, après l'avoir eu au téléphone hier soir. Ni lui, ni le Quai d'Orsay, ni le directeur de cabinet de Charles Pasqua ne sont informés d'une telle réunion. En revanche, Maurice Ulrich est au courant, et cette réunion est bel et bien prévue. Comme le Quai d'Orsay, Bujon y est très hostile. Il a expliqué à Ulrich qu'elle serait contraire à toute notre attitude à l'égard de ces Sommets depuis six ans, et qu'elle n'a pas de raison d'être. (Je n'obtiendrai pas son annulation, mais j'obtiendrai qu'on l'élargisse à d'autres pays.)

Mercredi 20 mai 1987

Avant le Conseil des ministres, François Mitterrand reparle à Jacques Chirac de cette réunion à Sept. Il lui rappelle la position constante de la France sur le sujet : Accord entier pour la coordination de la lutte contre le terrorisme, mais opposition totale à une sorte de directoire à Sept.

Le Président : Que M. Pasqua convoque cinq, neuf, douze ou vingt-deux ministres de l'Intérieur, très bien. Mais pas à Sept !

Jacques Chirac, très embarrassé, répond qu'il va essayer...

François Mitterrand : Essayer, cela ne suffit pas.

Avant de descendre au Conseil, le Président s'adresse à nouveau à Jacques Chirac : Je m'interroge sur la mutualisation du Crédit Agricole, sur ses conséquences juridiques et même constitutionnelles. Les caisses régionales sont les seuls acheteurs de cette privatisation. Les agriculteurs restent entre eux, conformément à une vision très corporatiste, alors qu'il y a aujourd'hui beaucoup d'autres parties prenantes au Crédit Agricole. Je pense qu'il est très important de ne pas léser l'État dans cette affaire. Le monde paysan mesurera d'ailleurs rapidement à quel point la réussite indiscutable du Crédit Agricole est due pour beaucoup aux décisions de l'État. Car cette transformation pourrait remettre en question bien des avantages acquis.

Jacques Chirac : Sur le plan juridique, il n'y a pas le moindre problème. [Ce qui est faux.] Sur le plan politique, c'est effectivement un projet qui est discuté. Le monde de la mutualité est tout à fait pour. Le syndicalisme agricole suit, plutôt par solidarité. Au fond, c'est un risque qu'il appartient à la profession agricole de prendre.

François Mitterrand : Je serais syndicaliste agricole, je ne serais pas rassuré pour l'avenir.

Jacques Chirac : Vous rejoignez les sentiments des jeunes agriculteurs.

En Conseil des ministres, le Président reprend en la résumant sa démonstration : Cette transformation du Crédit Agricole ne va pas forcément servir les intérêts des agriculteurs. Le pourcentage des sièges attribués aux représentants des agriculteurs dans les caisses régionales a soulevé des objections du Conseil d'État et pourrait provoquer des difficultés au Conseil constitutionnel.

Charles Pasqua et Michel Aurillac ayant été cités à comparaître dans le procès qui les oppose au Monde, Jacques Chirac répète que la tradition veut que les ministres ne comparaissent pas. Ils ne comparaitront donc pas.

René Monory parle de l'accord Erasmus.

François Mitterrand : Je me réjouis de cet accord. Cela n'a pas dû être facile. L'accord sur les idées, c'est facile; mais, quand il s'agit de payer, c'est plus dur.

Le Conseil autorise le Premier ministre à recourir à l'article 49-3 pour accélérer la discussion du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, qui dure depuis deux semaines.

François Mitterrand : La Nouvelle-Calédonie exige beaucoup de sérénité. Je suis révolté par ce qui s'y passe. Il faut y dissoudre les milices privées.

Un peu plus tard, le Président me confie à propos d'André Giraud et de ses nouvelles idées sur le désarmement : C'est un esprit en bouillonnement permanent, qui raisonne comme un polytechnicien. Il voudrait que nous passions notre temps à nous mêler de ce qui ne nous regarde pas!

Jean-Christophe Mitterrand est parti pour N'Djamena où semble régner un grand désordre. André Giraud est toujours très remonté contre Hissène Habré. Jacques Chirac n'a pas le temps de prendre des décisions. Maurice Ulrich n'en a pas le pouvoir. Michel Aurillac se rendra à N'Djamena le 27.

Le Comité central du PCF désigne André Lajoinie comme candidat à la présidentielle.

Jacques Chirac engage la responsabilité du gouvernement sur le projet de loi d'aménagement du temps de travail. C'est la huitième fois depuis le 2 avril 1986 ! Aveu de faiblesse pour Pierre Joxe, qui dépose une motion de censure au nom du Parti socialiste.

Michel Camdessus me téléphone : le projet de recyclage des capitaux pour la dette des pays « intermédiaires » avance vite avec les Japonais.

L'évolution de la position allemande peut mettre au premier plan, dans les jours qui viennent, le problème des armes nucléaires d'une portée

inférieure à 500 armes. Le Chancelier Kohl déclare qu'il faut prendre en considération ces armements dans la négociation sur la première et la seconde option zéro... Prendre en considération et non pas prendre en compte. Cela veut dire que, conformément à ce que Hans-Dietrich Genscher commence à déclarer, l'Allemagne souhaitera que soit rétablie par la négociation, dans cette catégorie, l'égalité des forces, alors que l'Union soviétique dispose actuellement d'une très forte supériorité grâce à ses Scud et à ses Frog : il y a 1 255 armes soviétiques face à 88 armes américaines.

Les États-Unis, l'OTAN et Margaret Thatcher envisagent de déployer de nouvelles armes du côté américain pour rééquilibrer. Il vaudrait mieux rééquilibrer par le bas...

Je consulte successivement Charles Powel et Horst Teltschik par télégramme.

Powel considère qu'il faut absolument décrocher un accord européen sur les armes intermédiaires avant le Sommet de Venise et propose une rencontre à Paris en fin de semaine prochaine.

Teltschik me raconte le déjeuner d'aujourd'hui entre Amintore Fanfani et Helmut Kohl. Le Chancelier pense, après cette rencontre, qu'il faut arriver à un accord entre Européens sur les armes intermédiaires dans les dix jours. Il propose aussi que nous nous voyions à trois très vite. Il se montre très amer vis-à-vis des Britanniques qui lui avaient promis de faire un pas en faveur de sa position.

A propos de la prochaine réunion des Sept ministres de l'Intérieur, les Japonais s'affolent : qu'en attendons-nous en matière de lutte contre le terrorisme ? Le sherpa japonais : Une telle conférence est-elle compatible avec le processus retenu pour la préparation des Sommets occidentaux par les sherpas ? N'y a-t-il pas là un risque de duplication et de confusion des genres ? Cette initiative ne va-t-elle pas dans le sens contraire à la doctrine constante de la France selon laquelle les Sommets à Sept ne doivent pas fournir l'occasion de créer de nouvelles enceintes ou de nouvelles institutions ?

Les Italiens aussi paniquent. Ils ont appris par les Américains l'existence d'une initiative franco-allemande tendant à réunir les ministres de l'Intérieur des sept pays concernés. L'effet de surprise passé, la Présidence italienne s'interroge sur cette initiative : Tient-elle toujours debout ? Quel est le sentiment de la France à son égard ? A Rome, on n'ose y croire.

Dîner entre Fanfani et François Mitterrand à Paris :

Amintore Fanfani : On ne gagne pas une élection avec un bilan, mais avec une espérance.

François Mitterrand : Vous avez raison ; en France, celui qui réussira à la créer en 1988 gagnera l'élection.

Jeudi 21 mai 1987

Philippe Séguin m'explique longuement son état d'esprit, qui l'amène à renoncer à accompagner le Président dans son voyage au Canada alors qu'il a demandé à y être invité : J'avais proposé de rétablir le 1 % [de prélèvement exceptionnel sur les revenus pour la Sécurité sociale] dès avril 1986, mais Matignon avait refusé. Comment reprocher maintenant aux socialistes de l'avoir supprimé alors que je ne l'ai pas rétabli tout de suite ?

J'ai appris au cours d'une réunion à Matignon avec les syndicalistes qu'on allait réunir des états généraux sur la Sécurité sociale, alors que j'étais contre. J'ai appris par la presse qu'on créait une commission d'experts pour les préparer, alors que j'étais contre. J'apprends, en lisant Le Monde d'hier, que M. Balladur et M. Juppé veulent taxer tous les revenus, alors que je suis contre. Cette situation ne peut pas durer!

Il n'y a plus de pilote dans l'avion. Toute la semaine prochaine va être consacrée à hésiter sur une décision à propos de la Sécurité sociale. Si je pars au Canada avec le Président, ils m'imposeront quelque chose d'absurde.

Je suis tout à fait désolé de ne pouvoir partir, et j'écris une lettre personnelle au Président pour expliquer mon désistement.

Vendredi 22 mai 1987

Le Président écrit à Jacques Chirac à propos de la réunion des ministres de l'Intérieur pour dire que, s'il est bien entendu tout à fait favorable à tout ce qui peut renforcer utilement la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme, il s'est toujours opposé à toute institutionnalisation de réunions à Sept sur n'importe quel sujet. Il rappelle que les sommets des grands pays industrialisés doivent être consacrés à une concertation sur les grandes questions économiques, et qu'il ne saurait être question d'accepter, pas plus aujourd'hui qu'hier, de les voir transformés en directoire politique mondial. Il existe, souligne-t-il, des formes bilatérales et multilatérales de coopération contre le terrorisme, en particulier le groupe dit de Trevi, qui réunit les douze pays membres de la Communauté européenne. Pourraient s'y adjoindre, pour la réunion à Paris des ministres de l'Intérieur, les pays dont la présence semblerait nécessaire. Autrement dit : oui à une réunion, mais pas à Sept !

Vu Jean-Bernard Raimond. Il est contre la seconde option zéro et, évidemment, également contre la troisième.

Le 49^e Sommet franco-allemand s'ouvre à Paris. Réunion entre Helmut Kohl, François Mitterrand et Jacques Chirac. On discute de la Politique agricole commune et du GATT avant le Sommet de Venise.

François Mitterrand : Il faut définir une position d'attente sur l'agriculture.

Jacques Chirac : La presse va poser des questions.

François Mitterrand : Oui, mais enfin, il ne faut pas s'occuper que de la presse.

On parle aussi du désarmement et de la troisième option zéro que les Allemands se disent prêts à prendre en considération.

Impolitesse : je reçois, pour la communiquer au Président, une note du directeur de cabinet du Quai d'Orsay, Éric Desmarets, adressée à Maurice Ulrich, à propos de la position que Jean-Bernard Raimond entend prendre dans son entretien de tout à l'heure avec le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Yacoub Khan, au sujet de la coopération nucléaire franco-pakistanaise. Il s'appête à lui dire que nous sommes prêts à étudier la livraison d'une centrale française. Le Président refuse de se prononcer : On n'avait qu'à me saisir plus tôt. La position de Raimond est cependant très proche de celle de Claude Cheysson : oui à la coopération nucléaire, mais à condition qu'il n'y ait rien de dangereux ni de « proliférant ».

Jean-Bernard Raimond communique aussi à l'Élysée son projet de lettre à George Shultz à propos du désarmement conventionnel : pas de négociations d'alliance à alliance ; négociation à 35, pas à 15 contre 8. La lettre est approuvée telle quelle par le Président.

Lundi 25 mai 1987

François Mitterrand se rend en voyage officiel au Canada jusqu'au 29. Entretien en tête à tête entre le Président et Brian Mulroney dans le parc de la résidence présidentielle.

Brian Mulroney : Le gouvernement canadien est divisé sur le point de savoir s'il faut s'adresser à la France pour s'équiper en sous-marins à propulsion nucléaire. Moi, j'étais très favorable à cette solution, mais le dossier est très mal parti depuis que M. Giraud a dit à notre ministre de la

Défense: « Je vous poserai seulement deux questions : est-ce que vous êtes capables de payer ? Est-ce que les Américains vous le permettent ? » Vous comprenez que nous ayons jugé cela offensant!

Les questions sont bonnes. La manière ne l'est pas, quand il s'agit de plaire à un client...

Bernard Boyer, directeur d'Amérique au Quai, déclare à quelques journalistes qui suivent le voyage que ce que dit François Mitterrand sur le Canada ou le Québec n'a aucune importance, puisque la diplomatie dépend de Matignon. François Mitterrand demande son remplacement.

Mikhaïl Gorbatchev est à Bucarest. C'est la première visite d'un secrétaire général du PCUS depuis 1976. Il lance un appel à la démocratisation de la société, seule voie à emprunter pour réaliser les restructurations nécessaires.

Mardi 26 mai 1987

La motion de censure déposée par les socialistes sur le projet de loi d'aménagement du temps de travail est votée par 250 députés. Il en a manqué 49 pour qu'elle soit adoptée.

Charles Pasqua a accepté de composer : ce sont neuf ministres qui se réunissent à Paris, et non pas sept, et il n'est fait aucune référence au Sommet de Venise. Cela n'empêche pas les responsables britannique et américain de déclarer que cette réunion constitue une préparation pour le Sommet de Venise.

Au cours de la réunion, Maurice Ulrich intervient à de nombreuses reprises pour éviter des dérapages. Jean-David Levitte, directeur adjoint du cabinet de Jean-Bernard Raimond, de même que François Guillaume, directeur des affaires juridiques internationales au Quai d'Orsay, se montrent tout à fait à la hauteur.

François Mitterrand reçoit Helmut Kohl, venu voir Jacques Chirac.

Le Président : Je me réjouis de vos contacts avec le Premier ministre. Je ne regarde pas les problèmes par le petit bout de la lorgnette, et je me réjouis que vous soyez l'hôte de la France.

Helmut Kohl : Je connais la Constitution ; le plus important, ce sont les rencontres entre le Président et le Chancelier. Et plus encore entre François Mitterrand et moi-même !...

Sur le terrorisme, la conférence des ministres de l'Intérieur doit réfléchir à l'intensification des contacts. Les terroristes se recrutent parmi les classes aisées. La Police a de gros problèmes pour infiltrer ces milieux. Ce sont des petites cellules très fermées. En RFA, l'époque nazie et la culpabilité sont évacuées de la conscience...

Mercredi 27 mai 1987

256 députés RPR, UDF et FN déposent sur le bureau de l'Assemblée nationale une demande de comparution de Christian Nucci devant la Haute Cour de justice. Les socialistes répliquent en réclamant celle de Charles Pasqua pour avoir délivré à Yves Chalier son « vrai-faux » passeport.

L'accord sur la seconde option zéro bute toujours sur le même obstacle : il faudrait que les États-Unis obligent les Allemands à renoncer aux Pershing 1A, leurs fusées nucléaires. S'ils ne veulent pas prendre le risque d'une crise avec la RFA, ni l'humilier, l'accord sur la seconde option zéro sera impossible.

Tout cela va intensifier les pressions sur la France pour qu'elle accepte un compromis avec les thèses américaines sur les modalités des négociations conventionnelles. On nous fera valoir que notre refus de lier nucléaire et conventionnel complique cette négociation. Le problème de nos armes nucléaires à courte portée sera reposé. Des pressions accrues s'exerceront également en faveur de l'augmentation et de la modernisation des forces conventionnelles de l'OTAN.

Le gouvernement allemand se réunit demain pour se prononcer sur la seconde option zéro. Que va-t-il faire ?

Margaret Thatcher veut toujours sa réunion à Quatre. Le Président n'en veut pas : Réglons les problèmes, on verra après.

Jeudi 28 mai 1987

Le Sommet annuel du Pacte de Varsovie se réunit à Berlin-Est. La seule véritable nouveauté est la proposition faite aux pays de l'Alliance de tenir des consultations ayant pour objectif de comparer les doctrines militaires et de discuter les déséquilibres militaires.

Si cette proposition devait être acceptée par nos partenaires de l'Alliance, elle permettrait de disposer de toute la gamme de forums possibles pour le dialogue Est-Ouest : un bilatéral américano-soviétique sur le nucléaire; un multilatéral paneuropéen sur le nucléaire et le conventionnel (c'est le cas des futures négociations à Trente-cinq qui, dans l'optique soviétique, incluent le nucléaire tactique) ; enfin, un bloc à bloc sur le nucléaire et le conventionnel.

Vendredi 29 mai 1987

Philippe Séguin a obtenu gain de cause : mesures d'urgence (hausse des cotisations d'assurance-maladie et vieillesse) pour le financement de la Sécurité sociale : 21,3 milliards.

Dès le retour du Canada, Horst Teltschik et Charles Powel viennent à Paris déjeuner avec moi à l'Élysée. Teltschik nous raconte la discussion de la veille au sein du gouvernement allemand, la plus terrible depuis vingt ans, dit-il. Le gouvernement allemand s'est résigné à accepter la double option zéro, espérant, sans trop y croire, conserver les Pershing 1A. Le Chancelier annoncera cela jeudi prochain. Le lendemain, une réunion à Bruxelles des ambassadeurs à l'OTAN devrait l'entériner (sauf l'Espagne, la Norvège, la Grèce, le Danemark et peut-être les Pays-Bas, qui veulent s'assurer de la destruction des Pershing 1A), ce qui permettrait de présenter un front commun des Européens avant le Sommet de Venise.

L'affaire de l'ambassade d'Iran à Paris évolue. Le juge Boulouque délivre une commission rogatoire concernant Wahid Gordji. Il estime que cet attaché d'ambassade iranien peut avoir été en relation avec certains des inculpés des deux réseaux terroristes pro-iraniens démantelés ces derniers mois en France. Au cours de leur interrogatoire, plusieurs des principaux inculpés, en particulier le Franco-Libanais Mohamed Mouhajer, n'ont pas fait mystère de leurs relations avec Gordji. Les enquêteurs ont établi qu'une BMW ayant appartenu à Mouhajer était devenue la propriété de Gordji.

Samedi 30 mai 1987

Les treize pays du Forum du Pacifique-Sud dénoncent le référendum en Nouvelle-Calédonie.

Dimanche 31 mai 1987

Nouvelle réunion de sherpas, en partie à Venise, à l'hôtel Gritti, en partie dans une villa de Palladio, près de Venise. Difficile de se concentrer dans un tel cadre...

La semaine prochaine, le Sommet de Venise consacrera le dîner de lundi et le mardi, déjeuner politiques, aux sujets politiques, aux chefs de délégation seuls. Il approuvera les textes élaborés entre sherpas sur le désarmement Est/ Ouest, le terrorisme, peut-être la guerre Iran/Irak. Ces textes seront rendus publics en début de l'après-midi de mardi. Cet aspect du Sommet sera très conflictuel. Il pose de redoutables problèmes d'explication.

Nous aurons en outre obtenu l'accord sur le recyclage des capitaux des pays à surplus vers le Sud, et sur la création d'un comité d'éthique sur le sida.

Lundi 1^{er} juin 1987

Le Président reçoit à déjeuner Françoise Sagan, Maria Pacôme et François-Marie Banier. Il leur répète qu'il n'a pas l'intention d'être candidat à l'élection présidentielle. Il parle de Pierre Laval, et, tout en condamnant son action, le défend plutôt : C'était, dans le personnel politique de l'avant-guerre, le seul, avec Léon Blum et André Tardieu, à avoir une véritable stature. Mais son manque de convictions et sa trop grande confiance en soi l'ont perdu. Le Président ajoute cette formule étrange à son propos : Il y a des moments dans la vie où les événements se précipitent sur vous comme un mur de glace ; le héros essaie d'empêcher que les deux côtés se rejoignent, il meurt écrasé. Les autres essaient de trouver un passage...

Avec deux jours d'avance sur ce qu'a prédit Horst Teltschik, le gouvernement allemand annonce qu'il approuve officiellement la double option zéro, moyennant le maintien des 72 Pershing A.

Provocation : François Léotard, dans une interview au Point, reproche au RPR un goût pour le pouvoir sans partage, et traite ses membres de moines-soldats. Il s'affirme ni chiraquien, ni barriste.

Édouard Balladur pousse Jacques Chirac à réagir brutalement.

Mardi 2 juin 1987

Jacques Chirac convoque François Léotard. A l'issue de la réunion, communiqué de Matignon : Il faut savoir choisir entre les fonctions ministérielles et le rôle de militant.

Menaces de démission de la « bande à Léo ».

Shimon Pérès me téléphone : il souhaiterait faire une tournée en Europe et rencontrer le Président, ainsi que Margaret Thatcher. Jean-Bernard Raimond est actuellement à Jérusalem, mais le message n'est pas passé par lui.

Mercredi 3 juin 1987

Charles Pasqua et Robert Pandraud me prennent à part, avant le Conseil, pour me raconter la réunion des neuf ministres de l'Intérieur de la semaine dernière. Le ton de l'entretien est aimable et confiant :

Nous avons vu chaque ministre avant et leur avons dit, conformément à ce que souhaitait le Président, qu'il n'était pas question d'institutionnaliser ces réunions ni de les faire à Sept. Nous avons exposé à nos partenaires nos résultats en matière de terrorisme.

Les autres ne nous ont rien dit, sinon que chacun s'attend à une vague de terrorisme chez lui. En France même, nous nous attendons à des commandos-suicide iraniens (ils sont fonnés, mais n'ont pas quitté l'Iran) ; à des attentats libyens à la Réunion et en Nouvelle-Calédonie.

Ce genre de réunion sert surtout à permettre aux politiques de contrôler leurs services. Aucune autre réunion n'est prévue pour l'instant. Enfin, nous n'avons jamais laissé savoir que l'Élysée ne couvrirait pas cette opération.

Sans qu'une décision formelle soit prise, il a été entendu qu'une nouvelle réunion en formation identique (les Sept, plus la « troïka » de Trevi) aurait lieu juste avant le prochain Sommet au Canada.

Le ministre américain a beaucoup insisté pour obtenir qu'un véritable directoire soit mis en place, avec secrétariat, groupe de travail et rapport détaillé. Rien de tel n'a été décidé.

Par contre, plusieurs délégations (États-Unis et Canada) ont dit que le texte préparé pour Venise n'était pas suffisant, et il faut donc s'attendre à une nouvelle contre-attaque au Sommet pour que le texte soit modifié, que la réunion des ministres de l'Intérieur y soit mentionnée positivement, et que le principe d'une collaboration institutionnelle à Sept soit décidé...

Je comprends que les bénéfices tirés de cette rencontre sont purement politiques : l'affichage d'une volonté de coopération internationale ne peut qu'être payant auprès de l'opinion. Cette initiative place la France en flèche dans la course à la coopération antiterroriste, mais elle apparaît avant tout comme un succès inattendu de la diplomatie américaine, un an après l'affaire libyenne et quelques jours avant le Sommet de Venise. Enfin, en termes de coopération technique et opérationnelle, les résultats sont, pour l'instant, nuls. Aucune décision précise n'a été prise lors de la rencontre, qui n'a pas réellement abordé cet aspect. En revanche, une reprise des sujets débattus au sein du groupe de Trevi (échange d'informations, réseaux de communication, etc.) semble être désormais envisagée.

Mesuré à l'aune des principes qui ont jusqu'à présent guidé notre politique étrangère en matière de terrorisme, le bilan de cette réunion est préoccupant : le chaînon euro-américain tant recherché par l'Administration Reagan est enfin trouvé. L'objectif inavoué de Washington est de l'introduire dans le processus de décision des Douze en matière de terrorisme, en particulier en ce qui concerne la politique de sanctions à l'égard des États impliqués dans des actes de terrorisme. Cette formation aboutit à exclusion de la table des pays gênants pour les Américains (Grèce), des États particulièrement visés par le terrorisme (Espagne, Irlande), et des États très engagés dans la construction européenne (Pays-Bas). La solidarité des Douze est ainsi, de fait, mise à mal.

Le Congrès américain réclame à intervalles réguliers la constitution de l'« OTAN de l'antiterrorisme ». Vis-à-vis des pays du Tiers Monde, l'alliance des pays riches, vieilles nations colonialistes et puissances impérialistes, à quelques jours du Sommet de Venise, diminue la portée de notre discours dans le dialogue Nord/Sud. Le gain en termes d'efficacité opérationnelle est nul.

Avant l'ouverture du Conseil, j'observe les séquelles de l'« affaire Léotard ». Un peu de tension dans l'air. Alain Madelin et Hervé de Charette sont plutôt « rigolards ». François Léotard a les traits tirés. Il a un long aparté avec André Rossinot et Pierre Méhaignerie avant l'arrivée du Président et du Premier ministre.

Le Conseil commence. Jacques Chirac annonce la reconduction du général Biard comme grand chancelier de l'Ordre de la Légion d'honneur.

Le Président : C'est la sagesse. Il est respecté, remplit très bien ses fonctions. Il ne doit pas être très âgé — pas plus que moi, en tout cas.

Après l'exposé routinier de Jean-Bernard Raimond, André Giraud prend la parole : Nous avons évoqué la position que devait prendre notre gouvernement sur la deuxième option zéro, et indiqué notre préférence pour 80 têtes de chaque côté. J'entends dire aujourd'hui que nous allons

option zéro. Je tiens à souligner qu'il s'agit là d'un recul

Jacques Chirac sursaute : Nous avons assisté à une évolution sur le désarmement, d'ailleurs prévisible, à savoir un alignement progressif sur les Américains des Européens concernés. La France n'est pas directement concernée et ses forces nucléaires ne sont pas en cause. La France réagit en fonction non pas de ses intérêts nationaux, mais dans un souci de solidarité européenne. La France est favorable à des accords équilibrés globaux et vérifiables entre les États-Unis et l'URSS, mais elle rappelle que la dissuasion nucléaire est indispensable en Europe. Pour la France, les véritables priorités du désarmement sont la réduction des armements stratégiques des superpuissances et la correction des déséquilibres conventionnels et chimiques en Europe.

Position impeccable, mais qui ne tranche pas sur l'essentiel : les relations avec la RFA.

François Mitterrand met les pieds dans le plat : La position de la France n'est pas de soutenir l'idée de 80 têtes de chaque côté. C'est un chiffre un peu fantaisiste cité par M. Shultz. Cela impliquerait l'installation de nouveaux missiles à l'ouest, et personne n'en veut. Donc, ce chiffre n'a pas été adopté par le gouvernement français comme une règle de négociation. Notre objectif, c'est l'unité de vues entre grands pays européens. Les Allemands ont résisté d'abord brutalement, puis timidement, ce qui était prévisible. La position de la France consiste à dire : « Nous ne serons pas un embarras. » Si la position avait été 80 têtes de chaque côté, bien que cela me paraisse absurde, nous aurions accepté. Quant aux Allemands, ils veulent tenir en dehors de la négociation les 72 Pershing IA. A vrai dire, je n'en vois pas l'utilité pour la sécurité. Si les Allemands l'estiment nécessaire et si les États-Unis y consentent, nous n'y ferons pas obstacle.

Mon pronostic : je serais étonné qu'au bout du compte Américains et Soviétiques l'acceptent. Encore une fois, nous ne voulons pas compliquer la tâche de nos amis allemands dans cette affaire qui est difficile pour eux.

Sur les fusées de portée inférieure à 500 kilomètres, il faut bien comprendre que si nous étions dans la même situation, nous raisonnerions comme eux.

Pour l'instant, les Soviétiques n'ont pas posé la question de la troisième option zéro. Nous n'avons pas à soulever le problème. Bien sûr, il peut être tentant pour les Soviétiques de le faire. En particulier parce que c'est là une manière d'essayer de faire entrer dans la négociation un système interdit, le système français. Nous avons refusé la prise en compte des armes françaises pour une première raison : ce ne sont pas des armes intermédiaires, notre système est un système central ; et pour une raison purement volontariste : nous disons non. Nous supposons que nos successeurs maintiendront une position autonome et intransigeante de la France. Ce qu'a dit le Premier ministre est conforme à notre doctrine.

Sourire de Jacques Chirac. Étrange coalition du Président et du Premier ministre contre le ministre de la Défense ! Puis François Mitterrand conclut : Quand j'entends dire qu'il ne fallait pas aller à Bonn prononcer le discours du Bundestag [le Président vise Raymond Barre], je remarque que certains, qui avaient pris une attitude douce, prennent maintenant une attitude dure envers l'URSS, pour des raisons qui sont exclusivement de politique intérieure. On ne mêle pas la politique étrangère de la France à de petites manœuvres de politique intérieure. On fait ce que l'on croit devoir faire dans l'intérêt du pays. Si l'on veut aller vers la défense européenne, ce que tout le monde dit, il est capital de ne pas embarrasser les Allemands.

Le bureau de l'Assemblée juge recevable la demande de comparution de Christian Nucci devant la Haute Cour de justice.

Jeudi 4 juin 1987

Une surprise de taille, comme chaque année, à trois jours du Sommet : Ronald Reagan fait part de son intention de soulever à Venise la question de la protection de la navigation dans le Golfe où un Exocet irakien a touché, il y a quinze jours, une vedette américaine. Il veut créer un condominium sous contrôle américain des flottes européennes ! On n'en a pas du tout parlé entre sherpas.

Le sherpa britannique Robert Armstrong, m'appelle : Je suis sûr que vous avez réfléchi à la façon d'y répondre. Nous pensons qu'il s'agit d'une question qui peut créer des difficultés au moins pour quelques-uns des participants. Il convient donc de la manipuler avec précaution afin de ne pas détourner l'attention des problèmes économiques ou, pire, d'aboutir publiquement à des divisions.

Il propose pour Venise un texte qui ne me pose aucun problème, sauf un paragraphe :

Les chefs d'État ont affirmé leur résolution commune de ne pas accepter des attaques contre les bateaux, dans cette zone vitale, de nature à menacer le ravitaillement mondial en pétrole. Ceux d'entre eux qui disposent d'une présence navale dans la zone continueront à se consulter et à soutenir la liberté internationale de navigation tout en continuant à ne pas prendre part au conflit.

Robert Armstrong poursuit : Je n'ai pas pu montrer ce projet au Premier ministre [difficile à croire !], mais je crois qu'elle devrait accepter ce type de langage. Il me serait très utile de connaître votre propre réaction. Si vous — et votre collègue américain auquel j'écris — êtes sur la même ligne, je pourrais faire circuler le projet informellement comme contribution à nos discussions à Venise la semaine prochaine.

Armstrong semble avoir trouvé une façon d'amortir le choc américain, d'éviter que les États-Unis nous imposent au Sommet une action militaire dans le Golfe pour y assurer la liberté de circulation.

Vendredi 5 juin 1987

Lettre du Président à Jacques Chirac pour demander pourquoi, au dernier moment, l'autorisation accordée à M^e Soulez-Larivière d'aller voir ses clients, le commandant Mafart et le capitaine Prieur, à Hao, a été annulée par le ministre de la Défense.

Samedi 6 juin 1987

Deuxième étape... Comme on pouvait le craindre, le contre-feu de Robert Armstrong n'a pas suffi : un texte américain nous tombe du ciel, comme toujours à la veille du Sommet, sur la guerre Iran/Irak ! Le Président Reagan souhaite le soumettre au dîner de lundi, à Venise. Il proposera une action à Sept pour assurer le libre passage à Ormuz. Les Britanniques, comme nous, sont hostiles à une action intégrée.

Voici le projet américain de communiqué (j'ai souligné les membres de phrase qui, à mon sens, posent problème) :

Nous sommes d'accord pour penser que de nouveaux efforts internationaux concertés sont nécessaires d'urgence pour arrêter la guerre Iran/Irak. Nous sommes favorables à une issue négociée le plus tôt possible de cette guerre, stipulant l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Irak et de l'Iran. Les deux pays ont très gravement souffert de cette guerre longue et tragique. Les pays voisins sont menacés par une possible extension de ce conflit. Le moment est maintenant venu d'agir.

Nous lançons une nouvelle fois un appel aux deux parties pour qu'elles négocient un arrêt immédiat de cette guerre. Nous apportons tout notre soutien aux efforts de médiation du secrétaire général des Nations-Unies et demandons l'adoption d'urgence de mesures effectives par le Conseil de sécurité des Nations-Unies. Au-delà, nous sommes d'accord pour penser que les principes de liberté de navigation dans le golfe Persique — comme partout ailleurs — devront être défendus par les pays

Il est convenu que Jacques Chirac viendra le second jour du Sommet et n'assistera pas à la conférence de presse finale. Je ne comprends pas son insistance à être présent.

Les détails commencent à arriver sur ce qui est en train de devenir l' « affaire Gordji ». Trois Iraniens de l'ambassade sont concernés par la commission rogatoire du juge Boulouque : deux employés de bas niveau, non couverts par le statut diplomatique, et Wahid Gordji, qui ne l'est pas non plus.

Contrairement aux allégations de la presse, Wahid Gordji n'a pas fui à l'étranger. Il serait toujours à l'ambassade, ce qui explique que les policiers ne l'aient pas trouvé à son domicile. C'est son père qui a indiqué qu'il était parti mardi soir pour Genève.

Pour l'instant, les conséquences diplomatiques et politiques sont circonscrites. Le chargé d'affaires iranien a fait une protestation diplomatique en bonne et due forme. Téhéran n'a pas réagi excessivement, sans doute parce qu'il n'y a pas eu d'arrestation d'Iraniens.

Mais tout basculera si Gordji, au lieu de rester tranquillement et discrètement là où l'on suppose qu'il se trouve, se fait arrêter. On entrerait alors dans un processus extrêmement grave dont la première étape prévisible consisterait en repréailles contre nos agents diplomatiques à Téhéran.

Dimanche 7 juin 1987

François Léotard annonce qu'il ne démissionnera pas, mais qu'il veut conserver sa liberté de parole. Le Parti républicain n'entend pas être caporalisé.

Solutré : le Président commente avec délices les remous au sein de la droite et les disputes de Chirac avec ses ministres.

A l'occasion de concerts de musique rock devant l'ancien Reichstag, les jeunes Est-Allemands affrontent la police en criant : Le Mur doit tomber !

Lundi 8 juin 1987

Le 13^e Sommet des pays industrialisés s'ouvre à Venise dans l'île de San Giorgio.

Foule de gardes. Valse de bateaux. A l'arrivée au palais Grassi pour le dîner, trois bateaux s'arrêtent l'un après l'autre pour faire semblant de débarquer Reagan. Lequel débarque finalement d'un quatrième !

Le Président a enfin l'occasion, qu'il cherche depuis quelques mois, de mettre les Américains devant leurs responsabilités au lieu d'accepter la discussion, que souhaite provoquer Reagan, sur la libre circulation dans le détroit d'Ormuz. Tout part d'une question de Margaret Thatcher, qui lance la conversation sur l'engagement américain en Europe :

Margaret Thatcher : Si une guerre éclatait et si les Soviétiques assiégeaient Bonn, est-ce que vous utiliseriez la bombe atomique française ?

François Mitterrand : Mais, madame, certainement pas.

Margaret Thatcher : Comment pouvez-vous dès lors attendre des États-Unis qu'ils viennent un jour au secours de Paris ?

François Mitterrand : Madame, je pense que vous mélangez sciemment deux problèmes distincts. C'est un débat de stratégie et nous n'avons pas la même. De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing et moi avons toujours eu un doute sur les intentions des États-Unis. Il n'y a pas d'automatisme d'intervention de leur part, et nous pouvons nous retrouver à découvert. C'est pourquoi nous avons une force autonome de dissuasion. Mais nous ne pouvons pas nous en servir pour n'importe quoi. L'appréciation des intérêts de la France ne dépend que de moi. Or, la mission de la France n'est pas de protéger la République fédérale et l'Europe occidentale. C'est la mission de l'Alliance atlantique, pas celle de la France seule. Madame, la France récusé absolument l'obligation morale sous-entendue dans votre question.

François Mitterrand se tourne alors brusquement vers Ronald Reagan :

Monsieur le Président, les dirigeants de votre pays raisonnent comme le faisait Schuschnigg à propos de l'Anschluss. Vous dites : « Jusqu'ici, et pas plus loin » ; or, si vous acceptez de ne pas agir ici, vous n'acceptez pas d'agir là. C'est l'erreur majeure de l'Alliance. Votre riposte graduée, élastique, n'est faite que pour vous permettre, à vous, Américains, de ne pas intervenir en Europe.

Ronald Reagan : Je peux vous garantir que les États-Unis seront solidaires. Comme nous l'avons fait lors des deux guerres mondiales, nous interviendrons si vos nations sont menacées.

François Mitterrand : Je n'en doute pas, mais je n'ai pas de garantie.

Helmut Kohl, conciliant: La défense de l'Europe, c'est le rôle de l'Alliance.

François Mitterrand : Comprenons-nous bien. S'il y a le moindre doute chez l'adversaire sur notre détermination et notre capacité à intervenir massivement et très vite en cas d'agression, il peut y avoir la guerre. Avec la riposte massive, les Soviétiques ne prendront pas le risque d'une guerre atomique. Madame le Premier ministre britannique, vous ne devez pas imaginer que les Soviétiques soient à Bonn, car si vous entrez dans ce raisonnement, vous avez déjà perdu !

Sur le texte relatif à la libre circulation dans le Golfe, discussion confuse au dîner, qui ne conclut rien. Pendant trois heures, les sherpas reprennent le texte pour en arriver à des phrases vides : les Sept soutiennent activement les efforts de modération entrepris par le secrétaire général de l'ONU et demandent instamment l'adoption de mesures efficaces et justes par le Conseil de sécurité. Le principe de liberté de navigation dans le Golfe est déclaré d'importance primordiale.

Texte achevé à 6 heures. Puis deux heures à rôder dans Venise bourrée de gardes italiens et de policiers américains, entre 6 et 8 heures. Les églises, à l'aube, mais pour moi seul...

Mardi 9 juin 1987

François Mitterrand et Helmut Kohl se voient au petit déjeuner. Ils reprennent la discussion du dîner sur la défense de l'Europe. Est-ce la conversation qu'avait annoncée Horst Teltschik ? Que va proposer le Chancelier ? François Mitterrand explique son opposition à la présence des armes nucléaires américaines sur le sol européen : Je ne crois pas à la riposte graduée. La guerre peut être évitée si on pense que le gouvernement américain interviendra. Avec la riposte graduée, on installe la guerre au centre de l'Europe et on glisse de la petite guerre à la grande guerre. Une petite bombe, c'est quatre fois Hiroshima ! Seule la menace soviétique est efficace. Les armes au sol sont donc les seules efficaces. Les armes intermédiaires n'ont pas beaucoup d'intérêt.

Helmut Kohl : La différence entre nous, c'est que nos populations sont psychologiquement très différentes. Le désarmement est vu différemment

selon la nature des armes.

François Mitterrand : Les forces nucléaires intermédiaires américaines ne servent qu'à neutraliser les SS 20. C'est fait, c'est très bien. Cela a servi et ça suffit.

Helmut Kohl : Oui, je suis d'accord, mais il faut absolument renforcer la composante européenne de l'Alliance pour compenser leur départ.

François Mitterrand : Il faut pour cela esquisser un nouveau traité du type de celui de l'Élysée. Il faut quelque chose qui marque une direction. Je suis d'accord pour aller vers l'intégration de nos armées sur des points précis et significatifs.

Helmut Kohl : Oui. Il faut des divisions franco-allemandes complètement intégrées.

François Mitterrand : J'en parlerai au Premier ministre. Il n'y est pas hostile. Mais son milieu politique n'y est pas favorable. Je ferai avancer les choses.

Helmut Kohl : Nos chefs d'état-major sont enthousiasmés par cette idée et peuvent la mettre en pratique. C'est une expérience. Il faut être habile et trouver un commandant français qui pourra symboliser cela. Ce sera un bon signal.

François Mitterrand : Nous allons travailler la question.

Voilà lancée la brigade franco-allemande... C'est la première conséquence concrète de l'option zéro.

La réunion des Sept reprend sur le protectionnisme.

Ronald Reagan souhaite que l'on décide d'une réunion des sept ministres de l'Agriculture. Pas question de réunion à Sept, dit François Mitterrand. Et pas question de réunions concernant les problèmes agricoles seuls, quel que soit le nombre des participants. Le Président impose son point de vue.

Le paragraphe marque un progrès dans la concertation économique internationale, notamment sur le mécanisme de régulation de la monnaie par les banques centrales :

Nous nous félicitons chaleureusement des progrès réalisés par le groupe des sept ministres des Finances en ce qui concerne la formulation et la mise en œuvre de dispositifs renforcés pour la surveillance multilatérale et la coordination économique, comme cela avait été demandé à Tokyo l'an dernier. Le nouveau processus de coordination qui comporte l'utilisation d'indicateurs économiques confortera les efforts faits par nos pays pour poursuivre des politiques plus cohérentes et mutuellement compatibles.

Les chefs d'État ou de gouvernement considèrent que ces mesures sont des étapes importantes pour promouvoir une croissance soutenue et non inflationniste, ainsi qu'une plus grande stabilité des changes. Ils invitent le groupe des sept ministres des Finances et les gouverneurs des Banques centrales à :

- intensifier leurs efforts de coordination afin de parvenir à une mise en œuvre rapide et efficace des engagements et des mesures convenus ;
- contrôler étroitement l'évolution de la situation économique en coopération avec le directeur général du FMI ;
- envisager de nouvelles améliorations, si nécessaire, afin de rendre le processus de coordination plus efficace.

Pour l'aide au Tiers Monde, après une bataille de mots, le Président obtient que le chiffre de 0,7 % du PIB soit mentionné dans le communiqué comme un objectif. Surtout, on décide d'inscrire le souhait d'un recyclage des capitaux des pays à excédent de paiements vers les pays les plus endettés, ce qui pourrait aboutir à terme à multiplier par trois l'aide du FMI aux pays les plus pauvres d'Afrique.

Concernant le sida, le Président propose la création du comité international d'éthique qui devrait permettre d'éviter des dérapages sur les libertés. C'est déjà réglé depuis un mois. Pas de problème.

Jacques Chirac débarque dans l'après-midi. Il avait envisagé de faire depuis Venise un journal télévisé sur Antenne 2 ou TF1. Il y a renoncé de peur qu'on ne lui pose des questions sur François Léotard ; en outre, sans doute pour les mêmes motifs, et contrairement à ses habitudes, il ne s'entretient pas avec les journalistes, tard dans la soirée.

François Bujon de l'Étang s'est encore distingué en essayant de faire croire à la presse que les sherpas n'ont pas travaillé toute la nuit dernière sur les textes politiques, et en disant que c'est Jacques Chirac qui a proposé le chiffre de 0,7 % du PIB pour l'aide au Tiers Monde, ce qui est également faux.

Mercredi 10 juin 1987

Fin du Sommet. Conférence de presse. Après une brève promenade avec le Président dans les rues de Venise, départ. Il est 13 heures. Le Président a acheté des cerises sur un marché ambulant de San Giorgio. Ravi de son achat, il commence à les manger dans l'avion tout en se plaignant, comme à chaque vol, de l'effroyable qualité des plateaux-repas : toujours du saumon, du foie gras... Édouard Balladur, Élisabeth Guigou et moi le regardons. Au bout d'une heure, le steward vient timidement nous proposer de déjeuner. Le Président se rend alors compte qu'il mange devant nous depuis le décollage, qu'on atterrit dans vingt minutes et que nous avons sûrement faim. Il demande qu'on serve un plateau à ceux qui le souhaitent. Avec un humour cinglant, Édouard Balladur murmure : Je vous remercie, je viens d'assister au souper du Roi, cela me suffit !

La joaillerie Chaumet dépose son bilan à la suite de la découverte d'un trou de près de 2 milliards.

Le bureau de l'Assemblée juge non recevable la demande de comparution de Charles Pasqua devant la Haute Cour de justice pour l'affaire du « vrai-faux » passeport remis à Yves Chalié.

Jeudi 11 juin 1987

Quelques instants avant le Conseil, Jacques Chirac, à son arrivée dans le bureau de Bianco, arbore une décoration allemande à la boutonnière.

Jean-Louis Bianco : Monsieur le Premier ministre, puis-je vous demander ce qu'est cette décoration ?

Jacques Chirac : C'est parce que je dîne ce soir à Paris avec Helmut Kohl. J'oublie toujours de la mettre...

Ce dîner avec le Chancelier, Jacques Chirac ne l'a annoncé à personne, pas même au Président. Comme Bianco en informe celui-ci, d'un mot passé par l'huissier avant que nous ne pénétrions dans son bureau, François Mitterrand interroge Chirac.

Jacques Chirac : Mais si, monsieur le Président, je vous en avais parlé à Venise !

Ce qui est faux, m'indique le Président.

Kohl non plus, d'ailleurs, n'en a rien dit.

Le Président préfère passer à autre chose.

En l'absence de Jean-Bernard Raimond, retenu à la réunion de l'OTAN à Reykjavik, et de Bernard Bosson, retenu à Bruxelles à une réunion européenne, c'est Didier Bariani qui présentera une communication de politique étrangère. Le Président fait la moue.

Jacques Chirac : Il n'est pas si mal. Il ne dit pas de bêtises. Il lit les papiers qu'on lui passe.

Le Conseil commence. Philippe Séguin, exceptionnellement triste et terne, expose son plan sur la Sécurité sociale.

Edouard Balladur, lugubre : C'est une bonne solution.

Jacques Chirac : C'était un exercice particulièrement difficile, et le ministre des Affaires sociales a réussi à dégager la solution la moins injuste et la moins dangereuse.

François Mitterrand : Je ne sais pas si tout a été dit sur ce dossier. En tout cas, beaucoup a été dit. Nous n'alourdirons donc pas le débat. Mais il reste des questions de fond qu'on peut aborder selon l'idée qu'on en a.

Sur les nominations, François Mitterrand interroge Charles Pasqua à propos d'un préfet limogé parce que des manifestations ont eu lieu lors du déplacement de Jacques Chirac dans son département : Qu'est-ce qu'on lui reproche ?

Pasqua, un peu surpris et embarrassé, bredouille : Une certaine insuffisance et des mauvaises relations avec pratiquement tout le personnel politique.

Longs commentaires du Président sur le Sommet de Venise : rien de nouveau.

Après l'acceptation de Bonn, les ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN, réunis à Reykjavik, se rallient à l'option double zéro qui envisage un accord américano-soviétique sur l'élimination des euromissiles à longue et à courte portée.

Vendredi 12 juin 1987

Ronald Reagan est à Berlin-Ouest.

Samedi 13 juin 1987

Les frères Chaumet, propriétaires de la célèbre joaillerie, sont écroués.

Lundi 15 juin 1987

Charles Pasqua en Corse. L'île connaît un regain de violences depuis le début de l'année : 284 attentats. Plus du double par rapport à 1986. Le ministre de l'Intérieur est venu, dit-il, apporter le témoignage de la solidarité nationale.

Mercredi 17 juin 1987

Assassinat à Ajaccio du vétérinaire anti-indépendantiste Jean-Paul Lafay. Le voyage du ministre de l'Intérieur n'a pas servi à grand-chose.

Aujourd'hui, justement, le Conseil des ministres doit autoriser Charles Pasqua à ne pas comparaître devant la justice au cours du procès en diffamation intenté à Libération dans l'affaire du « vrai-faux » passeport d'Yves Chalié.

Le Président donne la parole à Albin Chalandon, mais celui-ci semble perdu. Il n'a pas le dossier et ne sait pas de quelle affaire il s'agit. Finalement, c'est le Président qui rapporte en lieu et place du garde des Sceaux : L'usage constant en la matière... M. Pasqua est donc autorisé à ne pas comparaître.

L'exposé de politique étrangère de Jean-Bernard Raimond est plus terre que jamais, d'une platitude désespérante. Il ne dit rien qui ne soit dans la presse, qu'il s'agisse du désarmement ou des élections britanniques ou italiennes...

Le Président prend la parole. A propos de la Grande-Bretagne : Avoir une avance d'une centaine de sièges avec 43 % des suffrages, tout le monde en rêverait en France. C'est là où règne la division qu'il y a l'échec. En face, il y avait trois partis, dont une coalition (libéraux et PSD).

Sur l'Italie : Les deux partis responsables de la crise voient leurs scores s'améliorer. Sans doute parce qu'ils apparaissent comme les deux partis de gouvernement. Ils s'arrangeront, je ne sais pas comment, mais ils s'arrangeront.

A propos de la Pologne : La visite du Pape s'est déroulée sous les acclamations de tous les bien-pensants d'Europe. Lorsque j'ai reçu M. Jaruzelski, ce n'étaient pas tout à fait les mêmes applaudissements, et pourtant le pouvoir polonais avait accepté de se déplacer, de venir à Paris. Mais si Jaruzelski a accepté cette visite du Pape et lui a accordé beaucoup de facilités pour aller là où il voulait, c'est sans doute qu'il doit penser qu'il y a là quelque chose de rentable. Sinon, pourquoi courir ce risque ? Cela dit, il n'y a aucun espoir à avoir : si l'URSS l'estime nécessaire, elle ne relâchera pas sa pression.

A propos de l'assassinat du vétérinaire Lafay, en Corse : Personne ne peut être indifférent au nouveau drame qui endeuille la Corse, donc la France. Au nom de tous les Français, je condamne le crime qui vient d'être commis et je présente aux proches de la victime les condoléances de la Nation. Je souhaite que tous les moyens de la loi soient mis en œuvre pour découvrir et frapper les coupables, en même temps qu'il conviendra de rechercher plus que jamais les voies de l'unité de la Nation et l'apaisement des esprits.

Puis il ajoute : Il y a déjà eu d'autres crimes, mais les crimes de sang étaient assez peu nombreux. Ce n'était pas le système de lutte de ceux qui veulent ruiner l'unité nationale. Il s'agit d'un acte délibéré qui suit immédiatement la visite du ministre de l'Intérieur.

Ni Jacques Chirac, ni Charles Pasqua ne demandent la parole pour évoquer le drame corse.

Sur le perron de l'Élysée, Charles Pasqua s'adresse aux journalistes, leur exposant ce qui a été dit au Conseil.

Jean-Louis Bianco appelle Maurice Ulrich, à la demande du Président, pour lui dire qu'il est inadmissible que le ministre de l'Intérieur, contrairement aux usages, se soit exprimé sur le perron de l'Élysée à l'issue du Conseil des ministres.

Jeudi 18 juin 1987

En URSS, une amnistie partielle est décrétée ; applicable dans les six mois, elle devrait permettre à de nombreux détenus politiques de voir leur peine de prison réduite.

Vendredi 19 juin 1987

Helmut Kohl propose officiellement à la France la création d'une unité de défense franco-allemande.

Samedi 20 juin 1987

François Mitterrand décide d'ajourner la remise des lettres de créance du nouvel ambassadeur de Pretoria à Paris, pour protester contre le maintien en détention du coopérant Pierre-André Albertini.

Il estime que la proposition allemande va dans la bonne direction.

Lundi 22 juin 1987

François Mitterrand est en voyage officiel en Basse-Normandie. Ce voyage se passe bien. Le Président s'en prend à la mode intellectuelle qui voudrait que la France soit en déclin. Il faut se rassembler autour d'idées fortes et justes, dit-il. Cela dépend de vous, qui que vous soyez. C'est la première fois que des élus de l'actuelle majorité entrecourent le discours du Président d'applaudissements.

Débat Jospin/Le Pen sur RTL. Jospin est excellent. Il résume ainsi la pensée sociale de M. Le Pen : mort aux faibles. Il démontre que mettre le leader du Front national en difficulté est faisable, pour peu qu'on sorte des peurs fantasmatiques qu'il inspire.

Mercredi 24 juin 1987

Conseil des ministres. A propos de la réforme du Conseil d'État :

Jacques Chirac : C'est une très bonne réforme, très attendue.

François Mitterrand : Oui, elle était très attendue.

A propos de la réforme des enseignements artistiques :

Jacques Chirac : C'est une réforme importante. C'est même la plus importante que le gouvernement ait élaborée depuis le 16 mars 1986.

(Il s'agit de rendre obligatoire l'enseignement artistique de la sixième à la troisième. Mais rien ne prouve qu'on en ait les moyens. Cette réforme rappelle la réforme de la gymnastique dans les lycées, qui instituait cinq heures de cours par semaine. Faute de moyens, il n'y a que deux heures.)

Exposé de Michèle Barzach sur le sida. Elle précise que la création du comité international d'éthique décidée à Venise est une initiative du Président. André Giraud demande la parole pour résumer tout ce que l'armée fait pour lutter contre le sida. Hervé de Charette et François Guillaume ricanent sans se cacher.

Jacques Chirac reprend la parole pour souligner à quel point tout ce que fait Mme Barzach est bien. Il dit qu'il ne faut pas affoler inutilement l'opinion, et il a cette formule qui n'est peut-être pas très heureuse à propos du sida : Ce n'est pas la Terreur blanche !

Après le Conseil, le Premier ministre me dit être très content des communications au Conseil. François Mitterrand, à qui je rapporte ce propos : On peut les comprendre, ils n'ont pas tellement de motifs de satisfaction.

Afin de préparer le Conseil européen, le Président réunit dans son bureau Jacques Chirac, Bernard Bosson, Edouard Balladur, Jean-Bernard Raimond, François Guillaume, Elisabeth Guigou et moi. Jacques Chirac est violemment opposé à l'aide que les pays riches de la Communauté apportent aux régions pauvres — grecques, portugaises, italiennes. Il a des propos étonnants : Les Portugais ne savent même pas lire. C'est un piège à cons ! Il est furieux que le Président insiste.

A l'issue de cette réunion, Jean-Bernard Raimond dit à Jean-Louis Bianco combien il en est heureux, car elle lui permet d'être parfaitement « cadré » pour son travail. Il espère qu'il y en aura d'autres, plus souvent.

Dans le hall d'honneur, Jacques Chirac, de fort mauvaise humeur : Cette fois, je ne vais pas céder. S'il veut la crise, il l'aura ! Sans doute fait-il allusion au seul point de vraie divergence, qui concerne les fonds structurels, c'est-à-dire l'aide aux régions pauvres.

Informé des propos de Chirac, le Président, très détendu, commente : De toute manière, il est velléitaire, ce n'est pas grave. La droite française, décidément, ne change pas. Elle n'aura jamais que les idées de ses intérêts et les projets de ses mandants.

François Mitterrand déjeune avec Willy Brandt, Lionel Jospin, Louis Mermaz, Michel Charasse et Jean-Louis Bianco. Rien de particulier, si ce n'est cette phrase taquine à Jospin : Vous vous êtes sacrifié pour garder le Parti, c'est admirable.

Le Président félicite Jospin pour son débat avec Le Pen. Il a pour Lionel Jospin de l'estime, pas d'amitié. La froideur les habite l'un et l'autre. Ils n'ont ni culture ni passions communes. Sauf celle du service public — et le goût d'expliquer.

La fête de SOS Racisme s'est très bien passée. Discours du Président sur la France multiraciale.

Jeudi 25 juin 1987

Déjeuner avec Shimon Pérès. Je lui suggère de lancer, dans le contexte de la conférence internationale, l'idée d'un Marché commun du Moyen-Orient et d'une Banque du Moyen-Orient. Ce qui s'est passé en Europe après la guerre entre la France et la RFA doit servir de modèle à ce qui peut se passer entre l'Égypte et Israël, qui peut ensuite s'étendre à d'autres. Ils devraient ouvrir des discussions sur les droits de douane, l'harmonisation des normes, la mise en place d'une recette budgétaire commune prélevée sur les droits de douane. Ce budget servirait d'abord à amortir les chocs inévitables d'une telle ouverture des frontières, mais, surtout, à fournir le cadre juridique d'une Banque internationale de développement du Moyen-Orient. Il est évidemment illusoire de penser qu'on pourrait réunir d'un seul coup les moyens nécessaires à son fonctionnement (de l'ordre de 3 milliards de dollars par an). Une telle banque aurait une structure du type de celle de la Banque des règlements internationaux à Bâle. Elle aurait pour fonction de cofinancer (soit directement, soit sous forme de bonification des intérêts des emprunts) les projets industriels du Marché commun ; de coordonner les projets d'aide bilatérale financée dans chacun des pays par des institutions internationales et d'autres pays ; de servir de garantie bancaire aux emprunts du Marché commun. Elle serait financée par des fonds accordés par le Fonds monétaire international (qui dispose de crédits ad hoc dans le cadre de la « facilité d'ajustement structurel »), la Banque mondiale, la Communauté européenne, les institutions privées et surtout le Japon et la RFA.

Pour réussir, il faudrait montrer aux pays développés que tel est leur intérêt. Financer un tel projet coûte beaucoup moins cher que la lutte contre le terrorisme, en partie engendré par la misère et l'état de guerre ; ils obtiendraient ainsi de nouveaux clients potentiels pour leurs produits ; aux yeux de leur opinion, ils assumeraient un réel leadership dans la résolution du conflit.

Il faut aussi faire tout de suite acter par le FMI que la région sera éligible à la « facilité d'ajustement structurel » qui, au 1^{er} janvier prochain, disposera sans doute de 10 milliards de dollars.

Le Japon est le principal financier possible, mais est le plus difficile à convaincre. Il faut lui montrer qu'un tel plan n'est pas contraire à ses intérêts dans le Golfe.

Pérès est enthousiaste sur l'un et l'autre projet. Il en saisira son gouvernement.

En URSS, le plénum du Comité central ratifie la réforme de la gestion économique et élit au Bureau politique trois personnalités proches de Mikhaïl Gorbatchev.

Kurt Waldheim est reçu au Vatican. Honte, provocation.

Vendredi 26 juin 1987

Avant le Conseil européen de Bruxelles, où les montants compensatoires monétaires doivent être renégociés, François Guillaume déclare : J'espère que le chef de l'État fera preuve de la fermeté indispensable, comparable à celle dont fait preuve le Premier ministre. François Mitterrand, furieux, commente : Cet homme n'est que le porte-voix du lobby des gros agriculteurs.

Samedi 27 juin 1987

Adoption de la loi sur la prévention et la lutte contre le chômage de longue durée.

Privatisation de la Société Générale.

Dimanche 28 juin 1987

Sur Europe 1, Charles Villeneuve révèle la présence de Wahid Gordji à l'ambassade d'Iran. Le gouvernement le savait déjà, mais ne voulait pas le savoir... Il va falloir réagir.

Lundi 29 juin 1987

Nous sommes à Bruxelles, au Conseil européen. Il s'agit de préparer l'Acte unique de 1992.

Il est d'abord question du démantèlement des montants compensatoires. Le Président ne souhaitait pas que ce point vienne en discussion : ce n'est pas, selon lui, un sujet pour ce Sommet. Jacques Chirac négocie pied à pied en séance. François Mitterrand l'approuve. Le Président est surpris de l'esprit conciliant, particulièrement inhabituel, des Britanniques.

Jacques Chirac sort raconter la discussion à la délégation française. Il explose : J'en ai plein le cul de l'Europe ! Depuis dix ans, les paysans français paient trop ! François Guillaume est là : pourquoi ? Il organise toute une dramatisation : il se livre à d'incessants briefings auprès des journalistes avec Denis Baudouin, disant le contraire de ce que Michèle Gendreau-Massaloux dit au nom du Président.

10,5 millions d'actions de TF1 sont mises en vente auprès du public au prix unitaire de 165 francs.

Redoutant d'être accusés de faiblesse, Charles Pasqua et Robert Pandraud établissent un contrôle policier draconien autour de l'ambassade d'Iran. Ni l'Élysée ni le Quai ne sont informés officiellement de ce que toute la presse raconte.

De Bruxelles, François Mitterrand impose le général Forray comme chef d'état-major des armées. Il prévient le Premier ministre : Soit le général Forray remplace le général Saulnier au poste de chef d'état-major général des armées, soit le général Saulnier reste en fonction jusqu'au terme de mon mandat.

Face au blocage, le Président impose alors Forray au secrétariat général de la Défense nationale, contre Jean Picq, candidat de Jacques Chirac. Le général est d'autant plus ravi de ce poste que le Président lui laisse entendre que s'il se représente et qu'il est réélu, il le nommera chef d'état-major des armées.

Mardi 30 juin 1987

Petit déjeuner avec Helmut Kohl. Le Conseil européen se passe mal. L'affrontement franco-allemand devient inévitable sur les sujets agricoles.

François Mitterrand : L'année prochaine à la même époque, les dirigeants français, quels qu'ils soient, seront tous pro-européens. La gauche est pour ; la moitié de la droite aussi.

Helmut Kohl : Nous devons montrer que nous pouvons faire des choses ensemble. C'est la seule voie. En RFA, il y aura une élection difficile en septembre, qui peut changer la majorité au Bundestag. La CSU s'éloigne de l'Europe et devient populiste.

François Mitterrand : Aucun gouvernement français ne peut transiger sur les questions agricoles (prix, montants compensatoires). Il est très important qu'une solution soit trouvée ce matin pour éviter une crise entre nos deux pays. L'échec du Sommet — on ne peut encore l'exclure — ne doit pas se cristalliser sur des points qui nous sont communs, afin de ne pas en porter le poids devant l'opinion et dégrader notre relation. L'actuel gouvernement français est le moins pro-européen depuis vingt-cinq ans. Il faut un arrangement provisoire sur les prix et les montants compensatoires.

Helmut Kohl : D'accord. En ce qui concerne la coopération militaire, il faut mettre au point une coopération puissante.

François Mitterrand : Oui. Jacques Chirac ne prendra pas de risques. Moi, je peux en prendre, car c'est un domaine où j'ai compétence.

Helmut Kohl : La préparation doit être discrète, entre Attali et Teltschik.

François Mitterrand : Oui, car le Premier ministre est en arrière de la main. Ce n'est pas l'enthousiasme. Il faut avancer avec sagesse. La politique de la France changera beaucoup, quel que soit le résultat. Elle sera plus européenne. La gauche est pour ; la moitié de la majorité est pour. Nous serons en manœuvres en septembre ; cela peut être l'occasion d'une déclaration.

En séance, l'accord se fait.

Le Conseil décide que la Communauté doit disposer de ressources stables et garanties. La Commission devra décider du nouveau plafond de ressources propres, fondé sur un pourcentage du PNB communautaire.

Demain entre en vigueur l'Acte unique européen.

Un conflit de presse, à propos des montants compensatoires. Jacques Chirac se contredit : C'est un grand victoire pour nos agriculteurs.

Jacques Chirac et François Guillaume font comme si le succès leur revenait. Jacques Chirac s'est bien battu sur les montants compensatoires. L'Europe ne l'intéresse peut-être pas, mais les agriculteurs, oui.

De retour de Bruxelles, je réunis tous ceux qui s'intéressent à la Grande Arche de la Défense : Maxwell, Lion, Biasini, Hoss et Subileau, pour voir ce qui peut être fait sur le toit. On décide d'y installer une Fédération des droits de l'homme.

Le conflit est déclenché : en riposte à l'installation d'un cordon de police autour de l'ambassade d'Iran à Paris, blocus de l'ambassade de France à Téhéran. Nous avons là un petit nombre d'agents. On peut craindre pour eux.

Mercredi 1^{er} juillet 1987

Au Conseil des ministres, Jean-Bernard Raimond et François Guillaume font un compte rendu du Conseil européen.

Jacques Chirac prend la parole : Ce Conseil, qui était une opération délicate, peut être considéré comme un succès, malgré le pessimisme de la presse et des experts.

François Mitterrand : La Grande-Bretagne est isolée, ce qui ne lui plaît guère. Cet isolement, nous ne le recherchons pas, mais il s'impose de lui-même. Elle n'a pas encore acquis une conception claire de la Communauté européenne. Elle rêve toujours d'une simple zone de libre-échange. C'est le point noir...

Je suis heureux de constater que la décision prise par le Sommet européen de Fontainebleau, en 1984, de démanteler progressivement les montants compensatoires monétaires, a été pour l'essentiel respectée, en dépit des difficultés rencontrées au cours de ces derniers mois. Les MCM, institués en 1969, avaient causé un grand tort aux agriculteurs français. Sur ce sujet et sur d'autres, le sommet de Bruxelles permettra à la Communauté européenne d'aller vers l'échéance de 1992 dans les meilleures conditions. Il faut se convaincre qu'un échec pour l'Europe n'est jamais, ne peut pas être un succès pour la France.

Après le Conseil, François Mitterrand part pour la Finlande. Il y déclare notamment :

Nous faisons des essais nucléaires en Océanie. Cela nous vaut des protestations. Les États-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne procèdent aussi à des essais. Nous, en France, nous sommes plus proches des essais soviétiques que la Nouvelle-Zélande ne l'est de Mururoa. Aucun accident pour les personnes n'a jamais été à déplorer. Nous avons aussi une armée opérationnelle et divers corps spécialisés très loin d'équivaloir à la force soviétique.

Nous avons exprimé le vœu d'une zone nordique dénucléarisée. En temps de paix, elle existe, puisqu'il n'y a pas d'armes nucléaires au Danemark et en Suède. Une telle solution ne peut remplacer le désarmement. Elle peut en être un élément. C'est notre « intérêt légitime », et une réflexion de foi en l'avenir. Il est difficile de s'avouer incapable d'influer sur sa destinée. Nous sommes pour un tel projet.

Jeudi 2 juillet 1987

Entretiens en Finlande avec un Président brillant et lucide : L'URSS ne nous menace pas. Sa présence est pour nous un défi permanent, qui nous tient debout.

Coup de théâtre : Wahid Gordji réapparaît à l'ambassade d'Iran à Paris où il est l'interprète du chargé d'affaires iranien lors d'une conférence de presse consacrée à son cas ! Il prétend qu'un diplomate français, Didier Destremau, aurait affirmé aux Iraniens que le ministère français des Affaires étrangères ne souhaitait pas que M. Gordji soit arrêté, et qu'il valait donc mieux qu'il reste à l'ambassade jusqu'à ce que le calme revienne.

Le ministre iranien Velayati déplore la détérioration des rapports franco-iraniens, due, dit-il étrangement, aux dissensions internes du gouvernement français.

A 17 heures, Jean-Louis Bianco reçoit un appel de Maurice Ulrich. Selon celui-ci, il a été décidé à Téhéran que demain, à l'occasion de la prière, un appel sera lancé pour une manifestation devant l'ambassade de France ; la police sera débordée et l'ambassade mise à sac.

Jean-Louis Bianco rend compte au Président, encore en Finlande. Celui-ci décide de convoquer Jacques Chirac et les ministres concernés dès son retour. La réunion est fixée à 22 h 30, puisque le Premier ministre est retenu auparavant par un dîner avec le maire de Pékin.

A 22 heures, dans le bureau de Jean-Louis Bianco et le mien arrivent successivement Robert Pandraud et Charles Pasqua. Pandraud, dévoré de tics, n'arrête pas de croiser et décroiser nerveusement les jambes. Tous deux semblent désespérés. Pasqua fournit de nombreux détails sur ce qu'il sait des affrontements entre dans en Iran : Autour des milieux du renseignement et des « durs », on veut à tout prix récupérer Gordji. On craint que les services spéciaux français ne s'en emparent et ne le fassent parler. Les politiques, quant à eux, préféreraient éviter une crise avec la France, qui s'ajouterait à tous les problèmes déjà existants avec la Grande-Bretagne et la RFA. En tout cas, une manifestation devant l'ambassade de France à l'occasion de la prière du vendredi a été prévue pour demain, et cette manifestation se terminera par la mise à sac de l'ambassade. Mais il a été décidé d'en référer d'abord à l'imam Khomeyni.

Charles Pasqua explique qu'il ne dira rien de tout cela devant Jean-Bernard Raimond, et qu'il n'en a même jamais parlé auparavant au Président. Il ajoute avoir connaissance de menaces tout à fait précises d'attentats pour cet été à la gare de Lyon, à Deauville et à Cannes.

Jean-Bernard Raimond débarque, l'air malheureux. A partir de ce moment, Pasqua et Pandraud ne disent plus rien. Visiblement, leurs relations avec le ministre des Affaires étrangères sont glaciales.

Jacques Chirac arrive enfin, l'air las, de son dîner chinois. Il n'est au courant de rien, s'enquiert des faits, de la conférence de presse de Gordji dont il ne connaît pas le contenu, et soupire : Que faire ?

Le Président nous appelle. Dans son bureau, nous assistons à une métamorphose instantanée de Jacques Chirac qui, en quelques minutes, retrouve sa vivacité et fait une synthèse étonnamment précise de ce qu'il a entendu de la bouche des ministres.

Le Président : Nous devons évaluer toutes les hypothèses en partant des meilleures, qui ne sont pas très bonnes, jusqu'aux pires.

Charles Pasqua : Gordji est une plaque tournante, pour la France et l'Europe, des agents iraniens.

Il relate la réunion de presse qui s'est tenue à l'ambassade d'Iran. Il cite Rafik Doust, lequel a déclaré : Les Français, de toute façon, sont incapables de réagir, d'autant qu'ils sont déjà dans leur campagne électorale.

Le Président interroge Jean-Bernard Raimond : Cette affaire Destremau, est-ce totalement imaginaire ?

Jean-Bernard Raimond : Il y a ce qu'a dit Gordji, et il y a le communiqué du Quai.

Le Président : Je ne vous demande pas ce qu'il y a, je vous demande votre position.

Jean-Bernard Raimond : Le Quai dément.

François Mitterrand, visiblement agacé : J'ai bien compris ! Mais vous, est-ce que vous considérez que c'est totalement infondé ?

Après un silence, Jean-Bernard Raimond, visiblement très mal à l'aise, prend sa respiration : Oui, monsieur le Président de la République, je démens.

Jacques Chirac : Mbi, je crois que Gordji a voulu faire une provocation. Certains ont l'idée de l'échanger contre nos otages. [Il fait probablement allusion à Charles Pasqua.] Il n'en est pas question. S'ils prennent les gens de notre ambassade en otages, ma proposition est de rompre les relations diplomatiques instantanément et de renvoyer immédiatement tout le personnel de l'ambassade d'Iran en France.

Au fur et à mesure qu'il s'exprime et improvise, Jacques Chirac s'exalte. Il parle de renvoyer — par charter, excusez-moi, monsieur le Président — les quatre ou cinq cents Iraniens considérés comme suspects en France.

Robert Pandraud l'interrompt et précise qu'il faudrait tout de même qu'il y ait à l'aérodrome un panneau « Irak » et un panneau « Iran », car certains suspects iraniens sont des opposants à Khomeyni !

Jacques Chirac : Oui, oui... Si notre ambassade est mise à sac, je propose de renvoyer au plus tôt tous les diplomates iraniens, sauf un, et peut-être de fermer les consulats. [Et il conclut.] Voilà mes propositions, monsieur le Président. Mais je n'en ai pas parlé avec les ministres et je leur demande très sincèrement de me dire tout ce qu'ils en pensent, y compris s'ils doivent me contredire. Et vous, monsieur Raimond ? interroge-t-il en se tournant vers le ministre des Affaires étrangères, assis à sa gauche.

Jean-Bernard Raimond, toujours très sombre : On est dans une situation de fait qu'on aurait dû éviter, mais il n'y a que de mauvaises solutions pour en sortir.

Charles Pasqua se déclare tout à fait d'accord avec Jacques Chirac.

A nouveau, Robert Pandraud insiste sur la nécessité d'offrir aux éventuels expulsés le choix entre l'Irak et l'Iran.

Jacques Chirac parle de Gordji. Il raconte qu'il a toujours été là comme interprète lors des réunions importantes : Il y a quelque temps, un haut personnage iranien voulait me remettre un message. J'ai refusé de le recevoir, mais il a à son tour refusé d'être reçu par qui que ce soit d'autre. Finalement, M. Ulrich est désigné. Accompagné du chargé d'affaires iranien à Paris et de M. Gordji, le visiteur pénètre dans le bureau de mon directeur de cabinet. Là, il refuse de parler. On le fait donc entrer dans mon

bureau. « Je veux parler en tête à tête », me dit-il. M. Ulrich, le chargé d'affaires iranien quittait la pièce, M. Gordji reste ; or, sa garde était d'autant moins indispensable que mon visiteur parlait parfaitement le français.

Étrange ! On ne saura rien de plus de cette scène surréaliste. De quel haut responsable iranien s'agit-il ?

Le Président : Bon, bon. Très bien. Alors, il faut faire comme cela... Il est donc entendu que nous suivrons les propositions du Premier ministre s'ils vont jusqu'à des voies de fait sur des personnes, c'est-à-dire, en clair, s'ils prennent le personnel de l'ambassade de France en otage. Si c'est la mise à sac de l'ambassade, éventuellement assortie de sa destruction, nous apprécierons. Nous serons en contact, mais je pense qu'il faut marquer un cran d'arrêt ; qu'il faut, dans ce cas, rompre les relations diplomatiques, expulser tous les diplomates iraniens et aussi, sans doute, certains suspects. Si c'est seulement le siège de notre ambassade qui continue, nous avons le temps de réagir : quarante-huit heures. Cette sortie publique de Gordji tend à prouver qu'ils engagent une partie de bras de fer.

Robert Pandraud, interrogé par le Président sur la possibilité pour Gordji d'échapper à la police française, répond : Monsieur le Président de la République, on a un gros dispositif ; mais il est malheureusement tout à fait possible qu'il puisse passer au travers... Et puis, même s'il se rendait à la convocation du juge... Nous sommes entre nous : dans le dossier, il n'y a pas grand-chose, et je pense que le juge le libérerait.

Jean-Bernard Raimond explose littéralement. Il se lève à demi de son fauteuil et apostrophe en éructant Robert Pandraud : Comment a-t-on pu en arriver là ! Alors qu'il n'y a rien dans le dossier du juge ! Vous m'avez parlé de preuves... Mais ces preuves, je ne les ai jamais vues ! On m'a toujours tenu à l'écart, on ne me dit rien !

Pandraud s'énerve. Le ton monte sous le regard catastrophé de Jacques Chirac, et intéressé du Président.

Robert Pandraud réplique : Le contrôle de la Police, ça appartient à la Justice, pas aux Affaires étrangères.

Jean-Bernard Raimond : Mais ces preuves, avouez que vous les avez détruites ! [Il se rend compte qu'il est allé trop loin et se reprend.] Je m'arrête, j'ai dit ce que j'avais à dire.

Robert Pandraud : Mbi aussi, j'aurais beaucoup à dire, mais je m'arrête...

Le Président, avec un geste apaisant : Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons pas sortir de ce qui a été convenu.

Et il interroge Charles Pasqua sur les éléments de preuves en sa possession contre Gordji.

Charles Pasqua : Nous avons des écoutes téléphoniques, des émissions de radio vers Téhéran et des informations de services étrangers.

Le Président : Je ne doute pas, monsieur le ministre, de votre conviction. Mais ce qui est déplaisant, inquiétant, irritant, c'est que tout est déjà dans les journaux avant que nous ne sachions quoi que ce soit. Et, une fois que c'est dans les journaux, cela devient une vérité première. C'est d'ailleurs une attitude constante de la Police, qui ne date pas de vous ni de vos prédécesseurs immédiats ; c'est détestable !

Charles Pasqua : Vous savez, il y a aussi le secret de l'instruction qui n'est pas respecté...

Le Président : Vous avez raison, et il y a aussi les avocats. Quoi qu'il en soit, nous sommes les responsables du pays, nous devons trouver la meilleure solution pour la France. Alors, nous sommes bien d'accord sur l'attitude à tenir. Les Iraniens spéculent sur notre faiblesse supposée. C'est pourquoi nous devons avoir une réaction instantanée et, même s'il n'y a pas prise d'otages, marquer tout de suite un cran d'arrêt. Je ne crois pas que l'on puisse, dans ce cas [la mise à sac], éviter la rupture diplomatique.

La réunion est terminée. Les participants s'en vont, la mine sombre.

Le Président s'adresse alors à moi : Alors, on a retrouvé notre Chirac toujours aussi flambard ! Mais je ne sais pas s'il va tenir jusqu'à demain, ou même cette nuit ! Ils doivent être en train de se réunir, de décider tout autre chose que ce dont nous venons de convenir...

Vendredi 3 juillet 1987

Jack Lang me confie : J'aimerais beaucoup revoir Renaud, en particulier pouvoir lui parler de l'éventuelle constitution d'un comité d'initiative en faveur de la candidature de François Mitterrand et de l'inscription des jeunes sur les listes électorales.

Samedi 4 juillet 1987

La cour d'assises du Rhône condamne l'ancien officier SS Klaus Barbie à la réclusion criminelle à perpétuité pour crimes contre l'humanité commis à Lyon en 1943 et 1944.

Dimanche 5 juillet 1987

Jacques Chirac et Helmut Kohl se rendent ensemble à Colombey-les-Deux-Églises.

Mardi 7 juillet 1987

Le Premier ministre dit au Président que l'Algérie est entièrement d'accord sur la vente éventuelle de Mirage 2000 au Maroc. Le ministre algérien des Affaires étrangères, Taleb Ibrahim, lui aurait même déclaré que si les Marocains ne pouvaient être fournis en avions par la France, ils achèteraient aux États-Unis des F16, ce qui obligerait les Algériens à acheter des avions aux Soviétiques.

Le Président demande à Jean-Louis Bianco de se rendre à Alger pour connaître l'attitude de l'Algérie.

Évidemment, tout cela est faux : l'idée que la France vende des Mirage 2000 au Maroc ne plaît pas du tout aux Algériens ; les Mirage ne pourraient être utiles au Maroc que dans une guerre contre l'Algérie. Néanmoins, les Algériens ne feraient pas un drame de ce marché...

Pour les affaires iraniennes, il semble que les juges Marsaud et Boulouque entendent faire leur métier ; que le Quai d'Orsay voudrait reprendre sa « grande politique » de normalisation avec l'Iran ; que Charles Pasqua voudrait échanger Wahid Gordji contre les otages, ce qui est irréaliste : d'une part, nous ne tenons pas Gordji ; d'autre part, il existe peut-être quand même des preuves qui conduiraient le juge à l'inculper.

Les Iraniens empêchent les Français (y compris même une femme et son bébé) de quitter Téhéran. Cela est inacceptable, dit le Président, il faut rompre avec ces gens-là !

Mercredi 8 juillet 1987

Pendant que le Président reçoit le Premier ministre dans son bureau, se repose le problème du préfet dont le Premier ministre souhaite le départ immédiat — pour l'avoir mal reçu dans son département — alors que le Président estime qu'il doit rester jusqu'à sa retraite, prévue à l'automne. Le Président téléphone à Jean-Louis Bianco : Le Premier ministre me dit que ce préfet est d'accord et est volontaire pour partir. Voulez-vous vérifier ?

Bianco appelle Charasse, qui appelle le préfet en question : Je ne suis pas volontaire. Ils m'ont mis le couteau sur la gorge...

Bianco appelle le Président et lui fait part de cette conversation. Le préfet est maintenu.

Au Conseil des ministres, il ne se passe pratiquement rien.

À la sortie du Conseil, François Mitterrand prend Albin Chalandon à part pour lui demander... de ne pas faire construire de prison à Précy-le-Sec, car on pourrait la voir depuis la colline de Vézelay. Jules Roy lui a écrit à ce propos. Chalandon accepte.

C'est sûrement une des décisions les plus importantes prises depuis trois mois !...

Après le Conseil, le Président réunit dans son bureau le Premier ministre, Jean-Bernard Raimond, Charles Pasqua et Jean-Louis Bianco, sur l'Iran.

Le Premier ministre, à qui Jean-Bernard Raimond tend un télégramme, en prend connaissance et dit : Les Iraniens, en vertu du principe de symétrie, prétendent avoir des soupçons sur le numéro deux de l'ambassade de France, Paul Torri, et souhaitent qu'il soit entendu par le juge compétent. Je suis partisan qu'il accepte, bien qu'il soit couvert par l'immunité diplomatique.

D'autre part, nous ne pouvons rester longtemps dans la situation actuelle. D'autant que Gordji, si jamais il était entendu par le juge, serait vraisemblablement remis en liberté.

Je propose que l'on rompe avant la fin de la semaine les relations diplomatiques. Mais je n'ai pas eu le temps d'en parler avec le ministre des Affaires étrangères, et je souhaite connaître son avis.

Jean-Bernard Raimond, toujours aussi lugubre : La rupture des relations diplomatiques, cela me paraît quand même trop fort ! Si l'on veut absolument faire quelque chose, on pourrait se contenter de déclarer leur représentant, Haddadi, persona non grata.

Le Premier ministre : Oui, oui, je me rallie à la proposition de M. le ministre des Affaires étrangères.

Charles Pasqua : D'après les informations dont nous disposons, ils n'ont d'abord pas cru à notre détermination ; ensuite, ils ont cru que, d'une manière ou d'une autre,

nous laisserions Gordji partir. Ils ont craint que nous donnions l'assaut à leur ambassade. C'est pourquoi ils ont brûlé leurs archives et demandé l'autorisation à Téhéran, en cas de nécessité, de se servir des armes.

Le Président : Si, comme vous le dites, si, comme vous croyez le savoir, le dossier Gordji est aussi léger, nous ne sommes pas très bien partis.

Charles Pasqua : On ne sait pas. Il est difficile de préjuger de ce que fera le juge. Les juges travaillent beaucoup. Ils connaissent mieux le terrorisme que personne.

Le Premier ministre : Et puis, les Algériens se sont entremis, il faut peut-être leur laisser un peu de temps.

Le Président : Très bien. Je vous remercie. Nous allons réfléchir et on en reparlera.

Fin de la réunion.

Après leur départ, le Président résume : Ce matin 8 juillet à 9 h 15, dans mon bureau, je trouve le Premier ministre très flambard à propos de l'Iran, me disant : « Il faut rompre les relations diplomatiques dans les quarante-huit heures. » A 10 h 45, il me dit : « Il faut rompre avant la fin de la semaine. » Trois minutes plus tard, à peine M. Raimond a-t-il formulé l'hypothèse de déclarer persona non grata Haddadi, qu'il s'y rallie. Une demi-heure plus tard, il dit : « Il faut attendre un peu, puisque l'Algérie s'en occupe. »

Sur le contenu du dossier, ils se contredisent aussi. Le Premier ministre est vraiment toujours le même ! Vous avez vu son interview dans Le Monde ? Il fait des mouvements de menton dans son style habituel : « En aucun cas il ne saurait être question... » Cela ne préjuge en rien de ce qu'il fera en définitive...

Dans l'après-midi, le Président m'emmène faire les librairies : Je ne me présenterai que si Jacques Chirac passe durablement devant Raymond Barre dans les sondages. Il n'est pas capable d'être Président.

Adoption définitive de trois lois sur la lutte antiterroriste.

Vendredi 10 juillet 1987

415 741 petits porteurs sont devenus actionnaires de 40 % du capital de TF1.

Samedi 11 juillet 1987

La population de la Terre, qui a doublé par rapport à 1950, franchit le cap des 5 milliards.

François Mitterrand, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Roland Dumas, Louis Mermaz sont en conclave à Latché. La candidature de François Mitterrand semble se préciser. Un des participants m'appelle, triomphant, pour me rapporter une remarque déterminante, m'assure-t-il, du Président : Avant d'être élu, je pensais que sept ans, c'était bien assez, qu'en sept ans je pourrais faire bouger, évoluer le pays. Et puis, une fois en place, j'ai réalisé tous les obstacles qu'il fallait surmonter, contourner, le plus terrible étant la résistance passive de l'Administration, rétive au seul mot de changement. Non, je n'ai pas achevé ma tâche, loin de là ! Il reste encore beaucoup à faire.

Arrestation au pays Basque de deux dirigeants d'Iparretarrak. Philippe Bidart échappe aux policiers.

Des députés français (3 UDF, 3 RPR, 3 FN), en voyage en Afrique du Sud, déclarent que l'apartheid n'existe plus et que règnent la paix et la sécurité. L'un d'eux (Charles Deprez, UDF) précise que les Noirs ne sont pas en état d'exercer le droit de vote...

Incident à l'aéroport de Genève : deux douaniers français retiennent un diplomate iranien.

Dimanche 12 juillet 1987

Mission consulaire soviétique en Israël, pour la première fois depuis vingt ans.

Lundi 13 juillet 1987

L'affaire iranienne pourrait. Le Président reçoit le Premier ministre à midi, avant un déjeuner avec Hissène Habré.

Le Premier ministre propose au Président ce qui suit : Nous avons l'accord des juges Boulouque et Marsault pour que Gordji soit entendu par le juge Boulouque au Palais de Justice, car les Iraniens ne veulent pas qu'il soit entendu par la DST. Il est quasi certain que le juge n'inculpera pas Gordji. À ce moment-là, nous pourrions relâcher Gordji et obtenir en échange deux otages, soit par l'intermédiaire des Algériens, soit par l'intermédiaire des Pakistanais. M. Desmarest doit partir immédiatement pour Genève, où il rencontrera M. Ahani, le directeur d'Europe au ministère iranien des Affaires étrangères. J'ai besoin de votre accord tout de suite.

Le Président : Une décision pareille ne peut pas se prendre en quelques minutes, cela mérite réflexion. Je vous reverrai cet après-midi. Mais ma première réaction est que je ne suis pas chaud pour entrer dans une négociation avec un État qui se reconnaît comme terroriste, surtout pour ne libérer que deux otages. Une telle négociation n'est envisageable que si tous les otages doivent être libérés. Encore faudrait-il être sûr que l'Iran contrôle les preneurs d'otages, ce qui n'est pas établi.

Pour que rien ne se fasse sans son accord, Jean-Louis Bianco rédige un projet de lettre dans laquelle le Président répète à Jacques Chirac : Je ne donnerai mon feu vert qu'en échange de la libération de tous les otages français.

Au cours du déjeuner, le Président et le Premier ministre disent tous deux très nettement à Hissène Habré que la France n'interviendra en aucun cas pour la reconquête éventuelle de la bande d'Aouzou. D'ailleurs, lorsque l'ambassadeur, Christian de la Rochère, lui a transmis la position de la France, Hissène Habré n'a pas paru surpris.

A 15 h 30, à la demande du Président, Jean-Louis Bianco interroge Jacques Chirac pour savoir si la simple audition de Wahid Gordji par le juge est conforme à la loi et à nos traditions judiciaires. Le Premier ministre répond à Bianco : Je n'en sais rien, appelez Chalandon.

Jean-Louis Bianco appelle Albin Chalandon qui lui dit : Le juge peut annuler la commission rogatoire qu'il a délivrée à la DST et décider d'entendre lui-même Gordji. Mais c'est une décision qui ne dépend que du juge lui-même. Moi, je suis partisan de laisser jouer notre système judiciaire sans faire aucune pression. Je trouve que si tout cela était fait pour n'avoir que deux otages, ce serait vraiment faire preuve de faiblesse. Ce ne serait pas bien. J'ai fait valoir mon point de vue auprès du Premier ministre.

Bianco appelle le Président au téléphone (il se trouve dans ses appartements). Il lui fait part des propos d'Albin Chalandon. Le Président n'émet aucun commentaire.

A 16 heures, Jacques Chirac revient à l'Élysée. Le Président lui remet sa lettre. Il y résume la situation. Le Premier ministre lui a demandé si la France serait à même d'accepter les propositions suivantes pour le règlement de l'affaire Gordji : celui-ci serait entendu au Palais de Justice par le juge d'instruction qui recourrait à un autre canal que la commission rogatoire délivrée à la DST ; si Gordji n'était pas inculpé, il serait aussitôt expulsé, soit vers le Pakistan, soit vers l'Algérie ; Gordji ne serait remis aux autorités iraniennes qu'après que deux des cinq otages français auraient été eux-mêmes remis aux autorités des pays susmentionnés. Quelles que soient ses réserves sur ce type de négociation, le Président admet qu'il pourrait être envisagé un accord conforme au processus décrit par Jacques Chirac. Mais il ne souscrit pas à ce schéma et pense que la France doit réclamer la restitution de tous les otages français.

Jacques Chirac : Dans ces conditions, je préfère renoncer complètement.

Le Président insiste pour que les conditions stipulées dans sa lettre soient admises.

Jacques Chirac : Vous allez faire craquer la négociation.

François Mitterrand : Vous ne m'avez jamais informé qu'il y avait une négociation !

(D'après Gilles Ménage, il semble que ce soit le gouvernement qui ait pris l'initiative de cette négociation, pas les Iraniens.)

En quittant le bureau du Président, Jacques Chirac dit à Jean-Louis Bianco : Vous connaissez la position du Président. C'est ce que nous allons faire. Mais cela ne marchera pas. Nous nous sommes mis d'accord pour donner aux Iraniens un délai de quarante-huit heures au-delà duquel nous déclarerons Haddadi persona non grata, puis nous irons rapidement à la rupture. Chirac ajoute : Je vais appeler devant vous Jean-Bernard Raimond pour que vous voyiez bien que je respecte ce qui a été convenu avec le Président.

Il appelle donc le ministre des Affaires étrangères et lui dit ce qui a été convenu : tous les otages ou rien. Jean-Bernard Raimond essaie de demander du « mou ».

Jacques Chirac : Non, non, aucune souplesse dans la négociation.

Et Chirac rend alors à Bianco la lettre que le Président vient de lui remettre en mains propres, disant : Sur ces affaires-là, je pense qu'il vaut mieux qu'il n'y ait pas d'écrit.

Un cargo français, le Ville d'Anvers, est attaqué par les Iraniens dans le Golfe.

François Mitterrand : Comment Barre peut-il s'en tenir à cette distance hautaine ? S'il continue, il va s'effondrer.

Mardi 14 juillet 1987

Cérémonies de la Fête nationale. On n'entend pas un seul sifflet sur les Champs-Élysées, mais l'on perçoit parfaitement la réflexion bourruée d'un CRS vexé que le Président passe devant lui les yeux fixés sur l'Arc de Triomphe : Alors, François, nom de Dieu, regarde-nous !

Dans la tribune officielle, les esprits sont ailleurs.

Ala télévision, le Président réaffirme nettement que l'opération doit se dérouler à la loi : Ce qui est important, c'est que la justice française estime devoir entendre cet Iranien parce qu'il est soupçonné d'avoir pris part — à quel degré, je n'en sais rien — à des actions terroristes en France... Il y a suffisamment de soupçons pour qu'il ait été appelé à s'expliquer.

Le Président dément un éventuel arrangement prôné par certains membres du gouvernement de façon à permettre à Gordji d'être entendu par le juge dans les locaux de l'ambassade d'Iran, avenue d'Éléna, protégés par l'extraterritorialité.

Gordji ne disposant que d'un passeport de service délivré par le Quai d'Orsay, document qui n'est pas un passeport diplomatique et ne donne donc droit à aucune immunité, il devra se rendre dans le bureau du juge Boulouque.

En début d'après-midi, Maurice Ulrich, puis Jacques Chirac téléphonent à Jean-Louis Bianco : le message convenu a bien été délivré à Genève par Desmarest. Les interlocuteurs demandent un délai supplémentaire de vingt-quatre heures. Nous le leur accordons jusqu'au 16 juillet à 24 heures.

Les juges Marsaud et Boulouque demandent à rencontrer Gilles Ménage : ils ne sont pas au courant de l'opération envisagée par Jacques Chirac, ils n'ont pas donné leur accord pour l'audition de Gordji au Palais de Justice !

A Téhéran, Paul Torri, premier secrétaire de l'ambassade de France, est officiellement accusé d'espionnage. Il est convoqué pour être entendu par la justice islamique.

Les Iraniens sont convaincus que la France a des preuves de l'implication de l'Iran dans les attentats de septembre. Mais s'il y a des preuves, qui les a ?

Dès la fin des cérémonies du 14 Juillet, Jean-Bernard Raimond s'envole pour l'Afrique comme si de rien n'était. Fureur du Président. Un Mystère 20, dépêché en catastrophe à Dakar, le ramène discrètement à Paris dans la nuit.

Mercredi 15 juillet 1987

François Bujon de l'Estang vient me voir : Depuis le début, j'étais contre ces négociations et pour la fermeté. Le Quai d'Orsay s'est fait des illusions. Maintenant, il faut en sortir. Je crois que la meilleure solution sera d'obtenir le départ de tous les Français, sauf Torri, en échange de tous les Iraniens, sauf Gordji. Nous demanderons alors l'accréditation d'un diplomate qui ne sera pas Torri, car les Iraniens demanderaient l'accréditation de Gordji. Nous laisserons alors Torri seul dans l'ambassade, sans protection diplomatique ni aucune immunité. C'est la meilleure solution, je crois. Elle prendra tout l'été.

Surréaliste !

Avant le Conseil des ministres, dans son bureau, le Président attire l'attention du Premier ministre sur... le cas dramatique des conservateurs des Archives et sur la nécessité d'améliorer leur situation judiciaire. Le Premier ministre en prend note.

Le Président expose au Premier ministre que la petite guerre des ambassades a assez duré et que la France doit trancher. Mais Jacques Chirac souhaite encore attendre : il espère toujours éviter la crise ouverte en négociant par des canaux discrets, notamment par l'entremise de l'Algérie.

Au Conseil, dissolution d'Iparretarrak.

Il est aussi question des tribunaux administratifs :

Le Président : C'est un vieux débat. Ne faut-il pas rattacher les tribunaux administratifs au ministère de la Justice ?

Au cours de son exposé de politique étrangère, Jean-Bernard Raimond fait le point sur l'Iran et préconise une ligne de fermeté.

Le Président : Vous avez raison. Il ne faut pas que l'on puisse jouer avec l'honneur de notre pays.

Pas un mot de plus.

A propos du tunnel sous la Manche, Hubert Védrine demande : M. Raimond partage-t-il les appréhensions de son ambassadeur à Londres ? François Mitterrand le reprend : Non, c'est le mien !

Jeudi 16 juillet 1987

Jean-Bernard Raimond continue de croire qu'un accord est possible avec l'Iran et que le juge Boulouque entendra Wahid Gordji à l'ambassade. Nous notons le silence prudent des capitales européennes sur cette affaire. Seuls les Britanniques nous encouragent.

Quelques heures de l'expiration de l'ultimatum, les Iraniens rejettent notre proposition. Ils nous demandent de relâcher Gordji et de retirer nos policiers de devant leur ambassade à Paris, ou bien ils rompent les relations diplomatiques. Peut-être ont-ils moins d'influence que certains ne le croient sur les preneurs d'otages ?

À la demande du Président, Jean-Louis Bianco appelle Maurice Ulrich : il serait opportun d'éviter le départ des Iraniens du territoire français, puisqu'eux-mêmes, sans aucun motif légal, viennent d'empêcher deux Français de quitter Téhéran. Ulrich approuve : un groupe de quatorze Iraniens est refoulé à la frontière suisse dans la nuit du 16 au 17 juillet.

À 22 heures, François Mitterrand demande au téléphone à Jacques Chirac de prendre la décision ferme de rompre les relations diplomatiques avec l'Iran avant que l'Iran ne le fasse, et de parler aux Français. Chirac ne décide rien.

Vendredi 17 juillet 1987

À l'aube, François Mitterrand revient de Latché. Dans l'avion, il note sur une feuille de papier blanc ce qu'il compte dire au Premier ministre, et me le lit :

Rupture :

- 1 Annoncer que nos agents sont interdits de départ ;
- 2 Saisir les institutions internationales (dont la CEE) d'une plainte contre l'Iran. État terroriste ;
- 3 Commencer d'ouvrir le dossier du terrorisme iranien ;
- 4 Retenir un nombre d'agents iraniens égal à celui des nôtres empêchés de revenir.

Pas de rupture :

- 1 au terme de l'ultimatum iranien, l'Iran réclamera Gordji contre le retour des Français avec la même fermeté ;
- 2 nous aurons montré de la faiblesse et serons dans une situation pire.

Le gouvernement français, mis au pied du mur par les exigences de Téhéran, hésite à prendre la seule décision possible.

Jusqu'au bout, Jacques Chirac tergiverse. Il fait une ultime visite à l'Élysée, ce matin, avant de se résoudre à une rupture que le Président, lui, a souhaité voir prononcer depuis le début de la semaine.

À l'Élysée, le Premier ministre remet au Président un projet de communiqué où il est écrit : Le processus de rupture des relations diplomatiques est engagé. François Mitterrand modifie : La France décide de rompre dès maintenant les relations diplomatiques avec l'Iran.

Le Président : Vous m'avez très précisément informé. Il faut qu'on soit tous sur le pont. L'ensemble des arguments nous conduit à la rupture. Si nous ne rompons pas, ils le feront.

Le Premier ministre note fidèlement toutes les suggestions du Président.

Jacques Chirac : Je voulais avoir l'avis du ministre des Affaires étrangères. J'imaginai qu'il préférerait éviter la rupture. C'est bien le cas. Je voulais avoir l'avis de M. LaFrance [chargé d'affaires à Téhéran]. Lui pense que la rupture n'aggraverait pas la situation des diplomates français.

Le Président : Ne pas réagir vite nous conduirait à donner aux Iraniens le sentiment que nous sommes hésitants.

Le Premier ministre, visiblement ennuyé : Ils risquent de faire savoir qu'ils ont proposé deux otages en échange de Gordji.

Le Président : Cela risque tout à fait, en effet, d'être rendu public.

Jacques Chirac : Il vaudrait mieux pas.

François Mitterrand : En plus de ce que vous suggérez, il y a d'autres dispositions à prendre tout de suite. Donc, à 12 h 30, la France prend l'initiative de la rupture des relations diplomatiques. Il y a alors tout un schéma de droit international qui s'enclenche. Il faut veiller à une stricte symétrie pour le départ de nos diplomates et de notre personnel et celui des Iraniens. Tout notre arsenal diplomatique doit être mis en jeu tout de suite pour bien faire comprendre que l'Iran refuse d'appliquer la loi française qui veut que le juge puisse entendre quelqu'un d'étranger qui n'a pas le statut de diplomate (sur ce point, nous avons agi conformément à nos lois et aux lois de tout pays

civilisé) ; que, depuis plusieurs jours, l'Iran retient ses agents, l'empêche de partir, l'empêche de faire des allers-retours. Il faut aussi saisir le Conseil de Sécurité et la Communauté européenne, sans demander à ce stade des sanctions : nous aurions forcément des difficultés avec la Grande-Bretagne et la RFA qui commencent avec l'Iran.

Le Premier ministre : Je suis tout à fait de votre avis.

Fin de l'entretien.

François Mitterrand, en souriant, à Jean-Louis Bianco (à propos de Jacques Chirac) : Il se comporte en ce moment pratiquement comme mon chef de cabinet. Le Président ajoute à propos de l'attitude du gouvernement dans cette affaire : Ils sont déjà effrayés par leur propre audace.

Concernant la suggestion de renvoyer à nouveau quelques Moudjahidin expulsés avec Massoud Radjavi il y a quelques semaines, mais depuis lors revenus en France, le Président n'est pas favorable : Ce serait donner un signal de faiblesse à l'Iran.

Samedi 18 juillet 1987

Déjeuner à Culloz chez Antoine Riboud avec François Mitterrand. On visite la maison de Gertrude Stein, où elle vivait avec Alice Toklas et où lui-même est venu en 1943. Deux juives américaines en France, qui pour rien au monde n'auraient quitté ce pays où elles connurent les plus grands.

Longue discussion sur la prochaine élection présidentielle. François Mitterrand considère que seul Raymond Barre a le sens de l'État. Je ne pense pas me présenter sauf si Jacques Chirac a vraiment des chances. (Pour le moment, l'élection de Raymond Barre paraît assurée dans les sondages.)

Sur la crise France/Iran : J'ai dit à M. Chirac que la gestion des relations avec l'Iran est un désastre. Faux calculs et naïveté. Ils m'empêchent de réagir, car je leur dois la solidarité.

Le Pakistan s'occupera des intérêts de l'Iran à Paris, et l'Italie — dont l'ambassade jouxte la nôtre — s'occupera à Téhéran de nos intérêts.

Mardi 21 juillet 1987

Gilbert Mitterrand et ses filles, Pascale, huit ans, Justine, six ans, sont victimes d'un accident de voiture en Espagne. Justine a la boîte crânienne ouverte. Diagnostic réservé. Le Président est bouleversé.

Sur la situation à Téhéran, Pierre Lafrance, qui nous y représente, explique que, malgré les dangers qui ont pesé et pèsent encore sur l'ambassade, ses collaborateurs font preuve d'un sang-froid et d'une cohésion exceptionnels. La destruction des archives « sensibles » vient de s'achever. Elle a nécessité plusieurs jours, en raison du volume des documents à incinérer, notamment des dizaines de milliers de demandes de visas. Le chiffeur et le chef du détachement de sécurité se relaient au chiffre jour et nuit, et, en dehors de leurs heures de service, prêtent main-forte à leurs collègues employés aux tâches domestiques. Nul ne souhaite être rapatrié avant le départ, pourtant problématique, de M. Torri, retenu en parallèle à Gordji. Si leur courage reste intact, une certaine lassitude commence néanmoins à se faire sentir. La tension à laquelle ils sont soumis depuis le début de juin, les heures de veille, le confinement, l'anxiété du lendemain, celle des familles en France, expliquent cette fatigue. Admirable grandeur du personnel diplomatique français.

L'ambassadeur d'Italie a pu enfin rendre visite à Pierre Lafrance ce soir. Depuis le 15 juillet, c'est la première fois qu'un diplomate étranger pénètre dans l'ambassade. Selon l'Italien, les Iraniens ont ouvert une enquête sur les activités exactes de Gordji, et sont convaincus qu'il n'est ni auteur ni complice d'actes de terrorisme perpétrés contre la population française. L'Italien a compris que les Iraniens craignent que Gordji ne soit inculpé pour des affaires inter-iraniennes, et surtout que les Moudjahidin, collaborant avec la police française, ne fabriquent de fausses preuves. Pour le reste, il confirme à notre ambassadeur que Gordji n'aurait pas de responsabilité dans les attentats de l'été dernier. Les Iraniens, dit-il, sont prêts à accepter le principe de son audition dans les locaux de l'ambassade d'Iran à Paris, tout en protestant de sa qualité de diplomate. Ils veulent bien le laisser dire ce qu'il sait, c'est-à-dire rien, tout en lui épargnant des pressions policières.

Arrestation à Saint-Vincent de quatre militants indépendantistes guadeloupéens, dont Luc Reinette, chef présumé de l'ARC. Les quatre hommes sont remis aux autorités françaises, puis incarcérés à Paris.

Horst Teltschik souhaite me rencontrer vendredi pour que nous travaillions ensemble en détail sur ce que pourrait être une brigade franco-allemande, et sur le texte d'une éventuelle déclaration commune sur la Défense tel qu'il a été esquissé au petit déjeuner à Bruxelles, il y a quelques jours. Il insiste sur le fait que tout cela devrait être coordonné entre la Chancellerie et la Présidence seules. Il souhaite être assisté, dans cette première réunion, par M. von Richstoffen (directeur des Affaires politiques au ministère des Affaires étrangères) et par l'amiral Brost, du ministère de la Défense. Il me laisse libre d'associer ou de ne pas associer, d'informer ou de ne pas informer les ministères concernés et le Premier ministre. Nous décidons, pour cette première réunion, d'en rester aux collaborateurs du Président ; j'emmènerai le général Forray et Hubert Védrine.

Mercredi 22 juillet 1987

Mikhaïl Gorbatchev accepte l'option double zéro globale.

La situation dans le Golfe est tendue. La crise avec l'Iran la complique.

André Giraud veut faire partir le porte-avions Clemenceau dans le détroit d'Ormuz. Raimond est contre. Chirac hésite. François Mitterrand l'impose, critiquant derechef la faiblesse de Chirac.

Thomson conclut avec le groupe américain General Electric un accord prévoyant le rachat de la division électronique grand public de la société américaine et la cession de la CGR, spécialisée dans l'électronique médicale, par le groupe français.

François Mitterrand reçoit à sa demande Charles Pasqua, venu à nouveau l'entretenir de la réforme des voyages officiels. Le ministre de l'Intérieur : Le nouveau responsable sera celui que vous désirez. Le responsable actuel sera nommé inspecteur général, ce qu'il souhaite, et chargé en totale indépendance de tout ce qui concerne l'Élysée. Je suis prêt à prendre par écrit tous les engagements que vous souhaiterez.

Le Président ne dit pas non.

Jeudi 23 juillet 1987

Les faits semblent établis : selon plusieurs sources, Didier Destremau, responsable du dossier Proche-Orient au Quai d'Orsay, a rencontré Wahid Gordji, avant que celui-ci ne se réfugie dans l'enceinte de l'ambassade d'Iran, dans une brasserie tout près de l'École-Militaire, à Paris, le 1^{er} juin dans l'après-midi, soit deux jours après le lancement, le 29 mai, par le juge Boulouque, de trois commissions rogatoires, dont une concernant notamment Gordji. Qui le lui a demandé ? Est-ce cela qui a poussé Gordji à se réfugier à l'ambassade ?

Jean-Louis Bianco envoie une note à Maurice Ulrich afin qu'il lui communique, s'il existe, un rapport de la DST, mentionné par la presse, sur la responsabilité de l'Iran dans les attentats de septembre, et pour s'étonner que l'Élysée n'en ait pas eu connaissance. Charles Pasqua dément l'existence de ce rapport. Le gouvernement est affreusement gêné vis-à-vis du Président, car ce rapport existe bel et bien.

Vendredi 24 juillet 1987

Le général Forray, Hubert Védrine et moi-même rencontrons à Bonn Horst Teltschik, le directeur des Affaires politiques auprès du ministre des Affaires étrangères (M. von Richstoffen) et le chef des Plans auprès du ministre de la Défense (l'amiral Brost), pour entamer la discussion sur la coopération de défense franco-allemande :

Horst Teltschik : Cette réunion de travail vise à préparer des décisions politiques que le Chancelier et le Président pourraient annoncer à leur prochaine rencontre, le 24 septembre, ou à l'occasion du 50^e Sommet franco-allemand, en novembre. Aucun autre groupe ne préparera ces décisions, et rien ne sera annoncé par qui que ce soit d'autre sur ces sujets. Le Chancelier souhaite avancer des propositions très précises pour faire progresser, militairement et stratégiquement, la coopération franco-allemande. La France et la RFA doivent renforcer leur coopération dans la mesure où les États-Unis vont, à moyen terme, laisser à Paris et à Bonn une part croissante de la défense et de la sécurité de l'Europe dans le cadre de l'Alliance. Le traité de l'Élysée a institutionnalisé la politique de sécurité. Nos intérêts en matière de sécurité convergent. Pour nous, les territoires de la France et de la RFA représentent un espace de sécurité unique. Il faut développer l'accord de février 1985 de façon bilatérale, comme base d'une communauté de défense élargie, dans la perspective d'une fusion de la CEE et de l'UEO. C'est l'occasion unique d'une discussion de principes bilatérale. Nous devons continuer de progresser jusque dans tous les détails militaires, telle l'organisation d'une brigade...

Le diplomate von Richstoffen est affolé. Teltschik, à ses yeux, va trop loin. Il le corrige : La charte de l'UEO doit maintenir cette organisation dans l'OTAN !

Horst Teltschik continue sans se troubler le moins du monde : La brigade doit-elle être une unité territoriale ? de combat ? de formation ? Y aura-t-il des éléments de troupes intégrés ? Nos problèmes : comment institutionnaliser cette coopération ? Comment avoir un espace de sécurité commun ? Quelles consultations nucléaires ? Quels rapports avec les autres Européens ?

Les deux chefs d'état-major travaillent sur une brigade commune. Sa structure, son équipement, son plan d'emploi devraient être mis au point de concert. La commission franco-allemande de Défense et de Sécurité doit soumettre une proposition de décision pour le cinquantième sommet franco-allemand de novembre. Deux hypothèses se

font jour ; une unité active dans la zone rhénane qui s'y trouveraient. Ce serait simple et peu coûteux.

Sur l'intégration des logistiques : La France et la RFA formant un espace de sécurité commun, utilisé de façon globale pour la défense, nos forces armées doivent accroître leur coopération directe. Il faut renforcer des exercices en commun dans les trois armes, compléter et élargir les logistiques communes. Un rapport sur ce sujet devra être fait au 50^e Sommet franco-allemand. Le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Italie ont déjà demandé à entrer dans une brigade franco-allemande pour en faire une brigade de l'UEO.

Mais Teltschik souhaite aller plus loin et que l'Allemagne ait un droit de regard sur l'usage par la France de l'arme nucléaire : A la suite de l'accord du 28 février 1986, il convient de trouver un accord général sur les conditions de ces consultations, d'établir des directives générales d'emploi et des conditions de consultation, en premier lieu pour les armements stratégiques. Naturellement, la décision d'emploi de l'arme nucléaire reste de la compétence souveraine du Président de la République française...

Cela, c'est trop !

Puis Teltschik lance une idée neuve : Pourquoi ne pas créer un Conseil de Défense franco-allemand ? Ses missions consisteraient à définir une conception commune de l'usage de toutes les forces armées pour la défense de l'Europe occidentale ; à mettre au point une position commune dans le domaine des négociations sur le désarmement ; à diriger la coopération franco-allemande en matière de défense dans tous les domaines, d'abord sur les seuls territoires français et allemand, « espace commun de sécurité » ; à diriger les troupes intégrées franco-allemandes ; et à organiser les consultations nucléaires au plus haut niveau. Ce Conseil se réunirait à trois niveaux : les représentants permanents (qui pourraient être les directeurs des Affaires politiques et les chefs d'état-major) ; les ministres des Affaires étrangères et de la Défense ; le chef d'État français et le Chancelier. Un état-major permanent serait issu de celui qui se réunit pour l'actuelle Commission de Défense commune franco-allemande (à l'occasion des sommets franco-allemands). Ce Conseil est pour nous essentiel. Il aura la plus éminente signification politique. C'est un élément visible et de haute politique.

Je réponds en improvisant : Très bien. On peut étudier cela. Mais, simultanément, pouvons-nous étudier exactement le même projet sur le terrain économique et financier ? Un Conseil économique et financier pour coordonner nos politiques ?

Panique en face... Le ministre allemand des Finances n'est pas associé à cette négociation. Les Allemands veulent la coopération en matière de défense, ils ne sont pas ici pour parler d'autre chose. Mais ils tiennent tant à cette coopération en matière de défense qu'ils acceptent une coopération monétaire.

On prévoit donc d'en reparler. Nous devons nous revoir le 28 août, à Paris, pour préciser ce qui pourrait être décidé par le Chancelier et le Président à l'automne.

Le Président, à qui j'en parle à mon retour, est sceptique : Il faudrait obtenir autant sur le monétaire que sur la défense, mais nous ne l'aurons pas.

La CNCL rend publique une liste des radios qu'elle envisage d'autoriser sur la bande FM parisienne.

A propos du départ du porte-avions Clemenceau, envisagé avant-hier :

André Giraud, finalement : Je ne le propose pas.

Le Président : Si le gouvernement ne le propose pas, je ne veux pas l'imposer.

Samedi 25 juillet 1987

Nouveau changement. Le Président téléphone au Premier ministre : la décision d'appareillage du Clemenceau est prise.

Lundi 27 juillet 1987

Jimmy Goldsmith cède le contrôle de la Générale Occidentale (donc de L'Express) à la CGE.

Mardi 28 juillet 1987

A Paris, déjeuner avec Franck Carlucci, le conseiller pour la Sécurité de Ronald Reagan. Un professionnel calme et précis. Il m'explique que Washington se rallie à l'option double zéro globale. Les 72 Pershing I A de l'armée ouest-allemande, dont Moscou demande la liquidation mais dont Washington refuse toujours qu'ils fassent partie de la négociation, restent le dernier obstacle à un accord.

Consensus d'experts lors d'une réunion à l'Élysée sur la crise avec l'Iran. Les Iraniens ont sans doute été à l'origine des attentats de l'automne 1986. Mais ils n'ont pas déclenché la crise politico-diplomatique des dernières semaines. Il semble qu'ils restent plus réactifs que moteurs. Ils continuent à tout faire pour ne pas paraître directement responsables des actes terroristes ni des enlèvements d'otages.

Au-delà du maintien de la pression judiciaire sur Wahid Gerdji, certains proposent l'expulsion ou l'arrestation (selon les présomptions de la police) de personnes liées aux réseaux terroristes.

Un expert fait remarquer que deux livres américains récents sur le terrorisme attirent l'attention sur le danger des dates symboliques chez les terroristes, par exemple, pour les Iraniens, les jours où ils célèbrent la chute du shah et le retour de Khomeyni à Téhéran (du 16 janvier au début de février). Il faut ainsi relever que de très nombreux actes de terrorisme ont été déclenchés un vendredi. Dans l'hypothèse d'une crise franco-iranienne longue, il vaudrait mieux avoir à l'esprit les temps forts politiques, religieux ou diplomatiques : le pèlerinage à La Mecque, qui débute ces jours-ci ; fin septembre : anniversaire de l'attaque irakienne de 1980 et saison d'offensives iraniennes régulières ; le débat à l'ONU sur le conflit Irak/Iran, généralement en novembre, etc.

Erich Honecker visitera la RFA du 7 au 11 septembre. A Bonn, il rencontrera le Chancelier Kohl, mais pas Hans-Dietrich Genscher (puisqu'il ne s'agit pas officiellement d'un État étranger). A Düsseldorf, il rencontrera M. Rau. A Essen, de nombreux industriels. A Sarrebruck, Oskar Lafontaine. A Munich, Franz-Josef Strauss. Il visitera Dachau, puis la Sarre où il ira voir la maison et la tombe de ses parents à Neuenkirchen ; il y rencontrera sa sœur qui y vit toujours. Ce voyage est envisagé depuis 1981 à partir d'une invitation lancée par Helmut Schmidt. Les seuls précédents ont été, en 1969, les difficiles rencontres entre Willy Brandt et W. Stoph à Erfurt et Kassel.

Cette visite avait été empêchée depuis six ans par les Soviétiques, essentiellement en raison des euromissiles. C'est le signe d'un réel dégel.

La signature de plusieurs accords sur la protection de l'environnement est envisagée. Il n'a pas encore été décidé si Honecker pourra s'adresser ou non à la foule, ou parler à la télévision. Cela dépendra du climat de la visite.

Jean-Bernard Raimond me dit : Sur les otages, je fais de l'agitation, de la dentelle ; mais il n'y a pas de négociation. Je ne contrôle rien. Tout est entre les mains du juge, qui doit avoir des choses sur Gerdji. La DST doit avoir des écoutes. Moi, je ne les connais pas.

Mercredi 29 juillet 1987

En Conseil des ministres, François Léotard rend hommage à l'action d'Émile Biasini, qui achève sa mission au Grand Louvre. Il souligne que l'on opère pour lui une reconstitution de carrière afin qu'il soit à l'abri des problèmes matériels. En outre, il sera nommé président d'honneur de la mission du Grand Louvre et chargé des rapports avec l'étranger.

Le ministre rend également hommage à Pierre-Yves Ligen qui le remplace.

Le Président : Ces propositions m'ont été soumises. Le choix de M. Ligen est excellent. M. Biasini est un homme difficile, il a le caractère de ses qualités. Je l'ai connu aux côtés d'André Malraux dont il était le bras séculier. Il a bien réussi également à la mission Aquitaine. Il pourra continuer d'être utile. Les choses pourront s'harmoniser dans l'intérêt de tous.

Jean-Bernard Raimond prononce quelques banalités à propos de l'Iran et du tunnel sous la Manche.

André Giraud rend compte de la situation dans le golfe Persique. Il n'évoque pas le problème de l'envoi du Clemenceau, qui est toujours en suspens.

Après le Conseil, réunion sur le golfe Persique dans le bureau du Président, avec André Giraud et Jacques Chirac ; Jean-Bernard Raimond n'y participe pas. (Le Président me signale : Jacques Chirac ne m'a pas proposé que M. Raimond soit là ; je n'ai pas jugé indispensable de le faire venir dès lors que le Premier ministre ne me l'avait pas demandé.)

André Giraud se montre très réticent sur le départ du Clemenceau et demande qu'on y sursoie ; sinon, il suggère qu'on l'envoie au Liban.

Le Président : On ne va pas bombarder le Liban !

La décision d'appareillage est confirmée avec pour destination l'entrée du golfe Persique.

André Giraud explique que les Américains n'ont de toute façon aucun dragueur de mines, pas même aux États-Unis : Les Américains se protègent derrière les pétroliers. L'Arabie Saoudite ne veut rien faire. Il n'y a pas de danger de mines.

Il est convenu de la façon la plus formelle qu'il n'y aura aucune déclaration publique ni du Président, ni du Premier ministre. Rien en dehors d'un communiqué de la Présidence de la République :

À l'issue de l'entretien qui a eu lieu ce matin au palais de l'Élysée entre le Président de la République et le Premier ministre, le ministre de la Défense a donné instruction au groupe aéronaval de l'escadre de la Méditerranée d'appareiller pour une mission de protection de nos intérêts en Méditerranée et dans l'océan Indien.

Mais, à 16 h 30, Jacques Chirac fait savoir aux journalistes qu'après avoir reçu Mme Thatcher, de passage à Paris pour l'échange des instruments de ratification sur la liaison fixe trans-Manche, il leur parlera du départ du Clemenceau. Ce qu'il fera !

Le Président : Une malhonnêteté de plus envers moi !

Après Matignon, Margaret Thatcher se rend à l'Élysée. Elle souhaite parler de la situation dans le Golfe.

Le Président : La politique française a été très engagée dans cette affaire, à partir de 1976, par des accords d'armement signés avec l'Irak. Je n'aurais pas souhaité que la France y soit mêlée d'aussi près. Mais, en 1981, renverser la position aurait été pire. Le contrat de confiance avec les pays arabes modérés, avec tous les pays arabes en fait, sauf la Syrie et la Libye, aurait été rompu. Donc, en 1982, j'ai autorisé — ce que je ne souhaitais pas vraiment — la continuation de l'application des accords antérieurs.

Il est vrai que cela rejoignait aussi la conception que je me fais de la nécessaire stabilité de cette frontière historique entre la Syrie et la Perse, les Arabes et les Iraniens.

Margaret Thatcher : En effet, le Chatt-el-Arab est une frontière essentielle.

Le Président : Chatt-el-Arab que les Iraniens n'appellent pas ainsi, bien sûr ! La suite rejoint l'idée que je me fais de l'équilibre mondial et des équilibres partout. Si j'avais été complètement maître de la situation, j'aurais sans doute cherché à éviter un tel engagement, mais c'est fait. Il faut donc accepter les conséquences de ses options.

En attaquant l'Iran, l'Irak a pris une décision folle. C'était une erreur profonde de miser sur la faiblesse de l'Iran. Souvent, dans l'Histoire, de telles erreurs ont été faites : un pays divisé intérieurement n'est pas pour autant affaibli extérieurement. Ainsi, face à tous les alliés de l'Europe coalisée, la Révolution française a trouvé son aliment dans cette menace même.

Margaret Thatcher : Il faut pour cela qu'il y ait un vrai nationalisme. Le Président : Oui ! Prenez également l'exemple de l'URSS en 1917. Lénine et Trotski n'ont pas gagné, mais ils ont sauvé l'essentiel. Et, de même, Hitler a duré plus longtemps qu'il n'aurait dû, car il a été soutenu par le profond pangermanisme de son peuple.

De la part des Irakiens, cela a été une erreur historique stupide. Évidemment, ils ont conquis deux ou trois petites îles. Mais cela a exacerbé le nationalisme iranien ; et cela a permis à l'Iran d'occuper son armée, que le régime ne souhaitait pas voir rester à Téhéran.

Très vite, ensuite, je me suis trouvé devant les prises d'otages qui étaient clairement reliées à l'Iran par l'intermédiaire du Hezbollah et du Djihad.

Les conditions iraniennes, connues très tôt, n'étaient pas acceptables. C'était soit la fin complète de l'aide à l'Irak, soit l'aide à l'Iran.

Dans la période récente, M. Chirac et M. Raimond ont pensé qu'ils pourraient régler la situation. Cependant, mon opinion a toujours été qu'il ne fallait ni négociations ni concessions. Des choses ont été faites, elles n'ont pas permis d'aboutir. Puis on s'est aperçu que les attentats n'étaient pas d'origine syrienne, du moins ceux-là, mais plutôt iranienne. Les présomptions de preuves se sont accumulées entre les mains de la Justice et de la Police. L'affaire s'est concentrée autour de M. Gordji, qui n'a pas le statut diplomatique. Et nous en sommes arrivés au drame que vous connaissez, à partir d'une audition demandée par la Justice.

Nous ne pouvons pas l'autoriser à rentrer en Iran sans être passé chez le juge. Peut-être le juge dira-t-il qu'il n'est pas coupable. Je n'en sais rien. Mais, en tout cas, on ne peut pas enjamber les nécessités de la Justice.

L'Iran a fini par nous lancer un ultimatum de soixante-douze heures. J'ai estimé alors que ce n'était pas tolérable, que nous devons prendre les devants. Nous avons rompu. Ces gens sont des drogués de l'esprit !

Nous sommes donc maintenant confrontés à des menaces. Nous avons donné l'ordre à notre flotte d'appareiller pour la Méditerranée et l'océan Indien. Il n'est pas question qu'elle entre dans le détroit. Cela dit, nous disposons d'une force aéronavale susceptible d'arrêter la menace. Nous n'avons pas l'intention d'atteindre l'Iran, mais, si nous sommes attaqués, j'aviserais.

Margaret Thatcher : Nous avons eu nous-mêmes, comme vous le savez, une crise avec l'Iran. Je voulais qu'il reste un très faible nombre de diplomates de part et d'autre. Les Iraniens, au début, voulaient autre chose. Finalement, il n'en reste qu'un, le chargé d'affaires.

Le Président : L'action de notre police a été brusque, il faut dire. On aurait pu nous prévenir plus tôt. J'avais demandé à l'avance le retour de nos diplomates, mais, déjà quinze jours avant la crise, nos personnels pouvaient circuler dans Téhéran mais ne pouvaient plus rentrer à Paris ! C'est un des éléments qui m'ont décidé à rompre. À l'heure actuelle, il reste onze personnes à l'ambassade, dont une femme et son bébé ; elle a cherché à rentrer, les Iraniens l'en ont empêchée.

Margaret Thatcher : Ces gens ne sont vraiment pas civilisés !

Le Président : La situation est donc gelée pour longtemps. Cela peut ressembler à la situation du cardinal Midzenty à Budapest.

Margaret Thatcher : Quand même, c'est une situation qui n'est pas bonne !

Le Président : Je conseille au gouvernement d'être dur. Beaucoup d'hommes politiques — et encore, je ne parle pas des diplomates ! — n'arrivent pas à admettre qu'il y ait des problèmes sans solution.

Nos intérêts vont être représentés par l'Italie. Nous avons songé, vous comprenez pourquoi, à l'Algérie. Mais l'ambassade d'Italie est juste mitoyenne de la nôtre et nous avons envisagé de faire passer nos personnels d'un jardin à l'autre. Malheureusement, les Iraniens ont mis un cordon de troupes entre les deux.

Margaret Thatcher : Que pensez-vous des suites de l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité ? Si rien ne se passe, la suite logique est un embargo. Comme ni vous ni nous ne fournissons quoi que ce soit à l'Iran, nous ne serions pas gênés par un embargo sur l'Iran.

Le Président : La presse a signalé de temps en temps quelques trafics d'armes vers l'Iran. Cela n'a pas de signification, nous les avons condamnés... J'espère que M. Perez de Cuellar fera preuve de détermination.

Margaret Thatcher : Il me semble qu'il est de l'intérêt des deux pays, Iran et Irak, d'accepter le cessez-le-feu dans le Golfe. Quant aux mines, elles sont placées, je crois, par les Iraniens.

Le Président : C'est probable.

Margaret Thatcher : S'il y a une nouvelle attaque, les États-Unis seront obligés de réagir. Nous devons veiller à ce que cette voie de navigation reste ouverte.

Le Président : Il n'est pas possible de se laisser psychologiquement diminuer. D'un autre côté, nous n'avons pas intérêt à ce que la guerre se généralise. Après tout, ce n'est pas notre problème, cette guerre !

Cependant, la France ne peut pas s'abstraire des affaires arabes, pour toutes sortes de raisons. Quand on voit le comportement intégriste fanatique de certains musulmans, quand on pense que le Maghreb comptera dans vingt ans 100 millions d'habitants, quand on songe au nombre des émigrés en France, on est obligé de penser à ce qui se produira dans vingt ans !

Margaret Thatcher : En tout cas, il ne faut pas que l'Irak perde.

Le Président : Cela serait terrible. Dans l'affaire qui nous occupe, je n'accepterai pas de faux accords. Mais il est bien difficile de tracer un schéma à l'heure actuelle.

Ce matin, j'ai été humilié en entendant à la radio la déclaration d'un responsable du canton de Genève qui expliquait que dans la crise entre l'Iran et la France, l'Iran n'avait pas tous les torts. Que voulez-vous que pensent les Iraniens quand ils entendent cela ! Vous savez que lors du récent détournement d'avion, le gouvernement local de Genève avait déjà donné du kérosène aux pirates de l'air pour repartir ! Vous savez par ailleurs qu'ils ont expulsé vers le Liban un Libanais recherché par la Justice française...

Margaret Thatcher : C'est navrant. Avec les détournements d'avions, il faut être très ferme. Il faut les empêcher de repartir, ne jamais donner de carburant. C'est ce que nous faisons. Nous n'avons plus de détournements. Malheureusement, trop de pays ne songent qu'à se débarrasser sur le voisin.

Le Président : Si les Suisses n'étaient pas intervenus, nous aurions fait conduire l'avion sur la partie française de la piste, et l'ordre avait été donné au GIGN d'intervenir. Bien sûr, c'est tragique, mais on ne peut accepter une telle situation.

Margaret Thatcher et François Mitterrand font ensuite le point sur les négociations concernant le désarmement.

Puis Mme Thatcher demande à visiter les appartements privés de l'Élysée, sur lesquels elle a lu des reportages dans des magazines. Le Président les lui montre.

Jeudi 30 juillet 1987

Le Président choisit le général Fleury comme chef d'état-major particulier pour succéder au général Forray, qui part au secrétariat général de la Défense nationale : C'est un homme de caractère, qui saura se faire respecter.

Vendredi 31 juillet 1987

402 morts parmi les pèlerins présents à La Mecque, dont 275 Iraniens, à la suite de violents affrontements entre pèlerins venus d'Iran et policiers saoudiens.

Comment sortir de la « guerre des ambassades », qui dure maintenant depuis un mois ? Peut-on désamorcer cette guerre des nerfs aux conséquences imprévisibles ?

Samedi 1^{er} août 1987

Violentes manifestations à Téhéran, par suite de la mort des pèlerins iraniens à La Mecque. Les ambassades d'Arabie Saoudite et du Koweït sont mises à sac.

Le Président iranien laisse entendre que le RPR a bloqué la libération des otages en mars 1986. Chirac est fou de rage.

Lundi 3 août 1987

Par suite des événements de La Mecque, Khomeyni s'en prend à la famille royale saoudienne, incapable d'assurer la garde des Lieux saints.

Mardi 4 août 1987

Attentat en Corse : un gendarme tué et trois autres blessés.

La situation reste bloquée à Téhéran et à l'ambassade d'Iran à Paris.

Mercredi 5 août 1987

Devant Jacques Chirac qui attend d'être reçu par le Chef de l'État, Jean-Louis Bianco informe Renaud Denoix de Saint Marc que le Président accepte la nomination de Jean-Claude Greshens au Conseil d'État à condition que le problème du statut d'Émile Biasini soit correctement réglé, comme prévu, et que le prochain poste libre au Conseil d'État soit réservé au choix du Président.

Le Premier ministre : Moi, les nominations, vous savez, je ne m'en occupe pas du tout. J'accepterai tout candidat pourvu qu'il soit convenable, qu'il ait des diplômes et qu'il ne s'agisse pas d'un ancien ministre pourvu du CAP !

Entretien entre François Mitterrand et Jacques Chirac avant le Conseil des ministres.

Le Président : J'ai vu que vous aviez évoqué publiquement les affaires du Rainbow Warrior et des « Irlandais de Vincennes ». Je suppose que vous avez des informations que la Justice ignore. Votre devoir est de communiquer ces informations à la Justice.

Le Premier ministre : Non, non, ce n'est pas le moment. Ce ne serait pas du tout opportun.

Le Président : Pas du tout. Je me sens tout à fait tranquille sur ces deux dossiers. Mais, même si je ne l'étais pas, vous devez suivre la Justice, lui remettre les pièces dont vous disposez.

Le Premier ministre passe alors à l'affaire Gordji : Dans le dossier... vous savez... pour le juge... Il y a vraiment peu de chose.

(Gilles Ménage, lui, dit avoir eu un contact avec le juge Marsaud, et que le juge Boulouque a bien de quoi inculper Gordji.)

François Mitterrand : Vous imaginez les conséquences de ce que vous venez de dire ? Rupture des relations diplomatiques, menaces de terrorisme et même de guerre... et tout cela pour rien ? Vous ne pouvez pas penser que le gouvernement serait exonéré de ses responsabilités si les choses se passaient ainsi.

Jacques Chirac : Ce n'est pas le gouvernement, c'est le juge.

François Mitterrand : Le juge travaille à partir des éléments que lui a fournis la Police. Or rappelez-vous, lors de la réunion que j'ai tenue dans ce bureau, M. Pasqua avait dit que le dossier était très chargé.

Jacques Chirac évoque un article du Canard enchaîné selon lequel il aurait écrit à Saddam Hussein à propos des livraisons d'armes : Je trouve scandaleux que ce texte soit sorti dans la presse !

François Mitterrand : J'allais justement m'en plaindre auprès de vous. Vous l'envoyez à tout le monde, sauf à moi !

Jacques Chirac : Je n'ai pas pensé à vous prévenir ; c'était une affaire banale qui concernait la réévaluation de la dette irakienne.

(Les termes utilisés dans le télégramme diplomatique dont nous avons eu indirectement connaissance prouvent qu'il ne peut s'agir d'une banale réévaluation de la dette irakienne. En fait, cela concerne très probablement un gros contrat militaire.)

Au Conseil, Édouard Balladur arbore un blazer à boutons dorés. Philippe Séguin me souffle : Ces boutons sont sûrement en or ! Rarement vu deux hommes aussi dissemblables dans leur comportement et leur idéal.

Après le Conseil, le Chef de l'État prend à part François Guillaume au sujet d'un article de Paris-Match dans lequel le ministre de l'Agriculture met en cause la fermeté du Président dans les négociations européennes. François Guillaume proteste : Je n'ai pas dit cela !

Jeudi 6 août 1987

Robert Armstrong m'interroge sur le Premier janvier de l'an 2000 ! Margaret Thatcher lui a demandé de réfléchir à ce que pourrait être la célébration de ce jour-là. Elle lui a demandé de voir si cela ne pourrait pas être l'occasion d'une cérémonie « franco-english » ou « anglo-french ».

Importante déclaration d'Edouard Chevènement dans le cadre de la CSCE sur les Pershing IA : Notre opinion publique ne comprendrait pas qu'au moment où se signe un accord de désarmement, les Allemands puissent rester dotés de l'arme nucléaire. En revanche, l'ourri Vorontsov, de passage à Paris, pense qu'un accord sur le maintien de ces missiles n'est pas impossible, sous réserve de leur non-modernisation et que soit clairement indiquée une date pour leur liquidation définitive (dans les cinq ans ?)

En dehors de cette question, l'accord semble très rapidement possible avec les Américains.

l'ourri Vorontsov rentre d'une mission en Syrie, en Irak puis en Iran. Il me dit : Les Iraniens n'ont pas de haine envers la France... Ils estiment que c'est aux Français de trouver une solution à l'affaire des ambassades, puisque ce sont eux qui ont commencé. Les Iraniens ne s'opposeraient pas à ce que M. Gorbachev soit entendu par les autorités françaises, sous réserve que l'on trouve une solution appropriée (dans l'embrasure d'une fenêtre de l'ambassade, par exemple !).

Il estime qu'une sorte d'accord tacite entre les différentes parties existe pour qu'il n'y ait pas d'incident militaire majeur dans le Golfe, où les Iraniens ne pensent pas que les Français pénétreront. (Cela recoupe les informations nous suggérant le retrait de l'escorte des pétroliers koweïtiens.)

Samedi 8 août 1987

Jacques Chirac est furieux d'apprendre l'attaque du village d'Aouzou par Hissène Habré. Le Président tchadien justifie son action en se référant à une déclaration franco-britannique du 21 mars 1899 qui plaçait Aouzou en territoire tchadien. La Libye, elle, fonde sa propre revendication sur un accord passé entre Laval et Mussolini en 1935, mais qui n'a jamais été ratifié. Le Premier ministre veut que la France condamne cet acte. Informé par Jean-David Levitte, directeur-adjoint du cabinet de Raimond, qui s'est toujours comporté de manière très loyale à notre égard, le Président décide de réunir à 23 h 15 le général Fleury, Gilles Ménage et Jean-Louis Bianco.

A l'issue de cette réunion, le Président téléphone au Premier ministre : Aucune aide ne sera apportée à Hissène Habré pour la reconquête de la bande d'Aouzou. Nous ne pouvons que très difficilement reprendre la fiction du 16° parallèle. Mais le 16° parallèle doit être maintenu comme une réalité aux yeux de Kadhafi, ce qui ne préjuge pas de ce que nous ferions plus au nord. La rapidité d'action de Hissène Habré a précédé l'installation que nous avons envisagée à Faya-Largeau. Notez bien les trois points sur lesquels nous resterons fermes : nous n'aidons en rien à la reconquête de la bande d'Aouzou ; nous suspendons toute décision pour Faya-Largeau, sachant qu'il y a déjà des démineurs français, mais pas plus ; si le Sud est touché, nous réagissons. Donc, nous sommes bien d'accord ? On ne peut pas approuver l'attaque d'Aouzou, mais, en même temps, il ne faut pas faire signe à Kadhafi comme pour lui dire : « Allez-y ! » D'autre part, tout ce qui peut être fait pour protéger l'acquis et nos propres forces au Tchad devra être fait.

La France n'est pas engagée dans une action qui reste à nos yeux de l'ordre de l'arbitrage international. Nous ne disons pas que la bande d'Aouzou ne fait pas partie du Tchad, nous disons seulement qu'elle relève de l'arbitrage international.

Et le Président fait transformer en instructions diplomatiques à notre ambassadeur le message que Jacques Chirac projetait d'envoyer en son propre nom à Hissène Habré.

Lundi 10 août 1987

François Mitterrand : Chirac pense comme il monte les escaliers ; il parle comme il serre les mains ; il devrait prendre le temps de s'asseoir.

L'aviation irakienne reprend ses raids contre des installations pétrolières en Iran, tandis que, pour la première fois, un pétrolier heurte une mine en mer d'Oman, à la sortie du détroit d'Ormuz.

Une note d'André Giraud au Président nous apprend qu'à l'encontre des instructions reçues, le général Saulnier négocierait avec son homologue allemand, l'amiral Wallershoff, les conditions d'emploi de l'arme nucléaire française en RFA. Le Président : Pas question ! J'ai toujours refusé de négocier cela avec les Allemands. Je ne l'accepte pas plus aujourd'hui.

Le Président publie un communiqué pour rappeler que si la France soutient le Tchad pour la reconquête de son indépendance et de son unité, elle reste réservée sur le problème d'Aouzou, qui devrait faire l'objet d'un arbitrage international.

Mardi 11 août 1987

Interrogé par la presse, André Giraud déclare : Il faut que Kadhafi en fasse plus au sud du 16° parallèle pour qu'on réplique.

François Mitterrand est furieux. C'est exactement ce qu'il a, hier, très expressément recommandé à Chirac de ne pas dire : c'est une incitation à agir lancée au colonel Kadhafi.

Découverte de nouvelles mines en mer d'Oman. André Giraud appelle Jean-Louis Bianco vers 16 h 30. Il veut annoncer l'envoi de dragueurs pour deux motifs : parce que les Britanniques ont annoncé l'envoi des leurs ; parce qu'on a la preuve de la présence de mines posées intentionnellement dans le golfe d'Oman. Or, si nos navires ne doivent pas pénétrer en principe dans le détroit d'Ormuz, ils iront dans le Golfe ou en mer d'Oman.

Le Président donne aussitôt son accord. Il insiste sur le fait qu'en aucun cas nos bateaux ne doivent se rendre dans le détroit d'Ormuz, et qu'il ne s'agit pas d'une opération de coopération internationale. André Giraud est très satisfait de la rapidité avec laquelle il a reçu l'agrément du Président.

Paris et Londres annoncent séparément qu'ils vont envoyer dans le Golfe des dragueurs de mines pour protéger leurs navires, mais ils réaffirment leur refus de toute opération internationale de déminage souhaitée par Washington.

Mercredi 12 août 1987

Dans une allocution télévisée, Ronald Reagan fait son mea culpa à propos de l'irangate.

Provocation : l'aviation libyenne bombarde plusieurs localités au nord du Tchad, dont Kouba-Oulamba, située au sud du 16° parallèle.

Gaffe sur gaffe : André Giraud, pour corriger ce qu'il a dit hier, déclare La France ne s'interdit aucun moyen militaire.

Il va maintenant trop loin dans l'autre sens ! François Mitterrand en est fort irrité.

Sans en référer au Président, le ministre de la Défense se corrige encore ! Pour rectifier son nouveau dérapage, il fait une troisième déclaration. Il évoque maintenant les missions humanitaires de la France dans le Nord. Comme le Président lui a dit de ne pas faire allusion au 16° parallèle, il en parle pour dire qu'il ne faut pas en parler ! Bonne volonté et lourde maladresse...

Sur le fond, deux positions se font jour au sein du gouvernement depuis aujourd'hui :

André Giraud est partisan de faire décoller des Mirage F1, avec pour instructions d'intercepter et éventuellement détruire les avions libyens qui bombardent le Tchad, car bien que ces bombardements libyens ne soient pas très efficaces (les bombes sont lancées de très haut), une bombe est tombée sur Faya-Largeau, à 300 mètres des démineurs français.

Jacques Chirac, en revanche, est très hostile à toute intervention de ce genre, car, pour lui, il ne faut surtout pas affronter directement les Libyens. Il déclare qu'il faut disperser nos 150 démineurs (sur quoi il n'a peut-être pas tort) et se demande s'il ne faudrait pas les rapatrier au sud de Faya. Mais cela reviendrait, pense François Mitterrand, à donner carte blanche au colonel Kadhafi...

Jeudi 13 août 1987

Le Président : On ne peut tout de même pas les laisser indéfiniment bombarder le Tchad !

Il serait plutôt partisan de la ligne Giraud, mais il n'a pas encore pris sa décision. La coopération avec Jacques Chirac s'est notablement améliorée.

Un détail : l'Élysée reçoit un hebdomadaire avant sa mise en vente. La couverture du numéro reçu cette semaine montre une photo du prince Charles et de Lady Diana. Or, les exemplaires mis en vente dans les kiosques présentent en couverture Jacques Chirac et sa fille ! Quelles pressions derrière ce changement ?...

Lundi 17 août 1987

Dans un entretien publié par Libération et consacré à la morale en politique, Michel Rocard parle de fautes et de bavures du septennat. Il cite le Rainbow Warrior, Carrefour du Développement, et estime que, faute de ressources publiques, les partis politiques restent voués à la fraude ou à la mendicité.

Jacques Toubon saute sur l'occasion pour affirmer que les socialistes sont disqualifiés pour donner des leçons de morale.

Mercredi 19 août 1987

Les troupes tchadiennes repoussent quatre attaques libyennes lancées successivement contre Aouzou : 300 morts du côté libyen.

Jeudi 20 août 1987

A l'université d'été des Jeunesses socialistes, Laurent Fabius trace le portrait idéal du candidat socialiste à l'élection présidentielle : Sûreté de jugement, esprit d'unité, expérience, capacité à refuser les exclusions et à saisir les nouvelles chances.

Mais à qui songe-t-il ? Sûrement pas à Michel Rocard.

François Mitterrand a lu les comptes rendus dans la presse. Il soupire : Si seulement je n'étais pas le seul, au Parti socialiste, à pouvoir battre la droite, les choses seraient plus faciles !

Plus faciles ? Pour qui ?

Samedi 22 août 1987

A Nouméa, dispersion brutale d'un rassemblement pacifique d'indépendantistes canaques, interdit par le gouvernement.

Dimanche 23 août 1987

Sur M6, Jean-Marie Tjibaou en appelle à François Mitterrand afin qu'il s'inquiète de la répression qui s'organise en Nouvelle-Calédonie.

Lundi 24 août 1987

François Mitterrand songe à intervenir à la télévision sur la Nouvelle-Calédonie.

Mardi 25 août 1987

De Mexico, Carlos Salinas m'appelle pour m'informer que les résultats des élections présidentielles publiés demain lui donneront 55

%, contre 28 % à Cardenas. Il a tout fait, me dit-il, pour empêcher la fraude. Je ferai tout pour aller vers un régime démocratique à l'europpéenne, contre mon parti.

A mon avis, la fraude a été encore très importante, mais sa victoire — il lui suffit d'une majorité relative — est indiscutable.

Mercredi 26 août 1987

Conseil des ministres tendu sur la Nouvelle-Calédonie. Le Président se dit choqué par la violence de la charge des policiers. Jacques Chirac se dit, lui, choqué par l'importance donnée à cet incident. François Mitterrand le met en garde contre l'enchaînement de la violence et rappelle chacun à son devoir.

A la sortie du Conseil, Alain Juppé affirme n'avoir senti aucun climat de crise entre l'Élysée et Matignon à propos du dossier calédonien.

Je propose à Jean Picq, conseiller pour la Défense du Premier ministre, d'assister à la réunion que je tiens avec les Allemands demain, pour avancer sur le Conseil de Défense et le Conseil monétaire. Maurice Ulrich lui interdit de venir. Usant de son vocabulaire toujours élégant, il pense inutile que des hauts fonctionnaires assistent aux entretiens entre l'Élysée et la Chancellerie, et il suffit que Jean Picq en soit informé pour que le Premier ministre puisse en parler avec le Président.

Jeuudi 27 août 1987

Horst Teltschik, accompagné d'autres collaborateurs du Chancelier et des ministres des Affaires étrangères et de la Défense allemandes, vient donc à Paris travailler sur le projet de Conseil de Défense. Je leur précise mon idée d'un Conseil économique et monétaire franco-allemand réunissant à son plus haut niveau le Président et le Chancelier, au niveau intermédiaire les ministres des Finances et les gouverneurs des deux Banques centrales et, au niveau inférieur, des experts choisis d'un commun accord. Un tel Conseil aurait pour mission :

- d'assurer la consultation la plus étroite en matière économique et monétaire ;
- d'accélérer l'ouverture réciproque des frontières et la réduction des barrières de toute nature ;
- de hâter le processus de coopération monétaire dans le cadre de la constitution de l'Écu et du renforcement du Système monétaire européen.

Sur la base des propositions allemandes, nous travaillons aussi au Conseil de Défense. Il institutionnaliserait les réunions qui se tiennent autour du Sommet franco-allemand. Composé du Chancelier et du Président, il se réunirait à intervalles réguliers. Il serait doté d'un secrétariat permanent et aurait pour mission d'harmoniser les analyses de la sécurité en Europe en vue de faire converger, dans les limites du possible, les conclusions que chacun en tire pour sa propre sécurité, de diriger et approfondir la coopération en matière de sécurité, de défense, de recherche, de développement et de production de matériel militaire, d'harmoniser les positions dans le domaine du désarmement, de prendre les décisions de principe relatives à l'organisation et à l'emploi des futures brigades franco-allemandes.

Il est prévu que nous nous reverrons à Bonn le 17 septembre pour mettre au point le projet d'une déclaration commune du Chancelier et du Président, le 24 septembre à Ingolstadt.

J'en informe le Président qui ne fait pas de commentaire.

Le Président reçoit Felipe Gonzalez à Latché. Il lui propose d'élargir à l'Espagne la coopération militaire franco-allemande.

Felipe Gonzalez : Je suis préoccupé à propos de la réalisation du marché intérieur: chez nous, il y aura des répercussions sociales, il y aura un coût économique et social de ce marché intérieur. Il faudra bien que ce coût soit réglé, soit dans les budgets nationaux, soit dans le budget communautaire. Nous ne pourrons pas résister au choc si, parallèlement, on ne met pas en place des actions complémentaires de développement. Le marché intérieur va provoquer une dualisation des économies européennes, et cela, je ne peux l'accepter.

Il y a deux conceptions de l'Europe : celle d'une zone de libre-échange, et ce n'est pas la mienne ; celle de l'Union européenne, pas seulement sur le plan économique, mais aussi sur les plans de la politique et de la défense. C'est la France qui peut être le moteur politique de l'Europe, et l'Allemagne son moteur économique. Si tel est le cas, nous nous en réjouissons, car cela renforce le pilier européen et nous met d'ailleurs en meilleure position vis-à-vis des Américains.

Le Président : Il faut aller vers une monnaie commune. Le développement de l'écu est capital. Bien sûr, les Allemands résistent. Je suis arrivé à la conviction que, parce qu'ils n'ont pas une puissance diplomatique et militaire à la hauteur de leur économie, ils transposent leur domination sur l'économie avec sa traduction la plus évidente, la monnaie. Le mark est ce qui manifeste la puissance de l'Allemagne. C'est un ressort très profond qui dépasse les réflexes des banquiers, et même le réflexe politique. C'est très profondément ancré et presque psychologique. Sur la défense, quel est votre point de vue ?

Felipe Gonzalez : Mon pays appartient à tous les organes de l'Alliance atlantique, sauf le commandement intégré. Je souhaite que l'Espagne devienne membre de l'UEO, mais ma demande suscite celle d'autres pays (Grèce, Portugal). Nous ne sommes pas pressés. C'est davantage une satisfaction psychologique pour nous.

Le Président: Sur une année européenne, voyons d'abord notre objectif. On ne peut conclure d'accord véritable que sur les armes classiques. Sur le nucléaire, rien n'est possible. J'ai dit à M. Kohl : « Je suis d'accord sur le premier noyau, mais je ne vois pas de solution sur le nucléaire. »

Le 24 septembre, je vais à Ingolstadt, rencontrer le Chancelier Kohl pour des manœuvres communes. Je considère comme très important que les Français et les Allemands soient dans une même armée, mais pas sous le commandement intégré de l'OTAN. Je voudrais pouvoir associer l'Espagne et aussi l'Italie, mais celle-ci est moins libre. Elle aurait la force intellectuelle, mais pas la force morale. Si la France, la RFA et l'Espagne agissent ensemble, alors nous avons une vraie force. C'est pourquoi j'ai recherché l'alliance avec l'Espagne en faisant sauter les verrous du terrorisme et de l'élargissement. Il faut que nous fassions un embryon d'armée commune à trois. Il y a des difficultés théoriques, mais, en pratique, c'est assez facile. Je trouverai les moyens de résorber les difficultés qui se posent à nous, car il faut avancer. Aujourd'hui, la RFA désire cet accord, mais demain ?

Il y a une autre façon de progresser, c'est la coopération sur les armes. Je reste convaincu que l'on aurait pu s'y prendre autrement pour faire l'avion de combat européen. Je crois que les industriels ont une grande responsabilité là-dedans. Je considère toujours qu'il faut travailler encore à harmoniser les calendriers de production, sinon, dans cinquante ans, nous en serons toujours au même point.

Il ne peut y avoir davantage d'unité militaire s'il n'y a pas d'unité politique. Tout est parallèle. Il faut progresser petit à petit. Si nous

arrivons à faire avec vous et les Allemands un embryon d'année commune, les autres suivront. C'est important d'offrir une perspective européenne à la RFA. Mon objectif est d'en finir avec ce que j'appelle l'Europe de Yalta. Cela dure depuis quarante-trois ans ! Cela va durer encore vingt-cinq ans ! Il faut prévoir au-delà. Il faut marcher sur nos deux jambes : d'une part, l'Alliance atlantique, d'autre part, le pilier européen. Nous aurons beaucoup de difficultés avec le Royaume-Uni. Notre objectif final doit être un pilier européen et un pilier américain. Comme il y a déjà un pilier américain, comment faire monter les pierres du pilier européen ? Ce qui est important, c'est que l'on progresse.

Vendredi 28 août 1987

Je fais à Jean Picq, François Bujon et Jean-Bernard Raimond un compte rendu de mes conversations avec les Allemands. Ils ne veulent toujours pas s'y associer. Un piège ?

Aouzou est reprise par les Libyens après de violents combats. L'aviation de Kadhafi a écrasé les Tchadiens sous les bombes.

Samedi 29 août 1987

Jean-Pierre Chevènement annonce que si François Mitterrand ne brigue pas un second mandat, il sera lui-même candidat en 1988.

Lundi 31 août 1987

Désastre : alors que tout est négocié avec les Allemands, que tout est prêt pour que puissent être annoncés le 24 septembre le projet de Conseil monétaire et celui du Conseil de Défense, François Mitterrand fait machine arrière ! Quand je lui demande l'autorisation de transmettre à Matignon les deux documents établis lors de mes réunions avec les Allemands, il me rétorque : Ces textes n'ont pas mon accord. Pour discuter, oui. Mais il y a bien des choses à revoir. Ces textes n'ont qu'une valeur indicative. Je réserve entièrement mon choix. Le dire expressément aux Allemands et aux dirigeants français.

Tout ça pour rien ? Parce qu'il n'a rien lu de ce que je lui ai fait passer là-dessus depuis deux mois ? Je n'imagine pas d'autre raison...

Jacques Chirac répond à François Mitterrand, qui s'est inquiété du rôle que l'armée sera appelée à jouer lors des élections en Nouvelle-Calédonie : Les armées seront tenues à l'écart du maintien de l'ordre le jour du scrutin.

Mardi 1^{er} septembre 1987

François Mitterrand : Tout le monde évoque mon âge ! Ça me donnerait plutôt envie de me représenter !

Départ pour Québec.

Mercredi 2 septembre 1987

Ouverture du 2^e Sommet de la francophonie à Québec, dix-huit mois après la première rencontre de Versailles, en février 1986. Seize chefs d'État, douze chefs de gouvernement et quarante-trois délégations représentant trente-sept pays. Le Canada ambitionne d'en disputer subtilement la direction à la France : dès l'ouverture, Brian Mulroney annonce que son pays va effacer la dette de sept pays africains, représentant 324 millions de dollars canadiens.

Le ministre de la Culture, François Léotard, n'est pas venu à ce Sommet de la francophonie. Le Président en est furieux.

François Mitterrand sur Édouard Balladur : Je n'ai jamais eu l'occasion de parler avec Georges Pompidou, si ce n'est dans les débats parlementaires. C'est vous dire ce qu'était la démocratie d'alors. De ce point de vue, la cohabitation est un grand progrès. Mais quand je parle avec Balladur, j'ai l'impression de parler avec le fantôme de Pompidou : la même onction ; la même culture vaguement moderniste pour masquer un conservatisme impitoyable...

Jeudi 3 septembre 1987

Matignon annonce une baisse de la TVA sur les automobiles de 33,3 à 28 %.

Le Président s'interroge tout haut : Retarder ma décision, si elle est négative, est-ce nuire à l'éventuel candidat de la gauche, comme le dit la presse ?

Vendredi 4 septembre 1987

Discussion avec Élisabeth Guigou : quelles suggestions pour faire progresser l'Europe économique ? Peut-on avancer des propositions conjointes avec les Allemands ?

Il faut commencer par la mise en place d'un embryon de Banque centrale européenne plutôt que par la création d'une monnaie européenne, chiffon rouge pour les Allemands aux yeux de qui le mark reste le symbole de leur réussite : ils ne sont pas près de s'en défaire.

Les textes de 1978, qui ont institué le SME, prévoyaient en 1981 la transformation de l'actuel Fonds européen de coopération monétaire (FECOM) en Fonds monétaire européen (FME), véritable embryon d'une Banque centrale européenne.

Nous tombons d'accord pour proposer, avec prudence, une double avancée : d'abord parvenir à la mise en commun d'une partie des réserves des banques centrales des États membres, puis envisager un abandon progressif des réserves en or et en devises. Ainsi, au terme du processus, ces réserves, devenues communes, permettraient au FME d'intervenir au nom de l'Europe entière vis-à-vis du dollar. Infiniment préférable au désordre d'aujourd'hui où chacun joue pour son propre compte.

Par ailleurs, la Banque de France et la Bundesbank émettraient des pièces de 1 et 5 écus qui pourraient être utilisées au même titre que les monnaies nationales. Le gouvernement belge a pris cette décision il y a quelques mois. Cette initiative ne menacerait en rien l'équilibre monétaire dans les deux pays.

Comment présenter ces propositions, et selon quel calendrier ?

La France et la RFA pourraient d'abord annoncer leur intention de travailler ensemble à la création d'un Fonds monétaire européen tout en manifestant, dès le départ, leur intention d'associer les autres États membres du SME.

Samedi 5 septembre 1987

Les Tchadiens détruisent la base aérienne de Maaten-es-Sara, au sud de la Libye. Commentaire de Jacques Chirac : Les Américains poussent Hissène Habré à faire des bêtises.

Lundi 7 septembre 1987

Le contingent français au Tchad abat un bombardier libyen qui s'apprêtait à attaquer N'Djamena.

Jacques Chirac appelle le Président. Ils décident d'appeler le général Fleury chez Hissène Habré, lui dire que nous ne pouvons pas l'aider s'il continue à mener des actions sans nous en informer à l'avance, actions pour lesquelles nous n'avons pas donné notre assentiment, en tout cas pour tout ce qui touche aux territoires extérieurs au Tchad ou contestés, comme Aouzou. En conséquence, s'il veut que l'on puisse répondre favorablement à ses demandes, il faut qu'il accepte la présence d'un officier français auprès de son chef d'état-major.

Comme prévu, première visite d'un chef d'État est-allemand, Erich Honecker, en RFA.

Pierre-André Albertini est libéré dans de curieuses conditions : un échange de prisonniers entre l'Afrique du Sud et l'Angola.

Les sondages sont encore mauvais pour Jacques Chirac. Ils le deviennent pour Raymond Barre.

Le référendum se prépare en Nouvelle-Calédonie. Le résultat sera sans surprise. Les indépendantistes appellent au boycott.

Jack Lang demande au Président de recevoir Stewie Wonder à l'Élysée. François Mitterrand refuse. Il a tort, à mon avis : c'est un grand artiste et un homme intéressant, qui a une analyse crue de l'Amérique.

Recevant Renaud Denoix de Saint Marc, comme chaque lundi, François Mitterrand refuse l'inscription à l'ordre du jour du prochain Conseil des ministres de la nomination comme commissaire au Plan d'un ancien collaborateur de Simone Veil, aucune proposition de reclassement n'ayant été faite à l'ancien collaborateur de Pierre Mauroy qu'il remplacerait. Ses trois prédécesseurs au commissariat au Plan ont tous obtenu des fonctions importantes : l'un est devenu numéro deux à l'ONU, un autre président des AGF, le troisième a été nommé à la Cour des comptes. Le commissaire au Plan est un personnage éminent et le Président estime qu'il convient de ne pas dévaluer la fonction : Je ne demande pas pour Henri Guillaume une compagnie d'assurances, encore que je pourrais le faire...

Mardi 8 septembre 1987

Le Premier ministre fait du forcing pour passer au plus vite au journal télévisé de TF1 depuis qu'il a été annoncé que le Président participerait à une émission le 17 septembre. François Mitterrand se montre de plus en plus critique envers Chirac. Il évoque sa mesquinerie.

Le Président à propos de Raymond Barre : Lui, au moins, est républicain. Je n'ai plus le moindre doute : il va se représenter. Par goût du combat contre les gaullistes. La volonté de battre cette clique, comme il dit, aura décidément été le moteur de sa vie publique. Il me le confie d'ailleurs clairement : Je n'ai pas envie de m'incruster. Mais savoir que c'est le plus grand plaisir que je pourrais leur faire me gâcherait ma retraite !

Mercredi 9 septembre 1987

Avant le Conseil des ministres, le Président déclare au Premier ministre qu'il n'acceptera pas la nomination d'un nouveau commissaire au Plan tant qu'un poste convenable n'aura pas été proposé à Henri Guillaume : Il y va de la dignité de la fonction.

Il me dit peu après : Le Premier ministre a été spécialement aimable, tout miel, mais il m'a menti d'une manière stupide et médiocre, une fois de plus, en m'expliquant qu'il irait au journal télévisé de TF1 uniquement pour parler de la baisse de la TVA.

Au Conseil, Philippe Séguin rend un hommage vibrant à Martine Aubry, qu'il vient d'évincer du poste qu'elle occupait au ministère du Travail. Il parle de son sens du service public, de sa compétence, de son dévouement, de sa loyauté à l'égard des quatre ministres successifs qu'elle a servis. Le plus étonnant est qu'il a l'air sincère...

Lucette Michaux-Chevry annonce un texte qu'on lui a écrit sur la francophonie, sans même respecter la ponctuation. Les ministres semblent souffrir. Volant à son secours, le Premier ministre juge utile de rappeler que le Sommet de la francophonie a été un succès.

Le Président a été tenu totalement à l'écart des négociations pour la libération de Pierre Albertini. Il ne veut émettre aucune réflexion à ce sujet, mais le procédé n'en est pas moins choquant.

Jeudi 10 septembre 1987

Jacques Chirac est aux Antilles.

Vendredi 11 septembre 1987

Jean-Louis Bianco reçoit le général Imbot.

Sur l'affaire Albertini, le directeur de la DGSE lui dit : Je pense que pour la libération d'Albertini, vous êtes au courant de ce qui s'est passé ? Bianco répond que oui (ce qui est faux), mais ajoute qu'il ne l'a pas appris par les voies gouvernementales. Le général Imbot suggère alors à Bianco de lui donner ses informations afin de confronter les sources. Bianco, embarrassé, répond : Donnez-moi les vôtres, je vous dirai si elles correspondent aux miennes !

— Comme vous le savez, tout a reposé sur Jean-Louis Ollivier, lui dit alors Imbot.

Or, Bianco ignore de qui il s'agit !...

Le général fait état des aller-retour de Jean-Louis Ollivier entre Pretoria et Paris, le Mozambique, l'Angola, le tout couronné par une visite à Jonas Savimbi, chef de l'UNITA (mouvement de résistance angolais), et de pourparlers avec les responsables sud-africains pour obtenir la libération de cent cinquante prisonniers. Savimbi a accepté le marché sous la pression de l'Afrique du Sud et contre la promesse faite par Ollivier, au nom du Premier ministre, que la France le remercierait publiquement, ce qui n'a pas été fait. D'où son mécontentement, qui s'est traduit par une dépêche de l'UNITA.

Par Chatelais, directeur d'Afrique, Jean-Louis Bianco apprend que Fernand Wibaux, conseiller diplomatique, se serait pour sa part rendu au Ciskei et aurait remis un message écrit de Jacques Chirac au chef de ce bantoustan afin de régler cette affaire. Il portait — nous dit-on, mais sans preuves — un faux passeport, un faux nom, une carte d'identité donnée par Michel Roussin, sans doute grâce à l'un de ses amis au sein de la DGSE. (Le général Imbot n'était peut-être pas au courant ; maintenant, il l'est.) Wibaux se serait également rendu en Angola avec les gens d'Afrique du Sud. Il ne nous en a rien dit. Toute l'opération était top secret, un nom de code avait été donné à Chirac, Roussin et Ollivier. Jean-Bernard Raimond n'était au courant de rien.

Sur le projet de Conseil de Défense franco-allemand que j'ai mis au point avec Horst Teltschik, le Premier ministre nous fait dire par François Bujon qu'il donnera au Président la position du gouvernement mercredi matin. C'est la dernière limite, car je dois conclure, jeudi 17, avec les Allemands. Sinon, à la réunion de l'Internationale libérale, Jacques Chirac communiquera sa position aux Allemands, court-circuitant ainsi, sur le fond et sur la forme, le Président, qui doit en faire l'annonce lors des manœuvres communes du 24 septembre.

Il est probable que Jacques Chirac essaiera de torpiller l'un projet dont il n'est pas l'auteur, prétextant qu'on ne peut décider de quelque chose d'aussi important à quelques mois des élections présidentielles.

Affaire Prouteau : Paul-André Sadon, directeur de cabinet d'Albin Chalandon, a appelé Jean-Louis Chambon, de permanence à l'Élysée cette nuit, pour lui signaler que Le Figaro de ce matin publie un article annonçant la prochaine inculpation du lieutenant-colonel Prouteau : J'ai été très étonné par cet article. Savez-vous que M. Chalandon passe demain au Forum RMC? Il est à craindre qu'une question lui soit posée à ce sujet. M. Chalandon me dit avoir été reçu par le Président en juillet, lequel lui aurait donné alors son accord sur l'inculpation. Bien entendu, il n'est pas question de faire état de cette conversation publiquement. Voici ce que le garde des Sceaux se propose de dire, il voudrait savoir si le secrétaire général de la Présidence de la République en serait d'accord. Il voudrait dire : « Il s'agit d'une affaire judiciaire en cours d'instruction, sur laquelle le garde des Sceaux n'a aucun commentaire à faire. »

Avec l'accord du Président, Jean-Louis Bianco fait répondre par Jean-Louis Chambon à Paul-André Sadon : Le secrétaire général de l'Élysée n'a pas à se mêler des déclarations du garde des Sceaux. Le garde des Sceaux dit ce qu'il veut.

Samedi 12 septembre 1987

François Mitterrand prend connaissance de la protestation signée par les trois syndicats de journalistes de l'AFP contre les procédés brutaux d'une unité de parachutistes en Nouvelle-Calédonie.

Le Président : La liberté de la presse est en cause. Il envisage le rapatriement en métropole de l'unité incriminée.

André Giraud répond à la presse avant même d'adresser une explication écrite au Président : ces journalistes menaçaient un secret d'État. On peut se demander quelle était la nature du secret d'État qui pouvait être menacé par les journalistes alors que ceux-ci ne se trouvaient ni dans une base interdite ni sur un territoire protégé.

Un journaliste français, Alain Guillo, est capturé en Afghanistan.

Dans son émission Droit de réponse, Michel Polac met en cause la CNCL à propos de l'attribution des fréquences de la bande FM. Gabriel de Broglie exige un rectificatif auprès de Francis Bouygues.

Inculpation de Christian Prouteau dans l'affaire des « Irlandais de Vincennes », ainsi que l'annonçait Le Figaro d'hier.

Dimanche 13 septembre 1987

En Nouvelle-Calédonie, malgré le boycottage du scrutin par le mouvement indépendantiste, 59,10 % des électeurs participent au référendum d'autodétermination et votent à 98,30 % pour le maintien du territoire dans la République française.

Les camps de concentration nazis, déclare Jean-Marie Le Pen au Grand Jury RTL-Le Monde, sont un point de détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Il ajoute que des historiens débattent à ce sujet, et qu'il se pose lui-même des questions.

Lundi 14 septembre 1987

Catherine Tasca démissionne d'un groupe de travail à la CNCL afin de protester contre l'attitude immobiliste de la Commission en Nouvelle-Calédonie : aucune sanction n'est en effet envisagée contre Radio Rythme bleue, la radio du RPR qui a implanté un émetteur illégal et dont la propagande avant le référendum a été très active.

Mardi 15 septembre 1987

Le Président apprend que Jacques Chirac va s'entretenir avec Helmut Kohl samedi prochain, en marge de l'Internationale libérale, sur les problèmes de défense. Il considère qu'il s'agit là d'un procédé inélégant de la part du Chancelier, qui sait fort bien que ces sujets relèvent de sa compétence exclusive. Il me demande d'annuler la réunion que je dois avoir après-demain avec Horst Teltschik. Quand j'en fais part à ce dernier, je n'ai nul besoin de lui dire pourquoi. Il me répond qu'il a tout fait pour empêcher la rencontre de samedi ; qu'il n'y aura aucune conversation réelle en matière de défense ; qu'il a lui-même refusé de recevoir Bujon de l'Estang, qui voulait venir à Bonn discuter de ces choses cette semaine ; qu'il a de nombreuses propositions concrètes à nous faire en matière de coopération économique et monétaire. Il me précise aussi qu'Édouard Balladur a fait part à Stoltenberg, dimanche dernier, de son hostilité au projet d'un pendant économique au Conseil de Défense franco-allemand, les affaires économiques devant à ses yeux continuer d'être traitées au niveau des ministres des Finances. Stoltenberg a été stupéfait d'entendre parler de cela, car il n'était pas au courant du projet.

Teltschik me propose de venir quand même le voir la semaine prochaine après la rencontre entre le Premier ministre et le Chancelier.

Je pense qu'il ne faut pas rompre le fil avec quelqu'un qui est pour le moins très embarrassé des mauvaises manières de Matignon.

Mercredi 16 septembre 1987

Avant le Conseil des ministres, le Président aborde la question des Malouines, qui doit venir en débat aux Nations-Unies. Le Premier ministre souhaite que la France vote un amendement convenant aux Britanniques, qui contredit notre position des années précédentes sur les conditions de reconnaissance de la reconquête.

François Mitterrand : Il n'en est pas question. Nous maintiendrons notre vote.

Jacques Chirac s'incline.

Après le Conseil, le Président me dit que l'attitude du Premier ministre sur les Malouines s'explique par la Nouvelle-Calédonie : aux Malouines, les Britanniques sont dans une situation analogue à la nôtre en Nouvelle-Calédonie ; en échange de notre vote, Chirac espère obtenir leur soutien.

Surprise : le Premier ministre informe le Président que Chadli Bendjedid lui propose de lui faire rencontrer à Alger le colonel Jalloud, numéro deux libyen. Jacques Chirac souhaite s'y rendre.

Le Président : Ce serait de la folie ! Il faut n'y envoyer que le secrétaire général du Quai.

(Commentaire du Président, peu après : Il faut sans cesse corriger ses bêtises !)

Le Président s'étonne que la cinquième étoile n'ait pas encore été accordée au général Fleury. Renaud Denoix de Saint Marc : Le ministre de la Défense aurait souhaité que vous lui en parliez.

Le Président, agacé : Il n'y a aucune raison pour que je lui en parle. C'est une décision automatique. [De fait, le chef d'état-major particulier du Président de la République se voit automatiquement promu lors de sa nomination à l'Élysée.]

Jacques Chirac, encore plus ulcéré que le Président : Mais j'avais donné des instructions à M. Giraud. Il n'a qu'à le faire, ce sont des

questions qui ne se discutent pas ! [Cela passera au prochain Conseil.]

Il est encore question du problème posé par la nomination, en Corrèze, d'un protégé de Jacques Chirac, qui suscite de très nombreuses protestations parmi les responsables du corps préfectoral.

Le Président à Jacques Chirac : Ce n'est pas bien, mais je ne vais pas vous embêter avec cela, parce que c'est la Corrèze.

Il est enfin question du Transall français envoyé à Sassou N'Gusso. Au détour d'un télégramme, nous avons appris que l'envoi avait été convenu directement entre Sassou N'Gusso et Jacques Chirac. L'appareil, avec ses cocardes maquillées, a été mis à la disposition des militaires congolais pour briser une opposition intérieure ! Jamais le Président n'en a été avisé. L'information a été vérifiée par Jean-Christophe Mitterrand, Jean Audibert et le général Fleury.

Jacques Chirac au Président : Mais votre état-major était tenu au courant par l'état-major de Matignon ! En présence de Chirac, le Président demande à Jean-Louis Bianco de vérifier. Bianco se rend dans son bureau pour appeler le général Fleury, puis rappelle le Président : le général Fleury lui a répété que jamais Matignon n'a prévenu l'état-major particulier. Chirac ne cille pas.

Contrairement à ce qu'il a annoncé, Jacques Chirac ne donne pas sa réponse sur les deux projets franco-allemands. Il dit au Président qu'il lui écrira à ce sujet.

Conseil des ministres : le projet de budget pour 1988 est à l'ordre du jour. Édouard Balladur commence par une critique en règle de la gestion socialiste. Il parle du cercle vicieux des dépenses et des impôts.

Le Président : Je n'engagerai pas un débat sur le budget. Ce débat aura lieu devant le Parlement, c'est son rôle. Je rappellerai seulement quelques données. Quand j'étais parlementaire, j'avais entendu M. Barre dénoncer avec une très grande vigueur la gestion précédente... [Jacques Chirac se crispe, Alain Madelin et Gérard Longuet sourient.] Ensuite, j'ai entendu M. Delors, avec une grande rigueur, dénoncer la gestion précédente. A la limite, j'aurais pu entendre M. Bérégovoy... Je viens d'entendre le ministre d'État dénoncer la précédente gestion. C'est une situation tout à fait classique.

Édouard Balladur sourit et semble ravi de la pique.

L'exposé de René Monory sur la rentrée scolaire s'achève par cette conclusion : Il faut rester modeste.

Le Président : Voilà une excellente recommandation.

Là, c'est l'éclat de rire, vite réprimé devant l'air outragé du ministre.

Le Président reçoit Charles Pasqua et Robert Pandraud à 11 h 30. Ces derniers viennent à nouveau répéter : Nous souhaitons pouvoir réformer le service des voyages officiels.

François Mitterrand : Je sais, je sais. Vous m'en avez souvent parlé. Mais laissons nos successeurs régler tout cela. Vous savez, on est maintenant en septembre, on va surtout expédier les affaires courantes.

Charles Pasqua, résigné : Comme vous voudrez, monsieur le Président.

Jeudi 17 septembre 1987

En voyage à Nouméa, Jacques Chirac annonce un nouveau projet de statut d'autonomie interne calqué sur celui de la Polynésie française.

Entrée en vigueur de la baisse de la TVA sur les automobiles.

Sur TFI, où il est venu parler de la Nouvelle-Calédonie, François Mitterrand affirme sa pleine confiance en Christian Prouteau.

Vendredi 18 septembre 1987

Jacques Chirac écrit à François Mitterrand à propos de mes négociations avec Horst Teltschik... pour se plaindre d'avoir été tenu à l'écart ! Il s'offusque qu'on ait accepté un accord sur la défense sans rien demander sur la monnaie. Toute sa lettre tend à dire : il est urgent d'attendre. Incroyable ! Lui-même a refusé que ses collaborateurs assistent aux pourparlers et il a été tenu informé par le Président... qui trouve, lui, la lettre de Chirac très raisonnable !

Je suggère au Président une solution qui permettrait d'annoncer un accord monétaire sans l'assentiment préalable du gouvernement ; il suffirait d'ajouter au communiqué de presse sur la défense le paragraphe suivant :

Le Président de la République française et le Chancelier de la République fédérale d'Allemagne sont convenus d'intensifier leur coopération dans le domaine monétaire afin de continuer à faire progresser le Système monétaire européen.

Pour cela, chaque sommet bilatéral franco-allemand sera l'occasion d'une réunion au niveau des chefs d'État et de gouvernement avec les ministres des Finances et les gouverneurs des Banques centrales.

Une réunion de ce type aura lieu sous la présidence du Président de la République française et du Chancelier de la République fédérale d'Allemagne dès le prochain Sommet franco-allemand qui se tiendra à Karlsruhe les 12 et 13 novembre prochains.

Le Président de la République française et le Chancelier de la République fédérale d'Allemagne informeront aussitôt les États membres du SME et le Président de la Commission de la teneur des conversations.

C'est moins que le Conseil monétaire, mais cela aurait cependant le mérite d'exister...

Mais le Président veut davantage : il souhaite l'accord de Jacques Chirac sur l'ensemble. Il écrit donc d'abord à Helmut Kohl pour panser les plaies que va causer le retard pris par l'annonce de la création du Conseil de Défense. Il lui propose de célébrer à Paris, le 22 janvier prochain, à l'Élysée, le vingt-cinquième anniversaire du traité du même nom.

Pour le reste, il en reparlera à Jacques Chirac.

Samedi 19 septembre 1987

Au cours de l'émission de Michel Polac consacrée au pont de l'île de Ré, le caricaturiste Wiaz exhibe un dessin mettant en cause Francis Bouygues. Polac est licencié. La CNCL se tait.

Dans un entretien que publie Le Point, François Mitterrand déclare à propos de la CNCL : La CNCL n'a rien fait jusqu'ici qui puisse inspirer le respect. Pour moi, il ajoute : Ce sont des domestiques liberticides.

Lundi 21 septembre 1987

François Mitterrand me confie : Avec moi, Jacques Chirac a un ton de plus en plus « cohabitant », mais au-dehors il lâche de plus en plus ses chiens.

Le Président donne son accord à un petit remaniement ministériel concernant Camille Cabana et André Santini. Il accepte que celui-ci devienne ministre délégué dans la mesure où il a écrit à Raymond Courrière une lettre d'excuses confessant qu'il avait cru faire un trait d'humour en l'attaquant à propos de l'ONASEC. Courrière en a fait part au Président,

Roger Bouzinac (l'un des membres de la CNCL) revient de Nouvelle-Calédonie et parle de scandale, non seulement à propos de l'émetteur de Radio Rythme bleue, mais aussi des listes truquées (des fonctionnaires qui se sont fait réinscrire). Il dit avoir assisté à des bourrages d'urnes lors du référendum.

Les Nouvelles calédoniennes (du groupe Hersant) ont publié un article signé de l'éditorialiste attiré, dont voici un court extrait : C'est une œuvre de salut public que de tabasser les journalistes.

Mardi 22 septembre 1987

Yves Chalié est remis en liberté.

L'accord entre Américains et Soviétiques sur les forces nucléaires intermédiaires est réalisé ; il ne reste que quelques menus détails à régler.

Les Soviétiques veulent signer rapidement (avant le 15 novembre) un autre accord, cette fois de désarmement stratégique, de sorte que ce traité soit ratifié avant l'expiration du mandat de Ronald Reagan. Dans cette négociation, deux problèmes sont liés : celui de l'IDS et celui des sous-plafonds par catégorie d'armes (sous-marines, aériennes et terrestres, dont mobiles).

Selon le conseiller pour la Sécurité de Ronald Reagan, Franck Carlucci, de passage à Paris, les Soviétiques admettent (en privé) le fait que le Président Reagan ne renoncera pas à l'IDS. En échange, ils proposent des sous-plafonds préservant leur supériorité en missiles terrestres, réduisant celle des États-Unis en missiles sous-marins, et leur permettant de développer leurs missiles mobiles (SS 24 et 25) dont le Pentagone a très peur (ils jouent un rôle voisin de l'IDS, mais à terre).

André Giraud : Je ne suis pas de ceux qui se félicitent de la prochaine signature de l'accord FNI. La sécurité de l'Europe de l'Ouest ne sort pas renforcée de cette affaire.

Mercredi 23 septembre 1987

Au début du Conseil, aparté entre le Président et Charles Pasqua, assis à côté de lui. Tous deux sourient. Le Président a dû faire à Pasqua un compliment ironique sur sa phrase rapportée par la presse : En Conseil, le Président s'ennuie.

André Giraud rend compte de ses contacts avec les Italiens, qui souhaiteraient participer à la brigade franco-allemande.

Le Président rappelle qu'il a rencontré Felipe Gonzalez et que l'Espagne souhaite elle aussi y prendre part : C'est un mouvement très intéressant. Bien entendu, il faut être très précis et très rigoureux sur ce que l'on fera ; il est fort probable que d'autres pays manifesteront les mêmes intentions que l'Italie et l'Espagne.

Le Président approuve l'accord de désarmement entre États-Unis et URSS.

Henri Guillaume n'est pas remplacé au commissariat au Plan : le Président s'est opposé à son départ, puisqu'il n'y a toujours pas de proposition précise du Premier ministre pour son reclassement.

Hachemi Rasfandjani renouvelle ses attaques contre Jacques Chirac à propos des négociations sur les otages d'avant mars 1986. Il paraît vraisemblable que les Iraniens ont des preuves de ce qu'ils avancent.

Longue conversation téléphonique avec Horst Teltschik. Jacques Chirac ne s'est pas opposé, samedi, aux Conseils franco-allemands. On peut donc les annoncer demain.

Jeudi 24 septembre 1987

François Mitterrand et Helmut Kohl assistent aux manoeuvres militaires franco-allemandes « Moineau hardi ». Ils annoncent l'existence d'un projet de Conseil de Défense franco-allemand : Il faut qu'il y ait à la tête de tout cela un échelon responsable, dit François Mitterrand. Il propose la participation d'autres pays comme l'Italie ou l'Espagne.

André Giraud demande au général Saulnier ce qu'il souhaite faire après la fin de ses fonctions, alors qu'il était entendu entre le Président et le Premier ministre que le général serait prolongé au-delà de la limite d'âge, jusqu'à l'élection présidentielle.

Maurice Ulrich à Jean-Louis Bianco : Je crains qu'il n'y ait là un problème.

Bianco lui répète la position du Président : ou bien le général Saulnier est prolongé, ou bien le Président ne signera aucune nomination, et le poste de chef d'état-major général des Armées restera vacant jusqu'à la fin du septennat.

Ulrich ne fait aucun commentaire.

Édouard Balladur répond aux critiques des socialistes sur les « noyaux durs » : Il ne pouvait être question de laisser les entreprises privatisées émiettées et sans défense dans le monde des marchés internationaux.

François Mitterrand commente ironiquement : Il appelle cela une politique économique. Moi, j'appelle cela faire de la politique avec l'économie.

Vendredi 25 septembre 1987

Les Canadiens souhaitent annoncer la date du prochain Sommet de Toronto, qui se déroulera après les prochaines élections présidentielles. Ils me proposent le communiqué suivant :

Le Premier ministre, le très honorable Brian Mulroney, a annoncé aujourd'hui que le prochain sommet économique des Sept principaux pays industrialisés et des représentants de la Communauté européenne aura lieu à Toronto du 19 au 21 juin 1988.

Les chefs d'État et de gouvernement qui ont participé cette année au Sommet de Venise sont convenus de tenir leur prochaine rencontre à Toronto en 1988 et ont accepté les dates proposées par le Premier ministre pour cette rencontre.

Ce Sommet économique sera le deuxième Sommet à avoir lieu au Canada, le premier s'étant déroulé à Ottawa et à Montebello en 1981.

J'en parle au Président. Il approuve sans hésiter. J'en déduis la confirmation qu'il sera candidat.

Samedi 26 septembre 1987

Le vice-président George Bush est en Pologne.

Les ministres des Finances des sept pays occidentaux les plus industrialisés, réunis à Washington, réaffirment leur engagement de stabiliser le dollar autour de son niveau actuel, soit 6 francs et 1,70 deutsche mark.

Lundi 28 septembre 1987

François Mitterrand me parle de la campagne à venir : Si je suis candidat, ils ne vont pas m'épargner. Ils seront orduriers. Après un temps, il ajoute : Si je ne suis pas candidat, ils ne m'épargneront pas davantage.

Mardi 29 septembre 1987

François Mitterrand : Parfois, à un regard ou à un mot au Conseil, j'ai le sentiment que Balladur nourrit un mépris infini pour Chirac. A moins que cela ne soit un mépris de la politique. Puis il se reprend : Cet homme est un formidable dissimulateur. Plaise au Ciel qu'il n'ait jamais le pouvoir !

Mercredi 30 septembre 1987

En Nouvelle-Calédonie, deux gendarmes sont tués de plusieurs coups de feu dans la tribu de Tiaoué.

Entretien Mitterrand-Chirac avant le Conseil des ministres.

Jacques Chirac : Il y a trois nominations qui semblent suspendues : pour le commissariat au Plan, pour l'ambassade au Vatican et pour la Villette.

François Mitterrand : Au sujet de votre candidat pour le Vatican, je vous ai dit non. Quant à celui pour la Villette, c'est aussi non. Vous imaginez l'incongruité de votre proposition ! On n'ajamais vu l'auteur d'un rapport contre la gestion d'un organisme être nommé à la tête de cet organisme. C'est contraire aux traditions de l'inspection des Finances. Quant au Plan, je vous ai déjà dit les conditions préalables au remplacement de l'actuel titulaire.

Jacques Chirac : Mais nous avons déjà engagé les conversations avec le Vatican. Il approuve cette idée !

François Mitterrand : Il sera ravi de n'importe quel bon catholique qu'on lui enverra.

A propos du général Saulnier et de sa prorogation à l'état-major général, blocage total d'André Giraud, qui refuse absolument de proposer son maintien au-delà de la limite d'âge : Je le supporte depuis dix-huit mois, je ne le proposerai pas !

François Mitterrand à Jacques Chirac : Vous imaginez un chef d'état-major général des armées qui n'aurait pas l'aval du Président de la République ? Il n'y aura donc pas de chef d'état-major général des armées jusqu'à la fin du septennat.

Le Président interroge par écrit le Premier ministre à propos de la mise à disposition du Congo, par le gouvernement français, au mois d'août dernier, d'un avion Transall C 160. Il note que son cabinet n'a pas été tenu au courant. S'agissant de coopération militaire avec un pays étranger, il eût été normal qu'il fût pour le moins informé préalablement. Il insiste pour savoir dans quelles conditions exactes cette décision a été prise, et quelle utilisation a été faite de l'appareil français.

Nous connaissons les réponses à toutes ces questions, mais cette lettre vise à pouvoir être produite au cas où, quelque jour, on voudrait laisser croire que cette opération a été décidée avec l'accord du Président. Tel est d'ailleurs l'objectif de cette incessante correspondance faite pour les archives, pour l'Histoire, voire, si nécessaire pour la prochaine campagne, de façon à empêcher l'autre de nier l'existence et le contenu d'une conversation.

Jeudi 1^{er} octobre 1987

Le Président regrette de ne pas avoir mentionné dans sa lettre d'hier ce que nous avons appris depuis son envoi, à savoir que l'accord de coopération technique entre la France et le Congo, signé en 1974 par Jean-François Deniau, interdit l'utilisation de matériel ou de personnel français dans des opérations internes. (Article III de l'annexe : Les personnels militaires français (...) ne peuvent prendre part à la préparation ou à l'exécution d'opérations de guerre et de maintien ou de rétablissement de l'ordre ou de la légalité.)

Ce qu'a fait Chirac était non seulement discutable politiquement, mais encore contraire aux engagements internationaux de la France.

Vendredi 2 octobre 1987

Retournement d'un haut fonctionnaire : Jean-Louis Bianco voit ce matin, à sa demande, un policier important, un des responsables de la lutte antiterroriste, nommé par Charles Pasqua. Il est extrêmement choqué de constater que nombre d'informations importantes nous ont été cachées. Il est très laudateur sur l'action des ministres de l'Intérieur socialistes, Franceschi, Defferre et Joxe : C'est grâce à leurs initiatives que nombre de résultats actuels ont été obtenus, dit-il. La grande force du Président, dans l'affaire des otages, est d'avoir défini dès le début sa ligne de force [Naccache contre tous les otages] et de ne jamais en avoir changé. La DGSE est nulle, et l'idéal serait de la fusionner avec la DST, mais ce serait très difficile. Il conviendrait au moins de la civiliser [d'y nommer des civils]. Il faudrait rattacher DGSE et DST au Premier ministre, et il est indispensable que l'instance politique puisse exercer une autorité très ferme sur les services de renseignement. A propos de l'action antiterroriste, il faut développer la coopération bilatérale ou trilatérale entre pays, plutôt que de grands forums. Il serait bon [comme le Président l'a évoqué lors de son entretien avec Margaret Thatcher] qu'en cas de détournement d'avion et de prise d'otages, lorsque l'avion se pose sur un aérodrome dans un pays ami, il ne puisse pas repartir, quels que soient les risques à prendre.

A propos des attentats de septembre, il sait que la piste Abdallah est formidablement fragile depuis le départ, car fondée seulement sur la reconnaissance des photographies par des témoins en état de choc. Mais le gouvernement s'est engouffré dans cette brèche pour rassurer l'opinion. Je suis convaincu que les Iraniens sont les responsables de ces attentats. Les enquêteurs policiers sont convaincus que Gordji est bien le responsable terroriste qui a donné des ordres pour les attentats de septembre, mais il n'y a pas de vrais éléments de preuve à mettre dans le dossier du juge [car les principaux éléments sont des écoutes téléphoniques].

Je crains que les choses ne se détériorent en Corse. Je crains aussi que l'ETA militaire, très touchée, réagisse brutalement. Enfin, à tout moment, il y a une menace libyenne très forte du fait d'Abou Nidal, et, bien sûr, la menace iranienne est constante.

Joëlle Kauffmann et Michel Cantal-Dupart, inlassables soutiens des otages, viennent suggérer de rencontrer M. Wichniewski, qui a négocié la libération des otages allemands.

Le Président donne un coup d'arrêt à toute négociation franco-allemande sur l'usage du nucléaire. Le ministre de la Défense, par lettre du 10 août 1987, l'a informé des conversations en cours entre le général Saulnier et son homologue allemand, l'amiral Wellershoff. Une lettre à Jacques Chirac est nécessaire, puisque l'avoir dit à André Giraud ne paraît pas avoir suffi.

Il rappelle que les échanges de vues préliminaires sur l'emploi éventuel des armes préstratégiques devront se limiter à la forme de consultations, sans aborder les questions de fond (critères politiques et militaires, zones de frappe, etc.). Il approuve le principe d'une grande unité franco-allemande composée d'éléments d'active, à qui serait confiée une mission de sécurité en retrait de ce qu'il est convenu d'appeler la bataille de l'avant. Il n'exclut pas la possibilité d'engager, selon les circonstances, l'unité franco-allemande au-delà de cette ligne. En tout cas, ordonne-t-il, les conversations avec les autorités allemandes ne devront en aucun cas traiter des conditions d'emploi de nos armes nucléaires, qui sont, répète-t-il, du seul ressort de la décision française.

Recevant des instructions écrites, Jean Saulnier ne se fait pas prier pour y obtempérer. André Giraud non plus.

Autre lettre du Président au Premier ministre, concernant les otages. Il lui répète son désir de voir confier à une personnalité qualifiée le soin d'avoir à connaître, au nom des autorités françaises, de l'ensemble des aspects du problème des otages au Liban, et d'assurer le meilleur suivi possible des démarches entreprises. Il évoque à ce propos le nom de Fernand Wibaux.

Lundi 5 octobre 1987

La Compagnie de Suez est privatisée. Action proposée à 317 francs.

Réunion du groupe de coopération militaire franco-allemand. Le problème posé est celui de la posture de la future brigade franco-allemande vis-à-vis de sa couverture nucléaire. On doit définir le mandat qui sera le sien. Dans le projet, l'expression améliorer les capacités de défense conventionnelle de l'OTAN en Centre-Europe implique que la force nucléaire soit engagée. En effet, nous avons bien obtenu que cette brigade soit placée dans la même position que le 2^e corps français. Mais l'engagement de cette troupe à demi allemande ne pourra pas être refusé si le gouvernement allemand le demande pour la défense de son territoire. L'enverra-t-on alors sans couverture nucléaire ? C'est évidemment l'objectif des Allemands.

Comme la brigade est un prototype, il s'agit de savoir si nous nous engageons dans un processus de renforcement de la capacité de défense conventionnelle de l'OTAN. C'est une décision majeure, à laquelle le Président est très opposé.

Comme le suggérait Joëlle Kauffmann, Jean-Louis Bianco et moi recevons M. Wichniewski, le « M. Otages » allemand. Celui-ci dit des choses intéressantes sur la situation en Iran et sur la manière dont ils ont eux-mêmes procédé, mais rien de bien précis sur les otages français. En revanche, il raconte une anecdote amusante sur les relations entre le Chancelier Schmidt et François Mitterrand :

Avant 1981, elles étaient très mauvaises en raison de l'amitié entre Schmidt et le Président Giscard d'Estaing. Quand le Président Mitterrand a été élu, j'ai tout fait pour qu'ils se rapprochent. J'ai téléphoné au Chancelier Schmidt, qui était à Washington, pour lui suggérer de passer par Paris à son retour des États-Unis. Il était plus que réticent. Or, ce genre de communication est écouté par tous les services secrets de la planète. J'ai ajouté : « Comme convenu, j'ai prévenu nos voisins que tu iras les voir à ton retour de Washington. » Schmidt a protesté : « Espèce de salaud, tu n'as pas le droit de dire cela ! » Mais il a été obligé de venir à Paris, puisque tout le monde avait entendu... L'entretien avec le Président Mitterrand se passa très bien et, à son retour à Bonn, Schmidt confia à des journalistes qu'il était content de cette visite, précisant : « Heureusement que j'ai lutté contre la bureaucratie qui voulait m'en empêcher... »

Combien d'histoires de ce genre n'ai-je pas connues... ?

Mardi 6 octobre 1987

François Mitterrand part pour un voyage d'État en Argentine. Contrairement aux usages et au protocole, le Premier ministre n'est pas venu à Roissy le saluer à son départ. Il n'en a pas prévenu le Président. Le secrétaire général du gouvernement a simplement dit à Henri de Coigny, chef du protocole : Le Premier ministre ne viendra pas, M. Giraud le remplacera, sans indiquer le motif de cette absence.

Parmi les propos qu'André Giraud tient aux uns et aux autres en attendant le Président, deux réflexions significatives :

- Il y a un truc qu'on n'aura pas fait, et c'est vraiment dommage, c'est l'amortissement à la discrétion des entreprises.
- Il faut désespérer Billancourt...

Dans l'avion, François Mitterrand invite à déjeuner les ministres qui l'accompagnent, dont Gérard Longuet et Alain Juppé.

La conversation, au début un peu guindée, se détend. Le Président déploie toutes les facettes de son charme. Il les interroge sur leurs goûts, leurs envies, leurs regrets. Alain Juppé finit par reconnaître que la vie politique dévore la vie tout court et qu'il souffre de n'avoir plus le temps pour rien.

François Mitterrand compatit : Ah, sous la IV^e, on savait encore prendre le temps de vivre ! Si on ratait un gouvernement, eh bien, on prenait le suivant ! Les opportunités ne manquaient pas. Mais, sous la V^e, chacun songe à la présidentielle et a peur, s'il rate un tour, d'être dépassé la fois d'après. Sept ans, c'est très long !

Mercredi 7 octobre 1987

A Buenos Aires, à propos du soutien apporté par la France au général pakistanais Yacoub Khan, candidat à la direction générale de l'UNESCO, le Président dit à Jean-Bernard Raimond : Cela ne m'enthousiasme pas, mais c'est vrai que le choix est difficile. On verra ce que l'on fait au deuxième ou au troisième tour.

Le porte-parole du Quai d'Orsay fait savoir que la France soutient Yacoub Khan avec l'accord total du Président.

Réception à l'ambassade de France. François Mitterrand lance aux ministres qui l'accompagnent : Ce que mes amis ne parviennent pas à me décider de faire, vous, vous l'obtiendrez de moi sans difficulté. Vos divisions assurent ma réélection. Chacun de vos candidats préférera me voir élu plutôt que son rival !

Jeudi 8 octobre 1987

Robert Hersant menace d'interrompre les émissions de la Cinq si le réseau de diffusion ne s'étend pas rapidement.

L'Assemblée vote la mise en accusation de Christian Nucci devant la Haute Cour.

Trois heures avant de quitter Buenos Aires, Jean-Bernard Raimond prévient le Président qu'il va devoir quitter le voyage officiel en raison de son entretien avec le ministre sud-africain Piet Botha, de passage à Paris sans que l'Élysée en ait été informé. Le Président :

Heureusement que tout cela se termine bientôt ! Ces méthodes sont lâches et fourbes.

A Paris, Laurent Fabius commente : Le Président de la République est en Argentine pour saluer une jeune démocratie ; un membre du gouvernement revient pour saluer une vieille dictature. Tout le monde fera la différence.

Jolie formule ; Laurent a ce talent-là, parmi d'autres.

Vendredi 9 octobre 1987

A l'UNESCO, après le retrait du candidat pakistanais, Jacques Chirac est très tenté par un vote en faveur de M'Bow, le directeur général sortant, si décrié. La préférence du Président va au ministre uruguayen des Affaires étrangères, Enrique Iglesias, mais il ne veut pas faire de drame à ce sujet. Le Premier ministre téléphone à Jean-Louis Bianco : Voter pour M'Bow est une nécessité, tous les Africains le demandent avec insistance, et refuser provoquerait une crise avec eux. Le Président donne son accord à condition que l'on vote pour M'Bow un seul tour.

Jacques Chirac reçoit Piet Botha, ministre sud-africain des Affaires étrangères.

Incidents à l'Assemblée durant l'examen du projet de loi contre le trafic des stupéfiants : les députés du Front national mettent en cause l'absentéisme de ceux de la majorité et obligent le ministre à recourir à de fréquents scrutins publics. Lors d'un vote, ils bousculent Françoise de Panafieu, député RPR. Des insultes sont échangées.

Lundi 12 octobre 1987

Le Monde révèle qu'Albin Chalandon aurait disposé d'un compte courant alimenté par des dépôts de capitaux et générateur d'intérêts chez Chaumet, ce qui serait illégal.

Pierre Juquin annonce sa candidature aux présidentielles de 1988.

Le Président dit à Renaud Denoix de Saint Marc qu'il n'est pas enthousiaste pour la nomination de Philippe Massoni comme préfet « hors sol ». Charles Pasqua argumente beaucoup, fait valoir des précédents d'ailleurs discutables. Le Président finit par accepter.

Le gouvernement souhaite nommer Emmanuel Le Roy Ladurie à la tête de la Bibliothèque nationale. Le Président pense qu'un grand administrateur serait mieux adapté qu'un grand historien, puis accepte : Ce n'est pas un domaine où je peux leur discuter le droit de nomination. Mais il faut dire que ce choix est bien malheureux.

Pour les Houillères, comme le gouvernement maintient à leurs postes les précédents titulaires, le Président a ce mot : Ce sont des miraculés.

Mardi 13 octobre 1987

Le cabinet de Jean-Bernard Raimond m'informe du projet du ministre d'abroger l'article 15 d'un décret du 27 mars 1985 stipulant qu'un diplomate doit avoir servi deux ans à un poste difficile ou rigoureux pour pouvoir être nommé conseiller de première classe. Préparé par Claude Cheysson, signé par Roland Dumas, ce texte répondait à une vieille revendication de la CFDT du Quai visant à répartir plus équitablement entre les différents corps les moments ingrats de la carrière auxquels se soustraient généralement les diplomates issus de l'ENA. Il devait entrer en vigueur en 1990. Son abrogation sera une satisfaction donnée au lobby de l'ENA, qui entend protéger les privilèges de ses membres.

Mercredi 14 octobre 1987

André Giraud n'a plus très envie d'accompagner le Président, la semaine prochaine, dans son voyage d'État en RFA, comme il était prévu. Jacques Chirac veut insister. Le Président l'arrête : Cela m'est absolument égal. Je serai aussi bien sans lui.

Pierre Juquin est exclu du PCF par le Comité central.

Chute record de la Bourse de New York (4 %), entraînant des baisses sur les autres places financières. Phénomène d'autant plus inquiétant qu'il n'existe pas de volonté politique de réduire le déficit budgétaire aux États-Unis, alors que la forte demande intérieure continue de peser sur le déficit extérieur : 15,7 milliards de dollars en août !

Jeudi 15 octobre 1987

Dans une interview au Figaro, André Giraud développe la doctrine de la riposte graduée : Les pays européens devraient reconstituer les échelons intermédiaires de la dissuasion nucléaire. Il se déclare contre tout désarmement. Étonnant ! Comment un haut fonctionnaire peut-il, devenu ministre, perdre ainsi tout sens de la discipline ?

François Mitterrand est excédé : C'est absurde, il expose la doctrine américaine !

Vendredi 16 octobre 1987

Déjeuner avec Michel Rocard : Je serai candidat, quoi qu'il arrive. Je ne serai évidemment pas en position d'être élu, mais j'apporterai mes voix au second tour à François Mitterrand.

Le Président, à qui je rapporte ces propos, hausse les épaules : Rocard est en campagne depuis deux ans. Cette fois-ci, il ne pourra pas dire que je l'ai gêné. Mais, si je ne me présente pas, il sera battu. C'est un fait. Et c'est dommage.

Panique à Wall Street : le Dow Jones perd 108,36 points dans la journée. Les plus optimistes se rassurent en relevant que la baisse n'est que de 4,6 % en volume, alors qu'elle avait été de 12,9 % lors du célèbre « jeudi noir » de 1929. A la clôture, la chute paraît enrayée.

C'est la plus violente crise boursière depuis la Grande Dépression. Pas du tout inattendue. On va voir si l'accord du Louvre fonctionne. Il a été conçu exactement pour ce genre de situation.

Samedi 17 octobre 1987

Avec quelques collaborateurs, le Président met au point sa conception de l'« ultime avertissement » en matière d'arme préstratégique, conception qu'il souhaite exposer à plusieurs reprises au cours de sa visite d'État en RFA, à partir de lundi. Il est entendu qu'on ne parlera pas en public du Conseil monétaire ni du Conseil de Défense. Maintenant que Jacques Chirac a donné son accord, on en réserve l'annonce pour les consultations franco-allemandes de novembre.

François Mitterrand nous confie : En matière de défense, M. Chirac ne pense rien, ou plutôt ses convictions varient suivant le moment. M. Giraud, lui, c'est plutôt la tendance MRP des années 50. Il parle de la notion de protection nucléaire des soldats français, donc du sol allemand, et il en arrive à une double clé franco-allemande sur nos armes, ce qui n'a aucun sens. Il ne peut pas y avoir d'arme commune

sans stratégie commune. Or les stratégies française et allemande sont différentes, parce que notre statut nucléaire est différent. C'est la même erreur que pour la CED. Elle devait suivre un acte politique au lieu de le précéder.

A propos de l'ultime avertissement tactique : C'est l'agresseur qu'il faut avertir, et cela passe par le téléphone, pas par une arme lancée sur l'Allemagne.

A New York, James Baker, secrétaire d'État au Trésor, accuse la RFA de ne pas respecter les accords du Louvre en laissant monter excessivement ses taux d'intérêt. Il menace de relever les taux américains et de laisser dériver le dollar. C'est la panique.

Lundi 19 octobre 1987

« Lundi noir » à Wall Street. Le Dow Jones baisse de 22,6 %. La chute des grandes places mondiales est vertigineuse. C'est le krach le plus important de l'Histoire. Londres : -10,1 % ; Francfort : -13 % ; Zurich : -15 % ; Tokyo : -14,9% ; Paris: -9,7%.

C'en est bien fini des accords du Louvre ; faute de moyens financiers suffisants, le dollar est en chute libre. Les Bourses asiatiques sont toutes à la baisse. Et maintenant, on va ouvrir les vannes ! Cette crise va provoquer une relance de l'économie réelle contre l'économie financière.

Federico Mayor est élu directeur du Conseil exécutif de l'UNESCO. La France a voté pour lui.

Avant de quitter Paris pour sa visite d'État en RFA, François Mitterrand voit Jacques Chirac à l'aéroport et lui dit ce qu'il pense de déclarations d'André Giraud au Figaro reprenant son idée d'ultime avertissement nucléaire.

François Mitterrand : C'est une hérésie.

Jacques Chirac : Je le lui ai dit.

Les deux hommes s'apprécient davantage. Jacques Chirac a appris à parler au Président. Et François Mitterrand à l'écouter.

La marine américaine attaque deux plates-formes pétrolières iraniennes dans le golfe Persique.

Dans l'avion, le Président : L'ultime avertissement est un concept idiot. L'arme nucléaire n'est pas un avertissement.

Arrivée à Bonn. Rencontre avec Helmut Kohl :

François Mitterrand : Nous sommes placés devant une menace stratégique, nous devons donc menacer avec des armes stratégiques, c'est-à-dire menacer le territoire soviétique. En France, certains veulent toujours croire que la guerre nucléaire ressemblerait à une guerre classique. On ne peut empêcher les gens d'être bêtes. L'arme nucléaire n'est pas faite pour gagner la guerre, mais pour l'empêcher. Les Soviétiques ne feront jamais la guerre en Europe, sauf si leur territoire est menacé. Ils n'ont pas intérêt à conquérir une Europe qui serait ruinée par un désastre. Il n'y a pas assez de place en Europe pour des bombes et pour des hommes. Quant aux Américains, ils n'ont pas envie d'une guerre générale qui menacerait New York et Chicago. Chaque fois qu'ils auront un prétexte pour ne pas s'engager pleinement à nos côtés, ils prendront ce prétexte. C'est pourquoi je désapprouve la riposte graduée, car il faut que la responsabilité des États-Unis soit entièrement engagée à nos côtés dès le début.

Helmut Kohl : Malheureusement, Mme Thatcher est d'un autre avis.

François Mitterrand : Elle est en effet favorable à la doctrine officielle de l'OTAN. Je considère que c'est une faute.

Je vous rappelle que Mme Thatcher m'a demandé, lors du dîner du premier soir, à Venise : « Si les Soviétiques arrivent à Bonn, que faites-vous ? » Question idiote ! Il faut se poser la question avant : comment empêcher les Soviétiques d'espérer tirer de la guerre un avantage quelconque ? La guerre doit présenter plus de dangers que d'avantages. Les Alliés doivent faire savoir qu'en cas de menace grave, toutes leurs armes sont dirigées sur l'URSS. Tout est stratégique. La valeur des armes intermédiaires ou tactiques est modeste. Toutes les armes soviétiques sont stratégiques pour nous. Elles ne sont intermédiaires que du point de vue soviéto-américain. Elles traversent toute la Pologne et la RDA.

Nous devons pouvoir menacer l'Union soviétique avec des armes stratégiques. C'est ce que fait la France. C'est ce que doivent faire les États-Unis et le Royaume-Uni. Mme Thatcher préfère la riposte graduée de l'OTAN. C'est une faute. Ce n'est pas une façon d'engager les Américains peu à peu à nos côtés, mais au contraire de les dégager peu à peu. Il faut leur donner une responsabilité entière dès le début. Alors seulement il n'y aura pas de guerre ! Pour moi, les armes tactiques n'ont que peu d'importance. Si elles interviennent, c'est déjà perdu. On sera déjà en guerre nucléaire. La France, pour l'instant, a trois cents armes à courte portée pointées sur la RFA. C'est absurde, on va allonger leur portée !

Helmut Kohl : Nous sommes les premiers concernés par les fusées ayant une portée inférieure à 500 kilomètres. Nous voulons un plafond identique pour les Américains et les Soviétiques, par la baisse du nombre de celles dont disposent les Soviétiques. Il y aurait un danger de guerre si l'URSS n'était plus menacée sur son territoire.

François Mitterrand : La riposte graduée est pour moi une chose imaginaire. Si j'avais la liberté et le temps d'écrire, j'écrirais un livre dont le titre serait : Le Canon de Coblenz (une arme inutile et bloquée pour décrire la défense de l'OTAN). Les Soviétiques n'ont pas d'intérêt à pousser l'Europe au désastre, car il n'y a pas de place en Europe occidentale pour l'usage de la bombe nucléaire.

Dans la soirée, François Mitterrand réfléchit tout haut devant moi sur la stratégie de défense de la France : La France ne va pas déclarer la guerre nucléaire parce qu'un bataillon allemand serait enfoncé. Jamais je ne donnerai l'ordre de tirer une bombe sur le territoire allemand. La dissuasion devra jouer avant, et c'est la dissuasion de l'Alliance tout entière qui est en jeu.

Mardi 20 octobre 1987

Helmut Kohl propose de consacrer le prochain Sommet franco-allemand, dans quelques jours, à la brigade commune et au TGV Paris-Cologne. Il insiste aussi beaucoup pour que l'on approuve les négociations que je mène avec Horst Teltschik depuis six mois sur le Conseil de Défense et le Conseil économique. C'est d'accord : on les annoncera aussi au prochain Sommet franco-allemand.

Le Président se montre très sévère à l'égard du Parti socialiste, qui ne fait rien pour critiquer le gouvernement : Des imbéciles doublés de paresseux. Il est furieux des critiques feutrées des socialistes qu'on lui rapporte : Ils me reprochent de ne pas tout chambouler ? Mais moi, je suis un partisan d'Épictète : ce sur quoi je peux agir, j'agis. Ce sur quoi je ne peux pas agir, je n'agis pas. Permettez-moi de trouver cela plus efficace que de lutter contre des moulins à vent.

Le rapport des « sages » sur la Sécurité sociale est remis à Jacques Chirac.

Les transferts de capitaux enregistrés à New York ces derniers jours ont atteint 1 000 milliards de dollars ! Rien à voir avec les

Mercredi 21 octobre 1987

L'affaire Gordji est au point mort. L'Iranien se trouve toujours à son ambassade. Rien ne permet de penser qu'il en sortira rapidement.

Le Président est à Aix-la-Chapelle ; dans un discours, il révèle publiquement ce qu'il dit en privé au Chancelier depuis trois mois : Il ne faut pas partir du postulat selon lequel la France aurait pour objectif d'adresser un avertissement à l'adversaire sur le territoire allemand. La stratégie de la France (...), c'est tout simplement d'atteindre directement le sol de l'agresseur, et il est devenu hors de question que la RFA puisse être le pays agresseur.

Vous, Allemands, ne devez pas vous tourner vers la France pour lui dire : « C'est à vous d'assurer notre couverture. » Vous devez dire : « C'est à l'Alliance de jouer. » Elle seule a la dimension de le faire dans le premier quart d'heure. Elle doit agir en amont de la guerre pour l'interdire, et non pas en aval pour la gagner, car il ne resterait rien à gagner. Si l'adversaire éventuel est persuadé de cette vérité, il n'y aura pas de guerre. Cessons de vouloir gagner la guerre, dépêchons-nous de l'interdire !

Dans la soirée, au dîner offert par M. Albrecht dans le magnifique château de Herrenhausen, François Mitterrand improvise une longue fresque des relations franco-allemandes au XX^e siècle. J'attends une remarque sur le nazisme. Elle ne vient pas.

Le Président : Je suis né pendant la Première Guerre mondiale et j'avais l'âge d'être soldat lors de la Deuxième Guerre mondiale. J'ai été prisonnier de guerre en Allemagne, c'est comme cela que j'ai connu votre pays. Je vous ai quittés sans vous demander votre permission. Cependant, vous m'aviez donné le temps de réfléchir...

Je me souviens, alors que je venais d'être arrêté après une évasion manquée, j'étais entouré de quelques soldats qui m'amenaient à nouveau en prison. Une vieille dame allemande a écarté les soldats, m'a donné du pain et une saucisse. C'était au mois d'avril 1941, elle m'a dit : « Monsieur, j'espère que cela vous fera aimer l'Allemagne. »

Je dois dire que beaucoup de faits m'ont permis d'aimer l'Allemagne tout en accomplissant mon devoir à l'égard de mon propre pays. Au fond, c'est une histoire banale. Elle a été partagée par des millions d'hommes en Europe, les hommes de ma génération. Les plus jeunes ont vécu d'autres expériences, c'est leur vie, ce n'est pas la même. Peut-être n'ont-ils pas pu éprouver à ce point la nécessité d'en finir avec un état de crise permanent, l'animosité entretenue, le nationalisme affronté. Bref, il fallait changer le cours des choses.

Précisément, dans cette Allemagne où j'ai vécu les quelques événements que je vous racontais, j'étais étonné de rencontrer des Allemands qui ne correspondaient pas au schéma que je m'étais fait d'eux dans ma jeunesse. Je me disais : mais les Allemands ne nous détestent pas ! Il doit bien y avoir quelques Allemands qui ont vécu la même expérience et qui ont découvert que les Français ne les détestaient pas. Il fallait donc changer le cours des choses. Passer par-dessus les deuils, les blessures de toutes sortes, les ruptures...

« Les Allemands ne nous détestent pas !... » Ce discours sonne à mes oreilles comme une justification de la Collaboration. Pas un mot sur la spécificité du nazisme, sur le caractère spécifique de la lutte pour la démocratie. Pas un mot pour différencier la Première Guerre mondiale de la Seconde, comme chez Céline. Maladresse ? Volonté de ne pas indisposer nos hôtes ? Je crains en tout cas que la presse, présente, ne le relève et que cela ne fasse demain scandale à Paris.

(Il n'en sera rien...)

Jeudi 22 octobre 1987

Édouard Balladur écrit à James Baker, secrétaire au Trésor américain, à propos de la crise boursière. Il propose que les suppléants des ministres, en liaison avec les Banques centrales, soumettent rapidement aux ministres une analyse conjointe des événements survenus récemment sur les marchés. Il suggère de progresser dans la mise en œuvre opérationnelle de la surveillance et son perfectionnement en retenant, en particulier, un index d'inflation mondiale clair et crédible, la diversification des avoirs de réserve de chacun des partenaires, le renforcement de la coopération entre Banques centrales, l'amélioration du « système du Louvre », c'est-à-dire l'augmentation des moyens d'intervention mis en commun pour faire face à la crise.

Lettre très sage. Demande raisonnable.

Édouard Balladur annonce le report de la privatisation de Matra en raison des problèmes boursiers.

A Hanovre, François Mitterrand : On ne peut pas découper les avertissements nucléaires en petits morceaux. Toute interprétation qui tendrait à dire que l'on fait un presque ultime avertissement le lundi, un deuxième un peu plus ultime le mardi, un troisième qui le serait encore plus le mercredi, pour lancer l'ultime le samedi..., eh bien, entre le lundi et le samedi, il se serait passé beaucoup de choses qui ne permettraient sans doute pas d'arriver à l'ultime !

Samedi 24 octobre 1987

A Papeete, affrontements entre dockers et forces de l'ordre, puis émeute dans le centre-ville. L'état d'urgence et le couvre-feu sont décrétés.

Tarek Aziz, ministre irakien des Affaires étrangères, est venu à Paris sans que l'Élysée en sache rien. Nous sommes toujours privés de télégrammes essentiels.

Lundi 26 octobre 1987

François Mitterrand : Chacun de mes anniversaires est une victoire contre le temps. J'ai le sentiment d'avoir gagné une petite bataille contre un ennemi imaginaire qui, de toute façon, gagnera la guerre.

La danse au bord de la falaise se poursuit : nouveau « lundi noir » sur les places boursières. Les opérateurs s'inquiètent du retard apporté à la réduction du déficit budgétaire américain et anticipent sur une révision à la baisse des « bandes de fluctuation » par le G7.

Le Président, à Renaud Denoix de Saint Marc : J'ai été un peu froissé de voir que M. Madelin a annoncé sur Europe 1, ce matin, c'est-à-dire deux jours avant le Conseil, les mesures proposées par le gouvernement à propos de la Régie Renault. Je ne suis pas un maniaque de la forme, mais je considère que j'ai encore la maîtrise de l'ordre du jour du Conseil des ministres.

Renaud Denoix de Saint Marc : Oui, oui, monsieur le Président. Vous avez absolument raison.

Le Président : Vous avez le sens de l'État, j'aimerais que vous le disiez aux ministres.

A propos d'Henri Guillaume, qui quitte le commissariat au Plan, François Mitterrand : Dès lors qu'une sortie honorable lui est trouvée, je n'ai aucune raison d'être désagréable envers M. de Charette. D'autant que l'on me dit que M. Fragonard [son successeur] est quelqu'un

de bien.

Le Président s'étonne que l'on n'ait pas prévu de parler en Conseil des ministres des problèmes de la Polynésie.

Mardi 27 octobre 1987

Michel Droit, membre de la CNCL, est inculpé de forfaiture dans le cadre de l'enquête sur les conditions d'autorisation des radios privées parisiennes. On le soupçonne d'avoir favorisé l'une d'entre elles.

Mercredi 28 octobre 1987

Avant le Conseil, François Mitterrand s'entretient avec Jacques Chirac à propos du projet de Conseil de Défense franco-allemand. Le Président insiste pour obtenir que l'annonce en soit faite dans trois semaines : Il nous faut déterminer la méthode pour suivre l'embryon de négociations engagées sur l'initiative du Chancelier Kohl. Sur le fond, monsieur le Premier ministre, je crois que nous sommes bien d'accord. Les initiatives allemandes sont bonnes. Elles méritent d'être soigneusement étudiées pour ne pas nous entraîner là où nous ne voulons pas aller. L'objectif est clair: c'est une défense commune européenne commençant par un bon accord franco-allemand. C'est évidemment un objectif difficile à atteindre. Je pense que c'est maintenant aux ministres des Affaires étrangères de reprendre la négociation sur la voie qui a été tracée.

Jacques Chirac : Je suis tout à fait d'accord. La campagne électorale est un moment privilégié pour les polémiques. Nous avons la chance d'avoir tenu jusqu'ici les questions de défense à l'écart des polémiques ; il faut continuer.

Lisant une note de François Bujon, le Premier ministre propose de lier ce Conseil de défense à un Conseil économique, comme si c'était là une idée nouvelle. Il s'emballe : Il ne fallait rien lâcher sur la défense sans obtenir quelque chose sur le monétaire ! C'est exactement ce à quoi je m'emploie depuis des mois. Le Président m'empêche d'intervenir alors que je m'apprête à répondre. Il dit à Jacques Chirac : Je vous écrirai là-dessus.

Les choses sont trop sérieuses pour être seulement dites. Il veut une trace pour l'Histoire. Ou pour la campagne électorale...

Le Président aborde ensuite un autre sujet : la nomination du chef d'état-major des armées. Quand s'est posée la question du choix du secrétaire général de la Défense nationale, et dans la mesure où le général Forray faisait un candidat tout à fait valable au poste de chef d'état-major général, il avait été convenu entre le Président et le Premier ministre que le général Saulnier serait maintenu à son poste jusqu'à l'élection présidentielle. Le général Forray a pu ainsi prendre le poste de secrétaire général de la Défense nationale tout en conservant ses chances de succéder ultérieurement au général Saulnier. Là-dessus existait un engagement tout à fait formel et réitéré du Premier ministre. Mais, brusquement, le Président s'incline : Je reviens sur le souhait que j'avais formé: ne pas nommer un nouveau chef d'état-major des armées peu de temps avant l'élection présidentielle. Cela me paraissait préférable du point de vue du prochain Président de la République. Le ministre de la Défense s'y refuse. Je n'y peux rien. Il y a trois candidats qui me paraissent tous avoir les qualités requises: l'amiral Louzeau, le général Schmitt et le général Forray. On ne peut pas faire partir le général Forray du poste de secrétaire général de la Défense nationale où il vient d'être nommé. Je pense donc que le meilleur choix est le général Schmitt.

Jacques Chirac : Je suis d'accord.

Le Premier ministre jubile. Il a fait plier le Président sur une nomination essentielle. L'entêtement d'André Giraud a payé.

Au cours du Conseil, remontrance du Président à propos de la déclaration d'Alain Madelin sur Renault.

Édouard Balladur présente le changement de statut de la Régie. François Mitterrand : Vous estimez qu'il faut le faire. C'est l'affaire du gouvernement. Après la guerre, on pouvait s'interroger sur la nationalisation, elle a été faite. Je ne ferai pas d'autre observation.

Bernard Pons parle de la Polynésie et des événements qui viennent de s'y dérouler.

François Mitterrand : Sur une matière aussi sensible que celle-ci, il faut aller un peu plus loin que l'explication immédiate. Comment peut-on restaurer le dialogue social ? C'est l'affaire du gouvernement et des forces en présence. Il faut respecter la dignité de toutes les populations en cause et veiller à ce que cela ne déborde pas en revendication par rapport à la France elle-même. Le président du gouvernement du territoire devait venir me voir. Il a retardé cette visite et m'a écrit avant les événements pour me faire part de son inquiétude. Je vous demanderai d'être vigilant.

Dans l'après-midi, le Président me dit qu'en répondant à Jacques Chirac sur le projet de coopération franco-allemande, il compte lui rappeler qu'au cours de mes conversations avec Horst Teltschik, j'ai toujours lié la discussion sur la création d'un Conseil de Défense à celle touchant l'avenir du Système monétaire européen et le renforcement de la coopération économique. Il lui citera en guise de preuve ses propres déclarations publiques en RFA de la semaine dernière, en particulier ce passage-ci :

Le Conseil de Défense est une très bonne initiative et doit répondre à un certain nombre de conditions dont il faut débattre. Il faut que cela fasse partie d'un tout. Une armée n'est pas seule au monde. Deux années ne manœuvrent pas isolément, une armée est composée de soldats, ces soldats doivent avoir des ordres, ces ordres doivent correspondre à des desseins, la définition de ces desseins est forcément politique. Si on veut faire avancer l'Europe, il faut la faire avancer en même temps sur le terrain de la défense, sur le terrain de la monnaie, sur le terrain de la technologie, etc. C'est une discussion très importante. Je souhaite qu'elle aboutisse, vous l'avez tous compris, et nous n'en sommes pas au point où je puisse vous répondre comme si on en avait terminé avec les conversations. Nous n'en sommes qu'au début.

Les choses sont ainsi établies. Pas question pour Chirac de se prétendre l'inventeur du lien entre économie et défense. Ni de prétendre que la France a bradé l'arme nucléaire en échange de rien.

Jeudi 29 octobre 1987

Pas question pour moi de boucler la négociation avec Horst Teltschik sans y associer les ministères des Affaires étrangères et de la Défense. Mais Teltschik m'apprend que François Bujon veut le voir à ce sujet. Matignon souhaite négocier seul. Je propose donc à Bujon de le rencontrer ensemble. Il refuse et préfère annuler son voyage à Bonn plutôt que d'y aller avec moi !

Scandale : les sept auteurs de l'embuscade de Hienghène qui, le 5 décembre 1984, a entraîné la mort de dix Mélanésiens indépendantistes, sont acquittés par la cour d'assises de Nouméa. Tjibaou (dont deux frères figurent parmi les victimes) et Yeiwéné protestent violemment.

Le juge d'instruction Alain Verleene confirme l'inculpation du commandant Prouteau pour subornation de témoins dans l'affaire des « Irlandais de Vincennes ».

Vendredi 30 octobre 1987

Près de 200 tonnes d'armes et de munitions qui proviendraient de Libye et seraient destinées à l'IRA sont saisies sur un navire au large de l'île de Batz.

Lundi 2 novembre 1987

6 milliards de dollars sont sortis la semaine dernière pour défendre le franc.

François Mitterrand me confie : Je déciderai de ma candidature avant la fin de l'année.

Mercredi 4 novembre 1987

Publication par Le Figaro du rapport Barba sur l'affaire Luchoire. Il y est écrit que Charles Hernu et Jean-François Dubos ont couvert des exportations illicites d'armes vers l'Iran par Luchoire. Le patron de la Gendarmerie n'exclut pas que le Parti socialiste ait reçu des commissions. Luchoire aurait vendu 400 000 obus à l'Iran.

François Mitterrand est furieux que le général Warin ait pu faire une déclaration pareille à Barba. André Giraud annonce que le rapport va être déclassifié, c'est-à-dire rendu public.

Juste avant le Conseil, François Mitterrand met en garde Jacques Chirac à propos de l'affaire Luchoire : Vous avez eu tort de la déclencher.

Le Conseil des ministres adopte le statut proposé par Bernard Pons pour la Nouvelle-Calédonie. François Mitterrand exprime de sérieuses réserves : Indépendamment du contenu du texte, beaucoup tient au climat. Je ne suis pas sûr que le climat soit à l'apaisement. Je crains que ces mesures, dont certaines sont discutables, ne deviennent intolérables pour une large fraction de la population.

Dans son compte rendu, évoquant l'affaire Luchoire, Alain Juppé met en cause les plus hautes autorités de l'État, qui, selon lui, ne pouvaient pas ne pas être au courant de ce trafic. Honteux !

Le Président reçoit à déjeuner Pierre Joxe, Louis Mermaz, Gilles Ménage et Jean-Louis Bianco. Ils abordent l'affaire Luchoire. François Mitterrand : J'ai toujours été hostile aux livraisons d'armement à l'Irak et à l'Iran. Vous vous rappelez, quand Mauroy et Hernu ont renouvelé certains contrats avec l'Irak, je suis entré, ce qui m'arrive rarement, dans une grande colère. Je leur ai dit : « C'est une responsabilité écrasante que vous n'auriez pas dû assumer. » Cela dit, il y avait une justification d'ordre géostratégique à poursuivre au moins une certaine forme d'aide à l'Irak dès lors qu'elle avait été engagée avant nous. De la même manière, je me suis toujours opposé aux livraisons d'armes à l'Iran chaque fois que la question était soulevée.

François Mitterrand raconte ensuite ses entretiens avec l'amiral Lacoste, ses consultations avec Charles Hernu et Claude Cheysson sur l'opportunité de livrer officiellement des armes à l'Iran. Il rappelle qu'il a alors tranché par la négative, suivant en cela l'avis de Claude Cheysson.

Le Président : C'est moi qui ai demandé à Quilès de faire une enquête sur l'affaire Luchoire et de porter plainte au nom de l'État. J'ai refusé au gouvernement Chirac toute démarche permettant de s'entendre avec l'Iran au prix que l'Iran demandait, c'est-à-dire la livraison d'armes. Les Iraniens connaissent bien ma position, ce qui rend ridicule la tentative de m'impliquer dans l'affaire Luchoire. De qui ont-ils souhaité le succès en mars 1986 ? Qui ont-ils choisi comme partenaires politiques privilégiés ? Si c'était nécessaire, je peux vous rassurer, tout est limpide du côté de l'Élysée. Le problème, pour Giraud, c'est qu'il voudrait compromettre les socialistes sans compromettre les militaires.

Pour ce qui concerne ma propre défense, j'en fais mon affaire. Je n'ai pas d'inquiétudes !

Toute affaire est comme la vie : elle naît, elle se développe, elle meurt. Dans le cas présent, on est encore dans la période de croissance, on ne voit pas le vieillard près de la tombe, on voit le jeune homme musclé. Si je vous ai donné tous ces détails, c'est pour que vous ayez une certitude morale. Dans les débats que nous aurons à affronter, la conviction intérieure compte par-dessus tout.

Cinq Irlandais sont inculpés par le juge Bruguière après la saisie de la cargaison d'armes et de munitions au large de l'île de Batz.

Jeudi 5 novembre 1987

Au cours du déjeuner, le Président me dit : La France ne peut être lancée dans une guerre nucléaire sans l'avoir voulue. C'est quelque chose que l'on ne peut pas partager; on ne peut pas laisser le sort du pays dépendre d'une mouche qui piquerait M. Reagan ou Mme Thatcher!

Vendredi 6 novembre 1987

Très grande nervosité en Nouvelle-Calédonie : un jeune Canaque est tué par des gendarmes près de Nouméa au cours d'une opération de police judiciaire.

François Mitterrand s'inquiète : Hernu a-t-il été impliqué dans l'affaire Luchoire ? Je ne crois pas. C'est une affaire montée de toutes pièces à Matignon.

Le rapport Barba affirme que le cabinet de Charles Hernu a été averti du trafic dès le 25 janvier 1984 par la Sécurité militaire. Des collaborateurs d'Hernu à Villeurbanne auraient touché des commissions.

Le Président : S'il y a des gens malhonnêtes, ils devront payer. Mais il ne faut pas que la sévérité soit sélective. Autour de la politique, il y a toujours des gens douteux : c'est un milieu que j'évite d'approcher depuis quarante ans.

Samedi 7 novembre 1987

Nouvelle lettre du Président au Premier ministre. Il demande qu'on lui communique la liste des autorisations d'exportation d'armement et de matériel de guerre qui auraient été éventuellement accordées à la société Luchoire depuis mars 1986.

En Tunisie, destitution d'Habib Bourguiba par Zine El Abidine Ben Ali, son Premier ministre.

Réunion des sherpas à Vancouver, ou plutôt dans une île au large de Vancouver, la pointe extrême-occidentale de l'Occident. Superbe auberge en bois. Première discussion sérieuse des responsables du G7 sur la crise financière qui vient de secouer le monde. Aucune réunion publique n'a pu jusqu'ici être organisée par crainte d'affoler davantage encore les marchés.

Consensus sur les conséquences : la baisse du dollar devrait se poursuivre sans qu'on puisse lui fixer de limite ; la croissance devrait

se réduire d'au moins 2 % aux États-Unis et de 1 % en Europe ; devraient s'ajouter aux États-Unis une hausse de l'inflation, une aggravation du déficit extérieur et, à terme, une hausse des taux d'intérêt. On ne peut exclure un accord minimal entre le Président américain et le Congrès pour réduire le déficit budgétaire de 20 milliards de dollars. Mais cela sera sans effet.

En revanche, l'analyse des causes est très variée.

Pour le sherpa américain, la crise résulte d'une crainte de l'élection, en novembre, d'un Président démocrate qui augmenterait les impôts. Les accords du Louvre ont tout aggravé, car la stabilisation des taux de change, en poussant les taux d'intérêt à la hausse, ont fait chuter la Bourse, alors que l'économie américaine est saine. Ce point de vue, qui est celui du Président américain, révèle l'isolement, au sein de l'Administration américaine, de James Baker et David Mulford, qui ont négocié les accords du Louvre.

Les Européens protestent contre cette analyse: la crise provient au contraire du déficit budgétaire américain : sans les accords du Louvre, on serait déjà en récession. Hans Tittmeyer se lance dans un impitoyable réquisitoire contre la démagogie budgétaire américaine.

Pour le sherpa japonais, la crise boursière est un premier signe de désastre qui sera suivi d'autres si les Américains ne réduisent pas leurs déficits. À ses yeux, réunir les ministres des Finances des Sept ne servirait à rien, car il n'y a rien à discuter de concret et de consensuel. Il ajoute joliment : Je ne joue pas au poker quand je n'ai pas de cartes.

Au total, chacun se prépare à expliquer à sa façon la déroute de la coopération internationale à laquelle tous assistent impuissants.

Dans la nuit, je regarde à la télévision un talk-show sur une chaîne locale : une conversation en direct réunissant un public aimable et un condamné à mort mineur attendant avec terreur son exécution. Puis l'animateur enjoué passe à un autre sujet : faut-il que les propriétaires de chiens testent eux-mêmes la nourriture de leurs animaux ?

Lundi 9 novembre 1987

Li Xiannian effectue en France la première visite d'État d'un Président chinois. Rien de significatif.

Conséquence en France de la crise mondiale : la première cotation de l'action Suez s'établit à 17,6 % au-dessous de son cours de privatisation, à 261 francs contre 317 le jour de l'OPV. Consternation au ministère des Finances.

Petite querelle d'antériorité : Jacques Chirac envoie une lettre à François Mitterrand l'informant qu'il a écrit à Helmut Kohl pour approuver le Conseil de Défense et le Conseil monétaire. Cette négociation a été entièrement menée de l'Élysée. Matignon a tout fait depuis des mois pour la ralentir. Et voilà que le Premier ministre éprouve le besoin de l'approuver auprès de Bonn, sans doute pour se préparer à dire au prochain Sommet franco-allemand que tout cela s'est fait grâce à lui !

En fait, les Allemands ont bien d'autres soucis que ces enfantillages français : Jacques Delors me prévient qu'ils vont demander la réunion, dimanche prochain, du Conseil des ministres des Finances. La crise monétaire internationale fait des ravages. La pression à la réévaluation du mark est aussi une pression à la dévaluation du franc.

Mardi 10 novembre 1987

Avant le Conseil des ministres, au cours de son entretien avec Jacques Chirac, comme il est question de signer un accord international avec les Comores, François Mitterrand lâche : Comores, Trinidad, Tobago prennent une importance... Comme si cela suffisait à justifier nos réunions !

Au Conseil, rien de particulier à signaler.

Tout est prêt avec Horst Teltschik. Notre double architecture est au point. Malheureusement, le Conseil monétaire restera au niveau ministériel. Édouard Balladur tient en effet à ce que cette instance demeure au niveau des ministres : les Finances ne sont pour rien dans ces négociations, mais elles s'imposent afin que la monnaie ne leur échappe pas. Cet enjeu n'est pas dérisoire : réussira-t-on, dans la construction européenne, à faire de la monnaie l'instrument d'une politique, ou bien celle-ci ne sera-t-elle que l'instrument de la politique monétaire ? Ce débat, je le devine, va nous poursuivre longtemps.

Annnonce publique dans deux jours.

Mercredi 11 novembre 1987

Un tableau de Van Gogh, Les Iris, est vendu 49 millions de dollars.

Jeudi 12 novembre 1987

50° Sommet franco-allemand à Karlsruhe. On y confirme la volonté commune d'élargir la coopération des deux pays en matière de défense et de monnaie.

Mesquinerie de Matignon qui prétend avoir inventé le Conseil franco-allemand pour la monnaie et l'économie !

À juste titre, la presse trouve nos petites batailles absurdes.

États généraux de la Sécurité sociale.

Invité de Questions à domicile, sur TFI, Jacques Delors n'exclut pas de devenir, le cas échéant, Premier ministre de Raymond Barre !

Au château de Bruchsal. Même rituel. Dîner ennuyeux. Deux toasts en fin de dîner. Sans importance.

Vendredi 13 novembre 1987

On signe la déclaration sur la Sécurité et la Défense :

Nous poursuivons les travaux engagés sur la création d'une grande unité militaire franco-allemande de l'armée de terre. Nous avons approuvé les premiers résultats de ces travaux. La mission, les structures de commandement et l'entraînement en commun de cette unité devraient permettre de donner à la coopération militaire franco-allemande une impulsion nouvelle.

Nous poursuivons l'étude des modalités de mise en œuvre d'un Conseil de sécurité et de défense conjoint, qui serait chargé d'orienter la coopération entre les deux pays en matière de sécurité.

Un paragraphe est ajouté à la toute dernière seconde :

Une déclaration sur la coopération économique et financière est publiée, plus vague :

Nous examinerons ensemble les modalités de constitution d'une Commission de coordination franco-allemande dans le domaine économique et financier. Cette Commission sera créée lors du vingt-cinquième anniversaire du traité d'amitié franco-allemand, le 22 janvier 1988.

Les ministres français et ouest-allemand des Finances signent un autre texte sur la crise mondiale :

M. Balladur et M. Stoltenberg ont évoqué la situation monétaire internationale et les moyens de la stabiliser. Ils souhaitent qu'à Washington soient prises sans attendre les décisions sur la réduction du déficit budgétaire.

François Bujon explique aux journalistes que c'est lui qui a négocié ces textes !...

François Mitterrand en est furieux. Il déclare au cours de la conférence de presse : Lorsque le Chancelier et moi avons, il y a quelques mois, songé à développer les liens sur le plan de la défense et de la sécurité, nos représentants, qui ont préparé ces discussions, avaient déjà, surtout à l'instigation des délégués français, pensé qu'il convenait d'insérer les problèmes militaires dans le cadre d'une action politique. On ne fera pas l'Europe sur le plan technique, ou plutôt on la préparera, mais elle n'existera qu'autant que tout cela sera cimenté par une volonté politique traduite par des structures. C'est ainsi qu'il nous a semblé qu'un développement parallèle pouvait avoir lieu sur les plans économique et financier. Parallèle, mais pas forcément identique. C'est pourquoi M. le Premier ministre français et moi-même, nous en avons discuté au cours des jours précédents, et lui comme moi avons pensé que c'était une donnée importante de ce qu'il convenait de faire à Karlsruhe. Et c'est ainsi que la question a été posée et résolue.

Voilà racontés, avec pudeur et précision, trois mois de sourdes batailles dans le cadre de la cohabitation.

Samedi 14 novembre 1987

Vu Agan Aganbegyan, principal conseiller économique de Mikhaïl Gorbatchev. Il cite Youri Andropov, qui lui disait : Nous ne connaissons pas notre société. Il nous faut la comprendre pour la changer radicalement. Rappelant une phrase bien connue de Lénine : La science doit reposer sur les faits, pas sur les hommes, il donne une interprétation plutôt restrictive de la loi de juin 1987 sur la propriété individuelle et indique que lorsqu'il fait des conférences en Union soviétique à ce sujet, les gens expriment la crainte que les « privés » ne profitent de la nouvelle loi pour s'enrichir : Chez nous, on ne veut pas que l'autre soit riche. C'est le pilier de la société russe. Il place beaucoup d'espoirs, dans la propriété coopérative par opposition à la propriété d'État. Pour lui, le critère du socialisme est l'absence de l'exploitation du travail du personnel salarié, ce qui est compatible avec la coopérative : L'ambition principale de la réforme économique est de passer d'une économie dominée par les producteurs à une économie dominée par les consommateurs. Il faut en finir avec les ordres donnés par le centre aux entreprises. La réforme des prix qui est prévue ne laissera que très peu de prix centralisés : seulement l'énergie, le pain, le lait et peut-être les loyers.

Dimanche 15 novembre 1987

François Mitterrand reçoit Charles Hernu à Cluny. Hernu est fou de rage contre Laurent Fabius, qui, dit-il, l'a lâché encore une fois dans l'affaire Luchoire. Il jure au Président qu'il n'y est pour rien.

Lundi 16 novembre 1987

Sur RTL, François Mitterrand plaide la bonne foi dans l'affaire Luchoire. Il condamne l'escroquerie morale dont a été victime le PS, qui, affirme-t-il, n'a jamais perçu de commissions là-dessus. Il dénonce les exploités de scandales et encourage le gouvernement à proposer un mode de financement clair des partis et des campagnes politiques.

Matignon nous informe que l'accord est sur le point de se nouer avec les Iraniens. On échangera Wahid Gordji contre Paul Torri, notre diplomate retenu en otage à Téhéran ; l'échange aura lieu à Karachi. Quid de nos otages au Liban ? Seront-ils libérés en même temps ?

Mardi 17 novembre 1987

François Mitterrand sur Édouard Balladur : Cet homme est décidément étrange. Il devient compétent ; il a une certaine culture et un sens de l'humour. Pourquoi en a-t-il si peu à l'égard de lui-même ?

Mercredi 18 novembre 1987

Dans Le Figaro, Jacques Chirac affirme qu'il fera tout pour faciliter un accord sur le mode de financement des partis politiques. Il appelle les partis à la concertation à ce sujet.

Le Conseil des ministres adopte le projet de réforme de l'instruction judiciaire présenté par Albin Chalandon, relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire. François Mitterrand : C'est un texte important.

À la sortie du Conseil, dialogue très aimable entre le Président et François Léotard. Panseur les plaies, en ouvrir d'autres...

Publication aux États-Unis du rapport de la commission d'enquête sur l'Irlande : très sévère pour Ronald Reagan.

Jeudi 19 novembre 1987

Matignon nous transmet un projet de lettre que Jacques Chirac souhaite envoyer à Ronald Reagan pour le prier d'accélérer la réduction des déficits américains. Il souhaite lui dire combien il est préoccupé par l'insécurité existant sur les marchés et par l'évolution de la coopération financière internationale décidée lors des Sommets de Tokyo et de Venise et concrétisée par l'accord des cinq ministres des Finances au Louvre. Il demande notamment que le gouvernement américain précise comment il pourra réduire son déficit budgétaire en 1988, ainsi que cela a été annoncé dans l'accord du Louvre. Il ajoute même une prière instante à Ronald Reagan pour que celui-ci mette en œuvre toute son influence personnelle afin de conclure rapidement les négociations budgétaires en cours avec le Congrès.

François Mitterrand estime que ce genre de lettre doit rester au niveau des ministres des Finances. Sinon, elle risque d'apparaître comme une ingérence maladroitement dans les affaires intérieures américaines : Ils font de cet accord du Louvre le texte majeur de

l'économie mondiale. C'est grotesque! Ce n'est qu'un morceau de papier que tout le monde a oublié, comme le montre la crise. Je me demande si Balladur ne fait pas tout cela seulement pour justifier le maintien du ministère dans le musée !

Vendredi 20 novembre 1987

Michel Hannoun, député RPR de l'Isère, remet au gouvernement son rapport sur le racisme et les discriminations en France. Courageux.

Trois responsables de Radio Nostalgie sont inculpés et écroués, à Lyon, dans le cadre d'une affaire de fausses factures.

Lundi 23 novembre 1987

La crise continue de faire des ravages sur les places boursières. Les actions des entreprises privatisées s'effondrent.

Mardi 24 novembre 1987

François Mitterrand déjeune au Grand-Quevilly avec Laurent Fabius. Le Président : Michel Rocard est soutenu par l'opinion, mais pas par le Parti socialiste. Les autres le sont par le Parti socialiste, mais pas par l'opinion.

Jack Lang me suggère de provoquer une rencontre entre le Président et Yves Montand, appelé à participer à plusieurs émissions importantes au cours des prochaines semaines.

Jeudi 26 novembre 1987

Sommet franco-italien à Naples. Les Italiens s'agacent de la prééminence du couple franco-allemand en Europe.

Réunion à Matignon sur le financement des partis autour de Jacques Chirac, avec Jean-Marie Le Pen, Jean-Claude Gaudin, Lionel Jospin, Jacques Toubon et Georges Marchais.

L'affaire Gordji se débloque. L'Iranien accepte d'être entendu par le juge Boulouque. En échange, il obtient l'assurance d'être expulsé. Cela pourrait donc se terminer en douceur. Qu'a obtenu le gouvernement en échange ? Quid des otages retenus à Beyrouth ?

Vendredi 27 novembre 1987

Au Liban, libération de Jean-Louis Normandin et Roger Auque. Est-ce la réponse à ma question d'hier : le prix payé pour le prochain départ de Wahid Gordji ? Je ne sais. Si c'est le cas, c'est ce que refusait François Mitterrand en juillet. Il voulait tous les otages, ou rien.

À moins que les trois autres ne suivent ?...

Arrestation de Max Frérot, d'Action directe, à Lyon.

Dimanche 29 novembre 1987

Wahid Gordji quitte l'ambassade d'Iran à Paris pour le Palais de Justice. Il y est entendu par le juge Boulouque, lequel estime qu'il n'existe pas de charges devant entraîner son inculpation. Aussitôt conduit au Bourget, il s'envole pour Karachi. Où sont passées les preuves dont parlait Charles Pasqua en juillet ?

Face-à-face télévisé Rocard-Balladur sur TF1. Le ministre de l'Économie interroge deux fois son vis-à-vis sur ses intentions. Les deux fois, Michel Rocard confirme : il est bien candidat à la présidentielle.

Référendum en Pologne sur les réformes économiques et la démocratisation de la vie politique : le oui l'emporte dans les deux cas. Mais l'abstention a été de 43 %.

Lundi 30 novembre 1987

Comme prévu, Gordji est échangé à Karachi contre Paul Torri. L'échange partiel refusé par François Mitterrand en juillet a donc eu lieu : Gordji contre deux seulement de nos six otages.

Sur TF1, à l'occasion de l'inauguration de l'Institut du monde arabe, le Président proteste contre les négociations avec les preneurs d'otages.

François Mitterrand reçoit Renaud Denoix de Saint Marc : Demandez au Premier ministre de modérer les changements de hauts fonctionnaires. Nous sommes dans une phase préélectorale. Je n'ai pas fait beaucoup de difficultés jusqu'ici. Je serai désormais plus strict.

Le Président finit par accepter la promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur d'un général qui s'était signalé, il y a quelques années, par une prise de position désagréable à l'égard du ministre de la Défense. Il l'avait longtemps refusée, mais, comme cet officier s'est excusé depuis lors auprès de Charles Hernu, il lève sa réserve.

Mardi 1^{er} décembre 1987

Je reçois le père Wresinski, fondateur de l'association ATD-Quart Monde : Hier, au centre de promotion familiale de Noisy-le-Grand, on attendait Michèle Barzach. C'était un événement. Tous les gens de la cité s'y étaient longuement préparés ; ils avaient tenu réunion sur réunion pour lui poser les bonnes questions. Mme Barzach n'est pas venue ; elle s'est décommandée la veille : Jacques Chirac la réclamait à cette même heure, précisément. C'est toujours ainsi que l'on raye les pauvres de son agenda. Avec désinvolture...

Mercredi 2 décembre 1987

Avant le Conseil des ministres, dans le bureau de François Mitterrand.

Le Président : On nous propose de ratifier une convention qui est rédigée en anglais. Il faut refuser.

Le Premier ministre : C'est tout à fait mon avis.

Aucun commentaire, du moins en ma présence, sur le dénouement de l'affaire Gordji.

Pendant le Conseil, Jean-Bernard Raimond indique comment se présente le prochain Conseil européen de Copenhague : une opposition britannique prévisible sur l'accord budgétaire.

François Mitterrand : Mme Thatcher a toujours tendance à oublier les conditions dans lesquelles elle obtient les compromis. Il a toujours été convenu que la compensation britannique serait limitée dans le temps et dégressive. On ne peut pas s'installer dans la situation d'une compensation permanente. Mme Thatcher est toujours favorable à une très grande rigueur pour le budget communautaire. Elle devrait appliquer cet excellent principe à sa propre demande de compensation.

On a peut-être imprudemment admis la Grande-Bretagne en 1972, mais, puisqu'elle s'y trouve, il faut s'en accommoder.

Mme Thatcher a dû rogner sur ses ambitions en 1984. Il lui faudra rogner sur elles à nouveau en 1987 ou 1988.

Jacques Chirac : Le Sommet de Copenhague peut réussir si la volonté est présente. Cette volonté, le gouvernement l'a. Bien sûr, il est très conscient des limites à ce qu'il peut accepter, en particulier du point de vue de nos agriculteurs qui ont déjà beaucoup souffert. Je ne suis pas vraiment pessimiste.

François Mitterrand : C'est votre nature. Elle rejoint la mienne, mais, objectivement, je suis préoccupé. Tous nos intérêts qui méritent d'être défendus le seront. Aucun des problèmes en discussion ne vaut que l'Europe patine ou se déchire. L'accord entre MM. Reagan et Gorbatchev va souligner notre chance ou notre carence. S'il y a une crise, elle devra être surmontée. L'Europe n'est pas en mesure de supporter pendant longtemps des hésitations ou des reculs. La France devra se montrer imaginative dans cette discussion.

Le Président s'exprime ensuite sur Haïti, où l'on a dû annuler les élections législatives et présidentielles en raison des troubles graves causés par les duvaliéristes : La France doit condamner les graves atteintes au processus démocratique et en tirer les conséquences dans nos relations avec Haïti. Même les États-Unis apparaissent comme de meilleurs défenseurs des droits de l'homme que nous. Je souhaite une action diplomatique marquée.

Charles Pasqua : Mais nous avons M. Duvalier en France !

François Mitterrand : Et alors ?

Charles Pasqua : Nous en avons hérité.

François Mitterrand : Moi aussi, j'en ai hérité des Américains. Cela dit, je ne tiens pas spécialement à sa présence. On peut tout examiner. Si vous avez des propositions à me faire, je les examinerai !

Revenons maintenant à la politique intérieure, l'un de vos sujets favoris [il s'adresse à Jacques Chirac], avec tout de même une variante... [Le Président fait allusion à l'utilisation de l'article 49-1 ; la variante concerne l'article 49-3.]

Jacques Chirac, souriant : Il ne fallait pas le laisser tomber en désuétude !

François Mitterrand : Il appartient au Premier ministre de faire cette proposition, au Président de la République d'accepter ou de ne pas accepter. Je n'ai jamais refusé cette possibilité au gouvernement. Je ne le ferai pas davantage cette fois-ci. Vous pourrez clore cette période de la même façon que vous avez commencé: en vous adressant à votre majorité.

François Mitterrand reçoit Valéry Giscard d'Estaing. À la sortie, comme presque chaque fois que son prédécesseur vient à l'Élysée, il lui fait admirer le portrait du général de Gaulle et celui de Pompidou, et lui demande quand il fixera son choix pour le sien propre. Même refus pincé.

Séance consacrée aux questions orales à l'Assemblée nationale. Alain Peyrefitte met de nouveau en cause le Président à propos de l'affaire Luchoire.

Dans l'après-midi, François Mitterrand appelle Jacques Chirac au téléphone : Trop c'est trop ! Cela se gâte sérieusement.

Jacques Chirac lui répond, embarrassé : Je vous assure que je n'étais pas au courant. Vous savez, M. Peyrefitte est très excité sur cette histoire...

Jeudi 3 décembre 1987

26^e Congrès du PCF : Marchais est réélu secrétaire général avec seulement 99,05 % des voix !

Déclaration de politique générale de Jacques Chirac à l'Assemblée.

Vendredi 4 décembre 1987

Sommet européen de Copenhague. On doit y discuter budget et prix agricoles. Jacques Chirac s'y rend avec François Mitterrand.

Dans l'avion, le Président, à propos des « affaires » : Je ne me fais pas d'illusions. Les socialistes font comme les autres, et sans doute en moins malin.

Sur les lieux du Sommet, Jean-Bernard Raimond, qui ne dispose pas d'une place dans la salle, à la différence des autres ministres des Affaires étrangères, boude dans le couloir. Jacques Chirac est délicieux, il vient faire aux collaborateurs du Président des comptes rendus des discussions en cours et de ce que dit le Président. Il raconte cet échange avec Margaret Thatcher :

François Mitterrand : Si l'Europe est en crise, la France trouvera sa voie à deux ou à trois.

Margaret Thatcher: Il n'y aura pas de crise. Je suis optimiste. Cela réussira.

François Mitterrand : Cela marche mal quand vous dites non. Si vous êtes optimiste, c'est que vous direz oui à Bruxelles la prochaine fois.

À l'Assemblée, la confiance est votée par 295 voix contre 282. Dans son intervention au nom de l'UDF, Jean-Claude Gaudin a précisé : Nous voterons la confiance, car nous savons qu'elle aura son juste retour.

L'Assemblée générale de l'ONU réaffirme le droit à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie.

Samedi 5 décembre 1987

Le Conseil européen se passe mal. Les désaccords s'accroissent sur les dépenses agricoles, les ressources budgétaires, les crédits aux régions défavorisées et la ristourne britannique. Le ton monte. En séance, Jacques Chirac traite Mme Thatcher d'épicière.

François Mitterrand et le Premier ministre forment un bon duo. Jacques Chirac vient à nouveau voir la délégation. Rejoint par le Président, il le félicite devant les fonctionnaires pour son intervention ferme sur l'agriculture. François Mitterrand ne demeure pas en reste : il réplique que le Premier ministre a bien travaillé lui aussi et montré beaucoup d'énergie.

Échec du Sommet européen : aucun accord sur l'augmentation des ressources communautaires ni sur la discipline agricole. Cette réforme est pourtant nécessaire pour l'entrée en vigueur de l'Acte Unique.

La négociation détaillée sur le Conseil de défense franco-allemand se précise : les représentants des ministres des Affaires étrangères et de la Défense des deux pays se sont réunis par deux fois et doivent se revoir le 22 décembre.

Dans le projet de traité, l'exposé des motifs énumère les textes existants (y compris la déclaration sur l'UEO, qui n'a rien à voir). Les trois premiers articles définissent le Conseil sans dire s'il sera doté d'un secrétariat permanent, ce qui en réduit singulièrement la portée. L'article 4, le plus important, qui définit les missions, reprend ce que Horst Teltschick et moi avons arrêté, mais va plus loin dans son

premier alinéa en reprenant hors de son contexte une phrase du traité de l'Élysée sur le concept de potentiel équilibré. Voilà qui me paraît dangereux dans la mesure où cela pourrait pousser des « observateurs » à y voir notre réintégration de fait dans le dispositif militaire de l'Alliance.

Les Allemands souhaiteraient que l'article 5, organisant le secrétariat, soit complété par un échange de lettres entre les deux ministres des Affaires étrangères, précisant la formule, qu'ils ont acceptée, d'un secrétariat assuré par des hauts fonctionnaires des deux pays désignés au sein de la Commission permanente de sécurité et de défense. Cette dernière, mise en place en 1982, verrait son existence confirmée.

On achoppe donc sur trois points :

- Les missions couvriront-elles le nucléaire ?
- Le caractère permanent du secrétariat (Jean-Bernard Raimond est très contre, pour vider l'initiative de tout contenu. Jacques Chirac hésite).
- Le lien (strict ou non) entre son institution et celle du Conseil économique et financier.

Je n'apprends tout cela que par bribes et par des confidences de hasard. Nous n'avons pas eu connaissance des projets en cours de négociation.

Dimanche 6 décembre 1987

À l'aéroport de Fort-de-France, des manifestants empêchent Jean-Marie Le Pen d'atterrir. Sympathique, mais à quoi bon ?

Lundi 7 décembre 1987

Après avoir rencontré Margaret Thatcher lors d'une brève escale près de Londres, Mikhaïl Gorbatchev se rend à Washington pour sa première visite officielle aux États-Unis et son troisième Sommet avec Ronald Reagan.

Une vingtaine de sympathisants des Moudjahidin du peuple sont interpellés en France.

Mardi 8 décembre 1987

Mikhaïl Gorbatchev et Ronald Reagan signent à la Maison Blanche le traité de démantèlement des missiles nucléaires intermédiaires soviétiques et américains en Europe. Bien qu'il ne porte que sur 4 % des arsenaux nucléaires, cet accord d'option zéro est historique : c'est le premier véritable accord de désarmement de l'ère nucléaire. La déclaration finale en envisage d'autres et prévoit un quatrième Sommet au printemps 1988 à Moscou.

En visite au Creusot, le Président commente la nouvelle : Je m'en réjouis et je ne comprends pas cette sorte de refus qui s'est inscrit dans les cerveaux. Si l'on ne désarme pas, on armera, et, de cette façon, on ruinera les économies sans garantir davantage la sécurité, mais, au contraire, en la mettant davantage en péril. Mon choix est fait : il faut désarmer et refuser la proposition de ceux qui vous disent non.

Adoption définitive de la loi sur la mutualisation du Crédit Agricole.

Douze Iraniens et trois Turcs interpellés hier sont expulsés vers le Gabon. Certains ont le statut de réfugiés politiques. Protestations et polémiques.

Mercredi 9 décembre 1987

Au Conseil des ministres, à propos de l'expulsion des Iraniens, hier, vers le Gabon, le Président : J'ai été saisi par les défenseurs des Iraniens expulsés d'un dossier et de différentes procédures. Le haut-commissaire des Nations-Unies aux réfugiés a également demandé des précisions. M. le ministre de l'Intérieur voudra bien compléter mon information pour que je puisse répondre en connaissance de cause aux défenseurs des Iraniens. Je souhaite également être informé de la réponse qui sera faite au haut-commissaire des Nations-Unies, de façon à ce que la France ne se trouve pas en position d'accusée. Le droit d'asile est un droit constitutionnel. La France a approuvé la convention de Genève de 1951. Un certain nombre de ces personnes expulsées semblent relever de ces dispositions.

Il y a beaucoup de personnes en France qui se réclament du droit d'asile (environ 200 000), surtout venues d'Asie du Sud-Est. Le statut de réfugié entraîne naturellement certaines obligations, en particulier celles de ne pas se mêler d'actions terroristes et de ne pas interférer dans la politique extérieure de la France.

Pour l'application de la convention de Genève, la Commission de recours des réfugiés et le Conseil d'État ont rappelé que les droits des réfugiés, en particulier le délai de huit jours avant l'expulsion, devaient être respectés, sauf si des raisons impérieuses de sécurité intérieure s'y opposaient, avec des menaces précises à l'ordre public établies comme émanant de personnes déterminées.

Le droit, il faut s'y tenir. L'exception doit être soigneusement justifiée. Il faut que soit présentée au haut-commissaire la meilleure défense possible. J'espère qu'elle s'expliquera d'elle-même.

Margaret Thatcher écrit à François Mitterrand pour lui raconter ses entretiens d'avant-hier avec Mikhaïl Gorbatchev. Elle a trouvé celui-ci confiant et plein d'entrain. Les négociations sur la réduction des forces conventionnelles et chimiques sont, d'après elle, en très bonne place sur la liste de ses priorités. Elle a été frappée par son approche des négociations sur le contrôle des armements, plus pragmatique et moins marquée qu'autrefois, estime-t-elle, par l'esprit de propagande.

Deuxième consultation de Jacques Chirac avec les chefs des cinq grands partis à propos du financement de la vie politique. Chirac annonce un projet de loi et une session extraordinaire pour le début de 1988.

Jeudi 10 décembre 1987

Mikhaïl Gorbatchev annonce son intention d'évacuer tous les soldats soviétiques d'Afghanistan.

Véronique Colucci souhaite être reçue par le Président pour le lancement de la nouvelle saison des Restaurants du Cœur. Le gouvernement leur a mis beaucoup de bâtons dans les roues, ce qui rend très difficile leur fonctionnement.

L'amendement Coluche (possibilité de déduire les dons aux « Restos » de ses revenus déclarés) a été refusé par le ministre du Budget.

Samedi 12 décembre 1987

Jacques Chirac devant l'Institut des hautes études de défense nationale : Il ne faudrait pas que la dynamique de désarmement

nucléaire soit convenue d l'Europe, car on ne réparera jamais assez que c'est la dissuasion nucléaire qui a maintenu la paix sur notre continent. C'est pour cette raison que j'ai souligné le danger qu'il y aurait à se situer dans la logique soviétique, qui, en proposant des options zéro successives, pourrait compromettre et même éliminer la présence nucléaire américaine en Europe, que nous croyons tous indispensable.

« Tous ? » Pas François Mitterrand, en tout cas.

Lundi 14 décembre 1987

Présentation au Sénat par Bernard Pons d'un nouveau statut pour la Nouvelle-Calédonie.

On apprend par la presse que Jacques Chirac souhaite convoquer une session extraordinaire du Parlement sur la modification du statut de la Régie Renault. Le Président fait dire à Maurice Ulrich, par Jean-Louis Bianco, qu'il refusera de convoquer le Parlement sur cette question.

Discret retour en France d'Alain Mafart, l'un des « époux Turenge » de l'affaire Greenpeace.

François Mitterrand reçoit Jean Daniel pour une interview, puis il en retravaille le texte. Il écrit d'abord : Je ne délivrerai pas d'ultime avertissement sur le sol allemand. Hubert Védrine et Jean-Louis Bianco le convainquent de ne pas se montrer aussi précis, de ne pas s'engager à ne pas tirer d'armes nucléaires sur la RFA : cela pourrait se révéler nécessaire pour défendre la France si tout le reste avait échoué. Hypothèse que le Président refuse... J'imagine qu'il ne voit pas, dans ce cas, d'autre hypothèse que la capitulation ? En tout cas, il ne veut pas répondre à une question à ce sujet.

Mardi 15 décembre 1987

Ce matin, au cours de son entretien avec le Premier ministre, François Mitterrand parle longuement de l'affaire des Iraniens expulsés. Jacques Chirac est très ferme : S'ils continuent à nous enquiquiner, on en expulsera encore plus.

François Mitterrand : Si le gouvernement ne fait rien pour les faire revenir, je serai obligé de prendre position de façon publique.

Promenade rive gauche. François Mitterrand : Je n'ai pas envie de me représenter. Mais aucun socialiste ne peut gagner. Rocard n'aura pas la confiance de la gauche.

(...) Il y a parmi ces gens [de la majorité] des voyous vulgaires et versatiles.

(...) La droite m'énerve de plus en plus.

Réunion du Conseil de Défense. À propos de l'ultime avertissement, le Président insiste : L'objectif prioritaire est le territoire adverse, c'est-à-dire soviétique, ou les forces adverses.

André Giraud demande la parole et se lance dans un cours sur ce qu'il convient que le Président pense. Le Président l'écoute, laissant percer une irritation croissante.

André Giraud : Moins nous parlerons des Pluton, mieux cela vaudra. Nous n'avons, en effet, aucune raison de changer notre conception de la dissuasion. Nous avons plusieurs formes pour délivrer l'ultime avertissement. L'ultime avertissement doit avoir, comme le dit la loi de programmation militaire, une efficacité militaire propre, ce qu'il ne faut pas confondre avec un emploi dans la bataille. L'armée doit fournir au Président un catalogue d'objectifs dont certains pourront être approuvés par avance et d'autres pourront être décidés à un certain stade du conflit. Le problème d'un ultime avertissement sur le territoire soviétique, c'est qu'il risque d'être interprété par les Soviétiques comme une frappe stratégique.

Il y a un ultime avertissement et un seul. Le Président de la République ne doit rien s'interdire. Et même s'il s'interdisait quelque chose dans son for intérieur, il ne doit le faire savoir ni à ses alliés, ni à ses agresseurs éventuels. Pour ce qui est des armes à courte portée, l'éventualité qu'elles soient tirées depuis la RFA dépendrait du gouvernement allemand.

François Mitterrand hausse les épaules sans répondre.

Le général Schmitt insiste sur l'intérêt d'une frappe préstratégique sur une concentration de troupes pour dissuader l'adversaire d'attaquer.

Le général Forray insiste pour sa part sur l'utilité des Hadès.

Le Président, irrité par ces scénarios qu'il considère comme absurdes, bougonne : Le Conseil de Défense a pour charge de donner son avis. J'ai pour charge, en liaison avec les autorités compétentes — le Premier ministre, le ministre de la Défense —, de fixer les directives.

On passe au point suivant.

Le Président demande au Premier ministre si la création de la brigade franco-allemande implique son passage devant le Parlement.

Le Premier ministre : Je ne sais pas.

Le Président : Il a pourtant suffi que j'évoque l'hypothèse d'un Conseil de Défense franco-allemand à Keckerplatz, lors des manœuvres, en réponse à la question d'un journaliste, pour que deux parlementaires demandent publiquement comment je pouvais oser en parler alors que le Parlement n'avait pas été saisi.

La création de la brigade, c'est d'abord un geste politique. Il faut nous méfier de l'engrenage qui pourrait, par petites touches, nous entraîner dans la bataille de l'avant.

La « couverture nucléaire » est une notion qui a été employée avec beaucoup d'imprudence par un certain nombre de responsables politiques. Ce qui reste à déterminer, c'est l'emploi de la force nucléaire française, qui ne peut être prédéterminée. Je sais, monsieur le Premier ministre, que vous en êtes d'accord, et c'est pourquoi j'ai tout à fait accepté votre formule heureuse.

François Mitterrand fait ici allusion aux propos tenus par Jacques Chirac à l'Institut des hautes études de défense nationale il y a trois jours (« Il ne peut pas y avoir de bataille de France sans bataille d'Allemagne. Cela devrait aller de soi, puisque nous sommes alliés, mais il n'est pas inutile de le répéter. »)

Jacques Chirac sourit. André Giraud, qui fait la tête, rend compte de ses conversations avec son homologue britannique. Il indique que le Conseil de Défense franco-allemand met les Britanniques dans un état second. C'est surtout l'élargissement de ce Conseil de Défense à d'autres pays qui les inquiète. Ils y voient l'embryon de quelque chose qui pourrait un jour remplacer l'OTAN.

Édouard Balladur : En ce qui concerne les liens entre la défense d'une part, l'économie et la monnaie d'autre part, il ne s'est plus rien passé depuis le Sommet de Karlsruhe. Souhaitez-vous, monsieur le Président, que j'établisse un projet ?

Le Président : Monsieur le ministre d'État, vous le devez... L'aspiration en RFA sera nécessairement de plus en plus grande pour que tout le territoire allemand soit dénucléarisé. En ce qui concerne le désarmement chimique, nous avons enfoncé un coin. C'est intéressant.

Je confirme au Président qu'il est très difficile d'espérer obtenir, sur l'accord monétaire franco-allemand, que le Conseil soit constitué au niveau des chefs d'État ou de gouvernement. Il n'y aura pas non plus de secrétariat permanent, et il n'y aura pas de traduction concrète immédiate (comme l'est la brigade).

Le Président : Il faut tenter d'obtenir mieux sans faire capoter l'accord de défense !

Par suite de l'obstruction des députés communistes, Jacques Chirac refuse d'engager la responsabilité du gouvernement sur le projet de modification du statut de Renault.

René Monory annonce un plan pour l'avenir de l'Éducation. Les dépenses nouvelles envisagées seraient de l'ordre de 25 à 28 milliards sur cinq à sept ans !

Le Président travaille jusqu'à 1 heure du matin à son interview pour Le Nouvel Observateur. Il y écrit clairement : Pas de frappe nucléaire sur l'Allemagne, contrairement à ce que souhaitaient ses collaborateurs.

Mercredi 16 décembre 1987

Dans le bureau du Président, avant le Conseil :

François Mitterrand à Jacques Chirac : J'ai appris par un communiqué de M. Juppé que vous envisagiez une session extraordinaire pour faire voter un nouveau statut de la Régie Renault !

Jacques Chirac corrige : ... que je vous demanderai une session extraordinaire, monsieur le Président.

François Mitterrand : M. Juppé a été beaucoup plus carré ce matin encore sur Europe 1. Vous savez, j'avais fait prévenir M. Ulrich dès lundi après-midi, par M. Bianco, que ce n'était pas possible. Je vous le redis : il n'en est pas question.

Jacques Chirac : Monsieur le Président, le gouvernement n'ignore pas que c'est vous qui convoquez les sessions extraordinaires.

François Mitterrand : Comme je vous refuserai l'inscription du statut de Renault à une session extraordinaire, j'ai voulu vous prévenir avant le Conseil pour le cas où vous envisageriez le recours à l'article 49-3, que, naturellement, j'accepterais.

Chirac ne dit rien sur ses intentions. En réalité, il ne demandera pas le 49-3. Le gouvernement soutient pourtant publiquement qu'il ne connaissait pas jusqu'à aujourd'hui la position du Président sur l'ordre du jour de la session extraordinaire, la dernière avant l'élection présidentielle. Denis Baudouin va même jusqu'à esquisser devant quelques journalistes une sorte de chantage médiocre : Si le Président n'inscrit pas Renault, il n'aura pas le projet sur la moralisation de la vie publique.

Le Président écrit à Jacques Chirac pour lui demander de reconsidérer les mesures d'expulsion prises la semaine dernière contre des Turcs et des Iraniens, en particulier pour deux d'entre eux dont l'état de santé est alarmant.

Jeudi 17 décembre 1987

François Mitterrand prend son petit déjeuner avec Harlem Désir et Julien Dray. A propos du Code de la nationalité, il s'élève contre les intentions de la commission présidée par Marceau Long, qui veut restreindre le droit de devenir français et revenir sur le principe du droit du sol : À la différence des États-Unis, nous ne sommes pas un peuple d'immigrés. Le droit du sol doit demeurer prédominant. On monte en épingle un problème qui, en réalité, concerne chaque année peu de gens. D'un problème circonstanciel, posé par le Front National, on veut faire un problème existentiel.

Si des gens commettent des crimes ou des délits — terrorisme, proxénétisme, drogue [ce sont les trois cas que la commission Long envisage comme pouvant justifier le refus de l'octroi de la nationalité] —, ils doivent être jugés et condamnés sur la base des textes qui répriment ces délits ou ces crimes, mais cela n'a rien à voir avec la nationalité. Il ne faut pas rentrer dans l'engrenage. Le combat sera difficile, mais il faut le mener. Le monde du troisième millénaire sera un monde ouvert.

Sur le statut de Renault : Le gouvernement a fait exprès de déposer très tard le projet de statut au Parlement. Il n'avait, en réalité, pas l'intention de le faire voter, et il préfère probablement laisser à son successeur la charge financière d'une subvention nécessaire de 9 milliards.

Sur la lutte des classes : La lutte des classes est une réalité ; mais la société dirigeante réussit, par un renversement idéologique, à faire apparaître les classes dominées comme l'agresseur.

Sur la télévision, le Président congratule chaleureusement Harlem Désir pour son passage à une émission et ajoute : J'ai mis longtemps, moi, à m'y adapter. La télévision trahit immédiatement tout manquement à la vérité de soi-même.

D'une manière générale, François Mitterrand félicite Harlem Désir et Julien Dray pour leur action et leur dit qu'ils seront parmi le tout petit groupe de personnes informées de sa décision d'être ou non candidat avant qu'il ne la rende publique.

Déjeuner chaleureux avec le dirigeant social-démocrate allemand Hans Vogel :

Hans Vogel : Pour faire progresser la coopération en matière de défense, il n'y a que trois solutions : ou bien la France réintègre le commandement de l'OTAN...

Le Président l'interrompt : Tant que j'aurai la responsabilité de la France, il n'en sera pas question.

Hans Vogel : ... Ou bien la RFA et les autres pays européens quittent le commandement intégré de l'OTAN; ou bien nous construisons une nouvelle structure dans le cadre de l'OTAN.

François Mitterrand : Il y a deux obstacles à l'intégration franco-allemande en matière de défense : le statut de la RFA par rapport à l'arme nucléaire et le commandement intégré de l'OTAN.

Le Président ne répond pas clairement à la question majeure ici posée : comment faire une défense européenne sans la soumettre aux États-Unis par le truchement de l'OTAN ?

Autres remarques du Président au cours de ce déjeuner : En fait, je ne crois pas du tout à l'utilité des armes préstratégiques. J'ai voulu

faire une évolution en trois temps :

Premier temps en 1983 : j'ai fait introduire le terme « préstratégique », au lieu de « tactique », pour écarter l'idée que ces armes puissent être le complément du conventionnel dans une bataille nucléaire.

Deuxième temps : lors de mon récent voyage d'État en RFA, j'ai indiqué que l'ultime avertissement ne serait pas nécessairement délivré sur le territoire allemand. L'idée s'en était en effet peu à peu répandue à cause du développement des armes nucléaires à courte portée, ce qui risquait d'affoler l'opinion publique allemande.

Troisième temps, dans mon interview au Nouvel Observateur, j'ai dit : « Il n'y aura pas lieu de délivrer l'ultime avertissement sur le sol allemand. »

Mais je ne veux pas abandonner gratuitement cette contrepartie. Il y aura donc probablement une quatrième étape.

À vrai dire, dans l'idée qui s'était répandue en matière d'ultime avertissement, il aurait fallu qualifier ces armes nucléaires de « post-stratégiques », car leur emploi dans cette acception signifierait nécessairement que les Soviétiques sont déjà en RFA et qu'on est au-delà du moment où la dissuasion stratégique aurait dû jouer.

Le Président établit une comparaison qui fait beaucoup rire ses interlocuteurs : C'est un peu comme si, la France étant en train d'être envahie, l'ennemi arrivant en vue des Pyrénées, je faisais jouer les armes préstratégiques... pour protéger la circonscription de Jospin à Toulouse ! Pour moi, l'ultime avertissement doit viser le territoire soviétique, la flotte soviétique ou les concentrations militaires soviétiques.

Hans Vogel cite Helmut Schmidt, selon lequel tout mouvement de troupes s'arrêterait le jour où la première bombe atomique tomberait sur l'Allemagne.

Le Président répond : J'en suis tout à fait convaincu.

Samedi 19 décembre 1987

Le projet de loi sur le statut de la Nouvelle-Calédonie est définitivement adopté par le Parlement.

Le Président écrit au Premier ministre pour limiter la session extraordinaire du Parlement, demandée par ce dernier pour trois jours à compter de lundi 21 décembre. Il lui demande d'alléger l'ordre du jour, car, de toute façon, les textes soumis à cette session et dont l'examen n'aura pas été achevé ne seront pas inscrits à l'ordre du jour de l'éventuelle session de janvier, qui sera réservée exclusivement — le Président y tient — aux textes tendant à moraliser la vie publique. Autrement dit, pas question de laisser la majorité profiter de la surcharge de décembre pour ne pas voter, en janvier, ces textes-ci.

Dimanche 20 décembre 1987

Jacques Chirac annonce le report de l'examen du projet de modification du statut de Renault à la session de printemps, François Mitterrand ayant refusé de l'inscrire à l'ordre du jour de la session extraordinaire.

Lundi 21 décembre 1987

François Mitterrand sur Édouard Balladur : Pourquoi s'obstine-t-il à vouloir rester au Louvre ? C'est ridicule ! Il aura coûté très cher à la République d'y revenir, alors que la décision d'en partir est irrévocable. C'est inquiétant. À croire qu'il ne conçoit pas la V^e République sans les ors de la III^e...

Au Conseil supérieur de la magistrature, violent accrochage sur la nomination d'un juge à Nouméa. Albin Chalandon veut absolument s'opposer (parce qu'il est de gauche) au magistrat que l'unanimité du Conseil souhaite voir nommer.

Pierre Mauroy veut prendre la direction du Parti socialiste. J'en fais part à François Mitterrand, qui me répond : Ils se préparent déjà à l'après-mai 1988. Cela ne sera pas triste !

Charles Pasqua appelle Jean-Louis Bianco pour demander l'accord du Président sur un mouvement préfectoral.

Inculpation de Jean-François Dubos, ancien collaborateur de Charles Hernu, dans l'affaire Luçhaire.

Mardi 22 décembre 1987

Avant le Conseil des ministres, dans le bureau de François Mitterrand, le Président se préoccupe du sort d'un ambassadeur, Pierre de Boisdeffre, que Jean-Bernard Raimond souhaite révoquer. Jacques Chirac n'est pas à même de répondre.

À propos du mouvement préfectoral, François Mitterrand fait remarquer à Jacques Chirac que le ministre de l'Intérieur s'est vivement préoccupé du sort d'un de ses collaborateurs. Le Président : Je lui ai dit [à Charles Pasqua] que je comprenais que c'était en quelque sorte un testament, et que, dans ces conditions, j'acceptais cette nomination au poste de préfet.

Pendant le Conseil, le Président accepte trois grand-croix de la Légion d'honneur (au lieu d'une prévue sur les deux du contingent annuel) : Henri Frenay, le colonel Passy et le grand rabbin Kaplan (pour lequel Jacques Chirac insiste beaucoup).

Le Président : Le Premier ministre et moi sommes d'accord Bien sûr, nous privons ainsi de toute possibilité de nomination de grand-croix le Président et le Premier ministre qui seront en place le 14 Juillet prochain...

François Mitterrand alerte Jean-Bernard Raimond sur les débats en cours au Conseil de sécurité à propos de la situation en Israël et dans les territoires occupés : Il faut que nous votions un texte qui marque notre sévère réprobation, sans nous laisser entraîner dans des philippiques inutiles.

Départ du Président pour un voyage officiel à Djibouti.

Mercredi 23 décembre 1987

Arrestation du commando qui posait des écoutes téléphoniques dans les locaux du Conseil supérieur de la magistrature.

Jeudi 24 décembre 1987

En provenance de Djibouti, François Mitterrand arrive en Égypte en voyage privé.

Lundi 28 décembre 1987

Dans le Sinaï, en présence de quelques amis, le Président entraîne sa suite dans l'ascension du mont Moïse, très pénible, notamment en raison de la chaleur. Le Président souhaite tester sa propre résistance physique. C'est au sommet de ce lieu qu'il acquiert la conviction qu'il est encore capable de tenir physiquement le coup. Avant de prendre sa décision définitive, il demandera à son médecin

personnel, le Dr Gubler, de lui donner l'assurance que la machine est en état et de lui promettre de l'alerter si, un jour, il constate que sa santé ne lui permet plus d'exercer normalement ses fonctions.

Mardi 29 décembre 1987

Le Trésor américain propose un plan d'allègement de la dette extérieure du Mexique, qui s'élève à 105 milliards de dollars ; les banques internationales créditrices qui accepteraient une dépréciation d'environ 50 % de leurs créances pourraient les échanger contre des obligations mexicaines d'une durée de vingt ans, gagées sur le Trésor des États-Unis.

Mercredi 30 décembre 1987

Le Conseil constitutionnel annule un article de la loi de finances de 1988 prévoyant, contre toute personne publiant les revenus d'un contribuable, une amende égale aux revenus divulgués.

Le patronat et les syndicats (sauf la CGT) concluent un accord sur l'UNEDIC.

Jeudi 31 décembre 1987

François Mitterrand prononce ses vœux à la télévision. Ce sont officiellement les derniers de son septennat. Ils ne sonnent pas comme des vœux d'adieu : J'ai voulu que la France fût défendue, écoutée, respectée. Elle l'est. C'était mon devoir aussi que de la prémunir contre ses divisions (...). Pendant les mois qui viennent et dont on peut prévoir qu'ils connaîtront des turbulences, votre confiance m'aidera.

Samedi 2 janvier 1988

L'année commence dans l'humeur et l'incertitude. François Mitterrand se représentera, j'en suis maintenant sûr. Mais je ne vois pas encore quel projet il va défendre. En revanche, je vois des hommes se placer pour une répétition nostalgique. La gauche n'est-elle elle-même que dans l'indignation qui se nourrit du manque ?

Et pourtant, que de choses à faire encore pour infléchir l'ordre des choses ! Dans le domaine de la justice fiscale, dans la vie quotidienne, dans le cadre européen.

L'Europe du capital progresse beaucoup plus vite que l'Europe du travail. Il est prévu dans l'Acte Unique — et c'est très bien ainsi — que, bientôt, tous les capitaux pourront circuler librement partout en Europe. Il s'agira là, certainement, d'un progrès appréciable vers l'unité du continent. Mais, parallèlement, il faudrait parvenir à l'harmonisation de leur statut fiscal. Et ce progrès ne sera réellement conforme aux intérêts des Européens que si, simultanément, les travailleurs ont eux aussi droit aux mêmes libertés et aux mêmes protections.

Un projet en particulier reste à traduire en actes : tout Européen devrait pouvoir se faire soigner dans tout pays d'Europe en bénéficiant de la même protection sociale — la plus haute et non la plus basse.

L'Europe des hommes doit avancer au moins aussi vite que l'Europe de l'argent : on ne saurait admettre que l'une progresse tandis que l'autre piétine. C'est pourquoi, au second semestre de 1988, la Présidence française devra accorder une grande priorité à l'avancée de l'Europe sociale et à l'harmonisation de la fiscalité du capital. Il y a là un vaste projet pour un second septennat. A condition de ne pas vouloir seulement se faire reconnaître des hauts fonctionnaires comme de bons « professionnels ».

Appel de l'ambassadeur du Maroc, ce matin à 7 heures, demandant à me voir en secret, d'extrême urgence. Je l'ai reçu — pas en secret, mais à mon bureau — dans la matinée. Sa démarche n'avait rien d'essentiel : le Roi l'avait joint dans la nuit pour lui dire qu'il venait de découvrir que le prochain Sommet franco-africain, à Casablanca, devait commencer, comme d'habitude, par un dîner francophone. Il lui paraît très délicat d'inviter les seuls francophones et de laisser les autres dîner dans leur chambre. Le Roi a raison, mais ce dîner francophone est néanmoins essentiel : il regroupe les pays les plus proches de la France et il serait mal venu de l'annuler. J'évoque l'hypothèse que ce soit le Président qui lance les invitations, si le Roi ne veut pas le faire. L'ambassadeur me dit qu'à son avis cette formule serait parfaitement acceptable. Mais, en ce cas, lui fais-je remarquer, le Roi ne coprésiderait plus le dîner avec François Mitterrand, le doyen des chefs d'État présents étant Houphouët-Boigny. Cela pourrait faire changer d'avis le Roi, me répond alors l'ambassadeur.

Le Président, à qui je rapporte l'affaire, la prend très au sérieux : On ne peut être aussi exigeant pour les Sommets qui se tiennent en Afrique que pour ceux qui ont lieu en France. Votre solution est bonne, mais rien ne serait pire qu'une initiative de notre part qui avorterait.

On trouvera bien un compromis, même boiteux.

Lundi 4 janvier 1988

Déjeuner avec le grand rabbin de France, René Sirat. Il suggère, pour lutter contre le fanatisme religieux, de faire enseigner la Bible dans les écoles publiques.

Promenade dans Paris sous un soleil glacial. François Mitterrand : Rocard est trop fragile. Il ne battra jamais Chirac. L'objectif de Jacques Chirac : se faire élire pour colmater une partie des brèches qu'il a lui-même ouvertes. Son programme est simple : élisez-moi, je vais réparer mes erreurs. Ainsi il dit : « J'ai réduit les crédits de la Recherche d'un tiers, je vais les augmenter. J'ai supprimé la chaîne musicale, je vais la recréer. J'ai réduit le pouvoir d'achat des allocations familiales, je vais l'augmenter. J'ai créé 100 000 chômeurs, je vais les réduire. J'ai rendu déficitaire la Sécurité sociale, je vais l'assainir. J'ai creusé un déficit extérieur industriel, je vais y remédier. J'ai réduit le nombre des enseignants, je vais l'augmenter. » Autrement dit : « Votez pour moi pour que je corrige mes bêtises ! »

Je vois se dessiner les discours de la prochaine campagne.

Vu Jean Gimpel, esprit curieux, auteur d'un petit livre majeur sur la révolution médiévale et expert en écologie.

Les cérémonies des vœux à l'Élysée sont parfois du plus haut comique. François Mitterrand : Cette année, plus que les autres, c'est à mourir de rire. Je crois deviner quel est le vœu le plus cher des membres du gouvernement. Ça m'amuse. Car le plus drôle, c'est que ce vœu, c'est moi et moi seul qui peux l'exaucer !

Un incident marque la cérémonie des vœux du corps diplomatique. Gholam Reza Haddadi, chargé d'affaires iranien, y a été invité. Par erreur, puisque les relations diplomatiques entre les deux pays sont rompues.

A 18 h 30, Haddadi se place d'emblée au premier rang des diplomates. Le chef du protocole, le subtil Henri de Coignac, souhaite que le chargé d'affaires accepte de passer au second rang afin que le Président ne soit pas obligé de le saluer. Haddadi refuse. On menace de l'expulser manu militari. Cette fois, il veut bien reculer d'un rang et se fondre dans la délégation pakistanaise (qui représente en France les intérêts iraniens depuis le début de l'affaire Gordji).

L'erreur proviendrait de l'informatique, sans que l'on puisse savoir s'il faut incriminer les éléments fournis par le Quai d'Orsay ou le traitement par le service du protocole de l'Élysée. Henri de Coignac m'indique que lorsqu'il s'en est aperçu, il a avisé M. Haddadi de ne pas venir. Celui-ci a refusé.

A Kaboul, le journaliste français Alain Guillo, capturé en septembre 1987, est condamné à dix ans de prison pour activités subversives et espionnage.

Ce soir, recevant Renaud Denoix de Saint Marc, François Mitterrand lui dit qu'il n'est pas question de changer le directeur des Affaires criminelles et des Grâces. Cela est conforme à la position qu'il a déjà exprimée : sauf circonstances exceptionnelles, plus aucun haut fonctionnaire ne sera déplacé avant l'élection présidentielle.

Jacques Chirac s'incline. Décidément, il a beaucoup appris en dix-huit mois.

Mardi 5 janvier 1988

Après bien des tergiversations, Philippe Guillaume est nommé président de la SkP par la CNCL.

François Mitterrand invite Michel Rocard à un petit déjeuner et annonce sa propre candidature. Rocard lui répond qu'il ne sera pas candidat contre lui.

La presse ayant indiqué que l'erreur concernant Haddadi venait du Quai d'Orsay, Jean-Bernard Raimond croit bon de faire publier un communiqué pour dire que la seule responsabilité en incombe à la Présidence de la République ; il le redit à la télévision, indiquant même qu'il s'agit d'une faute grave. Absurde : quelle que soit l'incertitude planant sur le traitement informatique, il n'y a qu'un seul service du protocole, composé d'agents du Quai d'Orsay — un protocole qui est d'ailleurs, sous la conduite d'Henri de Coignac, le seul service du Quai à jouer parfaitement le jeu de la cohabitation...

Mercredi 6 janvier 1988

Au Conseil des ministres, pas grand-chose à signaler, si ce n'est qu'à la suite d'une communication de Jean-Bernard Raimond sur les réactions critiques, en Europe, aux mesures prises pour rendre plus sévère la délivrance des visas, Jacques Chirac déclare : Nous ne devons pas nous laisser impressionner par les pays scandinaves et par l'Autriche. Si un pays a le droit de se plaindre, c'est plutôt l'Algérie, qui, elle, ne le fait pas !

Depuis le 1^{er} janvier, le franc a perdu 8,7 % par rapport au franc suisse, 6 % sur la livre sterling, 2,4 % sur le deutsche mark. La peseta espagnole a gagné 2,1 % par rapport au franc. La Bourse de Paris a perdu 9,40 %. Les autres marchés des valeurs ont tous fait mieux.

Le texte instituant le Conseil de Défense et de Sécurité franco-allemand est presque au point. Pour le protocole annexe au traité de l'Élysée de 1963 portant création de ce Conseil, le seul point qui continue à faire difficulté est l'insistance allemande pour que le dernier paragraphe du préambule (conscientes de leurs intérêts communs de sécurité et déterminées à rapprocher leurs positions sur toutes les questions concernant la défense et la sécurité de l'Europe) soit complété par la formule : en vue de l'établissement progressif d'un ordre de paix juste et durable en Europe. Or la formule « ordre de paix » est inacceptable : elle ouvre à une ratification de l'ordre existant et du partage de Yalta.

Il subsiste encore un certain nombre de points à trancher concernant l'organisation du secrétariat. Nous souhaitons, comme les Allemands, qu'il soit permanent. Bonn insiste pour que son siège soit fixe et situé dans l'une des deux capitales. Nous proposons Paris. Les Allemands demandent en compensation qu'un haut fonctionnaire allemand soit responsable du secrétariat et chargé de la préparation des travaux du Conseil ; du côté français figureraient dans le secrétariat un représentant personnel du Président de la République, un autre du Premier ministre, auxquels seraient adjoints le chef d'état-major des armées et le directeur politique du Quai d'Orsay. Afin d'assurer la relation avec les travaux du Conseil de Défense français, serait également associé du côté français le secrétaire général de la Défense nationale. Le même schéma serait, mutatis mutandi, appliqué du côté allemand : deux représentants de la Chancellerie, et les deux coprésidents du côté allemand de la Commission mixte bilatérale de Sécurité et de Défense, à savoir le directeur politique allemand et l'inspecteur général de la Bundeswehr.

L'avant-projet a été communiqué avec l'indication que nous préférierions qu'il puisse être signé le 22 janvier prochain, en même temps que le protocole annexe.

Le Président, à qui je rapporte tous ces éléments, me dit : Un seul refus, net : pas de présence du secrétaire général de la Défense nationale au comité de préparation des travaux du Conseil. Cet ostracisme me surprend. Mais le Président tient à ce que l'organisme reste à son niveau et ne s'enracine pas dans la structure gouvernementale.

Invité à L'Heure de vérité, Edouard Balladur presse Jacques Chirac de se déclarer candidat le plus rapidement possible. Trois mois pour expliquer aux Français (...) ce qui est en jeu et ce qu'on leur propose, ça n'est pas trop, déclare le ministre d'État tout en critiquant François Mitterrand, toujours silencieux, qui en prend un peu trop à son aise avec les Français.

Jeudi 7 janvier 1988

Visite d'Erich Honecker en France. C'est la première visite d'un chef d'État est-allemand dans notre pays.

La commission de réflexion sur le Code de la nationalité remet son rapport au Premier ministre. Bon compromis.

Le Président reçoit M. Jean-Pierre Hocke, haut commissaire des Nations-Unies pour les Réfugiés. Le haut fonctionnaire international lui fait part des questions que soulève, au regard des principes fondamentaux du droit d'asile définis par la convention de Genève, le recours à la procédure d'urgence absolue utilisée pour l'expulsion de réfugiés iraniens et turcs, le 8 décembre 1987. Il s'inquiète de l'état de santé des réfugiés expulsés à Libreville. Il a dit avoir interrogé à diverses reprises les autorités françaises afin d'obtenir notamment des précisions sur les justifications du recours à la procédure d'urgence, sans avoir à ce jour reçu de réponse probante. Il signale aussi que, parmi les personnes expulsées, cinq ne pouvaient l'avoir été qu'à la suite d'erreurs manifestes dans l'établissement des listes et l'exécution des mesures.

Jean-Pierre Hocke : Une jeune femme, Afsaneh Yoosefi, a été expulsée pour avoir été confondue avec sa sœur. Deux sœurs, Mitra et Anahita Ariya-Far, ont été prises à la place de leur père, absent de son domicile. Un Kurde iranien, Assad Dheghani, se trouvait, au moment de son expulsion, sous surveillance médicale à la suite d'opérations chirurgicales motivées par des blessures contractées en Iran en novembre 1986, qui lui avaient valu d'être évacué en France. Enfin, un Kurde de nationalité turque, Ozdemir Ali Kayar, est un simple travailleur immigré qui n'a jamais eu d'activité politique. Parmi ces cinq personnes, trois ont la qualité de réfugiés politiques : Mlles Ariya-Far et M. Dheghani.

Le Président : Je comprends que si ces faits sont confirmés, ils constituent un manquement grave aux dispositions de la convention de Genève et au droit d'asile garanti par la Constitution. Ils donnent de notre pays une image peu conforme à la tradition et à la pratique dont il s'honore. J'en saisirai le Premier ministre.

Vendredi 8 janvier 1988

François Mitterrand reçoit François Léotard.

Le Matin de Paris cesse de paraître. Le journal, en fait, était moribond depuis l'été dernier. Beaucoup d'amis attristés. Beaucoup d'efforts en vain.

Le Président écrit au Premier ministre sur les expulsés iraniens et turcs de décembre dernier. Il rappelle qu'il avait déjà demandé, le 16 décembre, que le gouvernement reconsidère le problème, en particulier les cinq cas individuels dont Hocke lui a reparlé hier. Il demande aussi à connaître les mesures prises pour réexaminer les expulsions décidées sur la base d'indications erronées ou imprécises, en contradiction avec notre droit. Il rappelle qu'il conviendrait de justifier les raisons pour lesquelles des réfugiés politiques n'ont pas bénéficié de la garantie de procédure qui obligeait normalement à consulter la Commission des Recours avant leur expulsion, sauf en cas de menace grave et immédiate pour l'ordre public. En quoi ces gens-là menaçaient-ils de façon grave et immédiate l'ordre public ?

Lundi 11 janvier 1988

Les Échos sont rachetés par le groupe Pearson, qui contrôle déjà le Financial Times. Comme il est dommage qu'aucun groupe français ne se soit montré à la hauteur dans cette affaire !

Les problèmes de calendrier vont clarifier la question de la candidature. Le Président est invité à recevoir le diplômé honoris causa de l'université de Boston et à présider les cérémonies d'ouverture de l'université devant 20 000 personnes. Je l'interroge : Peut-on imaginer une réponse positive quand on sait que la date est... le 15 mai 1988, et, même si vous êtes invité, sans égards à la fonction que vous exercerez alors ?

Le Président : Oui, mais je suis réservé sur la date du 15 mai.

Un nouvel engagement pour après les présidentielles.

Dans une interview à l'Unita, Alexander Dubcek compare la perestroïka et le « printemps de Prague ».

Mardi 12 janvier 1988

Le texte instituant le Comité économique et monétaire est prêt. Il sera signé le 22 janvier, lors du dernier Sommet franco-allemand du septennat, par Édouard Balladur et ses homologues allemands, puisqu'il n'est créé qu'au niveau des ministres, et non du Président. Afin que la signature ait lieu en présence du Président et du Chancelier, la cérémonie sera organisée dans un salon de Marigny, immédiatement après celle sur le Conseil de Défense, qui se tiendra au salon Murat.

Lionel Jospin me dit : Je mettrais ma main au feu que François Mitterrand va y aller ! Moi aussi...

Un signal d'alarme : l'Amérique s'éloigne de la doctrine de la dissuasion nucléaire. Le rapport de la commission américaine sur la stratégie à long terme, présidée par le secrétaire adjoint à la Défense, Fred Ikle, et qui comprenait treize « sages », dont Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski, rapport rendu public aujourd'hui, confirme la détestation croissante de la dissuasion nucléaire par l'establishment américain. Ce qui ne peut que satisfaire le complexe militaro-industriel en lui ouvrant, malgré les accords de désarmement nucléaire, de nouveaux champs d'expansion. Le titre du rapport — Dissuasion sélective (Discriminate Deterrence) — est à lui seul un programme.

L'Alliance atlantique peut-elle s'en remettre à des menaces d'escalade qui, si elles étaient exécutées, conduiraient à sa propre destruction ? La réponse est évidente : non. C'est la négation de la dissuasion sous toutes ses formes, stratégique ou graduée.

D'autre part, une part croissante des menaces provient du Tiers Monde. Or menacer d'un échange nucléaire, qui dévasterait aussi bien l'URSS que les États-Unis, ne constitue pas une dissuasion crédible contre d'éventuels agresseurs du Tiers Monde.

La commission propose un mélange de systèmes offensifs et défensifs (elle ne dit pas dissuasifs), nucléaires et conventionnels, ce qui est une approbation de l'IDS ; des opérations conventionnelles de contre-offensive, loin sur l'arrière du territoire ennemi, ce qui suppose le développement de nouvelles armes conventionnelles intelligentes ; une capacité de porter des coups nucléaires gradués contre une invasion massive ; enfin, que les Alliés s'engagent à agir dans le Tiers Monde au-delà des limites de l'Alliance.

Aucun compte n'est tenu du processus de désarmement ou d'établissement des équilibres à des niveaux plus bas.

Cette commission, même si elle n'engage pas l'Administration, est représentative d'une dérive de l'opinion américaine. Elle ne pense jamais dissuasion, mais guerre, emploi, coups, invasion, frappe. Sous prétexte d'échapper à la menace de destruction nucléaire, elle propose une prolifération illimitée d'armes nucléaires destinées à des coups gradués, et d'armes conventionnelles de plus en plus modernes et coûteuses dans un monde rendu de plus en plus dangereux par l'affaiblissement de la dissuasion stratégique. Un monde où la guerre nucléaire deviendra possible.

Beaucoup d'Américains n'ont jamais accepté la notion de dissuasion nucléaire. Quant ils avaient le monopole de cette arme, ils l'acceptaient, car ils ne se sentaient pas, eux, menacés, et considéraient le nucléaire comme une arme de représailles massives. Dès que les Russes ont acquis cette capacité, les Américains ont trouvé insupportable cette vulnérabilité mutuelle, fondement de la dissuasion. Ils ont tout fait pour en sortir : par la riposte graduée ; par le développement d'armes nucléaires conçues pour mener une bataille nucléaire sous prétexte de se prémunir contre une première frappe adverse ; en incitant les Européens à revenir aux armes conventionnelles. Tout cela s'est accéléré avec Ronald Reagan et la « guerre des étoiles » — autre façon de sortir de la dissuasion et d'en revenir à des armes utilisables. Reagan dont j'ai compris l'obsession : débarrasser l'Amérique de la seule menace planant encore sur sa toute-puissance, fût-ce en renonçant à l'arme nucléaire elle-même.

Vu François Bujon. Il commence à se détendre. Je retrouve l'ami charmant de naguère. Il ne donne plus son opinion sur un dossier qu'il ne connaît pas. Lorsqu'il le connaît, son avis est très intéressant.

Jack Lang me parle de François Mitterrand : Tout ce qu'il fait et tout ce qu'il demande que l'on fasse laisse penser qu'il sera candidat.

Un de ses visiteurs interroge le Président : Lionel Jospin a dit que vous étiez un candidat implicite. Qu'est-ce qu'un candidat implicite ?

François Mitterrand : C'est un candidat qui n'est pas encore explicite.

Jacques Chirac écrit à François Mitterrand pour lui remontrer qu'il n'est pas possible qu'il bloque les mutations de tous les hauts fonctionnaires avant l'élection présidentielle.

Mercredi 13 janvier 1988

En réponse à sa lettre, François Mitterrand explique à Jacques Chirac, en le recevant avant le Conseil, que tout ce qui est raisonnable sera fait, tout ce qui est politique ne le sera pas : Je suis prêt à accepter la nomination de M. Larrera de Morel à l'ANVAR, et sans doute celle de M. Bouton comme directeur du Budget, mais il n'est pas question de changer le directeur des Affaires criminelles et des Grâces. Le non-renouvellement de M. Bonnot à la tête de la Caisse centrale de réassurance n'est pas très élégant, et je n'accepterai pas facilement que cela se fasse sans reclassement.

Retour en France des quatorze opposants iraniens expulsés le 8 décembre 1987 vers le Gabon.

Jeudi 14 janvier 1988

Vu Jean-Baptiste Doumeng. Je le trouve très fatigué, mais l'esprit toujours vif.

Sur TF1, le Premier ministre s'explique sur le retour des Iraniens : pour raisons humanitaires, dit-il. Mais il ajoute que ces expulsions ont permis d'arriver à un accord avec Massoud Radjavi : Le droit d'asile implique qu'ils se taisent.

Vendredi 15 janvier 1988

François Mitterrand : Rocard n'est pas capable d'être candidat, n'est-ce pas ? Si je le suis, ils vont tous s'unir contre moi. Je serai candidat le moins possible. Pas de programme, pas d'idéologie ; le Parti fait un programme ; je picorerai.

Le texte du programme du PS sera approuvé dimanche. Le Président en a suivi la préparation, très discrètement.

J'imagine que beaucoup de hauts fonctionnaires servent les deux maîtres avec le même zèle. Ou avec un zèle fluctuant au gré des sondages. Si tel est le cas, le sol doit commencer à se dérober sous les pieds de Jacques Chirac.

Samedi 16 janvier 1988

Jacques Chirac annonce depuis Matignon sa candidature à l'élection présidentielle. Désormais, il y aura un candidat en face de nous. Nous allons analyser en détail son programme. Pour cela, une fraction croissante de l'administration se met à notre service, comme avant 1986.

Raymond Barre s'effrite dans les sondages. Aurons-nous Jacques Chirac au second tour ? Cette hypothèse ne peut que pousser François Mitterrand à se représenter.

René Souchon, ancien ministre, député du Cantal, maire d'Aurillac, m'informe que quinze personnalités cantaliennes ont estimé nécessaire d'unir leurs voix pour demander à François Mitterrand de présenter sa candidature à la prochaine élection présidentielle. Il me dit : Les autres signataires et moi-même ne ménageons pas nos efforts afin que la liste de ceux qui manifestent ainsi leur confiance à François Mitterrand s'allonge. Nous y sommes encouragés par les initiatives similaires prises dans de nombreux autres départements.

François Mitterrand a décidé d'être candidat, même si rien n'est encore définitif, me répète Lionel Jospin après avoir déjeuné avec le Chef de l'État. Ils ont revu ensemble une dernière fois le texte du programme que le Parti socialiste s'apprête à rendre public demain.

Dimanche 17 janvier 1988

A Berlin-Est, sévère répression d'une manifestation de contestataires et d'écologistes.

La convention nationale du Parti socialiste adopte le programme pour l'élection présidentielle. François Mitterrand en prend connaissance, mais ne fait aucun commentaire. Il connaît ce texte depuis trois semaines ; il a suggéré de multiples modifications à Lionel Jospin et Pierre Bérégovoy.

Lundi 18 janvier 1988

Les Américains convoquent pour le début de mars un Sommet de l'OTAN afin d'y faire approuver leur décision de moderniser leurs armes intermédiaires à très courte portée, c'est-à-dire les Lance, pour les faire passer de 150 à 500 kilomètres et arriver à un équilibre avec les Soviétiques. François Mitterrand : Jamais je ne couvrirai ça ! Moderniser au moment où commence le désarmement ! On se débarrasse des forces intermédiaires et ils veulent en ajouter d'autres qui ne serviraient qu'à tirer sur nos têtes dans la bataille. Jamais !

Mardi 19 janvier 1988

Le premier emprunt soviétique sur le marché international des capitaux depuis 1917 est lancé avec succès en Suisse.

François Mitterrand laisse dire qu'il est candidat pour voir comment vont réagir les sondages. A mon avis, il annoncera sa candidature dans la deuxième semaine de mars. Rien ne l'oblige à se déclarer avant le Sommet européen de Bruxelles, à la mi-février, ni même avant la date limite officielle, le 8 avril.

Mercredi 20 janvier 1988

Avant le Conseil des ministres, François Mitterrand évoque le cas d'un général proposé par Jacques Chirac comme président d'une société publique : Il est sûrement honnête, mais, à part cela, je ne vois pas quels sont ses mérites, et cela ne me paraît pas suffire pour un poste comme celui-là.

Jacques Chirac, oubliant qu'il l'a proposé, fait chorus : J'ai les mêmes informations que vous, vous avez raison. Mais il demande à François Mitterrand de ne pas lui faire d'ennuis avec M. Giraud, et de le nommer. Le Président accepte.

Pendant le Conseil, après une communication de Michèle Barzach sur le sida, Jacques Chirac conclut : C'est un grand défi, cela préoccupe beaucoup la jeunesse...

François Mitterrand en profite pour annoncer que le Comité international d'éthique, dont il a obtenu la création au Sommet de Venise, se réunira au début de mars à l'Élysée.

Après le Conseil, Michel Charasse rapporte à François Mitterrand ces propos tenus par Charles Pasqua ce matin avant le Conseil : C'est quand même dommage que l'on soit dans la situation où on est. Le RPR est quand même plus proche des socialistes que des autres !

Le Président mandate Michel Charasse pour discuter avec Charles Pasqua, en précisant : L'avenir est ouvert.

Deux sondages, SOFRES et BVA : Chirac progresse, Barre recule, l'écart entre les deux candidats de la droite se resserre. Pour la SOFRES, il n'est plus que de 3,5 points, pour BVA de 0,5 % en faveur de Barre.

C'est le meilleur cas de figure pour nous, observe François Mitterrand. Plus ils seront proches l'un de l'autre, plus la bagarre entre eux sera féroce.

« Nous » ?...

Tout a bien changé depuis mars 1986 : Colin Powell, le nouveau conseiller du Président des États-Unis pour les Affaires de Sécurité nationale, qui a remplacé Franck Carlucci, m'écrit pour demander que le général Walters puisse rencontrer le Président et Jacques Chirac. Matignon me laisse organiser les deux rendez-vous !

Jeudi 21 janvier 1988

Il est bien difficile de connaître l'histoire de l'Élysée sous l'Occupation. La brochure officielle n'en dit rien. Personne n'en parle ici. C'est un des secrets d'État les mieux gardés.

Vendredi 22 janvier 1988

François Mitterrand répond au Premier ministre, qui craignait qu'il ne lui soit plus possible de procéder à des nominations jusqu'aux élections. Le Président précise qu'il acceptera des changements rendus nécessaires par des départs à la retraite, ou par l'expiration d'un mandat, ou, plus généralement, par des motifs de bonne administration. Mais il redit son hostilité à toute nomination qui revêtirait un caractère politique.

A Paris, Sommet franco-allemand. François Mitterrand et Helmut Kohl célèbrent le vingt-cinquième anniversaire du traité de coopération franco-allemand, dit de l'Élysée. Les deux protocoles instaurant le Conseil de défense et le Conseil économique et financier sont approuvés. La constitution d'une brigade composée à égalité de soldats allemands et français est confirmée, et la création d'un Haut Conseil culturel commun est décidée.

Promulgation du « statut Pons » pour la Nouvelle-Calédonie.

Jacques Chirac réunit à Matignon une dizaine de responsables de la presse écrite et des radios. Deux d'entre eux nous rapportent les propos tenus au cours du déjeuner :

Jacques Chirac : Je veux vous donner la primeur de mes premières impressions de candidat.

Sur une question posée à Jean Daniel, il sort de ses gonds, traite François Mitterrand de menteur, parle de monsieur et de sa bande qui portent la tache indélébile d'avoir mis le Front national au Parlement. C'est une honte pour la nation. Il a un immense mépris de la démocratie. C'est un homme de la IV^e qui emploie toutes les magouilles, qui se livre à toutes les intrigues. Un jour, le peuple français ouvrira les yeux. La cohabitation, vous savez, c'est parfois un calvaire. Mitterrand a un projet de société très dangereux, que je refuse...

Interrogé sur le parallèle fait par Albin Chalandon entre Pétain et Mitterrand, Jacques Chirac a un sourire ravi : Je ne serais peut-être pas allé jusque-là, mais Chalandon est quelqu'un de très bien.

Même si aucun des médias ne révèle ces propos, Chirac pressent sans doute que nous sommes au courant, puisque Maurice Ulrich téléphone ce soir à Jean-Louis Bianco pour dire : Vous savez, le Premier ministre a eu une mauvaise journée. Ne lui en veuillez pas.

Samedi 23 janvier 1988

Petit déjeuner entre François Mitterrand et Michel Rocard. Excellente relation. Le premier confirme au second qu'il sera candidat et lui demande de respecter la consigne de silence.

François Mitterrand, peu après : Il aime à partager mes secrets. Il ferait un excellent chef de cabinet.

Dimanche 24 janvier 1988

Sur RTL, Michel Rocard déclare que François Mitterrand fera connaître sa décision au mois de mars : Le Président m'a reconfirmé son intention très ferme de ne rendre publique sa décision qu'au mois de mars.

Le Président : Michel Rocard exagère un peu. Je ne lui ai rien demandé. Mais, c'est vrai, je ne lui ai pas déconseillé de parler. Il mérite de toute façon mieux que d'être porte-parole.

Lundi 25 janvier 1988

Colin Powell me confirme que le général Walters sera ici le 2 février.

Un ministre UDF me dit avoir fait vérifier que Charles Pasqua n'avait pas fait truffer son bureau d'écoutes !...

Mardi 26 janvier 1988

Le gouvernement annonce que les élections régionales en Nouvelle-Calédonie auront lieu le 24 avril, jour du premier tour des présidentielles.

Charles Pasqua a retardé jusqu'à aujourd'hui un voyage en Tunisie programmé il y a quinze jours, car il voulait être présent à Paris pour superviser la libération d'un otage. Cet espoir, finalement déçu, explique sans doute la présence à Beyrouth, au même moment, de Michel Roussin, chef de cabinet de Jacques Chirac. Nous n'en savons pas plus.

Je suis à New York. De la dizaine de banquiers et d'hommes d'affaires que je rencontre, je retiens que chacun s'attend à ce que, après la crise d'octobre, 1988 soit une année de récession pour l'économie américaine. Le dollar devrait encore baisser dans deux mois, quand le marché aura compris qu'au cours actuel le déficit ne sera pas réduit de plus de 20 milliards de dollars (sur 180). Il faudra alors s'attendre à une nouvelle hausse des taux d'intérêt et à une baisse de la Bourse, dont la date est imprévisible mais que l'opinion moyenne situe en mai. Tout le monde ne parle plus que de l'élection présidentielle de novembre : on est persuadé que Bush a les plus grandes chances chez les républicains et que, chez les démocrates, le représentant Gephardt et ses thèses ultra-protectionnistes progressent (il est en tête des sondages publiés hier).

Enfin, chacun s'attend aussi à une récession majeure et à une aggravation du chômage en Europe.

Une réflexion paraît bien résumer le pessimisme et le fatalisme ambiants. Par le patron de la banque Solomon Brothers, à qui je demandais comment il réagirait au rachat probable de très grandes banques américaines par les Japonais, je me suis entendu répondre : Aussi longtemps qu'il y a des honoraires à gagner...

Édouard Chevènement, à Bonn, plaide pour une troisième option zéro.

Mercredi 27 janvier 1988

Le Monde ayant récemment prétendu que François Mitterrand avait utilisé quatre v pour définir Jacques Chirac (v comme voyou, vulgaire, velléitaire, versatile), le Premier ministre demande en souriant des explications au Chef de l'État. Croyez-vous que ce soit mon vocabulaire ? répond avec le même sourire François Mitterrand.

Au Conseil des ministres, Christian Bergelin, secrétaire d'État chargé de la Jeunesse et des Sports, prend la parole à propos de la carte « Jeune pour l'Europe ». Jacques Chirac en profite pour déclarer : J'ai proposé que des assises de la Jeunesse se tiennent à Strasbourg à l'automne 1988, afin qu'elles puissent faire des propositions précises pour le Conseil de l'Europe de fin 1988.

François Mitterrand : C'est une excellente idée, mais il faudrait commencer par donner à l'Office franco-allemand de la Jeunesse les crédits qui lui manquent.

La campagne a décidément commencé !

Affaire des « plombiers » du Conseil supérieur de la magistrature. Michel Charasse transmet un message à Charles Pasqua (le texte en a été soumis à François Mitterrand, qui a donné son accord) : Je suis chargé de te dire ceci. Et il lui lit un texte disant en substance qu'un nombre de plus en plus élevé d'éléments précis démontrent qu'une véritable provocation a été organisée, que ces éléments seront nécessairement connus et que certains seront tentés de « fabriquer » de toutes pièces de nouveaux développements destinés à mettre en cause le Président. Si les choses continuent dans cette voie, l'Élysée ne pourra pas rester inerte.

Charles Pasqua répond : Je comprends parfaitement le message, je ne suis pour rien dans cette affaire, c'est un coup de Pandraud. De plus, il y a beaucoup de gens qui voudraient « se faire » Prouteau. Je vais voir ce que je peux faire.

Le mot fabriquer, dans le message, correspond à quelque chose de bien précis. Nous avons appris que l'« on » était en train de fabriquer une fausse bande d'écoutes d'Albin Chalandon, laquelle, découverte « par hasard », permettrait de développer le thème suivant : « Le Président fait écouter le garde des Sceaux. »

La privatisation de Matra, commencée le 20, est un succès : 287 320 petits porteurs achètent 3,7 millions d'actions (20 % du capital).

Jeudi 28 janvier 1988

Michel Rocard déclare à quelques amis : L'important, c'est le parti. Il faut disloquer le gouvernement du PS, faire éclater le courant mitterrandiste, nouer des contacts avec tous ceux qui acceptent de travailler avec nous.

François Mitterrand demande à Roland Dumas de consulter directement l'ambassade soviétique pour organiser un rendez-vous avec Mikhaïl

12° Sommet franco-britannique à Londres. François Mitterrand discute avec Margaret Thatcher avant que Jacques Chirac n'arrive pour déjeuner. Leurs entretiens roulent d'abord sur le désarmement et l'arme chimique :

Margaret Thatcher : Comment voyez-vous l'étape suivante du désarmement ? Nous avons une attitude différente des autres pays européens. Pour moi, même si les Américains et les Soviétiques réduisent leurs armements de 50 %, ils auront encore beaucoup trop d'armes pour que nous entrions dans la prise en compte.

François Mitterrand : Je suis d'accord, il y en aura encore trop. Je ne refuse pas qu'à un certain niveau la France soit amenée à la table, mais je ne crois pas que les États-Unis et l'URSS aient atteint un niveau assez bas pour qu'on y arrive.

Margaret Thatcher : L'URSS veut séduire la jeunesse par le désarmement stratégique. Mais, pour moi, le nucléaire est un bloc, et, sur le plan militaire, nous n'avons pas de différences.

François Mitterrand : Parlons de l'arme chimique. La diplomatie française a inventé le concept de stock de sécurité chimique minimal. Je n'y suis pas opposé, bien que cela soit à mon avis un concept illogique.

Margaret Thatcher : L'option zéro chimique est impossible, car ce serait invérifiable. Il faut en avoir un peu, sinon l'URSS en conservera sans que nous le sachions et s'en servira un jour.

François Mitterrand : Je crois — c'est une intuition et un calcul — qu'aucune guerre ne pourra avoir lieu en Europe sans être nucléaire.

Margaret Thatcher : Je suis d'accord avec vous. Ce sera même certain si vous ou moi ne sommes pas là ! Comme Hitler, on construit peu à peu une force en jurant qu'on ne recourra jamais à la première frappe, et puis... C'est pour ça qu'il faut des armes nucléaires américaines en Europe, sans avoir à utiliser des armes basées aux États-Unis.

J'ai lu un document américain terrifiant où ils écrivent que les États-Unis peuvent survivre si l'Europe est nucléairement entièrement détruite...

François Mitterrand : Je dis souvent ça aux Allemands. Ils ne veulent pas, comme les États-Unis, risquer de subir des destructions. Avec cet état d'esprit, on ne peut pas gagner une guerre, on ne peut même pas l'empêcher. On ne peut pas être un grand pays si on n'accepte pas de courir des risques...

Margaret Thatcher : Dans l'OTAN, la grande question sera toujours la présence américaine en Europe.

François Mitterrand : Je ne suis pas d'accord. Qu'ils restent ou pas, ce n'est pas là l'important. Ce qui compte, c'est ce qui est dans leur tête.

Margaret Thatcher : Je ne comprends pas pourquoi la France ne fait pas manœuvrer ses troupes dans le cadre de l'OTAN.

François Mitterrand : J'ai assoupli le système. Supposons qu'une guerre conventionnelle éclate, la France ne dira pas à son armée : rentrez chez vous !

Margaret Thatcher : Toute la stratégie de l'OTAN consiste à préparer des renforts pour la seconde phase de la bataille. Nous avons besoin de la France pour ces renforts.

François Mitterrand : Nous pourrions faire beaucoup. Nous ne simulerons pas notre retour dans l'OTAN, mais je suis d'accord pour qu'il y ait une coordination forte entre l'OTAN et nos forces. Je suis prêt à aller très loin dans cette direction. Mais je ne veux pas être engagé dans une guerre en étant à peine consulté par des Américains maîtres du jeu.

Margaret Thatcher : Moi, j'ai été contente que les Américains veuillent nous consulter. Venez donc au sommet de l'OTAN, vous en parlerez.

François Mitterrand : Oui !... Les Latino-Américains aussi nous consultent ! J'ai reçu beaucoup de lettres de M. Reagan pour avoir mon avis... mais j'apprends souvent le soir même que tout est déjà décidé ! Il est vrai qu'on ne fait pas de la politique seulement avec de la susceptibilité : alors, j'irai peut-être à la réunion de l'OTAN.

Pas d'avancée sur les questions agricoles.

Au cours du déjeuner, je surprends par hasard une conversation entre Margaret Thatcher et l'un de ses collaborateurs. Elle lui demande de donner très vite son avis sur un texte qu'elle a préparé avec Jacques Chirac : Il y tient beaucoup, il est très pressé, ce ne doit être rendu public qu'après la conférence de presse du Président.

François Mitterrand, à qui je fais part de ces propos, me demande de me renseigner. Je dis aux Britanniques que j'ai entendu parler d'un texte. De quoi s'agit-il ? Ils me le remettent immédiatement. Il prévoit un accord sur un échange de jeunes, un peu à la manière de l'Office franco-allemand. Je ne l'ai jamais vu. J'en parle à François Bujon de l'Estang et Jean-Bernard Raimond. Ils ont l'air d'écoliers pris en faute. Ils pensaient, disent-ils, que François Mitterrand était au courant...

Du coup, le Président annonce cet accord dès le début de sa conférence de presse, sans laisser à Jacques Chirac la primeur de la nouvelle.

Dans l'avion du retour, François Mitterrand, ravi du tour qu'il a joué à Chirac, me dit : Dans cette affaire, j'ai fait le coucou, mais je n'en ai aucun remords.

Samedi 30 janvier 1988

François Mitterrand me dit : Pendant les Conseils des ministres, les barristes se demandent ce que Chirac va encore inventer pour se faire valoir, et Chirac se demande comment mieux les piéger. C'est assez amusant.

Pour la première fois d'une façon aussi nette, François Mitterrand nous parle, à Jean-Louis Bianco et à moi, des dispositions à prendre pour la campagne : choix d'un directeur de campagne, problème du programme, des locaux, des meetings, des clips vidéo, etc.

Lundi 1^{er} février 1988

Initiative américaine : les ministres des Affaires étrangères des Sept sont convoqués à New York par le secrétaire d'État américain. Je trouve cela étrange, surtout juste avant le Sommet de l'OTAN. Le Président exige que Jean-Bernard Raimond ne s'y rende pas.

Sur le GATT, il a été entendu à Punta del Este qu'une réunion ministérielle aurait lieu à mi-parcours pour faire le point sur cette négociation. Une telle réunion serait inacceptable si elle ne se saisisait que des problèmes agricoles, et pas des services. La France (à la différence des onze autres Européens) demande que cette réunion soit reportée aussi longtemps que ce point ne sera pas réglé. Cet après-midi, les cinquante ambassadeurs des pays du GATT sont réunis pour fixer la date de cette réunion ministérielle (on parle de décembre 1988). Quelle position prendre ? Si la France s'y oppose, elle est cohérente avec elle-même, mais elle sera seule, et cela fera très mauvaise impression sur le Tiers

Monde. Si on accepte la date (Michel Noir est très pour), on accepte un moyen de pression sur la fixation de l'ordre du jour de cette réunion. Les instructions données hier confirment la position que nous avons toujours eue : pas de date pour l'instant. Je pense néanmoins qu'il faudrait accepter cette date.

Le Président approuve...

Exemple de décisions prises à la volée alors qu'il aurait fallu y réfléchir et peser davantage le pour et le contre.

Charles Pasqua communique à Philippe Mestre, collaborateur de Raymond Barre, sous le sceau du secret, un sondage des RG donnant comme résultat 51/49 pour Chirac comme pour Barre contre Mitterrand. Naturellement, Mestre se promène dans tout Paris en en parlant. Le ministre de l'Intérieur fait également courir le bruit qu'un sondage BVA met François Mitterrand à 50/50 avec l'un et l'autre. Un sondage SOFRES, commandé par le comité de soutien à Jacques Chirac, met François Mitterrand à 51/49 contre lui. Le prochain tableau SOFRES-Figaro Magazine ferait baisser de six points la cote de confiance de François Mitterrand.

Le conseiller de l'Élysée chargé de suivre les sondages, Charles Salzmann, n'a pas confirmation de ces chiffres. Il ne connaît qu'un sondage BVA qui sera publié jeudi et qui donne au premier tour : Mitterrand : 36 %, Chirac : 23 %, Barre : 19 % ; au second tour : Mitterrand/Chirac : 53,5/46,5, Mitterrand/ Barre : 52,5/47,5.

Au cours de son entretien avec Renaud Denoix de Saint Marc, le Président émet sur un ton modéré de vives critiques à l'encontre du projet de réforme de la planification que le gouvernement veut mettre à l'ordre du jour de mercredi.

Renaud Denoix de Saint Marc : Monsieur le Président, c'est une réforme au sens que les militaires donnent à ce terme.

François Mitterrand semble apprécier l'humour du secrétaire général du gouvernement.

A propos de la nomination de Daniel Bouton — un remarquable fonctionnaire plutôt marqué à droite — à la direction du Budget, François Mitterrand : C'est une drôle d'idée de procéder à cette nomination à moins de trois mois de l'échéance présidentielle. Cela n'a aucun sens ! Si le gouvernement, ou plutôt le Premier ministre, se trouve validé par l'élection présidentielle, tout ira bien, en tout cas de ce point de vue-là, mais s'il y a un changement, même au sein de la majorité, ce poste me paraît menacé d'instabilité. Quant au traitement réservé à M. Bonnot, qui perd son poste sans être recasé, c'est tout à fait indélicat par rapport à lui et par rapport à moi. Ce sont des petites choses comme celles-là qui me choquent. En tout cas, je ne nommerai personne à sa place avant.. mon départ.

A propos du calendrier de l'élection présidentielle, le Président me dit : M. Pasqua a déclaré qu'il m'obligerait à annoncer ma décision, à cause du calendrier prévu pour l'élection, plus tôt que je ne le voudrais. Il se trompe : rien ne m'oblige à rien.

Roland Dumas rencontre l'ambassadeur soviétique, Riabov, pour organiser une rencontre entre François Mitterrand et Mikhail Gorbatchev avant les élections : Le Chef de l'État soviétique, dit l'ambassadeur, ne pourra pas, pour d'impérieuses raisons intérieures, venir à Paris ; mais il souhaite également rencontrer le Président avant mai 1988, et comme il comprend que le Président préférerait ne pas revenir à Moscou cette fois-ci, il lui propose de se retrouver fin février ou début mars dans une autre ville de l'URSS, par exemple à Minsk, capitale de la Biélorussie, où Leonid Brejnev et Georges Pompidou s'étaient rencontrés.

Il y aurait bien des choses à discuter. L'agacement des Soviétiques ne fait que croître vis-à-vis de la coopération franco-allemande, du projet de missile air-sol franco-britannique, de l'UEO, de l'évocation de la bombe à neutrons...

Les Allemands demandent l'ouverture de négociations sur les armes nucléaires à très courte portée américaines et soviétiques installées dans les deux Allemagne. Ils veulent la troisième option zéro. Les États-Unis et tous les pays membres de l'OTAN s'y opposent absolument. François Mitterrand, lui, est pour.

Un télégramme secret de la Maison Blanche m'explique que Ronald Reagan envoie Vernon Walters pour une question bilatérale extrêmement sensible (manœuvres navales américaines en Méditerranée en vue d'une intervention au Liban ? Rien n'est précisé). Il demande à être reçu seul, sans autre Américain, par François Mitterrand et Jacques Chirac, séparément ou ensemble.

Mardi 2 février 1988

Amnistie ou pas amnistie ? Depuis plusieurs semaines, le gouvernement étudie en secret la possibilité de présenter un amendement qui effacerait les délits de fausses factures à l'occasion du débat sur le financement des activités politiques...

Un agent de la DGSE, Jacques Merrin, est tué à Beyrouth.

François Mitterrand sur Édouard Balladur : Il s'intéresse plus aux nominations qu'aux grands équilibres. Il serait redoutable s'il avait un jour un vrai pouvoir.

Vernon Walters est passé à Paris. Je n'en sais pas plus.

Mercredi 3 février 1988

Avant le Conseil, dans son bureau, François Mitterrand déclare à Jacques Chirac à propos de la communication d'Hervé de Charette sur la réforme du Plan : Après ça, il ne restera rien de la planification. Vous enlevez la dernière pierre de l'œuvre de Jean Monnet.

Jacques Chirac : Non, non, c'est simplement une modernisation.

François Mitterrand : Ces idées ne sont pas surprenantes pour la tradition à laquelle appartient M. de Charette, mais, venant de vous, cela me surprend. Je voulais être sûr que ce projet avait vraiment votre accord. De toute manière, le gouvernement est libre. Ce projet ne viendra pas en discussion au Parlement. [Et, sur le ton le plus aimable, il conclut :] Tout cela se réglera plus tard.

En Conseil, après la communication d'Hervé de Charette, le Président dit : J'en ai parlé avec le Premier ministre, c'est un projet de loi bien tardif. Il risque de mettre à bas une construction dont on connaît les limites, mais aussi les avantages. Et, sous les rires de tout le Conseil, il termine en appelant Hervé de Charette monsieur le ministre de l'ex-Planification.

Jacques Chirac intervient pour faire part au Conseil de son indignation devant le comportement de la Commission de Bruxelles sur l'Office des marques : J'ai retiré la candidature de Paris au profit de celle de Strasbourg, mais la Commission a monté dans notre dos une opération, je dois le dire, à l'unanimité [c'est-à-dire y compris les deux commissaires français, Jacques Delors et Claude Cheysson]. Il y a eu une short list, comme on dit de plus en plus en ces instances irresponsables, où Strasbourg ne figurait pas.

Après le Conseil, François Mitterrand s'entretient longuement et aimablement avec Hervé de Charette des problèmes de la Nièvre, dont ce dernier est député. Charette a suffisamment d'élégance pour ne pas en vouloir au Président de ses piques fréquentes en Conseil.

Vu Sylva Ostry, le sherpa canadien, venue explorer les enjeux du prochain Sommet de Toronto en juin. Elle n'a aucun doute : François Mitterrand

y assistera.

Jack Lang me demande d'appeler France Gall et Guy Béart, qui participent l'un et l'autre à la grande émission de Patrick Sabatier, lundi prochain, pour qu'ils parlent de François Mitterrand.

Jeudi 4 février 1988

Schneider lance une OPA sur Télémécanique : première grande bataille en vue de reconstruire un groupe majeur autour d'une entreprise qui fut exsangue.

Marie-France Garaud sur Raymond Barre, à Jean-Louis Bianco : Il s'est mis en tête qu'il était une sorte d'héritier spirituel du général de Gaulle (le besoin du père), mais c'est un petit prof et il n'a pas le courage physique des affrontements et des ruptures. Il n'est pas capable de se passionner pour l'action politique, comme Jacques Chirac ou François Mitterrand, et il est très conservateur, rétrograde. Il se voudrait à Londres, mais il est à Vichy. Sur Valéry Giscard d'Estaing : Valéry Giscard d'Estaing, chasseur et cobra, a sans doute laissé croire au Président qu'il était prêt à être son Premier ministre, mais il sait que c'est une tâche beaucoup trop redoutable pour lui.

Vendredi 5 février 1988

Déjeuner de François Mitterrand avec le Chancelier d'Autriche, Franz Vranitzky, qui a succédé, après un intérim houleux, à Bruno Kreisky.

Le Président dresse ce tableau de l'Europe : Les relations franco-allemandes sont très positives. Mais, quand même, il reste un petit coin d'horizon sombre : c'est qu'en matière économique et monétaire la RFA, qui a retrouvé sa puissance, a tendance à refuser de la partager.

La Grande-Bretagne, visiblement, est entrée à reculons dans la Communauté. Elle joue constamment le rôle de frein.

L'Italie est très intégrationniste en principe, mais très confonniste en pratique. Pour elle, en matière de défense, tout doit se faire dans le cadre d'une Alliance sans imagination, avec la hiérarchie telle qu'elle est, ce que nous ne pouvons accepter.

La perspective du Grand Marché en 1992-1993 est très ambitieuse, sans doute même dangereuse. Mais on ne peut pas faire une grande Histoire sans une grande ambition.

Puis François Mitterrand fait le récit de la conférence de Luxembourg de 1985, au cours de laquelle a été décidé l'Acte Unique : A trois minutes de la fin, l'échec paraissait certain en raison de l'opposition des Britanniques et des Danois. Jacques Delors est intervenu une ultime fois pour que l'accord se fasse. J'ai argumenté dans le même sens, et Kohl aussi. La France et la RFA ont dit que si cela ne se faisait pas à Douze, nous le ferions à moins. Mme Thatcher a alors demandé une suspension de séance et, au retour, elle a donné son accord.

En réalité, la scène fut moins dramatique et la discussion s'étala sur plusieurs heures...

Lundi 8 février 1988

Raymond Barre annonce à Lyon sa candidature à l'élection présidentielle.

Mikhaïl Gorbatchev déclare que le retrait des soldats soviétiques d'Afghanistan débutera le 15 mai et durera dix mois.

La campagne électorale se met en place. Querelle entre les politiques et les publicitaires : les politiques voudraient un programme, les publicitaires veulent des images. Les premiers veulent un projet pour chaque catégorie de citoyens, les seconds veulent que le Président ne se commette pas à faire des promesses, mais qu'il survole la France et ne quitte pas son statut de Président. Dieu est au-dessus du lot commun..., dira même un inspiré. Ils souhaitent que sa déclaration de candidature prenne un tour solennel, depuis son bureau présidentiel. François Mitterrand laisse dire. Il a son idée. Il demande de nombreuses fiches sur tous les sujets à Jean-Louis Bianco et à moi. Hervé Hannoun abat un travail considérable. Il aura été à l'Élysée le pivot de la bataille de la cohabitation. Il a su conserver un inégalable réseau d'information.

Départ du Président pour la Réunion.

Mardi 9 février 1988

En fin de discours à Saint-Benoît-de-la-Réunion, François Mitterrand : Je vous quitterai avec un peu plus de force en moi-même pour avoir retrouvé l'élan que je ressens, l'élan qui vous habite. Parce que, pour réussir, il faut y croire. Et le vouloir. Vous le voulez ? — Oui ! répond la foule. — Alors, conclut le Président, j'attends la suite le cœur en paix.

La télévision locale sabote le compte rendu du voyage présidentiel. Contrairement à ce qu'il avait fait pour le voyage de Jacques Chirac, le patronat local n'a pas accordé de jour chômé.

Omar Bongo, président du Gabon, adresse une facture de 1 600 000 francs pour le séjour à Libreville des réfugiés politiques iraniens que Charles Pasqua a cru bon d'y expédier avant d'être obligé de revenir sur sa décision.

Mercredi 10 février 1988

Au Conseil des ministres, Yves Galland, ministre délégué chargé des Collectivités, fait un exposé sur la décentralisation. Il conclut : Le gouvernement a fait ce qu'il faut pour que la décentralisation réussisse.

François Mitterrand : C'est un excellent projet que de vouloir que la décentralisation réussisse.

Le Président m'avance encore des arguments contre sa candidature : Est-ce que vous croyez que j'ai envie de mourir à l'Élysée ? Je sais qu'il dit cela par boutade : il est candidat. Tout est en place pour la campagne. Je reste opposé à sa candidature, faute de le sentir habité par un grand projet. La construction européenne ne suffit pas ; il faudrait que s'y ajoute une vraie volonté de s'attaquer aux racines de l'injustice.

Demain, Sommet européen à Bruxelles. Il y sera encore question de la compensation britannique, de l'aide aux régions pauvres, problèmes non réglés la dernière fois. François Mitterrand et Jacques Chirac seront présents. Chirac avoue devant des journalistes que cette réunion européenne l'embarrasse, surtout pour ce qui est des prix agricoles.

François Mitterrand se rendra au Sommet de l'Alliance atlantique dans un mois. Naturellement, Chirac aussi. Cela promet une belle cacophonie sur la seconde et la troisième option zéro.

François Mitterrand choisit Henri Nallet comme trésorier et Pierre Bérégovoy comme directeur de campagne. Il aurait voulu que le PS colle des petites bulles amusantes sur les affiches de Jacques Chirac. Gérard Colé avait proposé : « Cette image qui s'autodétruit dans quarante jours... » « En voilà pour 50 millions de francs... » « L'arnaque, c'est Chirac... », mais le PS ne s'y est pas pris à temps. La bataille entre les publicitaires et le parti se poursuit sans que François Mitterrand veuille trancher. Il écoute tout le monde et ne dit mot. Je ne suis pas un produit dont on fait la publicité, me déclare-t-il lorsque les « communicateurs » ont le dos tourné. Ces gens-là seraient capables de me faire perdre, me confie-t-il lorsque les politiques ont quitté son bureau.

Rencontre entre François Mitterrand et des sénateurs américains à l'Élysée.

Le Président : J'ai discuté avec Gorbatchev de la démocratie. Je lui ai demandé : « Qu'est-ce qui manque le plus chez vous ? » Il m'a répondu : « La démocratie. » Pour moi, démocratie signifie: plus d'initiatives. Il faut créer les conditions pour que le chef de l'État soviétique fasse ce qu'il annonce, pour qu'il ait avantage à aller encore plus loin. De quoi a-t-il besoin ? De durer, pour augmenter le pouvoir d'achat soviétique et réduire le surarmement.

Conseil européen extraordinaire à Bruxelles. Pour parvenir à un compromis, Jacques Delors propose une baisse des prix agricoles au-delà d'une certaine quantité de production. La Grande-Bretagne et les Pays-Bas s'y opposent, mais sont isolés. Margaret Thatcher bloque tout pour obtenir la reconduction de sa compensation budgétaire décidée pour quatre ans à Fontainebleau.

Après une intervention acerbe du Premier ministre britannique, Jacques Chirac s'énerve et lance un sonore Et mes couilles !... Margaret Thatcher demande la traduction. L'interprète bafouille.

Dialogue entre François Mitterrand et Jacques Chirac après la séance :

Jacques Chirac : Alors, monsieur le Président, comment me trouvez-vous, sur les affiches ?

François Mitterrand : Très beau, monsieur le Premier ministre.

Jacques Chirac : N'est-ce pas ?

François Mitterrand : Oui, très beau et très sympathique. Et elles sont nombreuses ! Mais il va falloir que vous leur ressembliez... pendant au moins trois mois !

Vendredi 12 février 1988

Le Conseil européen s'achève sur un compromis boiteux : la Grande-Bretagne obtient la reconduction de sa compensation budgétaire, condition mise à son accord sur le dossier agricole. Les crédits affectés aux fonds structurels destinés aux pays les plus pauvres augmentent de 80 %. Margaret Thatcher reproche à Jacques Chirac de s'entendre contre elle avec Jacques Delors et Helmut Kohl. Celui-ci lui reproche son mauvais caractère.

Lundi 15 février 1988

Vu Michel Rocard qui se prépare à l'après-mai 1988, persuadé que François Mitterrand, réélu, ne le choisira pas comme Premier ministre.

Lionel Jospin vient annoncer à François Mitterrand qu'il démissionnera de son poste de premier secrétaire du Parti socialiste en mai prochain et qu'il compte l'annoncer jeudi prochain au cours de l'émission Questions à domicile, sur TF1. Jospin ne demande rien. Le Président traduit : sans doute espère-t-il une responsabilité gouvernementale importante, peut-être la première ? Il exprime ses regrets : il n'a eu qu'à se féliciter de la manière dont Jospin a accompli sa tâche depuis 1981. Il comprend sa lassitude d'occuper un poste difficile, d'influence plus que de pouvoir. Il avait espéré qu'il continuerait. Mais il accepte le principe de son départ. Il s'interroge seulement sur l'opportunité de laisser Jospin l'annoncer trois mois avant l'élection présidentielle. Je réfléchis, dit-il. Mais il ne rappelle pas Jospin et, du coup, celui-ci se croit autorisé à rendre publique sa décision.

François Mitterrand reçoit fort aimablement Alain Devaquet. Il lui laisse entendre qu'il aimerait, plus tard, travailler avec lui.

Le Président reçoit à leur demande Hubert Curien, Jean Dausset, François Gros, Philippe Kourilsky et Jean-Claude Pecker. Ceux-ci souhaitent lui parler du budget de la Recherche.

François Mitterrand : La première chose que j'ai vue avec Pierre Mauroy, lorsque je l'ai désigné comme Premier ministre, a été le développement des crédits de la Recherche. Il s'agissait de créer un grand mouvement intellectuel qui se communique à toutes les fractions de la population. Le savoir a toujours excité les Français et l'industrie est prête à suivre le mouvement. D'où ma stupéfaction en 1986. Tout à l'heure, j'ai vu Alain Devaquet. Il a été la première victime de cette politique. Il m'a dit : « Quand j'étais ministre, jamais personne du gouvernement ne m'a parlé de la Recherche, sauf pour m'annoncer que mes crédits allaient diminuer. »

Puis il y a eu un revirement politique : le Premier ministre s'est aperçu qu'il était nocif de ne pas servir l'Europe et la science. C'est devenu une préoccupation...

Jean Dausset : ... un drapeau pour certains, une réalité pour d'autres.

François Mitterrand : Pourtant, les enfants se passionnent pour la science, comme on peut le voir avec la science-fiction (...). Faire rentrer ce message dans les têtes : en dix ans, la France aura changé ! (...) Nous devons y veiller dans le domaine de l'instruction, et nous tourner vers ceux qui explorent (...). Vous devez aider à une prise de conscience sur la science ; je ne vous demande pas de vous mêler de politique.

Jean Dausset : A l'INSERM, par exemple, le nombre des chercheurs a faiblement augmenté, mais le nombre des techniciens a décliné...

François Mitterrand : ... A cause de la règle de décroissance des effectifs dans la fonction publique. C'est une règle aveugle, absurde, comparable à la décroissance des effectifs des anciens combattants...

Jean-Claude Pecker : La conséquence, c'est qu'on empêche la mobilité, pour ne pas perdre de postes qui ne seraient remplacés qu'à moitié.

François Mitterrand : François Gros, faites-moi un papier sur ce sujet : éducation, formation des enfants, emploi scientifique, crédits, quelles priorités ?... J'imagine qu'il y a beaucoup de personnes qui rongent leur frein. Il y a beaucoup de passionnés qui étaient contents de ce qu'on faisait sur le plan politique : la communauté scientifique était enthousiaste ; ça se sentait lorsque nous nous déplaçons avec Hubert Curien...

Puis, passant à un autre sujet : Le problème de me représenter ou pas se pose depuis deux mois. Je considère que sept ans, c'est suffisant. Un nouveau septennat ne correspond pas très bien à ma génération. Je n'y avais jamais pensé... Mais laissez-moi redevenir homme politique et vous parler comme tel. Je me rends compte que si je ne suis pas candidat, qui le sera à ma place ? C'est un peu orgueilleux. Mais il y a certaines choses qui excitent mon esprit, en particulier celles dont nous parlons.

Une campagne, c'est une montagne. Je m'essouffle. C'est un problème personnel à résoudre. J'enrage parfois de n'avoir pas les moyens d'exercer l'autorité de ma fonction. Je l'ai exercée plus souvent que ne le dit M. Barre, que j'ai bien écouté hier soir : sur les questions stratégiques et de désarmement, le gouvernement a dû s'incliner. J'avais quelques atouts, s'il avait voulu aller à la crise. Mais je ne peux le faire en matière législative. Le général de Gaulle ne s'en était pas aperçu, mais il a établi une république parlementaire : que se passe-t-il, en effet, si l'Assemblée est défavorable ? Beaucoup de domaines sont du ressort du législatif. Si je me résous — et si ça marche, car la candidature n'est que le premier étage de la fusée, ce n'est que le départ —, je m'attacherai à faire comprendre à l'Assemblée qu'il y a des objectifs nationaux qui doivent

échapper à la querelle politique, qui ressemblent à une ardente obligation — comme l'était le Plan pour le général de Gaulle, mais celle-là s'est bien consumée... C'est une tâche passionnante. Si je me résous à mener cette action, ce sera sur une décision personnelle. Je ne réponds pas à ces innombrables lettres d'organisations qui m'écrivent pour me demander de m'engager sur le premier ou le quatorzième point d'un programme. Mais il y a des priorités : tout commence par le savoir, la maîtrise de la matière. C'est le commencement de tout, et je trouverais excitant de réussir cela.

Mercredi 17 février 1988

Avant le Conseil, Jacques Chirac me dit : Ce Sommet de l'OTAN, c'est honteux, nous sommes convoqués, mais on ne peut faire autrement que d'y aller...

Jacques Chirac, avec un large sourire au Président : Je serai héroïque : jamais je n'attaquerai Barre !

François Mitterrand : Comme je vous comprends ! Vous lui avez mis une nouvelle couche de glu. Maintenant, il est comme un oiseau empêtré.

Décès d'Alain Savary. Le Président fait demander à la famille s'il peut assister aux obsèques. Elle est d'accord.

Jeudi 18 février 1988

Déjeuner avec le Président. Il s'inquiète que Raymond Barre soit encore trop haut. Son adversaire préféré est Jacques Chirac : Fouillez dans son programme. Montrez qu'il ne s'agit que de placer des copains. Il ne dit pas ce qu'il fera lui-même : Ne vous inquiétez pas ; j'écris quelque chose.

Boris Eltsine est « libéré » de son poste de membre suppléant du Bureau politique du PCUS.

Le général de Bénouville vient plaider auprès de moi pour que le Président ne se représente pas : Qu'il parte ! Il aura une place dans l'Histoire. Le moment est venu pour Chirac...

Ibrahim Souss vient me voir. Pour lui, le conflit réapparaît enfin pour ce qu'il a toujours été : un conflit israélo-palestinien. Cette réalité avait été travestie par les Israéliens comme par les Arabes qui avaient intérêt à le présenter comme un conflit israélo-arabe.

Il reconnaît que les intégristes sont assez forts à Gaza, mais estime qu'ils représentent peu de chose en Cisjordanie. De surcroît, dit-il, même intégristes, les Palestiniens ne sont pas chiites et n'ont pas le même goût du martyr ou du suicide. L'OLP pense de plus en plus que les travaillistes israéliens n'ont guère d'avenir sur la scène politique israélienne. D'où leur intérêt, réaliste, pour des contacts avec le Likoud. Il me confirme qu'ltzhak Shamir laisse de jeunes responsables du Likoud avoir des contacts avec des Palestiniens proches de l'OLP. Ces représentants du Likoud commenceraient à envisager un compromis territorial pour de simples raisons de réalisme économique et militaire. Ils ne seraient pas intéressés par une négociation avec la Jordanie : ce pays ne peut ni s'engager pour les Palestiniens, ni garantir quoi que ce soit. Selon lui, ils seraient à la recherche d'un leader palestinien suffisamment solide et inflexible pour se permettre d'assumer un accord avec les Israéliens. Symétriquement, il pense que les Palestiniens auraient presque intérêt à avoir comme interlocuteur, du côté israélien, un leader de droite intransigeant dans le genre d'Ariel Sharon.

Il m'affirme que les Palestiniens ne pourraient pas jouer le jeu des élections dans le cadre du plan d'autonomie prévu par George Shultz ; que, par le passé, ils l'ont déjà fait et que tout cela a mal tourné, avec la déportation, l'assassinat ou la déposition des élus palestiniens.

Sans que je puisse discerner s'il s'agit d'un pronostic ou d'un mot d'ordre, il m'indique que les manifestations vont désormais s'orienter contre les colons, les Palestiniens s'attendant à ce que ceux-ci prennent les armes contre eux.

Lionel Jospin annonce qu'il abandonnera la direction du Parti socialiste après la présidentielle. Ce garçon me déconcerte ; je ne lui ai rien promis, commente François Mitterrand.

Nous travaillons avec le Président sur le programme de Jacques Chirac : Il promet vraiment tout à tout le monde. Hervé Hannoun accomplit un remarquable travail de démolition. François Mitterrand : Les publicitaires veulent que j'annonce ma candidature depuis l'Élysée, que je ne descende pas dans l'arène. Ce serait une faute. Celle que j'ai reprochée en 1981 à Giscard et qui l'a perdu. Un Président doit retrouver l'humilité du candidat, au moins le temps d'une campagne. Mais laissez-les dire, ils verront bien !

Vendredi 19 février 1988

L'inlassable Jack Lang me téléphone : Aurais-tu la gentillesse de ne pas oublier de dire deux mots à Enrico Macias ? Il participe à l'émission Sacrée Soirée, sur TF1 — taux d'écoute: 35 %. Deux mots de lui sur Mitterrand auraient le plus grand impact.

Par ailleurs, poursuit-il, Chirac fait un show pour les jeunes à la Défense, le 23 février prochain. Serait-il possible que Renaud ou France Gall puissent, à cette occasion, dire quelques mots sur « Chirac, les jeunes et la culture ? »

Dans la Drôme, François Mitterrand critique le programme de Jacques Chirac : un Jack pot ! Il a fait son miel des fiches d'Hervé Hannoun...

Nous commençons à travailler sur les thèmes politiques de la campagne. Il ressort des études que l'idée centrale devrait être : 1981 (la justice sociale) + 1986 (le rassemblement) = 1988 (justice + rassemblement). Il faut expliquer qu'en 1986 le Président a évité une crise institutionnelle et que la cohabitation a renforcé l'unité nationale. Contrairement à ce qu'affirme Raymond Barre, cela n'a pas altéré les pouvoirs du Président de la République ; cela a permis à des hommes qui ne se parlaient jamais d'entamer un dialogue. Or la France ne peut réussir sans dialogue.

Cela dispense-t-il le Président d'élaborer un programme ? Assurément non, même si celui-ci ne peut être de même nature que celui de 1981. Beaucoup de réformes ont été accomplies, qui sont aujourd'hui considérées comme des acquis. Finalement, après les avoir critiqués, les candidats de droite promettent de ne pas toucher à la retraite à soixante ans, à la Sécurité sociale, aux services publics, etc.

Difficile de rédiger un tel programme... Surtout quand les publicitaires poussent à ne pas en avoir : Il est au-dessus de ça !... Surtout pas de campagne !... Il n'est pas candidat, il est Président... Il ne doit jamais apparaître comme sollicitant des voix...

Samedi 20 février 1988

Arrestation de cinq membres d'Iparretarrak.

Édouard Balladur me communique un article qu'il fait paraître lundi dans le Wall Street Journal sur les problèmes monétaires internationaux. On peut regretter le court délai avant parution, mais l'article ne contient rien de neuf. Et le geste est assez élégant.

Je m'inquiète de constater que sur l'agenda du Président, plus rien d'important n'est prévu après la fin de février. Je recommande d'aller au Conseil atlantique au début de mars, de réunir le Comité d'éthique sur le sida vers le 15 mars. On pourrait imaginer une journée privée hors de Paris avec Helmut Kohl, une éventuelle rencontre avec Ronald Reagan...

Plus souverain que jamais, il se refuse à faire campagne : pas de meetings, pas de programme...

Dimanche 21 février 1988

Nicole Catala, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, expose, dans une interview au Journal du Dimanche, ce qu'elle va dire au prochain Conseil sur la formation professionnelle.

Lundi 22 février 1988

Vu Édouard Balladur, aimable, attentif, modeste, comme si le sentiment de la défaite annoncée l'avait lavé de ses petites lubies.

A Poindimié, en Nouvelle-Calédonie, un commando du FLNKS prend neuf gendarmes en otages durant quelques heures. La situation se tend dans l'archipel. On peut redouter un incident avant les élections.

Les choses se gâtent. Recevant Renaud Denoix de Saint Marc, François Mitterrand lui déclare à propos du remplacement de Philippe Essig à la SNCF : J'ai dit à M. Chirac ce que j'en pensais. Ce n'est pas très décent de changer le patron de la SNCF à deux mois de la fin du mandat présidentiel.

Puis, à propos des déclarations d'hier de Mme Catala : Ce sont de mauvaises mœurs pour l'État. Denoix de Saint Marc opine. Le Président hésite, puis décide de ne pas retirer la communication sur la formation professionnelle de l'ordre du jour.

Mardi 23 février 1988

Lors de la cérémonie organisée pour les obsèques d'Alain Savary, Jean Lacouture explique que la loi que celui-ci souhaitait faire passer en 1984 sur l'école libre fut retirée parce que la raison d'État l'exigeait.

Au retour, François Mitterrand me dit : Il a raison... Savary était un homme bien, un homme vraiment bien. Il manquait de rayonnement, de capacité de création, mais c'était un homme bien. Il n'y a pas beaucoup d'hommes dont on puisse dire ça. Il a eu le sentiment d'une grave injustice quand il est parti après la crise scolaire, c'est vrai, mais comment pouvais-je faire autrement ? Ce n'était pas la raison d'État, mais c'était, dans l'action publique que j'avais à conduire, la seule solution. D'ailleurs, quand je l'ai emmené avec moi à Saint-Pierre-et-Miquelon, il y a quelques mois, il a été très détendu, très aimable.

Mercredi 24 février 1988

Avant le Conseil, François Mitterrand fait observer à Jacques Chirac : Mme Catala a déjà dit tout ce que le Conseil aura à enregistrer. Je n'ai rien contre Mme Catala, sinon j'aurais exigé le retrait de cette communication. Mais il faudrait quand même, au bout de deux ans, qu'elle apprenne son métier !

Chirac sourit. Il est visiblement ailleurs: candidat à plein temps, Premier ministre en pilotage automatique.

Le Président : En ce qui concerne les armes à très courte portée, je dois vous dire que je suis contre ces armes qui ne servent à rien. Je suis donc pour la troisième option zéro. Mais je ne le dirai pas publiquement, parce que la question que les Américains nous posent revient à vouloir nous faire approuver la modernisation de ces armes. Et ça, au moment où commence un fragile désarmement, c'est idiot. Je m'y opposerai.

Jeudi 25 février 1988

François Mitterrand part pour l'Irlande. C'est la dernière visite d'État du septennat.

Dans l'avion, il me dit : Le mieux qui puisse arriver au candidat de la gauche, c'est qu'entre Chirac et Barre il y ait égalité à l'arrivée. C'est ce qui semble se dessiner... Il faut taper sur la tête de celui qui dépasse !

Je crois Raymond Barre moins dangereux pour la démocratie. J'ai vu pendant deux ans Chirac et sa bande faire des mauvais coups, des coups tordus. Si ces gens-là avaient tout le pouvoir, ils deviendraient sans foi ni loi.

Vendredi 26 février 1988

François Mitterrand au Premier ministre irlandais : J'ai beaucoup de doutes sur l'intérêt d'une modernisation des forces nucléaires à très courte portée. Cela ne sert à rien. Et si on nous convoque au sommet de l'OTAN pour décider cela, je ne l'accepterai pas.

Il répète sa position devant les deux chambres du Parlement irlandais.

Le Président sur Jacques Chirac : Balladur le mène par le bout du nez. Je ne comprends pas comment il tolère cela. Chirac a besoin de quelqu'un à admirer. Il ne fonctionne que comme ça. Il ne faut pas admirer ses collaborateurs, cela finit toujours par leur donner des idées...

Hans-Dietrich Genscher fait une proposition très intéressante sur la Banque centrale européenne : ce sera probablement le thème de discussion le plus important dans la Communauté au cours des mois à venir et au Conseil de juin à Hanovre.

Genscher a très soigneusement préparé ce texte en associant à son élaboration des spécialistes de tous les horizons politiques (en particulier Manfred Lanhstein et Horst Schulmann, anciens secrétaires d'État au ministère des Finances sous le gouvernement Schmidt). Il s'est assuré l'appui de hautes personnalités politiques allemandes, notamment de Franz-Josef Strauss. Genscher a obtenu l'approbation officielle du Chancelier (par la voie de son porte-parole) et celle du Président de la Bundesbank, Karl Otto Pöhl. Stoltenberg, lui, est resté muet. Genscher distribue ce texte à ses collègues ministres des Affaires étrangères.

Il propose de compléter le marché intérieur européen en créant un espace monétaire unique doté d'une Banque centrale : la formation d'un bloc monétaire européen stable viendrait consolider le SME ; il suggère de promouvoir une utilisation beaucoup plus intensive de l'écu dans les secteurs public aussi bien que privé ; il insiste sur la nécessaire autonomie de cette banque centrale vis-à-vis des institutions nationales et communautaires.

Genscher fait une suggestion de méthode : un groupe d'experts, composé de cinq à sept « sages », serait créé par le Conseil européen de Hanovre, avec pour mandat d'élaborer dans un délai d'un an les principes de l'aménagement d'un espace monétaire européen et un statut pour la future Banque centrale. Les membres de ce groupe devraient jouir d'une autorité tant personnelle que politique et être indépendants.

C'est un pas très positif dans la direction que nous avons nous-mêmes souhaitée.

On peut s'interroger sur la composition de ce groupe : faut-il des « sages » indépendants, comme le propose Genscher, ou des experts habilités à négocier, par exemple les directeurs du Trésor ? Si l'on veut progresser, mieux vaudrait des personnalités indépendantes. Les fonctionnaires négocieraient ensuite...

Samedi 27 février 1988

L'état-major de la campagne se met en place. Autour de Pierre Bérégovoy et d'Henri Nallet, Louis Mermaz, Pierre Joxe et André Rousselet (chargé d'assurer le financement) se réunissent régulièrement.

A côté de cette cellule, un petit déjeuner réunit chez Édith Cresson, tous les jeudis matins, Bérégovoy, Dumas, Mermaz, Joxe, Lang et Bianco.

François Mitterrand n'est pas décidé à assister à la réunion organisée à Lille par Pierre Mauroy le 20 mars. Il ne veut pas paraître comme le candidat du Parti socialiste. La date pour l'annonce de la candidature — qui devrait être faite par un communiqué de la Présidence, conformément au souhait de l'équipe chargée de l'« image » — n'est pas encore fixée. On envisage deux possibilités : le 16 mars, date anniversaire des législatives de 1986, ou le 23 mars, soit trente et un jours avant le scrutin, pour reprendre le calendrier du général de Gaulle en 1965.

Cette campagne s'annonce surréaliste. Le Président tient absolument à garder ses distances vis-à-vis de ceux qui prétendent la diriger. Une campagne gagnée d'avance, sans combat, sans projet, sans haine, sans passion, si différente de celle de 1981 et, plus encore, de 1974, la plus belle, la plus rebelle !

Je participe à une réunion des sherpas à La Sapinière, dans la neige, près de Montréal, pour préparer le Sommet de Toronto. Personne ici ne doute de la réélection de François Mitterrand. Ce Sommet se déroulera comme les précédents, à cette différence près qu'il commencera, avant le premier dîner, par une séance restreinte aux seuls chefs d'État et de gouvernement, le 19 juin, pour parler d'éducation, sujet jamais abordé aux Sommets, et qu'il se terminera le 21 par un déjeuner officiel.

Les Américains veulent d'ores et déjà y faire décider que la réunion du GATT, en décembre, servira à décréter une réduction des subventions agricoles.

Les Européens, eux, veulent avancer sur la réforme monétaire internationale.

Pour le reste, je n'ai évidemment lancé aucune proposition, même si je tiens en réserve une idée sur la réduction de la dette de l'Afrique, qui me tient particulièrement à cœur.

La prochaine réunion de sherpas aura lieu à Paris les 19, 20 et 21 mai 1988. Qui représentera alors la France ? Personne ici ne doute que ce sera encore moi.

Lundi 29 février 1988

Étudiant l'ordre du jour du Conseil des ministres avec Renaud Denoix de Saint Marc et voyant annoncée une communication d'un ministre particulièrement bavard, François Mitterrand constate : Il va encore nous faire une homélie !

Le Président, dans une interview à US News and World Report, rédigée avec beaucoup de soin il y a huit jours, réaffirme son opposition à la modernisation des fusées à très courte portée de l'OTAN : Il serait paradoxal et inopportun pour l'OTAN de surarmer, les Allemands supportant mal d'être, sur un territoire bourré d'explosifs nucléaires, la première cible probable d'une guerre nucléaire rapprochée.

Lisant cela, Jacques Chirac bondit et écrit à François Mitterrand afin de protester. Pour lui, les orientations du Président risquent de gêner la modernisation de nos propres forces nucléaires telle qu'elle est prévue dans la loi de programmation militaire adoptée par le Parlement au printemps dernier. Il menace : ce qu'il considère comme un infléchissement de la politique traditionnelle de la France ne peut être décidé à quelques semaines du choix du nouveau Président de la République. Autrement dit, il demande au Président de ne plus s'exprimer sur ces sujets avant les élections !

Jamais, à mon sens, un Premier ministre n'a adressé une lettre pareille à un Président ! On a l'impression qu'elle a été rédigée pour être publiée. Ou pour la postérité ?...

Exaspéré, François Mitterrand commente : Il n'a pas compris. Je n'ai pas pris position en faveur d'une troisième option zéro, mais contre la modernisation des forces à très courte portée. Ce n'est pas pareil ! Je suis opposé à l'accroissement de leur puissance de feu et de leur portée au moment où s'engage un processus encore fragile de désarmement. J'ai déjà eu l'occasion de lui dire que je ne jugeais pas utile de débattre, en l'état actuel des choses, de la troisième option zéro. En revanche, je pense qu'il serait inopportun de moderniser ces armes. C'est tout. C'est simple ! En quoi y a-t-il là infléchissement de la politique de la France ? Les armes nucléaires à moyenne, courte et très courte portée n'entrent que par une certaine faiblesse de raisonnement dans la discussion sur la dissuasion. Il ne faut pas confondre l'essentiel et l'accessoire, les armes de la dissuasion — les nôtres — et celles du champ de bataille — les leurs. Qu'est-ce qu'il veut dire par sa lettre ? Des menaces ?

J'ai dû, par le passé, corriger ses propos et ceux de ses ministres sur l'emploi des armes nucléaires tactiques et sur l'ultime avertissement. Je l'ai convaincu de soutenir la première option zéro, puis la deuxième, dont il ne voulait pas. C'est moi qui préserve la politique traditionnelle de la France, c'est lui qui la remet en cause imprudemment ! S'il y tient, je ne refuserai pas de débattre publiquement sur ce sujet.

Il répond à Chirac par une lettre violente, pleine de rage et de menace. Elle est l'aboutissement de mois de harcèlement.

Jacques Chirac ne proférera plus un mot à ce sujet. En tout cas, à ma connaissance.

Dans la presse, Jacques Toubon : N'attendez pas de moi que je dise ce que M. Mitterrand a dit en 1981 : « En un an, nous allons créer un million d'emplois. »

Le Président s'inquiète et nous interroge : Ai-je fait des promesses excessives sur l'emploi en 1981 ?

Enquête faite, au cours d'un entretien télévisé du 7 mai 1981 avec Anne Sinclair, il a dit : Le plan que j'ai développé pendant la campagne présidentielle suppose que je serai en mesure de faire recruter, soit sur le plan public, soit sur le plan privé, un million, vous entendez, un million de jeunes dans l'année qui vient.

Or cet engagement a été à peu près tenu : il s'agissait bien de « recrutements », non de « créations d'emplois ». Et, depuis 1981, il y a eu chaque année en France de 3 à 4 millions de recrutements destinés à remplacer des salariés partant à la retraite ou à augmenter les effectifs des entreprises et des administrations. En particulier, environ 850 000 jeunes ont été recrutés chaque année entre 1981 et 1986. (Le chômage des jeunes a d'ailleurs progressé beaucoup moins vite entre 1981 et 1986 qu'entre 1974 et 1980).

Le 5 mai 1981, dans le face-à-face qui l'opposait à Valéry Giscard d'Estaing, il a dit : Si votre politique continue, nous aurons au moins 2,5 millions de chômeurs en France en 1985. En mars 1986, nous en avons dénombré 2 467 000.

Dans l'émission Cartes sur table, en mars 1981, puis au cours d'un déplacement dans la région Rhône-Alpes, en avril, le Président a cité le chiffre d'environ 1 million d'emplois, susceptibles d'être créés à terme par la réduction à trente-cinq heures de la durée du travail : A la question : combien cela va coûter ? que l'on m'a posée, j'aurais dû répondre : combien cela va rapporter ? Nous disons 950 000 emplois.

Valéry Giscard d'Estaing avait déclaré à L'Express, le 28 mars 1981 : Compte tenu de l'importance du programme que je propose, c'est 1 million d'emplois environ qui pourront être offerts avant 1985 aux Français, et notamment aux jeunes.

Lisant cela, François Mitterrand me dit : Je ne rédigerai pas de programme. Il faut que je trouve une autre façon de m'exprimer et de dire mes priorités aux Français.

Jacques Chirac passe devant Raymond Barre dans les sondages.

D'après ce que nous croyons savoir, une réunion discrète s'est tenue autour de Jacques Chirac, à Matignon, avec André Giraud, Jean-Bernard Raimond et Édouard Balladur : le Premier ministre doit-il toujours se rendre avec le Président au sommet de l'OTAN, à Bruxelles, après les déclarations du Président en Irlande et son interview à l'hebdomadaire US News and World Report ? Giraud est contre : il a très mal pris les propos présidentiels. Chirac, lui, hésite. Édouard Balladur convainc le Premier ministre de faire le voyage, comme prévu : Les Français ne comprendraient pas votre absence, même si nos arguments sont bons sur le fond, et Raymond Barre en ferait des gorges chaudes.

Vu, avec Michel Charasse, plusieurs membres du corps préfectoral qui, tous, pronostiquent un effondrement de Raymond Barre devant l'extraordinaire machine que le RPR est en train de mettre en branle.

Mardi 1^{er} mars 1988

François Mitterrand me confie qu'il va rédiger une Lettre à tous les Français au lieu de publier un programme détaillé. Je pense que l'idée est de lui.

Mercredi 2 mars 1988

Sommet de l'Alliance atlantique à Bruxelles.

Les chefs d'État et de gouvernement des seize pays membres de l'OTAN approuvent d'abord l'ouverture de négociations sur le désarmement conventionnel en Europe. Le communiqué est discuté. Le seul point controversé concerne la dernière phrase, à la fin du paragraphe 5 : Il s'agit d'une stratégie de dissuasion fondée sur une combinaison appropriée de forces nucléaires et conventionnelles adéquates et efficaces. Les Anglais tiennent à ajouter les mots : « qui seront maintenues à niveau » (« up to date »). Toute l'affaire tourne autour de cet « up to date » dont Margaret Thatcher ne veut personnellement pas démordre. Les Allemands et les Italiens refusent avec la même obstination. Derrière cette querelle de mots se cache le vrai débat sur la modernisation des Lance. La discussion se poursuit longuement par un stérile échange d'arguments : le ministre britannique des Affaires étrangères, Sir Geoffrey Howe, rappelle que l'expression litigieuse a été acceptée unanimement dans le document sur la maîtrise des armements conventionnels ; ses partenaires lui opposent avec autant de bonnes raisons qu'il n'est pas nécessaire d'ajouter un sixième adjectif à ceux qui figurent déjà au paragraphe 5 (adéquates et efficaces) et au paragraphe 6 (opérationnelles, crédibles, efficaces).

George Shultz proteste vivement : le mot « modernisation », appliqué aux armes nucléaires, est en train de devenir tabou en Europe ; on s'en inquiète aux États-Unis, particulièrement au Sénat. Que serait-ce si celui d'« updating » devait le devenir à son tour ? Au cours de son séjour à Washington, le Chancelier Kohl a d'ailleurs utilisé ce mot. Il suggère donc un compromis consistant à amender le membre de phrase britannique en y ajoutant les mots « as necessary » ; cela deviendrait donc : maintenues à niveau, si nécessaire.

Le front antibritannique est ébranlé. Jean-Bernard Raimond se range du côté britannique. Le Président s'y oppose, mais il faut encore une longue discussion pour arriver à une solution agréée : « which will continue to be kept up to date where necessary » (qui ajoute : « là où c'est nécessaire »). Margaret Thatcher a le mot auquel elle tenait. Mais les Français, les Belges et les Néerlandais soulignent qu'à leurs yeux l'expression « where necessary » signifie que les modernisations éventuelles feront l'objet d'une décision au cas par cas.

François Mitterrand, en séance, improvise un nouveau concept : Je ne suis pas contre le principe de la modernisation, qui n'est pas urgente, mais il faut d'abord tenter de négocier avec les Russes sur le conventionnel en leur disant : « Si vous n'acceptez pas dans les deux ans de réduire le nombre de vos chars, de vos avions et de vos soldats, alors on modernisera les Lance. » Il propose ainsi une nouvelle double décision : si on ne désarme pas dans le conventionnel dans les deux ans, nous moderniserons nos armes nucléaires à courte portée.

Jeudi 3 mars 1988

Le Président turc, Turgut Ozal, fait justement remarquer qu'il est, dans cette salle, le seul lien avec le monde musulman.

Jacques Chirac, lui, ne dit mot.

Quand vient l'approbation du communiqué, François Mitterrand : Je suis solidaire de ce texte. Avec Gorbatchev, nous avons un partenaire qui, dans la fidélité théorique au modèle léniniste, est porté à assumer le changement. Leur choix d'avenir dépend des nôtres. Il faut de la force et de la souplesse. À Paris, Gorbatchev m'a dit : « L'Afghanistan est une erreur de notre direction. » C'est une ouverture indéniable. Mais Gorbatchev n'est pas Gandhi...

Commentant les résultats du Sommet pour la presse, le Président met en garde l'Alliance : Il ne faut pas confondre vigilance et méfiance permanente. Si l'on ne désarme pas, on surarme.

Interrogé par des journalistes, il fait l'éloge de la cohabitation, triomphe, selon lui, de la stabilité présidentielle sur l'instabilité parlementaire.

Vendredi 4 mars 1988

A propos de la campagne, François Mitterrand me dit : Il faut s'adapter au terrain. On verra après.

Sur Michel Rocard : Il est comme un rat de laboratoire. Il prend les coups et ne s'abrite pas.

Ce matin, avant le Conseil des ministres, Alain Carignon, toujours aussi amical, me dit qu'à sa grande surprise, dans l'Isère où il est traditionnellement en tête, Barre s'effondre et perd des soutiens. Pour lui, il est déjà passé derrière Chirac. Enfin, de très nombreuses sources soulignent combien le député du Rhône est ennuyeux en meeting.

Par ailleurs, un journaliste me raconte qu'à France-Inter, ce matin, des ordres ont été ouvertement donnés pour ne pas citer le nom de Raymond Barre à l'antenne ! Faut-il croire ces rumeurs de censure ? Des ordres, en tout cas, inapplicables.

François Mitterrand inaugure la magnifique pyramide de l'architecte américain Ieoh Ming Pei dans la cour du Louvre. Édouard Balladur, qui se tient dans son bureau, refuse de participer à la cérémonie. Inutile mesquinerie.

Samedi 5 mars 1988

Dans Choses vues, à la date du 24 décembre 1848, je découvre ce récit d'un dîner à l'Élysée, le premier de Louis Napoléon, tout juste élu premier Président de la 1^{re} République, tentant de rallier à lui les intellectuels méfiants, et d'abord le plus grand d'entre eux. D'après la description que Victor Hugo en donne, je constate que le bureau que j'occupe était alors la salle à manger de Louis Napoléon !

C'était une pièce carrée, lambrissée dans le goût Empire, à boiseries blanches. Aux murs, des gravures et des tableaux du choix le plus misérable, entre autres la Marie Stuart écoutant Rizzio du peintre Ducis. Autour de la salle, un buffet. Au milieu, une table longue arrondie aux deux extrémités, où siégeaient une quinzaine de convives.

Ce passage d'une étonnante modernité :

Nous parlâmes de la presse. Je lui conseillai de la respecter profondément, et de faire à côté une presse de l'État. « L'État sans journal, au milieu des journaux, lui dis-je, se bomant à faire du gouvernement pendant qu'on fait de la publicité et de la polémique, ressemble aux chevaliers du XIV^e siècle qui s'obstinaient à se battre à l'arme blanche contre les canons à feu ; ils étaient toujours battus. Je vous accorde que c'était noble, vous m'accorderez que c'était bête... »

Et cet autre :

Et, tout en m'en allant, je songeais. Je songeais à cet emménagement brusque, à cette étiquette essayée, à ce mélange de bourgeois, de républicain et d'impérial, à cette surface d'une chose profonde qu'on appelle aujourd'hui le Président de la République, à l'entourage, à la personne, à tout l'accident. Ce n'est pas une des moindres curiosités et un des faits les moins caractéristiques de la situation que cet homme auquel on peut dire, et on dit en même temps et de tous les côtés à la fois : Prince, Attesse, Monsieur, Monseigneur et Citoyen.

Tout ce qui passe en ce moment met pêle-mêle sa marque sur ce personnage à toutes fins.

Rien de plus ne serait à dire d'aujourd'hui.

Dimanche 6 mars 1988

La candidate CDS devance le secrétaire d'État au Tourisme, investi par l'UDF, dans l'élection partielle de Lille-Ouest.

Lundi 7 mars 1988

Au cours du déjeuner de Marly qui réunit maintenant tous les lundis Pierre Bérégovoy, Jack Lang, Édith Cresson, Louis Mermaz, Roland Dumas, Pierre Joxe et Jean-Louis Bianco, François Mitterrand lit quelques bribes d'une Lettre aux Français qu'il vient de commencer à rédiger, en particulier le début sur la cohabitation en politique étrangère et le récit de sa visite à une école d'enfants immigrés.

Dans l'après-midi, François Mitterrand m'appelle dans son bureau. Il me prend à témoin : La presse, comme à son habitude, dénonce la « présidentialisation » du système. Mais ce n'est pas moi qui ai dépouillé le Parlement de ses prérogatives, c'est de Gaulle ! Il lui a ôté le droit de fixer son ordre du jour, l'initiative des lois et des sessions extraordinaires. Il l'a privé de tout droit, même de regard en matière internationale, et de la possibilité d'amender le budget. La procédure du vote bloqué, c'est lui. Toutes les lois importantes, tous les choix fondamentaux ont été acquis en contraignant le Parlement. Ainsi donc, quand c'était lui, c'était bien. Et quand c'est moi — qui ménage bien plus les élus —, c'est la dérive monarchique !

Mardi 8 mars 1988

François Mitterrand travaille à sa Lettre aux Français. Seul. Pas de rendez-vous.

Mercredi 9 mars 1988

François Mitterrand fait observer à Jacques Chirac qu'Hervé de Charette a annoncé à la télévision les dispositions décidées pour les salaires et les retraites dans la fonction publique (augmentation de 1 %) avant le Conseil des ministres.

Jacques Chirac : Il y avait une obligation d'annoncer avant, mais je ne sais plus laquelle.

Chirac se tourne vers Renaud Denoix de Saint Marc, espérant qu'il va voler à son secours, mais celui-ci a un geste évasif signifiant qu'il ne voit pas à quoi le Premier ministre fait allusion.

François Mitterrand, sur un ton on ne peut plus aimable : Vous voulez vraiment que le Conseil des ministres ne serve à rien ?

Chirac précise au Président qu'en fin de Conseil il dira un mot du terrorisme corse.

Au Conseil, l'exposé de François Léotard sur la rénovation de Versailles est très longuement paraphrasé par Jacques Chirac.

François Mitterrand : C'est vrai que Versailles a été longtemps abandonné. Les travaux ont été relancés en 1982. C'est une initiative très heureuse. Ce grand projet devra, comme les autres, être mené à son terme.

Sur l'Éducation nationale, après deux exposés également ennuyeux de René Monory et Jacques Valade, Jacques Chirac lit une note. François Mitterrand, qui bavarde avec ses voisins, lance d'un ton enjoué à la fin de cette lecture : Parfait !

Il s'apprête à lever la séance, puis se ravise, et, s'adressant à Jacques Chirac : Ah, c'est vrai, vous avez encore quelque chose à me... à nous dire ?

Le Premier ministre entame un couplet sur le terrorisme corse : Il faut tout mettre en œuvre, je dis bien tout mettre en œuvre..., etc.

François Mitterrand reprend la parole : Il faut que les forces de sécurité sachent qu'elles ont avec elles la solidarité de la nation.

Philippe Mestre déclare aux journalistes que si Jacques Chirac est élu Président de la République, il n'obtiendra pas le soutien automatique de l'UDF.

Jacques Barrot et Pierre Méhaignerie tiennent les mêmes propos.

Vu Michel Camdessus. Il pense que les Américains, après avoir longtemps refusé, seraient maintenant tentés d'accepter une augmentation des DTS. Celle-ci reconstituerait les réserves de change des pays endettés et des pays en voie de développement, et pourrait aider à freiner la baisse du dollar.

Il me dit que Karl Otto Pöhl, gouverneur de la Bundesbank, dans des conversations privées, estime que le ministre allemand des Finances, Stoltenberg, est hostile à tout mouvement ; que l'Allemagne doit relancer son économie et que ses excédents en balance des paiements sont trop importants ; mais que la position de Stoltenberg restera toujours aussi figée et que nos demandes ont de grandes chances de se heurter à un refus.

D'après les prévisions du FMI, le taux de chômage en France sera en 1992 de 13,9 % (le FMI prévoit une croissance de 1,6 % par an). Pendant la même période, en Allemagne, la croissance serait de 1,7 %, mais le taux de chômage n'augmenterait pas, car la population allemande vieillit davantage que la nôtre.

Selon lui, pour éviter une telle dégradation de la situation de l'emploi, il faudra réagir vite après l'élection présidentielle ; le nouveau

gouvernement français devra remettre les pendules à l'heure entre le franc et la deutsche mark et procéder très rapidement à une réévaluation de neuf points du mark par rapport au franc. Il estime que l'Allemagne acceptera de réévaluer si on la menace de laisser flotter le franc pendant un certain temps. Il faudra évidemment accompagner la dévaluation du franc d'une politique économique rigoureuse sur les salaires et le budget.

Faudra-t-il donc entamer le second septennat comme François Mitterrand avait refusé de commencer le premier ?

Judi 10 mars 1988

Le deutsche mark gagne plusieurs fractions face au franc français, s'échangeant entre banques à 3,4115 contre 3,3990 au cours officiel (fixing) de 13 h 30 à Paris. Une heure plus tard, la parité est revenue aux alentours de 3,40.

Le ministère de l'Économie et des Finances estime qu'il n'y a pas de brutal décrochage du franc, mais seulement de légères fluctuations à l'intérieur du SME. Les parités du franc sont bonnes et le marché est équilibré.

Vendredi 11 mars 1988

Vu Jean-Claude Trichet, nouveau directeur du Trésor. Il se confirme que le mouvement sur le franc, hier, était lié à l'action d'une entreprise (ou d'une banque) française sur le marché de Francfort pour un montant dépassant 1 milliard de dollars (certaines sources disent 2). Mais, d'après l'AFP, au ministère des Finances, ce matin, on liait ce mouvement à l'éventuelle candidature de François Mitterrand ! La Banque de France n'a pas défendu la monnaie (elle n'a sorti que 100 millions de dollars).

Le gouvernement est évidemment obsédé par un objectif : ne pas laisser filer les réserves de devises. Le niveau de ces réserves est aujourd'hui inférieur de 25 milliards de francs à ce qu'il était en mars 1986. Beau bilan ! Or, il serait désastreux pour le gouvernement que ce chiffre se dégrade davantage : on pourrait alors dire que le remboursement de la dette publique extérieure de la France, dont il se vante tant (pour un montant de 39 milliards), n'a été acquis qu'en vendant nos actifs en devises, tout comme celui de la dette publique interne n'a été acquis qu'en vendant nos actifs industriels...

Lundi 14 mars 1988

Rencontre entre François Mitterrand et Helmut Kohl à Durbach, en RFA. Accueil du Président par le maire et un groupe folklorique. Déjeuner avec M. Spaeth. Des élections régionales auront lieu dans six jours. La CDU de Spaeth n'est pas certaine de conserver la majorité. Cela explique pourquoi Helmut Kohl a souhaité que le déjeuner ait lieu là.

Le Chancelier est préoccupé par les négociations de la CSCE à Vienne. Il a le sentiment que les travaux stagnent. Si la réunion n'aboutit pas avant l'été, la campagne électorale américaine risque de repousser les négociations conventionnelles d'un an, plaçant le gouvernement de la RFA en situation difficile avant les élections législatives.

Les Allemands craignent qu'une trop grande exigence française dans le domaine des droits de l'homme ne conduise à un blocage de la négociation. Ils préfèrent qu'on fasse porter l'essentiel de l'effort sur le débat relatif à la coopération économique avec l'Est plutôt que sur la question des droits de l'homme.

François Mitterrand : C'est vraiment cette année qu'il faut un accord, maintenant... ou dans les années qui viennent, en tout cas avant la fin du siècle.

En ce qui concerne le problème des armes chimiques et conventionnelles, j'ai proposé une double décision : soit il y aura désarmement conventionnel, soit nous moderniserons les armes à courte portée dans un délai de deux ans, par exemple. Cette modernisation n'est pas un problème urgent. Il faut négocier avant la modernisation, sinon on risque de reculer.

Helmut Kohl : Mon problème est de ne pas théoriser. Je veux aller assez vite, le plus vite possible, vers un désarmement conventionnel ; c'est nécessaire politiquement pour moi.

Le Chancelier aborde quatre questions : le renouvellement de Jacques Delors à la présidence de la Commission pour deux ans encore ; la proposition de Hans-Dietrich Genscher sur la Banque centrale européenne ; les relations de la Communauté avec les pays de l'Est ; l'accélération des travaux sur le marché intérieur.

Jacques Delors et le Chancelier se sont vus mercredi 9 mars au Parlement européen, à Strasbourg. Le Chancelier a dit à Delors son souhait de le voir rester à la tête de la Commission. La décision devra être prise au Conseil de Hanovre (en décembre). Le Chancelier n'a plus envie de favoriser la candidature de Martin Bangeman, qui provoquerait des rivalités internes en RFA. Il avait été pourtant entendu, à Fontainebleau, que Jacques Delors céderait sa place à Bangeman au bout de deux ans...

Retour à Paris. Examinant avec Renaud Denoix de Saint Marc l'ordre du jour du Conseil des ministres et constatant que plusieurs communications ont pour objet de dresser des bilans d'autosatisfaction, François Mitterrand remarque : Il ne faut pas transformer le Conseil des ministres en officine de propagande. Remarquez, personne ne s'y intéresse. La dernière fois, sur l'Éducation, on a eu Monory, Valade et le Premier ministre ; cela faisait quand même beaucoup. Si cela continue, je serai conduit à refuser l'inscription à l'ordre du jour du Conseil des ministres.

Le Président s'amuse de voir le candidat Chirac user de l'enceinte fermée du Conseil comme d'un préau d'école.

Mardi 15 mars 1988

Deux conseillers de Helmut Kohl, Horst Teltschik et Joachim Bitterlich, viennent me voir d'urgence à Paris.

Le Chancelier souhaite une initiative commune avec le Président, à Dublin, en juin, sur l'union politique. Curieux qu'il n'en ait pas du tout parlé hier...

Mercredi 16 mars 1988

Avant le Conseil, le Président reproche à Jacques Chirac les propos de Jacques Toubon, porte-parole du RPR, qui a annoncé hier le contenu de la déclaration qu'Édouard Balladur doit faire aujourd'hui au Conseil. Si ce ne sont même plus les ministres eux-mêmes qui se livrent à des indiscretions sur le contenu du prochain Conseil !...

Toujours avant le Conseil, Jean-Louis Bianco a un entretien avec Alain Carignon. Ce dernier affirme qu'il sera parfaitement loyal à l'égard de Jacques Chirac jusqu'au 8 mai, mais que lui-même et un certain nombre de ses amis sont prêts à gouverner avec François Mitterrand et à refaire l'opération des « quarante-trois ».

Le Président me dit : En 1974, j'aurais été élu s'il n'y avait pas eu les votes par correspondance et les votes des Français à l'étranger. J'ai toujours regretté de n'avoir pas gagné alors. C'était le moment, et tout aurait été différent.

La Lettre aux Français avance. François Mitterrand a fait venir Michel Rocard pour lui demander quelques idées. Il en profite pour lire les propositions du Parti socialiste, qu'il trouve remarquables.

Je vois longuement Michel Rocard après qu'il a quitté le bureau du Président. Il me dit : En 1981, j'étais en désaccord avec François Mitterrand. Aujourd'hui, je me sens en complicité avec lui. Si l'on me propose Matignon, j'accepterai. Matignon avec l'Éducation, si possible. Mais en aucun cas l'Éducation sans Matignon.

Il ajoute : Qu'on le veuille ou non, il y a une très forte probabilité pour que je préside un jour ce pays... J'ai plutôt envie d'être le numéro un officieux du PS et le numéro deux ou trois « légal » ; je souhaite avoir une influence sur le fond de ce parti, sans le diriger directement.

Enfin : J'ai déjà fait autant pour le socialisme que Jaurès.

Le Président a décidé : il y aura très peu de passages à la télévision et à la radio. Ce sera une campagne lisse, sans présence. Il n'y aura pratiquement aucun lien entre l'Élysée et l'état-major de campagne, qui ne proposera aucun argumentaire. La Lettre aux Français ne sera pas envoyée aux électeurs, mais publiée dans la presse. Le PS a préparé quatre meetings avant le premier tour : le premier à Rennes, le 8 avril, suivi par trois autres à Montpellier, Lyon et Paris.

Entre les deux tours, François Mitterrand ira à Lille et à Toulouse. La seule chose qu'il faudra préparer sérieusement, c'est le débat télévisé avec Jacques Chirac, point fort de la campagne.

Finalement, le Président refuse de présenter sa candidature depuis l'Élysée. Il ira au journal télévisé. Il a décliné la proposition de Gérard Colé qui avait « réservé » pour lui le Questions à domicile d'Anne Sinclair pour le jeudi 24.

Jeudi 17 mars 1988

François Mitterrand reçoit à déjeuner les leaders des mouvements étudiants : Isabelle Thomas, Marc Rosenblatt, Christophe Cambadélis, Philippe Darriulat, Bernard Stora et Jean-Loup Salzman.

François Mitterrand: Lorsque Chirac dit : « Il n'y aura pas de cohabitation », c'est qu'il est déjà en train de dire ce qu'il fera quand il sera battu.

La gauche n'arrive au pouvoir que lorsqu'il y a une crise, lorsque la droite a échoué. Elle est porteuse d'une formidable espérance culturelle et sociale, alors qu'il lui faut d'abord gérer. C'est ce qui nous est arrivé en 1981, et qui nous a fait beaucoup de tort.

La première chose que m'a annoncée Pierre Mauroy en mai 1981, c'est : « Il n'y a plus de réserves et le gouverneur de la Banque de France me dit qu'il faut dévaluer. » C'est à cause de moi que Pierre Mauroy se trouve aujourd'hui encore dans une situation difficile devant l'opinion. Il voulait faire de la rigueur plus tôt. Je lui ai dit qu'on ne pouvait pas décevoir l'espérance, qu'il fallait aller à l'extrême limite de ce que l'on pouvait faire, jusqu'au bord du gouffre. C'est ce qu'il a fait, et après, nous avons redressé les choses. En cinq ans, nous avons réalisé 91 des 110 propositions.

On donne de moi l'image d'un politicien opportuniste. Si j'étais opportuniste, je n'aurais pas passé vingt-quatre ans dans l'opposition...

A propos d'une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale après sa réélection : Ce qui est difficile, c'est que c'est un peu un coup de poker. Or moi, je joue aux échecs, pas au poker. Il faut faire ce que l'on sait faire. C'est pourquoi, d'ailleurs, je suis souvent long à me décider, et mes collaborateurs en souffrent. Mais, une fois que j'ai décidé, je vais tout droit.

Le Président interroge chacun de ses invités sur ses activités. Il est intéressé par la thèse que prépare Darriulat sur un activiste républicain de la Monarchie de Juillet. Après avoir écouté les uns et les autres, il conclut : Au fond, nous avons tous de la chance, car nous faisons tous ce qui nous plaît. Le vrai prolétariat, c'est d'user sa vie sur des actes qui déplaisent.

Il dit encore : J'ai besoin de vous, je compte sur vous pour la campagne. Deux d'entre vous auront des postes officiels dans l'équipe. Vous participerez à toutes les décisions...

Vous savez, j'ai pris sept ans de plus. A vrai dire, ceux qui m'entourent ont pris sept ans de plus aussi; pour certains, c'est sept ans de trop ! On parlait des barons du gaullisme, il y a maintenant des barons du socialisme. Beaucoup dépend de votre génération. A mon âge, il y a des choses qu'on ne sent plus, qu'on ne sait plus traduire.

Dans Le Monde d'aujourd'hui, Édouard Balladur se déclare partisan d'une fusion RPR-UDF dans un grand mouvement de la liberté. L'UDF hurle !

Samedi 19 mars 1988

François Mitterrand rencontre Felipe Gonzalez en Andalousie.

Dans l'avion qui le ramène de Séville, le Président me confie : Barre n'est pas encore battu, Chirac occupe le terrain ; il bouge beaucoup, mais, dans le débat sérieux, il sera moins bon. Il est possible que Barre remonte. Ce serait un adversaire autrement sérieux.

Dimanche 20 mars 1988

Grand meeting Johnny Hallyday-Jacques Chirac à l'hippodrome de Vincennes : 60 000 personnes. Le Premier ministre appelle au combat contre le socialisme.

Lundi 21 mars 1988

Examinant l'ordre du jour du Conseil des ministres avec Renaud Denoix de Saint Marc et découvrant une décision sur la Sécurité sociale à Saint-Pierre-et-Miquelon, François Mitterrand demande au secrétaire général du gouvernement : Est-ce que cela fait partie de la grande distribution ?

On parle beaucoup à Paris du retour prochain de nos otages retenus au Liban. Je suppose que Jacques Chirac tient le Président informé, mais celui-ci n'en parle à personne.

François Mitterrand se prononcera demain. Pourquoi ai-je le sentiment d'une hésitation de dernière minute ? Il me parle longuement de son âge : Ils diront que je suis vieux... et ce n'est pas faux !

Mardi 22 mars 1988

François Mitterrand a tranché : ce sera sur Antenne 2, et ce soir.

Il est tendu, irritable.

Il disparaît tout l'après-midi avec Roger-Patrice Pelat.

A 18 heures, il remet six décorations. Parmi les promus : Claude Lanzmann, Rudolf Noureev, Étienne Mannac'h, ancien ambassadeur en Chine. Aussi brillant qu'à l'ordinaire, le Président apparaît détendu, et même badin. À l'un de ses collaborateurs qui, nerveux, consulte sans cesse sa

montre, il lance : Vous savez, tout est encore possible ! Donnez-moi une seule bonne raison de me présenter... Et, voyant l'interpellé rester bouche ouverte, il conclut : Vous voyez bien...

A 20 heures, François Mitterrand annonce sa candidature à la Présidence de la République au journal télévisé d'Antenne 2 :

Je veux que la France soit unie, et elle ne le sera pas si elle est prise en main par des esprits intolérants, par des partis qui veulent tout, par des clans et par des bandes qui exercent leur domination sur le pays au risque de déchirer le tissu social et d'empêcher la cohésion sociale.

Mercredi 23 mars 1988

Je communique à François Mitterrand le contenu d'une chronique de Philippe Alexandre, pronostiquant un violent affrontement entre le Président et Jacques Chirac avant le Conseil des ministres de ce matin.

Avant le Conseil, Jacques Chirac, crispé, déclare au Président : Vos propos d'hier soir ont été injurieux à mon égard.

François Mitterrand : Depuis deux ans, vos actes ont parfois été injurieux à mon égard.

Jacques Chirac : Je ne peux accepter d'être traité de chef de clan.

François Mitterrand : Je ne peux admettre que vous cherchiez à monter des affaires contre moi.

J'apprends qu'après avoir lu le compte rendu de sa chronique, François Mitterrand a téléphoné à Philippe Alexandre. Je ne sais ce qu'il lui a dit.

Le Conseil des ministres ne me donne pas le sentiment de devoir tourner au drame. Il a toutes les apparences d'un Conseil normal.

André Santini évoque la promotion de Duvauchelle, relieur d'art, en précisant : C'est le meilleur de France. François Mitterrand lâche simplement : Cela se discute.

Placements à la veille d'élections... Le Conseil nomme deux préfets hors cadre : Jean Colonna, conseiller de Jacques Chirac, et Jean Glavany, chef de cabinet de François Mitterrand.

Hervé de Charette achève son exposé sur le Plan par cette affirmation : Il ne faut plus que ce soit un pensum technocratique. François Mitterrand : D'accord sur le pensum...

On lève la séance.

Après le Conseil, François Mitterrand retient Édouard Balladur et Pierre Méhaignerie. Le ton est aimable.

Pierre-André Wiltzer, directeur de cabinet de Raymond Barre, rencontre en grand secret Jean-Louis Bianco. Il lui demande de réfléchir à la possibilité de lancer une offensive conjointe pour contrer les manoeuvres du RPR dans le domaine des sondages.

Mouhajer est libéré. L'avocat de Fouad Ali Saleh contre-attaque : le juge Boulouque avait rejeté une demande de mise en liberté de Mouhajer remontant au 22 janvier dernier. Pourquoi le libérer seulement maintenant si le dossier était vide à l'époque? Et, s'il ne l'était pas, pourquoi le libère-t-on aujourd'hui ?

Judi 24 mars 1988

Déjeuner avec Pierre Mauroy. Il est confiant, rassurant. Il m'explique qu'après les élections, il souhaite remplacer Lionel Jospin à la direction du parti.

Vendredi 25 mars 1988

Selon la SOFRES, 61 % des Français approuvent la candidature de François Mitterrand, mais 47 % jugent infondées ses craintes pour la paix civile. Sur Europe 1, le Président précise pourtant ses attaques contre le RPR, qui mène une tentative de mainmise sur l'État à travers les moyens de communication, la justice, l'argent, les « noyaux durs » dans les privatisations.

Samedi 26 mars 1988

A l'issue de sa rencontre avec Jacques Chirac, Raymond Barre affirme que leur entretien s'est déroulé dans le climat le plus amical qui soit. On me rapporte le dialogue suivant :

Jacques Chirac : Vous êtes distancé, soyez beau joueur, on peut encore gagner. Mais, si vous continuez à taper alternativement sur Mitterrand et sur moi, nous avons perdu.

Raymond Barre : Vous avez usé de moyens inconvenants à mon égard.

Jacques Chirac : C'est le jeu politique.

Raymond Barre : Vous avez l'argent, beaucoup d'argent. Vous avez le pouvoir, tout le pouvoir. Nous, nous avons notre honneur. Je ne me sacrifierai pas.

Lundi 28 mars 1988

Comme chaque lundi matin, golf avec François Mitterrand : Barre semble irrémédiablement distancé. Il paie sa tranquillité, sa naïveté, sa prétention. Quand on a le RPR à ses côtés, il faut se mouvoir toujours le dos au mur, histoire d'éviter les coups de poignard...

Chasser l'État RPR est décidément le principal moteur de sa candidature.

Puis il change de sujet et me parle de l'Ecclésiaste, qu'il relit ces jours-ci : C'est le livre des livres. C'est fou, c'est magnifique ! Tout y est, y compris la justification de l'incroyance. C'est un livre qui pourrait remplacer tous les autres. Du moins pour qui ne croit pas que le scepticisme soit un péché...

Mardi 29 mars 1988

Raymond Barre présente son Projet pour la France, dont il évalue le coût à 130 milliards de francs sur cinq à sept ans.

Mercredi 30 mars 1988

Le ton employé par François Mitterrand pour annoncer sa candidature semble avoir refroidi les centristes : Il a fermé les portes, me dit un ministre CDS avant le Conseil ; s'il mène une campagne aussi dure, il nous sera difficile, ensuite, d'envisager une forme de cohabitation avec lui.

Un autre : On veut bien se laisser violer, mais il faut y mettre les formes.

Toute l'essence du centrisme en ces quelques mots...

Déjeuner avec Bernard Pivot. Rarement rencontré dans le monde des médias un homme aussi sincèrement désintéressé et aussi peu intoxiqué par la fréquentation du pouvoir.

Visite chez les libraires. François Mitterrand est en grande forme : Pendant deux ans à l'œuvre; il y a parmi eux des voyous ! Leur principal souci a été de placer leurs hommes et d'éliminer les autres, leurs prétendus alliés de l'UDF... S'il le faut, je démontrerai, documents à l'appui, que l'accaparement de l'État par le RPR n'est pas une lubie, mais une politique suivie méthodiquement.

Mort d'Edgar Faure à soixante-dix-neuf ans. François Mitterrand en est attristé. Il a toujours apprécié cet homme, l'un des rares à le tutoyer. C'était l'un des plus doués de notre génération, me dit-il. Il me raconte que, quelques jours après son intronisation, en mai 1981, Edgar Faure est venu le voir à l'Élysée. Il a fait le tour de son bureau et lui a dit dans un soupir : Tu vois,

François, c'est moi qui devrais être ici, à ta place. Il aurait fallu que j'aie, comme toi, le courage et la patience de supporter une aussi longue traversée du désert. Mais être éloigné si longtemps du pouvoir, c'était au-dessus de mes forces... Finalement, c'est justice que tu y sois parvenu, et pas moi.

Judi 31 mars 1988

Déjeuner avec Alain Devaquet : Il y a déjà beaucoup de RPR qui vont voter pour Barre. Je suis RPR, mais je souhaite que François Mitterrand soit candidat et soit élu.

Sur la crise de l'Université, qui lui a coûté son poste : L'objectif de Monory était de faire preuve d'autorité. Celui de Chirac, de mouiller Monory. Quant à Ballardur, il s'est révélé incapable de prendre une décision.

Personne, semble-t-il, n'a trouvé quoi que ce soit à redire aux propos de Jacques Chirac sur TF1, hier. Si, comme il le dit, les socialistes sont par nature des gens qui accaparent l'État, ce sont donc des gens qui, par nature, doivent être tenus à l'écart du pouvoir. On retrouve là, ouvertement, la théorie de la plus vieille droite, celle qui, depuis le XIX^e siècle au moins, considère que certains doivent, par nature, être exclus de toute responsabilité, et d'autres doivent, par nature, les exercer.

François Mitterrand : Ceci prouve qu'il est plus important de bien finir que de bien commencer.

Ce soir, à Questions à domicile, François Mitterrand répond sur le ton de l'évidence, qu'il est, bien sûr, resté socialiste. Gérard Colé est effondré.

Au téléphone, le Président me rappelle ces conversations que nous avons eues, durant l'hiver, lorsque je cherchais des arguments pour le dissuader de se représenter : Alors, Jacques, vous croyez encore que si je suis réélu, je serai chassé par les chiens ?

Je persiste à penser que tout cela ne se terminera pas bien.

Vendredi 1^{er} avril 1988

François Mitterrand est à Latché, Raymond Barre à Saint-Jean-Cap-Ferrat, Jacques Chirac à Saint-Martin, et Lionel Jospin en Grèce ! La campagne électorale bat son plein...

Le Président achève la rédaction de sa Lettre aux Français. Il y trouve un plaisir plus littéraire que politique. Il adore le secret dont il s'entoure. Aucun de ses collaborateurs n'a encore vu le texte. Nous n'en connaissons que ce que ses questions en laissent deviner.

Samedi 2 avril 1988

On me rapporte un des mille gags qui émaillent la vie quotidienne de l'« antenne présidentielle ». Inscrite d'autorité sur la liste des responsables de la campagne, l'athlète Monique Éwange-Épée n'est pas prévenue et ne peut l'être : elle est en stage d'équipe de France jusqu'à la mi-avril et ne dispose pas d'un numéro de téléphone où on puisse la joindre !

Lundi 4 avril 1988

François Mitterrand convoque Hubert Védrine, Hervé Hannoun et Jean-Louis Bianco à Latché. C'est une course contre la montre. Il faut boucler dans la journée le comité national de soutien, rédiger la profession de foi dont la version initiale est de Pierre Bérégovoy. Vers 22 heures, bien que le texte ne soit pas tout à fait achevé, il envoie l'essentiel de sa Lettre aux Français en télécopie à Gérard Colé pour qu'il puisse la faire calibrer par Jacques Séguéla, qui, la nuit prochaine, va l'imprimer en grand secret.

Pendant ce temps, l'« antenne de campagne » dite franco-russe (c'est dans cette avenue du VII^e arrondissement qu'elle gîte) se dispute avec Solferino et avec l'équipe élyséenne. Trois stratégies, trois cents ambitions...

Mardi 5 avril 1988

A l'Élysée, François Mitterrand achève de relire la conclusion de sa Lettre aux Français. La Lettre à tous les Français, ajoute-t-il au dernier moment, veut être une réflexion sur la France et son avenir, et non pas un programme, qui est l'affaire des partis.

Il est 2 heures du matin. Il glisse dans la conclusion ce qu'il appelle la voiture-balai, c'est-à-dire tous les problèmes qu'il n'a pas traités avant : la famille, la jeunesse, la culture, l'environnement, les droits de l'homme.

Nous allons à Issy-les-Moulineaux, chez Jacques Séguéla, pour vérifier la composition du texte et relire les intertitres jusqu'à 3 heures du matin. Le Président a du mal à lâcher son texte. (Ce qui ne l'empêchera pas de se réveiller à 6 heures du matin pour vérifier qu'une correction a bien été faite : Il faut dire : troisième millénaire, pas second !) Fatigué, mais en grande forme intellectuelle...

Dans la soirée, Michel Charasse a apporté au Conseil constitutionnel la profession de foi du candidat Mitterrand, que Jean-Louis Bianco venait de mettre au point. Elle a été refusée : sur sa photo, le Président arborait la rosette rouge sur fond or de la Légion d'honneur et portait une cravate bleue rayée de blanc : bleu-blanc-rouge, les trois couleurs interdites par la loi !... Les conseillers ont exigé que le rouge de la rosette soit caché. Appelé au téléphone, le Président a refusé qu'on transforme sa Légion d'honneur en Étoile noire du Bénin ! Finalement, c'est la cravate qui a perdu son filet blanc. Ouf !

Mercredi 6 avril 1988

François Mitterrand passe ce matin sur RTL. Déjà, depuis plusieurs jours, la presse s'interroge sur l'absence du candidat Mitterrand. Les journalistes se racontent, ironiques, les jugements définitifs des conseillers en communication qui estiment — et le disent — que le Président est déjà Président et qu'il ne peut se confondre avec les autres. Dieu ne fait pas les marchés, répète ainsi Gérard Colé aux dirigeants socialistes qui réclament leur porte-drapeau sur le terrain.

- Votre campagne a un style très particulier, note Philippe Alexandre. Êtes-vous influencé par vos conseillers en communication ?

- Pas tant que ça, rétorque François Mitterrand, un peu vexé. Vous savez, ce sont des gadgets. Moi, je suis un pro...

La Lettre aux Français est tirée à deux millions d'exemplaires. Elle ne peut être adressée à tous les Français. Un tel envoi aurait coûté 60 millions de francs. Mais vingt-trois quotidiens de province et deux nationaux vont la publier sous forme d'encart publicitaire.

Magnanime, François Mitterrand rend visite ce matin à l'équipe de l'avenue Franco-Russe. Il secoue son monde : Vous développez des idées molles sur un ton dur, je préférerais l'inverse. Réveillez-vous ! Attaquez la droite !

Vendredi 8 avril 1988

Petit déjeuner de presse à l'Élysée. A Alain Duhamel, qui a qualifié, ce matin même, sur Europe 1, sa Lettre de rose très pâle, le Président réplique : Lorsque je préfaçais les programmes socialistes, vous hurliez tous au révolutionnaire irresponsable. Aujourd'hui que j'ai adouci mon trait, vous m'accusez d'avoir trahi. Vous n'êtes pas logique. Mais cherchez-vous à l'être ? Puis, longuement, il se justifie : Il est faux de dire que j'ai changé. Mes convictions sont les mêmes. Mais j'ai appris que la réalité résistait à la volonté politique. Voyez : en 1982, nous avons nationalisé le crédit. Eh bien, à quoi cela nous a-t-il servi ? Nous n'avons pas eu un gramme de pouvoir en plus pour autant...

J'entends cela et je me dis : c'est vraiment ce qu'il pense. Il ne croit plus possible de réformer ce pays. Ça ne va pas être facile...

Les gens du centre (Pierre Méhaignerie, Jacques Barrot, Bernard Stasi) me pressent de convaincre le Président de ne pas dissoudre après sa réélection, d'attendre au moins octobre et de voir venir. Jean-Louis Bianco se voit déjà ministre et rêve d'empêcher la dissolution. Il reçoit les centristes, qui souhaitent tous le retour à la proportionnelle.

Michel Charasse relate une démarche de Jacques Vergès (via Michel Sainte-Marie et Michel Gabaude), se prétendant à même de négocier le retour des trois derniers otages retenus au Liban. François Mitterrand : Cette conversation est indigne ! Il s'agit d'un piège pour que l'on puisse dire que l'Élysée travaille dans le dos du gouvernement. Par conséquent, il faut couper tout contact et bien dire que nous ne voulons en aucune manière interférer avec le gouvernement.

Premier meeting de la campagne de François Mitterrand à Rennes : La France unie ne le sera que si elle est la France du mouvement et qu'elle choisisse d'être juste, d'être celle qui écarte les privilèges, qui refuse les exclusions, qui s'attaque aux inégalités sociales...

Samedi 9 avril 1988

Jean-Louis Bianco remet à François Mitterrand le texte du pamphlet que certains font répandre contre Raymond Barre. Bianco le communique également à Pierre Steinmetz, conseiller de Barre.

Lundi 11 avril 1988

Pierre Steinmetz téléphone à Jean-Louis Bianco : M. Barre a été très sensible à vos informations. Il remercie vivement le Président de la République et il me charge de vous dire que sa campagne demeurera au niveau où il l'a située. Il constate un certain nombre de convergences avec le Président.

Déjeuner avec Laurent Fabius. Nous parlons du parti et des présidentielles de 1995.

Nous n'avons pas de réponse de Maurice Ulrich au sujet du refus du ministère de la Défense de continuer à payer, comme c'est la règle, les déplacements du Président.

Jean-Louis Bianco téléphone à Maurice Ulrich pour protester sur un autre point : Jacques Valade a interdit à M. Marbach, président de La Villette, de louer la Grande Halle au comité de soutien de François Mitterrand, alors que Jacques Chirac a le Zénith à sa disposition quand il veut.

Jacques Chirac assigne le Président en référé pour usage du drapeau tricolore dans ses meetings.

Mardi 12 avril 1988

François Mitterrand prend très au sérieux certains sondages qui le donnent à la baisse. Sa réaction est tonitruante. Il convoque les socialistes de l'« antenne de campagne », et d'abord Pierre Bérégovoy, Lionel Jospin et Laurent Fabius : Ça ne va pas, il faut vous bouger ! Chaque jour on m'insulte, et cela reste sans réaction de votre part. Je n'ai qu'une chose à vous dire : rien n'est acquis, battez-vous !

Pierre Bérégovoy : Les journaux [télévisés] ne reprennent pas nos réactions.

François Mitterrand, très sec : Moi, quand je parle, ça passe. Le problème est donc de votre côté.

En fait, et le Président le sait, le problème n'est pas que là. Les enquêtes détaillées prouvent que les électeurs sont désorientés par l'absence de campagne du candidat de gauche. Sa « hauteur », sur laquelle veille jalousement Colé, est ressentie comme de l'indifférence, voire du mépris.

Même s'il ne le reconnaît pas, François Mitterrand en est conscient. Tout à coup, son emploi du temps, vide jusque-là, se remplit. Il ira à la rencontre des jeunes, des scientifiques, etc.

A 16 heures, François Mitterrand débarque à son QG de campagne, avenue Franco-Russe. Le candidat, de très méchante humeur, est venu réveiller ses troupes : Que se passe-t-il ? Dans les médias, on n'entend que la droite ! Ma Lettre aux Français est publiée depuis une semaine et personne ne l'a encore reçue. Pourquoi les militants socialistes ne la distribuent-ils pas ? Où est votre argumentaire ? Allons, notez...

Dociles, papier et crayon en main, tous prennent note des instructions :

- Chirac est un agité : exemples...
- Chirac est un homme sous influence : les preuves...
- Chirac n'est pas un homme d'État : voici pourquoi...

Pour le second tour, Michel Durafour publiera un article dans Le Monde appelant à voter pour François Mitterrand. On attend les mêmes soutiens de la part de Pierre Sudreau, député-maire de Blois, et de Jacques Pelletier.

Jean-Louis Bianco reçoit un coup de téléphone de Pierre Steinmetz. Raymond Barre lui a confié : J'aurais aimé avoir écrit le passage sur la Nouvelle-Calédonie de la Lettre aux Français.

Mercredi 13 avril 1988

Au Conseil des ministres, François Mitterrand intervient à propos du risque d'exécution de prisonniers en Afrique du Sud.

Il refuse le mouvement de magistrats réclamé par Jacques Chirac et la nomination immédiate d'un successeur à la présidence du Comité du bicentenaire de 1789, également demandée par le Premier ministre.

François Mitterrand : Balladur a compris qu'ils ont perdu. Il devient très amical. Je pense qu'il quittera la politique. Ce n'est pas fait pour lui. Je le reverrai dans ce cas avec plaisir.

Une dépêche de l'AFP souligne une baisse de quatre points de François Mitterrand dans le sondage IPSOS, mais cette baisse est constatée par rapport à un sondage datant de plusieurs mois, alors que par rapport au dernier la baisse est très faible (un point).

Nous avons une note de Michel Brulé, directeur de BVA, à l'intention de Jacques Chirac, sur Comment attaquer François Mitterrand. La stratégie du Premier ministre est entièrement inspirée de ce texte.

Aux dirigeants socialistes qu'il réunit au Pouilly-Reuilly, un restaurant du Pré-Saint-Gervais, François Mitterrand : Arrêtez de vous morfondre, essayez d'exister! Qui a dit qu'il ne doit pas y avoir de banderoles du PS dans la campagne ?

Lionel Jospin, acerbe : Les responsables de la communication à l'Élysée.

Tout le problème de cette campagne est là : une équipe de communication qui ne veut pas que le PS s'approprie le candidat ; une opinion qui attend qu'on l'enthousiasme ; un Président qui se sait réélu et ne trouve comme sujet de controverse avec la droite que le vote des étrangers...

Ravis d'avoir — fût-ce au prix de sa colère — retrouvé un candidat décidé à faire campagne, les socialistes démarrent. La Lettre sera diffusée à trois millions d'exemplaires, les tracts, les affiches — sur lesquels le poing et la rose réapparaissent — fleurissent.

Incroyable ! grince avec humour Pierre Joxe. On se croirait en campagne électorale !

Colé et Pilhan font la tête...

Dans Le Monde, Jean-Yves Lhomeau écrit : Il ne reste plus qu'à attendre que M. Mitterrand prononce le mot « socialisme ». Même « gauche » suffirait à faire sensation...

Jeudi 14 avril 1988

Petit déjeuner de presse à l'Élysée. Le Président, qui a senti le vent tourner, a déployé le grand jeu de la séduction pour la quinzaine d'éditorialistes réunis dans un des salons du rez-de-chaussée. Il fait un temps admirable et François Mitterrand est d'humeur enjouée. Il rentre d'une rencontre matinale organisée par Julien Dray et Isabelle Thomas avec les étudiants de Villetaneuse, là où a commencé le mouvement de contestation du projet Devaquet.

Le Président a ravi son auditoire : Le rôle du Président de la République n'est pas de caresser l'opinion publique dans le sens du poil. Un chef de l'État doit faire progresser la conscience collective.

À propos du droit de vote des émigrés : Je veux convaincre, j'y mettrai le temps qu'il faudra.

Sur son âge : Ils disent que je suis vieux. Ce n'est pas faux. Mais j'ai rencontré beaucoup de jeunes crétins dans ma vie et je sais une chose : on a l'âge de son projet...

Aux journalistes qui ont noté que la campagne s'animait, le Président répond : J'ai changé de rythme, pas de stratégie. En réalité, il vient de donner satisfaction aux politiques contre les communicateurs.

François Mitterrand jubile : Certains sondages me donnent 36 %, d'autres 38 %. BVA dit 34 %... comme les Renseignements généraux. Tiens, vous avez remarqué, BVA et les RG, c'est la même chose ! Ce matin, Danielle m'a dit : « François, tu as entendu la radio ? 34 %, ce n'est pas bon. » Je lui ai répondu : « Si, c'est bon. Ça mobilise ! Vive BVA ! Vivent les RG ! »

Je rapporte au Président que ce qu'il dit sur le droit de vote des étrangers fait réagir. C'est le seul sujet sur lequel les députés socialistes se plaignent au téléphone.

Jean-Luc Parodi vient commenter un sondage excellent (38 % au premier tour, 54 % au second) : Le seul danger que je sens monter, et qui est très grave, est celui du droit de vote des immigrés. Je ne comprends pas pourquoi le Président en parle. Il n'y a là aucune demande sociale ; toute la droite, le centre et l'essentiel de la gauche sont contre. En parler, même avec nuance, permet à Chirac de dire que François Mitterrand va le faire et qu'il se masque pour l'instant. Quoi qu'on pense sur le fond, si l'on veut éviter que les 3 % qui feront l'élection se polarisent sur cette question, il est urgent de revenir au texte même de la Lettre, et d'exclure cette mesure du discours du candidat, comme elle est exclue de son programme. Ce n'est pas comme la peine de mort ; là, le sujet est loin d'être mûr. On peut défendre les immigrés sans aller jusque-là. Il ajoute : Il faut parler pour l'Histoire, sans donner prise aux caricatures. Il y a là un sujet de vie quotidienne qui peut faire des ravages gigantesques et très rapides.

D'abord, il conviendrait de dire « vote des étrangers », ce serait moins dévalorisant. Le Président refuse — comme certains le lui recommandent — de ne plus en parler. Mais il en parlera moins.

Mikhaïl Gorbatchev a respecté sa parole : l'accord sur le retrait militaire soviétique d'Afghanistan est signé à Genève par les ministres des Affaires étrangères de l'Afghanistan, du Pakistan, de l'URSS et des États-Unis, en présence du secrétaire général de l'ONU. Les 115 000 soldats soviétiques quitteront l'Afghanistan en neuf mois à partir du 15 mai. Mais la résistance afghane rejette cet accord et annonce qu'elle poursuivra le combat jusqu'au renversement du régime de Kaboul.

Mis en cause par la presse pour avoir conservé son traitement au groupe Hersant, Michel Droit se met en congé de la CNCL.

Un chalutier français est arraisonné par les Canadiens dans leurs eaux territoriales. Les quatre élus de Saint-Pierre-et-Miquelon étaient à bord. Ils sont incarcérés à Terre-Neuve.

Une frégate américaine, le Samuel B. Roberts, est endommagée dans le Golfe.

Vendredi 15 avril 1988

Déjeuner avec mon ami José Cordoba, ce polytechnicien français devenu depuis trois mois secrétaire général de la Présidence de la République... à Mexico. Je l'emmène au meeting du candidat à Lyon. Conversation dans le TGV avec le groupe « Louis Trio », qui fait la première partie du meeting. Guy Bedos, qui a pour tâche de faire patienter les 25 000 personnes qui attendent François Mitterrand, a une formule grinçante mais qui résume bien cette campagne : Un militant socialiste m'a dit : « Moi, j'ai toujours voté Mitterrand les yeux fermés. Cette fois-ci, en plus, je me bouche les oreilles ! »

Dîner après le discours. Cela ressemble à tout, sauf à une campagne électorale. Je songe à Coluche, qui m'avait accompagné, à Lille, à un meeting de la campagne des législatives de 1986. Le rebelle n'est plus là. La rébellion s'en est allée avec lui...

Samedi 16 avril 1988

Cela a été décidé à la dernière minute et en dépit du veto formel de Gérard Colé : C'est une opération débile et qui sera contre-productive. François Mitterrand se rend en fin de matinée à Créteil pour rendre visite aux jeunes de Sports-Études. Il se taille un franc succès en rattrapant au vol un frisbee. Les images au journal du soir sont sympathiques. Le Président plaisante : Et si je ne l'avais pas rattrapé, qu'est-ce que j'aurais entendu !... Les communicateurs boudent ostensiblement.

Lundi 18 avril 1988

Convaincus que les mines repêchées et détruites à proximité de l'endroit où leur frégate, le Samuel B. Roberts, a été endommagée jeudi sont d'origine iranienne, les États-Unis mènent des actions de représailles contre les installations pétrolières iraniennes en utilisant des bâtiments de surface sous couverture des appareils du porte-avions Enterprise. Deux plates-formes pétrolières iraniennes (Sassan et Siri Delta) sont ainsi mises hors service, un patrouilleur lance-missiles (Joshand) et quatre vedettes rapides sont détruits, deux frégates (Sahand et Sabalan) gravement endommagées. Du côté américain, outre les avaries de la frégate Samuel B. Roberts, un hélicoptère Cobra est porté manquant, une plate-forme pétrolière est partiellement détruite, et un remorqueur civil (Willy Tide) touché. En outre, les vedettes rapides iraniennes attaquent deux pétroliers, le York Marine britannique et l'Omnium Pride chypriote.

Le groupe aéronaval français est en patrouille dans sa zone habituelle en mer d'Arabie. Le groupe antimines se trouve à Colombo (Loire et Andromède) et à Djibouti (Cantho). La corvette Jean de Vienne est à Abu Dhabi, où elle va être rejointe par l'avis-escorte Doudard de Lagrée, en provenance de Fudjeirah (Émirats arabes unis, golfe d'Oman). Trois pétroliers français sont en cours de chargement dans des ports de Bahreïn, d'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis. Deux barges remorquées appartenant à une compagnie française sont en attente de départ à Sharjah (Émirats arabes unis) vers Bombay. La plate-forme Total, voisine de celle de Sassan, est exploitée en partie par du personnel français ; elle appartient aux Émirats arabes unis et est défendue militairement par les forces armées des Émirats.

Il faut protéger tout cela.

François Mitterrand reçoit — enfin ! — son comité national de soutien au musée des Arts décoratifs, seule salle disponible au dernier moment. Pour raisons de sécurité, n'y tiennent que 750 personnes. Hélas, 2 000 invitations ont été lancées, et il y a plusieurs centaines de resquilleurs. C'est l'émeute, le service d'ordre est sur les dents, ça râle et ça s'évanouit de partout. Le Président a une heure et demie de retard. Il fait un excellent discours et ne se rend compte de rien.

Mardi 19 avril 1988

Promenade Mitterrand-Rocard, sous une pluie battante, sur les pentes du pic Saint-Loup, dans les Cévennes. La photo dit tout sur les rapports entre les deux hommes... Ce qu'elle ne dit pas, en revanche, c'est la raison de cette balade saugrenue. Le Président a voulu ainsi « faire un geste » vis-à-vis de Rocard, qu'il venait de priver d'intervention sur France-Inter. En effet, il avait refusé toutes les émissions. Mais comme il a, voici peu, décidé d'être finalement présent, ceux qui auraient été désignés pour débattre à sa place à France-Inter, RTL et Europe 1, sont priés de s'effacer...

La découverte par le Jean de Vienne de nouvelles mines à une cinquantaine de kilomètres de l'endroit où a été touchée la frégate américaine Samuel B. Roberts, et sur la route du trafic commercial, entraîne le rappel du groupe antimines vers le port de Fudjeirah (Émirats arabes unis), qu'il devrait rallier d'ici à quelques jours. On décide aussi la suspension provisoire de la surveillance du trafic commercial dans le Golfe, ce qui devrait entraîner de facto un retard de l'appareillage des trois pétroliers et des deux barges. Maintien d'une équipe réduite sur la plate-forme Total, sous protection militaire des Émirats arabes unis.

Treize dragueurs de six nationalités différentes (six américains, trois britanniques, un italien, un belge, deux néerlandais) sont en train de draguer le champ de mines découvert le 14 avril. Cinq mines du type de celles mouillées par les Iraniens en septembre 1987 ont déjà été draguées.

Mercredi 20 avril 1988

La situation est calme sur l'ensemble de la zone du Golfe, mais la leçon infligée par la marine américaine peut conduire les Iraniens à des réactions extrêmes, notamment vis-à-vis du trafic maritime non protégé.

Les menaces principales sont les mines en toute zone, les missiles Silkworm dans le détroit d'Ormuz, les vedettes de Pasdarans dans le détroit d'Ormuz et au large des côtes des Émirats arabes unis.

La question est de savoir quand nous reprendrons nos missions de présence dans le Golfe pour pouvoir porter assistance, le cas échéant, à nos navires de commerce. Nous ne pouvons, en effet, rester immobiles : en particulier, les trois pétroliers français doivent sortir du Golfe.

Cent unième Conseil des ministres, le dernier avant le premier tour de l'élection. Jacques Chirac attaque vigoureusement les Canadiens à propos du conflit de la pêche dans les eaux de Saint-Pierre-et-Miquelon : Ils sont incroyables d'agressivité et de stupidité, ils se comportent comme des brigands !

François Mitterrand ne dit mot. Il a manifestement la tête ailleurs. Il considère « ses » ministres les uns après les autres, longuement. Nul ne souhaite croiser son regard, sauf Alain Madelin, souriant, et Philippe Séguin, placide. Le Président a l'air de les défier. Étrange ambiance...

Jeudi 21 avril 1988

Déjeuner avec François Mitterrand. Il y a là Jacques Séguéla, Pierre Bérégovoy, Jean-Louis Bianco et moi. Assez de communication ! lance le Président. Maintenant, je dois faire de la politique ! Bérégovoy approuve.

Auparavant, il a testé sur moi une phrase qu'il compte sûrement utiliser bientôt : Le Premier ministre, que j'ai côtoyé pendant deux ans, sait très bien que ce que dit le candidat RPR est faux.

Il refait devant nous, en détail, l'historique de l'affaire Gordji : Pasqua et Chirac m'ont menti. Ils ont dit en juillet qu'il y avait des preuves contre lui, puis qu'il n'y en avait pas. Tout cela pour obtenir le retour de deux otages. Par ailleurs, on peut s'attendre au retour des trois autres avant les élections. Mais cela ne leur servira à rien.

Jack Lang vient m'adjurer de convaincre le Président de céder à sa nouvelle inspiration : il veut que l'ultime émission de la campagne officielle soit filmée en un lieu symbolique de la France unie, au sommet du mont Beuvray ! Je le convaincs d'écarter cette idée en lui décrivant « le » Plantu dans Le Monde du lendemain, avec un Mitterrand en Gaulois portant un menhir sur le dos ! Bianco : Qui jouera le rôle de César ? Lang renonce... Ce sera la pyramide du Louvre.

Vendredi 22 avril 1988

Vu Vadim Zagladine, le conseiller diplomatique de Mikhaïl Gorbatchev. D'après lui, l'URSS va entamer dès cette année une formidable évolution. Gorbatchev va progressivement placer ses hommes partout et tenter de moderniser l'économie.

Tragédie en Nouvelle-Calédonie : sur l'île d'Ouvéa, attaque d'un poste de gendarmerie par des indépendantistes canaques. Quatre gendarmes sont tués et vingt-sept autres retenus en otages dans une grotte.

A l'Élysée, nous apprenons l'affaire par la presse ; nous n'avons été informés par le gouvernement ni de la prise d'otages, ni de la suite des événements. À la demande du Président, Jean-Louis Bianco adresse une note de protestation à Maurice Ulrich pendant que le général Fleury

proteste auprès du général Norlain, chef d'état-major du Premier ministre. Également à la demande du Président, Roland Dumas attaque violemment Jacques Chirac, qui rejette la responsabilité de cette violence sur la politique menée par les gouvernements socialistes : Nous avons trouvé le territoire en état de guerre civile, prétend-il.

Le Premier ministre, au téléphone, à François Mitterrand : Je pense que vous serez d'accord avec moi, monsieur le Président, pour tenir cette affaire de Nouvelle-Calédonie en dehors du débat électoral. C'est la règle que je compte observer, mais je constate que Roland Dumas vient d'attaquer le gouvernement à ce sujet.

François Mitterrand : Vous oubliez de dire que M. Dumas n'a fait que répondre à M. Pons, qui a mis en cause de façon insultante le Chef de l'État.

Le Figaro publie une photo de François Mitterrand et de Jean-Marie Tjibaou avec cette légende : L'Élysée savait, puisque Jean-Louis Bianco avait reçu une délégation du FLNKS la veille. En fait, Bianco a reçu une délégation des Églises chrétiennes et des droits de l'homme, venue l'alerter sur la gravité de la situation en Nouvelle-Calédonie.

Au Bourget, ce soir, dernier meeting avant le premier tour. Fidèle à la ligne convenue, François Mitterrand n'attaque pas le gouvernement sur sa politique en Nouvelle-Calédonie, alors que Jacques Chirac, de son côté, s'en prend au Président. Le discours de François Mitterrand est l'un des moins bons que je l'aie entendu prononcer depuis vingt ans.

Pour la première fois, il a accepté néanmoins de commencer à parler à 19 h 30, ce qui ravit les journalistes : cela faisait longtemps qu'on le lui demandait, afin d'avoir des images en début de journal télévisé. Mais Gérard Colé et Jacques Pilhan, eux, y étaient opposés : ils voulaient obliger les chaînes de télévision à attendre l'entrée du Président à 20 heures pile et les empêcher ainsi de sélectionner les images et les extraits de son discours. Un brin de parano, peut-être...

François Mitterrand, après son discours : Dimanche, je ferai 35 %.

Samedi 23 avril 1988

Philippe Legorjus, homme de confiance, calme et sérieux, part pour Nouméa avec une cinquantaine d'hommes du GIGN, de l'EPIGN et du GSPR, pour « gérer » la prise d'otages. Gilles Ménage essaie de se tenir informé.

Dimanche 24 avril 1988

Premier tour de l'élection présidentielle. François Mitterrand obtient 34,09 % des suffrages exprimés, suivi par Jacques Chirac avec 19,94 % ; Raymond Barre arrive en troisième position avec 16,54 % ; Jean-Marie Le Pen, candidat du Front national, dépasse de loin, avec ses 14,39 %, le score du PCF (le plus faible de son histoire avec 6,76 % des voix pour André Lajoinie).

A l'annonce des premiers résultats, François Bujon me téléphone : J'ai déjà vu Chirac accuser un coup, mais là, il m'a effrayé : on aurait dit un automate dont on aurait perdu la clé.

Jacques Chirac et Raymond Barre se rencontrent au Sénat. Barre déclare publiquement : Je compte qu'il défendra les objectifs auxquels nous sommes particulièrement attachés : une société ouverte, tolérante, qui refuse la xénophobie, le racisme et tous les extrémismes. Difficile de semer plus d'épines dans un bouquet de roses...

A Matignon, certains entendent le Premier ministre soupirer : C'est fichu. Il faut faire bonne figure et sourire pour essayer de préserver l'avenir.

A 20 h 30, le téléphone sonne dans mon bureau à l'Élysée. Celui qui appelle est un jeune ministre RPR avec qui j'entretiens depuis des années des relations amicales : Ce premier tour est une catastrophe pour nous. Mais, au moins, on va pouvoir maintenant régler son compte à Balladur, qui ne nous a fait faire que des conneries !

A Château-Chinon, problèmes techniques : la déclaration du Président ne peut être retransmise qu'à 22 heures.

A minuit, il passe au quartier général de la campagne. Foule hurlante. Beaucoup de célébrités, peu de militants. 1974 et 1981 me paraissent dater d'un autre siècle. Ce soir, tous exultent, mais qui est heureux ?

A Nouméa, les élections présidentielles et régionales sont boycottées par les indépendantistes. Des affrontements entre gendarmes et militants canaques perturbent le scrutin. Les résultats sont hypothéqués par la multiplication des violences. Et l'affaire d'Ouvéa obscurcit les réjouissances.

Lundi 25 avril 1988

Comme chaque lundi depuis cinq ans, neuf trous de golf avec le Président à Saint-Cloud. Pas un journaliste n'est venu nous troubler. On parle un peu des élections, et beaucoup du printemps qui s'installe. Le Président réussit beaucoup mieux ses approches que d'habitude.

François Mitterrand s'envole pour la Guadeloupe cet après-midi.

Le « débat sur le débat » — celui qui doit avoir lieu à la télévision entre François Mitterrand et Jacques Chirac — mobilise toutes les énergies. Pierre Bérégovoy et Alain Juppé, directeurs de campagne, se rencontrent ce soir en terrain neutre pour préciser les conditions et choisir les journalistes appelés à arbitrer le duel. Seule Michèle Cotta trouve grâce auprès des deux. Chirac récuse successivement Jean Boissonnat, Alain Duhamel, Anne Sinclair et Guillaume Durand. François Mitterrand oppose son veto à Catherine Nay, Patrick Poivre d'Arvor et Paul Amar.

Chirac souhaite que le débat télévisé ait lieu la semaine prochaine, ce qui empêcherait la publication des sondages sur l'émission avant le second tour. Finalement, il accepte la date du 28 avril, soit dans trois jours.

Mardi 26 avril 1988

En Pologne, un mouvement de grève contre la hausse des prix commence à Nowa Huta.

François Mitterrand, dans l'avion qui le ramène des Antilles, apprenant que Jacques Chaban-Delmas a fait des déclarations très favorables à la candidature de Jacques Chirac : Si Chaban soutient Chirac aussi fermement, c'est qu'il sait qu'il a perdu ; sinon, il n'aurait pas pris ce risque. Quand il me verra la prochaine fois, il me fera un clin d'œil, il me tripotera le bras et puis, à l'oreille, il me murmura des félicitations.

Mercredi 27 avril 1988

Cent deuxième et dernier Conseil des ministres de la cohabitation. On s'est battu les flancs pour trouver un ordre du jour.

Juste avant, entretien du Président et du Premier ministre à la veille de leur débat télévisé. Ils restent seuls un petit quart d'heure.

Avant le Conseil, Alain Carignon me dit : On va vers 57 % pour le vainqueur. Le Pen est là pour longtemps, il aura un jour 30 %. Douze députés sont, avec moi, prêts à franchir le pas. Les jeunes ministres ne veulent pas rester dans un RPR dominé par Pasqua, qui ira vers Le Pen. La dissolution sera inutile. On a déjà cent vingt députés de droite, huit sur neuf en Isère, prêts à basculer. Avant ou après la dissolution, nous irons

Peut-être vaut-il mieux le faire après la dissolution, pour que le Président ne soit pas soumis à l'humeur de douze personnes, mais travaille avec des gens réélus. La droite va se diviser durablement. J'ai vu Monory, il a quarante-sept députés avec lui : mais il ne veut absolument ni soutenir, ni participer à un gouvernement avec les socialistes.

Gérard Longuet me dit : Bravo, vous avez magnifiquement réussi ! Il nous faut un Épinay à droite. Nous avons notre Mitterrand, c'est Léotard. Il a beaucoup moins de talent, mais il est beaucoup plus jeune. Il faut qu'on se débarrasse des gens des années 60, ces vieux croulants. Nous n'avons pas de monument historique. Nous serons l'opposition honnête. Pour cela, il nous faut attendre dix-huit mois, que Le Pen se dégonfle. C'est la déroute durable. S'il y a un changement de loi électorale, il y aura soixante députés du Front national.

A la sortie du Conseil, Charles Pasqua lance à Michel Charasse : Les centristes sont dans une belle merde !

Michel Charasse : Toi aussi.

Charles Pasqua : Tu l'as dit !

Et le ministre de l'Intérieur ajoute : On ne peut pas dire que notre politique en Nouvelle-Calédonie soit un franc succès.

Valéry Giscard d'Estaing appelle à voter Chirac. Service minimum.

On nous rapporte un incident très violent, lors d'une réunion des responsables du RPR, entre Charles Pasqua et Édouard Balladur. Comme ce dernier imputait l'échec du premier tour à la politique du ministre de l'Intérieur, trop sécuritaire, trop indulgente envers Le Pen, trop répressive en Nouvelle-Calédonie, Pasqua aurait hurlé, se serait emparé d'une chaise, l'aurait brandie au-dessus de la tête de Balladur, et finalement l'aurait cassée par terre. Cette scène rapportée a-t-elle eu lieu ?

Patrick Devedjian accuse publiquement Jean-Louis Bianco d'avoir reçu à l'Élysée, il y a trois semaines, des dirigeants du FLNKS et de les avoir encouragés.

Le Conseil constitutionnel, saisi par le Président, n'annule les résultats du vote en Nouvelle-Calédonie que dans trois bureaux.

Charles Pasqua accuse l'Élysée de saboter les négociations pour la libération des otages d'Ouvéa.

Jeudi 28 avril 1988

François Mitterrand charge Jean-Louis Bianco de protester contre les déclarations de Charles Pasqua et d'indiquer qu'il considère cette affaire comme un casus belli. Jean-Louis Bianco avertit Maurice Ulrich qu'il va déposer plainte en diffamation contre un lieutenant de Pasqua, Patrick Devedjian, député RPR des Hauts-de-Seine, qui a repris ses accusations et l'a mis en cause, lui, Bianco, en déclarant : Les troubles ont commencé au lendemain de l'audience qu'il a accordée au FLNKS.

Dans l'après-midi qui précède le débat télévisé, François Mitterrand me dit : Si Chirac me parle du terrorisme, je dirai tout sur sa venue dans mon bureau en juillet, quand j'ai compris qu'ils avaient relâché Gordji alors qu'ils avaient des preuves accablantes contre lui.

Telle était en effet la thèse défendue par Charles Pasqua le 2 juillet. Robert Pandraud estimait, lui, qu'il n'y avait pas grand-chose dans le dossier. Jacques Chirac avait hésité entre les deux points de vue. François Mitterrand m'avait prévenu que si Chirac l'accusait de laxisme envers les terroristes, il révélerait la teneur de cet entretien.

A 15 heures, Jacques Chirac appelle François Mitterrand : Sur la Nouvelle-Calédonie, je compte mettre des personnalités en cause.

François Mitterrand : Elles vous feront un procès en diffamation.

François Mitterrand consulte un unique dossier composé de fiches rangées par ordre alphabétique faisant le point sur chaque problème. Il les relit plusieurs fois. Je pense qu'il les connaît par cœur. C'est le seul dossier qu'il emporte au débat.

A leur arrivée sur le plateau, les candidats ont du mal à se serrer la main.

Le débat vient sur l'affaire Gordji :

François Mitterrand : Je suis obligé de dire que je me souviens des conditions dans lesquelles vous avez renvoyé en Iran M. Gordji, après m'avoir expliqué, à moi, dans mon bureau, que son dossier était écrasant et que sa complicité était démontrée dans les assassinats qui avaient ensanglanté Paris à la fin de 1986.

Jacques Chirac : Monsieur Mitterrand, vous dérapez dans la fureur concentrée (...). Je n'ai jamais levé le voile sur une seule conversation que j'ai pu avoir avec un Président de la République (...). Est-ce que vous pouvez dire, en me regardant dans les yeux, que je vous ai dit que nous avions les preuves que Gordji était coupable de complicité ou d'action dans les actes précédents, alors que je vous ai toujours dit que cette affaire était du seul ressort du juge, que je n'avais pas à savoir (...) ce qu'il y avait dans ce dossier (...) ? Pouvez-vous vraiment contester ma version des choses en me regardant dans les yeux ?

François Mitterrand : Dans les yeux, je la conteste. Lorsque Gordji a été arrêté et lorsque s'est déroulée cette affaire du blocus de l'ambassade, avec ses conséquences à Téhéran, c'est parce que le gouvernement nous avait rapporté ce que nous pensions être suffisamment sérieux : comme quoi il était l'un des inspirateurs du terrorisme de la fin 1986.

Un quotidien koweïtien publié à Paris, Al Qabas, annonce sur cinq colonnes à la une qu'Éric Rouleau a versé 10 millions de dollars aux ravisseurs des otages français pour empêcher leur libération avant le deuxième tour de l'élection présidentielle. Et le même quotidien de raconter dans un long article, avec force détails, qu'Éric Rouleau, ancien ambassadeur de France en Tunisie et conseiller de François Mitterrand, avait rencontré à Genève Sadegh Tabatabai [un proche de Khomeyni] pour le convaincre que François Mitterrand serait forcément élu et que l'Iran avait d'autant plus intérêt à ne pas libérer les otages que celui-ci améliorerait les relations franco-iraniennes après sa réélection. Ce chèque de 10 millions de dollars, tiré sur une banque luxembourgeoise, aurait été remis à Beyrouth-Ouest au mouvement libanais Hezbollah (pro-iranien).

Tout cela est entièrement faux. Protestations véhémentes des intéressés. Le journal promet de publier demain des excuses.

Vendredi 29 avril 1988

En première page d'Al Qabas : Après enquête minutieuse menée à Paris par la rédaction d'Al Qabas, nous sommes en mesure d'affirmer que l'information publiée hier dans nos colonnes et selon laquelle Éric Rouleau aurait tenté d'empêcher la libération des otages français est dénuée de tout fondement. Nous sommes en mesure de dire qu'Éric Rouleau n'a jamais rencontré Sami Maroun ni Sadegh Tabatabai, et qu'il ne s'est jamais rendu à Beyrouth à la date que nous avons indiquée. (...) Al Qabas est désolé d'avoir publié une information totalement fallacieuse qui a été répandue par les milieux qui cherchent à nuire et à porter atteinte au Président Mitterrand à quelques jours de l'élection présidentielle. (...) Nous présentons nos excuses à Éric Rouleau pour le préjudice que nous avons pu lui porter, ainsi qu'au Président de la République française, François Mitterrand.

A 13 heures, Jacques Chirac téléphone à François Mitterrand à propos de la Nouvelle-Calédonie : Cette affaire est très grave. Cette provocation n'est pas une simple affaire locale. Il y a des personnalités en cause.

Le Président : Encore ! Ça veut dire quoi ? Allez-y ! De quoi s'agit-il ?

Chirac ne précise pas.

François Mitterrand va déjeuner avec son équipe de l'avenue Franco-Russe. Quelqu'un lui raconte que lorsque Giscard, hier soir, a entendu Chirac demander au Président de le regarder les yeux dans les yeux, il a bondi en criant : Il va mentir, il va mentir ! A chaque fois que Chirac s'apprêtait à me servir une histoire et que je doutais, il me disait : « Les yeux dans les yeux, je vous l'affirme ! » Le Président est ravi de l'anecdote : Giscard sait de quoi il parle. Il n'a pas été mieux traité que moi par Chirac... Mais il a été beaucoup moins servi !

Détendu, le candidat avoue avoir été frustré, hier, de débats de fond... Je voulais parler d'avenir et ça n'a pas été possible. Je referais bien un autre débat ce soir pour dire tout ce que j'avais préparé et qui n'a pas servi.

Cet après-midi, un ami vient me raconter que Jacques Chirac, après l'émission, a confié à quelques proches : Je ne savais pas que Mitterrand me détestait autant. Il a tort. Le Président lui trouve du charme, de l'énergie, de la volonté, une réelle connaissance du pays. Tout cela gâché par un esprit de clan, un goût immodéré de l'improvisation, une absence de projet.

Le Président annonce à son entourage qu'il va dissoudre très vite l'Assemblée nationale. Interrogé sur une éventuelle réforme électorale, il fait la moue : Il est déjà difficile de croire en Dieu, alors... en un mode de scrutin ! J'ai été élu pour la première fois à la proportionnelle, système qu'avait choisi le général de Gaulle à la Libération. De 1958 à 1981, j'ai survécu au système majoritaire. J'ai toujours préféré, pour ma part, le scrutin d'arrondissement, qui oblige le député à connaître sa circonscription et qui crée un lien très fort entre les électeurs et l'élu. Je n'aime pas cette idée de voter pour un parti sans même connaître le nom ou le visage de celui qui nous représentera au Parlement. L'idéal serait sûrement de pouvoir combiner les avantages des deux. Mais c'est bien compliqué. De toute façon, dès qu'on touche au système, les Français sont persuadés que c'est de la magouille. Et on ne va pas s'amuser à changer de loi électorale tous les trois jours...

La réforme électorale a vécu. Reste la majorité présidentielle : Je ne voudrais pas qu'avec 36 % des suffrages le Parti socialiste rafle 51 % des sièges à l'Assemblée.

Meeting de François Mitterrand à Lille. Un de ses derniers discours de campagne. Pierre Mauroy me redit qu'après les élections il souhaite prendre la direction du parti. Je pense que Laurent Fabius nourrit la même ambition.

C'est la première élection dans l'histoire des III^e, IV^e et V^e Républiques à ne pas s'être traduite par une attaque sur la monnaie !

Samedi 30 avril 1988

Al Qabas revient sur ses excuses et republie la même histoire. Plainte en diffamation est déposée par Éric Rouleau.

Shimon Pérès, qui sera à Bruxelles lundi 23 et mardi 24 mai, souhaite voir le Président soit à dîner le 24, soit le 25 à déjeuner, soit à la mi-juin. L'agenda indique que ce sera difficile avant la mi-juin. Déjà...

François Mitterrand interroge Louis Mermaz : Si on gagne, qu'est-ce que vous aimeriez faire ?

Louis Mermaz : M'occuper du parti.

François Mitterrand : Fabius vient de me dire la même chose. Moi, je pense qu'il faut mettre des jeunes, renouveler...

Dimanche 1^{er} mai 1988

Rumeurs de libération des derniers otages français au Liban. Si l'engagement a été pris de les libérer avant les élections, il ne reste plus qu'une semaine.

La situation demeure bloquée dans la grotte d'Ouvéa. Le Président craint qu'on envoie l'armée contre les preneurs d'otages. Il écrit à Jacques Chirac. Il demande qu'on lui fasse un rapport avant demain sur l'état des effectifs armés stationnés sur le territoire, ainsi que sur leur implantation, leur engagement et leurs missions. D'ici là, ordonne-t-il, aucune opération d'envergure ne devra être lancée sans son accord préalable. Il constate que la médiation confiée à l'archevêque de Nouméa ne pourra aboutir. Il propose une mission de conciliation composée de deux personnalités métropolitaines, choisies l'une par le Président, l'autre par le Premier ministre. Il pense à M. Roger Leray, en raison de l'influence des maçons en Calédonie.

Jacques Chirac répond qu'il n'est plus possible de négocier, car les otages sont en péril de mort. Pour lui, la France est offensée, les intérêts de la patrie passent avant tout : la force doit parler.

François Mitterrand me dit : Il va tenter un coup de force. C'est affreux et indigne. Politiquement, il croit y gagner. Si ça tourne bien, il pense qu'on dira que c'est grâce à lui. Et si ça se termine mal, il pense que je serai responsable pour avoir tardé à le laisser agir. Les Français ne sont pas si bêtes.

Lundi 2 mai 1988

En Pologne, la grève s'étend à Gdansk.

Le Président reçoit André Giraud et exige qu'il n'y ait pas d'intervention de l'armée en Nouvelle-Calédonie sans son accord exprès : La Nouvelle-Calédonie est en France. L'armée n'a pas à y intervenir.

Déclaration de Charles Pasqua dans Valeurs actuelles sur les valeurs communes qu'il partage avec le Front national.

François Mitterrand : Qui se ressemble s'assemble... Là au moins, c'est clair, ils se sont dévoilés ! Je ne regrette plus d'avoir parlé du vote des étrangers.

Mardi 3 mai 1988

Jacques Chirac extorque à François Mitterrand (qui est à Strasbourg) un accord de principe pour donner l'assaut à la grotte d'Ouvéa.

A 13 heures, le Président est de retour à l'Élysée. Il reçoit André Giraud à la demande de Jacques Chirac. Il ne voit pas le moyen de s'opposer à l'assaut devant les menaces pesant sur les otages.

Philippe Legorjus parvient à faire passer une clé de menottes et deux revolvers Smith & Wesson aux gendarmes détenus dans la grotte, par l'intermédiaire du substitut au Parquet de Nouméa, Jean Bianconi, qui sert de négociateur.

L'action est prévue pour cette nuit. Grand secret. Soirée de deuil à l'Élysée. Ici, pris par l'action et l'angoisse du désastre, nous avons complètement oublié que nous sommes à la veille du second tour d'une élection présidentielle. Le Président enrage contre Bernard Pons : Voyez

ce qui se passerait si ces gens-là gagnaient !

Il a fait déprogrammer en catastrophe son intervention prévue pour ce soir sur Antenne 2.

Mercredi 4 mai 1988

L'action à Ouvéa n'a pas eu lieu. L'Élysée n'en a même pas été informé.

Dans l'après-midi, François Mitterrand reçoit un appel d'Hafez El Assad. Le Président syrien l'informe que les otages détenus au Liban vont être relâchés ce soir. Nous sommes partagés entre la joie et la colère à l'égard de Jacques Chirac : cela a été forcément calculé, mais qu'est-ce qui a été donné — ou promis — en échange ? François Mitterrand nous calme : S'il le faut, nous crierons : vive Chirac ! Mais s'il cherche à l'exploiter sur le plan électoral, il le paiera cher.

A 20 h 20, annonce par l'AFP de la libération à Beyrouth de Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann, les trois derniers otages français détenus au Liban par des extrémistes chiites pro-iraniens.

Joëlle Kauffmann, qui a dîné il y a quinze jours avec le Président, téléphone à Maignon pour exiger que Danielle Mitterrand puisse être présente à Villacoublay à l'arrivée des otages : Sinon, je fais une déclaration, menace-t-elle.

Renaud me téléphone, paniqué : Alors, avec ça, vous ne croyez pas que Chirac va être élu ? Ce serait affreux !

François Mitterrand m'appelle : Cela n'aura aucun impact électoral. Il dicte une déclaration à rendre publique :

La libération de MM. Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann me remplit de joie. Au nom du pays tout entier, j'exprime à nos trois compatriotes notre soulagement de les voir revenir parmi nous, et à leur famille la compassion que nous inspire une si longue épreuve.

Je suis heureux que les efforts entrepris depuis le début de ce drame aient enfin abouti et je remercie tous ceux qui ont œuvré pour ce retour.

Nous aurons aussi une pensée pour celui qui n'est pas revenu, Michel Seurat, et pour les siens, ainsi que pour les otages étrangers encore retenus au Liban.

Il me redit : Rassurez-vous. Les Français sont des adultes. Ils savent bien que tout cela est manipulé. Cela ne changera pas une voix. Qu'ont-ils promis à l'Iran pour avoir ça ? Moi, en tout cas, je ne tiendrai pas leurs promesses !

Il me vient à l'idée que, lors de la libération de Gordji, l'Iran avait peut-être promis celle des otages avant l'élection présidentielle, sans plus. Téhéran tiendrait donc là une parole donnée à l'époque à Chirac ? Je me souviens de cette rencontre secrète en tête à tête à Maignon entre le Premier ministre et un ministre iranien. Tout a dû se jouer à ce moment-là.

Jeudi 5 mai 1988

Nous apprenons par l'AFP que l'assaut a été donné à 6 heures du matin à Ouvéa (mercredi 4 mai à 21 h 30, heure de Paris).

Cent trente soldats des unités spéciales du 11^e choc de la Gendarmerie et du GIGN commandés par Philippe Legorjus ont libéré les vingt-trois otages détenus dans la grotte. Boucherie : deux militaires et dix-neuf Canaques ont été tués. Leur chef, Alphonse Dianou, blessé au genou, est mort plusieurs heures après sa reddition dans des conditions peu claires. Le gouvernement ne déplore que les deux morts français. Les dix-neuf autres, français eux aussi, n'ont pas même droit au nom d'hommes. Les images des militaires, hilares, au retour de l'opération, rappellent de vieux souvenirs. Depuis la guerre d'Algérie, on n'avait pas vu cette satisfaction bestiale d'avoir cassé du « bougnoule ». Philippe Legorjus, lui, est bouleversé. Il pense avoir échoué, puisqu'il y a eu des morts.

Bernard Pons évoque l'honneur de l'armée française et de la Gendarmerie, gravement mises en cause, selon lui, par la gauche.

François Mitterrand : Je n'ai pas de joie. C'est une affaire très douloureuse : vingt et un morts, une bassesse, un parjure et des mensonges... pour cent mille voix ! On ne fait pas des voix avec de l'argent et du sang.

A Paris, place de la Concorde, grotesque manifestation « populaire » contre... l'impôt sur la fortune !

Jacques Chirac, accueillant les trois otages au Bourget, annonce que le rétablissement des relations entre la France et l'Iran peut être envisagé.

Terrible phrase du Bêbête Show à propos des otages. On fait dire à Chirac : J'ai promis de les rendre lundi...

En Pologne, les forces de l'ordre interviennent aux forges Lénine de Nowa Huta, tandis que les chantiers navals de Gdansk sont encerclés par la police.

Vendredi 6 mai 1988

Ce matin, un navire de guerre français a arraisonné, dans les eaux territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon, un chalutier canadien.

Ce soir, un communiqué de Maignon annonce le retour en France de Dominique Prieur, ancienne « épouse Turenge » dans l'affaire Greenpeace, enceinte. Jacques Chirac — qui n'a pas pu être à temps à Saint-Pierre-et-Miquelon !... — ira la chercher au Bourget.

Enceinte ? s'étonne François Mitterrand. Depuis combien de minutes ?

Ce soir, François Mitterrand est à Toulouse. Il a respecté la tradition pour son dernier meeting de campagne, le dernier de sa vie : Je n'aurai pas un cri de colère, même si parfois j'en ai ressenti le besoin. Si les injures entendues au jour le jour pendant des mois avaient pu m'user, il ne resterait rien de moi, mais je dispose peut-être à l'intérieur de moi d'une forme de résistance qui me permet de traverser ces périodes...

Notre philosophie de l'Histoire est celle qui répond depuis l'origine des temps à toutes les libérations de l'esprit ou du corps, à toutes les libérations de l'homme, de la femme, de l'enfant, à toutes les libérations assorties de toutes les protections auxquelles les faibles ont droit avant tout autres. (...)

...Si j'ai détenu un record, c'est au moins celui-ci : les candidatures à la présidence de la République, je connais — et je sais que tout cela n'a qu'un temps. (...) Je sais bien que j'ai engagé, en ces mois de mars, avril et mai 1988, l'ultime bataille politique qui me conduira pour les années qui viennent jusqu'au moment où, ma tâche accomplie, il me faudra désormais, si Dieu me prête vie, aider les autres à assurer la suite, la continuité de l'entreprise.

Cela veut dire que des assemblées comme celle-ci, des Toulouse 1981, 1988, après 1965, et 1974, et le reste, cela commence à s'épuiser, du moins pour moi... Oui, c'est comme cela, je le sais bien, et je dois aborder cette rencontre-là en le sachant au fond de moi et en vous disant merci pour m'avoir accompagné jusqu'à cette étape de mon chemin ; merci de m'avoir aidé, merci de contribuer aux demains que nous bâtirons ensemble ; merci de m'aider à continuer encore pendant le temps que la loi me donne.

Dites-vous, amis qui m'entendez, que j'éprouve non pas de la peine, non pas de la nostalgie déjà, puisque nous commençons quelque chose,

puisque nous sommes au début d'une nouvelle étape ; sachez que j'éprouve cependant le sentiment de mon devoir, et mon devoir est d'avoir tenu les anneaux de la chaîne assez longtemps pour avoir changé mon temps.

J'aperçois ici et là des hommes et des femmes rencontrés déjà sur tous les champs de lutte politique depuis l'après-Deuxième Guerre mondiale... D'autres sont venus, de bons et de fidèles compagnons, une génération prête à assurer la relève. (...) Mais c'est vrai que j'éprouve comme cela un petit « quelque chose » en regardant Lionel Jospin, qui cessera, par sa propre volonté, par elle seule, d'être dans peu de jours le premier secrétaire du Parti socialiste après sept années d'un dur et bon labeur dont je le remercie.

(...) Mais je risque de commettre de graves injustices... Je ne veux pas les commettre, mais tout de même, voir ici rassemblés, avec l'histoire qui est la leur, l'histoire que j'ai vécue, que je connais par cœur (...), voir celles et ceux qui m'ont tant aidé à travers le temps passé, qu'il s'agisse — je l'ai déjà cité — de Pierre Mauroy, l'homme des fondations, qu'il s'agisse de Laurent Fabius, l'homme des éclosions, qu'il s'agisse de Michel Rocard, l'homme de tant de renouveaux, qu'il s'agisse de Pierre Bérégovoy, qui, à mes côtés, a accompli des tâches souvent obscures et dures, mais qui débouchent aussi sur des jours magnifiques comme celui que nous vivons... Faut-il que je cite Édith Cresson ? Je le ferai aussi par prudence, non pas par rapport à elle — elle n'est pas si terrible ! —, mais parce qu'énumérer comme cela des hommes... des hommes... des hommes... et soudain oublier que l'un des points principaux de notre action, de notre programme, de notre projet, c'est d'assurer aux femmes l'égalité dont elles ont besoin, ce serait manquer à donner la preuve que nous avons besoin aussi d'avoir, comme cela, à peu de distance, Édith Cresson, Yvette Roudy... J'arrête là !

(...) Il m'arrivait souvent de dire : moi, je n'ai pas de chance, je suis né quelque part au milieu de la France, juste à la frange où se séparent la langue d'oc et la langue d'oïl. Oui, pas de chance, car pour être patriote, il faut être né lorrain, et pour être républicain, il faut être venu du côté de Toulouse ! Alors, résultat : pour les autres, dont je suis, on perd du temps avant d'avoir démontré que l'on pouvait être à la fois patriote et républicain !

(...) Amis qui m'entendez, c'en est fini de nos rencontres de ce type pour ce soir et d'autres soirs, pour cette campagne présidentielle. Il y aura d'autres combats, vous y serez, je n'en serai pas éloigné. Mais je voudrais que vous soyez en cet instant les interprètes de toute la France — de ceux qui nous comprennent, de ceux qui nous combattent —, que vous soyez les interprètes de notre peuple tout entier et que vous portiez notre voix loin, loin, loin de chez nous, en Europe et dans le monde entier, pour qu'on sache partout que la France vit intensément son histoire contemporaine, qu'elle pose un pied hardi sur le millénaire nouveau, qu'elle croit en elle profondément, en ses ressources et en ses chances...

Dans l'avion du retour, François Mitterrand plaisante encore : Je me suis réveillé ce matin en apprenant à la radio que nous avons déclaré la guerre au Canada ; je vais me coucher ce soir en supposant que nous allons bientôt rompre nos relations diplomatiques avec la Nouvelle-Zélande !

Samedi 7 mai 1988

François Mitterrand est à La Haye pour le quarantième anniversaire du premier Congrès européen qui réunit Churchill, Adenauer, Spaak et Gasperi. Très gai retour en compagnie de Simone Veil.

Dans la Caravelle qui nous ramène, Maurice Faure lui demande son dernier pronostic. François Mitterrand : 54 %.

Après avoir fait asseoir Simone Veil à côté de lui, le Président assiste en s'amusant à un numéro de Maurice Faure imitant « Black Jack » et « Ker-Mitterrand », les deux vedettes du Bêbête Show.

Dimanche 8 mai 1988

Second tour de l'élection présidentielle. François Mitterrand l'emporte avec 54,02 % des suffrages exprimés contre 45,98 % à Jacques Chirac. On aurait espéré mieux. 15,94 % des électeurs inscrits se sont abstenus. C'est un plébiscite ! exulte Jack Lang.

En Roumanie, révélation du « programme de systématisation du territoire ». Le plan prévoit l'élimination d'ici à l'an 2000 de 7 000 villages sur les 13 000 que compte le pays, et la création de plus de 500 « centres agro-industriels ». La mise en oeuvre du programme commencera au début de juillet.

Dans l'hélicoptère du GLAM qui ramène le nouveau Président vers le palais de l'ancien, François Mitterrand : L'important n'est pas que je sois Président de la République, cela, je le suis depuis sept ans. C'est que j'aie été réélu. Cela va forcément transformer le paysage politique.

Jusqu'à l'arrivée, le Président se plonge dans les Mémoires du baron Pierre-Victor de Besenval, un homme, me dit-il, qui a joué un grand rôle sous la Monarchie et la Révolution. Cet officier suisse ultra-réactionnaire, lieutenant général de Louis XV, se révéla incapable de diriger les troupes royales et mourut en 1791, ne laissant à la postérité que des mémoires scandaleux.

GLOSSAIRE MILITAIRE

Composantes : les forces nucléaires stratégiques françaises ont été constituées en trois composantes complémentaires :

- les missiles balistiques lancés par sous-marins (MSBS : mer-sol balistiques stratégiques),
- les missiles stratégiques basés à terre (SSBS : sol-sol balistiques stratégiques),
- les armes aéroportées.

Cruise Missile = missile de croisière : petit avion non piloté, volant à très basse altitude et se guidant au moyen d'un système inertiel et d'un recalage altimétrique comparant le profil du terrain survolé avec les cartes mises en mémoire dans le missile.

FNI = Forces nucléaires intermédiaires : missiles nucléaires d'une portée de 1000 à 5 000 km, déployés généralement sur les théâtres d'opérations et notamment en Europe (euromissiles) ou en Asie.

FROG : missile sol-sol russe de courte portée (70 km) remplacé peu à peu par les SS 21.

Guerre des étoiles - IDS = Initiative de défense stratégique : vise à établir un bouclier contre les armements stratégiques d'un ennemi potentiel et tout d'abord contre les missiles balistiques intercontinentaux de l'URSS.

Hadès : missile sol-sol de portée inférieure à 500 km (prévu pour l'ultime avertissement).

Lance : missile américain sol-sol de courte portée (130 km).

M4 : missile français mer-sol de 4^e génération qui équipe les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE).

M5 : missile qui doit équiper les sous-marins de nouvelle génération à partir de 2010.

Option zéro : proposition de désarmement concernant les FNI et consistant en l'élimination totale de cette catégorie d'armes (Pershing II, SS 20)

- l'option « simple » prévoit l'élimination des seules armes intermédiaires (1 000 à 5 000 km) devenues pour l'occasion des armes intermédiaires à de longue portée (LRINF)
- l'option « double zéro » (ou « seconde option zéro ») intègre également les missiles intermédiaires de portée réduite (SRINF) de 500 à 1 000 km. Enfin, a également été envisagée une option « triple zéro » (ou « troisième option zéro ») prévoyant l'élimination de toutes les armes nucléaires du champ de bataille européen, France et Grande-Bretagne exceptées.

Pershing IA : missile sol-sol OTAN de portée intermédiaire (700 km) mis en service en 1969 et éliminé au titre de l'accord de 1987 sur les armes intermédiaires (INF).

S3 : missile sol-sol de 3^e génération qui équipe aujourd'hui le plateau d'Albion (durée de vie prévue jusqu'en 2005).

SALT (Strategic Arms Limitations Talks) :

- SALT I : traité signé en 1972 entre l'URSS et les USA. Il limitait pour cinq ans les fusées intercontinentales basées sur terre ou sur mer et limitait à deux par pays les systèmes défensifs de missiles antimissile (ABM). Il n'imposait aucune réduction aux bombardiers stratégiques et n'abordait pas le problème.
- SALT II : traité signé en 1979 qui concernait le principe de l'équivalence numérique entre les vecteurs stratégiques des deux grands. Les accords prévoyaient un plafond commun de 2 250 vecteurs « mirvables », applicable aux missiles balistiques intercontinentaux d'une portée supérieure à 6 000 km, aux missiles balistiques mer-sol lancés à partir d'un sous-marin et aux bombardiers porteurs d'un missile de croisière. Ils n'abordaient pas la question des missiles de croisière et n'ont pas été ratifiés par le Sénat américain.

SRINF : fusée de portée inférieure à 1 000 km.

SS 19 : missile sol-sol intercontinental russe (portée 9 500 km, 6 têtes, mis en service en 1980).

SS 21 : missile sol-sol russe de courte portée (120 km) mis en service à partir de 1978.

SS 22 : missile sol-sol russe de portée intermédiaire (900 km) mis en service à partir de 1984.

SSSA : missiles français sol-sol d'une portée de 3 500 km.

Traité ABM (Anti-Ballistic Missiles) : le traité ABM sur la limitation des systèmes de défense contre les missiles balistiques fait partie d'un paquet d'accords conclus par les Russes et les Américains lors de leur Sommet du 26 mai 1972 (SALT I et Traité ABM). Entré en vigueur le 3 octobre de la même année, il limite strictement la possibilité de déployer de tels systèmes de défense.

Revenant en permanence dans le cours de ce volume, les noms de François Mitterrand, Président de la République, et de Jacques Chirac, Premier ministre, ne figurent pas dans cet index.

A

Abdallah (Georges Ibrahim), 25, 104, 120, 265, 275, 276, 395.

Abrahamson (général J.), 223.

Adenauer (Konrad), 503.

Aganbegyan (Agan), 415.

Ahani, 356.

Ahmet (Kaïlan), 194.

Albertini (Pierre-André), 282, 383-385.

Alexandre (Philippe), 478, 483.

Allen (Richard), 216.

Alliot-Marie (Michèle), 315.

Amar (Paul), 493.

Andreotti (Giulio), 262, 268.

Andropov (Iouri), 415.

Angrémy (Jean-Pierre), 280.

Arafat (Yasser), 87, 107, 267, 307.

Armacost, 273.

Armstrong (Robert), 70, 89.

Artur (José), 312.

Assad (Hafez el), 83, 268, 306.

Attali (Bernard), 131.

Auberger (Bernard), 84, 87.

Aubron (Joëlle), 261.

Aubry (Martine), 384.

Audibert (Jean), 388.

Auque (Roger), 418.

Aurillac (Michel), 72, 77, 91, 202, 323.

Aziz (Tarek), 188.

B

Baconnier (Robert), 73.

Baker (James), 225, 254, 263, 290, 412.

Bakhtiar (Chapour), 21, 24, 100.

Balladur (Edouard), 11, 13, 15, 17-20, 22, 25, 28, 71, 74-75, 87-88, 100, 123, 126, 129, 187, 196, 201, 204, 217, 220-221, 250, 254, 259, 260-261, 266-267, 273-274, 282, 284, 286, 291, 293, 307-308, 311, 314, 316-317, 320, 325, 381, 387, 389, 393-394, 416, 419, 427, 431, 438, 440, 462, 470, 475, 477, 479, 481, 486, 493, 495.

Bangeman (Martin), 474.

Barba (Jean-François), 72, 410-411.

Barbie (Klaus), 318, 352.

Barbot (Yvan), 223, 228, 306, 313.

Bariani (Didier), 199.

Baroin (Michel), 208, 252.

Barre (Raymond), 98, 176, 198, 224, 250, 255, 292, 294, 296, 354, 357, 361, 383-384, 389, 414, 443, 445, 470, 477, 479-482, 484, 486, 492.

Barrot (Jacques), 12, 472, 484.

Barzach (Michèle), 28, 169, 262, 315, 419, 444.

Baudouin (Denis), 68, 99, 103, 259, 275, 286, 294, 317, 428.

Beaucé (Thierry de), 280.

Bedos (Guy), 488.

Ben Ali (Zine el Abidine), 412.

Bendjedid (Chadli), 388.

Bénichou (Jacques), 72.
Bénouville (Pierre de), 12, 194.
Bérard (Marie-Hélène), 26.
Bérégovoy (Pierre), 12-13, 15, 271, 285, 389, 444, 471, 482, 485, 490, 493.
Bergelin (Christian), 292, 448.
Berlusconi (Silvio), 262.
Bernstein (Leonard), 99.
Bert (Paul), 207.
Besse (Georges), 131, 203, 205, 207.
Bezenval (Victor de), 504.
Bettencourt (André), 12, 16.
Bianco (Jean-Louis), 11-12, 14-20, 22, 24-25, 27-28, 73-74, 78, 81, 107, 122-123, 125, 128, 133, 168, 185, 186, 199-200, 219, 221, 226-227, 259, 266, 271, 276, 280-281, 283, 286, 296, 314, 316-318, 348, 352-353, 356-359, 361, 363, 385-386, 388, 392, 395, 410, 425-426, 428, 431, 446, 451, 471, 475, 479, 482-486, 490-492, 495.
Biasini (Emile), 198, 367.
Bidart (Philippe), 355.
Bitterlich (Joachim), 475.
Blanc (Christian), 69, 72, 84.
Bleustein-Blanchet (Marcel), 222.
Boidevaix (Serge), 28.
Boisdeffre (Pierre de), 431.
Boissonnat (Jean), 493.
Bonnefous (Marc), 81.
Bonnot (Jacques), 442.
Bosson (Bernard), 319, 339, 343.
Botha (Piet), 185, 200, 202.
Boulouque (Gilles), 286, 328, 353, 355, 358, 363, 372, 418.
Bourguiba (Habib), 412.
Bouton (Daniel), 442.
Boutros-Ghali (Boutros), 99.
Bouygues (Francis), 252, 272-274, 286, 296, 303, 308, 386, 390.
Bouzinac (Roger), 391.
Boyer (Bernard), 326.
Bozzo (Dominique), 100.
Brandt (Willy), 95, 367.
Brogie (Gabriel de), 386.
Brost (Amiral), 362, 364.
Bruguière (Jean-Louis), 411.
Brulé (Michel), 486.
Brzezinski (Zbigniew), 441.
Bujon de l'Estang (François), 18, 26, 32, 68-69, 99-100, 170, 186, 212, 273, 282, 284, 308, 321-322, 358, 385, 387, 415, 442, 450, 492.
Burt (Richard), 279.
Bush (George), 393, 447.

C

Cabana (Camille), 126, 391.
Cambadélis (Jean-Christophe), 476.
Camdessus (Michel), 169, 174, 294, 323, 472.
Carignon (Alain), 192, 250, 285, 470, 475, 494.
Carlucci (Franck), 215-216, 276-277, 366, 391, 445.
Casey (William), 118.
Castro (Fidel), 110.
Castro (Roland), 129.
Catala (Nicole), 462.
Chaban-Delmas (Jacques), 12-17, 72, 91, 494.

Chalandon (Albin), 17, 169, 200, 204, 221, 315, 353, 356, 385-386, 417, 431,446,448.
Chalier (Yves), 120, 199, 221, 327, 391.
Chambon (Jean-Louis), 385-386.
Charasse (Michel), 13-14, 18, 20, 78, 122, 168, 254, 353, 445, 448, 483-484, 494.
Charette (Hervé de), 259, 273, 285, 302, 471,479.
Charles-Roux (Edmonde), 72.
Chatelais (Michel), 385.
Chaumet (frères), 315.
Chavanes (Georges), 28.
Chevallier (Jacques), 187, 192-193.
Chevarnadze (Edouard), 447.
Chevènement (Jean-Pierre), 12-13, 15.
Cheysson (Claude), 77, 104, 127, 225, 316,326,410.
Churchill (Winston), 503.
Cipriani (Georges), 261.
Clark (William), 216.
Coignac (Henri de), 69, 437.
Colé (Gérard), 476, 481-483, 485-486, 488, 492.
Colliard (Jean-Claude), 254.
Colluci (Véronique), 101.
Colonna (Jean), 478.
Coluche, 93, 99, 101, 217, 425, 488.
Contamine (Claude), 216.
Conté (Lansana), 201.
Cordoba (José), 488.
Cornea (Aurel), 227.
Cornfield (Lord), 122.
Cossiga (Francisco), 262.
Cotta (Michèle), 83, 201, 493.
Coty (René), 253.
Coudari (Marcel), 200.
Courrière (Raymond), 102, 105, 391.
Craxi (Bettino), 69, 104, 209-210, 261-262, 264, 268.
Cresson (Edith), 471.
Cureau (Gérard), 128, 130.

D

Dailly (Etienne), 16.
Daniel (Jean), 426, 446.
Darman (Richard G.), 277.
Darriulat (Philippe), 211, 476.
Dassault (Marcel), 153, 194.
Dassault (Serge), 194.
Dauzier (Pierre), 71.
De la Madrid (Miguel), 91.
Debray (Régis), 85.
Debré (Michel), 124.
Decaux (Jean-Claude), 107.
Defferre (Gaston), 13-14, 70, 72, 76, 280, 395.
Deflassieux (Jean), 128, 132.
Delors (Jacques), 32, 63, 70, 88, 207, 217-218, 245, 413-414, 474.
Deniau (Jean-François), 395.
Denoux de Saint Marc (Renaud), 20, 29, 69, 73-74, 78, 87, 100, 128, 131, 184, 199, 211, 383, 388, 419, 437, 472, 474, 477.
Déon (Michel), 65.

Deprez (Charles), 355.
Descamps (Jean-Jacques), 28.
Désir (Harlem), 429.
Desmarest (Eric), 254, 326, 355, 358.
Destremau (Alain), 348-349, 363.
Devaquet (Alain), 119, 127, 188, 192, 201-203, 207-208, 211-212, 216-217, 220-222, 291, 481, 487.
Devedjian (Patrick), 495.
Dkeghani (Assad), 439.
Dobrynine (Anatoli), 297.
Dole (Robert J.), 277.
Donnez (Georges), 13.
Douce (Jacques), 107.
Douffiagues (Jacques), 18.
Doumeng (Jean-Baptiste), 89, 114, 442.
Doust (Rafik), 21, 349.
Dray (Julien), 429, 487.
Droit (Michel), 407, 488.
Dromer (Jean), 128.
Drucker (Jean), 216.
Dubcek (Alexander), 440.
Dubos (Jean-François), 410, 431.
Dufoix (Georgina), 172.
Duhamel (Alain), 483, 493.
Duhamel (Olivier), 129.
Duhamel (Nathalie), 53.
Dumas (Roland), 13-15, 98, 104, 128, 173, 355, 449, 471, 491.
Durafour (Michel), 485.
Durand (Guillaume), 493.
Durand (Yves), 26, 119.
Duvalier (Jean-Claude), 420.
Duvauchelle (Serge), 478.

E

El Baz (Oussama), 105.
Essig (Philippe), 462.
Estier (Claude), 15.
Evin (Kathleen), 252.
Ewange-Épée (Monique), 482.

F

Fabius (Laurent), 12-15, 19-20, 63, 72, 169, 201, 318, 416, 418, 484-485.
Fabre-Aubrespuy (Hervé), 78.
Fajardie (Roger), 287.
Fanfani (Amintore), 324.
Faure (Edgar), 292, 481.
Faure (Roland), 216.
Fillon (François), 211.
Fleury (général), 383, 388-389.
Flosse (Gaston), 85, 199.
Foccart (Jacques), 27, 202, 318.
Forray (général), 24-25, 27, 170, 177, 188, 195, 226, 273, 291, 296, 308, 362-363, 427.
Fougier (Guy), 108, 199, 228.
Fournier (Jacques), 20, 22, 28.
Fourtou (Jean-René), 128, 132.

Foyer (Jean), 119.
Franceschi (Joseph), 72, 395.
François-Poncet (Jean), 128.
Frenay (Henri), 432.
Frérot (Max), 418.

G

Gabaude (Michel), 484.
Gaillard (Jean-Michel), 292.
Galland (Yves), 292.
Gandhi (Mahatma), 469.
Gandois (Jean), 128.
Garaud (Marie-France), 254.
Gattaz (Yvon), 74.
Gaudillère (Bernard), 73.
Gaudin (Jean-Claude), 13, 418, 422.
Gaulle (Charles de), 124, 265, 294-295, 315,421,471,497.
Gemayel (Amine), 172, 257.
Gendreau-Massaloux (Michèle), 103, 168, 194, 260.
Genscher (Hans-Dietrich), 191, 253-255,319,324,366,474.
Gephart, 447.
Gérard (Bernard), 306, 313.
Geremek (Bronislav), 306.
Gimpel (Jean), 436.
Giraud (André), 13, 17, 20-22, 24-26, 28, 72, 92-93, 102, 119-120, 170, 175, 177-178, 187, 192-196, 226, 250, 254, 256, 270, 273-274, 279, 285, 291-292, 307-308, 310-311, 313, 319-323, 326, 363, 365, 367, 386, 388, 391, 394, 410-411, 426-427, 444.
Giroud (Françoise), 317.
Giscard d'Estaing (Valéry), 12-17, 21, 28, 88, 96, 108, 122, 127, 130, 199, 211, 254-255, 270, 294, 315, 421, 494, 497.
Glavany (Jean), 292, 478.
Goldsmith (Jimmy), 366.
Gomez (Alain), 131.
Gonzalez (Felipe), 88, 103, 218, 392, 477.
Gorbatchev (Mikhaïl), 31, 71, 75, 90, 94-95, 103, 105, 108-119, 121, 127, 133, 171, 175, 180-182, 188, 190, 210, 213, 224, 256, 265-266, 269, 271-272, 276-277, 287, 289, 298, 301, 303-305, 310, 312, 319, 321, 326, 363, 415, 420, 423, 424, 449, 469, 488, 491.
Gordji (Wahid), 328, 348-351, 353, 355-360, 362-363, 366-367, 369, 395, 416, 418-419, 437, 491, 496.
Goria, 261, 263-264.
Graeff (Christian), 172.
Gromyko (Andreï), 119,180.
Gubler (Claude), 432.
Guigou (Elisabeth), 24, 27, 73, 316, 382.
Guillaume (Philippe), 437.
Guillaume (François), 24-25, 259, 267, 293, 320, 327.
Guillaume (Henri), 383-384, 392, 407.
Guillo (Alain), 386, 437.
Gutman (Francis), 77.

H

Habache (Georges), 307.
Haberer (Jean-Yves), 128.
Habib (Philip), 105.
Habré (Hissène), 22, 186, 195, 223-224, 226-227, 281, 286, 291-292, 311, 313, 323, 355-356, 382-383.
Haddadi (Gholam Reza), 354, 357, 437.
Halbwax (Rémi), 31.
Halimi (Gisèle), 133.

Hallyday (Johnny), 477.
Han (René), 216.
Hannoun (Michel), 417.
Hannoun (Hervé), 455, 461, 482.
Hansen (Georges), 100.
Hart (Gary), 277.
Hassan II, 312, 435-436.
Heilbronner (Michel), 128.
Henri de France (comte de Paris), 295.
Hemu (Charles), 98, 106, 127, 177, 201, 410-411, 416, 419, 431.
Hersant (Robert), 91, 107, 254, 262, 391, 488.
Hitler (Adolf), 288, 369, 449.
Hô Chi Minh, 94.
Hocke (Jean-Pierre), 439, 440.
Hoeffel (Daniel), 17.
Honecker (Erich), 189, 366-367, 383, 439.
Hoss (Jean-Pierre), 347.
Houphouët-Boigny (Félix), 27, 436.
Howe (Geoffrey), 468.
Huchon (Jean-Paul), 83-84, 87-88.
Hugo (Victor), 470.
Husak (Gustav), 281.
Husseïn (roi de Jordanie), 21, 25, 31, 87, 105, 281.
Husseïni (Husseïn), 91.

I

Ibrahimi (Taleb), 352.
Ikke (Fred), 277-278, 441.
Imbot (général, René), 385.

J

Jalloud (commandant), 388.
Jaruzelski (général, Wojceich), 103, 105, 189, 306.
Jean-Paul II, 169, 306.
Jeanneney (Jean-Noël), 216.
Jenniger, 191.
Jivkov, 191.
Jorédié (Léopold), 295.
Jospin (Lionel), 12-15, 169, 201, 296, 355, 418, 430, 440, 442-444, 479, 482, 485-486.
Jourdan (Pierre), 207, 211, 223.
Joxe (Pierre), 12-15, 25, 169, 219, 280, 323, 355, 395, 410, 471, 486.
Juan-Carlos (d'Espagne), 201, 275.
Juppé (Alain), 172, 271, 315, 325, 410, 428, 493.
Juquin (Pierre), 74.

K

Kadar (Janos), 103, 191.
Kaddoumi (Farouk), 104.
Kadhafi (colonel), 22, 66, 145, 218, 222-223.
Kahane (Karl), 107.
Kampelman, 188.
Kaplan (Jacob), 432.
Karpov, 180, 182.

Kémoularia (Claude de), 185-186.

Kennedy (John F.), 64, 127.

Khaddam (Abdelhalim), 126.

Khan (Yacoub), 326.

Khomeyni, 218, 349-350, 366, 496.

Kissinger (Henry), 30, 288, 441.

Kohl (Helmut), 26, 67, 94-96, 103, 118, 127, 181, 189-191, 199, 217, 252, 266, 279, 284, 289, 290, 299, 302, 308, 316, 324-325, 327-328, 352, 364-366, 387, 392, 413, 415, 440, 445, 462, 469, 474-475.

Kountché (général Seyni), 100.

Kreisky (Bruno), 107.

L

La Genière (Renaud de), 128.

Labbé (Claude), 13.

Lacoste (amiral, Pierre), 106.

Lafleur (Jacques), 80, 302.

Lafontaine (Oskar), 366.

Lafrance (Pierre), 269, 360, 362.

Laignel (André), 201.

Lajoinie (André), 323, 492.

Lamy (Pascal), 32.

Lang (Jack), 93, 217, 383, 418, 442, 471, 491.

Lange (David), 97-98.

Langlois-Glandier (Jeanine), 216.

Lanzmann (Claude), 478.

Larcher (Jacques), 16.

Larosière (Jacques de), 169, 173.

Larrera de Morel (Bertrand de), 442.

Latourmerie (Dominique), 282.

Le Floch (Loïk), 128, 131-132.

Le Pen (Jean-Marie), 221, 311, 316, 320, 387, 418, 423, 492, 494-495.

Lebègue (Daniel), 250, 294.

Lecanuet (Jean), 13, 16.

Legorjus (Philippe), 492.

Lénine, 79, 368, 415.

Léotard (François), 13, 16, 18, 74-75, 85, 92, 132, 186, 197, 219, 221, 255, 280, 282-285, 293, 367, 381, 417, 439, 472, 494.

Lévêque (Jean-Maxime), 128, 131.

Levitte (Jean-David), 327.

Lhomeau (Jean-Yves), 486.

Ligen (Pierre-Yves), 367.

Lion (Robert), 347.

Lipkowski (Jean de), 16.

Long (Marceau), 29, 250, 429.

Longuet (Gérard), 389, 494.

Lubbers (Ruud), 32-33, 63, 95, 169.

Luchoire (société), 410-412, 416, 421, 431.

M

Madelin (Alain), 102, 132, 197, 219, 389, 490.

Mafart (Alain), 107, 425.

Maire (Edmond), 220-221.

Malhuret (Claude), 274, 281, 313.

Malo (Charles), 78.

Malraux (André), 367.

Manceron (Claude), 208.
Mannac'h (Etienne), 478.
Marbach (Christian), 485.
Marchais (Georges), 418, 421.
Marchelli (Paul), 128.
Margerie (Emmanuel de), 215.
Maroun (Sami), 497.
Marsaud (Alain), 353, 355, 358.
Martchenko (Anatoli), 220.
Marx (Karl), 218.
Mauroy (Pierre), 15, 129-130, 169, 295, 318, 383, 410, 431, 465, 476, 479.
Maxwell (Robert), 308.
Mayoux (Jacques), 128.
McFarlane (Bud), 216.
Méhaignerie (Pierre), 12-13, 17-18, 102, 219, 221-222, 472, 479, 484.
Ménage (Gilles), 285, 357-358, 410, 492.
Ménigon (Nathalie), 261.
Mermaz (Louis), 12-15, 355, 410, 471.
Messmer (Pierre), 13, 16-17.
Mestre (Philippe), 472.
Mexandeau (Louis), 15.
Michau (juge), 120, 316.
Michaux-Chevry (Lucette), 11, 285, 384.
Midzenty (cardinal), 369.
Millon (Charles), 169.
Mingasson (Paul), 128.
Ming Pei (leoh), 470.
Mitterrand (Gilbert), 361.
Mitterrand (Jean-Christophe), 227, 323, 388.
Moayeri (Reza), 81.
Mollard (Claude), 93.
Monod (Jérôme), 107.
Monory (René), 12, 18, 199, 209, 211, 216, 219, 221, 291, 315, 323, 389, 428, 472, 474, 481, 494.
Montand (Yves), 418.
Montpezat (Jean), 131.
Morel (Pierre), 67, 77, 98.
Moubarak (Hosni), 105.
Mouhajer (Mohammed), 329, 479.
Mulford (David), 319, 412.
Mulroney (Brian), 68, 121, 127, 326, 381.
Musitelli (Jean), 185.

N

Naccache (Anis), 100, 395.
Nakasone (Yasuhiro), 65, 67-68, 83.
Napoléon m, 470.
Nawab, 268.
Nay (Catherine), 493.
Neiman (Yuval), 86.
N'Guesso (Sassou), 388, 394.
Nicolaÿ (Pierre), 250.
Nidal (Abou), 25, 307, 395.
Nitze (Paul), 171, 267.
Noir (Michel), 69, 86, 274, 320, 321.

Noiville (Jean), 98.
Norlain (général), 491.
Normandin (Jean-Louis), 275, 418.
Noureev (Rudolf), 478.
Nucci (Christian), 91, 316, 327.

O

Oakley (David), 66-67.
Olivier (André), 31.
Olivier (Jean-Paul), 73.
Ollivier (Jean-Louis), 385.
Ormano (Michel d'), 17, 283.
Ortega (Daniel), 91.
Oueddei (Goukouni), 183, 194-195, 223-224, 281.
Oufkir (général), 312.
Oussekiné (Malik), 217, 219-222.
Owen (David), 180.
Ozal (Turgut), 469.

P

Pache (Bernard), 128, 131.
Pandraud (Robert), 31, 75, 183, 199, 207, 274, 280, 349-351, 389, 448, 495.
Paolini (Pierre), 108.
Parodi (Jean-Luc), 487.
Pasqua (Charles), 13, 16, 18, 31, 63, 72, 75, 78-79, 85, 107-108, 126, 169, 199, 208, 219, 221, 254, 280, 282-283, 292, 321-323, 327, 349-351, 353-354, 363, 389, 392, 395, 419, 431, 445, 447-448, 491, 494-495.
Pauwels (Louis), 217.
Paye (Jean-Claude), 287.
Payen (R.), 285.
Pearl (Richard), 184, 188, 223, 267, 296-297.
Pebereau (Michel), 128.
Pelat (Roger-Patrice), 478.
Pelletier (Jacques), 485.
Penne (Guy), 84.
Pérès (Shimon), 88, 105, 266, 268.
Perez de Cuellar (Javier), 94, 97, 98, 107, 120, 370.
Pétain (Philippe), 446.
Peyrefitte (Alain), 74, 421.
Peyrelevade (Jean), 128, 132.
Peyrolles (Gilles), 25.
Picasso (Pablo), 93.
Picq (Jean), 195.
Pierre le Grand, 310.
Pilhan (Jacques), 486, 492.
Pisani (Edgard), 76.
Pivot (Bernard), 480.
Plantu, 491.
Pöhl (Karl-Otto), 472.
Pointdexter (John), 104, 216.
Poivre d'Arvor (Patrick), 493.
Polac (Michel), 386, 390.
Pompidou (Georges), 315, 381, 421.
Pons (Bernard), 75-76, 79-80, 169, 202, 221, 224, 257, 259, 295, 303, 410, 425, 445, 491.
Pontaut (Jean-Marie), 199.

Poperen (Jean), 74, 296.
Powel (Charles), 168, 176, 290, 299, 302, 305, 324, 328.
Powell (Colin), 445, 447.
Prouteau (Christian), 385-386, 389, 448.

Q

Quilès (Paul), 15, 201, 411.
Quillot (Roger), 102.

R

Raad (Dr Reza), 252.
Radjavi (Massoud), 81, 90, 361, 442.
Raimond (Jean-Bernard), 17, 21, 24-26, 63, 67-70, 73, 75, 77, 79, 81, 84, 88, 99-100, 106, 126, 131-132, 170, 176-177, 179, 182-183, 185, 192, 195, 200, 204, 221, 254-255, 270, 272, 275, 286, 293, 296, 299, 304, 306, 308, 310-313, 316, 319, 325, 327, 347, 349, 351, 353-354, 357-359, 363, 367, 385, 420, 422-423, 432, 437, 450, 469.
Ramirez, 89.
Rasfandjani (Hachemi), 392.
Rau, 95, 366.
Reagan (Ronald), 16, 20, 29, 65-66, 68, 76, 84, 92-93, 99, 102-105, 108-110, 112-115, 132, 171, 174-175, 180-182, 184, 188, 190, 205, 209, 212, 214-215, 223, 228, 265, 267, 271, 278-279, 283-284, 290, 292-293, 298-299, 303, 308-309, 312, 316, 366, 391, 411, 417, 420, 423, 441, 450, 462.
Regan (Donald), 256, 317.
Reille (Jean), 280.
Reinette (Luc), 362.
Renan (Ernest), 200.
Renaud, 217, 276, 352.
Riabov, 70, 89.
Riboud (Antoine), 361.
Richstoffs (von), 362, 364.
Ridgway (Mme), 32, 292.
Rijkov, 321.
Rocard (Michel), 63, 73, 83, 176, 179, 184, 216, 285, 294-295, 318, 418-419, 426, 436, 443, 446, 448, 469, 475, 489.
Rochère (Christian de la), 356.
Rochot (Philippe), 100.
Rodgers (William), 28.
Rohan (Josselin de), 18.
Rosenbaum (Willy), 283.
Rosenblatt (Marc), 476.
Rossinot (André), 13, 226.
Rouillan (Jean-Marc), 261.
Rouleau (Eric), 77, 81, 87-88, 253, 496-497, .
Rousselet (André), 71.
Roussin (Michel), 100, 385, 447.
Rovan (Joseph), 283.
Roy (Jules), 353.
Royal (Sécolène), 283.
Rudding (Onno), 169.
Ruggiero (Renato), 169, 262, 268, 319.

S

Sabouret (Yves), 107.
Sadate (Anouar el), 107.
Sadon (Paul-André), 385-386.
Sainte- Marie (Michel), 484.

Sakharov (Andrei), 256.
Saleh (Fouad Ali), 257, 479.
Salzmann (Jean-Loup), 476.
Sanguinetti (Alexandre), 91.
Sankara (Thomas), 203.
Santini (André), 102, 105, 391, 478.
Sassia (Raymond), 208, 280.
Saulnier (général), 92, 106, 108, 392, 394.
Sautter (Christian), 27.
Sauzay (Philippe), 199.
Savimbi (Jonas), 385.
Schmidt (Helmut), 96, 367, 430.
Schmitt (général), 427.
Schuman (Robert), 102.
Séguéla (Jacques), 482-483, 490.
Séguin (Philippe), 22, 33, 79, 86, 126, 172, 222, 225, 271, 279, 286, 303, 315, 325, 328, 384, 490.
Seib (Thomas), 251.
Seurat (Michel), 21.
Seydoux (Jérôme), 262.
Shamir (Itzkiak), 88-89, 100, 105, 266, 268.
Shultz (George), 22, 32, 182, 195, 215, 267, 292, 299, 303-305, 308, 312, 326, 460, 468.
Sinclair (Anne), 476, 493.
Sirat (René), 436.
Sontag (Camille), 71, 100, 200.
Souchon (René), 443.
Soulez-Larivière (Daniel), 53.
Souss (Ibrahim), 104, 266.
Spaeth (Willy), 473.
Stasi (Bernard), 12, 173, 484.
Steel (David), 180.
Stein (Gertrude), 361.
Steinmetz, 296, 484, 486.
Stoltenberg, 25, 254, 293, 387, 472.
Stoph (Willy), 367.
Stora (Bernard), 476.
Stourdzé (Yves), 105.
Strauss (Franz-Josef), 367.
Suard (Pierre), 128.
Sudreau (Pierre), 485.

T

Tabatabai (Sadegh), 496-497.
Tasca (Catherine), 387.
Tazieff (Haroun), 285.
Teltschik (Horst), 127, 189, 278, 287, 288, 290, 297, 299, 302, 324, 328, 362, 363, 364, 365, 385, 387, 390, 392, 413, 422, 475.
Tezenas (Henri), 216.
Thatcher (Margaret), 65, 67, 70, 86, 88-89, 98, 103, 116, 176, 179-180, 182, 188, 191, 204-206, 209, 264, 272, 283, 290, 295, 305, 308, 324, 328, 368-371, 395, 411, 420, 422-424, 449, 468.
Thibaud de Silguy (Yves), 26.
Thiery (Christopher), 176.
Thomas (Isabelle), 212, 218, 476, 487.
Thomas (René), 131.
Titmeyer (Hans), 412.
Tjibaou (Jean-Marie), 202, 295, 492.

Tocqueville (Alexis de), 205.

Toklas (Alice B.), 361.

Torri (Paul), 353, 358, 362, 416, 419.

Toubon (Jacques), 13, 282, 418, 475.

Trichet (Jean-Claude), 250, 268, 473.

Trotsky, 368.

Trudeau (Pierre Elliott), 26.

Turenge (époux), 26, 107, 111, 425.

U

Ukeiwé (Dick), 259.

Ulbricht (Walter), 189.

Ulrich (Maurice), 16, 24-27, 29, 74, 78, 81, 84, 87, 93, 100, 122, 125, 133, 169, 185, 266, 275, 280-281, 283, 285-286, 314, 318, 322-323, 326-327, 348, 350, 358-359, 363, 392, 425, 428, 446, 485, 491, 495.

V

Valade (Jacques), 472, 474, 485.

Vaudiaux (Jacques), 130.

Vauzelle (Michel), 33, 53.

Védrine (Hubert), 53, 68, 100, 105, 170, 195, 223, 254, 359, 362-363, 426, 482.

Veil (Simone), 383.

Velayati, 348.

Verbrugghe (Pierre), 18, 31, 63, 199, 207, 221, 223, 228, 306, 322.

Vergés (Jacques), 484.

Vernes (Jean-Marc), 194.

Viénot (Marc), 128.

Vigouroux (Robert), 76.

Villain (Claude), 88.

Vogel (Hans), 429, 430.

Volker (Paul), 277, 278.

Vorontsov (Youri), 28, 269, 297.

W

Waite (Terry), 251.

Waldheim (Kurt), 91.

Wallis (Alan), 250.

Walters (général, Vernon), 16, 445, 447.

Warin (général), 410.

Weinberger (Caspar), 212-215, 223, 267, 297.

Wiaz (Pierre), 390.

Wibaux (Fernand), 131, 313, 385.

Wiltzer (Pierre-André), 479.

Wonder (Steevie), 383.

Wresinski (père), 311, 419.

X

Xiannian (Li), 413.

Y

Yaobang (Hu), 94.

Yeiwéné (Yeiwéné), 295.

Yeutter (Clar), 277.

Zagladine (Vadim), 491.